MAIRIE DE PARIS

Bulletin
Municipal
Officiel

DÉBATS DU CONSEIL DE PARIS

Séance des lundi 14 et mardi 15 octobre 2013

CONSEIL MUNICIPAL



N° 9-10 Vendredi 8 novembre 2013

Table des matières

Ouverture de la séance. 3

Condoléances. 3

Félicitations. 6

Adoption de comptes rendus. 6

Rappel au règlement. 6

2013 DASCO 184 - Communication du Maire sur la rentrée scolaire 2013. 7

Aménagement des rythmes éducatifs : 7

2013 DASCO 147 Convention passée avec l'Académie de Paris relative au développement des assistants de langues dans les écoles primaires de la Ville de Paris. 7

2013 DASCO 148 Subventions (79.735 euros) et conventions avec des associations pour des projets d'animation pluridisciplinaires mis en oeuvre dans les écoles publiques maternelles et élémentaires parisiennes au titre de l'aménagement des rythmes éducatifs (ARE). 7

2013 DASCO 149 Convention avec le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP) dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs pour la mise en oeuvre d'ateliers éducatifs. 7

2013 DRH 79 Modification de délibération relative à l'attribution d'une indemnité de sujétions et de responsabilité aux adjoints d'animation et d'action sportive, spécialité "animation périscolaire" de la Commune de Paris. 7

2013 DRH 83 Modification de délibération relative à la nouvelle bonification indiciaire. 7

2013 DJS 361 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Les Halles Le Marais et de son antenne Saint-Honoré (1er) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 7

2013 DJS 362 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Beaujon (8e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 363 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Château-Landon, Jemmapes, Granges-aux-Belles et Jean Verdier (10e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 364 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Bercy, Villiot-Râpée, Reuilly, Montgallet et son antenne Erard (12e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 365 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation et d'hébergement Maurice Ravel (12e) et du centre d'hébergement Kellermann (13e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 366 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Richet, Daviel, Dunois, Baudricourt, Poterne des Peupliers et Oudiné (13e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 367 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Brancion, Frères Voisin, Sohane Benziane, Espace Cévennes et Espace Paris-Plaine (15e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 368 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Point du Jour et de son antenne Mesnil Saint-Didier (16e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 369 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Interclub 17 (17e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 370 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation La Jonquière (17e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 371 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Binet, La Chapelle, Hébert, et Les Abbesses (18e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 372 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Rébeval et son annexe, Clavel, Curial, Mathis, Solidarité Angèle Mercier et Place des Fêtes (19e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 373 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Les Amandiers et le centre d'animation et d'hébergement Louis Lumière avec son annexe Serpollet

(20e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 8

2013 DJS 376 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Montparnasse (14e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs. 9

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la formation des animateurs. 9

Vœu déposé par l'Exécutif. 9

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au plan de titularisation des animateurs et animatrices. 9

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la rémunération des ASEM. 9

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la formation des ASEM. 9

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la propreté des locaux scolaires. 9

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la réécriture du décret sur l'ARE. 9

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'organisation d'Etats généraux de l'école. 9

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au recrutement d'AVS. 9

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux moyens d'une réorganisation de la réforme. 9

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux comités de suivi d'arrondissement. 9

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la sécurisation des entrées et sorties des élèves. 9

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif au recrutement et à la formation des personnels. 9

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux enfants en situation de handicap dans les ateliers périscolaires. 9

Vœu déposé par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS relatif à la mise en oeuvre de la Charte des responsabilités. 9

2013 DUCT 61 Subvention (8.000 euros) à l'association Démocratie locale participative du 15e. 40

2013 DUCT 68 - Subvention (10.000 euros) à l'association "Metropop' !" (11e) au titre du projet "Métropole et participation de la société civile 2013". 42

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au collectif des associations citoyennes. 43

2013 PP 66 - Extension au corps des agents de surveillance de Paris de la Préfecture de police de la délibération du 3 mars 2003 portant attribution d'une prime de rendement en faveur de certains agents de catégorie C et modification de la délibération des 18 et 19 mars 2002 portant fixation du régime indemnitaire des agents de surveillance de Paris. 44

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif aux contrôles d'identité. 49

Vœu déposé par l'Exécutif. 49

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la sécurité du futur quartier Clichy-Batignolles. 52

Vœu déposé par l'Exécutif. 52

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la sécurité dans le parc social. 55

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la délinquance d'origine roumaine. 57

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente à la sauvette. 60

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'Ecole Internationale Algérienne de Paris. 62

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurité du passage Goix (19e). 63

Dépôt de questions d'actualité. 65

Suspension et reprise de la séance. 66

I - Question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative aux conséquences à Paris de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite "Loi Duflot II". 66

II - Question d'actualité du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au bouclier social. 68

III - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative aux mesures de la Ville de Paris en faveur du pouvoir d'achat des Parisiens. 68

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.D.I. à M. le Maire de Paris relative à la crue centennale. 72

V - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative à la stigmatisation des Roms. 76

VI - Question d'actualité de M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris sur les perspectives budgétaires de la Ville et du Département de Paris pour 2014. 79

Suspension et reprise de la séance. 82

Observation sur le déroulement de la séance. 82

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans un jury d'architecture. 82

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux manifestations sur la place Edouard Herriot. 83

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux chiffres de la délinquance. 85

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif aux manifestations anti-IVG. 86

2013 DPVI 141 - Subventions (265.301 euros) avec conventions à 43 associations porteuses de 59 emplois d'adultes relais. 88

2013 DPVI 144 - Subventions (50.000 euros) à 16 associations sur les quartiers "politique de la ville" au titre du Fonds d'Innovation Sociale. 88

2013 DPVI 123 - Subvention (5.000 euros) à l'association Nouveaux Droits de l'Homme (NHD, 7e) au titre des droits de l'Homme. 90

Vœu déposé par l'Exécutif relatif au pouvoir d'achat des Parisiens. 91

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux cartes Emeraude et Améthyste. 92

2013 DASES 22 - Subvention (60.000 euros) et avenant n° 3 à convention avec l'INSERM - DR Paris 6. ... 93

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à un Schéma régional d'accompagnement des migrants intra-européens. 95

Vœu déposé par l'Exécutif. 95

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la création d'un village d'insertion Rom. 95

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans un jury d'architecture (suite). 99

Suspension et reprise de la séance. 100

2013 DJS 188 - Lancement d'un marché selon la procédure de l'article 30 du code des marchés publics pour la gestion du centre d'animation Buzenval (20e). 100

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la parcelle du 63, rue de Buzenval. 100

Vœu déposé par l'Exécutif. 100

2013 DJS 404 - Subventions (29.000 euros) à 8 associations de jeunesse parisiennes et conventions avec 2 associations de jeunesse parisiennes. 101

2013 DASCO 123 - Proposition de fixation, à compter du 1er janvier 2012, du montant annuel du "supplément communal de logement" (ou indemnité représentative de logement) attribué aux instituteurs non logés exerçant à Paris, et des diverses majorations qui y sont rattachées. 102

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'offre de petits déjeuners à l'entrée en classe. 103

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la devise républicaine au fronton des écoles. 104

2013 DFPE 200 - Subvention (184.154 euros) et avenant n° 5 avec l'association "La Maison Kangourou" (10e) pour la structure multi-accueil Saussure (17e). 105

2013 DFPE 362 - Convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 66, rue Berzélius (17e). 107

Vœu déposé par M. MARTINS relatif à la crèche Ernest May de la Croix Rouge (17e). 108

2013 DF 92 Signature du pacte d'actionnaires préparé par la Ville de Paris, la Caisse des dépôts et Consignations et la société AEG Facilities France SAS (AEGFF) dans la perspective de l'entrée d'AEGFF au capital de la SAEPOPB. 109

2013 DJS 209 Subvention (450.000 euros) et convention avec la Fondation Paris Saint-Germain au titre de la saison 2013-2014. 112

2013 DJS 406 - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'association A.S.P.T.T Paris Ile De France pour l'exploitation privative de l'espace de remise en forme situé dans l'enceinte du stade municipal Sébastien Charléty (13e). 116

2013 DPA 17 - Passation des marchés de travaux relatif à la construction d'un gymnase de type C, d'une salle de sport en structure légère, d'un terrain d'éducation physique non couvert, et mise en oeuvre d'installations provisoires au stade Suchet 25, avenue du Maréchal Franchet d'Esperey (16e). 117

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'offre sportive dans le quartier Place des Fêtes. 120

2013 DJS 220 Subvention (430.000 euros) et convention avec le Club des Français Volants au titre de la saison 2013-2014. 121

2013 DJS 223 Subvention (50.000 euros) avec convention avec le Paris Jean-Bouin CASG au titre de la saison 2013-2014. 122

2013 DU 32 Acquisition auprès de R.F.F. de volumes et d'une emprise de terrain nécessaires au comblement de la tranchée ferroviaire dite tranchée Pereire dans le secteur Saussure (17e). 123

2013 SG 143 Communication du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles (1er). 124

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la modification du P.L.U. sur le quartier des Villas d'Amérique. 125

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à un moratoire et un référendum local sur les projets de tours. 126

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à un audit de sécurité sur le réaménagement du quartier des Halles. 127

2013 DU 295 - Attribution à un lieu de la dénomination Promenade Yves Saint Laurent (15e).....129

Vœu déposé par M. le Maire de Paris relatif à l'attribution de la dénomination Albert et Alix Jacquard à la résidence sociale 90 rue de Lourmel. 130

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la dénomination d'un espace public Albert Jacquard. 130

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination d'un lieu parisien en hommage à Albert Jacquard.....130

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination "Esplanade de la liberté de la presse - Gilles Jacquier" dans le 11e.....132

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'attribution du nom de Rita Thalmann.....133

Vœu déposé par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS relatif à l'attribution du nom de Boris Pasternak. 134

2013 DLH 112 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 3 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 2 logements PLS 208, rue du Faubourg Saint-Denis (10e).....135

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la présentation des actions de la SOREQA. 135

2013 DLH 118 Lancement du marché public relatif à la conduite d'une opération programmée d'amélioration thermique des bâtiments (OPATB) pour les immeubles d'habitat privé du 19e arrondissement. 136

2013 DLH 124 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 1 logement PLA-I 8bis/10, rue Lacharrière et 1 logement PLUS 45/53, avenue Philippe-Auguste (11e). 137

2013 DLH 127 Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt PEX à contracter par EFIDIS en vue du financement de l'acquisition du patrimoine locatif social de l'OPIEVOY situé dans les 10e, 11e, 13e, 19e et 20e arrondissements. 137

2013 DLH 184 Réaménagement d'une partie de la dette de la RIVP envers la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit foncier de France. Maintien de la garantie de la Ville de Paris. 138

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la dette des bailleurs sociaux. 138

2013 DLH 222 Préparation du lancement de l'appel à projets en faveur de l'habitat participatif. 139

2013 DLH 232 Renouvellement des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts bancaires à contracter par la R.I.V.P. en vue du financement de locaux d'activités de divers programmes. 141

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au bilan financier de huit opérations de la R.I.V.P. 141

Vœu déposé par l'Exécutif relatif aux expulsions. 142

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'expérimentation de la dissociation foncier-bâti..... 143

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'immeuble du 14, cité du Labyrinthe. 144

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au n° 14 cité du Labyrinthe. 144

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au délai d'instruction des recours D.A.L.O..... 146

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux détecteurs de fumée dans les logements sociaux. 148

Vœu déposé par l'Exécutif. 148

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la production de logements sociaux. 149

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au droit au logement..... 149

Vœu déposé par l'Exécutif. 149

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accès au logement social des gardiens d'immeubles. 151

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au parc de logements intermédiaires. 152

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la rénovation du parc de logements sociaux..... 152

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente à la découpe de l'immeuble Taine/Reuilly. 153

Vœu déposé par l'Exécutif. 153

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la mise en place d'un système de cotation de la demande. 155

2013 SG 57 Versement de la contribution 2013 de la Ville de Paris (500.000 euros) au Groupement d'Intérêt Public "Atelier International du Grand Paris"..... 156

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au déménagement du Conseil régional d'Ile-de-France. 158

2013 DAC 423 Convention d'occupation du domaine public au Mouffetard, théâtre des arts de la marionnette (5e) pour l'association du Théâtre de la Marionnette à Paris. 159

2013 DAC 555 Subvention (275.000 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la société par actions simplifiée Cité de la Musique - Salle Pleyel (8e)..... 160

2013 DAC 576 Subventions (38.000 euros) aux associations APDV Centre d'Art, Art Azoï, Khiasma, Aux Milles Lieux, Reg'Art de Paris, Sonic Protest, APAPUC, 22,48 mètres carrés, Objet de Production. 162

2013 DAC 674 Convention d'objectifs avec l'Association pour la Gestion d'Espaces Temporaires Artistiques (AGETA) / Collectif Curry Vavart et fixation de

la redevance pour l'occupation, pour une durée de cinq mois, de locaux dans un immeuble communal, 88 rue Pixérécourt (20e). 162

2013 DAC 703 et 2013 DAC 704-G : Création de l'établissement de coopération culturelle Maison des métallos (11e). 164

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'apposition d'une plaque commémorative à Elsa Triolet et Louis Aragon. 166

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'association du musée du Montparnasse..... 166

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement du square Alexandre et René Parodi (16e)..... 167

2013 DAC 666 - Subventions (60.000 euros) à 16 associations dans le cadre de la dotation Nuit Blanche aux arrondissements. 169

Suspension et reprise de la séance. 171

2013 DAC 698 Convention de mécénat avec l'Etablissement Public Paris Musées, la Fondation du Patrimoine et la Fondation TOTAL pour la restauration de la cour Louis XIV (cour d'honneur) du musée Carnavalet (3e). 171

2013 DAC 721 Convention de mécénat liant les Galeries Lafayette à l'établissement public Paris Musées et à la Ville de Paris pour le Palais Galliera, Musée de la Mode de la Ville de Paris. 171

2013 DAC 517 Subvention (10.000 euros) à l'association Photothèque des Jeunes Parisiens (2e). 173

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif au site des Archives nationales. 174

2013 DGRI 79 Subvention (75.000 euros) et convention avec l'association Action Contre la Faim (14e) pour un programme d'aide d'urgence aux réfugiés syriens. 175

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif aux militants de l'organisation Greenpeace de l'Arctic Sunrise..... 176

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la situation des Chrétiens d'Orient. 177

Vœu déposé par l'Exécutif. 177

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la pose d'une plaque commémorative au stade Roland Garros. 178

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à un hommage aux "Fusillés pour l'Exemple" de la Première guerre mondiale. 179

2013 DAC 609 - Subvention (33.500 euros) avec convention avec l'association Art, Culture et Foi (18e). 180

2013 SG 183 - Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes relatif à la gestion du patrimoine muséographique de la collectivité parisienne..... 181

2013 SG 182 Exonération de redevance d'occupation domaniale accordée à la Direction de la Police Judiciaire (Ministère de l'Intérieur) pour l'organisation d'une exposition sur l'histoire de la Police Judiciaire sur le Champ de Mars (7e) du 8 novembre au 8 décembre 2013. 188

2013 DAC 663 Subvention (30.000 euros) et avenant à convention avec l'association Maison d'Europe et d'Orient (12e)..... 190

2013 DU 263 Subvention (152.000 euros) et avenant à la convention avec l'A.P.U.R. 191

2013 DVD 164 Convention avec le Syndicat Mixte Autolib'Métropole relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'..... 192

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif aux bornes de recharge électrique..... 192

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux stations Autolib' en ouvrage souterrain. 192

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux questions écrites déposées au Conseil de Paris..... 196

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités territoriales. 197

Vœu déposé par l'Exécutif. 197

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au mobilier urbain publicitaire..... 199

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création du Conseil de l'Immobilier de la Ville. 200

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'immeuble T8. 202

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif au travail de nuit et au travail dominical. 203

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'extension du travail dominical. 203

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur du Forum des Halles. 204

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur Haussmann - Grands magasins. 204

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur de Bercy village. 204

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux salariés de l'enseigne Séphora des Champs-Elysées. 204

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux zones touristiques de la Capitale. 204

Vœu déposé par Mme GOLDGRAB, MM. ALAYRAC et BROS relatif au périmètre des zones touristiques et au travail dominical..... 204

Vœu déposé par l'Exécutif. 204

2013 DDEEES 190 - Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'une buvette-restauration sur place et à emporter située dans le parc de Bercy (12e). 213

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'implantation du marché de la place de Joinville. 214

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux agents A.L.G. 215

2013 DVD 35 - Principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement Montholon (9e), pour une durée de 8 ans. 217

2013 DVD 106 - Contrat d'affermage avec la Société Spie Autocité pour l'exploitation du parc de stationnement Ternes (17e). 217

Vœu déposé par l'Exécutif. 217

2013 DVD 197 - Avenant n° 1 avec la société Spie Autocité au contrat d'affermage du parc de stationnement Ternes (17e). 217

2013 DVD 98 Subvention (39.000 euros) et avenant à convention avec l'association "La Prévention Routière". 220

2013 DVD 177 - Conventions de partenariat complémentaires pour l'événement "Bougez Malin". 222

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'opération "Paris Respire" dans le bois de Vincennes. 223

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'autopartage. 225

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif aux marchés d'appel d'offres sur les nouvelles lignes de bus. 226

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux stations-services parisiennes. 227

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux infiltrations dans la station de métro République. 229

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux dégradations et vols commis sur les Vélib'. 230

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éclairage nocturne des panneaux publicitaires aux stations de tramways. 231

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur électrique. 232

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la ligne de bus 57. 234

Vœu déposé par Mme GOLDGRAB, M. ALAYRAC et M. BROS relatif à une offre de scooters électriques en libre-service. 235

2013 DEVE 151 - Subvention (2.000 euros) à l'association "Espaces" pour l'organisation de balades fluviales commentées au départ du Port de Sèvres (16e) et depuis l'île aux Cygnes (15e). 236

2013 DEVE 158 Attribution de la dénomination Coulée verte René Dumont à la promenade plantée aménagée entre la rue Traversière et la rue Edouard Lartet (12e). 238

2013 DEVE 141 Avenant n° 1 au marché de travaux lot n° 1 d'aménagement d'une promenade sur la petite ceinture entre la place Balard et la rue Olivier de Serres (15e). 240

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le parc Kellerman. 244

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le jardin des Grands Moulins - abbé Pierre. 244

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'insécurité dans les parcs et jardins. 245

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au réservoir de Grenelle. 247

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'organisation d'un débat sur les risques d'une crue centennale. 249

2013 DPE 76 Avis sur le rapport annuel 2012 sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets à Paris. 251

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la lutte contre les tags. 253

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif au tri multimatériaux. 256

Désignation d'un représentant du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans un organisme. 256

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 257

Clôture de la séance. 257

Votes spécifiques. 257

Votes spécifiés. 259

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 259

Liste des membres présents en Commission. 291

Liste des membres présents. 292

Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 292

Tableau des vœux et amendements déposés en Commission. 296

Tableau des votes des groupes politiques.....305

La séance est ouverte à neuf heures, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mme Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Marie-Laure HAREL, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Condoléances.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, le Conseil de Paris a appris avec tristesse la disparition, le 27 juin dernier, de M. Jean-Louis Bergeal, ancien conseiller de Paris. Né à Montpellier, diplômé de l'ESSEC, Jean-Louis Bergeal a effectué l'essentiel de sa carrière professionnelle comme directeur de banque dans le groupe Suez.

Alors qu'il était encore étudiant, il a adhéré dès les années 1960 au Parti radical, auquel toute sa vie il est resté fidèle. Il y a exercé de nombreuses responsabilités, notamment celles de vice-président de la Fédération de Paris et de membre du comité exécutif national.

Jean-Louis Bergeal a été élu au Conseil de Paris en 1983, devenant alors adjoint au maire du 20e arrondissement en charge de l'urbanisme.

Réélu en 1989, il a occupé, au sein de notre assemblée, la vice-présidence de la 6e Commission ainsi que la fonction de conseiller délégué auprès de l'adjoint chargé du commerce, de l'industrie et de l'artisanat.

De 1995 à 2001, il a de nouveau été élu au conseil d'arrondissement dans le 20e arrondissement.

Chevalier dans l'Ordre national du Mérite, Jean-Louis Bergeal laisse le souvenir d'un homme soucieux d'améliorer la vie des Parisiens dans les quartiers populaires, dont il s'est occupé, en particulier le quartier Saint-Blaise. A sa femme, à sa fille et ses proches, je veux exprimer au nom du Conseil de Paris, comme en mon nom personnel, nos condoléances les plus sincères.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Mes chers collègues, nous avons appris avec beaucoup de tristesse la disparition, le 28 septembre dernier, de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, ancien conseiller de Paris et ancien adjoint au Maire de Paris.

Né dans la capitale à la veille de la guerre, il était le fils des grands résistants Jean et Gabrielle Pierre-Bloch. Diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme de Paris, Jean-Pierre Pierre-Bloch a commencé sa carrière à France Soir, en 1958, avant de la poursuivre dans les métiers de la communication, puis de prendre dans les années 1980 la direction du journal où il avait débuté.

Il a également présidé, dans les années 1990, la Société de presse des éditions Capital.

Engagé un temps à la SFIO, il est entré en 1974 au cabinet du président du Sénat, Alain Poher. Puis il a travaillé dans les cabinets de Michel DURAFOUR, Ministre du Travail, et de Lionel STOLERU, secrétaire d'Etat.

Candidat pour l'UDF aux élections législatives de 1978, il a été élu député de la 27e circonscription de Paris, devenant secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale et siégeant à la Commission des lois.

Elus au Conseil de Paris dans le 18e arrondissement en 1983, 1989, 1995 et 2001, il a successivement été en charge, comme adjoint au maire de Paris, du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, et de la politique de la ville.

Parallèlement à ses activités politiques, Jean-Pierre Pierre-Bloch s'est engagé avec ferveur dans plusieurs mouvements de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il s'est notamment investi dans l'association nationale "Judaïsme et liberté", dont il a occupé la vice-présidence, l' "Union des cercles Jules Ferry" pour l'école publique, et la Licra qui avait été fondée par son père.

Officier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix du combattant, Jean-Pierre Pierre-Bloch laisse le souvenir d'un homme chaleureux, totalement engagé dans la défense des valeurs universelles qui sont celles de Paris.

Ses obsèques ont été célébrées le mercredi 2 octobre au cimetière Montparnasse.

Je vais évoquer aussi un souvenir qui nous rassemble tous, c'est celui post-2001 où avec Jean-Pierre et toute sa famille, nous avons pu élaborer ensemble le baptême d'une rue du 15e arrondissement, enlevant le nom d'un scientifique antisémite pour donner le nom de Jean Pierre-Bloch, son père. Je crois que c'est quelque chose que nous avons fait tous ensemble et qui est peut-être le meilleur souvenir politique qui nous rassemble et qui nous permet de penser à Jean-Pierre avec beaucoup d'affection.

A sa femme, à ses enfants, à son frère, à toute sa famille qui sont mes amis, à tous ses proches, je veux exprimer au nom du Conseil de Paris, comme en mon nom personnel, nos condoléances les plus sincères.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Quelques conseillers m'ont demandé d'ajouter un commentaire à cet hommage à Jean-Pierre Pierre-Bloch. Mme ASMANI, puis M. TIBERI puis M. AIDENBAUM.

C'est l'inverse ? M. TIBERI d'abord, puis Mme ASMANI et M. AIDENBAUM.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, un ami nous a quittés.

Jean-Pierre Pierre-Bloch, mon ami, notre ami, était un homme de grande fidélité. Fidélité au message de son père, Jean-Pierre Bloch et de sa mère, Gabrielle Pierre-Bloch, deux figures éminentes de la Résistance française.

Fidélité à ses convictions de toujours, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, qui le conduisirent à présider pendant un temps la Licra.

Fidélité à la République, dont il fut un député, étant par deux fois un élu de la capitale.

Fidélité à Paris, dont il fut pendant dix-huit ans un maire adjoint dévoué et compétent. Fidélité aussi à notre amitié de toujours, lorsqu'il n'hésita pas à me conserver son amitié en 2001. Il ne s'était pas alors trompé de combat, pas trompé d'adversaires, préférant ainsi la qualité des rapports humains à d'autres choix politiciens.

Car Jean-Pierre Pierre-Bloch savait, en homme de cœur, demeurer fidèle à toutes ses attaches et à tous ses amis. Malgré les épreuves, elles ne lui furent pas épargnées, il resta toujours un infatigable lutteur au service des causes difficiles.

Personne n'oubliera ses combats menés avec panache au service de ce qu'il croyait être juste. Ils étaient multiples : la démocratie, l'antiracisme, la cause d'Israël, une certaine conception de la République…

C'est pour cela que nous l'aimions et que nous le respections tous. Ces derniers temps, il sut combattre avec courage la terrible maladie qui le minait peu à peu. Il nous a donné alors une belle leçon d'humilité.

"Rien ne remplacera jamais le trésor de moments passés ensemble", a dit un jour le poète.

Je veux dire notre émotion à son épouse Anne-Marie, à ses filles Déborah, Victoria et Latifah, à son frère bien sûr et à sa sœur, à ses petits-enfants dans l'épreuve qu'ils traversent.

Au revoir, mon ami. Repose en paix et que la terre te soit douce.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame ASMANI, vous avez la parole.

Mme Lynda ASMANI. - Merci, Monsieur le Maire.

Mon très cher Jean-Pierre, hier soir, le Front national gagnait encore une élection au scrutin majoritaire et, pour l'humaniste inlassable que tu étais à combattre les discriminations et les haines dans notre pays, j'imagine que cela doit t'interpeller, là où tu es.

Nous étions plusieurs centaines à t'accompagner à ta dernière demeure et, ce qu'il y a de plus merveilleux, c'est que tu connaissais chacun d'entre nous et que tu avais une histoire personnelle vécue avec tous.

Les mots me manquent pour te dire merci d'avoir été un véritable ami, dont les conseils ont toujours été désintéressés. La jeune élue que je suis dans cet hémicycle que tu as si longtemps fréquenté est très émue de ces quelques mots ce matin.

Je te dois aussi les remerciements de la part des Libéraux et des Centristes qui furent tes compagnons de route durant près de 30 ans de vie politique et c'est sans doute - et je le sais - grâce à toi si, aujourd'hui, il existe un groupe centriste au Conseil, car tu as participé dès 2007 à son existence.

Je connais ton illustre famille aussi et je crois pouvoir dire que tu l'as honorée par ton parcours et ton altruisme à toute épreuve.

Tu fais partie de cette espèce en voie de disparition, des gens comme il n'en existe plus. Heureusement que tu nous laisses tes merveilleux enfants, petits-enfants, ta famille et tes neveux dont le plus emblématique David, mon ami, poursuivra je l'espère tes combats

Si l'hommage d'aujourd'hui est intime, je souhaite aussi être la porte-parole de toutes les merveilleuses choses que tes amis ont pu dire de toi sur les réseaux sociaux et je suis certaine que tu trouverais encore le moyen d'en plaisanter.

Tu étais un grand monsieur, un homme courageux, physiquement et intellectuellement. Tu étais, comme on dit en yiddish, un véritable mensch.

Pierre AIDENBAUM a écrit de toi que vous n'aviez pas toujours les mêmes idées, mais que vous partagiez les mêmes valeurs

Enfin, il y a un témoignage qui illustre le plus ce que tu es. Quelqu'un t'appelle et dit : "Allo, Jean-Pierre ? J'ai un problème". Tu réponds : "T'es où ? J'arrive".

Merci encore pour Edith Piaf et la cornemuse au cimetière.

Je te dis : chapeau bas, l'artiste.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. Pierre AIDENBAUM.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Quelques mots.

Jean-Pierre était un opposant, en tout cas nous n'étions pas de la même sensibilité politique, mais nous partagions en effet, comme cela vient d'être rappelé, les mêmes valeurs.

J'ai trois souvenirs, très rapidement, où je l'ai toujours vu, nous étions toujours ensemble au premier rang des manifestations : l'apartheid en Afrique du sud, les Juifs d'U.R.S.S. et les combats que nous avons menés auprès de Beate KLARSFELD.

Gaby et Jean étaient de la famille, comme l'étaient Jean-Pierre, Claude, Anne-Marie ou Michel. Nous passions souvent des heures à discuter ensemble dans l'appartement de Gaby et de Jean.

Un jour - et je terminerai sur ce souvenir personnel car, comme je le disais, nous nous engueulions souvent politiquement - Gaby m'a dit : "Tu es mon troisième fils et j'aimerais bien que tu succèdes à Jean (son mari) à la tête de la LICRA".

C'est ce jour que j'ai pris la décision d'être candidat à la présidence de la Licra, avec le soutien, je dois le dire, d'opposants politiques, mais d'hommes de cœur et je voulais aujourd'hui le redire à toute la famille.

Merci pour tout ce qu'a fait Jean-Pierre et merci à toute la famille, qui est une famille aussi de combattants.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Pierre.

Je précise aussi que l'hommage rendu par Daniel VAILLANT à la mairie du 18e arrondissement lundi dernier était émouvant.

C'est vrai qu'avec Jean-Pierre, nous nous sommes quand même bien affrontés, cela rappelle beaucoup de souvenirs ici.

Mais, voilà, il y a ces valeurs qui nous ont rassemblés et des relations humaines qui ont fait que, tout au long de notre vie, affrontement ou pas affrontement, nous nous sommes retrouvés et nous nous retrouvions, non

seulement autour de ces valeurs, mais aussi, parfois, comme l'évoquait M. TIBÉRI, dans des relations humaines chaleureuses, fraternelles. Tous ceux qui l'ont vécu ne risquent pas de l'oublier.

C'est vrai pour vous, chère Anne-Marie, pour Claude, pour sa sœur, pour tous. Nous vivrons avec le souvenir de tout ce que nous avons reçu de Jean-Pierre.

Merci.

Félicitations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Changement de sujet : des félicitations, puisque Liliane CAPELLE a été nommée Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur et Pierre SCHAPIRA a été promu Officier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Nous vous félicitons.

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, le compte rendu sommaire de la séance des 8 et 9 juillet 2013 a été affiché.

Le compte rendu intégral de la séance des 8 et 9 juillet 2013 a été publié au Bulletin municipal officiel.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Je n'en vois pas.

Ils sont donc adoptés.

Rappel au règlement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons donc à l'examen d'un certain nombre de projets de délibération qui concernent la rentrée scolaire…

Monsieur LEGARET, il faut me prévenir quand vous voulez faire un rappel au règlement, d'autant que nous nous sommes vus tout à l'heure.

Vous voulez nous faire quel rappel au règlement ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Un court rappel au règlement.

Je voudrais rappeler que, sauf erreur de ma part, nous sommes à la séance du mois d'octobre et, de très ancienne tradition, à cette séance est inscrite la question des orientations budgétaires.

Je m'étonne beaucoup que cela ne figure pas à cette séance en application des articles L. 2312-1 et L. 3312-1 C.G.C.T.

Vous savez que ce débat sur les orientations budgétaires doit être organisé dans un délai de deux mois avant l'adoption du budget.

Soyons clairs : n'ayant pas ce débat aujourd'hui, nous l'aurons à la séance des 12 et 13 novembre, soit juste un mois et quelques jours avant le vote du budget.

Tout le monde sait que, un mois avant le budget, les documents budgétaires sont déjà sous presse. Cela veut dire que ce débat sur les orientations budgétaires, en dépit de la transparence et de la concertation, n'aura rigoureusement aucun sens.

Alors, nous avons fait une petite recherche historique, nous nous sommes rappelés que vous aviez déjà omis d'organiser le débat sur les orientations budgétaires en octobre de l'année 2007. Cela précédait juste une élection municipale.

Est-ce une tradition, selon vous, de ne pas avoir d'orientations budgétaires juste avant un budget ?

Est-ce le dernier fait du prince de votre mandature ?

Est-ce que vous expliquez cela par des inquiétudes, ou en tout cas des incertitudes, sur les dotations d'État sur lesquelles on peut effectivement se poser des questions et émettre quelques craintes ?

En tout cas, je voulais vous interpeller, vous qui êtes maître de l'ordre du jour, sur cette anomalie. Pouvez-vous nous en indiquer la raison ?

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LEGARET, vous n'apprenez rien puisque vous avez été informé en conférence d'organisation des ordres du jour.

Je me suis interrogé d'abord sur les règles. Les règles disent qu'il faut que ce débat ait lieu dans les deux mois qui précèdent le Conseil. J'avais donc le choix entre le faire à la séance d'aujourd'hui ou à la séance de novembre. C'est la première réponse.

La deuxième réponse, c'est qu'effectivement il y a des éléments que je ne connais pas aujourd'hui, par exemple les règles concernant la C.V.A.E. Je préférerais que l'on ait ce débat d'orientations budgétaires en connaissance de cause sur nos ressources.

Troisièmement, Monsieur LEGARET, il y aura, je crois, cinq semaines entre le débat d'orientations budgétaires de novembre et l'adoption du budget. J'ai regardé le compte à rebours, cela me permettra, même si, dès maintenant, nous avons tous des réflexions sur le budget 2014, évidemment, cela me permettra entre la séance de novembre et la séance de décembre de faire les ajustements que m'inspirera le débat sur les orientations budgétaires, dont je vous confirme que, conformément à la loi, il aura lieu dans les deux mois, donc environ cinq ou six semaines avant l'adoption du budget.

Voilà ma réponse, elle est sereine et, effectivement, ce n'est pas la première fois.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - La deuxième.

2013 DASCO 184 - Communication du Maire sur la rentrée scolaire 2013.

Aménagement des rythmes éducatifs :

2013 DASCO 147 Convention passée avec l'Académie de Paris relative au développement des assistants de langues dans les écoles primaires de la Ville de Paris.

2013 DASCO 148 Subventions (79.735 euros) et conventions avec des associations pour des projets d'animation pluridisciplinaires mis en oeuvre dans les écoles publiques maternelles et élémentaires parisiennes au titre de l'aménagement des rythmes éducatifs (ARE).

2013 DASCO 149 Convention avec le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP) dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs pour la mise en oeuvre d'ateliers éducatifs.

2013 DRH 79 Modification de délibération relative à l'attribution d'une indemnité de sujétions et de responsabilité aux adjoints d'animation et d'action sportive, spécialité "animation périscolaire" de la Commune de Paris.

2013 DRH 83 Modification de délibération relative à la nouvelle bonification indiciaire.

2013 DJS 361 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Les Halles Le Marais et de son antenne Saint-Honoré (1er) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 362 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Beaujon (8e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 363 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Château-Landon, Jemmapes, Granges-aux-Belles et Jean Verdier (10e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 364 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Bercy, Villiot-Râpée, Reuilly, Montgallet et son antenne Erard (12e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 365 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation et d'hébergement Maurice Ravel (12e) et du centre d'hébergement Kellermann (13e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 366 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Richet, Daviel, Dunois, Baudricourt, Poterne des Peupliers et Oudiné (13e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 367 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Brancion, Frères Voisin, Sohane Benziane, Espace Cévennes et Espace Paris-Plaine (15e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 368 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Point du Jour et de son antenne Mesnil Saint-Didier (16e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 369 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Interclub 17 (17e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 370 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation La Jonquière (17e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 371 Avenant n° 3 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Binet, La Chapelle, Hébert, et Les Abbesses (18e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 372 Avenant n° 1 à la convention de délégation de service public pour la gestion des centres d'animation Rébeval et son annexe, Clavel, Curial, Mathis, Solidarité Angèle Mercier et Place des Fêtes (19e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 373 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Les Amandiers et le centre d'animation et

d'hébergement Louis Lumière avec son annexe Serpollet (20e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

2013 DJS 376 Avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Montparnasse (14e) relatif à la mise en place d'ateliers périscolaires dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la formation des animateurs.

Vœu déposé par l'Exécutif.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au plan de titularisation des animateurs et animatrices.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la rémunération des ASEM.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la formation des ASEM.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la propreté des locaux scolaires.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la réécriture du décret sur l'ARE.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'organisation d'Etats généraux de l'école.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au recrutement d'AVS.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux moyens d'une réorganisation de la réforme.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux comités de suivi d'arrondissement.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la sécurisation des entrées et sorties des élèves.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif au recrutement et à la formation des personnels.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux enfants en situation de handicap dans les ateliers périscolaires.

Vœu déposé par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS relatif à la mise en oeuvre de la Charte des responsabilités.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la communication sur la rentrée scolaire, mais aussi au débat sur un certain nombre de projets de délibération, parce que je veux préciser à nos collègues que le débat porte sur la communication et sur les projets de délibération, donc les vœux, amendements, etc. doivent rentrer dans ce débat général qui a été prévu par la conférence d'organisation.

Mes chers collègues, là aussi, en termes d'ordre du jour, je crois qu'il était opportun que ce soit avec le recul d'un mois que nous examinions cette année les conditions de la rentrée scolaire à Paris, alors même que notre collectivité s'est engagée dans une réforme ambitieuse qui la mobilise puissamment.

L'aménagement des rythmes éducatifs est un élément parmi d'autres d'un mois de septembre qui a vu l'école bénéficier d'efforts sans précédent, tant de la part de la Ville que de la part de l'Etat.

Au service des petits Parisiens, de leurs parents et de tous ceux qui concourent à leur éducation, je souhaite que la polémique et l'outrance n'aient raison ni de l'objectivité ni de la sincérité du débat démocratique.

Le sérieux et l'honnêteté me semblent, en effet, devoir prévaloir dans nos échanges pour que nous puissions nous consacrer exclusivement à l'intérêt des enfants.

Les beaux défis que nous posent l'essor démographique de Paris exigent, en effet, à chaque rentrée, beaucoup de réactivité et de créativité.

Les 723 élèves supplémentaires que nous accueillons dans le primaire et le secondaire, témoignent parfaitement de ce dynamisme et de cette énergie qu'il nous revient d'intégrer et d'accompagner dans nos écoles et dans nos collèges.

Grâce au retour des familles dans notre Ville, ce sont, aujourd'hui, 137.000 écoliers et 57.000 collégiens qui ont effectué leur rentrée dans de bonnes conditions.

Si nous sommes en capacité, aujourd'hui, d'accueillir autant d'enfants supplémentaires, c'est grâce à un volontarisme politique jamais démenti depuis 2001.

Le 1,85 milliard d'euros investi pour construire 36 nouvelles écoles et en restructurer 34 a permis d'ouvrir 377 classes supplémentaires en 13 ans. Avec sept collèges créés et neuf totalement réaménagés, le secondaire participe pleinement de cette extension du périmètre scolaire à Paris.

Ce mouvement s'est concrétisé en 2013 par la livraison de la première des quatre écoles prévues sur les 54 hectares de territoire gagnés par Paris à la Z.A.C. "Paris-Batignolles". Il est appelé à se poursuivre partout où notre ville s'agrandit. Au cours des prochains mois, ce sont ainsi deux collèges qui ouvriront leurs portes dans le quartier de Saussure-Batignolles et de Paris Nord-Est.

Cette dynamique intègre, depuis 2001, la question du handicap, puisque 145 écoles et 34 collèges ont été rendus accessibles, permettant à environ 3.000 enfants handicapés d'être scolarisés dans des classes normales.

Entre 2002 et 2012, les Gouvernements qui se sont succédé, loin d'accompagner cette montée en puissance par des moyens humains supplémentaires, ont, au contraire, détruit des dizaines de postes sur l'Académie de Paris.

C'est à l'été 2012 que notre Ville a pu commencer à inverser la tendance qui l'a condamnée à disposer de moins en moins d'enseignants pour faire face à davantage d'élèves.

Dès la rentrée 2012, certaines corrections, heureusement apportées sous le signe de l'urgence, nous avaient permis d'éviter la paralysie de nos écoles et de nos collèges. Après un an d'un travail constructif avec le Rectorat et les services du Ministère, nous avons connu une rentrée 2013 placée sous le signe d'un vrai renforcement des effectifs.

Les 97 postes créés dans le premier et le second degré ont rendu aux écoliers, aux collégiens et à leurs enseignants un peu de l'oxygène dont ils avaient besoin. Les 12 postes de R.A.S.E.D. et les 14 postes de remplacement ouverts dans le primaire répondent en particulier à une revendication légitime dont notre collectivité se fait la porte-parole depuis 10 ans.

A cet effort sans précédent depuis les années quatre-vingt-dix, s'ajoutent le recrutement de 500 emplois d'avenir professeurs supplémentaires destinés aux étudiants boursiers et la signature de 900 nouveaux contrats aidés, dont 350 seront consacrés à l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Chers amis, il y a un bruit de fond, si vous pouviez baisser le ton, c'est mieux, d'autant que je suis en train de parler de l'accueil des enfants handicapés.

En cette rentrée 2013, l'école est donc bien redevenue une priorité nationale.

C'est dans ce contexte et parce qu'il y avait ce contexte que nous avons choisi de réformer les rythmes éducatifs pour mieux prendre en compte la santé des enfants et faire progresser l'égalité des chances à Paris. Cette évolution était souhaitée par l'immense majorité des professionnels de la santé.

Après un vaste débat, et rien ne justifiant de différer un progrès de cette ampleur, nous avons choisi, comme le prévoyait le droit commun, de passer à la semaine de quatre jours et demi dès la rentrée 2013.

Un mois après, nous ne disposons pas tout à fait du recul nécessaire pour tirer des conclusions définitives de la réforme. Il est donc sage de s'en tenir à des constats objectifs.

D'abord, personne ne peut nier que les moyens aient été au rendez-vous. Le recrutement de 1.500 animateurs et de 25 professeurs de la Ville supplémentaires, la désignation de 10 chefs de projet dans les circonscriptions des affaires scolaires et l'évolution des 385 directeurs de centre de loisirs vers un statut de responsable éducatif de la Ville sont venus renforcer notre dispositif périscolaire.

Ensuite, le défi quantitatif et qualitatif posé par la montée en puissance des temps périscolaires a été relevé. Ce sont, aujourd'hui, 8.000 ateliers éducatifs qui sont proposés aux enfants deux fois par semaine par les personnels de la Ville, les conservatoires, les centres d'animation et les associations qui ont été sélectionnées.

Enfin, nous avons, comme promis, amélioré l'accompagnement des enfants tout au long de la journée.

Le taux de présence d'adultes encadrants a, par exemple, augmenté de près de 50 % lors de la pause méridienne en école élémentaire, ce qui nous était, d'ailleurs, fortement demandé par les parents et les enseignants, et a augmenté de 25 % lors des activités du soir en école maternelle.

Ce sont ces engagements fondamentaux que nous avons présentés au mois de mars dernier et auxquels nous avons travaillé depuis, en lien avec les représentants des parents, des enseignants, des directeurs et des fonctionnaires de la Ville. Ce sont ces engagements qui ont été tenus en cette rentrée 2013, quelles que soient les difficultés objectives que nous avons rencontrées et que nous rencontrons encore.

Ces difficultés, je les connais, dans la mesure où elles me remontent chaque jour du terrain. En matière de gestion des entrées et sorties, d'information des parents et surtout de traitement spécifique des maternelles, nous avons été confrontés à des problèmes qui exigent davantage que de simples ajustements. Ces problèmes, il ne s'agit ni de les occulter ni de les instrumentaliser. Il s'agit tout simplement de les traiter et de les régler.

C'est ce que nous faisons jour après jour avec humilité, mais ténacité.

Pour répondre aux problématiques spécifiques apparues en maternelle, nous avons ainsi créé 37 nouveaux postes de coordinateur et mobilisé des A.S.E.M. supplémentaires le mercredi matin là où c'était nécessaire.

Pour améliorer l'information des parents, nous avons organisé des réunions de présentation des activités dans toutes les écoles, puis mis en ligne l'ensemble des ateliers proposés sur Paris.fr. Et nous allons instituer un carnet de liaison périscolaire.

Pour optimiser la coordination entre enseignants, directeurs et animateurs, nous avons déchargé d'encadrement d'enfants 184 agents supplémentaires, ce qui permet la présence d'un agent dédié dans chacune des écoles parisiennes.

Mes chers collègues, un mois après la rentrée, et face aux inquiétudes légitimes qui se font jour, il est plus que jamais nécessaire de rappeler le sens d'une réforme qui, comme tous les progrès de très grandes ampleur, exige du temps avant de donner sa pleine mesure.

Si nous avons choisi de passer à la semaine de quatre jours et demi, c'est sur la recommandation scientifique des médecins et dans l'espoir d'offrir aux petits Parisiens une meilleure santé et de meilleures chances de réussite.

Face à de tels enjeux, il serait donc plus que léger de remettre en cause l'ensemble de la réforme au motif que nous rencontrons des difficultés réelles au cours des premiers mois de mise en place.

Il nous faut donc être à l'écoute des enfants, des parents, des enseignants et des éducateurs pour corriger dans les meilleurs délais ce qui doit l'être.

C'est exactement ce que nous faisons en renforçant nos personnels chargés du ménage, notamment en maternelle, en redéfinissant les procédures d'entrée-sortie des élèves, en communiquant mieux et davantage avec les parents sur ce que font concrètement leurs enfants dans les ateliers et en poursuivant la formation de nos animateurs et de nos A.S.E.M.

Mes chers collègues, la rentrée des écoliers et des collégiens s'est passée dans de bonnes conditions, quoi qu'on en dise, grâce à l'engagement de notre collectivité et au volontarisme du Gouvernement, déterminé à remettre l'école au centre du Pacte républicain.

Quant aux problèmes apparus à l'occasion de la mise en œuvre de la réforme des rythmes, ils sont connus, analysés et traités.

Je tiens à remercier l'administration parisienne, dont l'engagement, sous la responsabilité de Colombe BROSSEL, est à la hauteur des attentes de nos concitoyens. Et je tiens à assurer l'ensemble de la communauté éducative, des parents aux enseignants en passant par les directeurs et les animateurs, de notre volonté d'œuvrer tous ensemble dans le dialogue pour une école sereine au service de la réussite des enfants. Il nous faut encore un peu de temps, un peu d'exigence vis-à-vis de nous-mêmes et un peu d'esprit de responsabilité de tous. Nous y arriverons. J'en suis totalement certain. Je vous remercie.

Mes chers collègues, comme je vous l'ai dit, le débat organisé porte sur les projets de délibération et bien sûr, les vœux.

Je donne d'abord la parole à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, aux mois de décembre et de mars derniers, nous vous avions fait part de notre préoccupation de la mise en place de la réforme des rythmes dès cette rentrée scolaire.

En décembre, nous avions ainsi présenté un vœu en écho aux inquiétudes de la communauté éducative, pour notamment que la Ville s'engage à ce qu'aucune modification de l'organisation de la semaine scolaire ne soit mise en place par la mairie de Paris à la rentrée 2013 sans une large concertation avec l'ensemble de la communauté éducative.

En février, nous déposions un vœu pour la création d'une vraie filière animation afin de garantir formation et sécurité de l'emploi aux animateurs des temps périscolaire et la fin du recours aux vacations.

Nous avons insisté pour que cette réforme fasse l'objet d'un débat au sein du Conseil de Paris. À cette occasion, en mars, nous vous avions dit notre déception. La concertation menée n'était pas à la hauteur de nos attentes ni de celle des enseignants, des parents et des personnels.

Alors que Paris se précipitait pour appliquer cette réforme, ils redoutaient l'improvisation, et nous aussi. C'est pourquoi nous avions voté contre la mise en place de la réforme dès septembre. La rentrée qui vient d'avoir lieu ne peut que nous amener à penser que nous avions raison de demander sa mise en place à la rentrée 2014, et non 2013.

L'école est un bien commun d'aujourd'hui et de demain. Elle est au cœur de ce qui rassemble la gauche : donner les mêmes chances à tous en dépit des inégalités de la naissance.

Aujourd'hui, l'Éducation nationale traverse une crise profonde après 10 ans de casse systématique orchestrée par la droite. Nous évoquons aujourd'hui les écoles élémentaires et les maternelles, mais il y aurait beaucoup à dire sur les collèges et les lycées, dont la situation ne s'améliore pas malgré les annonces. Les classes sont toujours aussi surchargées, avec toujours plus d'enseignants vacataires et moins de surveillants.

Dans les écoles élémentaires et les maternelles, la mise en place de cette réforme des rythmes scolaires dès la rentrée n'a fait que désorganiser les classes et les rythmes, comme nous le craignions. Cette réforme apparaît comme un passage en force qui met l'école sens dessus dessous. La colère de la communauté éducative, dont les directeurs d'école, est un appel à l'aide. La communauté éducative rassemblée nous dit que la copie de cette réforme est mauvaise et qu'il faut la recommencer : entendons-la ! car nous partageons avec elle cette ambition d'une école et d'un périscolaire de qualité pour tous.

Nous devons aux Parisiens de ne pas détourner la tête. Paris doit porter une exigence de lucidité et la relayer auprès du Ministre de l'Éducation nationale. L'application de cette réforme est pour l'instant un échec ; et pourtant, les parents, les enseignants, les animateurs et les A.S.E.M. ne lui sont pas hostiles par principe. Il faut agir vite et juguler la désorganisation qui s'installe dans les salles de classe et dans le quotidien des Parisiens.

S'aveugler plus encore serait une faute, une faute démocratique et une faute pour l'école. Car l'école a besoin d'aller de l'avant, d'engager d'autres réformes plus difficiles et plus essentielles encore pour lutter contre l'échec scolaire. On n'en réussira aucune si l'on sacrifie celle des rythmes, qui n'était pourtant certainement pas la priorité pour une refondation de l'école.

La colère des enseignants et la frustration des agents de la Ville ne souffrent ainsi pas de discussion. À Paris, le SNUipp-FSu, premier syndicat en primaire, a annoncé 90 % de grévistes dès la première grève à Paris. Et le mouvement touche beaucoup d'autres collectivités qui ont elles aussi tenté d'appliquer la réforme. Les enseignants ont l'impression de ne pas avoir été écoutés. Depuis plusieurs années, ils tirent la sonnette d'alarme : trop d'élèves par classe, des conditions de travail difficiles, une formation à revoir, des inégalités croissantes entre les élèves et entre les établissements.

Depuis des années, les gouvernements font au mieux la sourde oreille. Dans ce contexte, une réforme des rythmes scolaires qui desserre l'étau de la semaine de quatre jours, mise en place par Xavier DARCOS en 2008, avait au moins le mérite d'annoncer une reprise du dialogue entre les enseignants et l'État. Leur colère d'aujourd'hui est à la hauteur de leur déception. Non seulement leurs craintes n'ont pas été écoutées, à l'image de l'indifférence qui a accueilli l'avis très négatif du Conseil supérieur de l'éducation sur le décret d'application de la réforme, mais la communauté éducative n'a pas été associée à sa mise en œuvre.

Aujourd'hui, elle dénonce la confusion entre l'enseignement et les activités périscolaires, des perturbations et des dysfonctionnements systématiques. Pour toute réponse, la méthode Coué du Ministère de l'Education nationale n'arrange rien.

On l'a entendu à plusieurs reprises : enseignants, animateurs et parents s'inquiètent de classes et d'enfants déjà dépassés et fatigués. Une enquête menée par les syndicats depuis le 16 septembre le confirme jour après jour : on se croirait en fin de trimestre alors que la rentrée ne date que de quelques semaines. Il n'y a pas deux jours qui se ressemblent ; les contenus varient ; l'horaire de la fin de journée change.

La multiplication des adultes référents ajoute à la confusion, d'autant plus que les petits Parisiens peinent parfois à comprendre qui fait quoi et quand.

Le but de cette réforme est pourtant de mieux répartir les temps de travail, la semaine et la journée…

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît, parlez moins fort. Vous avez une collègue qui parle à côté et il y a un bruit de fond, ce n'est pas très respectueux !

Je vous en prie, Madame BECKER ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Le but de cette réforme est pourtant de mieux répartir les temps de travail, la semaine et la journée en fonction du rythme des enfants. Clairement, cette organisation est à revoir après quelques semaines, car il s'agit de mieux agencer le temps scolaire afin de programmer les enseignements aux meilleurs moments et de donner à tous les enfants l'accès à des activités, notamment culturelles et sportives.

Aujourd'hui, le résultat est en totale contradiction avec les intentions de départ. Le nouveau tempo n'est tout simplement pas le bon, trop irrégulier et trop brusque. D'un établissement à l'autre, tout change et, au lieu de contribuer à gommer les inégalités, cette réforme ainsi mise en œuvre risque à présent de les amplifier, malheureusement. A l'échelle nationale, d'un territoire à l'autre, d'une collectivité à l'autre, les disparités sont nombreuses.

Sans visibilité à long terme sur le financement de la réforme, comme nous le disions déjà en mars, le risque d'un renforcement des inégalités territoriales est réel. A Paris, si la collectivité a fait un effort indéniable, il manque à l'évidence des personnels ; et surtout, spécificité parisienne, il manque des locaux dans 70 % des écoles selon les syndicats. L'exiguïté des écoles parisiennes est proverbiale ; elle est surtout incompatible avec l'application telle quelle de cette réforme. Il s'ensuit aujourd'hui des problèmes d'hygiène, de matériels, d'organisation sur l'occupation des locaux.

Sans compter, encore une fois, des confusions entre le périscolaire et l'enseignement, puisque, trop souvent, c'est dans la classe même que les animateurs sont obligés d'intervenir. Une situation qui n'est pas près de s'arranger : quand la pluie et l'hiver s'en mêleront, la cour de récréation cessera d'être une solution occasionnelle. L'utilisation de ces locaux doit être revue et repensée. Dans ces écoles profondément troublées, d'autres problèmes surgissent encore et s'ajoutent à la désorganisation. Des adultes en grand nombre dans l'école, parfois inconnus des parents et des professeurs, des risques pour la sécurité des enfants, des agents d'entretien qui n'ont plus le temps ni les moyens d'assurer la propreté des classes et des locaux.

La situation en l'état est ubuesque, la surdité apparente du gouvernement, elle, est incompréhensible, les cris d'orfraie de l'Opposition indécents, mais la Droite a beau jeu de critiquer et l'amnésie lui va si bien ! C'est elle qui imposa la semaine de quatre jours en 2008 à la hussarde, c'est elle qui a supprimé des dizaines de milliers de postes

d'enseignant, c'est elle encore qui disait préférer le prêtre au professeur quand il s'agit de transmettre des valeurs, c'est elle enfin qui cajole l'école privée et méprise l'école publique. La Droite a fait la guerre contre tout ce qui ressemblait à un enseignant et une école publique pendant dix ans.

Elle peut ravaler ses leçons aujourd'hui : les jeunes en échec scolaire, les enfants en grande détresse sociale, elle les a abandonnés. Elle n'a écouté personne, elle n'a rien fait, sinon casser, briser et laisser pourrir. Plus grave peut-être encore, elle n'en avait rien à faire !

Sa négligence et sa légèreté dans la conduite des affaires scolaires a laissé des traces profondes et une école en crise. C'est parce que l'école sort de dix années catastrophiques qu'il nous faut agir vite et changer de traitement quand celui-ci ne convient manifestement pas.

Le quinquennat de Nicolas SARKOZY notamment a fait de l'Education nationale un bouc émissaire, une variable d'ajustement et une quantité négligeable.

Nous ne pouvons pas nous permettre, à notre tour, d'agir au mépris des réalités.

Paris doit porter un changement de cap. A la situation qui est celle des écoles, une seule solution : la réécriture du décret d'application de la réforme, le plus vite possible, certes, mais surtout en association avec la communauté éducative. Il faut permettre à un enseignement de qualité d'accueillir des activités périscolaire adaptées, mais lesquelles ? Les enseignants, les personnels, les animateurs ont leur mot à dire à ce sujet, d'autant plus après ces quelques semaines difficiles, mais telle qu'elle est actuellement appliquée, la réforme les oppose, les met en concurrence, parfois dans les mêmes lieux et dans l'esprit même des enfants.

Au sortir de dix ans de casse par la Droite, des états généraux de l'école n'auraient pas été un luxe. Ils s'imposent d'autant plus aujourd'hui.

La communauté éducative dans son ensemble sort d'une année de bouleversements, déchirée, parfois désunie. Elle a besoin d'être au cœur de nos débats et de nos processus de décision.

En attendant la réécriture du décret et ces états généraux, que faire cependant ? L'école est un sujet trop important pour risquer l'impréparation et la hâte, et dans quelque sens que ce soit. Il nous faut adopter des mesures, afin de permettre aux écoles parisiennes de remédier aux principaux dysfonctionnements de la réforme, sans pour autant revenir à la semaine de quatre jours. Ce serait, en effet, en cours d'année, un bouleversement supplémentaire insupportable.

Par un vœu, nous demandons ainsi des moyens financiers pour de nouveaux matériels spécifiques pour le périscolaire mais surtout humains. Car, au regard du taux d'inscription des enfants fréquentant les activités, la Ville doit recruter des animateurs supplémentaires dès à présent, avec B.A.F.A. et spécialités.

De même, pour faire face à la réorganisation des temps et à la confusion qui s'ensuit, les effectifs des R.E.V. et des personnels de ménage doivent être augmentés.

Enfin, nous demandons, mais nous y reviendrons, la présence d'une A.S.E.M. par classe de maternelle, sans attendre 2016, ainsi que le recrutement d'A.V.S. pour encadrer les jeunes Parisiens en situation de handicap.

Par ailleurs, au chapitre des moyens, nous n'oublions pas la question des locaux dont la pénurie et l'exiguïté sont une spécificité parisienne : des solutions doivent être trouvées au plus vite.

Un cas particulier, et j'en finirai là-dessus, appelle cependant des réponses particulières de notre part. Je veux parler de l'école maternelle qui est aujourd'hui la plus fragilisée par les nouveaux rythmes. L'introduction de ces nouveaux rythmes désoriente profondément les plus jeunes : problèmes d'horaires, manque de repères, nombre d'intervenants ont fait des ravages. A cet âge-là, les enfants ont besoin d'un soin particulier et de personnels spécifiquement formés.

Nous demandons depuis plusieurs années un A.S.E.M. par classe. Les rythmes doivent être revus, notamment en petite section mais pas de cette manière.

Un vœu de l'Exécutif nous est aujourd'hui présenté. Plusieurs des considérants démontrent que nous n'avons pas la même appréciation sur la manière dont a été menée la concertation et sur la mise en place de la réforme. Cependant, plusieurs demandes que nous formulons ont été entendues. Nous espérons qu'elles permettront très rapidement de pallier les dysfonctionnements dans les écoles, tout en attendant au niveau national une réécriture du décret, au risque de devoir constater par la suite que cette réforme n'a été qu'un échec.

Si la Ville de Paris a tenu à être la première à appliquer la réforme des rythmes scolaires, elle doit aujourd'hui redoubler de lucidité pour sortir de l'impasse. Soyons les premiers à écouter la colère et le désarroi de la communauté éducative.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci. Je sais nos différences d'appréciation sur l'application de cette réforme. J'aurais aimé vous entendre dire que, pour la première fois, depuis très longtemps, cette rentrée, du point de vue des moyens du Ministère de l'Education nationale, a été impeccable !

Vous avez, vous aussi, l'expérience des rentrées scolaires à Paris. Chaque année, il nous manque des professeurs, etc. C'est la première fois que l'on n'a eu aucun problème. Vous l'avez dit, les gouvernements, pendant dix ans, avaient été assez agressifs vis-à-vis de l'Education nationale, mais cette rentrée de septembre 2013 a été irréprochable, du point de vue des moyens et des effectifs mis à la disposition par le Rectorat et le Ministère de l'Education nationale.

Quand c'est bien, il faut le dire ! Parfois, ce n'est pas bien, on le dit aussi...

… Monsieur POZZO di BORGO, vous m'êtes très sympathique. Tout à l'heure, je n'ai pas voulu vous interrompre pendant que vous parliez avec un de mes adjoints pendant mon intervention. C'était précisément le moment où je faisais la liste des moyens supplémentaires en professeurs et en effectifs. Et la Ville aussi. Bien !

Maintenant, c'est à M. MENGUY.

Monsieur MENGUY, avant que vous commenciez avec votre temps, je précise quand même à votre groupe que vous avez 25 minutes mais sept inscrits, donc je vous invite, Monsieur le Président, à faire preuve d'autorité.

La parole est d'abord à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît, écoutez tous les orateurs !

Allez-y, Monsieur MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Le compteur a déjà commencé et je n'ai pas encore parlé. C'est une belle prouesse !

Monsieur le Maire, voilà une communication bien tardive pour une rentrée bien ratée !

Disons-le, la mise en place calamiteuse de la réforme des rythmes scolaires il y a six semaines, et malgré vos récentes déclarations, est à l'image de votre politique éducative.

Cette réforme, qui voulait être le fleuron de votre politique en est finalement le boulet.

De toutes parts, on témoigne de la fatigue des enfants, alors que ce nouveau rythme devait les reposer davantage. De toutes parts, on témoigne de la désorganisation et de la perte des repères chronologiques, contre l'intérêt de l'enfant et des familles. De toutes parts, on fait état de problèmes de sécurité, d'enfants oubliés dans l'école et dans la rue. De toutes parts, nous observons à quel point la formation promise des animateurs fait défaut. De toutes parts, les parents déplorent de ne pas être écoutés.

Par votre réforme, par ce dispositif imposant et épuisant, vous avez fait de nos enfants des cobayes, des enseignants des figurants et, à moyen terme, des parents uniquement des tiroirs-caisses.

Ecoutez enfin le terrain et affrontez la réalité des Parisiens.

La réalité, c'est l'absence de transparence dans vos choix. Les parents n'ont pas choisi les ateliers pour leurs enfants et n'ont aucune information sur leur déroulé, ce qui est inacceptable.

Aujourd'hui, c'est le concours Lépine de la fausse bonne idée : tantôt une attestation, tantôt un cahier de liaison pour finalement demander aux parents de vous écrire. On vous a connu plus critique, d'ailleurs, sur cette démarche quand elle ne venait pas de vous. Que dire aussi des animateurs recrutés par les associations, pour beaucoup sans formation et dont on ne sait rien ou presque ? Vous proposez dans l'urgence la création d'une carte pour les identifier, comme si vous organisiez un "speed dating" géant.

La réalité, c'est aussi votre manque de cohérence. L'école, c'est le lieu où l'on apprend et pas seulement où l'on s'amuse. Et celui qui en est responsable et qui est responsable de nos enfants à partir de 8 heures 30, c'est le directeur et c'est le maître. Vous avez dilué les responsabilités, dilué les compétences, dilué la capacité d'organiser un projet éducatif cohérent pour tout le temps dans l'école. Les directeurs et les enseignants ont été exclus, ils sont aujourd'hui en colère, parce que vous ne respectez pas leur mission de service public, celle de l'école et de l'autorité dans l'école.

Enfin, la réalité, c'est le manque d'utilité de ce dispositif. A quoi servent les ateliers "gribouillis gribouilla", initiation au sauvetage pour des gamins qui savent à peine nager, Peau d'âne et j'en passe. Et surtout que de millions d'euros dépensés pour ces ateliers. Nous atteindrons bientôt les 100 millions, et voilà que vous débloquez 1.000 euros par école pour acheter du matériel. Mais où trouvez-vous cet argent, Monsieur le Maire ?

Monsieur le Maire, dans cette histoire, vous êtes passé du défi au déni.

Et puis voilà que vous nous déposez un vœu fleuve, presque aussi long que votre communication : 4 pages de considérants qui sonnent comme une autosatisfaction inconvenante, avec un dispositif qui, au mieux reprend quelques demandes de l'opposition, au pire aggrave un peu plus votre fuite en avant.

Vous y oubliez l'essentiel, la transparence sur le profil des animateurs, l'utilité et le choix des ateliers proposés aux enfants, la cohérence de remettre les directeurs et les enseignants au cœur du processus de décision. Vous oubliez même de budgéter ce que vous proposez.

Ce vœu est la repentance maladroite d'une équipe en fin de règne, qui veut éteindre un incendie avec un verre d'eau.

Depuis plus d'un an, nous vous avions proposé un autre choix, porté par les maires d'arrondissement de droite qui s'exprimeront ce matin. Ecouter les familles et les enseignants et pas seulement les entendre.

Monsieur le Maire, revoyez votre copie. Il n'y a pas d'intérêt plus important que celui de l'enfant, et nous nous opposerons encore à ces nouvelles rustines qui ne répareront pas la galère dans laquelle vous avez jeté les familles parisiennes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Non, Monsieur le Maire, cette rentrée scolaire 2013 ne ressemble vraiment pas aux autres. Nos mises en garde répétées, nos inquiétudes et nos doléances constantes n'auront donc pas suffi à vous guérir de vos entêtements, dont le triste dénouement est aujourd'hui scellé. Rien n'aura été épargné aux 137.000 écoliers parisiens, auxquels vous promettiez activités épanouissantes, accès à la culture, dans un souci, dites-vous, de lutte contre les inégalités. Intéressants éléments de langage dont vous usez avec délectation dans votre communication pour décrire autant d'engagements caducs, de velléités incantatoires, d'approximations assénées avec le sourire angélique de votre adjointe aux affaires scolaires.

Mais les enfants épuisés, les parents inquiets et les personnels envoyés au front sans formation sérieuse n'ont pas le cœur à rire, Monsieur le Maire. Depuis un mois, ce ne sont qu'euphémismes et litotes qui prévalent. Voilà que vous parlez de quelques difficultés inhérentes à la mise en œuvre de la réforme et que vous requalifiez les semaines de désordre absolu, de pagaille et d'expérimentation in vivo, de parcours de découverte. Quel joli concept ! Quelle appellation charmante pour décrire un chaos sans nom, une désorganisation absolue, fruit d'une précipitation n'ayant pour horizon d'attente que les échéances électorales de 2014.

Votre première adjointe prend le relais de vos propos, concédant, mine de rien, que, sauf quelques ajustements dans 15 % des classes, l'application est idyllique dans 85 % des cas.

Combien de temps la Municipalité compte-t-elle éluder la réalité du terrain et faire la sourde oreille aux craintes fondées des parents ? Combien de temps encore cette prétendue découverte va-t-elle durer et ces tâtonnements, ces balbutiements demeurer ?

Mais vous avez réponse à tout. Chaque problème soulevé trouve écho dans les entretiens que Mme BROSSEL donne à la presse. C'est ainsi que les Parisiens et les élus au Conseil de Paris ont pris connaissance de mesures conjoncturelles, telle qu'une enveloppe de 1.000 euros distribuée à chaque école, destinée à l'achat de matériels scolaires, ou encore l'élaboration d'une étude indépendante sur le fond de la réforme qui devrait se concentrer sur ses conséquences au regard des classes maternelles.

Si certaines de ces annonces relèvent davantage du gadget, pour ne pas dire d'une tentative désespérée de tempérer les mécontentements grandissants, voire de dissimuler les premiers dommages collatéraux, la démarche éducative, qui est d'ores et déjà enclenchée, apparaît d'autant plus pertinente que le public des jeunes enfants de moins de 6 ans semble subir dans la douleur, au prix d'une fatigue accrue, les caprices de M. PEILLON.

Les priorités ainsi affirmées ne doivent cependant pas faire oublier les quelque 3.000 enfants en situation de handicap qui pâtissent d'un manque criant d'A.V.S, en dépit des promesses tant gouvernementales que municipales. Il est inadmissible, Monsieur le Maire, que certains auxiliaires n'aient pas encore été recrutés alors même que des affectations ont été notifiées par la M.D.P.H., ou que d'autres se voient signifier une fin de contrat prochaine en plein cœur de l'année scolaire.

Il n'est pas davantage acceptable que des enfants en situation de handicap se soient trouvés aux portes des écoles dès 15 heures, en attendant d'être pris en charge par leurs parents ou par un service de transports adaptés.

Voilà qui constitue une rupture d'égalité dommageable pour l'inclusion scolaire de ces enfants ainsi discriminés.

C'est la raison pour laquelle le groupe U.D.I. réitère sa demande à Mme BROSSEL de communiquer aux élus du Conseil de Paris les premiers éléments relatifs aux inscriptions et à la participation effective des enfants en situation de handicap aux ateliers périscolaires, ainsi qu'elle s'y était engagée lors du C.I.C.A. dans le 15e arrondissement en juin dernier, à l'initiative de l'adjointe U.D.I. en charge du handicap.

A cette fin, il serait judicieux d'élargir le périmètre de l'étude susmentionnée à ces enfants, dans un souci de réajustement imminent. A ce titre, quelles dispositions adopterez-vous, Monsieur le Maire, s'il ressort de ce rapport un effet néfaste de la réforme pour les enfants de maternelle ? Reviendrez-vous sur cette application uniforme et indifférenciée pour des enfants dont les besoins ne sont pas identiques en fonction de leur âge ? Ou est-ce que vous vous contenterez de ranger, au placard des nombreux rapports commandés et restés sans effet, les conclusions ainsi dévoilées ?

Les dysfonctionnements qui nous sont signalés par les acteurs de terrain sont si nombreux que cette rentrée s'assimile à un brouillon bâclé, un incroyable gâchis, tant pour les enfants que pour les personnels soumis à une rude pression et à une exigence d'adaptabilité immédiate.

Les lacunes en termes d'hygiène se font sentir, tandis que classes et réfectoires sont investis par les activités périscolaires. Et la décharge des tâches ménagères et d'entretien, autrefois de la compétence des A.S.E.M., ne peut entièrement être assumée par le personnel des caisses des écoles qui se retrouve en sous-effectif. Et pourtant au dernier budget supplémentaire, vous affirmiez que les moyens supplémentaires seraient mobilisés afin de garantir la continuité de ces missions essentielles.

La diversité et la lourdeur des tâches imposées aux A.S.E.M., les attentes considérables qui reposent sur les épaules des R.E.V., jadis directeurs de centres de loisirs, promus gestionnaires en chef d'activités périscolaires bancales, les prouesses exigées des animateurs de bonne volonté, recrutés au débotté et aussitôt lâchés dans l'arène, contrastent avec le sentiment de dépossession qui prévaut chez les directeurs d'école et les enseignants, tandis que projets pédagogiques et périscolaires sont conçus séparément la plupart du temps.

A ces enjeux structurels, vous opposez un carnet de liaison en gestation, bout de papier symbolique qui devra à lui seul engendrer coordination et sécurisation face aux parents ahuris par tant d'improvisation. Qui donc le remplira ? Sur quel temps ? Allez-vous créer un nouvel emploi de rédacteur-coordinateur puisqu'à chaque difficulté surgit une fonction inédite ? Comme si la démultiplication des interlocuteurs, à l'origine du millefeuille administratif concocté par vos soins, gageait un accroissement qualitatif, une rationalisation des procédures, alors qu'elle ne témoigne que d'une dilution des forces en présence.

Identifier les intervenants qui entrent et sortent de l'école, sans que les directeurs sachent de qui il s'agit, sécuriser les allées et venues des élèves, sur ce double impératif, Monsieur le Maire, vous tardez à avancer d'indispensables solutions.

Monsieur le Maire, la liste des dérèglements majeurs est intarissable, car cette mise en œuvre précipitée n'a pas permis de désamorcer en amont les obstacles à sa bonne exécution. Aussi le groupe U.D.I., par la voix d'Eric HÉLARD, présentera-t-il deux vœux palliatifs, afin d'atténuer les effets délétères de votre réforme.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Je donne la parole à Mme Michèle BLUMENTHAL.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Comme chaque année, nous échangeons sur la rentrée scolaire, comme chaque année depuis 2001, notre préoccupation reste l'école publique.

Si la rentrée 2012 avait déjà été plus sereine que les précédentes, avec la mise en œuvre d'une première série de mesures d'urgence décidées par le Ministre Vincent PEILLON, pour la première fois depuis 10 ans, nous n'avions pas eu de casse systématique de l'école publique.

Celle de 2013 a été une rentrée apaisée, bien préparée en amont, nous n'avons pas eu, pour la première fois, à faire face à des ouvertures de classes en urgence, à des fermetures injustifiées, à des mouvements de grève ou d'occupation d'écoles.

Après la loi du 8 juillet, c'est, à présent, dans les classes que se joue la refondation. Nous avons donné la priorité au primaire, car c'est là que tout se joue. Des moyens supplémentaires et de nouveaux rythmes scolaires offrent aux écoliers plus de temps pour apprendre à lire, à écrire, à compter, mais aussi davantage de temps périscolaire pour s'épanouir, en découvrant des activités sportives, artistiques et culturelles.

La population scolaire à Paris augmente, ce qui est un signe de vitalité démographique, que ce soit en primaire ou au collège. Il nous appartient d'en tenir compte et de donner les moyens à l'école de fonctionner, d'accueillir dans de bonnes conditions un nombre d'enfants en augmentation.

Pour y faire face, en cette rentrée, l'école connaît des moyens supplémentaires qui se traduisent par plus d'ouvertures que de fermetures. Oui, 57 postes dans le premier degré ont été créés à Paris, des enfants de moins de 3 ans peuvent être accueillis dans des classes spécifiques, le dispositif "plus de maîtres que de classes" a été mis en place dans certains quartiers de la capitale. Au total, 97 postes supplémentaires permettent d'accueillir les 137.663 enfants des écoles parisiennes.

Autre signal fort : la reconnaissance du métier d'auxiliaire de vie scolaire permet la réussite éducative de tous et la création, ainsi, d'une véritable formation professionnelle.

Monsieur le Maire, pour accompagner cette vitalité démographique, vous avez non seulement entretenu les locaux scolaires, mais aussi rénové, restructuré, nos écoles.

A titre d'exemple, dans mon arrondissement, le 12e, ce sont plus de 2 millions d'euros qui sont consacrés aux travaux dans les écoles tous les ans depuis le début de cette mandature, et je suis fière de constater que nos efforts conjugués ont permis la remise à neuf de toutes les écoles du 12e au cours de vos deux mandats.

Oui, Monsieur le Maire, nous pouvons être fiers de notre bilan ; en 13 années, près de 2 milliards d'euros ont été investis dans les écoles, 36 écoles neuves livrées, 34 opérations de restructuration, 7 collèges. Depuis 3 ans, le Département attribue un crédit supplémentaire d'un million d'euros aux collèges les plus fragiles. Ce soutien financier permet aux établissements d'améliorer leur image auprès des familles susceptibles de demander des dérogations.

L'équipe "Action Collégiens" œuvre, pour sa part, dans 37 établissements. Ces adjoints éducatifs proposent aux élèves en difficulté un accompagnement basé sur le renforcement de la maîtrise de la langue, ainsi que des activités culturelles et sportives et des réflexions sur la citoyenneté, le respect, l'autonomie ou encore l'estime de soi.

Nous avons aussi continué à développer le dispositif "de l'art pour grandir", qui permet aux élèves des collèges et des centres de loisirs d'accéder à la culture grâce au jumelage d'équipements scolaires avec des équipements culturels.

En outre, ce sont, chaque année, 846 ateliers bleus scientifiques et culturels qui sont mis en place dans 335 écoles, bénéficiant à plus de 13.000 enfants et 30 collèges accueillent des artistes en résidence.

C'est dans cette continuité que s'inscrit l'aménagement des rythmes scolaires, dont le projet de la refondation de l'école. La réforme des rythmes, qui a été mise en œuvre dès cette année à Paris, repose sur le souci de l'égalité et non de l'égalitarisme, sur la volonté de donner une chance égale à tous les enfants, qu'ils appartiennent à des familles défavorisées ou favorisées. La seule question à se poser : cette réforme est-elle meilleure pour nos enfants ?

Permettez-moi de citer quelques extraits du rapport de la mission parlementaire d'octobre 2010 sur les rythmes, mission à laquelle participaient des députés de droite comme de gauche : "S'agissant de la semaine de quatre jours, elle devrait être interdite, car la semaine de quatre jours a été choisie par les seuls adultes, alors qu'elle est préjudiciable aux apprentissages. De plus, la semaine de quatre jours ne peut être profitable qu'aux enfants qui ont accès au monde culturel, donc majoritairement aux enfants des classes favorisées."

C'est partant de ce constat largement partagé qu'a été pensée la loi sur la refondation de l'école, dont la réforme des rythmes ne constitue qu'un volet parmi d'autres.

A l'heure où le débat sur les rythmes scolaires déchaîne les passions, il me semble essentiel de ne pas perdre de vue la vision d'ensemble, l'objectif premier : le bien-être de l'enfant.

Les principes éducatifs des activités périscolaires répondent aux axes de la charte éducative de Paris : lutter contre les inégalités, favoriser la socialisation, contribuer à l'épanouissement de l'enfant. Oui, la lutte contre les inégalités passe par l'accès aux différentes pratiques culturelles et sportives, permettant à l'enfant de développer ses savoir-faire et ses talents dans son parcours éducatif.

Pour que cette réforme des rythmes soit une réussite, la Ville s'est donné des moyens humains, des moyens financiers sans précédent, et, Monsieur le Maire, je tiens, au nom des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, à vous remercier d'avoir non seulement donné les impulsions nécessaires, mais également d'avoir mobilisé les ressources de la Ville de Paris à la hauteur de cet enjeu considérable.

Le défi était important : être prêt à la rentrée, où 8.000 ateliers sont proposés aux enfants, 5.200 d'entre eux sont assurés par les personnels de la Ville, 2.800 par les conservatoires, les centres d'animation et les associations. Ces mêmes associations, délaissées jusqu'en 2001, Monsieur le Maire, vous avez su renouer le dialogue avec elles, établir un climat de confiance, et surtout construire un vrai partenariat qui nous permet aujourd'hui de nous appuyer sur plusieurs centaines d'entre elles pour offrir des ateliers de qualité aux petits Parisiens. Je salue le travail remarquable de tous au niveau central, les personnels de la DASCO, de la DJS, de la DAC, naturellement, qui se sont pleinement engagés dans la réussite de cette réforme, mais ils ne sont pas les seuls ; toutes les directions de la Ville se sont mobilisées pour assurer de manière transversale la concrétisation de cet réforme : la DUCT, la DRH, la DSTI, le Secrétariat général, sans oublier les cabinets, vos collaborateurs, Monsieur le Maire, ceux d'Anne HIDALGO et de Colombe BROSSEL, et je veux, en notre nom à tous, les remercier très chaleureusement.

N'oublions pas non plus le formidable travail réalisé sur le terrain au quotidien par les personnels des C.A.S. et des C.A.S.P.E., par les référents éducatifs Ville et leurs adjoints, par les animateurs de la DASCO et de la DJS, qui sont le fer de lance de cette réforme et qui n'ont pas ménagé leurs efforts depuis le mois de mars. C'est aussi cela, Paris : des hommes et des femmes engagés au service des Parisiens.

Ce travail a commencé à la fin du printemps, dans chaque école, à travers des rencontres entre les R.E.V. et les directeurs, entre les R.E.V. et les parents. Ces R.E.V., présents le jour de la rentrée dans les écoles, ont coordonné les inscriptions, répondu aux interrogations nombreuses et légitimes des parents. Grâce au travail des C.A.S. et des C.A.S.P.E., toutes ces équipes étaient recrutées et prêtes à la rentrée, la plupart d'entre elles étaient déjà connues dans les écoles, rendant plus facile l'intégration des nouveaux, ainsi que le dialogue et les échanges avec les équipes éducatives.

Les deux premières semaines ont permis de découvrir toutes les activités proposées afin que le choix puisse s'opérer. Depuis le mardi 16 septembre, chaque enfant pratique une activité dans différentes disciplines : art, culture, sport, science, citoyenneté et développement durable. Ils sont curieux de découvrir des ateliers consacrés à la cuisine, à la découverte de la biodiversité, autour des insectes, tant en maternelle qu'en élémentaire, des activités autour de la fabrication d'instruments de musique, de la préhistoire, d'expériences scientifiques, du judo, multisports, théâtre, rédaction d'un journal, et j'en passe, tant la liste est variée et riche d'activités, parfois surprenantes, et donc enrichissantes pour nos petits parisiens.

Pour les plus petits, les ateliers sont tournés vers des activités autour du langage, le conte, l'histoire, activités sportives, multisports, éveil scientifique, chant, expression corporelle. En fait, on y prolonge de manière plus ludique les apprentissages qui sont faits durant le temps scolaire, et c'est là un point essentiel qui doit être souligné. Cessons d'opposer temps scolaire et temps périscolaire, les deux se complètent, se répondent, pour un meilleur apprentissage des enfants, mais il est normal qu'une réforme de telle ampleur implique des ajustements dans les jours et semaines qui suivent sa mise en œuvre.

Aussi, je tiens à souligner l'extraordinaire réactivité de la Ville et ses services, en particulier la DASCO. Oui, nous avons dû réajuster certains aspects de la réforme ; en quoi serait-ce choquant, compte tenu de l'ampleur de la transformation à conduire ? En aurait-il été autrement si nous avions attendu septembre 2014 pour mettre en œuvre la réforme ? Non, sans aucun doute. Face à une telle révolution, il y aurait eu, cette année ou la suivante, des ajustements, des points à revoir, des efforts supplémentaires à réaliser.

Au lieu de critiquer, de dénoncer, nous devrions nous réjouir que la Ville de Paris sache faire évoluer une ville aussi dense en très peu de temps. Nous pouvons, au contraire, afficher notre fierté de disposer à Paris d'une administration qui a su trouver les réponses adaptées aux différents problèmes auxquels nous avons été confrontés pendant les premiers jours de la rentrée.

Parce que l'enjeu était de taille, la Ville de Paris ne s'est pas dérobée. Parce qu'il y en allait de la sécurité et du bien-être de nos écoliers, nous avons pris le temps de mesures complémentaires, en particulier le renforcement des heures de ménage, le renforcement des équipes d'animation, nous avons clarifié, en lien avec le Rectorat, le rôle de chacun et, en particulier, la place des intervenants extérieurs, nous avons amélioré les fiches de présence, renforcé davantage l'information à destination des parents, à travers la création d'un cahier de liaison, prochainement, des affiches systématisées dans les écoles.

Cette amélioration s'est aussi traduite dans les écoles maternelles en ne réveillant pas les petits à 15 heures.

Certes, tout n'était pas parfait, mais citez-moi une réforme qui soit une réussite totale dès les premiers jours de sa mise en œuvre.

Oui, il nous faut mieux informer les parents, et nous nous y employons et nous allons nous y attacher encore davantage dans les prochaines semaines.

Les retours du terrain ne trompent pas. Par-delà les polémiques ou l'instrumentalisation médiatique des problèmes rencontrés dans quelques écoles, plus les parents sont informés, plus ils expriment une large satisfaction, mais le plus important, ne l'oublions pas, c'est la satisfaction des enfants.

Alors, j'entends que, maintenant, les enfants sont fatigués, que ce serait la faute à ce changement de rythme. Oui, probablement, comme tout être humain, l'enfant a besoin d'un temps d'adaptation, mais peut-on sincèrement penser qu'une réforme conçue pour permettre le respect du temps de l'enfant est destinée à les fatiguer ?

Allez, soyez sérieux !

Depuis des années, on nous dit que les enfants arrivent épuisés aux vacances de Toussaint. C'est un fait : réforme des rythmes ou pas, l'enfant, après deux mois de congés scolaires, a besoin de temps pour trouver son rythme et se caler sur le rythme de l'école.

Mais soyons objectifs dans notre analyse. On constate en cette rentrée que, si l'organisation de la semaine a changé, on constate aussi que les parents, surtout ceux des familles les plus favorisées, n'ont pas diminué les activités périscolaires de leurs enfants, ce qui génère pour eux plus d'activités.

Par contre, les enfants de milieux plus défavorisés peuvent avoir accès à des activités auxquelles, jusqu'alors, ils n'avaient aucune chance d'accéder.

Alors, oui, un effort logistique important a été réalisé, de même qu'un effort financier notable de la Ville, mais pour vous, Monsieur le Maire, l'intérêt de l'enfant prime.

Vous disiez que la réforme sera une réussite si, dans quelques mois, les enfants disent que c'est bien, ce qu'ils font.

Après avoir fait le tour des 42 écoles du 12e arrondissement, comme par exemple mardi dernier avec Anne HIDALGO et Colombe BROSSEL, à l'école Montempoivre, nous avons rencontré des enfants contents, heureux de découvrir de nouvelles activités, spontanés, enthousiastes ; aucun ne semblait perdu comme d'aucuns ont essayé de nous le faire croire.

Qu'ils soient enseignants, directeurs d'école, R.E.V. ou animateurs, tous ont compris que ce qui était essentiel dans cette réforme, c'était l'enfant, et que la séparation dont on nous parle dans les médias entre deux mondes, celui des enseignants et celui des animateurs, n'existe pas en réalité sur le terrain.

Pour conclure, à mon grand étonnement, des personnes tirent déjà un bilan de cette réforme des rythmes, une réforme de cette ampleur ne peut se juger en sept semaines, mais uniquement sur le long terme.

Pour ma part, je pense que cet aménagement est une grande avancée, car comment ne pas se réjouir que tous les enfants puissent accéder à des activités gratuites et diverses permettant leur épanouissement ?

Je suis fière que la Ville de Paris l'ait mise en place, je suis fière de la manière dont nous l'avons mise en place et je salue une nouvelle fois l'engagement de tous les personnels de la Ville engagés dans la réussite.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Avant de traiter des rythmes éducatifs, un mot sur le climat de cette rentrée.

Tout d'abord pour saluer les nouveaux recrutements d'enseignants et de R.A.S.E.D. réalisés dans nos écoles et nos collèges, qui viennent atténuer un peu l'impact des coupes brutales menées sous le quinquennat Sarkozy.

Malgré des entrées en fonction parfois difficiles, nous nous félicitons notamment du recrutement de 350 nouveaux auxiliaires de vie scolaire, les A.V.S., et de l'ouverture de nouvelles classes et unités localisées pour l'inclusion scolaire, les C.L.I.S. et les U.L.I.S.

Cela témoigne de l'engagement résolu, continu de notre Ville en faveur des personnes en situation de handicap.

Pour que cela se passe bien dans les écoles, il faut du personnel, du personnel formé et en nombre, vous l'avez rappelé, qu'il s'agisse du scolaire ou du périscolaire et, de ce point de vue, nous sommes en train de commencer à remonter la pente.

A propos de la rentrée et de la communication optimiste qui nous a été présentée, un bémol cependant : cette communication n'a pas évoqué les enjeux environnementaux et énergétiques, alors que l'école est précisément le lieu où se construit notre avenir.

D'abord, sur la part de bio obtenue dans les cantines, alors même que l'engagement de mandature était d'introduire 30 % de bio d'ici 2014 pour répondre aux aspirations des parents d'élèves qui souhaitent que leurs enfants mangent des produits de qualité et respectueux de l'environnement.

Assurer une alimentation de qualité à tous les enfants est pour nous, écologistes, une priorité qui reste une priorité majeure.

Autre oubli à propos des travaux, oubli regrettable à nos yeux : l'absence d'information sur le plus grand chantier de rénovation thermique actuellement mené en France dans les 600 écoles parisiennes.

A la rentrée scolaire, ce sont ainsi 55 écoles qui ont, à leur tour, bénéficié de travaux d'efficacité énergétique pour diminuer de 30 % leur consommation d'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre.

Il s'agit d'un des chantiers majeurs du Plan Climat Energie de Paris, porté par les élus écologistes depuis 2007 pour lutter contre les changements climatiques.

L'essentiel est que ces deux chantiers, celui de l'alimentation bio et celui de la rénovation thermique, soient ouverts et bien avancés ; je tenais à le souligner.

Enfin, l'environnement est à notre avis trop peu présent dans les ateliers aujourd'hui proposés dans le cadre de l'aménagement des rythmes scolaires : éveil à la nature, développement durable - comme vient de le dire la précédente oratrice - recyclage et création ; chaque école doit trop souvent se contenter d'un seul projet au contenu très général.

Il y aurait pourtant beaucoup d'activités utiles à monter autour de la découverte de la biodiversité, de l'initiation aux enjeux du réchauffement climatique, aux jardins partagés, au tri des déchets, à l'usage du vélo, etc. ; bref, des ateliers basés sur l'expérience qui permettent de développer des qualités d'expérimentation chez les enfants, une autre façon d'apprendre, complémentaire, et aussi de s'inscrire dans les mouvements du monde contemporain et de les comprendre.

J'en viens ainsi à la réforme des rythmes éducatifs pour souligner la mise en place d'une vraie réforme de gauche, courageuse, comme on en voit trop peu souvent.

Rappelons-le : ce nouvel emploi du temps homogénéise les rythmes de sommeil de l'enfant, ouvre l'école sur ses partenaires associatifs et inclut, c'est vrai, de nouvelles personnes et favorise l'égal accès des enfants à la culture, aux arts, à la citoyenneté, au sport au sein des 8.000 ateliers proposés par notre Ville.

C'est donc un progrès pour les enfants en particulier et pour la justice sociale en général.

Nous avons déjà dit notre accord avec ces engagements fondamentaux sur le sens de cette réforme que nous approuvions, dès le mois de mars.

Pourtant, lors de cette rentrée, les médias ont surtout relayé l'inquiétude des parents et les dysfonctionnements de manière assez caricaturale.

Certes, cette inquiétude est légitime devant un dispositif nouveau qui bouleverse le rythme de la famille. Certes, les ratages existent et nous y reviendrons, mais c'est une image partielle de la réalité vécue sur le terrain et je crois qu'il n'est pas de meilleur indicateur que d'aller dans les écoles se rendre compte à la fois de la diversité des situations et du fait que c'est une situation qui évolue de manière de plus à plus positive.

Dans ce brouhaha médiatique, les voix dissonantes des chronobiologistes, des parents, des enfants satisfaits de leurs ateliers ont peiné à se faire entendre, comme par exemple l'étude publiée par la F.C.P.E. montrant que 70 % des enfants étaient satisfaits de leurs ateliers périscolaires.

D'autre part, la droite n'a pas hésité à tomber dans la récupération politicienne. Aux avis nuancés qui nous avaient été donnés ici, au printemps, sur la réforme a ainsi succédé une critique féroce des aménagements dans un calcul politicien en lien avec les échéances électorales.

Pour grappiller quelques voix, l'U.M.P. n'a ainsi pas hésiter à adopter - et nous l'avons entendue - une attitude entièrement négative et à instrumentaliser un débat qui devrait avoir pour principal objet et centre l'intérêt des enfants.

Alors, bien sûr, cette rentrée a connu et connaît encore des couacs : des problèmes de personnels, de sécurité, de rythmes insuffisamment adaptés, notamment en maternelle, et Sylvain GAREL vous détaillera par la suite comment nous avons pris en compte ces difficultés bien réelles et proposé en réponse de nombreux vœux.

C'était certainement prévisible, pour un changement. Pour nous, c'est notre méthode : avoir un regard éclairé sur la réalité du terrain, un regard critique et faire des propositions, non pour revenir en arrière, mais pour améliorer le dispositif qui doit évoluer, comme vous l'avez dit Monsieur le Maire, parfois être corrigé.

C'est pourquoi nous insistons sur la formation des intervenants, celle des animateurs entre autres, et sur la mise en place de l'évaluation et des comités de suivi auxquels nous sommes prêts à prendre part.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, contrairement à ce que j'ai en partie entendu ce matin, la question du jour n'est pas votre succès, le succès de Mme BROSSEL ou le succès de M. PEILLON.

Le sujet, ce matin, Monsieur le Maire, est un sujet primordial : c'est le sort et l'avenir de 137.000 enfants parisiens, un sujet qui mérite d'éviter les clichés et les caricatures, un sujet sur lequel, typiquement, je diverge avec Mme FOURNIER ou Mme BECKER en disant que l'on se félicite que ce soit une réforme de gauche.

A vrai dire, on s'en fiche, la question est : est-ce une réforme efficace ? Est-ce une réforme qui va vers le bien des enfants ? Qu'elle soit de droite ou de gauche, à vrai dire, peu importe.

C'est un sujet trop sérieux pour à la fois que certains essaient de faire la stratégie de l'échec et fassent en sorte que cette réforme échoue, ce serait un an de gâché, ou alors de ceux qui feraient le déni des problèmes et des réalités.

Ainsi, pour y répondre, Monsieur le Maire, il faut deux vertus. La première, c'est la lucidité, et l'autre, c'est l'impérieux souhait de réussir.

La lucidité, c'est la lucidité sur la nature de la réforme. La réforme des rythmes éducatifs est avant tout une réforme du temps académique, et non pas du temps périscolaire. Quand on entend ce matin les différentes interventions, on parle beaucoup du périscolaire. La question est : est-ce que l'étalement sur quatre jours et demi, sur les savoirs fondamentaux, sur l'étalement du temps réellement scolaire, et non pas périscolaire permet d'améliorer l'apprentissage, la mémorisation et l'épanouissement scolaire et académique des enfants ?

Sur cette question, à vrai dire, il faut avoir l'honnêteté d'affirmer que nous n'avons aucune réponse et qu'une évaluation le plus tôt possible sera nécessaire une fois qu'on aura suffisamment mis en œuvre.

Et effectivement, la lucidité, c'est sur le périscolaire. Ces difficultés, les tensions qu'il génère dans les écoles entre les différentes classes de personnel et les différentes catégories de la communauté éducative.

La lucidité sur la difficulté, peut-être l'erreur, qui a été faite d'aligner les maternelles et l'élémentaire sur le même rythme.

Et puis la lucidité de considérer les parents comme des adultes. Les parents ne sont pas des irresponsables. On peut expliquer aux parents que la réforme génère des couacs, que la réforme, par nature, va avoir quelques moments de tension.

Et d'ailleurs, quand on s'intéresse aux écoles où la réforme s'est bien passée, quelles sont ces écoles ? Ce sont les écoles où le dialogue entre la communauté éducative, le directeur, les enseignants et les parents a été constant, a été permanent, là où les parents ont été traités comme des adultes. Et on leur a dit : "Voilà ce qui pèche, voilà le problème, voilà comment on va le résoudre".

Monsieur le Maire, j'aimerais que tous, dans cette assemblée, nous prenions les parents avec beaucoup de lucidité et comme des gens responsables à qui on va expliquer ce qui se passe et où il y a des problèmes.

Les problèmes, on les connaît : la question du nettoyage, la question du lien entre les activités périscolaires et la sécurité des enfants entre le scolaire et le périscolaire et puis, profondément, la question du dialogue.

Ainsi, Monsieur le Maire, pour faire très court, je souhaite que la réorganisation des temps de l'enfant - et je le dis avec d'autant plus de lucidité que j'ai voté cette réforme et que je souhaite son succès, pas le vôtre, Monsieur le Maire, mais celui de cette réforme -, ne se fasse pas en fonction, ni des échéances électorales, ni des revendications corporatistes.

C'est pourquoi je trouverais d'un bon geste que vous répondiez à la demande qu'a notamment faite Mme de SARNEZ, d'un vrai groupe de travail permanent de l'ensemble des groupes politiques au-delà des intérêts partisans, pour faire le suivi de la réforme et faire ensemble, dans l'intérêt des enfants, les aménagements nécessaires.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame DATI, vous avez la parole.

Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, par devoir de responsabilité, je me suis refusée à pratiquer une quelconque obstruction à la mise en œuvre de cette réforme des rythmes scolaires, dans l'intérêt des enfants du 7e arrondissement.

Comme chaque année, faisant la tournée des écoles de l'arrondissement, mais également lors d'une réunion organisée avec l'ensemble des directeurs et directrices d'école en présence de l'inspectrice de l'Éducation nationale, j'ai pu constater que la première préoccupation des parents, mais aussi de la communauté éducative, est que l'école assure la sécurité des enfants qu'ils leur confient mais également que les conditions d'hygiène soient irréprochables, sans parler de la qualité de la formation des animateurs et des activités proposées.

J'ai d'ailleurs moi-même constaté également plusieurs faits assez inquiétants dont je vous ai fait part par courrier. La sécurité des enfants s'est fortement dégradée avec la mise en œuvre précipitée de cette réforme. D'ailleurs, ma collègue Claude-Annick TISSOT m'a aussi confié une longue liste de doléances de parents et d'enseignants du 11e arrondissement, qu'on ne peut pas soupçonner forcément d'être des sympathisants de notre famille politique !

De tous ces constats, il ressort en premier lieu l'insuffisance de contrôle des entrées et des sorties. La presse a d'ailleurs relaté le cas de ces enfants qui s'étaient retrouvés à la rue sans leurs parents. Ce n'est pas un cas isolé. Non seulement des enfants sont sortis seuls dans la rue, mais des individus non connus des services ont pu circuler dans les locaux scolaires.

Les sorties intempestives et les intrusions sont ainsi rendues possibles par la multiplication des horaires d'entrée et de sortie, mais aussi par les changements permanents de personnel non connu des responsables des établissements et des gardiens d'école ; par le manque de formation et de rigueur des animateurs, qui rendent les enfants à des adultes sans les connaître ; par le manque général de personnel et leur surcharge de travail, qui permet à des enfants de quitter l'école à l'insu des adultes.

À l'intérieur des locaux scolaires, le manque de surveillance est également criant. Il n'est pas rare que les enfants soient livrés à eux-mêmes et qu'aucun adulte n'intervienne en cas d'accident. Sont mis en cause des absences non remplacées ainsi que le manque de sérieux de certains animateurs recrutés à la hâte. Certains ont été surpris en train de téléphoner au lieu de s'occuper des enfants.

Ce fut le cas d'ailleurs, dans une école de mon arrondissement, d'un enfant qui a fait une chute assez sérieuse d'un toboggan, ou d'une petite dans le 11e arrondissement, qui a été malade sans qu'un adulte n'intervienne pour lui porter assistance.

Enfin, les problèmes d'hygiène sont omniprésents, puisque les cours de récréation ne sont plus nettoyées le matin. Les feuilles d'arbre glissantes, les fientes de pigeon et les flaques d'eau s'y accumulent.

Le manque de compensation d'heures de ménage, l'insuffisance des remplacements et le chevauchement des activités font que les classes ne sont pas suffisamment nettoyées.

De manière générale, l'inorganisation de ce dispositif, la surcharge de travail, le manque de formation, le manque de discipline des nouveaux acteurs, mais aussi l'absence de clarification des responsabilités de chacun favorise la mise en insécurité de ces enfants.

Je ne doute pas que si vous aviez pris le temps, peut-être, d'une plus grande concertation, nous aurions peut-être appris de ceux qui vivent l'école au quotidien et évité ces erreurs.

Malheureusement, c'est un peu la sécurité des enfants qui est aujourd'hui sacrifiée.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. HÉLARD.

M. Eric HÉLARD. - Merci. Mes chers collègues, Monsieur le Maire.

De toutes parts, des réclamations vous parviennent. Cinq directeurs et directrices d'école du 6e arrondissement allant jusqu'à vous livrer leurs témoignages relatifs à l'insécurité, la désorganisation ou le mal-être d'enfants déboussolés, soit autant de préoccupations légitimes relatant une situation intenable à laquelle il est urgent de remédier.

Les personnels des écoles maternelles ont ainsi vu leurs statuts redéfinis par le biais d'une consécration de leur rôle de maillon au sein de la chaîne d'encadrement des activités périscolaires sans qu'il leur soit accordé un plan de formation digne de ce nom, comme le rappelait récemment l'un d'entre eux dans le 16e arrondissement.

Un ou deux jours tout au plus et la mise à disposition de mallettes pédagogique pour apprendre deux ou trois tours, alors même que 20 % des A.S.E.M. ne sont pas titulaires du C.A.P. petite enfance.

C'est pourquoi le groupe U.D.I. demande que ces agents se voient dispenser une véritable formation au long terme leur permettant d'aborder leurs nouvelles fonctions sereinement, et dont le contenu, la durée et la stratégie de montée en compétences seront divulgués à l'ensemble des conseillers de Paris.

Quant aux vacataires chargés de l'animation périscolaire, seuls 50 % ont validé leur B.A.F.A. tandis que 30 % sont en cours de validation et que 20 % ne l'ont pas encore, de l'aveu même de la Municipalité. Aussi, le groupe U.D.I. appelle de ses vœux une intensification du rythme de formation et souhaite que les critères présidant au recrutement de personnel dans le cadre de l'A.R.E soient clarifiés, et le profil des animateurs communiqué.

Il semble indispensable d'organiser sans plus attendre des réunions dans chaque école conviant les parents d'élèves à découvrir, tant les ateliers proposés que les animateurs ou les personnels associatifs qui en ont la charge.

Enfin, face à l'indifférenciation des lieux et à la perte de repères spatiotemporels qui en découle pour les écoliers parisiens, l'assurance de leur sécurité doit être renforcée au travers de l'élaboration d'une liste officielle, qualitative et nominative au sein de chaque école, détaillant les personnels autorisés à pénétrer dans l'établissement scolaire et ayant compétence à agir auprès des enfants. Cette liste devra être clairement affichée à l'entrée de chaque école et remise à la fois aux R.E.V., au directeur, ainsi qu'aux enseignants mais également aux parents. De sorte que les dysfonctionnements organisationnels relevés dans certaines écoles ne puissent nuire à l'intégrité et à la sécurité des enfants. L'école ne doit pas être ouverte aux quatre vents : elle doit rester sanctuarisée.

Le dispositif que je propose donc vise à pallier la riposte approximative et insuffisante de la Ville consistant à décharger de l'encadrement des enfants quelques 184 responsables de point d'accueil qui devraient être affectés aux sorties de 16 heures 30 à 18 heures et faire preuve d'ubiquité pour desservir les quelques 662 écoles concernées.

Enfin, Monsieur le Maire, l'inquiétude latente et les écueils nombreux peinent à être apaisés par les annonces en demi-teinte du Gouvernement, qui tendent à confondre pérennisation et prolongation ou caisses de l'État et ressources propres des collectivités.

Vous n'échappez pas à cette fâcheuse manie de renvoyer sur le terrain ce qui devrait être résolu par de plus hautes instances.

Nos vœux, ceux du groupe U.DI., vous donnent l'occasion d'y obvier.

Merci de les examiner avec attention.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce sera le cas.

La parole est à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, maire du 19e arrondissement. - Le constat s'impose de lui-même : oui, cette rentrée est la meilleure que nous ayons connue depuis des années, et elle s'est faite dans des conditions d'accueil et de confort pour les enfants, leurs parents et les équipes pédagogiques que nous n'espérions plus depuis des années.

Certes, le tableau est bien loin d'être idyllique. Il faudra du temps et de la persévérance pour réparer les dégâts des abandons et des renoncements des gouvernements précédents.

Cette année, pour la première fois depuis des années, le solde de créations de postes dans un arrondissement populaire comme le 19e arrondissement, chers collègues, a été positif, et le taux d'encadrement pédagogique des enfants est supérieur à ce qu'il était l'an dernier.

Je veux saluer ici la qualité des échanges que nous avons eus avec les services académiques et nos correspondants habituels au Rectorat de Paris, tout au long du printemps dernier et jusqu'à la rentrée scolaire. De ce fait, je considère, en effet, que cette rentrée 2014 est marquée du sceau de la confiance retrouvée envers l'école de la République.

Le 19e arrondissement a la chance d'accueillir également pour cette rentrée les nouveaux dispositifs annoncés et mis en place par le gouvernement, et notamment les très petites sections en école maternelle et le dispositif "plus de maîtres que de classes" dans les écoles élémentaires.

Ainsi, émerge progressivement une nouvelle façon de faire l'école, au plus près des besoins de nos territoires et des capacités d'initiative et de mobilisation des équipes pédagogiques locales.

Nous le savons tous, permettre une scolarisation précoce augmente considérablement les chances de réussite, ainsi que celles d'une socialisation harmonieuse des jeunes enfants.

La rentrée 2014, c'est donc un peu "l'An I" de la refondation de l'école que symbolise la mise en place des nouveaux rythmes scolaires.

Passons d'abord sur les présupposés.

Oui, les rythmes précédents, imposés - qui l'a oublié ? - en 2008, étaient une aberration, au regard des besoins et des capacités d'apprentissage des enfants.

Oui, nos enfant subissaient la double peine des journées les plus longues et les plus chargées et des années les plus courtes.

Oui, le consensus, tant politique que scientifique, était général pour considérer qu'un retour aux neuf demi-journées était nécessaire pour un meilleur respect de leur rythme naturel.

La très grande qualité de la rentrée scolaire, et c'est sans doute le paradoxe de la situation, n'a donc laissé que l'aménagement des rythmes aux Cassandre et aux critiques de profession. Méfions-nous des emballements médiatiques et défions-nous des surenchères partisanes pour nous concentrer sur l'essentiel : oui, nous devons garder le cap sur les objectifs de cette réforme nécessaire et de bon sens ; oui, dans le même temps, nous devons savoir ajuster la trajectoire pour atteindre ces objectifs.

Avons-nous encore à nous justifier d'avoir rompu avec l'immobilisme ? La nécessité de revenir sur la semaine de quatre jours était alors aussi évidente que maintenant et il suffit d'écouter les déclarations récentes de deux anciens Ministres de l'Education nationale, Luc FERRY et Xavier DARCOS, pour s'en convaincre.

Devons-nous nous excuser de l'impudence de ceux qui, parce qu'ils n'ont rien fait quand ils étaient en responsabilité, déploient aujourd'hui tout leur cynisme dans une tactique électoralo-barbouzarde de piètre qualité ?

Notre devoir et notre honneur commandent plutôt aujourd'hui de dresser le tableau de l'aménagement des rythmes, ici à Paris et maintenant, un mois après leur mise en place.

Or, que constatons-nous ? Que cette réforme a été menée à Paris et dans les arrondissements avec un souci permanent de la concertation, associant l'ensemble des acteurs de l'école.

Dans le 19e arrondissement, ce sont dix réunions publiques, partout sur le territoire, qui ont été organisées à l'initiative de la mairie d'arrondissement et chacun a pu s'exprimer, faire part de ses interrogations, de ses suggestions, de ses craintes et aussi de ses espoirs. Le lien avec les directions administratives concernées a été permanent et l'adaptation systématique.

Je veux rendre ici un hommage appuyé aux directrices et directeurs d'école, aux enseignants, aux personnels scolaires, aux agents de la Ville, aux R.E.V. qui se sont investis, chacun à leur place, pour porter, imaginer et faire advenir cette réforme sur le terrain. C'est grâce à leur investissement que la Ville a pu assumer en conscience son choix de faire rentrer en 2014 les petits Parisiens dans l'école du XXIe siècle.

A un mois de distance, il reste évidemment des ajustements à faire. Comment, d'ailleurs, pourrait-il en être autrement ? Qui le nie et qui pourrait s'en étonner ? Sur la question du ménage, sur la question des locaux, beaucoup a été fait, beaucoup reste à faire.

Je veux saluer ici l'engagement, la disponibilité, la réactivité jamais pris en défaut de Colombe BROSSEL.

Certes, l'aménagement des rythmes pour les enfants des maternelles reste un sujet en soi mais, majoritairement, ne l'oublions pas, les familles parisiennes ont souhaité garder un cadre cohérent et global pour les élèves de maternelle et d'élémentaire, afin de faciliter l'organisation de la vie des familles à Paris.

Rien n'empêche de maintenir ouvert le débat, puisque l'intérêt des enfants reste, pour notre part, au cœur des politiques éducatives.

Alors, oui, il faut encore et toujours améliorer la visibilité des parents sur la vie de leurs enfants à l'intérieur de l'école. L'école est un sanctuaire, mais elle ne peut pas être une zone grise pour les parents.

Et oui, puisqu'il faut le rappeler, les enfants sont satisfaits de cette nouvelle organisation.

Faut-il être de mauvaise foi ou particulièrement candide pour s'étonner de la fatigue des enfants après la rentrée de septembre et à la veille des vacances d'automne. Oui, les enfants sont fatigués à la reprise de l'école, comme ils le sont à la veille des vacances intermédiaires. C'est pour cela, d'ailleurs, qu'elles sont prévues !

Il n'empêche que l'évaluation indépendante commandée par la Ville auprès de l'I.C.C., spécialiste en évaluation des politiques éducatives, fera part de ses premières analyses en fin d'année et que nous disposerons alors d'éléments objectifs pour ajuster, le cas échéant, notre dispositif global.

Je suis le maire de tous les 19e, et je veux témoigner à cette tribune de l'impact positif de cet aménagement des rythmes dans les quartiers de mon arrondissement, notamment en direction d'enfants qui découvrent tous les mardis et les vendredis de nouvelles activités auxquelles ils n'avaient pas accès jusqu'ici. Leur ouverture au monde s'est démultipliée : 540 ateliers sont organisés dans les 13 maternelles, 11 élémentaires et 2 polyvalentes des quartiers "politique de la ville" du 19e. Là, les enfants s'initient au jardinage, à la pratique de langues étrangères, découvrent l'architecture, les sciences, l'histoire de l'art, la calligraphie, l'ethnologie, les échecs, s'éduquent à l'image.

Comment l'école de la République pourrait-elle mieux jouer son rôle ?

L'investissement de la Ville de Paris dans le développement et le renforcement de l'offre périscolaire est certes un engagement constant et réitéré chaque année depuis 2001, et je suis heureux qu'il prenne en 2014 une vigueur nouvelle pour le bien et la meilleure réussite éducative des enfants du 19e, comme pour ceux de tout-Paris.

En tant qu'élus, nous sommes les garants du droit à la parole des parents et des partenaires de l'école et de la Ville au sein des comités locaux de suivi.

Le comité local du 19e, en plus des réunions publiques, s'est déjà réuni trois fois et continuera de se réunir en accueillant très largement toutes celles et tous ceux qui s'investissent pour le bien de nos écoles.

Il y a bien longtemps que mon expérience d'homme et d'élu m'a appris qu'il était inutile de tordre la réalité pour la plier à ses rêves, mais je sais pourtant que, forts d'une volonté politique ambitieuse et réaliste, forts d'une conviction profonde au service du droit de tous à l'éducation, nous avons collectivement les outils et la capacité pour insuffler une nouvelle jeunesse à l'ambition émancipatrice et libératrice de l'école de notre République.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Danielle FOURNIER l'a dit, nous étions et sommes toujours favorables à la réforme des rythmes éducatifs, même si les effets positifs demandent du temps, et sans doute encore davantage de moyens pour être correctement appréhendés et donner sa pleine mesure.

Il ne s'agit pas d'esquiver la réalité et les difficultés apparues depuis début septembre : surcharge de responsabilités pour les agents spécialisés des écoles maternelles, manque d'animateurs et irrégularité des intervenants, manque de locaux, qualité hétérogène des ateliers proposés, insuffisance du ménage, problème d'hygiène pour les enfants lors de l'organisation de quelques ateliers périscolaires.

La désorganisation générale face à un changement de grande ampleur a des répercussions sur la pause méridienne. L'association des parents a été insuffisante, les difficultés ont donc été nombreuses mais nous nous y attendions ; nul ne peut le nier.

Comme nous l'avions craint, les problèmes sont plus importants en maternelle où les nouveaux horaires du mardi et du vendredi après-midi sont manifestement inappropriés, même s'ils favorisent l'organisation des parents. Peut-être, comme nous l'avions demandé au printemps dernier, faut-il prévoir une organisation spécifique et différente pour les écoles maternelles.

Dans un cadre pacifié, un nouvel emploi du temps devra manifestement être élaboré pour les plus petits, en concertation avec l'ensemble de la communauté éducative.

Mais si l'on dresse un constat le plus objectif possible de la situation parisienne ou plutôt des situations, car les analyses divergent considérablement en fonction des arrondissements et des établissements, nous l'avons entendu dans cet hémicycle, il faut aussi reconnaître qu'une grande partie des problèmes avaient été anticipés grâce au vaste plan de recrutement de personnels mis en place avant la rentrée, que nous avions demandé, grâce à la mobilisation du tissu associatif parisien et grâce aussi à la mobilisation en amont des services de la Ville, qu'il faut une nouvelle fois remercier.

Par ailleurs, des ajustements ont été réalisés depuis un mois et d'autres doivent suivre dans les semaines à venir. C'est le sens des vœux que nous avons déposés et qui sont repris dans le vœu de l'Exécutif.

Ainsi, pour les A.S.E.M., dont les responsabilités se sont considérablement étoffées, la rémunération et la formation actuelles sont manifestement insuffisantes. Un C.A.P. petite enfance ou, pire encore, l'absence de diplôme ne peut pas toujours suffire pour animer correctement des ateliers avec de larges groupes d'enfants, mais le renforcement de leur qualification doit aller de pair avec la majoration nécessaire de leur salaire.

Il en va de même pour les animateurs. L'hétérogénéité et la pluralité des formations disponibles fait ressortir l'absence d'une vraie formation spécifique qui reste encore à élaborer au niveau national sous l'autorité des Ministres de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur.

Cette formation rigoureuse est notamment nécessaire pour pérenniser le corps de nos animateurs parisiens qui subit un turnover trop important, préjudiciable pour l'organisation des services, pour les animateurs eux-mêmes et surtout pour les enfants. C'est pour cela qu'un renforcement du plan de titularisation ou de contractualisation nous semble nécessaire, alors que la plupart des animateurs ne sont encore employés qu'à 70 % ou moins.

Pour ce qui est de l'organisation du ménage, notamment dans les écoles maternelles, il semble que les ajustements aient d'ores et déjà été mis en place et nous nous en réjouissons. Mais il reste quelques ajustements à faire, en souhaitant qu'ils permettent aux agents de service d'augmenter leurs revenus et leur temps de travail.

Au final, la réforme est lancée et c'est bien là l'essentiel. Elle est lancée dans l'intérêt de l'école et plus encore des enfants. Les animateurs et les A.S.E.M. vont progressivement gagner en expérience. L'organisation générale va nécessairement s'améliorer, les emplois du temps vont s'ajuster à ceux des enfants et les associations vont mieux s'adapter aux besoins des écoles.

Nous avons lancé une réforme nécessaire. Paris doit poursuivre et renforcer l'effort pour transformer l'essai et lever les dernières réserves.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Bravo, merci.

Le bravo, c'est autant sur le fond que sur la discipline. Le groupe E.E.L.V.A. donnant l'exemple de la discipline, cela prouve que nous nous influençons tous beaucoup.

La parole est à M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je ne sais pas si dans les ateliers périscolaires nos enfants apprennent la chanson "Tout va bien, madame la marquise", mais dans notre Conseil, nous la connaissons désormais par cœur, puisque vous nous la serinez depuis des mois et encore ce matin.

D'ailleurs, comment osez-vous prétendre, Monsieur le Maire, qu'il s'agit de la meilleure rentrée scolaire depuis dix ans, alors que selon beaucoup c'est la pire ?

Comme l'a déclaré une enseignante du 20e, je la cite : "En trente-cinq ans de vie scolaire, c'est la pire rentrée de ma carrière", évoquant également "sa boule au ventre", quand elle quitte sa classe devant des enfants parfois au bord des larmes…

Oui, c'est une enseignante du 20e, ce n'est pas moi.

La méthode Coué ne suffit plus quand des enfants sont réveillés pendant leur sieste, quand des élèves sortent de l'école sans y être autorisés parce que personne n'assimile des horaires différents chaque jour, quand des animateurs se succèdent sans que les enseignants sachent qui ils sont, quand certains dissèquent des cœurs de bœuf tandis que d'autres apprennent la musique sur des casseroles ou encore la danse des canards, quand les parents ne savent pas ce que font leurs enfants à partir de 15 heures et qu'on refuse de le leur dire, non, tout ne va pas très bien, Monsieur le Maire !

Et pourtant ce n'est pas faute des avertissements que vous prodiguait toute la communauté scolaire, que vous avez d'ailleurs réussi à mobiliser contre vous comme jamais.

Il me suffira de citer le syndicat SNUIPP-FSU majoritaire à Paris : "La catastrophe annoncée a malheureusement lieu. Cette réforme a des répercussions catastrophiques, notamment en maternelle, l'alternance de jours irréguliers, l'utilisation des classes pour l'apprentissage et le récréatif empêche une structuration du temps et de l'espace chez les élèves qui sont plus fatigués, désorientés et inquiets." Fin de citation.

Alors que les enfants, chacun le sait, ont besoin de régularité, vous avez créé une véritable "arythmie scolaire".

Je me suis rendu dans plus d'une vingtaine d'écoles du 15e et c'est à une avalanche de critiques que, comme beaucoup de mes collègues d'ailleurs, j'ai été confronté dans un concert unanime de protestations.

Ecoutez enfin leur message, mais dans l'intérêt des enfants. Car est-ce l'intérêt des enfants que de leur faire vivre une semaine de présence dans les écoles plus longue et plus agitée qu'auparavant, certains élèves de maternelles passant jusqu'à 52 heures par semaine à l'école ?

Est-ce l'intérêt des enfants que de ne pas leur permettre d'évoluer dans des locaux rangés et nettoyés quotidiennement ? Il n'y a plus à ce jour de personnels dédiés à l'hygiène des enfants sur les services périscolaires et extrascolaires de la Ville de Paris selon le syndicat U.N.S.A.

Est-ce l'intérêt des enfants de perturber à ce point leurs repères spatiotemporels, de leur imposer des ateliers qu'ils n'ont pas choisi, de les réveiller pendant la sieste, d'inquiéter les parents, d'affaiblir les enseignants ?

Qu'avez-vous fait, Monsieur le Maire, de l'école de Jules Ferry, fondée sur une éducation identique pour tous les élèves de France, organisée par un Etat soucieux de neutralité et d'égalité de traitement sur tous les territoires ?

D'autant que réformer le temps scolaire, mes chers collègues, ce n'est pas uniquement se préoccuper de l'organisation de la semaine, mais aussi de l'année, et de la bonne articulation entre le temps d'étude, le temps de loisirs et le temps de repos, entre le temps quotidien, le temps hebdomadaire et le temps annuel.

Alors cessez de considérer que le réel doit absolument s'adapter à vos principes idéologiques, cessez de rétorquer que c'est aux parents de se réorganiser et de coucher leurs enfants plus tôt le soir - ils savent ce qu'ils ont à faire -, cessez de prendre les enfants finalement en otages pour sauver une réforme improvisée, précipitée et mal engagée par un Ministre qui ne s'intéresse plus d'ailleurs qu'à sa course débridée à l'investiture aux Européennes et qui est aujourd'hui en totale perdition.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GOUJON, je ne découvre pas votre sens de la nuance ! Et je suis patient. Essayez de ne pas me faire parler quand vous dites qu'on ne veut pas modifier les choses sur la sieste, j'ai dit beaucoup de choses. Ne soyez pas mon porte-parole. Vous avez assez de travail comme cela.

Et enfin, dernier point, j'ai particulièrement apprécié une expression qu'il ne fallait pas "prendre les enfants en otages". Oui, il ne faut pas les instrumentaliser à des fins politiciennes, Monsieur GOUJON.

La parole est maintenant à M. Pascal CHERKI.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Monsieur le Maire, mes deux excellents collègues, Michèle BLUMENTHAL et François DAGNAUD ayant dit l'essentiel, je vais me contenter du superflu. Mais je voudrais tout de même rappeler quelques éléments à nos collègues de l'opposition.

Je pense que la droite parisienne, et la droite en général, s'il y a bien un sujet sur lequel elle devrait faire profil bas, c'est la question de l'école. Au lieu de présenter des critiques à la Municipalité parisienne pour la mise en œuvre des rythmes scolaires, je vais y revenir, vous devriez commencer par présenter des excuses à la nation française, en raison de la politique que vous avez menée pendant dix ans.

Je vais prendre un seul exemple, mes chers collègues, pour essayer de vous faire intégrer l'inanité, l'ineptie de la politique que vous avez menée pendant dix ans.

De toutes les attaques en règle que vous avez portées contre le service public de l'éducation, par mépris des enseignants et de l'école publique depuis dix ans, il y en a une qui pour moi symbolise la faillite intellectuelle et la dérive de cette droite libérale : vous avez supprimé la formation initiale des enseignants.

Vous avez supprimé la formation initiale des enseignants !

Quand on sait qu'il n'y a pas d'école publique sans formation initiale des enseignants, que l'école publique de Jules Ferry, Monsieur GOUJON, dont vous vous faites aujourd'hui caricaturalement le défenseur a posteriori, sachez qu'il n'y aurait pas d'école publique s'il n'y avait pas eu d'écoles normales pour former la cohorte des centaines de milliers d'instituteurs qui se déployaient sur le territoire national. Elles ont évolué à la fin du XXe siècle sous l'impulsion de Lionel JOSPIN quand il a créé les I.U.F.M. et il y avait une formation initiale. En supprimant la formation initiale, vous avez renvoyé le message à la communauté éducative, à commencer par les enseignants, qu'enseigner n'était pas un métier.

Imaginez-vous, mes chers collègues, si l'on faisait pareil pour l'ensemble des métiers publics, est-ce que vous envisagez un seul instant, par exemple, qu'un commissaire de police, qu'un lieutenant de police, qu'un brigadier puisse sortir tout frais émoulu de l'université ou du baccalauréat et se retrouver sur le terrain, sur la rue, muni d'un uniforme et d'un revolver. Il y a une formation initiale au métier de policier parce qu'on considère que c'est un métier. Et en supprimant la formation initiale des enseignants, vous avez fragilisé de manière profonde et durable le rapport des enseignants à leur propre métier.

Pourquoi je commence par cela ? Parce que la réforme des rythmes éducatifs n'est pas le cœur de la refondation de l'école ? C'est un des éléments, c'est 3 heures sur 27 heures. Ce que fait le Gouvernement est en cohérence, il remet la formation initiale des enseignants, il s'attaque à la refonte des programmes, il remet des dizaines de milliers de postes d'enseignants. Et à côté de cela, en parallèle, il engage et approfondit la réflexion et il la traduit dans des mesures sur la question du temps périscolaire et du temps scolaire.

Et qu'a fait la Ville ? Elle a accompagné ce mouvement indispensable, en y mettant des moyens exceptionnels, avec un seul objectif : la réussite des enfants parisiens. Et ces chiffres ont été donnés par mes collègues ! Ces chiffres ont été donnés par mes collègues sur les centaines de postes débloqués par la Ville, sur les crédits mis pour la formation initiale et continue des animateurs, sur la titularisation des contractuels, sur le passage en catégorie B des responsables éducatifs.

Je n'y reviendrai pas ! M. SAINT-ETIENNE, laissez-moi terminer.

Sur l'organisation de la filière périscolaire, sur la formation initiale et continue des animateurs.

Vous dites, mes chers collègues, aujourd'hui, avec une méconnaissance totale de la réalité pédagogique de nos écoles : "Les enfants sont fatigués, ils n'ont jamais été aussi fatigués", mais notre collègue Michèle BLUMENTHAL vous a rappelé une vérité, qui, d'ailleurs, amène le Ministre de l'Education nationale à réfléchir sur la longueur des vacances : après le retour des vacances d'été de deux mois, les enfants sont toujours fatigués à l'issue de la période de la Toussaint. Il faut, bien sûr, mesurer l'impact des rythmes, mais c'est un des intérêts de l'évaluation indépendante qu'a commandée la Mairie de Paris, confiée à un organisme spécialisé pour le savoir.

Vous dites : "Il y a une multiplicité des animateurs, des intervenants, des adultes, cela peut déstabiliser les enfants", mais, mes chers collègues, savez-vous que l'académie de Paris est l'académie qui compte le plus de personnels à temps partiel ? Je ne vous ai jamais entendus une seule fois, en 10 ans, vous plaindre du fait qu'un

enfant en école maternelle puisse se retrouver, par exemple, avec deux ou trois enseignants dans sa classe ; jamais vous n'avez évoqué ce problème éventuel de l'impact que cela pourrait avoir sur les enfants.

Je pense que la succession des critiques que vous faites est de mauvaise foi, que vous feriez bien de réfléchir à votre bilan calamiteux sur l'école et laisser le temps à la Ville de pouvoir, comme elle le fait, accompagner dans la durée cette réforme au bénéfice des enfants.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LECOQ, vous avez la parole.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Il est vrai qu'il n'y a rien de mieux que l'autosatisfaction.

Nous attendions avec beaucoup d'impatience cette séance du Conseil de Paris, puisque vous n'avez pas voulu, vraisemblablement pour cause de réforme des rythmes éducatifs, tenir une séance de notre Conseil en septembre. Nous nous trouvons donc, six semaines après sa mise en œuvre, devant une situation particulièrement grave.

Alors que la plupart des maires, par sagesse, qu'ils appartiennent à la majorité nationale ou à l'opposition, ont décidé d'attendre la rentrée 2014 pour appliquer cette réforme, convaincus qu'elle amènerait dans la gestion quotidienne son lot de difficultés, vous avez souhaité la faire appliquer à Paris dès cette année.

C'était un pari audacieux et, malheureusement, vous l'avez perdu, puisque le grand nombre d'établissements scolaires rendait sa mise en œuvre particulièrement difficile.

Certes, vous avez mis les moyens financiers, certes, vous avez mobilisé une grande partie de l'administration municipale, mais les défauts que nous avions pointés dès la première réunion du comité de suivi, avant les vacances, apparaissent aujourd'hui dans toute leur ampleur.

La sécurité des enfants, tout d'abord, à l'intérieur de l'école, à l'extérieur, en raison des chevauchements d'activités, en raison des allées et venues de personnes dont certaines ne sont pas connues des directeurs, en raison du changement d'animateur, du changement d'association. Enfin, parce que si les animateurs de la Ville de Paris font l'objet d'une procédure spécifique en matière de production de leur casier judiciaire, la loi, vous le savez, ne permet pas de demander ces documents à des animateurs membres d'association.

La seconde raison est la difficulté que vous avez à instaurer un réel partage des tâches non conflictuel entre les différentes catégories de personnels qui interviennent ; je pense notamment aux directeurs, aux professeurs des écoles, aux A.S.E.M., qui sont en permanence dans l'école et qui doivent maintenant composer avec les R.E.V., mais également aux animateurs d'association recrutés spécifiquement pour ces tâches.

La gestion des personnels A.S.E.M. pose de nombreuses difficultés. Si un recrutement effectif a eu lieu, force est de constater que certains A.S.E.M., notamment ceux qui ont l'expérience la plus importante, rechignent à effectuer les nouvelles tâches ; inversement, de nouveaux A.S.E.M., qui ont été spécifiquement formés pour assurer, notamment en maternelle, des ateliers périscolaires, ont du mal à revenir ensuite à des tâches plus traditionnelles.

Enfin, lorsque vous devez faire appel à des personnels extérieurs, notamment pour assurer le nettoyage des réfectoires, les C.A.S.P.E. ne sont pas ouvertes et, en conséquence, lorsque les agents chargés de faire le ménage ne sont pas présents, ils n'ont pas la possibilité de s'adresser, notamment le samedi matin, à la C.A.S.P.E.

Enfin, quant au contenu des ateliers, il est parfaitement inégal entre nos 20 arrondissements. Force est de constater que si, par exemple, le 6e a été relativement bien pourvu en matière d'ateliers, plusieurs arrondissements de l'est parisien ne connaissent pas la même situation.

Contrairement à vos souhaits, nombre d'enfants scolarisés dans des écoles situées dans des Z.E.P. quittent leur établissement dès 15 heures le mardi et le vendredi et vont jouer dans la rue. Etait-ce ce que vous pensiez attendre de cette réforme ? Vous nous avez dit que cette réforme devait permettre aux élèves les plus en difficulté et ceux issus des quartiers périphériques de pouvoir bénéficier de nouveaux enseignements, on s'aperçoit que cette réforme à des effets collatéraux totalement dissemblables. Si nombre d'enfants des écoles situées en Z.E.P. quittent leur établissement à 15 heures ou 16 heures le mardi et le vendredi et vont jouer dans la rue, évidemment, les objectifs énoncés un peu imprudemment ne seront pas atteints.

Monsieur le Maire, Madame l'adjointe, vous avez convoqué en renfort, au cours de nombreuses réunions, une armée de chronobiologistes et l'académie de médecine, vous avez décrété que la nouvelle organisation de la

semaine, telle qu'elle était maintenant pratiquée à Paris, constituait une réussite individuelle indéniable et était le gage de la réussite future des petits parisiens.

Or, nous nous apercevons aujourd'hui que les résultats ne sont pas au rendez-vous. La fatigue des enfants est une chose évidente ; comment n'y avez-vous pas pensé avant et pourquoi, aujourd'hui, M. PEILLON, comme vous, refuse de voir la vérité en face. Il est évident que le cycle des enfants, et notamment des plus jeunes, est mis à mal par une organisation hebdomadaire chargée totalement hétérogène, aucun jour ne se ressemble, les enfants ne peuvent donc pas trouver leur rythme, tout le monde peut le comprendre. Si l'on veut vraiment améliorer les choses, il faut que vous demandiez dès maintenant au Ministre de l'éducation nationale de ne plus appliquer aux écoles maternelles cette réforme insensée.

Quant au recrutement des personnels, il est indispensable que les associations leur appliquent une procédure identique à celle que la Ville applique aux agents.

Il faut, Monsieur le Maire, donner le temps nécessaire aux différents partenaires que vous n'avez pas écoutés avant l'été. Vous avez, en partie, échoué dans la mise en œuvre de cette réforme, vous pouvez encore sortir par le haut.

Si vous vous entêtez, comme l'a d'ailleurs très imprudemment fait le Ministre il y a quelques jours, nous risquons d'aboutir à de grandes difficultés.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. LEBEL.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur les dysfonctionnements que votre mise en place précipitée de la réforme des rythmes scolaires a occasionnés.

On peut quand même noter l'étonnant déni des réalités et l'autisme avéré de vos adjoints et soutiens politiques, adeptes de la méthode Coué, qui nient devant tous les micros une évidence dénoncée, même par la presse de gauche et les syndicats.

Sur le fond, pour justifier votre réforme, vous avez mis en avant un rapport de l'Académie de médecine, mais, visiblement, personne ne l'a lu, en tout cas ce n'est qu'un faux-nez car ses conclusions semblent souvent aller radicalement dans le sens inverse de ce que vous avez fait.

On y lit par exemple, à propos de la fatigue des enfants, je cite : "Cette fatigue est souvent en rapport avec l'excès d'activités, qu'elles soient de loisirs, sportives, artistiques ou de soutien divers", ou encore : "Les capacités d'attention et d'apprentissage vont diminuer en début d'après-midi et être à nouveau performantes vers 15 - 16 heures". Or, c'est précisément dans ce créneau que vous avez choisi de placer les activités périscolaires.

Mais, qu'il s'agisse de fond ou de forme, ce qui explique peut-être votre précipitation, ce sont les arrière-pensées politiques qui sous-tendent cette réforme. On les voit poindre dans les divers documents édités et dans le choix de certaines activités proposées même aux plus jeunes enfants.

Car, en plus des activités sportives, artistiques ou ludiques qui sont listées, il y en a d'autres qui sortent visiblement du champ de la neutralité, certaines frisent même le conditionnement politiquement correct de l'enfant.

A cela, rien d'étonnant, la famille a toujours été la grande ennemie des socialistes, car la famille, qui n'est pas l'école, qui est là pour instruire, est le vrai creuset de l'éducation et de la transmission des valeurs.

Aussi, ce n'est pas un hasard si la volonté de formater politiquement le futur citoyen dès l'école apparaît clairement dans le choix de certaines activités ou prétendues telles.

D'ailleurs, Mme FOURNEYRON, Ministre de l'Education populaire, le dit dans sa lettre du 3 septembre que nous avons tous reçue. Je la cite : "Lutter contre les inégalités, favoriser la mixité sociale et le genre", tout un programme politique bien loin des intérêts de l'enfant dont le sens est très clair et qui s'écarte notablement de ce que Mme FOURNEYRON nomme "le besoin des enfants et l'attente des parents".

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur BOURNAZEL, j'imagine dans la continuité de cette intervention ?

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, avant l'été, nous vous mettions en garde contre votre impréparation, nous vous mettions en garde contre votre empressement zélé d'appliquer une réforme mal ficelée par votre Gouvernement. Nous vous mettions en garde contre votre risque d'isolement.

Pour la rentrée 2013, vous étiez seul et à contretemps, Monsieur le Maire. Votre Exécutif a bien tenté de faire entendre sa petite musique sur le thème "tout se passe bien", nous avions raison contre tout le monde.

Le 12 septembre, votre première adjointe se déclarait même satisfaite, vantant fièrement, je la cite, "une intuition qui aurait été la bonne". Le moins que l'on puisse dire, c'est que vous n'avez pas été comprise, Madame.

Ni les Parisiens, ni les parents d'élèves, ni les élèves, ni les enseignants ne vous comprennent ; personne, mis à part le Ministre de l'Education nationale qui vous a adressé ses félicitations.

De partout, les réactions remontent sur le manque d'encadrement des enfants, sur la fatigue des jeunes élèves, sur la très faible qualité des activités proposées.

Il faut dire que les parents et les professeurs peuvent s'étonner de leur caractère parfois farfelu.

La vérité, Monsieur le Maire, c'est que vous n'avez pas eu le temps de recruter et de former les personnels, que vous n'avez pas pris le temps d'organiser cette réforme, que vous n'avez pas pris le soin - et c'est peut-être pire encore - de la financer dans la durée : 20 millions d'euros, 30 millions d'euros, 50 et plus ! Voilà votre gestion.

La vérité, c'est qu'après la fin de la classe, c'est sauve qui peut, à Paris. L'école se transforme en garderie, en garderie improvisée. Les animateurs, livrés à eux-mêmes, ne savent pas trop quoi faire. Les enfants se retrouvent parfois perdus à jouer dans la cour d'école après l'école.

Ce n'est pas cela, l'école de la République. Nos enfants méritent mieux ! Le changement pour le changement, c'est la vacuité.

L'école de la République, Monsieur le Maire, c'est celle de l'égalité des chances qui permet à chaque enfant, quels que soient son quartier et sa condition sociale, d'acquérir un savoir, de lui donner les clés de la réussite dans la vie et l'école de la République ne peut se satisfaire de ce bricolage et d'une improvisation au jour le jour.

L'école de la République se doit de proposer des activités qui préparent ces enfants à l'avenir, des initiations à l'informatique, à la culture, aux langues, à l'anglais ; des activités auxquelles tous les élèves n'auraient pas la chance d'avoir accès, mais cela ne s'improvise pas, Monsieur le Maire, il faut des lieux adaptés, des personnels très qualifiés, des activités bien définies, bref, un projet pédagogique prêt, préparé et financé.

Monsieur le Maire, en conclusion, tous les Parisiens vous appellent à réviser votre projet, y compris les directeurs d'école qui vous ont alerté sur les grandes difficultés qu'ils rencontrent, y compris les syndicats d'enseignants qui vont le faire entendre encore cet après-midi, qui vous appellent donc à faire une pause.

Il s'agit de préparer la rentrée prochaine parce que l'année 2013-2014 est d'ores et déjà gâchée par votre faute, parce que vous avez échoué.

En 2014, il nous reviendra calmement et dans l'intérêt général, de façon responsable, de remettre les écoles de la Capitale en bonne marche, avec un vrai projet utile pour l'ensemble des Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous donne acte de la cohérence avec les interventions précédentes. Avec vous-même dans le temps, c'est une interrogation dont je ne me mêlerai pas.

Je vous remercie tous pour vos interventions et, maintenant, je donne la parole à l'excellente Colombe BROSSEL pour réagir, pas à tout en détail, parce que l'on n'y arriverait pas, cela nous ferait parler autant que tous les intervenants réunis.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Ce qui ne serait pas raisonnable.

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, merci à chacun d'entre vous d'avoir pris part à ce débat.

Oui, c'était une rentrée particulière. Une rentrée particulière, vous avez été quelques-uns, pas tous, à le rappeler parce que, pour la première fois depuis 10 ans, dans cette ville, il y avait plus d'enseignants, plus d'enseignants de R.A.S.E.D., il y avait du soutien à de l'innovation pédagogique, plus de maîtres que de classes, la scolarisation des enfants de moins de trois ans dans les quartiers populaires, ce que nous avions oublié puisque, année après année, nous voyions le nombre d'enfants de moins de trois ans scolarisés à Paris décroître. Alors, oui, c'est une rentrée particulière.

Est-ce que tout le chemin est parcouru ? Non.

Est-ce que, pour l'instant, c'est encore insuffisant ? Oui, bien sûr. On ne refait pas en deux rentrées ce qui a été détruit en 10 rentrées, mais vous pouvez compter sur notre vigilance pour que, année après année, le service public de l'Education nationale à Paris retrouve ses couleurs et retrouve sa capacité à accompagner l'ensemble des enfants vers la réussite.

Oui, c'était une rentrée particulière, de ce point de vue. Nous ferons en sorte que cela continue. En tout cas, merci à certains d'entre vous de l'avoir rappelé.

C'était évidemment une rentrée particulière, puisque cette rentrée était la rentrée du retour à la semaine de quatre jours et demi et de la mise en œuvre par la Ville de Paris de la part qui lui revient, de la part qui lui revenait de l'organisation des ateliers les mardis et vendredis, de 15 heures à 16 heures 30.

Alors, oui, le dispositif que nous présentons aujourd'hui à l'occasion de cette communication est déjà un dispositif qui, en six semaines, a beaucoup évolué.

Nous l'avions dit tout au long de l'année scolaire passée, nous l'avons dit dès le jour de la pré-rentrée, lors de la traditionnelle visite de pré-rentrée du Maire de Paris : oui, nous serions vigilants à ce que tous les ajustements nécessaires soient mis œuvre.

Alors, le dispositif, aujourd'hui, est un dispositif qui a répondu rapidement, le plus efficacement possible, à l'ensemble des sujets qui sont remontés : remplacement des animateurs absents, gestion des entrées et sorties, ménage, notamment en maternelle, renforcement de la présence humaine et notamment de la possibilité de pouvoir dialoguer, informer les parents parce que, oui, en effet, le dialogue et l'information n'ont pas été suffisants.

"Ce n'est pas faute de l'avoir dit", que voulez-vous que je vous dise ? Vous avez dit tellement de choses, mon pauvre ami…

Dispositif de réunions d'information, de carnets de liaison et travail, le plus finement possible, sur la qualité des ateliers parce que, en effet, nous ne devrons avoir aucune possibilité que soit des intervenants soit des projets ne soient pas à la hauteur des exigences qui sont les nôtres pour les enfants de Paris.

Je l'ai dit et je le redis : il y a déjà des animateurs qui ont été changés lorsque cela ne convenait pas. De la même manière, il y aura des associations, si elles ne correspondent à nos critères d'exigence et de qualité, avec lesquelles nous arrêterons de travailler, non pas en septembre 2014, mais dès le mois de janvier, dès le deuxième trimestre.

Je vous entendais expliquer, pour un certain nombre d'entre vous, que l'organisation de ces ateliers serait un facteur de développement des inégalités, pardonnez-moi mais les bras m'en tombent ! Aujourd'hui nous avons 80 % des enfants de Paris qui sont inscrits dans ces ateliers. Aujourd'hui, nous avons 111.000 enfants qui fréquentent ces ateliers et nous avons même, pardon Monsieur LECOQ, vous connaissez évidemment beaucoup l'ensemble des écoles de l'Est parisien… il se trouve que parfois, j'y vais également un peu. Dans des écoles à la Goutte-d'Or, quand on a plus d'enfants qui participent aux ateliers du mardi et du vendredi que d'enfants qui vont à la cantine, eh bien, je le dis ici devant vous tous : ce pari de la justice sociale, ce pari de la démocratie, nous sommes en passe de le réussir et je m'en félicite.

Alors oui, il faudra multiplier les lieux de suivi, les lieux de concertation, les lieux de partage. Le prochain comité de suivi se réunit cette semaine, et les multiplier également dans les arrondissements. Vous êtes pour certains d'entre vous à l'origine de vœux tout à fait pertinents et intéressants de ce point de vue. Cela nous permettra d'évoquer d'autres questions que vous avez pu soulever par des vœux : le partage de responsabilité entre les différents intervenants, la question importante des situations de handicap. Madame BRUNO, permettez-moi cette parenthèse toute personnelle : qu'est-ce que j'aurais aimé vous entendre, pendant les cinq années précédentes, avoir pris avec autant de passion la défense des A.V.S., de leur statut et de leurs conditions de travail ! Il se trouve que vous vous indignez aujourd'hui, mais c'est un gouvernement de gauche qui va titulariser 28.000 postes d'A.V.S. C'est aussi cela la réalité : c'est l'épreuve des faits et des décisions !

Cela nous permettra aussi d'aborder un certain nombre de légendes urbaines - j'en entendais encore aujourd'hui. Bien évidemment, l'ensemble des acteurs associatifs qui travaillent avec la Ville de Paris sur la mise en place de la réforme ont l'obligation de demander l'extrait de casier judiciaire pour les intervenants qu'ils font intervenir dans les écoles comme nous, employeurs, demandons évidemment les extraits de casier judiciaire pour les animateurs de la Ville de Paris. Cela nous permettra également de répondre à l'emballement manifesté par certains d'entre vous sur le coût de cette réforme, qui serait maintenant de 100 millions d'euros ! Je ne sais même plus d'où

ces chiffres arrivent. Rassurez-vous, cher Bernard GAUDILLÈRE, nous sommes bien dans l'épure que nous avions votée au budget supplémentaire du mois de juillet.

Trois mots encore, notamment sur un sujet important et sur la question de la maternelle. Parce qu'en la matière, il faut savoir raison garder et être dans l'efficacité pour les enfants.

Oui, nous avons entendu beaucoup de choses remonter sur la question de la maternelle, et c'est un sujet sur lequel je veux que nous soyons en responsabilité, et en responsabilité immédiate s'il y a besoin. On nous avait dit au cours de la concertation : "Il faut faire attention à limiter les différents lieux, à limiter les différents référents, à limiter les ruptures pour les enfants".

C'est ce que nous avons essayé de construire au maximum, notamment pour les plus petits, les plus fragiles, les petites sections qui rentrent à l'école, en ayant des binômes identifiés de référents : l'enseignant ou l'enseignante et en priorité l'A.S.E.M. que l'enfant voit tout au long de l'année.

Limiter les lieux, avec des activités pour les plus petits qui aient lieu dans la classe, limiter les ruptures - je ne reviens pas sur la question de la sieste.

Il nous faut tout de suite, et c'est ce que faisons sous l'égide du Secrétariat général, nous assurer que pour l'ensemble des enfants de petite section, soit environ 13.000 à 14.000 enfants dans cette ville, ces questions soient réellement les plus appropriées.

Il nous faut aussi vérifier avec l'ensemble des professionnels que le modèle mis en œuvre est le plus pertinent pour les enfants. Je le redis : le périscolaire dans cette ville n'est au service que d'une seule chose, c'est le bien-être des enfants. Si nous devons modifier des choses, nous les modifierons vite, car c'est la seule chose qui nous tient à cœur.

Permettez-moi de remercier l'ensemble des personnels. Je nous le dis collectivement : tous les propos globalisants, généralisants, parfois pour faire un beau mot parce que dans l'enceinte du Conseil de Paris, cela fait toujours plaisir, et je ne puis pas exempte de ce genre de facilités, j'en prends ma part. Enfin, j'essaie de limiter, merci.

Les personnels, qu'ils soient les personnels de la Ville, qu'ils soient les personnels enseignants, sont à l'écoute de nos débats et surtout, ayons à cœur de ne pas avoir de propos stigmatisants, de ne pas oublier de saluer l'engagement réel, formidable de l'ensemble de ceux qui ont accompagné la mise en œuvre de cette réforme, et je veux associer l'ensemble des personnels de la Ville, l'ensemble de ceux qui, partenaires associatifs, nous ont accompagnés, mais aussi l'ensemble de ceux qui, enseignants ou directeurs d'école, ont été aux côtés de nos agents pour mettre en place cette réforme. Je le sais. Je passe ma vie dans les écoles, comme un certain nombre d'entre vous. Heureusement que tous ensemble, ils ont mis les enfants au cœur de leur préoccupation et la mise en œuvre de cette réforme parce que c'est aussi cela qui a permis qu'elle se mette en œuvre concrètement.

Un grand merci à tous. Je sais l'engagement qui a été celui de chacun d'entre eux, et je voulais vraiment les remercier par ces quelques mots.

Dernier mot, puisqu'il reste une minute, si vous me l'accordez. En une minute, un dernier mot. L'un d'entre vous a évoqué le manque de sens de cette réforme. L'un d'entre vous a fait le choix d'évoquer - chacun ses références - le slogan du printemps français dans cette Assemblée.

Sur le sens de cette réforme, je veux vous le dire. Au-delà de l'aspect réorganisation du temps scolaire, nous sommes dans cette assemblée les héritiers des fondateurs de l'éducation populaire. Nous sommes les héritiers de ceux qui ont milité pour que le droit aux loisirs ne soit pas uniquement inscrit dans la charte des droits fondamentaux des enfants, mais soit une réalité.

Oui, nous sommes un certain nombre ici à penser que l'école n'est pas uniquement un lieu où on apprend à lire, à écrire et à compter. C'est déterminant et c'est le ferment de la réussite, mais l'école est aussi un lieu d'émancipation, de lutte contre les inégalités sociales, contre les déterminismes sociaux. C'est un lieu de construction de libertés, un lieu de construction d'émancipations individuelles. C'est aussi à cela que nous participons, à notre place, modestement, mais c'est bien à cela que nous participons.

Alors, oui, le sens est là-dedans, le sens est pour l'ensemble des enfants, le sens est pour la justice sociale, le sens est pour que l'ensemble des petits Parisiens puissent accéder au beau. Le beau n'est pas réservé qu'à quelques-uns.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Excellent travail, excellente intervention, et nous allons mettre la même énergie, bien sûr, avec Colombe et toutes les équipes, pour que tout ce qui doit être amélioré le soit.

A présent, mes chers collègues, après ce long et approfondi débat, où chacun était libre d'exprimer tout ce qu'il pensait, je vous propose les votes.

D'abord, je mets aux voix, à main levée, l'amendement technique n° 1 de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 1 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 2 du groupe E.E.L.V.A., avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 210).

En réponse aux vœux n^{os} 3 et 4 du groupe E.E.L.V.A., n° 10 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, n^{os} 12 et 13 du groupe U.D.I., n° 15 de M. ALPHAND et Mme DREYFUSS, l'Exécutif a déposé le vœu n° 2 bis.

Je crois savoir que les vœux n^{os} 3 et 4 du groupe E.E.L.V.A. sont retirés, ainsi que le n° 10 du groupe Communiste.

En revanche est-ce que les vœux n^{os} 12 et 13 du groupe U.D.I. sont maintenus ? Oui.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 12, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 13 du groupe U.D.I., est maintenu aussi, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Pas de commentaires pendant les votes ! C'est la règle de base de la démocratie.

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Maintenant, Monsieur ALPHAND et Madame DREYFUSS, maintenez-vous le vœu n° 15 ? Oui.

Donc je le mets aux voix, à main levée, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 2 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 211).

Vous verrez, c'est moi finalement qui passerai pour le plus laxiste de tous les maires. Vous verriez si vous feriez cela à Bordeaux ! Je connais bien. Vous ne pourriez pas faire ainsi des commentaires pendant les votes.

Bien, je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu n° 5 du groupe E.E.L.V.A., avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 212).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 6 du groupe E.E.L.V.A., avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 213).

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 7 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 8 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, qui est maintenu et avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Si j'ai bien compris, parce que je n'ai pas bien vu, le groupe U.M.P.P.A. a voté pour ? Ce sera très intéressant sur le fond. Je suis sûr que cela ne doit pas complètement mettre bien à l'aise.

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 9 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté avec l'appui enthousiaste du groupe U.M.P.P.A. (2013, V. 214).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le vœu n° 11 du groupe U.M.P.P.A., avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 215).

Pour une fois que j'arrive à vous mettre de bonne humeur !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 14 du groupe "Union des Démocrates et Indépendants", avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 216).

Vous me regretterez !

Nous passons aux votes des projets de délibération.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 147.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASCO 147).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 148.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASCO 148).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 149.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASCO 149).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DRH 79.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ? Je n'en vois pas.

Le projet de délibération est adopté. (2013, DRH 79).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DRH 83.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DRH 83).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 361.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 361).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 362.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 362).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 363.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 363).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 364.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 364).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 365.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 365).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 366.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 366).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 367.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 367).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 368.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 368).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 369.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 369).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 370.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 370).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 371.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 371).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 372 amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DJS 372).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 373.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 373).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 376.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 376).

Vous avez adopté tous les projets de délibération et je vous en remercie.

D'ailleurs, je veux remercier l'élu non-inscrit qui n'appartient pas à la Majorité municipale d'avoir voté tous ces projets de délibération.

2013 DUCT 61 Subvention (8.000 euros) à l'association Démocratie locale participative du 15e.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous examinons maintenant, en 5e Commission, le projet de délibération DUCT 61.

Je donne la parole à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Je souhaite prendre la parole sur ce projet de délibération...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez 2 secondes, ne mettez pas en route le compteur !

Parce qu'il y a toujours dans ces cas-là des gens qui…

Et ceux qui s'absentent ou qui bavardent, qu'ils le fassent dans le maximum de silence !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Surtout que cela concerne Mme HIDALGO, elle devrait rester !

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît ! Dépêchez-vous, l'orateur veut s'exprimer.

Monsieur MENGUY, allez-y !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération prévoit une subvention à l'association DLP15.

Je regrette que Mme HIDALGO, encore une fois, quitte la séance alors que, déjà, lors de la séance de l'année dernière, pour cette même association, elle avait eu la même attitude, ainsi que ses collègues conseillers de Paris de gauche du 15e arrondissement.

C'est peut-être un aveu indirect de l'objet réel de cette association qui, sous couvert de défendre la démocratie de proximité, est en fait le véritable faux-nez de la gauche du 15e arrondissement.

Je rappelle quand même que c'est une subvention de 8.000 euros, dont le montant d'ailleurs a évolué en quelques jours, ce qui prouve que, quand on veut, on peut, à la Ville de Paris ! C'est une subvention largement supérieure, dix fois supérieure au budget de cette association. C'est une subvention largement supérieure à des subventions attribuées à des associations du 15e, dont le rôle social et le travail qu'elles effectuent auprès des habitants du 15e n'est pas contesté. On peut s'interroger sur l'opportunité d'un tel montant, 8.000 euros, pour cette association DLP15.

Je vois surtout que c'est une association dont les membres participent largement au tractage le week-end sur les marchés au profit d'Anne HIDALGO.

Je note que c'est une association dont les membres publient sur leur site Internet des messages de soutien à la candidate socialiste dans le 15e arrondissement, Anne HIDALGO.

Je note que c'est une association dont le site Internet porte des attaques ad hominem sur certains élus de la majorité du 15e arrondissement, dont je suis, et sans leur permettre à aucun moment d'avoir un droit de réponse et en particulier d'apporter un certain nombre d'éléments aux critiques qu'ils évoquent.

Je veux également noter que c'est une association qui compare la mairie du 15e au régime ségrégationniste de l'apartheid de l'Afrique du Sud.

Je note également que c'est une association - j'attire l'attention de mes collègues de gauche lorsqu'ils vont voter - qui sur ce son site Internet attaque clairement un fonctionnaire de la Ville dans l'exercice de ses fonctions. Je l'ai rappelé l'année dernière, je le rappelle aujourd'hui, cette association met en cause un agent responsable du pôle démocratie locale à la mairie du 15e arrondissements, mais fonctionnaires de la Ville, dont le travail est unanimement reconnu et par les élus, et par les conseillers de quartier, et par les habitants, qui ne ménage pas son temps et son engagement pour que les conseils de quartier fonctionnent le mieux possible, compte tenu du calendrier des réunions et des exigences administratives et techniques. Je veux rappeler que c'est un agent dont la probité n'est pas contestable et ne peut être contestée, comme cette association le fait sur son site Internet.

Je le dis clairement, que vous souteniez une association, qui est en fait un parti politique de fait, par une subvention pose un problème.

Que vous souteniez, par la subvention que vous allez voter, une association qui attaque sur son site Internet un agent de la Ville de Paris, c'est un autre problème. Et si au moins vous décidez de soutenir un parti politique à mots couverts en votant cette subvention, je ne peux croire que vous voterez ces 8.000 euros de subvention pour une association qui tape de façon inique, de façon fourbe puisque cet agent ne peut pas répondre, sur un agent de la Ville. J'en appelle à la responsabilité de chacune et de chacun et je regrette encore une fois que, comme l'année dernière, les conseillers de Paris de gauche aient quitté la séance, parce que c'est une vraie question. Je pourrais vous reproduire les extraits du site Internet qui parlent de cet agent et qui disaient : "Le pôle démocratie locale du 15e a considéré comme faisant partie de ses missions le droit de soustraire aux habitants et aux conseillers de quartier tout document de référence pour éviter qu'ils le rejettent, alors que le coordinateur des conseils de quartier assistait à chaque conseil, il s'est bien gardé de prendre la parole pour révéler l'autorité qui a demandé d'étudier ce type d'investissement." Des mises en cause comme cela, il y en a plusieurs sur ce site. Je considère que c'est inacceptable.

Mes chers collègues de gauche, si vous votez 8.000 euros de subvention à une association qui tape sur les agents, qui mettent en place la politique de la Ville, je considère que c'est très grave, d'autant plus pour une association qui officiellement ne compte que 19 adhérents.

Si vous décidez de soutenir un parti politique, je vous rappelle juste que la limite de dons pour un parti politique est 7.600 euros et pas les 8.000 euros que vous avez décidé de mettre au vote aujourd'hui.

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

Prenez vos responsabilités, mes chers collègues. Vous soutenez un parti politique de gauche, c'est une chose. Vous soutenez une association soi-disant de démocratie, c'en est une autre. Vous soutenez une association…

Eh oui, Monsieur JULLIARD, je sais que cela vous dérange, chacun ses responsabilités. Si vous vous en moquez, Monsieur JULLIARD, de voter une subvention pour une association…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président**. -** Il faut conclure, Monsieur MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - … qui tape sur un des agents de la Ville, eh bien tant pis pour vous !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président**. -** Pour vous répondre, la parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, face à ce déluge de propos, je ne peux qu'exprimer une très grande surprise. De quelle association s'agit-il ? D'une association qui concourt quotidiennement à l'expression de la démocratie locale et participative dans le 15e arrondissement, d'une association qui fait désormais partie du bureau du C.I.C.A. du 15e arrondissement, d'une association que la mairie du 15e arrondissement a autorisé, lors de son forum de la vie associative, à donner en la mairie une conférence permettant aux associations du 15e arrondissement de mieux connaître Simpa, le logiciel qui permet aux associations de communiquer avec la Ville de Paris.

Vous avez l'avantage de la cohérence. L'an dernier, j'avais déjà fait litière de ces accusations non fondées, vous revenez à la charge, sans doute parce que vous constatez que cette petite association fait un travail considérable de lien social, de médiation de confiance dans le 15e arrondissement. Vous seriez surpris de voir à quel point cette association rayonne dans toutes les strates de l'arrondissement et dans toutes les strates de sa vie politique. Mais cela ne m'appartient pas de parler de cet aspect des choses...

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président**. -** Permettez-moi une interruption juste une seconde. Je ferai observer que l'intervention de M. MENGUY, quel qu'ait été son contenu, a été entendue et écoutée par tous, de manière extrêmement respectueuse et sans qu'il soit interrompu. Je trouve qu'il serait courtois d'en faire autant vis-à-vis de notre collègue Hamou BOUAKKAZ.

Monsieur BOUAKKAZ, vous avez la parole.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, mais j'ai l'habitude des interruptions et je sais parler au-dessus du brouhaha.

Je disais que je n'allais pas insister sur cet aspect mais plutôt sur le travail de cette association qui dépasse le simple 15e arrondissement. Simple, non pas qu'il soit petit mais cette association rayonne dans tout Paris. Cette association mène une recherche action avec l'université Paris Diderot sur la participation des jeunes au processus participatif. Elle anime Circul'Livre. Elle anime des séances de cinéma de quartier. Elle a travaillé pour faciliter l'installation temporaire d'un centre d'hébergement d'urgence du Samu social dans le 15e et cela n'a pas été simple.

Bref, cette association travaille dans le champ de la délégation que le Maire m'a confiée. Elle a pour objectif de monter une université populaire du 15e arrondissement, comme il en existe dans le 14e et dans le 18e. Cette subvention servira à l'équiper de façon à retransmettre les débats sur Internet. Son site est à votre disposition.

Je ne peux que me féliciter de compter parmi les associations de Paris une telle association, dont beaucoup d'arrondissements rêveraient de disposer.

Je vous demande donc de voter ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DUCT 61.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DUCT 61).

2013 DUCT 68 - Subvention (10.000 euros) à l'association "Metropop' !" (11e) au titre du projet "Métropole et participation de la société civile 2013".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DUCT 68. Il s'agit d'une subvention de 10.000 euros à l'association "Métropop'" dans le 11e arrondissement au titre du projet "Métropole et participation de la société civile 2013".

La parole est à M. CONTASSOT, pour 5 minutes.

M. Yves CONTASSOT. - L'objet de l'association "Métropop'", je cite, est de : "Créer les conditions d'un regroupement des personnes intéressées par la question des représentations des villes de la banlieue et de celles de la ville centre, de leurs habitants et des relations qu'ils entretiennent avec les images produites sur leur vie et leurs conditions d'existence". Je crois que c'est effectivement très important d'avoir ce type de projet car l'image, notamment des banlieues, est souvent une image déformée qui n'a pas grand-chose à voir avec la richesse de ce qui s'y passe.

En 2012, cette association élaborait 15 propositions sur la gouvernance et 10 sur les besoins et attentes en matière de citoyenneté métropolitaine. On aurait pu imaginer que ces attentes soient reprises peu ou prou, mais on peut en douter. Je crois que certains manifestement - qui voteront sans doute d'ailleurs la subvention - n'avaient pas lu ou n'avaient pas voulu lire ces propositions.

Je prends quelques exemples de décisions qui ont été récemment prises. Lors du débat en deuxième lecture au Sénat du projet de loi sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, une majorité - je ne sais pas comment la qualifier -, curieuse, composite, conservatrice, a supprimé l'élection au suffrage universel direct d'une part des conseillers métropolitains à partir de 2020. Curieuse manière de favoriser la citoyenneté, puisque le résultat sera que la parité, notamment, et la diversité politique, c'est-à-dire la base de la démocratie, seront niées dans ce Conseil métropolitain qui sera composé quasi exclusivement d'hommes et de quelques partis politiques seulement.

De même, le refus de cette même majorité sénatoriale de créer des conseils de développement au niveau des territoires en dit long sur leur volonté ou absence de volonté d'associer les citoyens à la gouvernance. Je pourrais développer très longuement sur les interventions des deux groupes essentiels qui ont composé cette drôle de majorité, qui, d'ailleurs, refuse toute solidarité au niveau métropolitain, préférant les borgnes au royaume des aveugles plutôt que les co-décideurs dans une assemblée plus large et démocratique.

Fort heureusement, l'Assemblée nationale, je l'espère, aura le dernier mot et nous espérons que le texte reviendra à une version plus conforme à ce qui fonde la démocratie.

En attendant, nous voterons pour que l'association "Metropop' !" dispose de cette subvention, afin de favoriser tout à la fois une meilleure vision des territoires et une participation réelle des citoyens à la future métropole.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, Yves CONTASSOT a justifié amplement la nécessité d'impliquer les citoyens dans le processus de métropolisation. "Metropop' !" effectue un travail considérable pour déconstruire les préjugés, en faisant travailler ensemble des universitaires, des associatifs, des citoyens engagés et des citoyens de toutes les catégories sociales, de tous les genres, quelle que soit leur capacité d'accéder à l'information. C'est un travail de longue haleine que de créer les conditions propices à une métropole telle que la nôtre.

Je n'interviendrai pas sur les questions qui relèvent du Parlement ; je forme le vœu, comme Yves CONTASSOT, que l'Assemblée nationale corrige les éventuelles imperfections d'un projet de loi qui me paraît plutôt équilibré et allant dans la bonne voie, mais n'étant pas parlementaire, je m'en tiendrai là et je vous demande de voter ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DUCT 68.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DUCT 68).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au collectif des associations citoyennes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen d'un vœu non rattaché, le vœu n° 16, qui est relatif au collectif des associations citoyennes.

La parole est à M. le Président BROSSAT, pour une minute.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu fait suite à l'appel lancé par le collectif des associations citoyennes, qui regroupe de nombreuses associations parisiennes mais pas seulement et qui s'inquiète de la situation d'asphyxie financière d'un certain nombre d'associations. Or, nous le savons, à Paris, nous comptons beaucoup sur les associations pour le vivre ensemble dans notre ville et le moins que l'on puisse dire, c'est que la préparation du budget 2014 au niveau

national, avec des coupes importantes, avec également la baisse des dotations aux collectivités, engendre des inquiétudes, et donc une situation qui risque d'empirer pour les associations.

C'est la raison pour laquelle nous présentons ce vœu, qui vise à ce que notre Ville apporte son soutien au collectif des associations citoyennes et demande au Premier Ministre de veiller à la préservation du tissu associatif de nos territoires en préservant leurs financements.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Je donne un avis favorable à ce vœu et je précise que la Ville de Paris s'implique depuis des années aux côtés des associations pour faire valoir leurs revendications.

Je précise qu'un travail de fond est engagé entre le Gouvernement et les partenaires associatifs pour remettre sur le métier la charte des engagements réciproques qui a été signée en 2001.

Je pense qu'il faut qu'à la fois, on soutienne le tissu associatif parisien - on vient d'évoquer sa participation à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires -, et que l'on se souvienne que nous sommes la Ville de Paris et que donc, nous avons plus de leviers sur ce qui concerne nos propres attributions que sur celles du Gouvernement, mais à cette nuance près, je donne un avis favorable à ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 16 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 217).

2013 PP 66 - Extension au corps des agents de surveillance de Paris de la Préfecture de police de la délibération du 3 mars 2003 portant attribution d'une prime de rendement en faveur de certains agents de catégorie C et modification de la délibération des 18 et 19 mars 2002 portant fixation du régime indemnitaire des agents de surveillance de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération PP 66. Il s'agit de l'extension au corps des agents de surveillance de Paris de la Préfecture de police de la délibération du 3 mars 2003 portant attribution d'une prime de rendement en faveur de certains agents de catégorie C et modification de la délibération de mars 2002 portant fixation du régime indemnitaire des agents de surveillance de Paris.

La parole est à M. Philippe GOUJON, pour 5 minutes.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet, les agents de surveillance de Paris dressent environ 5 millions de P.V. par an, soit 80 % des P.V. établis chaque année en France, mais, visiblement, ce chiffre n'est pas suffisant, puisque la Ville et la Préfecture de police instaurent par ce projet de délibération une prime de rendement.

Nous n'en connaissons pas les modalités exactes. A partir de combien de P.V. dressés sera-t-elle appliquée ? Quel sera son montant ?

Je rappelle qu'en décembre 2010 déjà, nous avions voté une part variable de rémunération, limitée à 1 % du revenu annuel assise sur la qualité de travail de l'agent et non sur une quantité de contraventions infligées.

Les A.S.P. disposent désormais de P.D.A. financés par l'Etat pour dresser des P.V. électroniques. Cela leur permet de consacrer, d'ailleurs, trois fois moins de temps à éditer la contravention par rapport à la version papier.

La politique de la Mairie de Paris en matière de stationnement pousse de surcroît à l'infraction ; la suppression de 85.000 places de stationnement laisse nombre d'automobilistes sans solution, les parkings souterrains ne sont

pas suffisamment nombreux, on n'en construit aucun, d'ailleurs, et leur tarif horaire est prohibitif (plus de 5 euros de l'heure pour certains).

J'ajoute que si le déploiement très récent, très tardif, du paiement du stationnement par carte bleue permet de faire progresser le taux de respect du stationnement, longtemps, les automobilistes occasionnels étaient contraints d'utiliser une "Paris carte" particulièrement difficile à trouver. J'en profite, d'ailleurs, pour questionner, tant la Mairie que la Préfecture, pour savoir où nous en sommes du déploiement du paiement du stationnement par S.M.S.

En 2007, les associations d'usagers de deux-roues et la Préfecture de police avaient signé une charte pour prévenir une verbalisation abusive du stationnement sur trottoir, puisqu'il manque plus de 50.000 places pour les deux-roues motorisés à Paris. Alors que cette charte appelle à une verbalisation avec discernement, les A.S.P. semblent opter plutôt pour une certaine facilité, en alignant par dizaines les deux-roues qui respectent pourtant la charte ; qu'en sera-t-il avec une prime de rendement ?

Pour estimer les effets d'une telle prime, il suffit de regarder le fonctionnement des enlèvements à Paris. Le mode de rémunération des sociétés privées pousse aux cadences élevées, la facturation se fait à la voiture enlevée, les salariés des entreprises sont, par ailleurs, incités à faire du chiffre ; leur salaire, il faut le savoir, est pratiquement doublé à la fin du mois grâce aux primes. Ces derniers n'hésitent alors pas à prendre des libertés, même avec le code de la route : non-respect des feux, vitesse excessive, prise de deux véhicules sur un seul camion, etc. Certains chauffeurs vont d'ailleurs jusqu'à "guider" les A.S.P. dans le choix des rues contrôlées dans le but d'optimiser les trajets entre la fourrière la plus proche et les lieux d'enlèvement.

Dès lors, il n'est pas rare de croiser des convois communs A.S.P. - voitures de fourrière dans Paris ; ma collègue, Laurence DOUVIN, approfondira ce sujet.

Cette pression sur les sociétés d'enlèvement résulte aussi d'un financement insuffisant de cette mission au budget spécial. Je rappelle que c'est une dépense obligatoire qui doit être financée par la Ville et que chaque année, le budget alloué au marché d'enlèvement est bouclé grâce à des mesures de gestion, de restriction, d'économies de la Préfecture de police. Avec le relèvement de l'amende de stationnement, en la faisant passer de 11 à 17 euros, la Ville, qui percevait, en 2010, 47 millions de droits de stationnement, a prévu 80 millions à son budget 2013.

L'objectif de la Mairie est donc de mobiliser 2.000 A.S.P. pour garantir cette rente de stationnement. Mon groupe défend une autre doctrine d'emploi des A.S.P. On ne peut pas dire, d'un côté, que Paris a subi une érosion des effectifs de police, comme je l'entends dire à longueur de radio, ce qui témoigne, d'ailleurs, d'une approche assez archaïque de la sécurité, mais par des responsables qui n'y connaissent pas grand-chose, ce n'est pas étonnant, car la présence sur voie publique a, dans le même temps, augmenté de 10 % ces dernières années, et de l'autre, cantonner 2.000 agents à dresser des P.V. de stationnement pour renflouer les budgets municipaux.

Les A.S.P. demandent d'ailleurs à voir leur mission élargie à la sécurisation de l'espace public ; ils interviendraient là où la police n'a pas les moyens d'agir, ces missions de patrouille empêcheraient ainsi les fixations sur la voie publique et les désordres sur la voie publique. Surtout, ces agents seraient visibles des Parisiens, participant ainsi à un sentiment de sécurité renforcée.

On peut également envisager que les A.S.P. régulent la circulation, qui devient, d'ailleurs, chaque jour, plus difficile à Paris ; je rappelle qu'il y a encore quelques années, 150 carrefours étaient régulés par des fonctionnaires de police afin de fluidifier la circulation ; il n'y en a quasiment plus aucun aujourd'hui.

Au total, ce projet de délibération est donc une démonstration que vous préférez remplir les caisses de la Ville qui en ont bien besoin, sans doute, plutôt que de mobiliser 2.000 agents pour renforcer la sécurité des Parisiens qui se prononceront dans quelques mois.

En tout cas, notre politique sera exactement à l'inverse, la sécurité des Parisiens sera bien notre priorité.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Avant de donner la parole à Mme DOUVIN, je voudrais faire une petite rectification.

Nous avons entendu M. GOUJON nous expliquer que la Mairie de Paris ne construisait aucun parking et je voudrais apprendre au maire du 15e arrondissement que, dans quelques mois…

J'ai entendu cette phrase, Monsieur GOUJON, c'est ce que vous avez dit tout à l'heure.

Je voudrais apprendre au maire du 15e arrondissement que nous allons ouvrir dans quelques mois un parking dans son arrondissement, rue Frémicourt.

La parole est à Mme DOUVIN.

Monsieur GOUJON, je vous donne volontiers la parole, mais je vous ai entendu prononcer cette phrase.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - M. GAUDILLÈRE connaît bien ce parc de stationnement, peut-être aura-t-il d'ailleurs l'occasion de l'utiliser ?

C'est un parc qui avait été donné à la mairie du 15e arrondissement il y a sept ou huit ans, enfin la décision a été prise il y a sept ou huit ans, en contrepartie de la semi-piétonisation de la rue du Commerce, donc je ne considère pas que c'était un apport de stationnement, mais la compensation de près d'une centaine de places de stationnement qui étaient supprimées dans le 15e arrondissement.

Je m'en réjouis, mais c'est le seul à Paris, peut-être, avec un autre dans le 17e arrondissement, c'est quand même très peu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - En tout cas, nous construisons un parking dans votre arrondissement.

Madame DOUVIN, vous avez la parole pour cinq minutes.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet de police, c'est un projet de délibération qui propose un changement de régime indemnitaire des agents de surveillance de Paris de la Préfecture de police. Le coût de ce changement de régime s'élève à 600.000 euros, qui seront donc imputés sur le budget spécial de la Préfecture de police.

Ce changement de régime aligne ces personnels sur celui de 2003, instaurant l'attribution d'une prime de rendement en faveur de certains agents de la catégorie C de la Préfecture de police.

Nous souhaiterions donc avoir quelques éclaircissements sur les modalités d'attribution de cette prime et en particulier sur ce qui est entendu par "rendement".

Il n'est évidemment pas question de mettre en cause la pénibilité du travail effectué sur la voie publique par ces personnels, ce n'est certes pas une tâche facile.

Mais ce terme de "rendement" laisse supposer l'existence d'un rapport entre le nombre de contraventions dressées et le montant de la prime reçue par les agents concernés.

A cet égard, je voudrais revenir quelques instants sur la situation actuelle du stationnement de surface, à Paris.

Depuis 2001, nous sommes passés de 235.000 places à 150.000, soit une perte de 85.000 places ; ce sont les propos et les chiffres du Maire de Paris.

Cette situation n'a pas été compensée par la création de parcs souterrains supplémentaires comme elle aurait dû l'être. Il y a eu deux parcs depuis 2001 : le parc du 17e arrondissement, le parc Clichy-Batignolles. C'est un nouveau quartier, c'était bien le moins que nous puissions faire, qui a été mis en service et le parc du 15e arrondissement qui a traîné depuis un nombre invraisemblable d'années et va ouvrir, car il n'est pas encore ouvert, effectivement en compensation de la suppression des places de la rue du Commerce.

Aujourd'hui, nous en sommes encore à une situation qui ne compense absolument pas ce qui a été supprimé.

Je voudrais revenir aussi sur l'un des concepts qui a été facilement et légèrement employé par la majorité municipale en qualifiant les parcs souterrains "d'aspirateurs à voitures".

En réalité, que sont-ils, mes chers collègues ? Ils sont le moyen pour les résidents de stationner en sous-sol et de dégager la surface des rues à d'autres usages. Ils sont également le moyen pour les visiteurs de venir pour un séjour de courte durée.

Je rappelle que le prix du stationnement dans ces parcs est suffisamment dissuasif pour bannir tout séjour long et non indispensable. La réalité est donc celle-là et non celle de déclarations incantatoires, répétées et dépassées.

J'insisterai aussi sur un autre chiffre qui concerne les places de surface réservées aux riverains. Il est quand même curieux de voir qu'il y a 135.650 places de stationnement résidentiel à Paris. Comment se fait-il alors que ce soient 270.000 cartes qui aient été émises ? Quelle meilleure preuve de la pénurie existante ?

Face à cette situation qui est la conséquence directe de la politique du Maire de Paris, qui signifie, mes chers collègues, la notion de "rendement" ? C'est quand même assez troublant de voir ce vocable employé.

Dans les textes, les critères d'attribution sont plutôt imprécis. Je cite : "Aptitude à assurer la polyvalence des missions, reconnaissance de l'encadrement". Face à la situation que nous connaissons, qui n'a été que légèrement améliorée par la possibilité de stationner la nuit sur les zones de livraison non sanctuarisées - c'était une petite bouffée d'oxygène, mais pas grand-chose par rapport au problème général -, il y a véritablement une question qui se pose : y a-t-il donc une prime proportionnelle au nombre de contraventions émises ? Comme le disait mon excellent collègue Philippe GOUJON : 5 millions par an.

Je poserai la même question concernant la demande des mises en fourrière. Il y a eu en 2012 250.000 enlèvements. Y a-t-il, là aussi, un quota journalier, une prime aux équipes les plus productives ? Les véhicules d'enlèvement suivent les voitures de la Préfecture de police de manière à gagner le plus de temps possible et faire du chiffre.

Combien de nos riverains, combien de nos habitants des quartiers nous disent : "Regardez, encore un convoi !" ? C'est véritablement le terme qui est employé.

Comprenez donc que nous avons besoin d'avoir un certain nombre de précisions. Il y a eu quelques émissions de télévision qui ont montré des choses qui ne devraient pas se passer, dont un petit garçon de neuf ans emmené dans la voiture de son père par un grutier et nous avons également entendu un témoignage : 171 voitures par mois par personne, ce serait le quota imposé.

Nous nous posons un certain nombre de questions et je compte bien sur M. le représentant du Préfet de police pour nous donner les réponses.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. le représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire, Monsieur le Député, Madame la Conseillère.

Il y a en réalité deux projets de délibération aujourd'hui qui ont trait au statut ou à la rémunération des agents de surveillance de la Ville de Paris.

De manière générale, avant de venir précisément sur celui qui est l'objet de vos questions, comme vous le savez, ces agents qu'une réforme en 2007 a pleinement intégrés à la vie des commissariats exercent, pour la plupart, des missions de voie publique dans des conditions parfois très difficiles et l'agression de deux de ces agents il y a une quinzaine de jours le rappelle.

Pour tenir compte de ces conditions, ils ont légitimement vu leur rémunération, qu'elle soit indiciaire ou indemnitaire, progresser ces dernières années et, alors que les A.S.P. avaient, en milieu de carrière, un niveau de rémunération inférieur à celui des autres agents de catégorie C de la Préfecture de police, les revalorisations qui sont intervenues ces dernières années ont permis de corriger cette situation.

Courant 2012, M. le Préfet de police a souhaité aller plus loin et a engagé avec l'ensemble des syndicats, l'ensemble des organisations syndicales représentant les A.S.P. un cycle de négociations, de réflexions sur les évolutions statutaires du métier et de la fonction.

Un certain nombre d'ateliers a été mis en place, ces ateliers se sont tenus de novembre 2012 jusqu'à mars 2013. Ils ont abouti à un protocole d'accord qui a été signé en mai 2013, protocole d'ailleurs signé par la quasi-totalité des syndicats, en tout cas par des syndicats représentatifs de plus de 75 % de la profession A.S.P.

Ce protocole, j'en dis un petit mot avant de venir sur ce projet de délibération, a trait d'abord aux cycles horaires des agents, notamment on s'est rendu compte qu'il fallait sans doute les faire travailler plus tôt. Vous avez fait référence à la réforme des places de livraison, cette réforme nécessitait que les agents travaillent plus tôt pour faire respecter la vacuité des places, c'est désormais chose faite.

Un certain nombre de réformes ont également été adoptées, notamment la création d'une catégorie B pour les A.S.P., c'est d'abord la garantie pour eux de pouvoir faire carrière dans ce métier, c'est aussi la garantie que les questions d'encadrement seront peut-être mieux prises en compte qu'elles le sont aujourd'hui au niveau des vigies.

La question des A.S.P. qui sont exemptés de voie publique, on sait qu'il y en a un certain nombre, voire un nombre important, et leur reclassement a également fait l'objet de discussions et d'accords.

Les syndicats et la Préfecture de police se sont mis d'accord sur une revalorisation indemnitaire du traitement des A.S.P., c'est l'objet de ce projet de délibération.

Par rapport à ce que vous évoquiez, Monsieur le Député et Madame, il ne s'agit pas d'introduire un principe de modulation dans le régime indemnitaire des A.S.P. puisque ce principe existe déjà, vous y avez fait référence, Monsieur le Député, depuis décembre 2010. Il avait d'ailleurs donné lieu à un certain nombre de débats, à l'époque, y compris sur les critères qui allaient prévaloir à l'attribution de ces réserves d'objectifs.

On ne crée pas du tout un principe de modulation, à l'inverse on remplace un système de modulation par un autre, en rapprochant le système actuel, qui était un système spécifique aux A.S.P., du système de droit commun qui est celui de la prime de rendement qui vaut pour l'A.S.P., mais qui vaut pour l'ensemble des catégories C de la Préfecture de police, d'où le terme prime de rendement.

Sur le fond et les critères, je vous rassure, ils seront totalement inchangés par rapport à ce qui se pratiquait depuis décembre 2010 et en particulier, bien évidemment - et je suis formel là-dessus - d'abord aucun quota de P.V. par A.S.P. et deuxièmement, la pratique depuis 2010 l'a montré, aucune indexation de cette prime et du traitement indemnitaire sur le nombre de procès-verbaux dressés par chaque agent.

Cette réforme se fera au bénéfice de tous, puisqu'en moyenne on estime que chaque A.S.P. touchera l'équivalent de 300 euros par an de plus et le Préfet de police s'est d'ailleurs engagé à ce qu'aucun agent ne perde dans cette réforme, donc ce ne sera que du plus pour les agents.

Les 600.000 euros, donc le coût de cette réforme d'ailleurs, étant intégralement financés en gestion - je le dis au Président de la séance - et bien sûr pas par des mesures nouvelles.

Autre avantage de ce basculement d'un régime spécifique vers le droit commun, c'est le fait que ce régime indemnitaire pourra faire l'objet de revalorisations régulières. Ils seront indexés sur le point d'indice. Nous pensons que nous devions bien cela aux A.S.P.

Voilà ce que je pouvais vous indiquer, Mesdames et Messieurs, en rappelant que cette réforme avait fait l'objet d'une concertation approfondie avec les syndicats, avec un petit mot également sur la question des enlèvements. Vous évoquez 250.000 enlèvements annuels. Le nombre est stable depuis des années et n'augmentera sans doute pas en 2013. Il a même eu tendance à diminuer par rapport aux années précédentes, ce qui montre bien qu'il n'y a ni quotas ni d'objectifs ni de course au chiffre en la matière.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Monsieur le Maire, Monsieur le Représentant du Préfet, mes chers collègues, à entendre nos collègues de l'Opposition, on a l'impression qu'ils souhaiteraient que les agents de surveillance de Paris viennent remplacer les quelque 1.500 postes de policiers qui ont été supprimés sous le Gouvernement précédent ; et encore, ceci sans prendre en compte l'impact de la mise en place de la police métropolitaine sur la présence des forces de police à Paris.

Or, ce n'est pas la vocation et le rôle des agents de surveillance de Paris. Ceux-ci sont là pour mettre en place, surveiller et approfondir la sécurité routière dans la Capitale, sécurité routière visant à fluidifier la circulation, à faire que l'on puisse mieux circuler dans Paris ; sécurité routière visant à protéger les points école et les plus dangereux d'entre eux, mais aussi à verbaliser sur le stationnement abusif.

Rappelons d'ailleurs au passage que sur les 160.000 places de stationnement à Paris, 80.000 sont occupées chaque jour par les résidents parisiens tandis que les 80.000 restantes sont occupées par des visiteurs, dont 10 % seulement paient la taxe de stationnement, et c'est bien là-dessus aussi qu'il faut agir.

La réforme qui est mise en place par la Préfecture de police, outre les éléments que vient d'indiquer M. le Représentant du Préfet, va permettre une bien meilleure efficacité des A.S.P. par une double chose.

Premier élément : par la dynamisation de leur encadrement, la création d'un véritable corps de catégorie B qui va permettre que ceux-ci soient mieux encadrés et donc fonctionnent mieux et accomplissent mieux leurs tâches, mais aussi par leur rattachement aux commissariats, c'est-à-dire la mise en place d'une véritable politique de proximité en ce qui concerne la circulation et la sécurité routière.

De ce point de vue, la Ville de Paris ne peut que se féliciter de ce qui est fait aujourd'hui par la Préfecture, de ce qui a été négocié avec les organisations syndicales et d'ailleurs de ce qui a été très largement discuté entre nous.

Je vous en remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 66.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, PP 66).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif aux contrôles d'identité.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de deux vœux non rattachés. Le vœu n° 17, déposé par le groupe Communiste, et le vœu n° 17 bis déposé par l'Exécutif. Ces deux vœux sont relatifs aux contrôles d'identité.

Je donne la parole à M. le Président BROSSAT pour une minute.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela fait des années maintenant que les contrôles au faciès sont dénoncés. Il y a d'ailleurs eu tout récemment, mercredi 2 octobre, 13 personnes qui, s'estimant victimes de contrôle au faciès, sont allées au Tribunal. Elles ont été malheureusement déboutées mais un des éléments importants, ce qu'a retenu le Tribunal, c'est qu'en réalité, ce n'est pas la justice qui doit être interpellée sur cette question, mais les politiques et les législateurs.

C'est la raison pour laquelle depuis maintenant plusieurs mois, nous avions proposé, le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, que Paris puisse se proposer pour être un territoire d'expérimentation pour le récépissé de contrôle d'identité, qui est un des instruments de lutte contre les contrôles au faciès.

C'est la raison pour laquelle nous redéposons ce vœu afin que notre ville puisse expérimenter ce dispositif et ainsi lutter contre ce phénomène.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES, adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, en septembre puis en novembre 2012, l'Exécutif s'était engagé à faire en sorte que la Capitale de notre pays devienne territoire d'expérimentation des dispositifs retenus à l'échelon national dans la lutte contre les contrôles discriminants, du type récépissé.

Je choisis volontairement l'utilisation du terme "type récépissé" qui avait été évoqué par le Défenseur des droits le 8 octobre 2012 dans le cadre d'un séminaire international qu'il organisait sur les dispositifs existants à l'étranger, pour vous dire que la Ville maintient ce souhait. Rappelons que les contrôles d'identité doivent être motivés sur la base de critères objectifs, non sur la base de l'apparence des personnes, mais de leur comportement individuel. Tout cela pour rappeler que c'est le fondement du respect mutuel.

Le Ministre de l'Intérieur Manuel VALLS s'était engagé sur le retour du port du matricule par les policiers, donnant suite à l'une des mesures proposées par le Défenseur des droits en octobre 2012.

La Ville considère qu'il s'agit là d'une première réponse règlementaire à l'urgence de cette situation. Celle-ci sera appliquée d'ici la fin 2013, selon les engagements du Ministre, complétée par un nouveau code de déontologie.

Parallèlement, comme vous l'évoquez dans votre vœu, une décision du Tribunal de grande instance de Paris a renvoyé à une modification législative pour permettre de juger les contrôles au faciès. Plusieurs propositions de loi ont été déposées par des parlementaires à ce sujet.

Qu'il soit bien clair, et Myriam EL KHOMRI l'avait déjà rappelé, il ne s'agit pas de pointer du doigt les policiers mais de rendre le respect qui est dû aux forces de police en mettant fin à la méfiance à leur égard et de les rendre plus efficaces dans l'accomplissement de leur mission. Il s'agit en fait bien de lutter contre des préjugés qui gangrènent notre société, vexent des personnes et affaiblissent le Pacte républicain.

La Ville ne cessera de faire acte de pédagogie dans ce domaine, sachant, pour reprendre votre vœu, que nous considérons qu'il n'évoque pas les avancées règlementaires qui ont eu lieu dans ce domaine.

Je vous propose donc un vœu de l'Exécutif plus complet en vous demandant, si vous le voulez bien, de retirer votre vœu.

La Ville de Paris réaffirme sa disponibilité pour être désignée comme territoire d'expérimentation d'un dispositif retenu dans le cadre des modifications législatives à venir, notamment du type récépissé, visant à lutter au mieux contre les contrôles d'identité discriminants.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Avant de passer au vote, je suis saisi de deux demandes d'explication de vote : la première de M. POZZO di BORGO, et la seconde de M. GOUJON, au nom du groupe U.M.P.

La parole est à M. POZZO di BORGO pour deux minutes.

M. Yves POZZO di BORGO. - Sur ce dossier, j'avais toujours soutenu les vœux de BROSSAT. J'avais moi-même déposé une proposition de loi au Sénat - comme quoi les parlementaires dans une instance municipale servent à quelque chose !

C'est un sujet assez difficile et je me rends compte que la police a un métier très difficile. Dans mon esprit, cette proposition de loi que j'avais déposée était plus pour aider les policiers à ce que les relations entre les usagers et la police soient plus équilibrées. J'avais d'ailleurs concerté pas mal de monde et j'avais fait cette proposition de loi en fonction des réflexions qui avait été faites au cours du colloque organisé par le Défenseur des droits de l'Homme, Dominique BAUDIS.

En ce qui concerne le vœu lui-même, je le voterai. Je sais que des efforts ont été faits, notamment cette affaire de mise au point du matricule apparent sur les policiers.

J'insisterai auprès du Préfet de police : il y a aussi un problème de formation. La formation est importante. Un gros travail de formation a été fait par la police, mais il faut que l'on insiste sur ce point.

Je voterai ce vœu de l'Exécutif. Il correspond à tout ce que j'ai fait depuis un an et demi.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. GOUJON, pour deux minutes.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - On a l'habitude, dans cette enceinte, sur certains bancs, de mettre en cause la police, notre police républicaine.

Cela étant, le vœu de l'Exécutif me semble présenter la caractéristique d'une certaine duplicité.

D'abord, le dispositif ne veut rien dire. En plus, on se retranche derrière des modifications législatives. Nous sommes heureux - nous sommes ici un certain nombre de parlementaires - d'apprendre que ces modifications législatives vont intervenir et qu'elles sont à venir. Quand ? Comment ? En tout cas, il n'y a rien d'inscrit à l'ordre du jour de la Commission des lois, mes chers collègues. Si vous souhaitiez savoir ce qu'il se passe à l'Assemblée, puisque vous y faites référence, il n'y a absolument aucune inscription sur ce sujet à la Commission des lois.

Ce qui ne m'étonne pas tellement, d'ailleurs, si on se remémore ce que nous disait le Ministre de l'Intérieur - je parle sous le contrôle d'un certain nombre de parlementaires ici - voilà un an. J'ai retenu cette citation là-dessus : "Il me semble qu'il ne faut pas compliquer de manière déraisonnable le travail des policiers sur le terrain", disait-il à

propos de ces récépissés. Il ajoutait, pour faire bonne mesure que, entre guillemets, "les récépissés étaient un dispositif ridicule et inopérant."

"Ridicule et inopérant", voilà ce que juge le Ministre de l'Intérieur de la proposition du Parti Communiste et aussi de l'Exécutif municipal.

Effectivement, on peut considérer que, d'une part, c'est une véritable usine à gaz, d'autant plus que cela nécessiterait un fichage informatique pour que cela ait une efficacité minimum. C'est ce que dit le Ministre de l'Intérieur dans ses explications techniques. Je ne veux pas considérer qu'il s'agit de mon analyse.

Deuxièmement, c'est ce que dit aussi le Ministre de l'Intérieur, mais je partage son point de vue : on pourrait considérer que ces récépissés s'apparentent à des quitus pour d'éventuels délinquants puisqu'il suffirait d'un contrôle le matin pour que soit brandi tout au long de la journée un récépissé qui rendrait sans doute illégitime tout nouveau contrôle.

Alors, moi, je vous le dis franchement…

Et, en plus, le Défenseur des droits préconise d'abord l'identification du contrôleur, avant toute remise du document à une personne contrôlée.

Je vous le dis franchement, et je voudrais bien avoir le point de vue du Représentant du Préfet de police, qui va nous le donner, je pense, dans un moment, sur cette question. Il me semble que l'adoption de ces vœux consistera tout simplement à supprimer, si c'était mis en œuvre, tout contrôle d'identité sur le territoire parisien. Ce n'est pas de cette façon, à mon avis, que l'on améliorera la sécurité à Paris, car évidemment, avec ce dispositif, plus aucun policier, jamais, ne s'aventurera à effectuer des contrôles d'identité.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - M. le Président GAREL avait souhaité également s'exprimer, pour 2 minutes.

M. Sylvain GAREL. - Bien sûr, nous sommes tout à fait favorables aux vœux déposés par nos collègues Communistes, ainsi d'ailleurs qu'au vœu de l'Exécutif.

Je voudrais simplement répondre à M. GOUJON.

D'abord, il y a de nombreux pays où ce type de procédés existe et cela n'empêche pas la police de fonctionner. Il y a même des pays où il n'y a pas de contrôle d'identité et ce sont des pays plutôt calmes, donc ce n'est pas du tout une obligation.

Je voudrais aussi que l'on m'explique : pourquoi, lorsqu'il s'agit de lutter contre la délinquance routière, d'un seul coup, vous trouvez toutes les excuses possibles et imaginables pour laisser les motos, les voitures se garer n'importe où, ne pas les enlever, etc., mais dès qu'il s'agit d'autres types de délinquance, là, il n'y a plus aucune tolérance possible.

On voit très bien où vous voulez en venir : pour vous, les voitures sont plus importantes que les gens, donc vous pensez qu'il faut laisser la police faire son travail dans tous les domaines, sans aucun contrôle, sans qu'il y ait la possibilité pour le citoyen de contester certaines fois les façons dont la police intervient. Par contre, lorsqu'il y a de la délinquance routière, il ne faut laisser absolument aucune possibilité aux policiers d'intervenir. C'est très clair.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur GOUJON, vous n'avez plus la parole et je donne la parole à M. le représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

S'agissant d'un débat de portée nationale sur lequel le Ministre, et M. GOUJON l'a rappelé, s'est exprimé, je confirme.

Je ne souhaiterais pas m'exprimer et donner le point de vue ici de la Préfecture de police sur cette question précise des récépissés, au-delà de ce qui a été dit et notamment de l'intervention du Ministre.

Ce que je voudrais, en revanche, préciser, c'est un certain nombre d'initiatives qui ont été prises par le Ministère de l'Intérieur et par la Préfecture de police dans l'objectif d'améliorer les relations entre la police et la population.

D'abord, cela a été cité par Mme BOUYGUES, l'identification des fonctionnaires, qui sera très prochainement opérationnelle.

Deuxième initiative, là aussi très récente, qui est expérimentée dans les zones de sécurité prioritaire, y compris à Paris : le port par les fonctionnaires de mini-caméras qui permettent de filmer l'ensemble de l'intervention. Cette expérimentation est en cours. Elle favorise, d'après les premiers enseignements, le traitement en désescalade des situations à risque ; sans doute qu'elle aura vocation, d'ailleurs, à s'étendre.

J'ai entendu également les propos de M. GAREL sur la possibilité pour chaque citoyen de contester une action policière. Vous savez qu'à Paris, l'Inspection générale des services accueille physiquement l'ensemble des plaignants qui souhaitent faire valoir tel ou tel point. Depuis quelques semaines, il est également possible à tout plaignant en ligne de signaler un comportement qu'il estime être déviant et nous considérons, là aussi, que c'est un progrès qui va dans le sens de la relation police/population, tout comme d'ailleurs la publication très prochaine du nouveau Code de déontologie.

Au plan local, la Préfecture de police n'est pas restée en reste.

Pour répondre aux préoccupations de M. POZZO di BORGO, les questions de formation ont donné lieu à la fin de l'année 2012… D'ailleurs, un certain nombre d'élus ici avaient été conviés. Les questions de formation ont donné lieu à une journée de réflexion autour justement des questions de relation police/population. Un certain nombre de propositions, d'initiatives ont été prises. D'ailleurs, le compte rendu de ces débats est en ligne sur le site de la Préfecture de police. Je pense que cela pourra vous intéresser, tout comme, bien évidemment, vous intéressent les réformes qu'a mises en place la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne en termes d'accueil du public.

Voilà ce que je voulais dire.

Ce qui montre bien que la question des relations police/population, par-delà la question du récépissé, est au cœur de tout ce que nous entreprenons.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES, adjointe. - Je pense que, si Ian BROSSAT est d'accord pour retirer le vœu qu'il proposait, dans ce cas, nous pouvons soumettre le vœu de l'Exécutif au vote directement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Le groupe Communiste retire-t-il le vœu n° 17 ? Oui.

Merci, Monsieur le Président.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 17 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 218).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la sécurité du futur quartier Clichy-Batignolles.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Les vœux n° 18 et n° 18 bis sont relatifs à la sécurité du futur quartier Clichy-Batignolles.

La parole est à Mme Brigitte KUSTER, pour une minute.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu ne vous surprendra pas. J'ai été amenée à de nombreuses reprises à parler de ce futur quartier. En termes d'insécurité, nous sommes légèrement inquiets, déjà par la situation actuelle, particulièrement pour ce qui se

déroule dans le parc Clichy-Batignolles, le parc Martin Luther King, où encore, là, il y a quelques jours, ont eu lieu des infractions et des personnes se sont introduites la nuit.

Nous voudrions dès maintenant prendre date - c'était l'objet de ce vœu - pour que, sur ces 54 hectares, dont, je rappelle, plus de 3.400 logements et 140.000 mètres carrés de bureaux, sans équipement supplémentaire concernant une présence policière sur place, la vidéo protection, au-delà de ce qui a déjà été décidé, aux abords du Tribunal de grande instance, de la DRPJ, que cette vidéo protection, telle que nous le ressentons en tant qu'élus d'arrondissement, est nécessaire non seulement aux différentes entrées de ce parc et, parallèlement, aux abords des passerelles qui vont relier le quartier Pereire-Saussure au quartier Clichy-Batignolles, deux passerelles, l'une piétonne et l'autre avec possibilité pour les deux-roues et les voitures de passer, où l'on voit que la passerelle piétonne aboutit sur un angle mort aux abords d'une école et d'un gymnase.

Dès maintenant, nous souhaitons que soit étudiée la possibilité d'installer des caméras à ces endroits précis, au-delà de la concertation, évidemment, qui s'impose dans le cadre d'un plan de vidéo protection plus global.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame le Maire, d'abord, peut-être avant de revenir très précisément à la Z.A.C. des Batignolles, quelques éléments sur le déploiement du plan de vidéo protection sur le 17e.

Vous savez que, dans le cadre de l'actuel plan de vidéo protection, votre arrondissement devait être doté de 50 caméras supplémentaires. Les 50 caméras aujourd'hui sont en service et sont fonctionnelles. Elles contribuent, à l'échelle de l'arrondissement, à une plus grande efficacité des services de police.

Sachez à ce jour - je parle là de l'ensemble de la Capitale - que le plan de vidéo protection pour Paris, depuis son entrée en service, a permis l'interpellation de 6.104 délinquants, ce qui n'est évidemment pas négligeable.

La question de la Z.A.C., d'abord, Madame le Maire, comme vous le savez, sur ces 50 caméras, 7 visualisent les abords de la Z.A.C., mais je conviens avec vous qu'elles ne permettent pas de visualiser l'intérieur de la Z.A.C.

Sans préjudice, bien sûr, vous l'avez dit, des décisions qui seront éventuellement prises dans les années qui viennent quant au devenir du plan caméra, la question du déploiement de nouvelles caméras sur de nouveaux espaces ouverts au public fait l'objet d'échanges réguliers avec la Ville de Paris, avec les élus et avec le Secrétariat général.

D'ailleurs, l'entrée en service récente de nouvelles caméras sur les voies piétonnes de la rive gauche, qui n'étaient d'ailleurs pas prévues initialement par le P.V.P.P., montre que nous avons tout à fait la capacité de prendre en compte ces nouveaux espaces.

Sur le territoire de la Z.A.C., des besoins opérationnels ont été exprimés par les services de police. Courant 2012, il y a eu un certain nombre d'échanges techniques avec l'aménageur. Ces échanges techniques aujourd'hui se poursuivent entre l'aménageur, la Ville, la Préfecture de police, pour déterminer les conditions dans lesquelles ces caméras, dont, d'un point de vue policier, l'intérêt n'est pas contestable, ont vocation à être d'abord financées, puis déployées.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Merci.

Bien sûr, Madame KUSTER, comme vous, l'Hôtel de Ville souhaite prévoir à l'avance les futurs développements en matière de sécurité et de sûreté urbaine dans le quartier Clichy-Batignolles. C'est d'ailleurs pour cela qu'une étude de sûreté vient d'être réalisée dans le cadre de la Z.A.C. et c'est bien ce qui amène la Préfecture, l'Hôtel de Ville, la mairie d'arrondissement, l'aménageur à pouvoir, dans les semaines et les mois qui viennent, continuer à discuter sur le meilleur dispositif de sûreté possible pour ce quartier.

Ce dispositif peut intégrer des dimensions différentes : la vidéo protection mais aussi l'ensemble des mesures de protection, comme l'urbanisme, la présence policière, qui doivent, de ce point de vue-là, être pris en compte. Nous ne souhaitons pas, en attendant que les résultats de cette étude soient communiqués et que nous puissions en discuter ensemble, de notre côté préempter sur les solutions qui seront mises en place.

Il ne faut bien sûr aujourd'hui n'en exclure aucune, ne pas avoir un abord idéologique de cette question. Nous souhaitons être dans le pragmatisme le plus fort pour que la sûreté des habitants soit assurée dans ce nouveau quartier, comme dans les autres, mais nous ne souhaitons pas, à la date où je vous parle et avant que les conclusions de cette étude ne soient rendues, et que nous puissions les discuter et les aborder ensemble, donner une réponse sur tel ou tel dispositif en tant que tel, sinon d'ailleurs cette étude n'aurait pas eu beaucoup de sens.

C'est pour cela que je vous propose de retirer votre vœu et que nous puissions adopter ensemble le vœu de l'Exécutif qui vous est proposé, qui indique bien que, dans le cadre des résultats de cette étude, c'est ensemble, Mairie de Paris, mairies d'arrondissement, Préfecture, aménageur, que nous pourrons prendre les dispositions qui s'imposent et les appliquer dans ce quartier.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - M. le Président GAREL a demandé à intervenir sur le vote de son groupe. Vous avez la parole, Monsieur.

M. Sylvain GAREL. - Bien sûr nous voterons à la fois contre le vœu de l'U.M.P. et contre celui de l'Exécutif, parce que dans les deux vœux il est souligné que la vidéo surveillance serait une bonne option.

En tout cas, malheureusement, cette intervention et la réponse de l'Exécutif prouvent que nous avions raison. Lorsque on accepte de mettre le petit doigt dans la vidéo surveillance, il n'y a jamais de fin, il y a toujours des demandes d'en mettre de plus en plus. On voit encore une fois cette demande et malheureusement l'Exécutif qui suit cette demande qui fera que l'on va passer de 1.000 à 2.000 à 10.000 et que l'on finira sans doute par des dizaines de milliers de caméras de vidéo surveillance, comme à Londres aujourd'hui, avec une inefficacité totale.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le groupe U.M.P. maintient-il le vœu n° 18 ? Oui.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n°18 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 18 bis de l'Exécutif.

Pardon ? Excusez-moi. Vous auriez pu le dire avant, Madame la Maire.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Je vous ai fait signe et vous avez donné la parole à M. GAREL et vous ne m'avez pas donné la parole avant le vote.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - En général, les collaborateurs du groupe viennent à la tribune pour dire : vous n'avez peut-être pas vu que.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Vous permettez ? Vous déposez un vœu sur table en pleine séance, excusez-moi !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous vous êtes déjà exprimée mais vous vous exprimez à nouveau, il n'y a pas de problème.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Je voudrais à nouveau m'exprimer parce que c'est un peu trop facile de mettre à nouveau toujours ces vœux sur table. Et je vais en plus vous dire que je vais le voter, que nous allons le voter.

Mais ce vœu noie le poisson, parce que c'est un vœu global et on va faire des études et tout. Moi, je parle d'un sujet très précis, c'est le parc Clichy-Batignolles Martin Luther King qui, à ce jour, subit des intrusions avec des conséquences qui vont aller à mon avis crescendo. Je regrette très sincèrement qu'il n'y ait pas un engagement en deux temps : premièrement sur les abords du parc et deuxièmement sur les besoins que nous avons identifiés dès à présent.

Je regrette, Monsieur l'Adjoint, que vous ayez dit que le pragmatisme était d'attendre une étude. Vous qui êtes un élu, vous devriez savoir que si on attend les études, on ne fait pas grand-chose. Vu le temps qu'il faut pour installer de nouvelles caméras, on est en train de perdre un temps précieux.

Néanmoins, je remercie la Préfecture de police qui nous avait entendus sur les Hauts de Malesherbes, mais je réitère, Monsieur le Préfet, notre attente concernant les entrées du parc Martin Luther King en amont de la construction et de l'aménagement des différentes passerelles au-dessus des voies ferrées.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 18 ayant été rejeté, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 18 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 219).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la sécurité dans le parc social.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 19 est relatif à la sécurité dans le parc social.

La parole est à M. GOUJON pour une minute.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci.

Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, je voudrais attirer votre attention sur un document fort intéressant dont nous avons pris connaissance, qui a été élaboré, je crois, par le maire du 13e - peut-être pas en sa qualité de maire mais en sa qualité de responsable de la campagne de la candidate première adjointe - parce que ce document propose d'étendre le rôle du G.P.I.S. en accroissant ses domaines d'intervention. C'est très intéressant, d'autant plus que la Ville de Paris a réduit en 2013 - je parle sous le contrôle de l'adjoint chargé des finances - sa subvention de 20 % au G.P.I.S. et qu'elle refuse le nécessaire renforcement du dispositif que le groupe UMP demande chaque année dans des vœux depuis 2004 ! C'est vrai que la période électorale incite à être plus sage.

Deuxième proposition : développer la vidéo protection dans les parkings souterrains et les cages d'escalier. C'est drôle parce que la majorité municipale, pour le moment, a toujours rejeté les vœux que j'ai déposés au nom du groupe U.M.P. chaque année pour équiper les ensembles sociaux sensibles en caméras directement reliées aux services de police ! Je me suis même fait traiter par la première adjointe candidate d'hystérique sécuritaire quand j'ai fait cette proposition, mais c'est vrai qu'on est en période électorale et les choses sont un peu différentes...

Enfin, ce rapport propose d'engager les procédures d'expulsions nécessaires, précisant qu'en cas de troubles avérés, les bailleurs sociaux devront se saisir de cette possibilité dans les ensembles sociaux. C'est très intéressant parce que c'est tout à fait nouveau que la Ville préconise les expulsions de famille dans les logements sociaux. Les bailleurs sociaux sont d'ailleurs assez passifs dans ce domaine, même si cela bouge un peu, et la Justice, je n'en parle pas, notamment depuis la circulaire de septembre 2012 de Mme TAUBIRA qui proscrit ce type de procédure. Mais enfin, on n'en est pas à une incohérence près.

En réalité, vous avez bien compris, mes chers collègues, que ces propositions ne font que reprendre des positions largement défendues par le groupe U.M.P. !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur GOUJON, il faut conclure.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je terminerai simplement, ce sera juste ma conclusion si vous le permettez, parce que, avec mon collègue Jean-François LAMOUR, Claude GOASGUEN et quelques autres, nous avons bataillé à l'Assemblée sur la loi A.L.U.R. présentée par Mme DUFLOT très récemment, il y a quelques semaines à peine, et nous déposions des amendements réclamant vidéo protection, éviction de locataires auteurs de troubles de jouissance et responsabilisation des biens sociaux en matière de sécurité et de tranquillité. Que croyez-vous qu'il soit advenu ? Simplement que tous ces amendements ont été rejetés !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous évoquez en fait trois sujets, Monsieur le Député, d'abord le partenariat avec le G.P.I.S., je ne vais pas y revenir longuement. Vous savez qu'il a été renforcé ces dernières années, y compris encore très récemment avec

l'installation par la Ville du comité de pilotage de cette instance. Comité auquel la Préfecture de police participe activement, et encore samedi soir, dans le 20e arrondissement, les procédures mises en place ont permis au service de police d'intervenir en étroite collaboration et appui d'agents G.P.I.S. qui étaient pris à partie dans un quartier du 20e.

Deuxième point que vous avez évoqué, la question des troubles de jouissance. Je souhaite simplement informer les élus de ce Conseil, depuis 2010, ce sont 108 dossiers d'expulsion locative qui ont été enregistrés par la Préfecture de police, après décision bien évidemment d'un juge judiciaire. Les deux tiers concernent des procédures initiées par des bailleurs sociaux et elles sont mises à exécution rapidement par la Préfecture de police. Ces procédures sont assez bien rodées lorsque les troubles de jouissance sont matérialisés et objectifs, notamment des questions de saleté et de bruit. Elles sont plus délicates à conduite sur le fondement d'une procédure judiciaire engagée à l'encontre d'un locataire ou d'un membre de sa famille. C'est la raison pour laquelle la Préfecture de police, avec Paris Habitat et le Parquet, a signé une convention tripartite pour progresser dans la mise en œuvre de ces procédures.

Enfin, dernier point, rapidement bien sûr, la vidéo protection des ensembles sociaux, vous l'avez cité. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire ici d'ailleurs, la Préfecture de police a accueilli très favorablement les initiatives récentes des bailleurs sociaux, notamment de Paris Habitat, de développer la vidéo protection dans son parc.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Merci.

D'abord, je tiens à vous féliciter pour l'intérêt que vous portez aux propositions faites par les élus du Parti socialiste, et vous avez raison d'y puiser votre inspiration et de veiller à leur mise en œuvre. Je salue à cet égard effectivement les propositions faites par Jérôme COUMET, le maire du 13e arrondissement.

Cela dit, je suis dans l'obligation d'émettre un avis défavorable à votre vœu car, comme vous le savez, les trois préconisations auxquelles vous faites allusion, faites par Jérôme COUMET, s'inscrivent dans la continuité de l'action menée par la majorité depuis la création du G.P.I.S. en 2004. D'ailleurs, je vous remercie de me donner à travers ce vœu la possibilité de mettre en avant cette action.

D'abord, je tiens à vous préciser que si la Ville de Paris a baissé sa subvention au G.P.I.S., c'est dans le cadre de l'augmentation du budget du G.P.I.S. qui est en augmentation en 2013 par rapport à l'année 2012, et ce, grâce à un effort supplémentaire des bailleurs qui disposent de fonds propres ; ce sont, je crois, des éléments d'une bonne gestion.

Le budget logement du G.P.I.S. est, ainsi, passé de 9,5 millions d'euros en 2005 à 14,3 millions d'euros en 2012 et 14,6 millions d'euros en 2013. De la même manière, le nombre de logements surveillés est, lui aussi, en constante évolution, passant de 55.647 en 2005 à 76.312 en 2013. Vous n'êtes pas sans savoir que six bailleurs ont rejoint les sept bailleurs fondateurs du G.P.I.S. L'extension du rôle du G.P.I.S. est donc une réalité depuis des années, et le Conseil d'administration a décidé de permettre aux bailleurs parisiens ayant un patrimoine supérieur à 500 logements de demander leur adhésion au G.P.I.S.

S'agissant du développement de la vidéo protection, et je précise là qu'il s'agit de caméras privées et non de caméras du P.V.P.P., la vidéo protection est un outil qui n'a de sens que si son installation est jugée nécessaire par des audits de sûreté préalables et si elle fait partie d'une approche globale de requalification et de reconquête des espaces. La caméra, je vous le rappelle à nouveau, n'est pas une baguette magique, elle doit s'accompagner de dispositifs humains notamment.

C'est donc conformément à cette approche globale que la Mairie de Paris accompagne les bailleurs sociaux dans leur démarche, par exemple Paris Habitat, qui a procédé récemment à un diagnostic de sécurité sur certains parkings et qui pourra, suite à cette expertise, installer sur plusieurs années des caméras privées dans les parkings les plus concernés par les questions d'insécurité, et ce, par ordre de priorité.

Enfin, concernant les procédures d'expulsion en cas de troubles avérés, je regrette que vous mettiez en cause l'investissement des bailleurs sociaux plutôt que de soulever les difficultés auxquelles ils se heurtent et de proposer des solutions concrètes pour les dépasser : recueil de témoignages rendu difficile par la peur de représailles notamment, longueur des procédures et nécessité de réactualiser les éléments de preuve jusqu'au jour de l'audience, etc.

Heureusement, l'Exécutif municipal ne vous a pas attendus pour le faire, et c'est dans ce sens qu'une première convention type a été signée entre Paris Habitat, la Préfecture de police et le Parquet, avec pour effet direct la facilitation de l'intervention des forces de l'ordre dans les parties communes des immeubles, la formalisation de l'échange d'informations entre bailleurs et services de l'Etat par le biais notamment de rencontres régulières entre commissaires centraux et chefs d'agence. Paris Habitat diffusera désormais un tableau de bord trimestriel permettant d'informer la Préfecture de police et le Parquet des infractions et actes de nuisance commis sur ces sites.

La Préfecture s'est, enfin, engagée à traiter rapidement les procédures d'expulsion pour trouble de jouissance.

C'est ce type d'actions concrètes, et non de discours musclés ou de coups de menton, que les Parisiens sont en droit d'exiger et c'est cela que nous leur donnons ; c'est pourquoi j'émets un avis défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 19 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la délinquance d'origine roumaine.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 20 est relatif "à la délinquance d'origine roumaine".

La parole est à M. GOUJON, pour une minute.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Excusez-moi de citer le Ministre de l'Intérieur, cela fait deux fois dans cette matinée, mais je voudrais simplement rappeler ses déclarations selon lesquelles "il est illusoire de penser que l'on réglera le problème des populations Roms à travers l'insertion. Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie. Une minorité a vocation à s'intégrer" ; c'est sa citation. Je sais bien que Mme DUFLOT n'est pas d'accord, mais vous vous expliquerez entre vous.

J'observe aussi que le Président de l'Assemblée nationale, M. BARTOLONE, récemment, a pris position pour l'interdiction de la mendicité des adultes avec des enfants mineurs comme le pratiquent, on le sait, notamment certains Roms, mais si vous avez un peu de mémoire, vous vous souviendrez qu'au mois de mai, un arrêté préfectoral a été pris à Lille pour interdire la mendicité à certains carrefours de la ville de Lille, 19 carrefours pour être très précis.

Nous souhaitons que soit présenté un plan global et concerté pour lutter contre la délinquance d'origine roumaine, dont je rappelle, et le Préfet de police le confirmera sûrement, qu'un déferrement sur dix à Paris concerne un migrant roumain. Rappelons-nous le réseau Hamidovic, qui commettait environ 75 % des vols à la tire dans le métro et qui a été démantelé il y a quelque temps.

Je peux aussi dire, selon l'Observatoire de la délinquance, qu'un tiers des multi récidivistes mis en cause à Paris est étranger, la moitié d'origine Rom, dont 80 % de mineurs, avec une moyenne de 11 faits commis par individu. Les faits sont têtus, les chiffres aussi, bien sûr, mes chers collègues.

Nous demandons simplement le rétablissement des arrêtés anti-mendicité, une coopération renforcée avec la police et la justice roumaine - je rappelle que l'Europe a donné 13 milliards à la Roumanie entre 2007 et 2013 -, l'évacuation systématique des camps de Roms situés sur le domaine public de la Ville, évidemment, la non-intégration de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, la part à Paris de la délinquance commise par des ressortissants de nationalité roumaine ne peut pas être ignorée ; d'ailleurs, elle est croissante jusqu'en 2012, avant de se stabiliser et même de décroître légèrement aujourd'hui.

Reconnaissant la complexité du phénomène, la politique actuellement conduite à Paris poursuit trois objectifs.

D'abord, une présence sur la voie publique que nous nous efforçons de renforcer sur les sites les plus concernés par ces formes de délinquance, notamment les zones touristiques, et vous savez que l'été 2013 a vu la mise en place à Paris d'un plan de renforcement de la sécurité des touristes qui a donné des résultats, avec la mobilisation des services de police locaux, avec la mobilisation des unités mobiles, avec aussi la mobilisation - c'est une première - de l'ensemble des services, que ce soit la police judiciaire, la Direction du renseignement, la Direction de l'ordre public et de la circulation qui ont été mis à contribution.

Dans le cadre d'un partenariat renforcé avec le Parquet de Paris et grâce au travail d'identification des policiers roumains que vous avez évoqué, les suites judiciaires à l'encontre des multirécidivistes, car c'est bien d'eux que l'on parle, n'ont jamais été aussi élevées ; ce sont près de 200 mineurs roumains qui ont été incarcérés ces 20 derniers mois.

Sans arrêté anti-mendicité, et vous comprendrez que je ne revienne pas ici sur les raisons de fond - on en a beaucoup parlé - qui ont conduit le Préfet de police à ne pas les renouveler, le nombre de contrôles sur les sites touristiques est en progression dans la Capitale depuis le début de l'année, et je tiens les statistiques à disposition des maires intéressés.

De manière corrélative, les reconduites de ressortissants roumains à Paris sont menées dans le cadre du respect des lois et elles sont en progression de plus de 50 % depuis le début de l'année. Cette activité a été forte cet été, elle sera poursuivie, bien évidemment, dans les semaines qui viennent ; un exemple, au cours de la semaine du 20 au 26 septembre, ce sont 30 personnes qui ont été interpellées pour des vols à un distributeur automatique de billets à Paris, donc une activité voie publique extrêmement forte.

Deuxièmement, la mise en œuvre et le renforcement de l'approche sociale, permettant aussi la prise en charge des mineurs interpellés, puisqu'on le sait, on l'a déjà dit, bien sûr, ils sont à la fois auteurs d'infractions, mais nous considérons aussi qu'ils sont victimes, et pour la première fois cette année, plusieurs mineurs, lors de leur sortie de prison, à Fleury-Mérogis, ont pu être pris en charge par les autorités roumaines dans une perspective de retour au pays d'origine, en lien avec les services sociaux de ces pays.

De la même manière, si les démantèlements de campements restent nécessaires et systématiques, notamment lorsqu'ils font suite à une décision de justice que nous sommes chargés d'appliquer, ils sont systématiquement précédés d'un diagnostic social, permettant d'envisager des solutions sociales, humaines, et d'éviter la reconstitution des abris de fortune à quelques mètres ou quelques dizaines de mètres de l'endroit initial.

Enfin, la Ville de Paris et l'Etat mènent également une action résolue pour lutter contre la présence à la rue de familles, et notamment de jeunes enfants ; sans doute, cette action devra-t-elle être renforcée dans les années à venir, en articulation avec les services sociaux et l'autorité judiciaire. Voilà pour la prise en compte sociale.

Troisièmement, un effort sans précédent a été conduit en matière de démantèlement de réseaux. Depuis septembre 2012, ce sont sept d'entre eux qui ont été démantelés, les deux derniers, vous les avez sans doute en tête, ayant trait à une équipe de voleurs à la tire qui opérait sur le site du château de Versailles, du musée du Louvre et à la Tour Eiffel et une équipe de bonneteau qui "travaillait" notamment sur le 15e arrondissement mais qui était en liens très étroits avec leurs collègues du 18e arrondissement et de la rue de Steinkerque. D'autres opérations sont prévues d'ici la fin de l'année.

En résumé, les pouvoirs publics agissent à Paris avec détermination contre des formes de délinquance qui sont complexes, en ce qu'elles reposent essentiellement sur l'exploitation de mineurs par des clans contre lesquels une action en profondeur est conduite.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Monsieur le Représentant du Préfet de police ayant déjà dit beaucoup de choses, je ne vais pas m'étendre. La polémique, ces dernières semaines, autour des personnes d'origine balkanique présentes en France a été déjà suffisamment pénible dans les éléments de généralisation qu'elle a pu donner, alors qu'en général, il s'agit surtout de quelques éléments délinquants parmi les quelque 20.000 personnes dites "Roms" qui sont aujourd'hui dans notre pays.

On va commencer par mettre fin une bonne fois pour toutes à la fausse bonne idée des arrêtés anti-mendicité. Quand ils existaient, cela ne résolvait pas le problème et, aujourd'hui, la police, comme d'ailleurs vient de vous le démontrer M. le Représentant du Préfet de police, a l'ensemble des moyens de droit commun pour lui permettre

d'agir, et quand ces arrêtés existaient, cela posait des problèmes de report, il n'y avait aucun recouvrement d'amende, bref, ils étaient d'une inefficacité totale.

Nous avons les moyens légaux de pouvoir lutter aujourd'hui contre tous les phénomènes de délinquance. Il n'est pas besoin, comme d'habitude, de créer de nouvelles lois en permanence.

Cette proposition n'est donc, à notre sens, plus à débattre.

Je ne parlerai pas non plus de l'aspect concernant Schengen, cela ne dépend pas de nous. Je vous rappelle par ailleurs que la libre circulation est déjà de droit et que l'extension, à la Roumanie et à la Bulgarie notamment, des accords de Schengen permettrait surtout à ceux qui sont migrants, venant de ces pays, de pouvoir travailler.

Je croyais que c'était un terrain sur lequel nous nous retrouvions, que le droit au travail est un droit assez important et que c'est notamment lui qui permet la meilleure insertion, d'ailleurs parlons plutôt d'insertion que d'assimilation en ce qui concerne ces populations comme les autres.

Passons maintenant aux choses sérieuses.

Par rapport à l'identification des réseaux mafieux, sachez que la lutte contre ces réseaux est la priorité et je crois que nous devrions tous nous retrouver sur ce point.

La collaboration européenne a déjà permis de démanteler cinq réseaux à Paris en 2013, c'est un effort sans précédent. La coopération avec les services de police et de justice roumains n'a jamais été aussi forte : 25 policiers roumains l'an dernier, 10 cette année et une magistrate roumaine auprès du procureur.

Je crois que nous avançons très largement sur cette question sans attendre vos vœux. Démanteler les réseaux qui exploitent, pour la plupart, des mineurs est la seule façon de s'attaquer aux racines du problème et de produire de la sécurité sur le long terme.

Vous demandez également l'évacuation systématique des campements situés sur le domaine public de la Ville. Vous rappelez l'évacuation au premier semestre cette année de 18 campements, sachez que les campements sont systématiquement évacués lorsque leur installation a eu lieu dans les 48 heures et que les services de la Ville sont mobilisés pour être prévenus sans délai de ces installations illicites, parce que nous ne souhaitons pas voir des bidonvilles s'installer dans nos villes ou à leurs portes, ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, de mettre en place la circulaire d'août 2012 qui demande la mobilisation de tous les services de l'Etat et des acteurs locaux concernés avec l'établissement d'un diagnostic et notamment d'un diagnostic social et la mise en place d'un accompagnement, oui, accompagnement, je le répète car c'est totalement indispensable pour traiter ces questions.

La même circulaire finit d'ailleurs par cette phrase : "C'est la mobilisation de l'ensemble des partenaires et des moyens de chacun, intervenant le plus en amont possible, qui permettra d'identifier et de mettre en œuvre les solutions d'insertion les plus adéquates dans un double objectif de fermeté en matière de sécurité, mais aussi et peut-être surtout d'humanité dans la prise en charge des personnes".

C'est pour toutes ces raisons que je donne un avis défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président.- Je vais donc mettre aux voix le vœu n° 20 avec un avis défavorable.

M. le Président POZZO di BORGO souhaite s'exprimer. Effectivement, vous me l'aviez dit, excusez-moi de l'avoir oublié. Vous avez la parole pour deux minutes, Monsieur le Président.

M. Yves POZZO di BORGO.- Merci.

C'est un problème assez difficile, c'est un problème humain et également de sécurité. Je voulais dire à M. PENINOU, je sais que vous êtes adjoint au Maire, comme moi président de groupe, nous avons donc une voiture de fonction, mais je prends souvent le métro.

Prenez le métro, Monsieur PENINOU, et vous verrez en permanence la liaison entre les joueurs de musique roumains dans les rames avec les petites gamines qui sont en train de voler dans le métro.

Le nombre de joueurs…

Je comprends très bien, s'il y a de bons joueurs qui passent par les comités de sélection de la R.A.T.P. et qui respectent les règles de la R.A.T.P., qu'ils jouent, mais pas dans les rames. C'est le premier point.

Deuxième point, je voulais attirer l'attention, j'avais été très favorablement impressionné par un reportage fait sur les policiers qui s'occupaient de jeunes roumains dans le métro, j'avais été agréablement impressionné par l'humanité de ces policiers qui font un très bon travail, alors qu'ils doivent être découragés parce qu'ils arrêtent ces gamines qui sont relâchées aussi vite et je reconnais que c'était très intéressant de voir leur façon de travailler.

Une troisième chose : je vais de temps en temps sur les Champs-Elysées, je suis allé dernièrement au cinéma, je sors à minuit et vous aviez, en plein milieu des Champs-Elysées, un Roumain, c'était triste et terrible pour la dignité, qui avait les jambes cassées, qui était là, qui avait été déposé pour mendier, qui était entouré de nourriture parce qu'il avait mangé et tout était sale et il est resté pendant je ne sais combien de temps, personne ne venait et c'était lui qui mendiait.

Je vous assure que ce n'est pas acceptable pour une ville comme Paris d'avoir de telles images.

C'est la raison pour laquelle, même si je considère que l'affaire de Schengen n'est pas une affaire du Conseil de Paris, je voterai le vœu de M. GOUJON. Même si l'on sait que des efforts sont faits par la Préfecture de police, la police et autres, c'est nécessaire et c'est un problème important de dignité humaine.

On ne peut pas laisser ces gens se moquer de la dignité humaine, c'est la raison pour laquelle nous voterons ce vœu.

Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons donc passer au vote.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 20 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente à la sauvette.

Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 21 est relatif à la vente à la sauvette.

Je donne la parole à M. TRÉMÈGE, pour une minute.

M. Patrick TRÉMÈGE.- Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, le vœu présenté concerne les vendeurs à la sauvette.

J'étais intervenu, Monsieur le Préfet, pour attirer votre attention il y a un an sur ce dossier. Vous m'aviez répondu que votre priorité allait au démantèlement des réseaux, chose que j'avais parfaitement entendue.

Il n'en reste pas moins que vous vous étiez engagé à ce qu'il y ait, au moins en apparence, une lutte effective contre ceux qui continuent.

Force est de constater que, un an après, non seulement cela n'a pas diminué, mais cela a considérablement augmenté.

Je vous rappelle quand même que ces vendeurs à la sauvette, c'est évidemment une concurrence déloyale vis-à-vis des commerçants, il y a des problèmes de sécurité alimentaire, on ne sait pas d'où ces produits viennent.

Je vous avais interrogé sur le statut de ces vendeurs : sont-ils en situation régulière ou pas ? Des informations que j'ai pu avoir, il semblerait que non et le fait qu'il n'y ait pas de verbalisation, qu'on ne les enlève pas, qu'on ne les dissuade pas d'être là donne le sentiment à la population, singulièrement, quand dans le même temps, même si les choses ne sont pas liées, il y a des verbalisations par exemple de véhicules qui se situent à un mètre de celui qui vend, donne le sentiment à la population qu'il y a une injustice flagrante.

Je ne lie évidemment pas les deux choses, mais, encore une fois, cela donne un sentiment absolument exécrable à la population.

Maintenant, ce phénomène fleurit dans le 13e arrondissement, cela devient vraiment un problème, à telle enseigne, d'ailleurs, Monsieur le Préfet, Monsieur le Maire, que le Conseil d'arrondissement a bien voulu se prononcer en faveur de ce vœu.

J'attire votre attention sur le fait que les droits de voirie, Monsieur le Maire, quand vous êtes commerçant et qu'il vous arrive de dépasser de 30 centimètres l'autorisation que vous avez pour votre terrasse, il ne se passe pas une semaine sans que vos services, à juste titre, viennent expliquer au commerçant qu'il doit absolument…

Que font ces services de la voirie ?

Monsieur le Préfet, j'aimerais que vous répondiez à l'ensemble de ces questions et savoir ce que vous entendez faire pour régler ce problème.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord, la lutte contre les ventes à la sauvette a fait l'objet d'un certain nombre d'échanges ici et, en réponse je crois à un vœu de Brigitte KUSTER avant l'été, j'avais indiqué quelle était la ligne d'action à l'échelle de la Capitale de la Préfecture de police, ligne d'action qui n'est en aucun cas de laisser les vendeurs s'installer, que ce soit d'ailleurs dans le cadre des Z.S.P., dans le cadre du plan de renforcement de la sécurité des touristes cet été au Louvre ou à la Tour Eiffel, les procédures ont été accrues depuis le début de l'année et plusieurs réseaux, vous l'avez sans doute suivi, ont d'ailleurs été démantelés.

Je pense notamment aux vendeurs de "Tour Eiffel" qui s'approvisionnent chez un certain nombre de commerçants du centre de Paris, avec des montants financiers en jeu énormes, deux réseaux de ce type ont été démantelés cet été, je conçois néanmoins que ce ne soit pas le phénomène qui touche le plus le 13e arrondissement, j'en ai conscience.

Sur le 13e précisément, effectivement, la question avait déjà été posée il y a quelques mois ou quelques années, ce sont effectivement les abords des stations de métro, les grands axes fréquentés de l'arrondissement (boulevard Vincent-Auriol, Auguste-Blanqui, la place d'Italie) qui sont touchés avec d'ailleurs un phénomène peut-être un peu plus prégnant chez vous de vendeurs de fruits et légumes, ce que l'on retrouve un peu moins ailleurs dans la Capitale, également quelques C.D. ou D.V.D. piratés.

La lutte contre ces ventes à la sauvette n'est pas simple, elle constitue néanmoins l'un des objectifs prioritaires du commissaire et, lorsque nous l'avons réuni dans le cadre de la réunion annuelle d'évaluation, c'était l'un de ses objectifs et il est revenu en détails sur l'action conduite.

Il ne se passe pas une journée sans que des actions policières soient menées, sans que la marchandise, avec l'accord du Parquet, soit saisie et, récemment, des opérations de plus grande envergure ont été conduites, notamment aux abords du métro Corvisart. Plusieurs Ukrainiens revendeurs d'alcool et de tabac ont été interpellés en avril et, le 9 août dernier, ce sont cinq individus qui ont été interpellés, toujours aux abords de ce métro. C'étaient des vendeurs de fruits et légumes. A ces cinq individus, se sont ajoutés deux autres, qui résidaient en Seine-Saint-Denis, dans le cadre d'un réseau d'approvisionnement en fruits et légumes.

Pour répondre à votre question au moins partiellement, sur ces sept personnes, trois ont fait l'objet de l'obligation de quitter le territoire français, étant en situation irrégulière.

En termes numériques, l'activité des services de police a progressé ces derniers mois. Le nombre de mises en cause est passé de 103 sur les neuf premiers mois à 144. Je conviens néanmoins avec vous que beaucoup reste à faire pour venir à bout d'une forme de délinquance aux ressorts complexes pour laquelle la sanction pénale n'est pas l'outil le plus adapté. C'est un délit et en même temps, les peines d'emprisonnement sont très rarement prononcées, donc il faut trouver d'autres voies d'action. Cela passe par la saisie et les opérations policières.

Je prends acte du fait que beaucoup reste à faire dans le 13e arrondissement et que votre vœu doit donner lieu à un renforcement de l'action. Il faut qu'on en parle avec le commissaire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Oui, Monsieur TRÉMÈGE, compte tenu du fait que M. le Représentant du Préfet de police vient de passer près de trois minutes à vous expliquer les éléments mis en place par la Préfecture pour lutter contre les réseaux d'approvisionnement en fruits et légumes ;

Compte tenu du fait que l'objet de votre vœu est de demander au maire du 13e arrondissement de saisir le Préfet de police sur ce sujet, ce qui, me semble-t-il, vient d'être fait ;

Enfin, compte tenu du fait que le Préfet de police a déjà été saisi de cette question lors d'un précédent Conseil de Paris, je vais vous demander de retirer votre vœu vu les éléments de réponse qui viennent de vous être donnés.

Autrement, je pense qu'il est sans objet et j'appellerai à voter contre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur TRÉMÈGE, avez-vous été convaincu par les explications et retirez-vous le vœu ? C'est oui ou c'est non, vous retirez ou vous ne retirez pas le vœu.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Permettez que je vous donne une explication : cela va durer 10 secondes !

J'ai entendu avec satisfaction ce que m'a dit M. le Représentant du Préfet de police.

Par contre, je comprends mal votre intervention. Je ne peux pas le retirer. Ce vœu a été voté au Conseil d'arrondissement par les socialistes !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu est donc maintenu.

Je vais le mettre aux voix avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Monsieur le Président GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le maire, après les Roumains et avant les Algériens, l'U.M.P.P.A. s'attaque aux vendeurs à la sauvette, autrement dit : "Sus aux pauvres et sus aux étrangers !".

Il y a un mot qui me choque particulièrement dans votre vœu, Monsieur TRÉMÈGE, c'est le mot "éradiquer". Vous écrivez : "éradiquer ce phénomène".

Vous savez, il y a des mots qu'il faudrait mieux éviter lorsqu'on parle de population. Tout à fait, il y a des mots qu'il faudrait mieux éviter ! Et parler d'éradiquer par rapport à des gens particulièrement exclus est un mot que vous ne devriez pas employer.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Peut-être que pour l'opération de vote, on pourrait revenir au calme.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 21, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu et rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'Ecole Internationale Algérienne de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 22 est relatif à l'École internationale algérienne de Paris.

La parole est à M. Claude GOASGUEN, pour une minute.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Ce n'est même pas un vœu, mais une information.

En effet, la situation est en train de se régler avec le Consulat général d'Algérie. C'est un phénomène un peu curieux, d'ailleurs, qui concerne ces écoles internationales qui échappent à tout contrôle de la Mairie, de la Préfecture et du Rectorat.

En réalité, j'ai le même problème - comme cela, M. GAREL sera content - avec l'ambassade d'Irak, dans le 16e arrondissement, où par accord international, se créent des écoles coraniques, ce qui n'est pas gênant dans la mesure où le Gouvernement français l'accepte.

Mais ce qui est gênant, c'est qu'il n'y a pas de conditions d'hygiène et de sécurité pour établir des écoles qui soient en quantité suffisante, puisqu'il y a là 450 élèves.

Les écoles en question ne sont pas dotées de cantine et bien entendu, quand il n'y a pas de cantine, les élèves vont manger dans la rue. Depuis plusieurs années, nous avons des protestations.

J'ai donc vu avec le Consul d'Algérie, mais je vous demande de bien vouloir pousser dans le même sens dans la mesure où la situation devrait être désormais réglée début 2014, c'est-à-dire que le Consulat général d'Algérie serait établi rue des Eaux, le lycée restant rue Boileau, mais l'ensemble des services administratifs du Consulat irait dans le 19e arrondissement, sur le site Jaurès.

Je pense que si vous pouviez accélérer et éviter les nuisances…

Oui, je suis assez content… mais cela me fait penser au débat que nous aurons tout à l'heure. Chacun son tour !

Ce n'est pas de ma faute si le consulat d'Algérie a voulu aller dans le 19e ! Cherchez pourquoi ! Je ne sais pas, mais vraisemblablement, c'est que le Consulat devait mieux se trouver dans le 19e que dans le 16e arrondissement. Je n'y suis pour rien car ils ne m'ont pas demandé mon avis.

Je vous suggère donc de faire accélérer car nous avons vraiment des nuisances et des encombrements qui sont d'ailleurs contraires aux règles d'hygiène et de sécurité dont la Préfecture et la Mairie doivent être garantes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - L'école rassemble environ 400 à 450 élèves répartis sur deux sites. J'ai refait le point pendant le week-end avec le commissaire du 16e. Sans nier les difficultés en termes de stationnement et de circulation qu'engendre cet établissement, sans nier les regroupements de jeunes que vous avez évoqués, elles sont, d'un point de vue strictement policier, comparables à celles que crée n'importe quel établissement scolaire d'une certaine taille dans une rue étroite ou pas forcément adaptée à l'accueil de cet établissement. Le commissariat y est sensibilisé et le sera suite à votre vœu.

Encore une fois, sans doute que ces désagréments sont liés au fait que c'est un établissement scolaire dans une rue pas forcément adaptée. Nous avons d'autres exemples de ce type dans Paris.

Si la destination de ces locaux devait être modifiée, ce que vous indiquez, il conviendra naturellement que les services de police en soient informés en amont - nous allons d'ailleurs aller aux nouvelles - et adaptent leur dispositif en conséquence : c'est ce que nous ferons.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Compte tenu des éléments que vous avez donnés, notamment de votre introduction indiquant qu'il ne s'agissait quasiment pas d'un vœu, mais plus d'un point d'information, maintenez-vous votre vœu ?

Non… Le vœu n° 22 est donc retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurité du passage Goix (19e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant passer, ce sera le dernier point inscrit à l'ordre du jour pour ce matin, au vœu n° 23 relatif à la sécurité du passage Goix, dans le 19e arrondissement.

La parole est à M. GIANNESINI, pour une minute.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet, c'est un vœu qui concerne le secteur rue du Département, rue d'Aubervilliers et plus particulièrement le passage Goix, où les habitants sont excédés.

En effet, le quotidien des habitants, ce sont les trafics de tous genres, notamment de drogue. J'ai des photos prises par les habitants. Nuisances sonores diverses, bruits nocturnes et manque de propreté. Là aussi, j'ai des photos qui m'ont été transmises.

Même si une réunion s'est déroulée dernièrement avec le commissaire de police et le maire du 19e, Monsieur le Préfet, pour les habitants, force est de constater que Z.S.P. ne veut pas dire zone de sécurité prioritaire, mais zone sans police.

C'est pourquoi nous demandons que le passage Goix soit régulièrement nettoyé au niveau de la propreté et que les réseaux de trafiquants de stupéfiants soient démantelés au plus vite.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Le passage Goix est une petite voie pavée piétonne qui relie la rue du Département à la rue d'Aubervilliers, non loin du jardin d'Éole, qui fait partie des objectifs prioritaires de la Z.S.P. du 19e.

Il a pendant longtemps été impacté par la présence récurrente de toxicomanes et de dealers. Cette présence avait été stigmatisée et dénoncée par les habitants depuis des années - vous l'avez redit.

Un mot sur l'action de la zone de sécurité prioritaire. Je maintiens la signification du sigle sur le 19e depuis le 13 février.

D'abord, le secteur du passage Goix, du jardin d'Éole fait partie d'une sécurisation quasi quotidienne par les effectifs locaux mais également par les forces mobiles que les habitants voient.

Grâce à ce dispositif, sur l'ensemble de la Z.S.P., ce sont 710 individus qui ont été interpellés pour infraction à la législation sur les stupéfiants, dont 128 pour trafic et revente. En clair, c'est le double par rapport à la période précédente, par rapport aux mois comparés sur 2012.

L'ensemble de ces actions - sans triomphalisme, les Z.S.P. sont un dispositif qui doivent s'inscrire dans la durée - a conduit à une amélioration récente de la physionomie, d'abord au jardin d'Eole, avec les premiers retours de familles, mais également passage Goix, ce qui a été confirmé, mais Mao PENINOU pourra nous en dire un mot, lors du dernier conseil de quartier qui s'est tenu il y a quelques jours.

Pas de triomphalisme : nous savons tous que l'amélioration récemment constatée est récente et mérite d'être confirmée sur une plus longue durée. C'est tout le sens du dispositif de la Z.S.P. qui a été mis en place dans l'arrondissement et qui est prévu pour durer encore longtemps.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Oui, Monsieur GIANNESINI, comme vous l'avez dit et comme vient de le dire M. le Représentant du Préfet, j'étais avec François DAGNAUD, il y a encore quelques jours, dans une réunion publique de compte rendu et de bilan d'étape de la Z.S.P. du 19e, dans l'école de la rue de Tanger où nous avons abordé l'ensemble de ces questions.

C'est bien la situation du passage Goix et des rues aux alentours qui nous avait incités, qui avait incité Roger MADEC puis François DAGNAUD et moi-même, à demander au Ministre de l'Intérieur la mise en place d'une Z.S.P. sur ce secteur. Nous sommes très heureux qu'elle se soit mise en place. En effet, nous en constatons maintenant les premiers résultats.

Maintenant, cela fait huit mois que cette Z.S.P. a été mise en place et nous n'en sommes effectivement qu'aux premiers résultats, même s'ils sont positifs. Le travail qu'il reste à faire est long, il est partenarial. Il associe la Préfecture, le Parquet, l'Education nationale, la Mairie d'arrondissement, l'Hôtel de Ville, à travers Myriam EL KHOMRI, et aussi l'ensemble des associations et des partenaires locaux du secteur.

C'est par l'action conjuguée à la fois de la police, à la fois de l'Education nationale, des partenaires, mais aussi de l'Hôtel de Ville, notamment sur la propreté, notamment sur l'insertion, notamment à travers les crédits du fonds interministériel de prévention de la délinquance (70.000 euros consacrés aux projets associatifs sur le quartier), que nous arrivons aujourd'hui à progresser.

C'est vrai que le commissaire, François DAGNAUD et moi-même, étions assez heureux ces derniers jours de recevoir du passage Goix une plainte des habitants concernant cette fois non pas la présence de toxicomanes dans la rue mais le fait que des enfants jouent au ballon un peu tard le soir. C'est peut-être un premier changement de physionomie du quartier. C'est vrai pour le passage Goix, c'est vrai pour les jardins d'Eole, c'est vrai pour le bas de la rue d'Aubervilliers. C'est moins vrai pour certaines rues, comme la rue Paul Laurent, mais c'est ce qui fait que le travail doit continuer et que nous allons continuer.

L'ensemble de ces dispositifs étant en place, et l'engagement de l'ensemble des partenaires étant assuré, ce que je tiens à saluer, j'émettrai un avis défavorable à votre vœu.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. le maire du 19e arrondissement.

M. François DAGNAUD, maire du 19e arrondissement. - Merci.

Quelques mots à la suite de ce que vient de dire excellemment Mao PENINOU.

Chacun comprend bien ce que le calendrier électoral doit à ce genre de vœu, à ce genre de propos. Moi, je veux témoigner que nous sommes engagés dans un travail de longue haleine, qui prend du temps, qui prendra du temps mais nous avons eu la satisfaction, en effet, devant 250 habitants réunis la semaine dernière rue de Tanger, de mesurer ensemble les difficultés rencontrées mais surtout les progrès d'ores et déjà réalisés.

Oui, pour la première fois, les habitants qui sont, c'est vrai, confrontés à une situation difficile, mesurent la réalité d'une mobilisation de l'ensemble des pouvoirs publics, dans une démarche d'ailleurs qui se veut très large, puisqu'elle associe la répression, évidemment, tout à fait indispensable, la prévention, l'éducatif, le social, l'associatif. Bref, c'est une vraie stratégie de l'ensemble des pouvoirs publics qui est engagée. Je crois que les habitants en mesurent tout à fait l'efficacité et la réalité, sans rien renier des difficultés qui ne sont d'ailleurs pas d'aujourd'hui, chers collègues.

Un dernier mot pour dire ce que ni le Représentant du Préfet de police ni le commissaire, évidemment, ne peuvent dire : mes chers collègues de l'U.M.P., c'est vrai, reconnaissons-le ensemble, que nous payons très cher et que les habitants paient très cher les 3.000 policiers que vous avez supprimés à Paris entre 2007 et 2012 et reconnaissons, comme l'a fait excellemment Bernard DEBRÉ il y a peu, que ces 3.000 policiers nous manquent, qu'ils manquent à Paris.

Puisqu'on parlait d'excuses tout à l'heure, j'ai hâte de vous entendre vous excuser auprès des Parisiens.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur GIANNESINI, ces différentes interventions vous ont-elles convaincu de retirer votre vœu ?

Oui ou non ?

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Non.

Juste un mot !

Non, dans la mesure où j'ai rencontré encore les habitants samedi qui m'ont demandé de le garder.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Dans ces conditions, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 23, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Dépôt de questions d'actualité.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous informe, mes chers collègues, que des questions d'actualité ont été déposées.

La première émane du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris et est relative "aux conséquences à Paris de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite "loi Duflot II".

La deuxième question, posée par le groupe UMPPA à M. le Maire de Paris, est relative "au bouclier social".

La troisième question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés concerne "les mesures de la Ville de Paris en faveur du pouvoir d'achat des Parisiens".

La quatrième question du groupe "Union des Démocrates et Indépendants" est relative "à la crue centennale".

La cinquième question du groupe EELVA est relative "à la stigmatisation des Roms".

La dernière question d'actualité est posée par M. MARTINS et concerne "les perspectives budgétaires de la Ville et du Département de Paris pour 2014".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Avant de suspendre la séance, je voulais vous dire que l'on vient de me communiquer les simulations de notre séance, puisque vous savez qu'il y a un outil informatique très performant au Secrétariat général.

En l'état actuel des choses, si les interventions restent aussi longues qu'elles le sont d'habitude, en moyenne, nous suspendrions la séance ce soir aux alentours de 21 heures et demain aussi.

Donc, je me permets d'inviter les orateurs peut-être à être de plus en plus concis.

Voilà, nous reprendrons la séance à 14 heures 45.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures, est reprise à quatorze heures quarante-cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux par l'examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative aux conséquences à Paris de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite "Loi Duflot II".

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Le 17 septembre dernier, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de loi relatif à l'accès au logement et à un urbanisme rénové.

Alors que le débat sur ce projet de loi s'apprête à reprendre au Sénat, il est évidemment légitime que les élus de Paris s'interrogent sur les effets de cette loi sur la vie des Parisiennes et des Parisiens, d'autant, et nous le savons, que le logement est la première préoccupation des habitants de notre ville.

Ce projet de loi prévoit, en effet, un encadrement des loyers dans les zones tendues. Or, nous savons que Paris dans son ensemble est considérée comme une zone tendue du point de vue du logement.

Il est, d'ailleurs, heureux qu'enfin, dans la loi, il soit envisagé de réguler les loyers dans le parc privé ; enfin, parce que cela rompt avec une période au cours de laquelle la droite, à l'échelle nationale, a systématiquement refusé toute forme de régulation des loyers dans le parc privé.

C'est d'ailleurs assez curieux que la droite, qui nous explique toujours beaucoup qu'elle se préoccupe du sort des classes moyennes, se soit à ce point désintéressée des difficultés que les classes moyennes parisiennes connaissent en matière de logement, classes moyennes qui, précisément, pour pouvoir continuer à vivre à Paris, ont besoin qu'on régule les loyers, ont besoin qu'on régule les loyers dans le parc privé. C'est donc une bonne nouvelle qu'enfin, dans la loi, une telle régulation soit prévue.

Néanmoins, cette loi, telle qu'elle est construite aujourd'hui, n'est pas exempte d'un certain nombre de limites, puisque, par exemple, seuls les loyers très élevés seront rabotés, ce qui veut dire qu'une minorité de Parisiennes et de Parisiens connaîtront une baisse des loyers grâce à cette loi, et donc cela nous interroge.

Par ailleurs, je suis sensible aux risques pointés par un certain nombre d'associations qui défendent le droit au logement et qui soulignent que certains propriétaires, qui louent à un tarif qui est en dessous du plafond fixé par la loi, pourraient en profiter pour l'augmenter du même coût.

C'est la raison pour laquelle je souhaiterais poser deux questions.

La première est de savoir si nous disposons d'une étude d'impact sur ce que produira cette loi sur les Parisiennes et les Parisiens et la deuxième est de savoir quelles sont les exigences que la Ville de Paris portera en direction du Gouvernement pour que l'ensemble des mesures qui s'imposent puissent être prises dans l'intérêt des habitants de notre ville.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Puis-je demander aux groupes de respecter le droit de l'autre groupe à poser sa question ? Monsieur LAMOUR, il y a longtemps que je n'avais pas entendu le son mélodieux de votre voix, mais je vous demande de respecter tous les groupes, comme quand vous étiez président de groupe ; c'est mieux.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

M. BROSSAT pose effectivement une question extrêmement intéressante, pour une fois. Oui, on s'attaque à Paris et dans les zones tendues à l'encadrement des loyers, car on sait que le budget logement est le budget le plus important des familles, et donc l'envolée, la non-maîtrise, des loyers au cours de ces dernières années est un frein à la consommation et pénalise notamment les couches moyennes, mais pas qu'elles, sur le territoire parisien.

Oui, la loi, telle qu'elle est prévue, rejoint l'idée que nous avions d'avoir une fourchette de loyers avec un minimum et un maximum, pour des logements comparables ; il va de soi que la référence par rapport au loyer médian me semble une bonne référence et il va de soi aussi que les locataires devront se saisir de toutes les possibilités prévues par la loi, car il ne suffira pas qu'un propriétaire déclare qu'il peut se permettre d'augmenter son loyer de 20 % pour que cela corresponde aux réalités.

En effet, tout le monde comprendra qu'un appartement dans un immeuble au cinquième sans ascenseur coûte moins cher qu'un cinquième avec ascenseur et on pourrait aller de plus en plus loin dans ce type de comparaisons, pour ramener à la raison un certain nombre de propriétaires - ce n'est pas la grande majorité, il faut le dire - qui abusent, et encore, le mot est faible, de la faiblesse d'un certain nombre de candidats locataires ou bien de la pénurie de logements, car je vois trop souvent, semaine après semaine, des loyers de 40, 45, 50 euros, payés aujourd'hui par les locataires, qui sont absolument injustifiés, y compris sur le plan économique, et la loi, telle qu'elle est prévue, écrêtera de façon extrêmement forte ces excès qui sont souvent pratiqués par une minorité de propriétaires.

Oui, il faudra vivre avec cette loi !

Je me permets d'insister sur un point qui a peut-être échappé : la loi, certes, prévoit 20 % de majoration par rapport au loyer médian, mais le Préfet a la possibilité, dans les zones très tendues, de minorer ce pourcentage d'évolution, et je pense que nous devrons œuvrer sur le territoire parisien pour analyser avec les représentants de la Préfecture les marges possibles en la matière, mais cette loi, pour Paris, présente deux autres avantages et deux autres avancées liées à des amendements qui ont été défendus par les élus du parti Socialiste et de la Gauche en général ; je veux penser, bien évidemment, aux protections complémentaires apportées dans le cadre de la loi par rapport aux personnes victimes de vente à la découpe, avec une obligation pour les opérateurs de saisir la collectivité pour qu'elle puisse exercer un droit de priorité d'acquisition des logements qui n'auraient pas été acquis par les locataires eux-mêmes ou les logements vacants.

Deuxième point marquant et important dans l'évolution de la maîtrise des meublés touristiques, puisque la loi, sous forme d'amendement, a validé jusqu'à ce jour la nécessité et l'obligation pour les meublés touristiques d'avoir l'accord de la copropriété.

Voilà ces éléments complémentaires. On voit bien que la situation parisienne a été prise en compte par la loi et j'encourage Mme DUFLOT, Ministre, à aller jusqu'au bout en deuxième lecture de ses propositions.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci à vous deux ; cela peut nous faire avancer.

II - Question d'actualité du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au bouclier social.

III - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative aux mesures de la Ville de Paris en faveur du pouvoir d'achat des Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, il y a deux questions qui sont sur le même sujet, c'est celle de M. LEGARET pour le groupe U.M.P.P.A. et celle de M. CARON-THIBAULT pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Je donne la parole d'abord à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement.- Monsieur le Maire, 10 octobre, vendredi dernier : stupeur !

Dans un communiqué d'une trentaine de lignes, atteignant des sommets de mauvaise foi, d'hypocrisie ou d'introspection autocritique, vous nous dites qu'il y a un grand problème avec l'overdose fiscale pour tous les Parisiens.

Quelle découverte ! Ou plutôt : quelle déconvenue !

Cela prouve bien, en tout cas, que l'entrée en campagne de notre candidate Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET a fait mal, vous a fait mal sur le thème de la fiscalité.

Vous reconnaissez, de ce fait, l'overdose fiscale du Gouvernement. De votre part, indiscutablement : avis d'expert.

Vous n'avez cessé d'asséner aux Parisiens depuis 2001 un véritable matraquage fiscal, cela vous autorise bien entendu à prodiguer des conseils au Gouvernement, mais, une fois de plus, votre ligne politique, c'est la défausse.

Défausse sur le Gouvernement, défausse sur d'autres aspects de la fiscalité parisienne et vous nous ressortez le coup du bouclier social.

Après la série noire de toutes vos augmentations d'impôts, de taxes, de redevances, de participations familiales dans les crèches, les cantines, les conservatoires, les centres d'animation - j'arrête, je finis par m'essouffler - votre audace fiscale se vérifie également dans la refonte de la taxe de balayage qui pénalise aussi bien les propriétaires que les locataires et, bien sûr, votre impôt nouveau : la taxe foncière départementale.

Une fois de plus, Monsieur le Maire, nous apprécions votre esprit d'ouverture dès les premières lignes : "J'ai décidé, après consultation des groupes de la majorité municipale...".

En temps de crise, il vous aurait semblé absolument choquant, inopportun de prendre l'attache de tous les groupes du Conseil de Paris quand il s'agit des difficultés quotidiennes vécues par tous les Parisiens.

Nous voulons bien croire que vous avez déjà suffisamment à faire avec les états d'âme de votre majorité, si l'on devait citer ici même, aussitôt après l'annonce par Anne HIDALGO de son programme, les premiers propos de Christophe NAJDOVSKI puis d'Ian BROSSAT, on veut bien croire que des efforts de coordination doivent être déployés.

J'ajoute également que votre première adjointe n'avait pas hésité, elle aussi, à dénoncer avec vigueur la politique fiscale du Gouvernement, de vos amis comme on dit. Quelle belle preuve de solidarité !

Monsieur le Maire, votre bouclier fiscal, bien tardif, inapproprié, inefficace…

Bouclier social, pardon. Emprunt pour emprunt !

Bouclier social, je reprends.

Vous savez, c'est la lutte, c'est le vieux débat entre l'épée et le bouclier.

Pour résister au Bazooka fiscal du Gouvernement, il faudrait un bouclier social autrement plus crédible.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est vrai que, si je vous avais consultés, je connaissais un peu à l'avance la réponse, la preuve.

Après tout, il faut bien que les majorités légitimes issues du suffrage universel fonctionnent démocratiquement.

Monsieur Gauthier CARON-THIBAULT, vous avez la parole.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, dans un contexte économique marqué par la crise et grevé par la politique économique injuste et inefficace du Gouvernement précédent, de nombreuses et nombreux Parisiennes et Parisiens sont aujourd'hui confrontés à des difficultés en matière de pouvoir d'achat.

Dix années de mauvaise gestion de la droite ont contraint le Gouvernement de Jean-Marc AYRAULT à préparer un budget en 2013 permettant à la France le rétablissement de ses comptes et de retrouver des marges de manœuvre nécessaires, induisant une hausse nationale des impôts.

L'augmentation des dépenses publiques de 32 milliards par an entre 2007 et 2012 avait en effet entraîné la France dans une situation de quasi faillite.

Dès juin 2010, tremblements après la stupeur, Monsieur LEGARET, un rapport de la Cour des comptes sur les finances de l'Etat pointait d'ailleurs du doigt la part de responsabilité du Gouvernement Fillon dans l'aggravation des déficits.

Je cite : "La hausse des déficits et de la dette est imputable à la crise, mais aussi à des décisions d'effet durable. Le déficit a cependant été aggravé par une maîtrise insuffisante des dépenses publiques et par des mesures de réduction durable des prélèvements obligatoires", écrivait-elle.

Face à cette situation, Monsieur le Maire, vous avez annoncé il y a quelques jours, après consultation de la majorité municipale, effectivement, votre décision de prendre des mesures afin d'amortir les conséquences de la crise et les effets de certaines mesures fiscales nationales pour les Parisiennes et les Parisiens pour qui les conséquences du retour de la croissance et ses perspectives encourageantes ne seront pas immédiates.

Un certain nombre d'entre eux étant en effet devenus imposables cette année, quelles mesures entendez-vous donc mettre en œuvre pour qu'ils ne perdent pas par exemple le bénéfice de l'aide sociale et ne voient pas leur niveau de vie baisser ?

Quelles mesures, notamment concernant le logement qui constitue le premier poste de dépense des Parisiennes et Parisiens, afin de préserver le pouvoir d'achat des locataires ?

Merci de bien vouloir nous éclairer, Monsieur le Maire, sur vos mesures protectrices pour lutter contre la vie chère, loin de toute résignation ou d'une cure d'austérité généralisée ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mais c'est drôle, cela !

Vous avez terminé, Monsieur ?

Vous êtes bien chahuteurs, là, en début d'après-midi. Vous êtes de bonne humeur ? Je m'en réjouis, mais n'en abusons point.

La parole est à l'excellent Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je ne sais pas si je vais ajouter à la bonne humeur, à vrai dire ce n'est pas mon style.

M. LEGARET a une nouvelle fois répété les antiennes de la droite sur la fiscalité parisienne. J'ai répondu à plusieurs reprises - et je continuerai à le faire pendant toute la campagne électorale - sur les augmentations modérées des impôts locaux parisiens qui, je le répète inlassablement, laissent - et nous nous en réjouissons - les Parisiens parmi les habitants de grandes villes françaises les moins imposés de France et de très loin.

Je sais que cela vous déplaît, je sais que vous attendez toujours avec un peu d'appréhension le mois de novembre où paraît la fameuse enquête annuelle du journal "Capital" qui, je le répète, n'est pas proche de la Municipalité et qui, inlassablement, dit la même chose que moi sur ce point.

Nous nous reverrons…

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est notamment beaucoup moins cher qu'à Bordeaux, n'est-ce pas ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Qu'à Bordeaux, qu'à Marseille, que dans toutes sortes d'autres villes, quelle que soit sa couleur politique.

Je vous donne rendez-vous, Monsieur LEGARET, et à tous les autres élus de l'Opposition, lors du débat d'orientations budgétaires et je ne doute pas que nous reparlions de ce sujet.

Il se trouve que ce n'est pas vraiment le sujet qui est évoqué aujourd'hui. Il s'agit de s'expliquer, il s'agit que la Municipalité explique les mesures qu'elle a prises pour que les Parisiens, notamment les Parisiens les plus modestes, souffrent moins de la crise (puisque, même si nous sortons peu à peu de la crise, elle perdure tout de même) et ne souffrent pas trop d'un certain nombre de mesures que le redressement des finances publiques a pu imposer au niveau national.

Je citerai cinq mesures, cinq seulement, mais qui sont d'une portée considérable.

La première ou les premières concernent le logement puisque c'est, vous le savez, notre priorité absolue. Nous avons pris deux mesures.

La première : vous savez qu'il est question dans le projet de loi de finances de geler le barème de l'aide personnalisée au logement et la Municipalité parisienne a décidé de revaloriser ses propres dispositifs d'aide au logement, c'est-à-dire Paris Logement, Paris Logement Famille et Paris Logement Famille Monoparentale qui seront revalorisés de 5 %, ce qui est un pourcentage non négligeable.

Deuxièmement, le coût du logement étant une préoccupation constante des Parisiens, nous demandons à tous les bailleurs sociaux, qu'ils soient municipaux ou qu'ils ne soient pas municipaux, de faire un effort substantiel pour rechercher une stabilisation des loyers en 2014 pour l'ensemble de leurs locataires.

Troisième mesure, vous savez que le Gouvernement pourrait éventuellement décider, sur l'intervention ou l'initiative de parlementaires, de revaloriser les seuils de ce que l'on appelle le revenu fiscal de référence.

C'est extrêmement important puisque c'est le revenu fiscal de référence qui détermine, pour un Parisien comme pour n'importe quel habitant d'une collectivité française, l'accès à des dégrèvements ou des exonérations d'impôts locaux, de taxe d'habitation et de taxe foncière pour les ménages modestes.

Nous allons agir auprès du Gouvernement, avec l'appui des parlementaires de la majorité, pourquoi pas d'ailleurs des parlementaires parisiens de l'opposition, pour que ce revenu fiscal de référence soit substantiellement revalorisé et, pour dire les choses concrètement, pour qu'un Parisien, qui avait droit à un dégrèvement ou droit à une exonération, ne soit pas pénalisé et conserve son dégrèvement et son exonération.

Quatrièmement, vous savez qu'un certain nombre de prestations municipales sont déterminées, ou plutôt l'accès à certaines prestations est déterminé par le barème de l'impôt sur le revenu. Or, le barème de l'impôt sur le revenu - ce n'est un secret pour personne - a été gelé pendant deux ans par les gouvernements successifs. Le Gouvernement AYRAULT a décidé de lever ce gel, et je crois que nous nous en réjouissons tous, mais il faut que certains contribuables, dont les ressources ont augmenté même modérément, ne soient pas pénalisés par le gel qui vient de se terminer.

Donc, nous allons relever les plafonds d'accès ou de renouvellement à certaines prestations. Il s'agit de "Navigo, Emeraude, Améthyste". Il s'agit de Paris Energies Familles et il s'agit de l'allocation pour le maintien à domicile d'un parent âgé. C'est-à-dire trois allocations dont l'intérêt social est absolument fondamental, et dont il fallait que personne ne soit exclu.

Enfin, cinquièmement, nous avons décidé que les tarifs municipaux des cantines, des conservatoires, des centres de loisirs, ne seraient pas revalorisés en 2014, alors qu'ils le sont généralement, années après année, mais du montant de l'inflation.

Cet effort pour le pouvoir d'achat des Parisiens, particulièrement les plus fragiles, démontre que notre municipalité est à la fois réactive et très solidaire. Elle est réactive puisque ces mesures ont été prises dans un délai assez rapide, que M. LEGARET a bien voulu souligner et dont je crois il s'est félicité. J'ai assisté à une réunion la semaine dernière où le Maire de Paris et Anne HIDALGO ont mis au point ces mesures avec les présidents des groupes de la majorité. Voilà pour la réactivité. Et solidarité parce que personne ne peut nier l'impact de ces décisions pour des dizaines de milliers de familles, et pas seulement pour les plus fragiles d'entre elles.

Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Monsieur LEGARET veut rebondir. Je vous écoute.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, nous nous en doutions, mais vous nous en apportez la confirmation éclatante : vous prenez vraiment les contribuables parisiens pour des "pigeons" !

Et ce qui est extravagant et particulièrement choquant, dans la réponse de Bernard GAUDILLÈRE, c'est qu'il vient de nous dire : nous avons pris un certain nombre de décisions. A quoi rime dans ce cas-là le vœu qui nous a été distribué ce matin qui reprend ces différents points ?

D'ailleurs, à quoi sert un vœu que, Monsieur le Maire, vous vous adressez à vous-même ? Par ce vœu, vous dites : le Maire de Paris propose de relever les plafonds, de geler les tarifs municipaux, d'augmenter... C'est de votre ressort. A quoi rime ce vœu ? Par décence, vous devriez retirer ce vœu, après surtout ce qui vient d'être dit par Bernard GAUDILLÈRE. Les décisions sont prises ! Vous prenez le Conseil de Paris pour une chambre d'enregistrement qui n'a même pas à se prononcer sur un sujet sérieux qui concerne tous les Parisiens. Vous êtes en tout cas en train de vous tromper et de tromper les Parisiens. Les excès de fiscalité sont une atteinte portée au pouvoir d'achat des Parisiens et une atteinte portée à l'esprit de solidarité à Paris.

Alors, vous confondez, vous truquez les chiffres. Je ne citerai pas la première adjointe qui dit, "en faisant les additions des taux de 8, 9 et 10, on n'atteint pas les 40 %". Je crois qu'il vaut mieux passer tout cela sous silence. Mais je le dis, il y a des chiffres qui parlent et qui ne sont pas contestables.

Ne serait-ce que pour la taxe d'habitation, les Parisiens ont bien subi une augmentation de plus de 42 %. Et à Paris, la hausse de la taxe foncière a été la plus forte depuis 2007, avec les chiffres cités par le journal "Le Monde" : + 67,9 %. Si vous ne considérez pas que cela est un excès fiscal, c'est un excès, c'est un abus c'est un excès de pouvoir fiscal, eh bien vous vous trompez !

A la veille des élections municipales, au crépuscule de votre mandat, Monsieur le Maire, votre bouclier social ne fera pas illusion, les contribuables "pigeons" apprécieront !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LEGARET, vous montez tout le temps sur vos grands chevaux, ce que je respecte, mais cela ne sert à rien. D'abord, vous avez été longtemps adjoint aux finances, donc quelles que soient vos déclarations, vous savez très bien que la fiscalité a plus augmenté quand vous étiez…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Non, elle a baissé.

M. LE MAIRE DE PARIS. - On est tous contribuables à Paris, alors on sait !

Deuxièmement, vous êtes, Monsieur…

Vous m'avez fait le plan sur les investissements, sur la confusion entre les autorisations de programmes et les crédits de paiement, vous êtes assez habile, je dois dire, mais cela reste faux.

Deuxièmement, vous avez parlé, - puisque vous avez parlé de campagne municipale, pas moi -, vous avez parlé des candidates qui peut-être jonglaient avec les chiffres. C'est votre candidate qui jongle avec les chiffres, puisqu'elle prend le produit des recettes fiscales, alors que nous avons 120.000 Parisiens de plus. C'était l'inverse quand vous étiez en responsabilité, ils partaient. Nous avons 68.000 entreprises de plus. C'était l'inverse quand votre famille politique était en responsabilité. Nous avons 70.000 emplois de plus. Première remarque.

Deuxième remarque, quand vous prenez l'évolution de la fiscalité à Paris depuis 2001, ce dont nous sommes responsables, ce sont les taux, pas les bases, et ce n'est pas à vous que je l'apprends. Or, les bases ont augmenté effectivement pendant dix ans par les décisions des gouvernements que vous souteniez et des budgets que M. LAMOUR a votés.

Je crains qu'elles ne continuent à augmenter. Mais en attendant, il y a dix ans, avec les budgets que vous avez votés à l'Assemblée nationale et qui ont augmenté ces bases.

Troisièmement, sur la protection des Parisiens, vous dites que c'est du bluff. Alors pourquoi les dépenses de solidarité à Paris ont augmenté depuis 2001 de 120 % ? C'est du bluff, cela ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Oui !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, c'est cela ! Vous avez du mal, quand même, vous avez hésité un peu.

Pourquoi on a créé l'allocation Paris Logement, etc. De ce point de vue-là, Monsieur LEGARET, excusez-moi mais je pense que vous êtes un peu moins crédibles que nous.

Troisièmement, vous dites, oui mais M. GAUDILLÈRE dit qu'on a décidé il y a un vœu, c'est toujours comme cela. Le Maire propose, consulte sa majorité et le Conseil de Paris dispose. Attendez, vous voudriez que je sois un Maire qui ne pense pas, qui ne propose pas et qui n'anime pas. Je sais, Monsieur LEGARET, que cela fait douze ans et demi que cela vous agace que je pense, que je propose et que j'anime. Eh bien, je vais vous faire de la peine, mais cela va durer encore cinq mois et demi. Ce n'est pas long à tenir. En tout cas, oui, nous allons tout à l'heure et, à l'occasion de ce vœu, je vous demanderai de vous prononcer pour ces initiatives qui me paraissent particulièrement opportunes.

Voilà, Monsieur LEGARET, ce que je voulais vous répondre.

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.D.I. à M. le Maire de Paris relative à la crue centennale.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et maintenant, je vais donner la parole à M. le Président POZZO di BORGO qui va nous parler du risque de crue.

M. Yves POZZO di BORGO. - Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et vous allez l'écouter tranquillement.

M. Yves POZZO di BORGO. - C'est gentil, merci.

L'O.C.D.E. vient de rendre un rapport d'étape sur les risques d'une crue centennale en Ile-de-France.

Le Maire de Paris et nous-mêmes, en tant qu'élus de la Capitale, nous avons le devoir commun de réfléchir et de prendre des décisions devant cet enjeu de catastrophe majeur qui guette notre région, et plus particulièrement notre ville. Car ce n'est pas le scénario improbable d'un film hollywoodien, le risque est bien réel, tous les experts s'accordent. Il ne s'agit pas de savoir si une inondation de type 1910 surviendra, mais de savoir quand elle se produira.

Or, clairement, notre région capitale est vulnérable. Nous ne sommes pas préparés. Le plan Orsec de défense de Paris et le plan du Ministère de la Défense visent davantage l'organisation des secours que la mise en place d'un dispositif de protection en amont, permettant de limiter la montée des eaux en cas de crue centennale.

Nous sommes dans la gestion immédiate de la crise, quand le véritable enjeu réside dans sa prévention. C'est ce que dit l'O.C.D.E. dans son rapport, et l'O.C.D.E. pointe un manque de prise de conscience du risque et un manque très fort de gouvernance sur ce sujet.

Cette prise de conscience réelle du risque est fondamentale, non pas du risque en lui-même mais de l'étendue de ses conséquences. L'O.C.D.E. attire l'attention sur les inondations de New York en 2011 pour en prendre la mesure : 19 milliards de dollars de dégâts, rien que pour Manhattan, 42 milliards pour l'état de New Jersey, 20 milliards au titre de perte de production, 265.000 entreprises touchées et 60.000 faillites. A l'échelle du Grand Paris, selon l'O.C.D.E., 5 millions de personnes seraient touchées et des dizaines de milliers d'entreprises en faillite. Les dégâts directs seraient non plus évalués à 11 milliards, comme on l'a fait ici plusieurs fois, mais à 40 milliards d'euros. C'est sans compter aussi avec le fait que l'Ile-de-France représente 29 % du P.I.B. du pays.

Monsieur le Maire, il est aujourd'hui indispensable que notre Conseil prenne la mesure des risques que fait peser cette épée de Damoclès sur le destin de notre Capitale.

Comptez-vous quitter la Ville sans que notre Conseil se saisisse de cette question et puisse véritablement non seulement en débattre mais prendre les décisions ?

Le projet de barrage-réservoir de la Bassée, élaboré par l'E.P.T.B. Grands Lacs de Seine, 10 gigantesques casiers capables de stocker 55 millions de mètres cubes, permettrait de réduire de 30 % le niveau des dégâts en empêchant la crue de franchir un seuil critique. Ce projet traîne depuis plusieurs années, faute de volonté politique. Malgré mes interventions au Sénat et ici, en raison de ce manque de gouvernance que pointe d'ailleurs l'O.C.D.E., c'est un seul casier pilote qui sera éventuellement réalisé à partir de 2019.

Monsieur le Maire, il y a manifestement un problème de gouvernance au niveau du Gouvernement et je souhaiterais qu'en ce qui concerne la Ville de Paris, nous prenions ce dossier en main. Vous partez au mois de mars, je souhaiterais que vous fassiez en sorte de ne pas partir sous l'eau !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, c'est gentil. Au-delà de la boutade de la fin, je vous remercie très sincèrement d'avoir posé cette question car c'est un sujet très grave et je souhaite que tous les élus s'intéressent à ce sujet.

D'autant que, depuis une douzaine d'années, Monsieur POZZO di BORGO, nous y avons travaillé beaucoup avec les services de l'Etat, quels qu'aient été les gouvernements. Je pense que l'on a bien travaillé, même s'il faut toujours être très modeste et prudent, mais on a beaucoup travaillé.

Avant que Mme LE STRAT vous donne le point de vue de la Municipalité, je souhaite que M. le Préfet de police dont ce sera la responsabilité principale, en cas de danger, avec notre concours, vous fasse le point de la situation. Puis, Anne LE STRAT vous donnera le point de vue de la Municipalité.

Sur ce sujet, franchement, d'abord la question de M. POZZO di BORGO est utile et pertinente. Deuxièmement, il y a moins d'occasions de ricanements ou de chahut là-dessus. Troisièmement, on bosse beaucoup et jamais assez.

M. Jean-François LAMOUR. - On a compris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LAMOUR, vous avez l'air aujourd'hui…

Pourquoi vous êtes-vous crispé comme cela ?

M. Jean-François LAMOUR. - La leçon a porté.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Bien, Monsieur LAMOUR !

Effectivement, beaucoup de travail a été fait. Ce n'est jamais suffisant et je souhaite que…

Ne soyez pas provocateur comme cela !

Je souhaite que M. le Préfet de police puisse en parler.

Allez-y, Monsieur le Préfet de police.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, Monsieur le Conseiller, ce phénomène d'une crue majeure à Paris fait l'objet, vous le savez, d'une documentation scientifique et technique très importante, qui a été rassemblée aussi bien par les services de l'Etat que par les collectivités locales, en particulier la Ville de Paris et d'autres acteurs dont je dirai un mot, qui doivent nous permettre d'anticiper l'impact d'un tel événement sur notre vie collective.

On sait aujourd'hui comment les choses pourraient se passer. La période de l'année à risque s'étend à Paris de novembre à avril. Si l'on se réfère aux modèles et aux épisodes passés, la crue serait d'une vingtaine de jours, avec un pic d'une semaine, et la décrue pourrait durer trois semaines.

Vous voyez bien qu'une crue centennale pourrait impacter la vie économique et sociale à Paris pendant deux à trois mois, compte tenu du fort ralentissement attendu pour le retour à la normale en ce qui concerne notamment les transports, dont nous sommes aujourd'hui beaucoup plus dépendants que nous pouvions l'être en 1910.

Plusieurs séries de mesures destinées à prévenir le phénomène ont été prises ces dernières décennies. C'est le cas notamment de la construction de bassins de rétention, que vous avez évoquée, Monsieur le Président, en amont de la Capitale. Malheureusement, il faut bien le dire, ces bassins pourraient apporter un répit mais, face à une crue de nature centennale, ces protections seraient sans doute insuffisantes : capacité de 830 millions de mètres cubes à reporter aux 3 ou 4 milliards de mètres cubes qui ont traversé Paris en 1910.

D'autre part, les protections qui ont été mises en place par la Ville de Paris quant à une crue de type 1910 - encore une fois, je rappelle qu'elle a atteint 8,62 mètres à l'échelle d'Austerlitz - n'ont pas été testées en situation réelle de grande crue.

Nous avons donc l'obligation d'anticiper. C'est pourquoi la Préfecture de police, à travers le Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité, travaille depuis des années en lien étroit avec l'ensemble des services de l'Etat, des services de secours, des opérateurs publics et privés, des collectivités et aussi des associations de sécurité civile à la prévention et à la gestion d'un tel événement. D'ailleurs, l'Association, pour répondre à une de vos questions, des acteurs de la société civile a encore été renforcée dans le cadre de la transposition de la directive européenne relative aux inondations, qui traduit, en effet, la nécessité de mettre en place une nouvelle gouvernance en matière de préparation et de gestion des crues.

Je dois dire que nous avons créé à Paris, avec mon collègue le Préfet de Région, un comité économique composé des chambres consulaires, qui travaille actuellement plus particulièrement sur la problématique particulière des P.M.E et P.M.I.

J'ai moi-même, compte tenu de la situation au printemps, où vous savez que les bassins de rétention étaient pleins, les nappes phréatiques étaient au niveau maximal… donc, nous avions quelques inquiétudes sur l'automne. Heureusement, l'été a été chaud, très chaud et très sec, comme vous le savez, et nous sommes revenus à une situation normale à l'approche de l'hiver.

Toutefois, je voudrais vous donner quelques indications sur le plan que nous avons préparé et qui intéresse, je crois, la population de Paris.

Ce n'est pas exhaustif mais les mesures envisagées sont de trois ordres.

D'abord, si nous avions à faire face à une crue de ce type, nous inviterions les populations n'ayant pas un besoin impérieux de rester à Paris, à quitter la région par leurs propres moyens, car les populations qui resteront sur place devront faire face à des conditions de vie très dégradées. Ce sera une incitation.

Deuxième mesure : avec la Ville de Paris, des dispositifs de circulation piétonne en zone inondable seront installés, de manière à permettre aux populations restées sur place d'accéder aux points de distribution d'eau potable, de produits alimentaires, de médicaments. Nous avons prévu aussi un dispositif pour les personnes isolées qui bénéficieraient de distribution à domicile, grâce aux associations de sécurité civile et aux personnels municipaux.

Troisième mesure : les forces de l'ordre seront, bien sûr, mobilisées pour assurer la sécurisation des bâtiments et la protection des biens situés dans les zones à risque, c'est-à-dire les zones inondées ou les zones à fragilité électrique. Elles seront également mobilisées, ces forces de sécurité, pour sécuriser les points de distribution : bien sûr, la Défense nationale participe activement à ce plan et c'est un concours dans un premier temps de 10.000 hommes militaires qui viendraient renforcer le dispositif de gestion de crise. Les armées, d'ailleurs, apporteraient également leur concours, si nécessaire, à la gestion des établissements de soins, de tous ces établissements qui sont confiés à l'A.R.S.

L'ensemble de ces mesures nécessitent, bien évidemment, la mise en place en amont, pour chaque opérateur de transports téléphoniques, de plan de continuité des services. C'est donc à la sensibilisation de l'ensemble de ces acteurs et à la rédaction de ces plans que nous travaillons actuellement, tout comme nous travaillons à la mise en situation réelle des acteurs au travers d'exercices réguliers.

Je terminerai en disant que je dois me rendre dans une quinzaine de jours à Prague pour rencontrer les autorités publiques qui ont eu la responsabilité des secours pendant le printemps. Ils ont assez bien géré cette crise, qui était une crise de très grande ampleur. On s'est aperçu d'ailleurs que les digues qui avaient été mises en place par les collectivités territoriales ont été relativement efficaces. J'y vais pour bénéficier de leur retour d'expérience, pour en profiter dans la préparation de nos plans.

Voilà, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, ce que je pouvais vous dire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur le Préfet de police.

La parole est à Mme Anne LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vous reconnais une vraie constance, Monsieur POZZO di BORGO, sur ce sujet. C'est votre sujet de fixation mais reconnaissez aussi ma constance dans la volonté d'en débattre au Conseil de Paris. Vous laissez supposer que nous n'en discutons pas assez dans cette Assemblée délibérante. J'ai fait le compte, quand même, depuis maintenant près d'un an et demi, c'est la cinquième fois que nous en parlons ici lors de différentes délibérations et de différents vœux.

Donc, nous avons à cœur de ne pas éluder ce sujet très important, le Maire l'a rappelé à juste titre. Nous sommes dans une situation où le risque peut sembler virtuel mais en réalité nous savons que nous aurons une crue et nous savons qu'elle aura un impact extrêmement important. Comme monsieur le Préfet l'a également rappelé, Paris est aujourd'hui dans une situation beaucoup plus vulnérable parce que beaucoup plus dépendante de différents réseaux et services.

Comment s'est préparée la Ville ? Car si je comprends bien, vous ne nous interrogez pas en tant qu'autorité d'État mais en tant que Ville. La Ville s'y est préparée sur différents plans.

D'abord, elle s'est préparée au niveau de la culture du risque et donc la sensibilisation, l'information et la communication. Je ne vous rappellerai pas les différents événements que nous avons organisés d'abord pour la commémoration de la crue centennale de 2010 qui nous ont permis, avec ces événements organisés au niveau des mairies d'arrondissement et de la mairie centrale, d'informer les différents acteurs sur le risque et sur la façon de s'y préparer.

Mais nous avons continué aussi avec d'autres acteurs, notamment les bailleurs sociaux. Nous avons par exemple une charte de gestion de l'eau qui est passée au Conseil de Paris, et nous travaillons avec les syndics de copropriété et avec l'ensemble des bailleurs pour la prise en considération de ce risque inondation et pour l'information de leurs locataires.

Je rappelle que cette charte de gestion de l'eau est la seule qui existe actuellement avec l'ensemble des bailleurs sociaux, et nous travaillons d'ailleurs pour l'élargir au secteur privé immobilier.

Nous avons évidemment travaillé sur la continuité du service. Tout cela est extrêmement important. Nous savons que cette crue se réalisera et il s'agit dans notre responsabilité d'assurer la continuité de service. C'est donc l'ensemble des directions de la Ville qui travaille à un plan de continuité de service. Nous avons d'ailleurs eu une réunion en septembre dernier au niveau du Secrétariat général de la Ville. C'était une réunion où je n'ai jamais vu autant de directions mobilisées autour d'une table pour travailler sur un retour à la normale et sur la continuité de service de l'ensemble des directions.

Nous faisons évidemment des exercices de gestion de crise, et donc je peux le dire aujourd'hui, même si ce n'est pas parfait, nous sommes bien plus préparés qu'il y a encore 10 ans quand, je me souviens, en 2001, en tant qu'opérateur d'eau, nous étions réunis autour d'une table à l'Hôtel de Ville et où, à l'évidence, il n'y avait absolument aucune préparation à la crue centennale.

Je terminerai sur deux petits points.

Sur La Bassée, vous dites là aussi à juste titre que c'est un projet important, mais M. le Préfet vous a répondu.

D'abord nous avons un casier expérimental. Vous savez très bien que les barrages et réservoirs, sachant que tous les départements y sont représentés, ont décidé, après 20 millions d'euros d'études, d'expérimenter un casier sur La Bassée. Nous sommes dans ce cadre-là et la Ville de Paris, en tant que département majoritaire au sein des barrages, contribue à 50 % de son financement.

Nous sommes aussi engagés dans un programme qui s'appelle le P.A.P.I., le programme d'action et de prévention contre les inondations. La Ville de Paris y est fortement mobilisée. Et nous aurons l'occasion d'en rediscuter en décembre prochain, lors d'une délibération au Conseil de Paris. Nous aurons encore l'opportunité de discuter de ce sujet et de voir comment la Ville de Paris est préparée. Vous rappelez l'étude de l'O.C.D.E., mais soyez honnête, Monsieur POZZO di BORGO, rappelez que cette étude a en effet pointé qu'il y avait un problème de gouvernance général au sein de l'agglomération parisienne pour la gestion du risque crue mais, et c'est mon dernier mot de conclusion, elle a aussi pointé noir sur blanc que Paris est le département le plus préparé à cette crue par rapport à tous les autres départements.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup…

Un mot si vous voulez.

M. Yves POZZO di BORGO. - J'ai l'impression de parler chinois. Je vous ai parlé prévention d'une crue ; je ne vous ai pas parlé gestion de crise d'une crue.

M. le Préfet me répond gestion de crise d'une crue ! Vous me répondez gestion de crise d'une crue ! Moi, je vous réponds prévention ! J'ai été élu sénateur en 2004, et ma première question au Sénat portait sur ce sujet parce qu'à l'époque, il manquait 800 millions d'euros pour les barrages de la Seine. Que ce soit le Gouvernement comme la Mairie, personne n'a bougé là-dessus ! Vous êtes 50 % de la Ville de Paris, et 50 % des barrages de la Seine : on n'a pas bougé !

Monsieur le Préfet, vous arrivez donc vous ne connaissez pas tout, mais c'est la grande responsabilité de la Préfecture de police, qui n'a pas considéré qu'à La Bassée, ce n'est pas suffisamment important. Le fait que les gouvernements successifs précédents et que la Ville de Paris n'a pas bougé vient du fait de vos services qui ont considéré que La Bassée… 5 centimètres ou 25 centimètres, c'était pareil ! Or quand vous économisez 25 centimètres, vous pouvez économiser 40 milliards ! Je le dis car c'est une affaire très importante.

J'en ai assez de parler de ce problème-là et qu'on me réponde gestion de crise. Mais attendez, Madame LE STRAT, c'est très gentil, faites vos réunions avec tous les fonctionnaires. D'ailleurs, le fait qu'il y ait autant de

fonctionnaires à vos réunions prouve que c'est un problème important et qu'il faut donc faire de la prévention plutôt que de la gestion !

Voilà, merci !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur POZZO di BORGO, autant j'apprécie beaucoup que vous mettiez ce sujet à l'ordre du jour…

Mais ce n'est pas vrai… Monsieur POZZO di BORGO, je vous réponds !

Anne LE STRAT… non, non, non ! Elle vous a répondu très précisément sur des décisions, et pas seulement sur la gestion de crise. Justement, parce que sur les intentions, je vous approuve mais après, je ne comprends plus pourquoi vous voulez donner le sentiment qu'on ne prend pas la prévention au sérieux, car on ne fait que cela.

J'ai le souvenir précis - je ne veux pas agacer M. LAMOUR -, mais quand je suis arrivé ici, il n'y avait rien ! Je me souviens d'une première réunion faite à la maison de la R.A.T.P. avec le Préfet - je crois que c'était Bertrand LANDRIEU. Il n'y avait rien ! Parce qu'il faut travailler avec la R.A.T.P., E.R.D.F., etc.

Moi je prends tout à fait au sérieux vos questions et je suis prêt à répondre tant que vous voudrez et à y travailler tant que vous voudrez avec vous, mais quand Anne LE STRAT vous donne des éléments de réponse sur la prévention, je vous supplie de les entendre.

Si vous lui suggérez encore d'autres initiatives, je vous entendrai mais là, il faut qu'on s'explique et que l'on soit de bonne foi. Il n'y a aucune raison d'en faire un objet polémique car honnêtement, si jamais cela se produisait, on serait tous logé à la même enseigne.

V - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative à la stigmatisation des Roms.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je donne maintenant la parole à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je demande à tout le monde, y compris aux adjoints qui répondent, d'observer le règlement. Monsieur le Préfet aussi s'il le peut mais je n'ai pas la même autorité !

Le règlement prévoit un temps pour les questions et les réponses.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Il est un autre changement climatique qui inquiète les élus écologistes, celui du climat politique national et parisien.

Jusqu'où iront certains élus dans les déclarations stigmatisantes à l'encontre d'une population, les Roms, pour servir des intérêts électoraux ? Jusqu'où sont-ils prêts à flétrir une partie essentielle de ce qui fait notre République, faisant le lit d'idées rétrogrades ?

Il me faut rappeler quelques-unes de ces déclamations.

A droite, la candidate à la Mairie de Paris mène campagne contre les Roms qui, selon elle "harcèlent beaucoup les Parisiens".

Mais tout aussi grave et peut-être davantage dans ses effets de légitimation de cette stigmatisation, la charge portée par le Ministre de l'Intérieur, multipliant les déclarations selon lesquelles ces populations ont, je cite, "Des modes de vie extrêmement éloignés des nôtres et ont vocation à revenir en Bulgarie ou en Roumanie".

A coups d'amalgames et de généralisations, c'est toute une population qui est présentée comme intrinsèquement incompatible avec la société française.

A rebours du discours populiste en vogue, il y a pourtant l'expérience de celles et ceux qui travaillent au quotidien à l'intégration de ces populations et qui éprouvent aujourd'hui désarroi et colère.

Le directeur des missions de "Médecins du Monde" dit ainsi n'avoir jamais rencontré un Rom qui aspire à vivre dans des bidonvilles. La grande majorité veut au contraire se sédentariser, travailler, s'intégrer, scolariser les enfants.

Mais la dégradation de leurs conditions de vie avec la multiplication des expulsions sans relogement les surprécarise. Ils sont de plus en plus exposés aux violences et aux mafias, et à la restriction d'accès aux soins et au travail qui entrave toute possibilité de s'intégrer.

De même, le bilan fait par Amnesty International de l'application de la nouvelle circulaire de 2012, que l'on pourrait baptiser "fermeté et humanité", montre l'échec du volet humanité. Dans les faits, c'est l'aspect fermeté qui domine. Le nombre d'évacuations forcées de campements illégaux a nettement augmenté depuis l'an dernier. La fermeté est en réalité une fermeture et l'humanité, elle, attend.

On le sait, les politiques d'intégration des populations discriminées et précarisées sont longues et difficiles, elles nécessitent des moyens, mais aussi du courage politique et de la sérénité.

Des initiatives courageuses sont menées par certaines collectivités et donnent des résultats ; citons l'exemple de la Ville de Montreuil, où une centaine de familles Roms sont aujourd'hui installées dans deux villages d'insertion et, pour certaines, dans 22 logements passerelles, dernier sas avant un accès vers le droit commun.

La Commission européenne a, quant à elle, injecté 1,7 milliard d'euros dans les programmes d'insertion. La Commissaire européenne Viviane REDING pointe l'hypocrisie française, en relevant que cette manne n'est pas, ou alors très peu, utilisée.

Répétons-le, les actions en faveur de l'intégration ne pourront aboutir dans le climat actuel malsain. Comme le souligne la Présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, les discriminations, les confusions et les amalgames, entretenus par des postures électoralistes et opportunistes, doivent être combattus et sanctionnés de manière ferme par une volonté politique réelle et affirmée.

Les élus écologistes y sont prêts, Monsieur le Maire.

Comment comptez-vous, dans ce climat actuel, contribuer à rétablir à Paris un climat propice aux politiques d'intégration des populations Roms ? Seriez-vous prêts à recevoir prochainement les représentants de ces communautés ? Quelles politiques novatrices entendez-vous mettre en œuvre à Paris en faveur de l'intégration de ces populations et avez-vous sollicité ou solliciterez-vous dans ce cadre les fonds européens encore largement sous-utilisés ?

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Olga va répondre, mais, franchement, pour les recevoir et pour mettre en œuvre une politique de solidarité, je n'ai pas attendu votre question.

La parole est à Olga.

De quoi vous vous mêlez, là ? On ne vous a pas donné la parole.

Madame Olga TROSTIANSKY ?

Il y a un règlement aussi pour M. BOURNAZEL !

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Mes chers collègues, je voulais remercier le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" d'avoir soulevé cette question, qui préoccupe notre Exécutif depuis longtemps : le grand mépris dans lequel sont plongées les populations Roms en errance sur notre territoire.

Les clichés les plus éculés, les amalgames les plus douteux, sont régulièrement utilisés par l'extrême droite, voire par la droite, pour faire des Roms les nouveaux boucs-émissaires de notre société.

Bien sûr, il faut lutter contre les réseaux criminels qui instrumentalisent des femmes et des enfants et contre lesquels je sais que la Préfecture de police est engagée avec détermination, mais lutter contre les réseaux, ce n'est pas lutter contre les victimes des réseaux, ce qui semble être la seule proposition portée par la Droite parisienne.

L'autre mal qui frappe les populations Roms est l'indifférence. Alors que la plupart vivent dans une pauvreté intolérable, les Roms suscitent bien peu d'attention ; il semble qu'il y ait une résignation presque générale à ne pas voir évoluer leurs conditions de vie pourtant totalement indignes.

Ce que nous apprennent les diagnostics sociaux que nous faisons faire de manière systématique, c'est la grande diversité des populations Roms, c'est la variété de leurs besoins et de leurs attentes. Nous devons donc inventer de nouvelles réponses pour les accompagner vers une vie meilleure, avec le soutien de politiques nationales et européennes qui, plus que jamais, doivent veiller à la mise en œuvre du principe de non-discrimination.

Notre unique règle, c'est l'application du droit, en premier lieu les droits des personnes, les droits des enfants tout particulièrement. Nous sommes très vigilants particulièrement à ce que l'obligation scolaire soit couplée au droit à aller à l'école, et je peux vous le dire, certaines mairies d'arrondissement font de l'obstruction en la matière.

A l'inverse, je veux souligner l'implication des maires des 18e, 19e et 20e arrondissements, du Nord-est, où les campements sont les plus fréquents, et je dois me féliciter de l'engagement des maires des 3e, 4e, 10e, 11e et 13e arrondissements, concernés particulièrement par l'installation de familles dans la rue.

L'accès aux soins et la prévention des mauvais traitements des enfants sont également des impératifs que nous entendons faire vivre. Les PASS hospitalières, les centres de santé, les services départementaux de protection maternelle et infantile accueillent les personnes de manière inconditionnelle.

Un autre droit, Mesdames et Messieurs, chers collègues, auxquels les populations Roms ont difficilement accès est l'hébergement. Les structures, les services d'orientation des personnes sans-abri doivent leur réserver un accueil inconditionnel, quand bien même les configurations familiales, souvent complexes, peuvent poser des difficultés.

Nos équipes de maraudes, en lien avec les maraudes spécialisées des associations, vont à la rencontre des familles installées dans la rue, s'assurent qu'elles disposent d'un hébergement, incitent les familles à s'y rendre et veillent à la continuité de cet hébergement.

Lorsque nous obtenons de la justice l'éviction d'un campement illicite avec la Préfecture de Région, avec le Préfet de police, nous proposons systématiquement un hébergement aux personnes.

Mes chers collègues, je voulais vraiment l'affirmer aujourd'hui, nous ne sommes pas résignés ; chaque jour, nous nous battons pour trouver des solutions, pour répondre à ces nouveaux visages de la pauvreté, même quand ils mettent en difficulté les réponses traditionnelles.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Olga TROSTIANSKY.

Vous voulez dire un mot de plus ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais simplement rappeler que Paris doit faire honneur à sa réputation de ville-lumière, ouverte sur le monde, et qu'à l'égard des populations qui sont discriminées et marginalisées, il nous faut une politique d'hébergement et d'accompagnement vers le droit commun, vers le logement, vers l'emploi et vers la santé. On n'en attend pas moins, bien entendu, d'une municipalité comme la nôtre.

Je voulais simplement faire remarquer que dans le cadre de la circulaire d'août 2012, le volet sécuritaire est souvent mis en avant, mais on oublie qu'il y a également un volet humanisation, qui est le préalable à toute politique de démantèlement des camps ; c'était d'ailleurs aussi un des engagements du Président de la République lorsqu'il était candidat à la Présidence de la République. J'entends que la politique qui sera menée sur le territoire parisien s'inscrive bien dans ce cadre de l'application pleine et entière de cette circulaire, et notamment sur son volet humanitaire.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'abord, je rappellerai que nous sommes au Conseil municipal, pas à l'Assemblée nationale, et de ce point de vue, je vais réaffirmer un certain nombre de choses qui ne sont pas nouvelles et où je n'ai attendu aucune admonestation.

Deuxièmement, je pense que ces sujets, comme les sujets de sécurité, ne se prêtent absolument pas aux exploitations électoralistes ou aux outrances, quelles qu'elles soient.

A Paris, Monsieur NAJDOVSKI, depuis toujours, quel que soit le Gouvernement et quel que soit le Préfet de police, l'équipe municipale a l'attitude suivante : nous proposons aux populations concernées un accompagnement social, un hébergement, un parcours, et si elles l'acceptent, très bien, si elles n'acceptent pas et qu'il y a des raisons, notamment de sécurité, de faire évacuer les campements, nous le faisons.

Avec ce Gouvernement comme avec le précédent, je n'ai jamais accepté une évacuation qui ne soit pas précédée par le diagnostic social et les actions sociales.

Monsieur NAJDOVSKI, je n'ai même pas attendu la très bonne circulaire signée par Jean-Marc AYRAULT, Manuel VALLS et Cécile DUFLOT pour appliquer cette politique avant même que cette circulaire existe !

Mais je vous le dis tout autant, je n'accepte pas les troubles à l'ordre public.

A partir du moment où il a été proposé à ces populations des solutions, alors je dois aussi protéger la tranquillité publique, je dois permettre à des enfants de jouer dans des jardins, d'utiliser des gymnases - cela va vous rappeler un vieux souvenir et je vous rafraîchirai la mémoire si vous voulez -, et je dois veiller, lorsqu'on aménage la place de la République, à ce que la place de la République puisse être utilisée par tous les citoyens sans distinction. Je ne veux aucune discrimination d'aucun sens ! C'est clair, net, précis, c'est comme cela depuis 12 ans et ce sera encore comme cela pendant cinq mois et demi !

VI - Question d'actualité de M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris sur les perspectives budgétaires de la Ville et du Département de Paris pour 2014.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. MARTINS.

Je vous avais promis que je serai Maire totalement jusqu'à la dernière seconde ! Méfiez-vous de la dernière séance !

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, j'ai remarqué que vous étiez toujours de bonne composition pour créer un contexte favorable à mes prises de parole ; c'est gentil de mettre l'ambiance avant que j'intervienne…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous aussi, cela ne m'a pas échappé !

Il y a des choses que je ne comprends pas, mais je prends acte de tous vos votes au Conseil de Paris.

M. Jean-François MARTINS. - Tous ? Ils sont longs.

Monsieur le Maire, outre et au-delà la question de M. le Président LEGARET ce matin, la question des perspectives budgétaires de la Ville n'est pas une simple question de rappel au règlement, il y a une question plus fondamentale qui est une question démocratique et civique.

Nous rentrons dans une séquence électorale qui ne vous aura pas échappée et il me semble que les cinq mois et demi que vous venez de mentionner doivent se faire dans la clarté, la clarté du débat public sur les perspectives budgétaires de la Ville.

Notamment, puisque vous ne concourrez pas dans cette élection, Monsieur le Maire, vous avez une mission primordiale, civique de salut public : celle de faire en sorte que vos aspirants successeurs ne disent pas tout et n'importe quoi sur les finances de la Ville.

Dans les temps politiques qui sont les nôtres et dans le week-end électoral que l'on a connu, je crois que considérer que les électeurs peuvent faire des choix en conscience et de manière honnête, avec des informations justes et vraies, sera un élément primordial.

Monsieur le Maire, indépendamment du débat budgétaire que nous aurons le moment venu, il est, je crois, aujourd'hui, important de vous interroger sur les perspectives, car 2014 sera, d'un point de vue budgétaire, une année de tempête pour la Ville de Paris et je n'ai pas l'impression que nous disposions aujourd'hui des instruments de navigation.

Tempête sur les dépenses de la Ville de Paris, parce que ce sera, 2014, la première année pleine de l'aménagement des rythmes éducatifs. Ce sera une année où l'Etat va continuer à se désengager et qui nécessitera pour la Ville des dépenses supplémentaires en matière de santé, en matière de logement. Vous devriez vous surprendre comme moi que, alors que le Gouvernement précédent s'était particulièrement désengagé sur la question du logement à Paris, le Gouvernement actuel fait pareil, voire pire.

De la même manière, Monsieur le Maire, il me semble que l'année prochaine sera, d'un point de vue des dépenses, une année là encore de tempête, je le disais, parce que la cession du foncier de l'Etat, dans le cadre notamment du projet de loi Duflot, va nous obliger à investir.

C'est bien pour le logement, mais cela va nécessiter une capacité d'investissement importante.

On en a finalement très peu parlé - et je serais heureux d'entendre M. GAUDILLÈRE sur ce point - le relèvement des taxes et en particulier de la T.V.A. va avoir des conséquences sur les dépenses directement de Paris et j'aimerais savoir à combien ces dépenses se chiffrent.

Or, face à cette tempête de dépenses, on a selon toute vraisemblance des recettes qui vont manquer et qui vont diminuer. On parle déjà d'un volume de droits de mutation en baisse de près de 20 à 25 %. On sait que le Gouvernement, dans son grand courage, sur la réduction des dépenses publiques, va faire peser cette réduction sur les collectivités locales : près de 2,5 milliards d'euros sur les deux prochaines années qui, selon toute vraisemblance, là encore, si l'on fait une règle de trois, devraient nous coûter quelques 150 millions d'euros en moins de dotation de l'Etat, plus une augmentation de la péréquation, plus une augmentation de ce que la Ville de Paris va payer pour aider à la solidarité, parce que nous avons la chance, je vous le reconnais, Monsieur le Maire, d'être une commune riche.

Tout cela…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, bien gérée !

M. Jean-François MARTINS. - Je vous laisse la liberté de cette assertion !

Bref, nous sommes dans un contexte, Monsieur le Maire, où les dépenses en 2014 devront augmenter et les recettes, elles, vont diminuer.

La question est simple, Monsieur le Maire : manquera-t-il au prochain Maire de Paris entre 500 millions et un milliard d'euros pour faire la politique qui est nécessaire ?

Le temps des vaches maigres s'annonce-t-il à Paris ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur MARTINS, Bernard GAUDILLÈRE va vous répondre, mais je vous ai connu mieux inspiré. C'est votre droit, je le respecte.

Je vais laisser Bernard GAUDILLÈRE vous donner la réponse de l'Exécutif. Vous rebondirez si vous voulez, mais votre question m'inspire vraiment beaucoup, beaucoup de commentaires. On va voir.

Bernard GAUDILLÈRE, d'abord.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

M. MARTINS, qui a peut-être le sens de l'humour, a laissé entendre que certains candidats ou certaines candidates aux élections municipales disaient, je cite, "n'importe quoi en matière budgétaire".

Je ne sais pas qui il visait, mais je peux le rassurer : pour ceux et celles qui gèrent Paris depuis 13 ans, ils et elles ne disent pas n'importe quoi sur ce point, ni d'ailleurs sur les autres.

La question de M. MARTINS se situe dans le cadre d'une espèce de polémique qui a débuté ce matin et dont je ne comprends pas très bien le sens.

Nous avons décidé, effectivement, de déplacer le débat d'orientations budgétaires au Conseil de novembre et, dans un instant, je dirai pourquoi, je développerai ce que le Maire a déjà dit ce matin, mais je ne vois pas très bien les raisons pour lesquelles ce report pourrait nous être reproché.

Nous vous avons dit, Monsieur LEGARET, ce matin que, si le Conseil de Paris nous donne des orientations différentes de celles auxquelles nous songeons - ce qui est possible, car nous ne prenons pas le Conseil de Paris pour une chambre d'enregistrement, contrairement à ce que vous avez soutenu tout à l'heure -, il est clair que nous les traduirons, nous aurons largement le temps de les traduire dans les documents budgétaires qui sont transmis, sauf erreur de ma part, 15 jours avant le Conseil aux élus du Conseil de Paris alors que cinq semaines vont s'écouler entre le Conseil de novembre et le Conseil de décembre.

Voilà pour l'intérêt du débat qui sera le même que tous les ans.

Deuxièmement, il se trouve que, cette année, nous avons une incertitude très forte, comme l'a rappelé Bertrand DELANOË, sur une recette importante qui est la C.V.A.E.

Cette année, nous avons eu une recette de C.V.A.E. qui, de manière totalement inexplicable, a été très supérieure à ce que nous avions inscrit au budget primitif.

Elle est inexplicable en ce sens que, dans d'autres collectivités françaises, on a observé le même phénomène et, au jour d'aujourd'hui, six mois après la découverte de ce phénomène, ni la Direction générale des finances publiques ni la Direction générale des collectivités locales n'ont été capables de nous expliquer pourquoi cette recette avait été beaucoup plus importante.

Donc, nous souhaitons, parce que nous sommes épris de sincérité budgétaire, comme vous l'étiez vous-même quand vous étiez adjoint aux finances, inscrire une recette de C.V.A.E. qui soit…

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est à M. MARTINS qu'il faut répondre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je m'adresse à M. LEGARET, j'ai le droit de m'adresser à M. LEGARET, mais je réponds par là même à M. MARTINS, bien entendu.

Je disais que nous souhaitons inscrire une recette de C.V.A.E. qui soit absolument certaine, sincère et qui soit partagée avec l'Etat parce que c'est l'Etat qui est au centre de ces calculs.

L'Etat nous a dit que cette notification de C.V.A.E. interviendrait à la fin du mois d'octobre. C'est très simple.

Je n'évoquerai que pour mémoire l'aspect juridique qui a été exposé il y a un instant par M. MARTINS. Le Code des collectivités territoriales prévoit que le débat a lieu dans un délai de deux mois, c'est dans un délai de deux mois, pas deux mois avant le débat budgétaire.

Je vous signale qu'il y a une jurisprudence à cet égard, je réponds à la fois à M. LEGARET et à M. MARTINS pour ne vexer personne : le Conseil d'Etat a effectivement, une fois, annulé un débat d'orientations budgétaires qui s'était situé trop près du débat budgétaire lui-même parce que c'était le même jour et que, effectivement, il était difficile de tenir compte du débat sur les orientations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'était en quelle année ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Ce n'était pas à Paris, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'ai cru que c'était avant 2001, ce serait bête de ne pas connaître l'année !

Vous voyez, je vérifie d'abord ce qui est vrai !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Conclusion : nous agissons bien entendu dans la légalité. Nous avons une raison tout à fait transparente et tout à fait sérieuse d'attendre le mois de novembre et je vous garantis que les lignes directrices que ce débat fera apparaître se retrouveront mot pour mot dans le budget que vous aurez à voter en décembre.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, je regrette que M. GAUDILLÈRE et vous-même ayez pris ma question comme polémique.

Au-delà de la C.V.A.E., il y a de vraies questions sur la dotation de l'Etat, sur lesquelles j'imagine que M. GAUDILLÈRE et vous-mêmes êtes mieux informés que nous et il eut été utile - et, là encore, de bonne conscience - que nous ayons, avant même le débat d'orientations budgétaires, quelques idées des perspectives a minima des dotations de l'Etat sur l'année qui vient, tout simplement.

Il n'y avait pas de question polémique. Je n'utiliserais pas ma question d'actualité, Monsieur le Maire, pour m'intéresser à savoir si le calendrier est conforme à la loi.

Le sujet de fond est beaucoup plus intéressant et je regrette que vous n'y ayez pas répondu.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur MARTINS, je vous ai écouté vraiment attentivement. Toutes les questions que vous posez ne peuvent trouver de réponse et d'échange qu'au mois de novembre.

Vous me demandez, par exemple, quel sera le montant de la dotation de l'Etat. Je ne le connais pas. C'est pour cela que je répondais ce matin à M. LEGARET qu'il valait mieux le faire sérieusement en novembre que sans éléments de base, aujourd'hui.

En revanche, sans que ce soit une intention partisane, vous disiez dans votre propos plusieurs choses sur lesquelles je veux faire une mise au point.

D'abord, oui, les droits de mutation sont en baisse, mais je peux vous dire que mon intuition, c'est que, à la fin de l'année 2013, nous serons bien au montant tel que nous l'avons rectifié dans le budget supplémentaire de juillet. J'espère un peu au-dessus, pour rassurer M. MARTINS.

Deuxièmement, c'est vrai que le budget 2014 va être sérieux, et nous aurons deux occasions d'en parler, la séance de novembre et la séance de décembre, mais il n'y a pas de raison de s'affoler. Il y a des raisons d'être

graves, il y a une crise et il y a des difficultés. Mais il se trouve que Paris est non pas riche mais gérée de telle sorte que nous avons un taux d'endettement très inférieur à toutes les grandes villes de France, et notamment Bordeaux et Marseille. Il se trouve que nous avons un taux de fiscalité très inférieur à la plupart des grandes villes de France et qu'en plus je ne souhaite pas l'augmenter en 2014.

Je vais même vous faire une confidence. Si, si, j'y tiens. Le Gouvernement vient d'autoriser les départements à augmenter le taux des droits de mutation. Je n'ai pas l'intention d'utiliser cette possibilité, parce que je veux préserver et les Parisiens et la dynamique économique de Paris.

Donc vous voyez pour ce budget, effectivement il me manque beaucoup d'éléments aujourd'hui pour organiser le débat. Il va nous demander à tous beaucoup de sérieux, mais il n'y a pas de raison de s'affoler.

En même temps, je vais vous dire - je vous demande de me croire parce que je vous sais de bonne foi -, j'ai bien l'intention de vous proposer un budget qui soit sincère et valable pour toute l'année 2014. Et quelle que soit la personne qui sera assise ici, le 7 avril prochain, je vous jure que cette personne aura les moyens de faire tourner la boutique et de mettre en œuvre son projet, parce qu'avec Bernard GAUDILLÈRE, avec mes adjoints, nous avons vraiment pour scrupules de faire en sorte que, à partir de l'expression du suffrage universel, il y ait bien sûr la possibilité pour les futurs élus de mettre en œuvre la politique pour laquelle ils seront élus. En tout cas, ce qui dépend de moi, c'est-à-dire du côté des finances saines de la Ville de Paris, je vous jure que je m'y emploierai et que ce sera vraiment le cas, évidemment pour tous les observateurs de bonne foi.

Je vous remercie.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à seize heures, est reprise à dix-neuf heures vingt minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTEUR, adjoint).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

Observation sur le déroulement de la séance.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - M. LEGARET demande la parole, donc je donne la parole au président LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Très brièvement, Monsieur le Maire, sur le déroulement de la séance, puisque, en Conférence d'organisation, il a été décidé de suspendre ce soit à 20 heures. Juste avant la pause méridienne, on nous a annoncé que l'on pourrait aller jusqu'à 21 heures, ce qui ne nous paraît pas conforme aux décisions de la Conférence d'organisation.

Ceci étant, dans un esprit conciliant, nous proposons d'aller ce soir jusqu'au terme des affaires de la 6e Commission et de suspendre vraisemblablement vers 20 heures 15, 20 heures 30 au plus tard.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - C'est parfait. J'imagine que tout le monde est favorable, notamment M. GAUDILLÈRE qui suit nos travaux avec une attention particulière.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans un jury d'architecture.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je vous propose de procéder à la désignation, au scrutin secret, des représentants suivants au sein du jury d'architecture ci-après :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la création de quatre classes, d'un centre cuiseur de 1.500 repas/jour par démolition-reconstruction et restructuration partielle du groupe scolaire 21, rue Dupleix et 5-7, place du Cardinal-Amette (15e) (R. 25) :

Titulaires :

M. Claude DARGENT,

Mme Fatima LALEM,

M. Gilles ALAYRAC,

M. Philippe GOUJON,

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE.

Suppléants :

M. Hermano SANCHES RUIVO,

Mme Olivia POLSKI,

Mme Danièle POURTAUD,

M. Jean-Baptiste MENGUY,

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis).

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux manifestations sur la place Edouard Herriot.

M. Christian SAUTTER, président. - Nous passons au vœu n° 24, qui est relatif aux manifestations sur la place Edouard-Herriot.

M. POZZO di BORGO intervient et, pour lui répondre, nous aurons au moins M. Mao PENINOU et peut-être M. le Représentant du Préfet de police s'il est dans les couloirs.

M. Yves POZZO di BORGO. - Monsieur le Préfet de police, c'est un vœu concernant les manifestations sur la place Edouard-Herriot, dans le 7e arrondissement, devant l'Assemblée nationale.

La plupart des manifestations organisées à proximité de l'Assemblée nationale le sont sur la place Edouard-Herriot, à l'angle des rue Aristide-Briand et de l'Université, dans le 7e arrondissement.

Le nombre de ces manifestations a sensiblement augmenté depuis septembre 2012, en semaine comme le week-end et, considérant que leur intensité sonore a également sensiblement progressé en atteignant, voire en dépassant la limite du supportable pour les riverains et les journalistes travaillant autour de l'Assemblée nationale, perturbant le travail de ces derniers, place du Palais-Bourbon ou dans les locaux dédiés à la chaîne LCP.

Je sais que le nombre a augmenté ; on me dit que c'est également pour le mariage, mais je crois que pour le mariage, il y en a eu beaucoup plus du côté des Invalides.

Ces manifestations entraînent de fréquentes vérifications d'identité pour les riverains.

La liberté d'expression et de manifestation entre ici en inférence avec la liberté de circulation, la liberté d'information, le respect du voisinage et la liberté du commerce.

Je pense que d'autres lieux proches de l'Assemblée nationale peuvent permettre des manifestations comme, par exemple, l'esplanade des Invalides.

Nous demandons donc que le Conseil de Paris soit informé de l'évolution précise du nombre de manifestations se déroulant place Edouard-Herriot, qu'une meilleure répartition géographique des manifestations soit réalisée en concertation avec la Préfecture de police et les organisateurs, notamment en délestant cette place au profit de l'esplanade des Invalides, et que la fréquence des manifestations, et surtout que leur nuisance sonore… Vous ne pouvez pas savoir, pour les parlementaires qui vont là-bas, je ne parle pas des sénateurs mais des députés ou des assistants parlementaires qui travaillent avec eux, la caisse de résonance que provoque cette place ; c'est vraiment infernal.

D'ailleurs, les deux cafés à côté ont leur chiffre d'affaires qui a baissé de 25 %. Quand il y a une manifestation, leur chiffre d'affaires baisse. C'est vraiment un bruit complètement fou.

Enfin, qu'une réflexion soit engagée à ce propos entre la mairie du 7e arrondissement, le conseil de quartier Invalides et la Préfecture de police, mais je crois que M. le Préfet devrait me répondre sur ce point.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - J'ai été généreux, vous avez doublé votre temps de parole.

Monsieur le Représentant du Préfet, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire, Monsieur le Président, Monsieur le Sénateur.

Effectivement, la place Edouard-Herriot constitue le point d'arrivée traditionnel d'un certain nombre de cortèges qui souhaitent aller se faire entendre à proximité de l'Assemblée nationale ; il est exact, par rapport au ressenti que vous avez, que depuis le début de l'année 2013, le nombre de manifestations est en hausse sur le site, il y en a une soixantaine de plus que sur la période précédente, en 2012.

Les causes de cette augmentation, de notre point de vue, sont au moins doubles.

D'abord, il n'est pas illogique qu'en début de mandature, les assemblées parlementaires focalisent l'attention plus qu'elles ne pouvaient le faire au début de l'année 2012, en fin de mandature ; vous avez évoqué le mariage pour tous, ce sont entre 20 et 25 % des nouvelles manifestations enregistrées place Edouard-Herriot qui sont liées au projet de mariage pour tous, et donc qui se sont tenues à côté de l'Assemblée nationale.

Deuxième tendance, une part croissante de ces rassemblements n'a pas été déclarée, a été organisée de manière inopinée, ce qui réduit d'autant la marge de manœuvre de la Préfecture de police dans la négociation qu'elle engage avec le déclarant de la manifestation.

Dans ce cadre, et compte tenu des éléments que vous nous faites remonter, la Préfecture de police entend le sens du vœu que vous déposez et s'engage à être vigilante sur deux choses.

D'abord, le lieu de la manifestation, encore une fois, dans le cadre des pouvoirs qui nous sont conférés, c'est-à-dire que nous n'avons pas de marge de manœuvre, une fois qu'une manifestation nous est déclarée en Préfecture, on ne peut qu'en prendre acte ou l'interdire, mais on peut tout de même essayer de négocier, d'ouvrir un champ de négociation, donc on va essayer de le faire au profit des Invalides.

Ensuite, j'entends ce que vous dites sur le bruit, les nuisances sonores ; là aussi, les manifestants, traditionnellement, sont mis en garde contre le respect d'un certain nombre de règles sonores. Sur le site, on sera encore plus vigilant dans les mois qui viennent.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Préfet.

La parole est à M. PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Pas grand-chose à ajouter à ce que vient de dire M. le Représentant du Préfet de police, si ce n'est qu'au-delà des nuisances sonores, indiquer au Conseil que nous sommes actuellement en discussion avec la Préfecture de police pour intégrer aussi une lutte contre les nuisances en matière de propreté qui suivent les manifestations et que soit signalé aux organisateurs de manifestations qu'ils ont un certain nombre d'engagements à respecter sur ce point.

En dehors de cela, le droit de manifester est un droit intangible dans notre pays, tant qu'il ne met pas en cause l'ordre public et je rejoins ce que vient de vous dire M. le Représentant du Préfet de police.

A partir de ce moment, je vous demande de retirer votre vœu.

M. Yves POZZO di BORGO. - Nous sommes tous d'accord ; on ne voit pas pourquoi retirer le vœu, il accompagne un peu ce que vous dites et ce que dit le Préfet.

C'est comme vous voulez, mais c'est plus pour marquer le coup. Je ne le retire pas. Vous pouvez voter contre, mais c'est un peu idiot, parce que cela accompagne ce que vous dites, PENINOU, et ce que dit le Préfet.

Ce n'est pas quelque chose de fondamental ; c'est pourquoi je souhaite le maintenir.

Faites comme vous voulez au niveau du vote, mais c'est un peu illogique par rapport à ce que vous dites.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous ne le retirez pas, donc un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

C'est la logique politique !

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux chiffres de la délinquance.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 25, relatif aux chiffres de la délinquance.

La parole est à M. HÉLARD, pour une minute.

M. Eric HÉLARD. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet, lors de la séance des questions d'actualité du 10 décembre 2012, au nom du groupe U.D.I., j'avais appelé l'attention de M. le Préfet de police sur la problématique de l'insécurité dans la capitale. Il avait répondu précisément aux préoccupations exprimées et indiqué qu'il était disposé à communiquer régulièrement à l'ensemble des conseillers de Paris l'évolution des chiffres de la délinquance.

Je pense que le délai d'un an est raisonnable pour l'obtention de chiffres significatifs, d'autant plus qu'un nouvel outil statistique devait être mis en place cette année.

Les médias distillent régulièrement des chiffres, souvent alarmants, et il me semble donc, plutôt que de laisser se répandre des statistiques officieuses, qu'il serait bon d'avoir ici, en séance, une communication sereine à ce sujet, lors de la séance, par exemple, des 16 et 17 décembre prochains. Ainsi, nous aurions une idée précise et sérieuse de l'évolution de la délinquance à Paris depuis un an.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Avant de donner la parole à M. le Préfet de police et à son représentant, pour répondre à ce vœu, je souhaite rappeler que les statistiques de la délinquance sont un sujet extrêmement complexe et trompeur. Nous l'avons vu avec la politique du chiffre menée par le précédent Gouvernement qui a provoqué de grandes manipulations statistiques.

Le rapport de l'Inspection générale de l'administration, publié le 12 juillet dernier, révélait, par exemple, que dans le 17e arrondissement, plusieurs milliers de faits n'avaient pas été du tout passés en statistiques en 2012 et qu'il s'agissait là d'une pratique de dissimulation massive, comme il en existait tant d'autres : report des plaintes sur le mois suivant, sur l'année suivante, refus de réception des plaintes, etc.

Je pense qu'à ce stade, nous pouvons nous mettre d'accord sur le fait que l'exigence de performance ne peut mener qu'à une course aux bons chiffres.

Dès son arrivée au Gouvernement, le Ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS, a donc tout de suite souhaité mettre fin à la politique du chiffre.

Je tiens à ajouter que les chiffres sont ce que l'on veut bien en faire, les statistiques ne sont jamais un outil neutre et il faut les manier avec précaution. Nous devrons sortir de cette logique pour discuter le fond et nous concentrer sur les actions.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur PENINOU.

La parole est au Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Conseiller, comme M. le Préfet de police a déjà eu l'occasion de le dire, vous y avez fait référence, l'analyse statistique 2013 souffre d'un certain nombre de biais méthodologiques désormais bien documentés, et Mao PENINOU a fait référence au rapport des inspections publié à l'été dernier, certains passage concernent, d'ailleurs, la capitale, et je ne peux que vous y renvoyer, puisque le Ministre avait fait le choix de rendre public ce rapport.

Comme vous l'avez indiqué également, Monsieur le Conseiller, le Ministre a souhaité engager une réforme de l'outil statistique autour d'une présentation renouvelée des données et une nouvelle matrice, plus fine, et également plus opérationnelle, qui intègre, au-delà des simples faits pénaux, un certain nombre d'éléments de main courante, pour rendre compte aussi de l'évolution de la situation sur le terrain.

Dans ce cadre, et pour faire suite à votre demande, vous sollicitez que M. le Préfet rende compte aux élus de ce Conseil d'ici la fin de l'année de l'évolution détaillée de la délinquance dans la Capitale ; telle est bien son intention. Comme chaque année, comme il est de tradition lors du débat budgétaire annuel, il reviendra en détail sur l'ensemble des résultats enregistrés à Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Préfet.

Le vœu n° 25, avec un avis ?

M. Mao PENINOU, adjoint. - Les éléments viennent de nous être donnés, donc soit, sur la base de ces éléments, vous retirez votre vœu ; si vous le maintenez, on le votera.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur HÉLARD ?

M. Eric HÉLARD. - Nous maintenons le vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'accord.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 220).

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif aux manifestations anti-IVG.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 26 est relatif aux manifestations anti-I.V.G.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour une minute.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, la rédaction du vœu est un peu impropre, alors je vais me permettre de la préciser ; il ne s'agit pas d'interdire les manifestations anti-I.V.G., mais d'interdire celles qui contreviennent à la loi et en particulier deux d'entre elles, la première, celle qui est la loi Neiertz qui empêche et l'entrave à l'I.V.G. et l'entrave à l'accès aux établissements de santé, c'est la loi, et le deuxième élément, c'est celle qui interdit - et la Préfecture de police a eu l'occasion déjà d'user de ce droit - les prières dans la rue.

Il s'avère que ces manifestations anti-I.V.G. font les deux, elles empêchent l'accès aux établissements de santé et, parfois, à l'aune de chapelets et de prières, elles sont de l'ordre du religieux dans l'espace public.

Par conséquent, ce vœu demande au Maire de Paris d'interpeller le Préfet de police pour que, si ces manifestations contreviennent à la loi, elles soient, en tant que telles, soumises à la loi par la Préfecture de police.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. le Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serai assez rapide : depuis la réouverture en 2011 d'un centre pratiquant l'interruption volontaire de grossesse à l'hôpital Tenon, ce sont un nombre important de rassemblements, à chaque fois de 30 à 40 personnes,

qui ont été constatés à l'initiative de S.O.S. Tout-Petits avec, à chaque fois ou en tout cas de nombreuses fois, des contre-manifestations.

La Préfecture de police, depuis 2011, a mis à chaque fois des dispositifs policiers adaptés avec deux objectifs, d'abord clairement laisser en permanence libres les accès à l'hôpital Tenon, on comprend bien évidemment pourquoi, mais également être présent pour prévenir tout risque d'affrontement entre manifestants, ce qui a nécessité la prise d'arrêtés d'interdiction, soit sur un périmètre soit de l'ensemble de la manifestation, c'était le cas le 13 septembre dernier puisque l'ensemble de la manifestation avait été interdit, compte tenu des risques que nous pressentions. La manifestation avait été interdite en septembre dernier.

Ces dispositifs ont rempli leur objectif et, il y a 15 jours, l'association S.O.S. Tout-Petits a annoncé son intention désormais de se rassembler, non plus à Tenon dans le 20e arrondissement, mais dans le 14e arrondissement, à proximité au centre de la maternité de Port-Royal.

Lorsque la Préfecture a eu connaissance de ce projet, elle a d'abord fait savoir aux organisateurs qu'il n'était pas du tout envisageable de se rassembler aux abords immédiats du centre pratiquant l'interruption volontaire de grossesse. Malgré cela, effectivement, une contre-manifestation est intervenue qui aurait pu générer des incidents si les services de police n'étaient pas intervenus.

C'est pourquoi, dans ce contexte et compte tenu de la configuration des lieux aux abords de la maternité de Port-Royal, où l'association entend encore se rassembler à l'avenir, le Préfet de police appréciera de très près la situation au regard des risques de trouble à l'ordre public encourus et n'hésitera pas à prendre toutes les mesures pour prévenir tout incident ou provocation, sans exclure d'interdire la manifestation comme il l'avait fait le 13 septembre dernier sur le 20e arrondissement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Monsieur PENINOU, vous avez la parole.

M. Mao PENINOU, adjoint.- Ce sera un avis favorable, bien sûr.

Depuis le printemps 2011, vous l'avez indiqué, l'hôpital Tenon a été l'objet de multiples rassemblements des anti-I.V.G. et ma collègue Frédérique CALANDRA a saisi de nombreuses fois la Préfecture de police dans cet hémicycle sur ces débordements violents avec des contre-manifestants.

Vous l'avez rappelé, Monsieur le Conseiller, la loi Neiertz condamne le fait de perturber l'accès aux établissements pratiquant les interruptions volontaires de grossesse.

Monsieur le Préfet, notre demande reste la même : l'interdiction de tout rassemblement aux abords de l'hôpital Tenon et de la maternité Port-Royal entre autres. Ces rassemblements sont contraires aux principes républicains d'accès aux établissements de santé et au droit à l'avortement.

Ce sont des menaces et des provocations insupportables qui créent un trouble manifeste à l'ordre public et posent aussi des difficultés de circulation.

Parce que le droit pour les femmes de pouvoir librement choisir d'avoir un enfant est un droit fondamental, parce que ces rassemblements entravent la liberté individuelle des citoyens et que le risque d'affrontement sur l'espace public entre les manifestants et les contre-manifestants existe réellement, je ne peux que soutenir le vœu de M. MARTINS.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 26 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 221).

2013 DPVI 141 - Subventions (265.301 euros) avec conventions à 43 associations porteuses de 59 emplois d'adultes relais.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DPVI 141relatif à une subvention de 265.301 euros avec convention à 43 associations porteuses de 59 emplois d'adultes relais.

La parole est à Mme STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Il s'agit simplement d'un amendement technique qui corrige une coquille.

Je vous invite à l'adopter, ainsi que le projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement technique n° 27.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 141 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DPVI 141).

2013 DPVI 144 - Subventions (50.000 euros) à 16 associations sur les quartiers "politique de la ville" au titre du Fonds d'Innovation Sociale.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DPVI 144. Subvention de 50.000 euros à 16 associations sur les quartiers "politique de la ville" au titre du Fonds d'innovation sociale.

La parole est à M. BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je me réjouis d'un projet de délibération comme celui-ci qui a pour objectif d'accompagner et d'encourager, parmi les nombreuses innovations sociales, celles dont l'objectif est de promouvoir des actions environnementales au sein de quartiers populaires inscrits en politique de la ville.

Ce projet de délibération, chers collègues, vise en effet à abonder à hauteur de 50.000 euros le Fonds d'innovation sociale afin de permettre aux habitants de ces quartiers de concrétiser des projets viables et socialement utiles pour leur quartier, en dehors des circuits économiques classiques.

Méthodes de recyclage astucieuses, usage alternatif de l'espace public, réseau d'entraide de voisinage ; leurs idées sont nombreuses, originales et facilement réalisables, pour autant qu'elles soient aidées à l'amorçage et suivies ensuite.

Ce Fonds d'innovation sociale innove en lui-même, il donne la parole aux habitants, place le citoyen au cœur du dispositif, tout en lui offrant des moyens pour travailler. Il permet aux habitants d'élaborer leurs propres solutions locales pour faire face à la crise que nous vivons.

Ces initiatives participatives, créatrices de richesses, mais aussi et surtout de bien-être collectif, ont toutes pour objectif de préserver notre environnement trop souvent mis à mal par des activités économiques d'une autre nature, arc-boutées vers la recherche du profit maximal, quel qu'en soit le coût pour l'environnement et qui mettent en péril les conditions de vie décentes pour nos descendants.

Le secteur de l'économie sociale et solidaire est l'un des rares secteurs qui crée régulièrement de l'emploi en France. La Banque publique d'investissement va d'ailleurs mettre 500 millions d'euros à disposition des acteurs de l'E.S.S.

Les acteurs de ces projets, pour le projet de délibération qui nous concerne, ne correspondent pas aux critères classiques de rentabilité financière attendus par un banquier ordinaire. Ils vont ainsi pouvoir concrétiser autant d'innovations qui, bien que ne participant pas à la croissance du P.I.B., contribueront au bien-être humain.

Les écologistes, par ailleurs, attendent beaucoup de la loi Hamon sur l'économie sociale et solidaire qui devra mieux accompagner et soutenir les milliers d'innovateurs sociaux en France et à Paris, des acteurs porteurs à la fois d'emplois et qui démontrent au quotidien qu'une économie sans profit, c'est possible !

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Monsieur le Maire, je remercie Jacques BOUTAULT de mettre en avant ce projet de délibération.

En effet, au Conseil de Paris de mars 2011, lors de sa communication sur la politique de la ville, le Maire de Paris a souhaité proposer de nouvelles mesures en faveur des quartiers populaires parisiens.

Parmi celles-ci, un Fonds d'innovation sociale a été doté dès 2011 d'une enveloppe de 50.000 euros par an, ceci afin de soutenir des projets nouveaux, originaux au profit des habitants des quartiers classés en politique de la ville.

Dès le départ, nous avons choisi de mettre l'accent notamment sur les projets menés dans le secteur de la récupération et du recyclage, porteurs à la fois de dynamisme local et d'un grand potentiel d'emplois de proximité.

Sur ce thème, nos quartiers populaires regorgent d'idées et d'initiatives. Ainsi, dès 2011, grâce à ce fonds, nous avons soutenu les premières expérimentations de ressourceries et recycleries. Ces projets se sont depuis consolidés et ont même essaimé ailleurs sur le territoire parisien, au point de générer un véritable programme d'intervention en la matière pour notre collectivité.

Aujourd'hui, ce sont sept recycleries qui fonctionnent dans tout Paris, dont plusieurs situées en quartier "politique de la ville". Nous aurons d'ailleurs, lors du prochain Conseil, l'occasion d'étudier un projet de délibération spécifiquement dédié à leur financement.

Le Fonds d'innovation sociale permet ainsi de financer des actions associatives contribuant au développement durable, au renforcement des solidarités de proximité et du lien social dans les quartiers, en mettant l'accent sur la participation des habitants et un meilleur partage des espaces publics.

Grâce à ce fonds, cette année, nous allons financer des ateliers et animations sur les thèmes de l'énergie, des déchets et des éco-gestes, mais également des rencontres intergénérationnelles conviviales, un éco-orchestre composé de véritables instruments de musique créés à partir d'objets de récupération ou encore la reconfiguration d'une placette par les habitants grâce à un mobilier urbain créé à partir de matériaux récupérés.

Je mentionne également le soutien apporté à l'expérimentation d'un médiateur de jour dans le quartier Flandre, dans le 19e arrondissement, pour prévenir les conflits d'usage dans l'espace public.

Vous savez qu'il y a ici ou là des conflits et des tensions. Ce médiateur va intervenir en journée pour pacifier l'espace public et aider les habitants à cohabiter paisiblement.

C'est déjà le cas dans le quartier des Amandiers, dans le 20e arrondissement, depuis trois ans.

Ces exemples illustrent bien la démarche soutenue depuis 2011 grâce au fonds d'innovation sociale, qui prend des formes diverses et variées et qui apporte du bien-être et du bien vivre ensemble dans nos quartiers populaires parisiens.

Je vous remercie de voter favorablement ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 144.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPVI 144).

2013 DPVI 123 - Subvention (5.000 euros) à l'association Nouveaux Droits de l'Homme (NHD, 7e) au titre des droits de l'Homme.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DPVI 123. Subvention de 5.000 euros à l'association "Les nouveaux droits de l'homme" au titre des droits de l'Homme.

La parole est à M. CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - J'avoue que je ne connais pas bien l'association "Les nouveaux droit de l'homme" qui a pu avoir une existence dans les années 1970 mais qui a une existence plus que limitée aujourd'hui au vu de son site et au vu de son activité.

Je m'interroge sur le bien-fondé de cette subvention. Pour être allé sur le site de cette association, on trouve des commentaires, notamment insultants, au sujet des salariés grévistes de France Inter, avec des commentaires que je cite, qu'ils seraient "des nantis, des privilégiés qui usent et abusent […] L'information ? Ils s'en moqueraient comme d'une guigne".

On trouve également sur ce site des prix littéraires remis à un homme qui s'appelle Reynald SECHER, qui est un historien plus que contesté parmi les historiens de la Révolution française, qui est celui qui a inventé le terme de "génocide vendéen", qu'il compare au sort des millions de juifs pendant la Seconde guerre mondiale, prix remis par M. Philippe de SAINT ROBERT, animateur de cette association, qui est un chroniqueur régulier de Radio Courtoisie.

Bref, je trouve que sur cette association, il n'y a pas de mon point de vue fondement à donner une telle subvention, même si elle est minime.

Au mieux, je demande des explications sur la réalité de cette association aujourd'hui et de manière plus générale, sur la façon dont fonctionnent ces subventions, à qui elles sont vraiment attribuées, sur la base de quels critères.

Je crois qu'on a là sous les yeux, en réalité, une association qui n'a plus d'activité réelle et qui fait semblant, uniquement en multipliant quelques communiqués rageurs, d'avoir une existence.

En l'état, je ne voterai pas cette subvention.

M. Pierre SCHAPIRA, président. - J'ai remis un prix avec eux à Jean ZIEGLER, incontestable… il y a deux ou trois ans. Ce n'était pas en 1910 !

La parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, vous connaissez cette association puisqu'elle est ancienne. Elle a été fondée en 1977. Elle est financée par notre collectivité depuis 2004. Cette année, elle est subventionnée pour un projet spécifique qui concerne l'aide aux personnes en difficulté, françaises, étrangères, sur des problèmes de logement, de nationalité, de scolarisation des enfants.

Je peux vous dire que le travail qu'elle réalise est effectif : je l'ai vérifié. Sur ce projet, il était donc tout à fait opportun d'apporter une aide de la Ville de Paris.

Maintenant, j'ai vérifié la tribune qu'ils ont présentée sur leur site. Je peux vous dire qu'à titre personnel, je n'aurais pas écrit cela. Mais je suis quand même obligée de vous rappeler que les associations sont indépendantes, que la presse est indépendante.

Concernant les tribunes libres, vous avez des quotidiens qui paraissent tous les jours que l'on connaît tous. Il y a des tribunes libres qui sont publiées tous les jours dans ces quotidiens. Ce n'est pas pour autant que l'on interdit les quotidiens quand on n'est pas d'accord, et cela arrive assez souvent, de mon point de vue, dans ce que je peux lire.

Je vous le dis : cette association est financée sur un projet et c'est ce projet en l'occurrence qui est porté dans ce projet de délibération. Au-delà, c'est la vie interne de l'association.

J'ai eu l'occasion d'avoir aujourd'hui Pierre BERCIS, son président, au téléphone. Je lui ai dit que mon intention avait été appelée sur cette tribune, que je l'avais lue également, et que je n'étais pas d'accord avec le fond de cette tribune.

Néanmoins, ce n'est pas une raison pour remettre en cause l'intégralité du travail réalisé par cette association. Même si je resterai vigilante parce qu'il y a des sujets que je n'aborde pas de cette manière.

Merci beaucoup.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 123.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPVI 123).

Vœu déposé par l'Exécutif relatif au pouvoir d'achat des Parisiens.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 27 A, non rattaché, est relatif au pouvoir d'achat des Parisiens.

La parole est à M. GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

À cette heure tardive, je crains de ne pas devoir réitérer le long exposé que j'ai fait tout à l'heure en réponse aux deux questions sur ce sujet. C'était l'exposé que j'avais préparé pour expliquer ce vœu. J'ai été amené à le faire tout à l'heure : je n'y reviendrai donc pas.

J'ai détaillé l'ensemble des mesures que comporte le bouclier social proposé par le Maire et Anne HIDALGO au Conseil de Paris.

Pour autant, je crois qu'il est nécessaire qu'il y ait un vote sur ce vœu. Je réponds d'ailleurs à l'objection de M. LEGARET, qui était une objection fondée puisqu'il nous demandait à 14 h 45 : "À quoi sert ce vœu ?"

Ce vœu sert tout simplement à ce que le Conseil de Paris exprime son accord, ou son désaccord le cas échéant, mais j'espère son accord, avec les mesures que nous proposons, c'est-à-dire avec ce bouclier social.

Monsieur le Maire, je demande donc avec confiance au Conseil de Paris de voter ce vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Monsieur LEGARET, vous n'étiez pas inscrit, mais par bonté d'âme.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Juste un mot, écoutez, franchement…

Je veux bien ce qu'on veut, mais ce vœu est manifestement superfétatoire. Vous nous avez dit tout à l'heure, en réponse aux questions d'actualité, je vous cite, Monsieur GAUDILLÈRE : "Il s'agit que la Municipalité explique les mesures qu'elle a prises". Ensuite, vous nous dites : "Nous avons pris deux mesures", "quatrièmement, nous avons décidé que les tarifs municipaux", mais ces décisions sont prises, elles sont du ressort du Maire de Paris.

Je ne vois pas à quoi rime un vœu que le Maire de Paris s'adresse à lui-même.

Cher Bernard GAUDILLÈRE, je ne veux pas faire d'excès de formalisme, mais franchement, vous ne pouvez pas proposer un vœu dans cette forme-là !

C'est même désobligeant pour le Maire de Paris. Le vœu est rédigé de telle manière que vous dites "vœu" en haut et ensuite, "Le Maire de Paris propose"…

Qu'est-ce que cela veut dire ? Admettons que ce vœu soit adopté. Cela veut dire quoi ? Que le Maire de Paris est autorisé à faire une proposition ?! Cela n'a pas de sens !

Je vous propose que vous le retiriez, au moins que vous le représentiez demain matin, sous forme de vœu : "Le Maire de Paris, etc." Présentez cela sous forme de vœu, mais je n'ai jamais vu un vœu rédigé de cette manière. Cela ne veut absolument rien dire. "Le Maire de Paris propose"… Il s'adresse à lui-même une proposition sur un domaine qui est de sa compétence !

Il n'y a que le cinquième alinéa où, si on vous suit, "Le Conseil de Paris émet le vœu que le Maire de Paris s'adresse au Gouvernement" pour obtenir tel ou tel point, mais en la forme, c'est impossible d'adopter le vœu.

Je vous donne un conseil vraiment totalement désintéressé : nous n'avons pas l'intention de le voter, mais retirez-le.

La nuit porte conseil. Rédigez-le de manière convenable et nous pourrions en rediscuter demain matin.

Sous la forme actuelle, cela ne tient pas debout !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur GAUDILLÈRE…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Cher Jean-François LEGARET, pour reprendre l'expression courtoise que vous venez d'avoir à mon égard, je suis les travaux du Conseil de Paris depuis environ 13 ans. J'ai vu des vœux qui étaient des déclarations d'intention ; ce n'est pas une grande originalité.

Je ne me battrai pas sur la rédaction de telle ou telle phrase. Il est trop tard pour cela.

Mais je le répète : le sens du vote que je demande, au nom de l'Exécutif au Conseil de Paris, c'est d'approuver les mesures que le Maire de Paris a proposées, de demander que nous préparions pour le mois de novembre les projets de délibération sur les aides municipales, d'approuver que nous demandions aux bailleurs sociaux un effort substantiel, etc. C'est une approbation de principe, comme d'ailleurs il existe au Parlement des résolutions. Vous savez ce que c'est que des résolutions, elles ont été introduites il y a quelques années dans la Constitution et elles n'existaient pas dans la Constitution du Général de Gaulle. Enfin, bref, c'est un peu le même sens, je demande au Conseil de Paris d'adopter une résolution qui prend la forme d'un vœu parce qu'il n'y a pas de résolution ici.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien, on va clore et on va mettre aux voix.

Monsieur MARTINS ? Pardon…

M. Jean-François MARTINS. - C'est simplement une justification de vote sur le même sujet. Par ailleurs, sur ces questions, même de principe, pouvoir en délibérer alors même que l'on n'a aucun élément budgétaire sur la nature et combien cela pourrait coûter, évidemment cela empêche de le voter.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 27 A.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 222).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux cartes Emeraude et Améthyste.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen d'un vœu non rattaché. Le vœu n° 28 est relatif aux cartes Emeraude et Améthyste.

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, nous le savons, la carte Améthyste permet aux personnes de plus de 65 ans ou de plus de 60 ans reconnues inaptes au travail et aux adultes handicapés de voyager sur les cinq zones du réseau francilien.

Nous savons aussi que cette carte n'est attribuée qu'aux personnes qui acquittent un impôt sur le revenu et qu'elle est soumise aussi à une participation du bénéficiaire.

Nous considérons que la hausse des impôts sur le revenu décidé par le Gouvernement se traduit par une augmentation des impôts pour 44 % des foyers fiscaux.

En conséquence, les bénéficiaires du dispositif en sont désormais exclus ou doivent verser une participation plus élevée, puisque celle-ci est proportionnelle aux impôts.

Donc nous émettons le vœu que le barème appliqué pour les conditions de ressources et pour définir le niveau de participation du bénéficiaire soit revalorisé, afin qu'il soit tenu compte ainsi de l'augmentation de la pression fiscale.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Liliane CAPELLE.

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

A mon tour, je vais vous demander, Madame DOUVIN, de retirer ce vœu puisqu'il n'a plus lieu d'être. Si je puis dire, vous avez un métro de retard puisque nous venons de voter ce vœu général, et comme l'a rappelé Bernard GAUDILLÈRE, c'est surtout pour nous permettre de vous présenter des projets de délibération lors du prochain Conseil de Paris.

Le but, justement dans ce qui est proposé, dans ce qui vous a été proposé et que vous n'avez pas voulu voter, je le regrette mais vous n'avez pas voulu le voter, c'est que justement aucune des personnes qui avaient une prestation ne sortent des prestations. Elles vont donc rester dans leurs prestations.

Après vous dites qu'on n'a pas le budget, qu'on n'a pas ci, qu'on n'a pas ça, je vous dirais que l'on fera un budget évidemment mais que grosso modo c'est surtout pour permettre à des personnes qui avaient une prestation, une carte, des aides au logement, de pouvoir rester dans ces prestations.

Donc votre vœu est pris en compte par la décision que nous avons prise collectivement - je veux dire, nous, la gauche - et que ce vœu n'a plus aucune raison d'être. Je vais donc vous demander, Madame, si vous voulez bien retirer votre vœu, qui en plus a ce défaut, par rapport à celui que nous vous proposons, de regarder cela par un petit bout de la lorgnette et juste sur les cartes Améthyste, alors qu'il y a beaucoup d'autres choses qui sont prévues.

Je vous demanderai donc de retirer votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mme DOUVIN…

Mme Laurence DOUVIN. - Chère Madame CAPELLE, je voudrais vous rappeler que les délais pour le dépôt des vœux impliquent un certain nombre de jours avant, et que ces délais font que ce vœu a été déposé avant les annonces du Maire de Paris. Donc ce n'est pas un métro de retard que nous avons. Je retire ce vœu bien entendu par rapport à vos explications.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Le vœu n° 28 est retiré.

2013 DASES 22 - Subvention (60.000 euros) et avenant n° 3 à convention avec l'INSERM - DR Paris 6.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DASES 22. Subvention de 60.000 euros et un avenant n° 3 à la convention avec l'INSERM.

La parole est à Mme FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Afin d'affirmer son intérêt pour le développement de l'innovation et de la recherche, notre Municipalité a mis en place, depuis 2004, et a renouvelé un appel à projet annuel de nature à susciter des initiatives porteuses d'applications futures et à encourager financièrement de jeunes équipes d'excellence, désirant s'investir dans le champ de la recherche médicale et de la santé.

Les projets qui sont sélectionnés sont d'abord évalués par un jury, pour être sélectionnés, et ensuite dotés d'un financement municipal conséquent, ce qui est plutôt rare finalement dans ce domaine. Ce financement est garanti pendant quatre ans pour une somme de 300.000 euros par équipe lauréate. Et financement ensuite affecté librement aux besoins du projet, selon les chefs de projet.

Parmi les dix promotions, il nous incombe aujourd'hui de confirmer notre soutien aux quatre équipes désignées en 2010 qui entrent maintenant dans leur quatrième et dernière année de financement et sur lesquelles j'avais eu l'occasion d'intervenir. Parce qu'il s'avère que l'une des équipes travaille sur un projet intitulé "Bases cérébrale, psychologiques et computationnelle de la motivation", programme qui vise à comprendre les mécanismes cérébraux qui sous-tendent les processus motivationnel à l'œuvre dans le cerveau normal et pathologique. On nous traduit même cela en termes plus simple : pourquoi faisons-nous ce que nous faisons ? Et vous avouerez qu'à cette heure-ci, c'est une bonne question !

Ceci dit, pour déchiffrer, comment nous formons nos buts et comment ils influencent notre comportement, l'étude prévoit de s'appuyer sur la neuropsychologie chez le singe, et sans entrer dans un débat scientifique - je n'en ai pas les moyens -, je voudrais rappeler ce que je disais en novembre 2010, dans un vœu qui demandait le développement des techniques substitutives à l'utilisation d'animaux dans la recherche scientifique et médicale.

En effet, l'expérience montre que le modèle animal n'est pas fiable et que les résultats sont loin d'être systématiquement transposables à l'homme, et que de plus, en ce qui concerne les recherches en neurosciences, réaliser des tests sur les animaux revient à nier des millions d'année d'évolution biologique et culturelle pour l'homme, parce que le cerveau du singe est tout de même différent du cerveau de l'homme, c'est vrai structurellement mais surtout dans sa relation à l'environnement et on ne peut pas s'abstraire de cette question.

C'est pourquoi je reviens sur cette question parce qu'on nous avait dit que, dans l'appel à projets, on porterait une attention particulière, qu'on prendrait en compte une directive européenne qui fait référence à cette substitution des animaux, avec l'utilisation d'autres moyens pour mener des recherches. Je vois que nous en sommes toujours rendus au même point, des vœux qui s'accumulent, des discussions qui se font et rien qui ne bougent, sinon des promesses vagues.

Donc, comme rien ne change, pour notre part, nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme CAPELLE.

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - J'avais oublié que je répondais en lieu et place de mon excellent collègue Jean-Marie LE GUEN.

C'est une recherche qui est menée totalement dans le respect de toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à la recherche scientifique et médicale impliquant l'utilisation d'un animal, méthode qui, je le rappelle, ne peut être envisagée qu'en dernier recours.

Ainsi, le règlement de la convention vise expressément les dispositions de la directive 2010/63/UE du 22 septembre 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques. Cette recherche respecte donc les obligations légales en matière d'hébergement et d'alimentation des animaux et qu'il n'y aura pas d'actes susceptibles d'entraîner des souffrances chez l'animal.

Le conseil d'administration de l'I.N.S.E.R.M. valide les conventions passées avec des partenaires, si et seulement si toutes les règles encadrant le projet de recherche sont respectées. Les chercheurs pratiquent eux-mêmes une forme d'autodiscipline. Les comités de lecture des revues scientifiques sont extrêmement vigilants quant au respect des règles déontologiques, en particulier en matière de protection des animaux. Le non-respect de l'une d'elles empêche toute possibilité pour le chercheur d'être publié.

Pour rappel, le vœu de l'Exécutif lors du Conseil de Paris des 15 et 16 novembre 2010, en réponse à un vœu des "Verts", le Conseil de Paris a émis le vœu que la Ville de Paris soumette aux jurys scientifiques une modification du règlement de l'appel à projets en référence à la directive européenne citée : "La Ville de Paris encourage des initiatives pour la recherche de méthodes substitutives à l'expérimentation animale."

Je dois vous dire qu'à titre très personnel, mais je ne pense pas être la seule, je serai extrêmement vigilante, s'il y avait quoi que ce soit sur la mise en danger ou la mise en souffrance d'animaux.

Là-dessus, vous pouvez compter sur moi !

Voilà ce que je peux vous donner comme réponse.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Moi qui ai fait des études de médecine et des certificats de biologie, je ne sais pas comment on fait, mais enfin, je suis très vieux et je ne peux pas comprendre la substitution.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASES 22.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASES 22).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à un Schéma régional d'accompagnement des migrants intra-européens.

Vœu déposé par l'Exécutif.

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif à la création d'un village d'insertion Rom.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Les vœux n° 29, n° 29 bis et n° 30 sont relatifs à un Schéma régional d'accompagnement des migrants intra-européens.

La parole est à Mme SIMONNET, une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, j'espère que nous n'entendrons plus dans cette campagne, nous l'avons déjà abordé dans cet hémicycle, de petites phrases qui banalisent le racisme anti-Roms, qu'il s'agisse de celle de N.K.-M. sur les Parisiens qui se sentent harcelés par les Roms, ou bien de celle du Ministre Manuel VALLS, les Roms ne voudraient pas s'intégrer, ou bien encore celle d'Anne HIDALGO : "Paris n'a pas vocation à être un campement de Roms géant."

Ces petites phrases-là déshonorent notre République. Elles encouragent une banalisation du racisme anti-Roms et attisent des fantasmes absurdes.

Mes chers collègues, les ressortissants européens que sont les Roms ne représentent à peine que 0,0017 % de la population et ils n'aspirent qu'à une chose : avoir accès au droit commun, comme n'importe quel homme et femme de ce pays.

A travers ce vœu, nous voulons réitérer la demande d'une table ronde. Que le Gouvernement mette en place enfin, avec le Préfet de Région Ile-de-France, une table ronde régionale sur la situation des populations Roms, rassemblant l'Etat, les collectivités locales, les représentants des familles et des associations.

Et qu'à l'occasion de cette table ronde, soient examinées enfin les conditions d'élaboration d'un Schéma régional d'accueil, d'orientation et d'accompagnement dans leur accès aux droits des migrants intra-européens.

Ce vœu, nous l'avons d'ores et déjà adopté. Je souhaite qu'il soit à nouveau adopté et qu'il y ait une relance du Gouvernement sur ce sujet, car nous avons tout à fait les possibilités de garantir l'accès au droit sur Paris et la Région Ile-de-France, si l'ensemble des départements prennent enfin leurs responsabilités et que l'Etat prenne enfin également ses responsabilités.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu vise précisément à ce que nous sortions de la stigmatisation et de l'instrumentalisation de cette question et à ce que nous trouvions des solutions.

Ce vœu vise à ce que nous puissions, à Paris, disposer d'un village d'insertion à destination des populations Roms. Nous proposons que ce village d'insertion puisse être installé dans l'Ouest parisien, pourquoi pas dans le 16e

arrondissement qui est plus grand arrondissement de Paris, en partant de l'idée que la solidarité doit être justement partagée à l'échelle de nos territoires. Il n'est pas normal que ce soit systématiquement les arrondissements les plus populaires, les quartiers les plus populaires, les villes les plus populaires qui aient à gérer ce type de situation.

Si nous voulons sortir de cela, il faut que nous puissions mettre en place à Paris un village d'insertion. Je pense que c'est comme cela que nous sortirons d'un certain nombre de polémiques stériles qu'on a connues au cours des mois derniers et qu'on élaborera des solutions qui nous permettront d'avancer.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il va y avoir la réponse de Mme TROSTIANSKY et ensuite le vote.

Vous voulez intervenir après ?

Avant le vote ? D'accord.

Madame TROSTIANSKY et après, vous ferez une explication de vote.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, je voulais rappeler, pour ce qui concerne le traitement des campements, une nouvelle fois la position de l'Exécutif parisien et de Bertrand DELANOË et d'Anne HIDALGO : la Ville de Paris refuse de laisser des campements se constituer sur son territoire, pour des raisons évidentes d'insalubrité et d'indignité des conditions de vie et, de manière systématique, dès qu'un campement se constitue, nous engageons des procédures judiciaires et, dans le même temps, nous procédons à une évaluation précise de la situation de chaque personne.

Même à cette heure tardive, je voulais vraiment remercier ici nos services, la mission S.D.F. du Secrétariat général et l'Unité d'assistance aux sans-abri de la DPP pour leur engagement sans faille. En lien avec les mairies d'arrondissement, avec les associations, ces équipes permettent de mieux connaître les personnes, de repérer les situations qui sont en fragilité et, notamment en termes de protection de l'enfance, d'accompagner la scolarisation et de favoriser l'accès aux soins.

Ce qu'il est important de rappeler, c'est que toute décision d'évacuation est précédée d'un diagnostic des besoins sociaux qui est souvent réalisée par Emmaüs Coup de Main qui est l'un de nos partenaires principaux.

Un projet de délibération relatif à la réalisation d'un diagnostic vous est proposé lors de cette séance du Conseil de Paris, accordant un financement à la FNASAT pour la réalisation d'un diagnostic sur un campement porte d'Aubervilliers.

Je voulais vraiment vous rappeler que, lorsque l'évacuation a lieu, un hébergement est systématiquement proposé aux personnes, en lien avec la Préfecture de Région et la Préfecture de police.

Nous travaillons également à des solutions alternatives à l'hébergement hôtelier, notamment avec Coup de Main qui accueille des familles dans son centre La Passerelle à Pantin et qui prend en charge des familles logées dans des appartements.

Pour répondre précisément au vœu d'Ian BROSSAT, nous souhaitons proposer, dans le cadre du Plan Hiver, la mobilisation de logements vacants pour y accueillir des familles.

Bien sûr, nous ne nous censurerons pas en ce qui concerne la localisation de ces logements. Tous les arrondissements pouvant être mis à contribution le seront et, Monsieur BROSSAT, évidemment, vous avez raison de souligner que la plupart des centres d'hébergement, la plupart des personnes qui sont dans la rue sont plutôt au Nord-est parisien et qu'il est très important qu'il y ait un équilibre et que l'Ouest parisien soit aussi terre d'accueil pour l'ensemble des personnes qui sont dans la rue.

Donc, on ne va pas se censurer au niveau des arrondissements et il y a des possibilités pour effectivement regarder dans l'Ouest parisien et particulièrement dans le 16e arrondissement.

Je voulais vous inviter à retirer votre vœu pour voter le vœu de l'Exécutif qui formalise cette proposition.

Mme Danielle SIMONNET l'a rappelé, la réponse ne peut pas être parisienne, mais doit être réfléchie à l'échelle de la métropole.

Comme le demandait le vœu de l'Exécutif voté lors de la séance du Conseil du mois de mai, j'ai écrit au Préfet de Région pour lui demander l'organisation d'une table ronde régionale sur la prise en charge des populations Roms pour aboutir évidemment à des réponses concertées qui permettraient - et vous avez raison de le souligner - d'éviter de ballotter les familles de campement en campement, d'autant que, comme vous le rappelez, la fin des mesures

transitoires au 1er janvier 2014 donnera aux Roumains et aux Bulgares les mêmes droits qu'aux ressortissants des Etats ayant intégré plus tôt l'Union européenne.

Le vœu de l'Exécutif reprenant la proposition de tables rondes régionales, je vous propose, Madame SIMONNET, de retirer votre vœu et de voter le vœu de l'Exécutif.

Je voulais peut-être ajouter juste un mot pour vous dire que, au-delà des campements et pour répondre à la présence de personnes sans-abri sur l'espace public, on a un travail dans les arrondissements qui sont les plus concernés. On travaille vraiment en grande concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués (les services de la Ville, les associations, la Préfecture de police, les services de l'Etat) pour trouver ensemble des solutions coordonnées de prise en charge qui permettent une sortie durable de la rue.

On a une expérience dans les 10e, 11e et 13e arrondissements qui est plutôt un succès et je propose aussi à M. le Maire, dans le vœu de l'Exécutif, que cette coordination soit étendue aux arrondissements volontaires, ils sont nombreux et on pourra continuer dans les 18e, 19e et 20e arrondissements notamment, qui m'ont sollicitée.

Voilà une présentation complète, par rapport à ce vœu de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

J'ai trois interventions pour des explications de vote : M. GOASGUEN, M. MARTINS et M. HÉLARD.

Monsieur GOASGUEN, vous avez la parole.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Merci, Monsieur le Président.

Voilà trois vœux, quand même les deux premiers sont assez surprenants. Je ne savais pas que le Parti Communiste était divisé au point de présenter deux vœux différents, qui ont à peu près la même signification, mais qui témoignent d'une certaine dissension à l'intérieur du Parti Communiste.

Soit, je regrette. Je voudrais d'abord remercier M. BROSSAT puisqu'il m'a fait beaucoup de publicité. Très franchement, son vœu, qui a les mêmes défauts que les autres, a permis au moins de prévenir dans le 16e arrondissement qu'ils avaient un ami en la personne de M. BROSSAT.

Je trouve que c'est formidable. En réfléchissant, je me suis dit : au fond, M. BROSSAT, qui est un homme intelligent, qu'est-ce qu'il voulait ? Il voulait en réalité que je fasse un score stalinien dans le 16e arrondissement, parce qu'avec des propos comme les siens, très franchement, il y a en tout cas un arrondissement sur lequel je suis sûr que la gauche, qui avait très peu de voix, n'en aura plus du tout, c'est bien le 16e arrondissement.

C'est la raison pour laquelle je regrette un petit peu, presque, que vous ayez étendu à l'ensemble de l'Ouest parisien la vindicte qui semble animer le Conseil de Paris lorsqu'il s'agit de ce genre de choses.

Mais je viens sur les choses sérieuses, parce que c'est une affaire sérieuse. Vous confondez hébergement d'urgence et problème d'insertion.

Alors, je vais vous rappeler que, dans ce domaine, les Roms, les Bulgares, les Roumains ne sont pas pour le moment inscrits au tableau d'insertion selon le traité de Schengen et qu'il faudra attendre le 1er janvier pour que ce traité puisse donner la possibilité éventuelle, dans le traité de Schengen, à appliquer les clauses d'insertion.

D'ailleurs, vous le reconnaissez puisque vous dites, dans le vœu de l'Exécutif, qu'à partir du mois de janvier, peut-être, cette insertion sera obligatoire.

En fait, vous voulez faire du zèle et vous faites une pression sur le Gouvernement français qui est très hésitant, on l'a bien vu, après les hésitations entre Mme DUFLOT et M. VALLS sur la question : faut-il, oui ou non, fermer le moratoire sur Schengen à partir du 1er janvier ?

Cette affaire n'est pas faite, car la France n'est pas seule, il y a l'Italie, il y a l'Allemagne et je ne suis pas sûr du tout que le moratoire ne sera pas prolongé sur la Bulgarie et la Roumanie.

Par conséquent, votre vœu, en réalité, consiste à vouloir prendre l'initiative sur une collectivité locale d'une insertion qui n'est en rien une obligation de l'Etat et d'ailleurs, M. AYRAULT, avec sa compétence habituelle, vient encore de se prendre les pieds dans le tapis dans une réponse qu'il fait à Bondy où on ne voit pas très bien ce que le Premier Ministre vient faire dans ces histoires d'insertion, puisque ce sont uniquement les collectivités locales qui peuvent le faire.

Par conséquent, tout cela est très intéressant, tout cela fait de la polémique et, très franchement, je souhaite que cette polémique dure le plus longtemps possible. Vous allez voir ce que c'est que de choisir l'insertion des Roms alors que Paris tout entier est actuellement dans une délinquance des Roms que nous n'arrivons pas à maîtriser.

Vous faites ce choix, faites le choix d'insérer les Roms. Moi, je fais le choix, avec la droite parisienne en tout cas, de considérer que, d'abord, il faut arrêter cette délinquance des Roms, que le Préfet de police tout à l'heure a dénoncée.

Au lieu de faire du zèle, pensons d'abord à essayer…

Il n'est pas là, le Vert ?

... d'éradiquer la situation. Je sais qu'il adore, il adore éradiquer. Oui, il faut éradiquer la délinquance des Roms à Paris, permettez-moi de le dire. Cela ne vous plaît pas, mais c'est comme cela et, après, on verra pour l'insertion.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - L'U.M.P. a parlé.

La parole est à Jean-François MARTINS, le MoDem.

M. Jean-François MARTINS. - Justification de vote sur ce débat que, je trouve, Mme TROSTIANSKY a pris au moins à la bonne hauteur, c'est-à-dire avec justesse et précision et un peu loin des caricatures des deux côtés.

Je trouve que, pour dénoncer des caricatures, en faire tout autant et en faire un strict sujet de polémique et de provocation, je trouve cela dommage parce que, effectivement, il y a un autre projet de délibération à l'ordre du jour qui concerne la porte d'Aubervilliers et qui aurait mérité, lui, de faire le débat parce que les travailleurs sociaux qui vont porte d'Aubervilliers vous le diront : 90 % des enfants qui sont en âge d'être scolarisés en élémentaire sont scolarisés dans le camp de porte d'Aubervilliers.

Sur les collégiens, ils le sont tous, sauf un qui garde ses grands frères, parce qu'il y en a un qui est aveugle.

Aujourd'hui, typiquement, sur la porte d'Aubervilliers, on a plutôt réussi la scolarisation et donc l'intégration, alors que, inversement, on avait échoué sur d'autres camps, Bagnolet, etc.

Je trouve que cela mériterait d'être compris plutôt que de faire un vœu. Je comprends, Monsieur BROSSAT, l'idée de se dire qu'il faut un village d'insertion, que ce sont de vraies solutions d'intégration, mais je crois qu'il est fait plus ici dans un souci de polémique et de provocation que dans un souci de trouver des solutions.

C'est pourquoi je m'abstiendrai sur ce vœu et que j'aimerais en revanche, Madame TROSTIANSKY, que l'on aborde le vrai problème : comment, porte d'Aubervilliers, on a réussi là où, partout dans les autres camps, on a échoué ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur MARTINS.

La parole est à M. HÉLARD.

M. Eric HÉLARD. - Merci, Monsieur le Maire.

Pour dire brièvement, s'agissant du vœu de M. BROSSAT, que bien évidemment le groupe U.D.I. votera contre ce vœu car il s'agit en fait d'un vœu "buzz", un vœu destiné à créer un bourdonnement médiatique autour d'une provocation.

D'ailleurs, j'ajoute que cette pratique excessive du marketing viral ne devrait plus trouver sa place dans notre hémicycle. Qui plus est, je trouve cela particulièrement décevant de la part de M. BROSSAT, eu égard à la gravité de la problématique en cause.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Les vœux n^{os} 29 et 30, les maintenez-vous ?

D'abord M. BROSSAT et ensuite vous, il a levé la main avant.

M. Ian BROSSAT. - Deux remarques.

D'abord, je constate que le vœu de l'Exécutif qui nous est proposé envisage l'hypothèse d'un village d'insertion et pourquoi pas dans l'Ouest parisien. Je constate d'ailleurs que le Premier Ministre, comme le relevait d'ailleurs Claude GOASGUEN, a dit son intérêt pour ce type de dispositif.

C'est une bonne chose et c'est la raison pour laquelle nous soutiendrons le vœu de l'Exécutif qui se substituera à notre vœu initial, mais je voudrais revenir sur quelques mots qui ont été prononcés tout à l'heure.

Il faudrait quand même que dans cet hémicycle, notamment à droite, on arrête de considérer que la solidarité est une punition ; la solidarité, ce n'est pas une punition, c'est une belle chose que la solidarité, et donc tous les arrondissements à l'échelle de Paris doivent contribuer à la solidarité, le 16e arrondissement, les arrondissement de l'Ouest, comme les autres arrondissements, et moi je suis heureux que notre Ville avance sur le chemin de la solidarité et qu'elle avance sur le chemin de la solidarité partout, dans tous les quartiers de Paris, et pas uniquement systématiquement dans les quartiers de l'Est.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame SIMONNET, vous avez la parole.

Mme Danielle SIMONNET. - Ce n'est pas surprenant, la droite a fait le choix de la chasse aux pauvres, ils veulent éradiquer les pauvres. Nous avons toujours fait et nous ferons toujours le choix d'éradiquer la misère et de chasser la misère, mais relisez Victor Hugo, cela vous ferait du bien.

Personnellement, je déplore, dans le vœu de l'Exécutif, le terme "campement" ; il faudrait vraiment qu'on réfléchisse et qu'on utilise un autre terme, car il organise une confusion entre Roms et gens du voyage.

La problématique à laquelle nous sommes confrontés est vraiment de faire en sorte de sortir ces hommes et ces femmes des bidonvilles et des squats, et c'est d'abord et avant tout un problème d'accès à la dignité et au droit au logement pour toutes et tous.

Néanmoins, je soutiendrai ce vœu de l'Exécutif et je retirerai le mien également, afin que tous ensemble, nous réinsistions pour la mise en place de cette table ronde avec des mesures concrètes à la clef, même si, vous m'excuserez, je suis beaucoup plus dubitative et j'ai d'autres échos du terrain, sur le fait que les 16 expulsions qui ont déjà eu lieu de bidons-villes et squats de Roms n'ont pas toutes fait l'objet de propositions sérieuses d'hébergement, loin de là, et je le déplore.

Hélas, il n'y a pas de systématicité non plus à Paris sur ce point et il faudra que nous retravaillions aussi sur le rôle réel des associations à l'intérieur de ces bidons-villes.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je constate que les vœux n° 29 et n° 30 sont retirés.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 29 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 223).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans un jury d'architecture (suite).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Chers collègues, je vous informe que le scrutin relatif au jury d'architecture est clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Je vous annonce le résultat de ce scrutin :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la création de quatre classes, d'un centre cuiseur de 1.500 repas/jour par démolition-reconstruction et restructuration partielle du groupe scolaire 21, rue Dupleix et 5-7, place du Cardinal-Amette (15e) (R. 25) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 33

Non participation au vote : 130

Bulletin blanc ou nul : 1

Suffrages exprimés : 32

Majorité absolue : 17

Pour : 32

Les candidatures proposées sont adoptées. (2013, R. 25).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Suivant le vœu de M. LEGARET, nous avons terminé avant 21 heures.

Demain, reprise à 9 heures.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 14 octobre 2013 à vingt heures vingt minutes, est reprise le mardi 15 octobre 2013 à neuf heures, sous la présidence de M. Mao PENINOU, adjoint).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2013 DJS 188 - Lancement d'un marché selon la procédure de l'article 30 du code des marchés publics pour la gestion du centre d'animation Buzenval (20e).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la parcelle du 63, rue de Buzenval.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous attaquons la 7e Commission en commençant par les dossiers de la DJS ce matin et nous commençons par examiner le projet de délibération DJS 188 et les vœux n^{os} 33 et 33 bis qui y sont rattachés.

Il s'agit du lancement d'un marché sur la procédure de l'article 30 du Code des marchés publics dans la gestion du centre d'animation Buzenval.

La parole est à Mme CALANDRA qui n'est pas là.

Personne d'autre ?

Monsieur BARGETON ?

M. Julien BARGETON, adjoint. - Monsieur le Maire, il y a effectivement un vœu n° 33 qui est rattaché au projet de délibération puisque nous sommes heureux de l'ouverture d'un centre au 63, rue de Buzenval, mais il y a une proposition pour que l'on puisse rattacher une parcelle non bâtie qui deviendrait l'espace extérieur de ce centre d'animation, afin que l'on puisse évidemment étendre ses activités.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Isabelle GACHET.

Mme Isabelle GACHET, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Pour répondre aux vœux présentés par Frédérique CALANDRA et Julien BARGETON, concernant la parcelle au 63, rue de Buzenval, il faut savoir que c'est une parcelle qui a été rétrocédée par G.R.D.F. à la Ville, mais que, à ce jour, aucune affectation pour ce terrain n'a été décidée.

Ce terrain sert actuellement de base chantier pour les travaux du futur centre d'animation.

A ce stade, il ne paraît pas forcément opportun de s'engager déjà pour une affectation et c'est pour cela que je propose un vœu de l'Exécutif pour demander qu'une étude soit faite sur l'usage de cette parcelle.

Je demande s'il est possible de retirer le vœu dans le 20e arrondissement et que cette étude soit menée.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur BARGETON ?

M. Julien BARGETON, adjoint. - A partir du moment où il y a une étude pour l'affectation de cette parcelle et que l'on pourra envisager de l'affecter au centre d'animation, cela me va tout à fait.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Très bien.

Le vœu n° 33 étant retiré, je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 33 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 226).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 188.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 188).

2013 DJS 404 - Subventions (29.000 euros) à 8 associations de jeunesse parisiennes et conventions avec 2 associations de jeunesse parisiennes.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DJS 404 et l'amendement technique n° 34.

Madame GACHET, vous avez la parole.

Mme Isabelle GACHET, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un amendement technique au projet de délibération portant sur des subventions pour huit associations de jeunesse parisiennes et deux conventions avec des associations de jeunesse parisiennes.

Cet amendement technique vise à porter la subvention à l'association du Groupement des jeunes créateurs à 10.000 euros suite à un projet supplémentaire qu'ils nous ont proposé, un projet "Se construire et entreprendre pour réussir", avec un objectif ambitieux que s'est fixé l'association de toucher environ une centaine de jeunes contre précédemment 60.

Je vous remercie de bien vouloir adopter cet amendement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 34 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 404 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DJS 404).

2013 DASCO 123 - Proposition de fixation, à compter du 1er janvier 2012, du montant annuel du "supplément communal de logement" (ou indemnité représentative de logement) attribué aux instituteurs non logés exerçant à Paris, et des diverses majorations qui y sont rattachées.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous revenons maintenant aux projets DASCO avec le projet de délibération DASCO 123. Proposition de fixation, à compter du 1er janvier 2012, du montant annuel du "supplément communal de logement" (ou indemnité représentative de logement) attribuée aux instituteurs non logés exerçant à Paris.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame la Maire, je profite de ce projet de délibération pour poser quelques questions, à savoir :

Est-ce que tous les directeurs d'école qui le souhaitent sont aujourd'hui logés dans leur école ou dans des écoles proches de leur lieu d'exercice ?

Deuxième question : y a-t-il des logements occupés par d'autres personnes que les directeurs d'école ?

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup, Madame DREYFUSS, pour votre question.

Je vais commencer par répondre à la deuxième partie de votre question puisque, de celle-ci, découlera la réponse à la première.

Le projet de délibération que nous votons est donc un projet de délibération traditionnel sur l'I.R.L.

A la fin de l'été 2013 - et donc l'ensemble des chiffres que je vais donner sont des chiffres à la fin de l'été 2013, l'ensemble du mouvement pour la rentrée 2013 étant arrivé il y a peu de temps, vous vous en doutez, au service de la DASCO - il y avait, selon les chiffres que j'ai, 40 directeurs d'école instituteurs logés et 57 instituteurs logés, ce qui fait donc 97 instituteurs logés de droit de par leur statut…

40 plus 57, cela ne fait pas du tout 97 comme je viens de le dire… Si, 5 et 4 font 9, je n'ai pas encore pris mon café, pardon !

Le deuxième chiffre, c'est que 94 personnes touchent l'I.R.L., donc qui ne sont pas logées.

Comme il y a 97 instituteurs logés dans les logements dits de fonction, l'ensemble des directeurs d'école qui le souhaitent ne sont pas logés, notamment soit parce que le logement est inexistant, cela existe dans environ 80 écoles de notre Ville, soit parce que le logement est occupé par un instituteur.

Sur la fin du mouvement 2012, nous avions donc 32 directeurs d'école demandeurs non logés dans leur école de rattachement, 10 d'entre eux étaient déjà logés par les services de la DASCO, ce qui fait donc 22 directeurs d'école demandeurs non logés.

Pour 12 d'entre eux, l'école n'a pas de logement ou il est occupé par un instituteur et deux d'entre eux demandent un autre logement que celui de rattachement, il y a des demandes sur des logements plus grands.

On a donc entre cinq et huit situations de logement en attente sur lesquelles nous pouvons agir par la réalisation de travaux et nous avons mis en œuvre depuis maintenant trois ans la proposition de logement temporaire. Lorsqu'il y a une chaîne de blocage pour des raisons de travaux, notamment des travaux importants (quand un directeur s'en va au bout de nombreuses années, il y a des travaux importants), on fait des propositions d'attribution temporaire qui permettent d'être logé, non pas dans le logement de rattachement, mais dans un logement vide et à proximité.

C'est la raison pour laquelle nous sommes aujourd'hui avec un nombre de directeurs d'école logés plus important qu'en 2008, puisque ceci nous a permis de résorber notablement les situations de demandes non résolues puisque, je vous le disais, nous sommes à cette rentrée, en dehors du mouvement 2013, avec cinq à huit situations non résolues aujourd'hui, ce qui est tout à fait envisageable lorsqu'on peut le régler en termes de travaux.

Voilà pour les chiffres que je pouvais vous donner ce matin, en vous remerciant de votre interrogation.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 123.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASCO 123).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'offre de petits déjeuners à l'entrée en classe.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons aux vœux non rattachés. Le vœu n° 31 est relatif à l'offre de petits déjeuners à l'entrée en classe.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, pour une minute.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je relaie une proposition faite par mon collègue Bernard JOMIER, maire adjoint du 19e arrondissement, qui concerne l'offre de petit-déjeuner à l'entrée en classe.

En effet, une étude du CRÉDOC intitulée "Le petit-déjeuner en perte de vitesse", qui date d'avril 2013, met en évidence une baisse générale de la prise de petit-déjeuner en France entre 2003 et 2010. Ainsi, la part des 13-19 ans qui prennent un petit déjeuner par semaine a chuté de 79 à 59 %, et celle des enfants de 3 à 12 ans de 91 à 87 %. On a donc des enfants qui arrivent le ventre vide à l'école et ce sont souvent des enfants issus de famille et de quartiers modestes.

Or, de nombreux travaux scientifiques ont mis en évidence l'importance d'une prise énergétique conséquente sur les capacités intellectuelles en début de journée, notamment celle des enfants.

Les enfants qui ne petit-déjeunent pas le matin ont le ventre vide depuis le dîner de la veille jusqu'au déjeuner du lendemain midi.

Aussi, la proposition que je fais avec les élus du groupe "Europe écologie - Les Verts", c'est que la Ville de Paris décide d'expérimenter dans certaines écoles et collèges des quartiers "politique de la ville" la distribution, avant l'entrée en classe, de petits-déjeuners.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur NAJDOVSKI.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire à Bernard JOMIER en Conseil d'arrondissement, cette question est en effet une question importante. Il me semble, notamment au regard d'expériences passées, puisque dans cette ville nous avons en mémoire le fait que la collation du milieu de la matinée a été arrêtée dans les écoles pour des raisons de santé publique. Sur ce point, Bernard JOMIER qui, par ailleurs, est médecin dans le 19e arrondissement, est plus au fait encore que moi sur les limites de certains exercices.

Il faut traiter cette question, à l'évidence, mais il ne faut pas la traiter uniquement d'un point de vue alimentaire mais bien d'un point de vue éducatif.

Ce n'est pas uniquement une question d'alimentation, c'est bien une question qui dépasse le simple périmètre de l'école. C'est aussi une question de lien avec les familles. C'est aussi une question de travail avec l'ensemble des

adultes qui accompagnent les enfants. Je lui ai donc proposé, ce qui répond au vœu que vous déposez que nous puissions nous appuyer sur le programme Paris Santé Nutrition, qui est déployé dans les 15e, 13e, 19e - et il me manque un arrondissement -, qui est un programme qui permet de travailler notamment dans les écoles sur les questions d'alimentation, de diététique et de lutte contre l'obésité.

Nous avons un outil, des agents qui peuvent travailler sur cette question, et je lui ai donc proposé que nous nous appuyions sur les arrondissements où Paris Santé Nutrition existe et intervient déjà dans les écoles, voire dans les collèges, que nous puissions lancer le travail pour expérimenter une initiative de cette nature, mais j'insiste : pas uniquement de distribution de petits-déjeuners mais aussi tout un travail éducatif au-delà de la simple distribution, non pas d'un verre de lait, grâce soit rendue ce matin à Mendès-France, mais qu'on ait un vrai travail éducatif sur la question de l'alimentation pour les jeunes.

Voilà la réponse que je pouvais vous faire, au-delà de la réponse favorable à votre vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur MENGUY, pour une explication de vote du groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je n'ai pas bien compris, Madame BROSSEL, si vous donniez un avis favorable ou si vous demandiez un... Écoutez, c'est peut-être moi qui n'ai pas écouté. Il n'y a pas que la collation de 10 heures, vous le savez bien, Monsieur SCHAPIRA, en tant que montagnard !

On va s'abstenir sur ce vœu, même si l'idée est tout à fait intéressante, notamment c'est pour cela que je pensais que Mme BROSSEL allait demander le retrait du vœu pour les raisons qu'elle a évoquées…

Qu'est-ce qu'il y a, Monsieur CONTASSOT ?

M. Yves CONTASSOT. - C'est un regret.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je n'ai pas beaucoup de regrets avec vous.

C'est un sujet très complexe. Il y a évidemment la question de l'éducation à la nutrition via la santé, vous l'avez très bien dit, Madame BROSSEL, ce lien avec les familles, car on n'entre pas dans le cadre de la cantine du midi traditionnel : l'objet de votre vœu était de pallier une réalité que nous connaissons dans beaucoup d'arrondissements, et pas seulement dans les arrondissements de l'Est ou dans le 19e.

Par ailleurs, nous serons très vigilant, en particulier dans le 15e, via Santé Nutrition, à ce que quelque chose puisse être construit de façon coordonnée parce que c'est aussi une question d'organisation administrative. On a eu des échanges, hier, sur ce sujet dans un cadre plus global, mais à partir du moment où il y a ce genre d'initiative, il faut pouvoir l'organiser.

Nous nous abstiendrons car c'est beaucoup plus complexe qu'un simple vœu mais en tout cas, l'idée nous a évidemment intéressés. Nous suivrons la mise en place et les travaux qui pourraient être faits dans le cadre du programme Santé Nutrition.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 31, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 224).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la devise républicaine au fronton des écoles.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 32 est relatif à la devise républicaine au fronton des écoles.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, c'est un vœu relatif à la devise républicaine sur le fronton des écoles à la suite de la loi du 8 juillet 2013 qui prévoit que la devise de la république figure effectivement au fronton des écoles.

Dans le 17e arrondissement, sur 44 écoles publiques, il n'y en a que 9 qui sont dotées de cette devise républicaine et nous avons pris l'attache de la DASCO pour savoir quel pourrait être le prix moyen d'une devise républicaine par établissement : il se monterait à 6.500 euros. Nous n'avons pas un budget d'arrondissement qui permette un tel investissement.

Cette fois-ci, dépassant le cadre du 17e arrondissement, notre vœu est que le Maire de Paris s'engage à financer la mise en place de cette devise au fronton de l'ensemble des écoles parisiennes.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci beaucoup.

C'est un débat que nous avons déjà eu dans cette Assemblée. Je n'arrive pas à savoir si Ian BROSSAT est là… je ne crois pas… mais nous avions déjà eu ce débat…

Bon ! un peu de discipline, Madame BROSSEL, le matin : vous avez raison, Madame DOUVIN, donc je parle dans le micro ! Je dois avoir des côtés latins qui ressortent. Je n'ai pas pris mon petit-déjeuner ! Donc, je parle dans le micro, Madame DOUVIN, c'est promis.

Nous avons déjà eu ce débat dans cette Assemblée puisque le groupe communiste avait déposé un vœu, il y a deux ans, sur la question de l'inscription des devises républicaines au fronton des écoles. Au-delà du débat que nous avions eu il y a deux ans, c'est aujourd'hui inscrit dans la loi de refondation en effet.

Donc bien entendu, un avis par principe favorable sur votre vœu.

Peut-être un élément d'explication plus technique puisqu'on n'a pas eu l'occasion d'en discuter en 7e Commission. On a deux types de problématique sur l'inscription des devises au fronton des écoles : soit des inscriptions simples, soit des inscriptions qui nécessitent la mise en place d'échafaudages de la DPA. En fait, le coût moyen, j'ai envie de dire, n'a pas de sens car on peut avoir des interventions de nature extrêmement différente selon la taille de l'école, le type de bâtiment. Ce n'est pas la même chose d'être sur une école des années 1970-1980 ou sur une école de type Jules Ferry. On rentre là aussi dans des modalités de financement assez bien connues entre les arrondissements et la Ville de Paris, et vous connaissez cela par cœur comme élue d'arrondissement.

Bien entendu, un avis favorable et de principe sur le vœu. Et puis des modalités techniques de déploiement sur lesquelles il nous faudra distinguer le type d'école et la nature de l'intervention.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 32 avec avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté, merci. (2013, V. 225).

2013 DFPE 200 - Subvention (184.154 euros) et avenant n° 5 avec l'association "La Maison Kangourou" (10e) pour la structure multi-accueil Saussure (17e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous allons laisser Colombe BROSSEL aller prendre un café et nous passons à la DFPE, avec le projet de délibération DFPE 200. Subvention et avenant avec l'association "Maison Kangourou" pour la structure multi-accueil Saussure.

La parole est à M. Hervé BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

Très simplement, à partir du moment où un certain nombre d'associations ont des contrats avec la Ville, il paraît tout à fait normal qu'elles respectent un cahier des charges. Ce cahier des charges consiste notamment à participer aux commissions d'attribution au sein des arrondissements et bien entendu, de communiquer avec l'ensemble des membres de cette commission.

Il s'avère, et je l'avais déjà signalé à l'époque même de la M.I.E., que nous avons un problème particulier avec cette association, l'association "Kangourou" qui, certes, est présente mais fait une présence muette. C'est-à-dire qu'elle vient, annonce simplement qu'elle a son contingent. On ne sait pas comment les enfants sont recrutés, on n'a aucune communication à ce niveau-là. Quand on leur demande plus de précisions devant l'ensemble de la commission, elle s'y refuse, et nous passons l'année sans savoir quels sont les enfants qui se sont vus attribuer une place de crèche dans ces établissements.

J'ajoute que nous apprenons au hasard des rencontres, par des parents, que parfois, ils se sont vu attribuer une place une semaine avant la réunion de la commission, vous voyez à peu près ce que cela donne comme quiproquo ! Nous savons que ce sont parfois des enfants dont les parents ne font que travailler dans l'arrondissement, et qui parfois ne sont même pas préinscrits auprès des services de la mairie.

Je trouve que cela fait beaucoup quand même pour le comportement de cette association. Je l'avais déjà signalé, nous le rappelons parce que les choses, malheureusement, ne se sont pas améliorées dans ce comportement.

Les subventions, je crois, sont suffisamment importantes pour que l'on respecte le cahier des charges imposé par la Mairie de Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur BENESSIANO, pour ce rappel.

Outre le multi-accueil Saussure, cette association, "La Maison Kangourou", gère deux autres établissements dans le 17e arrondissement. Ces trois établissements représentent au total une capacité de 107 places.

Comme toutes les associations qui sont liées à la Ville dans le cadre d'une convention, La Maison Kangourou reste décisionnaire dans l'attribution des places.

Toutefois, afin de renforcer la coopération entre les mairies d'arrondissement et les associations, nous avons tenu à ce que soit spécifié dans l'article 15 des conventions - je cite - que "l'association participe aux commissions d'attribution des places d'accueil collectif de l'arrondissement, où est situé l'établissement de petite enfance, pour lui permettre de coordonner sa politique d'attribution avec celle des autres structures participantes."

Ces nouvelles conventions ont été instituées en partenariat avec les associations. Elles ont été votées fin 2012 par le Conseil de Paris. Concernant l'association "Maison Kangourou", j'ai envoyé un courrier, comme à chacune des associations concernées, d'ailleurs, pour leur présenter les nouvelles conventions et notamment l'obligation de participer à ces commissions d'attribution.

D'après les retours des services de la Direction des familles et de la petite enfance, il semblerait que La Maison Kangourou a des échanges fréquents avec la mairie du 17e. L'association accepte ainsi de prendre certains enfants qui sont proposés par la mairie d'arrondissement, plus précisément l'association proposerait 41 places à la mairie d'arrondissement sur un total de 107 places qu'elle gère dans l'arrondissement.

Nous allons toutefois leur rappeler que les engagements conventionnels qui sont inscrits dans les conventions doivent être tenus et notamment qu'elles participent aux commissions d'attribution proprement dites. Cela fait partie des obligations conventionnelles que nous allons rappeler à cette association, comme nous le faisons d'ailleurs à chacune des associations gestionnaires pour le compte… non pas pour le compte de la Ville de Paris mais, en tout cas, qui gère des structures associatives et avec lesquelles nous avons un partenariat à Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 200.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DFPE 200).

2013 DFPE 362 - Convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 66, rue Berzélius (17e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le projet de délibération DFPE 362 : délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé rue Berzélius.

La parole est à M. BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons un problème réel qui dure depuis deux ans avec la crèche Berzélius, à savoir qu'après les travaux de rénovation, cette crèche est successivement et périodiquement ouverte, fermée, ouverte, fermée, ouverte, fermée parce que, malheureusement, on ferme lorsqu'il y a un danger pour les enfants qui, d'ailleurs, sont au sein de cette crèche, puisqu'il y a depuis plusieurs mois des émanations qui, périodiquement, sont constatées au sein de l'établissement qui provoquent d'ailleurs des malaises. Vous le savez par ailleurs, on vous l'a signalé, que des personnels ont même été obligés, pour certains, de prendre des antihistaminiques et qu'un des membres du personnel a déjà fait deux malaises qui ont nécessité une intervention médicale.

Je crois qu'il serait temps que cet établissement trouve enfin une solution, d'ailleurs parce que c'est une grande inquiétude pour les parents dont les enfants sont dans cette crèche et, ensuite, le fait que périodiquement, elle soit obligée d'être fermée puis rouverte n'assure pas une pérennité, une tranquillité et une sérénité au sein de cet établissement.

On vous a saisi très régulièrement de ces problèmes depuis deux ans. Malheureusement, l'évolution, nous ne la voyons pas venir.

J'ajoute que nous avons un phénomène qui est en train de naître de la même façon dans une autre crèche qui avait été rénovée à la même époque, la crèche Lecomte ; j'en profite pour le dire.

Je rappelle aussi qu'au niveau de la crèche Lecomte, le dortoir, depuis un an, n'est plus chauffé et nous allons entrer dans un deuxième hiver où ce dortoir risque encore de rester sans chauffage.

Voilà deux problèmes que je voulais vous signaler, l'urgence étant sur la crèche Berzélius pour laquelle je vous demande de prendre des décisions fortes afin que la tranquillité et la sérénité reviennent dans cet établissement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Je vous répondrai pour ce qui concerne les problèmes qui concernent la crèche du 51, rue Berzélius.

Cette crèche a connu d'importants problèmes, alors que le projet de délibération porte sur le 66. D'accord ? Ce n'est pas tout à fait… Vous avez profité d'un cavalier municipal, on va dire !

Cette crèche du 51, rue Berzélius a connu d'importants problèmes liés à des défauts de réalisation de travaux. Nous avons été victimes sur cet établissement d'une défaillance manifeste de l'entreprise responsable des travaux de réhabilitation.

Suite à ces travaux, l'équipement avait, en effet, rouvert en 2008, mais des infiltrations récurrentes dans les dortoirs du rez-de-chaussée et dans les étages avaient conduit à sa fermeture en octobre 2010. Suite à la fermeture de l'établissement, il a fallu procéder à une phase d'analyse par un expert indépendant désigné par le Tribunal administratif, afin de pouvoir déterminer les causes des désordres et définir un plan de travail.

Cette phase d'expertise s'est avérée particulièrement longue, comme cela est parfois malheureusement le cas dans ce type de procédure. L'expert exigeait, en effet, des délais supplémentaires auprès du Tribunal administratif et plusieurs ordonnances sont intervenues afin d'étendre sa mission et son rapport définitif n'a été déposé qu'en juillet 2012.

La crèche a pu rouvrir partiellement au mois d'avril de cette année et totalement à la rentrée.

Depuis la réouverture, il s'avère qu'une odeur persistante dans les locaux techniques en sous-sol subsiste et que l'on a aussi un point d'humidité dans une salle, en sous-sol également. Il est important de préciser que cela ne concerne que des locaux techniques des personnels et pas des locaux dans lesquels sont accueillis les enfants.

Un agent a manifesté des troubles allergiques, deux autres des troubles allergiques potentiels. La médecine du travail a été immédiatement contactée afin qu'elle approche les intéressés. Plusieurs mesures ont été aussitôt prises, outre la saisine de la médecine professionnelle :

- tout d'abord, un contrôle de la qualité de l'air par le Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris ;

- la saisine de la S.L.A. pour traiter la fuite ;

- des investigations approfondies ont été menées en sous-sol par un bureau de contrôle spécialisé pour tenter de découvrir l'origine de l'odeur persistante ;

- enfin, la saisine de la S.T.E.G., ou du S.T.E.G., je ne sais plus quel est le terme exact. Je crois que c'est le service technique, donc du S.T.E.G., pour améliorer la ventilation.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Nous sommes extrêmement vigilants, bien entendu. Nous devrions avoir un retour sur les examens pratiqués par la médecine du travail et le L.H.V.P. dans les prochains jours ou la semaine prochaine.

Voilà où nous en sommes. Il est vrai que nous avons un souci persistant par rapport à ces odeurs qui persistent dans les locaux en sous-sol. Nous attendons le retour maintenant du Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris ; je l'espère dans le courant de la semaine ou la semaine prochaine, de manière à en savoir un peu plus sur les origines de cette odeur, mais sachez que les services de la DFPE et moi-même sommes tout à fait vigilants par rapport à cette situation.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet DFPE 362.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DFPE 362).

Vœu déposé par M. MARTINS relatif à la crèche Ernest May de la Croix Rouge (17e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen d'un vœu non rattaché, le vœu n° 35, relatif à la crèche Ernest May de la Croix-Rouge dans le 17e arrondissement.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour une minute.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, la crèche Ernest May, située 54, cité des Fleurs dans le 17e arrondissement est un établissement géré par la Croix-Rouge et que subventionne la Ville de Paris. Cet établissement a récemment fait parler de lui, malheureusement, parce que quatre de ses employés ont été mis en examen pour des soupçons de maltraitance sur enfants.

Notre responsabilité pour un gestionnaire, en l'occurrence la Croix-Rouge, que nous connaissons bien, avec qui nous avons l'habitude de travailler et donc sur lequel il n'est pas question de jeter l'opprobre ou la méfiance, mais il s'agit de rassurer définitivement les parents à la fois sur cette crèche et à la fois globalement que, systématiquement là où il y a un problème, la Ville prend ses responsabilités : celles de garantir que cela n'arrivera plus.

Ainsi, ce vœu demande que soit saisie l'Inspection générale de la Ville de Paris pour la réalisation d'un audit, comme la convention nous le permet, sur la crèche Ernest May.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Monsieur BENESSIANO, pour une explication de vote.

M. Hervé BENESSIANO. - Nous voterons favorablement ce vœu parce qu'il nous semble, en effet, que les problèmes récents de la gestion de cet établissement ont provoqué les plus vives inquiétudes et vous imaginez

l'émotion parmi les parents des enfants qui fréquentent cette crèche. Il est évident qu'il faut en savoir beaucoup plus, c'est un principe prioritaire de la sécurité en faveur des enfants, donc avis favorable.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Christophe NAJDOVSKI ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - L'Inspection générale réalise un audit général sur les établissements gérés par la Croix-Rouge et cet établissement fera partie de l'audit qui sera mené. Ce vœu ne fait que s'inscrire dans le cadre d'une décision qui a déjà été prise par la Mairie de Paris.

Je peux donner, malgré tout, un avis favorable à ce vœu, sachant que, de toute façon, l'Inspection générale est sur le point de faire un audit sur l'ensemble des établissements qui sont gérés par la Croix-Rouge.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 35 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 227).

2013 DF 92 Signature du pacte d'actionnaires préparé par la Ville de Paris, la Caisse des dépôts et Consignations et la société AEG Facilities France SAS (AEGFF) dans la perspective de l'entrée d'AEGFF au capital de la SAEPOPB.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DF 92 : signature du pacte d'actionnaires dans la perspective de l'entrée d'AEGFF au capital de la SAEPOPB.

La parole est à M. David ALPHAND.

M. David ALPHAND. **-** Monsieur le Maire, merci beaucoup, sur un sujet qui est récurrent au sein de notre Conseil depuis le mois de juillet dernier, et je veux, ce matin, d'une part, exercer un droit de suite sur ce dossier et, d'autre part, tirer un signal d'alarme de manière extrêmement forte.

Pour ce qui concerne le droit de suite, au mois de juillet dernier, j'étais intervenu sur la précédente délibération concernant le projet d'alliance, si j'ose dire, avec AEG sur Bercy entre AEG et la Ville de Paris, naturellement.

Monsieur GAUDILLÈRE, qui m'avait répondu à l'époque, avait jugé inconvenant que je l'interroge sur les références d'AEG, sur sa capacité à mener de telles opérations au côté du P.O.P.B. et sur sa solidité financière. Personnellement, je ne trouvais pas du tout inconvenant qu'on interroge la Ville de Paris et l'un de ses principaux représentants sur la solidité d'un partenaire, dès lors que nous parlons d'un des plus beaux fleurons de la politique sportive et de spectacle de la Ville de Paris, et je m'étais même un peu inquiété, je dois vous le dire, de la réponse de l'adjoint en charge des finances, à l'époque, réponse que j'avais jugée particulièrement préoccupante.

Alors, je réitère ma demande concernant les références à propos de ce partenaire, car on n'engage pas la Ville de Paris à la légère au P.O.P.B. à Bercy !

Pour ce qui est du signal d'alarme, le projet de délibération, ce matin, qui nous est proposé, vise à la signature d'un pacte d'actionnaires entre la Ville de Paris, la Caisse des dépôts et consignations, et précisément AEG, et c'est finalement le deuxième étage de la fusée dont nous avions vu passer le premier étage au mois de juillet dernier.

Nous nous inquiétons à propos de ce pacte d'actionnaires. Ce pacte vise à la bonne gouvernance de la société et cherche à trouver un juste équilibre entre les intérêts des trois principaux actionnaires. Il est censé encadrer le Conseil d'administration en permettant à AEG et à la Caisse des dépôts d'y être représentés. Ce pacte prévoit la création d'un comité stratégique composé de trois membres : la Ville, AEG et la Caisse des dépôts. Ce pacte, en outre, encadre la politique de dividendes au bénéfice des actionnaires. Enfin, il encadre toute évolution de la composition de l'actionnariat de la SAEPOPB.

Or, la lecture du pacte d'actionnaires annexé au projet de délibération amène à plusieurs interrogations sur l'équilibre général, cet équilibre qui est présenté dans l'exposé des motifs comme recherchant une bonne gouvernance.

Je cite les articles, pour que l'on soit bien calé sur ce qui pose problème. Il s'agit de l'article 5.4.3, relatif au fonctionnement du comité stratégique, et on s'aperçoit à la lecture attentive de cet article, que ce comité stratégique ne pourra pas fonctionner si AEG mène la politique de la chaise vide ou si AEG est absente pour telle ou telle raison.

Il en va de même pour le Conseil d'administration, et c'est l'article 5.4.8.

Enfin, je cite l'article 24-8, curieusement intitulé "cohérence" et que j'intitulerai, pour ma part, plus vraisemblablement, parce que cela colle mieux à la réalité "incohérence".

En réalité, ce pacte de bonne gouvernance, c'est la Ville de Paris qui ne prend pas ses responsabilités et qui livre le P.O.P.B. Bercy à un actionnaire en particulier, AEG, qui aura, en quelque sorte, une véritable minorité de blocage.

Vous considérerez bien que dans ces conditions, nous estimons absolument impossible de voter ce projet de délibération, ce projet qui a probablement été rédigé à la hâte, peut-être pour des raisons relatives à des impératifs de l'un des actionnaires. En tout état de cause, nous demandons à l'Exécutif de retirer ce projet de délibération et de revoir cette copie, car on ne peut pas abdiquer sur le P.O.P.B. Bercy le droit de gouvernance de la Ville de Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Effectivement, Monsieur ALPHAND, droit de suite, signal d'alarme ; c'est vrai que lors du Conseil de Paris de juillet, les représentants de la Ville au conseil d'administration de la société anonyme d'exploitation du P.O.P.B. ont reçu l'autorisation d'agréer la cession partielle des parts de la Caisse des dépôts et consignations et la cession totale des parts de la R.I.V.P. à AEGFF, "F.F." voulant dire "Facilities France". La C.D.C. a 10 % et la Ville restera majoritaire avec 54 % des parts.

Sur la société AEG Facilities France S.A.S., il s'agit de la filiale française à 100 %, donc sans actionnaire minoritaire susceptible d'interférer, de la société américaine Anschutz Entertainment Group. Son objet social est limité au portage de la participation du groupe AEG dans la SAEPOPB et le choix d'une société holding pour acquérir des titres est d'ailleurs tout à fait classique dans ce type d'opération.

AEG est, comme vous le savez, l'un des principaux acteurs mondiaux en matière d'organisation de manifestations sportives et de spectacles. A ce titre, je rappelle qu'elle exploite plus de 120 équipements polyvalents de grande capacité de par le monde et, en Europe, je cite simplement Berlin, Hambourg, Stockholm ou la salle O2 à Londres, où se déroulent les masters de tennis, événements d'ailleurs organisé par le groupe AEG.

La société AEG est elle-même une filiale à part entière de la société Anschutz Company. Ces deux sociétés immatriculées aux Etats-Unis et détenues par des capitaux privés ne sont pas soumises à l'obligation de publier leurs comptes, mais il est de notoriété publique que le groupe AEG est un des leaders mondiaux de la gestion des salles sportives et de spectacles dans le monde, un des leaders également dans le domaine de l'organisation de concerts, réalisant plusieurs milliards de dollars de chiffres d'affaires.

La Ville a reçu des assurances écrites de la part de la société américaine quant à son engagement à soutenir financièrement sa filiale française et, par ailleurs, je tiens à souligner que notre partenaire, la C.D.C., a également procédé à toutes les analyses préalables nécessaires avant de s'engager sans réserve dans ce pacte d'actionnaires.

Du point de vue de la Ville, cette recomposition du capital de la société permet de constituer un partenariat industriel fort, vous ne l'avez pas remis en cause, mais qui offre à notre société d'économie mixte des perspectives de développement commercial importantes.

En effet, AEGFF entend être un actionnaire actif et apporter son expérience et son savoir-faire à la SAEPOPB en matière d'organisation de manifestations sportives et, évidemment, de spectacles et dans la gestion d'équipements polyvalents de grande capacité.

La Ville avait convenu, pour accompagner cette modification du capital, de négocier un pacte d'actionnaires, comme vous l'avez dit, avec AEGFF et la C.D.C. pour garantir la bonne gouvernance de la société.

Quelles sont ces principales dispositions du parc d'actionnaires ?

Premièrement, la mise en place d'un comité stratégique composé de la Ville, de la C.D.C. et d'AEGFF qui aura un rôle consultatif en formulant un avis préalable sur les décisions dites importantes qui relèvent du Conseil d'administration ou de l'Assemblée générale.

Deuxièmement, pour les décisions dites majeures au champ plus restreint, le Comité devra permettre l'émergence d'un consensus entre les trois actionnaires. Il s'agit principalement de décisions susceptibles de compromettre la poursuite et l'activité actuelle de la société : accord de partenariat, modification de la convention de D.S.P., etc.

Enfin, troisième chose, une clause de distribution minimale de dividendes, sous réserve de la prise en compte des besoins en fonds propres de la société et du respect par la société des engagements pris dans la convention de crédit.

Je signale qu'il convient de noter que les statuts de la société ne sont pas modifiés par ce pacte d'actionnaires.

Enfin, en conclusion, je rappelle - cela me paraît important - que la participation de la Ville dans la SAEPOPB de 54 % n'est pas modifiée par l'entrée au capital de AEGFF et que ce pacte d'actionnaires préserve nos prérogatives de gouvernance.

Voilà ce que je pouvais vous dire aujourd'hui sur ce projet de délibération et par rapport à votre intervention. Donc, évidemment, nous ne retirons pas ce projet de délibération.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. LEGARET pour une explication de vote du groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Le problème est que Jean VUILLERMOZ ne répond pas aux questions de notre collègue David ALPHAND. Nous avions dénoncé déjà le fait que la Ville se faisait vraiment lier les mains en passant un accord avec A.E.G. Aujourd'hui, on en a la démonstration. Il y a des anomalies dans ce pacte qui nous paraissent justifier au moins des garanties juridiques.

La première chose est que ce fameux comité se substitue au comité d'audit. Tout le monde sait ce qu'est un comité d'audit. Il n'y aura plus de comité d'audit. Il est dissous par ce pacte d'actionnaires. Cela nous parait être une anomalie juridique profonde.

Deuxième point : il y a vraiment une disposition dans ce pacte, c'est l'article 24-8 qui écrit : "Les stipulations du pacte sont indépendantes de celles d'autres accords passés entre les parties et de celles des statuts de la société". Cela veut bien dire que ce pacte est considéré comme devant prévaloir sur les statuts. Or, les statuts, c'est ce qui engage la société. C'est un établissement très particulier, donc cette disposition du pacte nous paraît absolument dérogatoire. Je pense qu'il y a là une grande imprudence juridique.

Je ne sais pas qui a validé cela juridiquement, mais il nous semblerait vraiment beaucoup plus raisonnable de retirer ce projet de délibération jusqu'à ce que des vérifications juridiques aient été faites. Mais j'attire tout spécialement votre attention sur les articles 5.4.3 et 5.4.8, et notamment 24-8 où il est écrit en toutes lettres que ce pacte aura une valeur juridique supérieure à celle des statuts de la société. Cela me parait être une grande nouveauté et une profonde anomalie.

Donc, vraiment, je souhaite que vous retiriez ce projet de délibération jusqu'à ce que des vérifications juridiques approfondies aient été faites. Si vous la maintenez, naturellement nous voterons contre.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Il ne s'agissait pas vraiment d'une explication de vote.

La parole est à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Simplement deux choses. Le pacte précise deux choses, ou plutôt le pacte précise des choses qui ne sont pas prévues dans les statuts. Pas donc d'opposition avec les statuts qui sont très généraux. Le choix qui a été fait, je le redis, parce qu'évidemment, je n'aurais pas accepté personnellement, s'il y avait eu ce changement, mais le choix qui a été fait, c'est précisément qu'il n'y ait aucune minorité de blocage. Et ce pacte d'actionnaire ne fait qu'organiser la gouvernance avec les actionnaires minoritaires qui ne disposent que de 32 %.

Je redis que cette situation n'est pas contradictoire et que nous proposons de maintenir ce projet de délibération.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 92.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DF 92).

2013 DJS 209 Subvention (450.000 euros) et convention avec la Fondation Paris Saint-Germain au titre de la saison 2013-2014.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 209 : subvention de 450.000 euros et convention avec la Fondation Paris Saint-Germain.

La parole est à Sylvain GAREL pour 5 minutes maximum.

M. Sylvain GAREL. - Je ne vais pas utiliser probablement mes cinq minutes.

Première chose, d'abord cette fondation, sur le papier en tout cas, a des objectifs tout à fait honorables : activités récréatives pour les enfants d'un quartier sensible, action éducative par le jeu, insertion sociale et professionnelle de jeunes en difficulté sur le marché de l'emploi, etc. Cela est tout à fait intéressant. En particulier, aussi, on est très sensible à la promotion du football féminin ou au développement des "Citystade" qui nous semblent tout à fait aller dans le sens d'un type de sport que nous voulons développer.

Le problème est : pourquoi cette fondation doit être financée par la Ville de Paris ? Il y a de nombreuses multinationales, Coca Cola, Total, Microsoft qui ont des fondations et ils ne sont pas financés par la Ville.

Je vous rappelle que cette fondation va débourser 450.000 euros par an, c'est 0,1 % de son budget qui est de 400 millions d'euros. Je pense que le P.S.G., en économisant quelques jours de salaire d'un de ses joueurs, pouvait financer lui-même les activités caritatives qu'il souhaite développer.

L'autre problème aussi est que la Ville, qui s'est enorgueillie à juste titre d'arrêter de subventionner le P.S.G., triple la subvention à la fondation qui passe de 170.000 à 450.000 euros ! En période de crise budgétaire, je ne vois pas pourquoi la Ville se met à tripler sa subvention à un organisme, le P.S.G., qui apparemment n'a pas l'air de connaître de grosses difficultés financières, si l'on se rappelle quand même qu'un joueur a été acheté 64 millions d'euros au cours de l'été et qu'il va toucher un salaire de près de 1 million d'euros. Vous voyez, la subvention qu'on donne, c'est quinze jours de salaire de ce joueur.

Donc je trouve que c'est une aberration. Autant on peut tout à fait se réjouir que la Ville arrête de subventionner le club, mais on n'a pas non plus à subventionner cette fondation. Le P.S.G. est bien assez riche pour subventionner ces activités.

Donc je souhaite que ce projet de délibération soit retiré. Dans le cas contraire, bien sûr, nous voterons contre cette subvention.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Marinette BACHE et ensuite M. Pierre GABORIAU.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Moi, j'irai à l'opposé de mon ami et collègue Sylvain GAREL, car je pense en effet que si l'équipe professionnelle de football du Paris Saint-Germain est financée par d'autres sources que la nôtre, et ne semble en effet ne pas avoir besoin d'argent public, au contraire, l'objet que poursuit cette fondation mérite, lui, notre soutien engagé.

D'ailleurs, c'est depuis plusieurs années que nous travaillons avec la Fondation P.S.G. et nous pouvons maintenant en tirer un bilan qui est plutôt intéressant. Avec environ 130 opérations diverses, qui vont des activités proposées aux enfants dans les quartiers à l'aide à l'insertion sociale et professionnelle, il a été possible de toucher ainsi quelques 8.000 jeunes. Par l'intermédiaire de cette fondation, le P.S.G. Football est parrain de 16 clubs filleuls dans la capitale et 400 enfants ont ainsi bénéficié d'après-midis P.S.G. Les autres clubs ne sont pas exclus par ailleurs, puisque des journées P.S.G. ont permis d'associer ainsi 700 autres jeunes.

Je veux attirer plus particulièrement l'attention sur les vacances P.S.G., car parmi les trois stages ainsi proposés, l'un était réservé aux filles et tout ce qui permet de n'exclure les jeunes filles d'aucune activité a priori m'est particulièrement cher.

De plus, les stages vacances P.S.G. sont à destination de jeunes ne partant pas de Paris pendant les congés scolaires, et je ne sous-estime pas la joie de ces gamins d'assister à des séances d'entraînement de l'équipe première.

Je me souviens également du vœu de ma collègue et amie Karen TAÏEB qui avait souhaité que le Paris Saint-Germain, en contrepartie de la subvention qu'on lui accordait alors, s'engage annuellement dans une grande opération caritative.

C'est la fondation qui agit dans ce même esprit, par exemple à l'hôpital Necker - Enfants malades, avec la quasi-totalité de l'effectif pro du P.S.G.

Enfin, la fondation a une action intéressante dans le domaine de l'insertion professionnelle en accompagnant des jeunes jusqu'à l'obtention d'un brevet professionnel "jeunesse, éducation populaire et sport".

Cette nouvelle convention nous permettra de continuer de donner de l'ampleur à ces actions. 17 clubs seront désormais filleuls du P.S.G. Les anciennes actions sont reconduites et de nouvelles mises sur pied. Un tournoi sera ouvert aux clubs filleuls et un tournoi populaire ouvert à tous les jeunes parisiens, avec le soutien actif du P.S.G. et ses moyens techniques et logistiques. Un "city stade" va être créé dans l'est parisien. Ce sont quelques axes de travail qui méritent d'être encouragés.

Je veux cependant revenir rapidement sur deux points qui me tiennent plus particulièrement à cœur, d'abord le fait de ne pas se centrer uniquement sur l'équipe professionnelle masculine de football. En handball aussi, "Paris est magique".

Dans les écoles Rouge et Bleu, outil d'un dispositif de lutte contre l'échec scolaire, les jeunes pourront également pratiquer ce sport collectif extrêmement populaire dans le milieu scolaire.

Ensuite et enfin, le foot féminin. J'imagine qu'il n'a échappé à personne que notre équipe est vice-championne de France et qu'elle est donc un excellent moteur pour amener les filles à cette pratique.

Les sections féminines vont être encouragées dans les clubs filleuls à travers un dispositif appelé "Allez les filles" et une intéressante opération de partenariat est mise en place avec le collège François Villon.

Je ne peux qu'espérer qu'elle fera des émules dans d'autres collèges parisiens, car cela participe de l'émancipation des jeunes filles et nous y sommes, je crois, dans cette Assemblée, collectivement attachés.

Vous l'aurez compris, l'orientation qui a été donnée à notre travail avec la fondation P.S.G. me plaît et j'espère, Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint, que nous pourrons poursuivre en ce sens.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Pierre GABORIAU.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Je retire mon intervention.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je donne la parole à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je croyais que c'était M. ALPHAND.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur ALPHAND ?

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire, de cette lecture très attentive du déroulé de la séance.

Monsieur VUILLERMOZ, l'enfer est pavé de bonnes intentions !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Vous l'avez déjà faite, celle-là !

M. David ALPHAND. - En voici encore un exemple ce matin.

Les bonnes intentions, c'est le financement de cette fondation Paris Saint-Germain. L'enfer, ce sont les objectifs, le contenu brouillon, l'absence de suivi et, pour tout dire, Monsieur VUILLERMOZ, la déception : aucune imagination, aucune créativité ; bref, un désintérêt réel à l'égard de l'activité de cette fondation.

Alors, je vais maintenant rentrer dans le détail car, pour 450.000 euros, encore faut-il que les Parisiens s'y retrouvent.

Cette fondation mène tout d'abord des actions d'animation et, en effet, Madame BACHE, je suis d'accord avec vous, vous l'avez dit, ce sont des actions plutôt intéressantes : des actions d'animation, d'insertion qui s'appuient sur un réseau étroit de clubs filleuls que le Paris Saint-Germain et sa fondation ont su nouer au fil du temps et fortifier ce réseau.

Deuxième action, une action en faveur du football féminin à Paris. Madame BACHE, vous le rappeliez, cette équipe du Paris Saint-Germain au féminin est vice-championne de France en 2013 et, je dois le dire, au-delà des félicitations que nous pouvons leur adresser, nous nourrissons quand même un regret : nous aimerions bien - et, avec ma collègue Laurence DREYFUSS, nous avons déjà eu l'occasion de vous saisir dans ce sens - voir un jour, finalement, l'équipe de foot féminine du Paris Saint-Germain jouer un match au Parc des Princes. Je crois quand même que ce serait bien la moindre des choses.

Je ne comprends pas cette forme de discrimination, sur laquelle la Ville de Paris n'a jamais eu le courage d'inciter les dirigeants du Paris Saint-Germain à aller plus avant dans la promotion du foot au féminin à Paris.

Troisième action prévue dans le cadre de cette fondation : un grand tournoi populaire de foot. On dit que l'on utilisera le centre d'entraînement du Paris Saint-Germain. Là, Monsieur VUILLERMOZ, pardon, mais, si c'est une grande action menée par la fondation et si c'est l'une des principales, organiser un tournoi de foot, je connais plein de clubs amateurs qui le font tout au long de l'année et je trouve cela un peu juste, je vous le dis tel que je le pense : cela manque de souffle.

Là où cela manque encore un peu plus de souffle - on va crescendo, naturellement -, c'est le quatrième objectif : la lutte contre l'échec scolaire. C'est le fourre-tout, le grand bric-à-brac, la grande braderie de la Ville de Paris pour le foot. On y mélange l'éducation, la culture, le sport santé et, bientôt, vous allez nous parler de diététique et de nutrition !

Mais il n'y a pas de travail de fond, Monsieur VUILLERMOZ, qui est effectué sur ce contrat passé avec la fondation du Paris Saint-Germain et je relève un dernier exemple : dans l'exposé des motifs, vous nous parlez de la construction d'un premier city centre et vous évoquez l'Est de Paris. Ne serait-il pas un minimum, Monsieur VUILLERMOZ, que vous indiquiez aux représentants des Parisiens dans quel arrondissement vous souhaitez établir ce premier city centre qui motive, par ailleurs, l'augmentation très conséquente que relevait M. GAREL en introduction ?

Je dois vous le dire en conclusion, je relève trois points : c'est l'absence de suivi, car vous ne nous parlez à aucun moment du contrôle que vous allez mener concernant l'utilisation de ces crédits. C'est pourtant déjà un point dont on a souvent parlé ici en Conseil de Paris et qui a été relevé par la Chambre régionale des comptes en son temps, mais vous ne faites rien.

Deuxième point, quand on subventionne une activité d'animation et d'insertion, je crois que, quand il s'agit du Paris Saint-Germain, étant donné le nouveau modèle économique qui vient d'être mis en place du côté de ce club, on pourrait également penser à la formation, car il n'y a rien sur la formation des joueurs. Les clubs filleuls, combien fournissent-ils de joueurs à l'équipe professionnelle du Paris Saint-Germain aujourd'hui ? Dans l'équipe type, il n'y en a probablement aucun qui sort des clubs filleuls et la Ville de Paris, Monsieur VUILLERMOZ, vous vous en moquez, vous faites comme si cela n'existait pas.

Dernier point, j'aimerais, Monsieur VUILLERMOZ, que vous modifiiez le contenu de cette copie pour demander aux joueurs professionnels du Paris Saint-Germain de s'investir et de se mobiliser, y compris en prenant de leur temps après les entraînements pour aller à la rencontre des jeunes. Mais cela, Monsieur VUILLERMOZ, vous l'avez oublié aussi et vous prêtez le flanc ainsi à la critique de M. GAREL.

Je voterai naturellement ce projet de délibération, mais il est particulièrement insuffisant !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ, avec courage !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je dirai simplement à M. ALPHAND : qu'il me permette de ne pas croire à l'enfer, sauf si vous accolez "enfer" à "pavé", auquel cas cela me fait penser à Paris - Roubaix, évidemment.

Je sais que je ne vais pas convaincre M. GAREL, donc je ne reviendrai pas. Mme BACHE a dit l'essentiel de ce qu'il fallait dire sur ce projet de délibération.

Je dirai simplement que, pour une part, c'est vrai que le fait d'augmenter d'une façon importante la subvention à la fondation vient d'un transfert, pour une part, de l'activité qui était faite par le Paris Saint-Germain avant et qui sera faite aujourd'hui - et donc demain - par la fondation du P.S.G., notamment en ce qui concerne, encore une fois je ne reviens pas sur tout ce qu'a dit Marinette BACHE, notamment les clubs filleuls qui étaient pris en compte par le P.S.G. et qui seront maintenant pris en compte par la fondation.

Donc, il y a un transfert d'activité qui se fait et il nous semble nécessaire et important d'accompagner ce transfert à travers une augmentation substantielle de la subvention à la fondation P.S.G.

Je ne reviens pas sur cette volonté de continuer à accompagner la fondation du P.S.G. dans son développement et dans toute l'activité qui a été décrite par Marinette BACHE.

Je veux simplement répondre à deux questions posées par M. ALPHAND. Le match des filles au P.S.G., vous savez que nous nous battons et que l'on continuera à se battre pour que les féminines du P.S.G. fassent un match ou des matchs au Parc des Princes.

Je crois que cela viendra, et que cela viendra peut-être un peu plus vite que prévu, parce que cette équipe est en train de grandir, est en train de devenir certainement l'une des plus grandes équipes d'Europe, évidemment avec Lyon, et que quand il y aura un peu plus de public, car faire un match dans un stade de 47.000 places devant 5.000 personnes, on ne peut pas dire que cela soit très attrayant, donc, la dernière fois qu'il y a eu un match, car il y en déjà eu un, du P.S.G. féminin, accompagné par une campagne d'affichage à Paris, il y avait au maximum 5.000 personnes.

Il faut arriver à, non pas remplir, mais à faire en sorte que le Parc des Princes soit plus plein que ce qu'il n'a été quand il y a eu ce match des filles. Je souhaite donc que très rapidement, le football féminin en France, accompagné par le Paris Saint-Germain féminin, devienne un sport important accompagné de spectateurs. C'était la première question.

Sur la formation des joueurs, Monsieur ALPHAND, je pensais que vous étiez quelqu'un qui suivait de près les activités du Paris Saint-Germain. Franchement, la formation au Paris Saint-Germain est l'une des meilleures des clubs en France à travers son centre d'entraînement. Vous savez qu'il y a la volonté, et c'était l'une des premières questions que nous avait posées le nouveau Paris Saint-Germain, d'accompagner cette formation en rassemblant l'ensemble des activités du Paris Saint-Germain, centre d'entraînement et centre de formation, sur un même espace, avec les filles également.

Cela se fait. Je pense que cela se fera, j'espère le plus tôt possible, mais d'ores et déjà, il y a beaucoup de jeunes, d'ailleurs filles et garçons, qui sortent de cet énorme vivier que représente la population de la Région Ile-de-France, de la région parisienne et de Paris. C'est vrai qu'actuellement, peu de joueurs sont sortis de Paris mais il y en a au moins un que je connais, moi, qui ne joue plus au Paris Saint-Germain mais dans un autre club - je crois qu'il est à Grenoble aujourd'hui.

Vous savez aussi que le Paris Saint-Germain, même à l'heure actuelle, accueille dans l'équipe première un certain nombre de jeunes issus de la formation du Paris Saint-Germain. Vous ne pouvez donc pas dire que la formation au Paris Saint-Germain n'est pas quelque chose qui est pris en compte, et pris en compte à partir du vivier de la Région Ile-de-France.

Je crois qu'il est important de souligner que la fondation se pose comme un acteur essentiel maintenant afin de conserver et d'enrichir le lien entre sport de haut niveau et sport de proximité.

Je ne vais pas convaincre Sylvain GAREL, mais je crois que c'est important, et que la fondation va œuvrer pour que les équipes féminines et masculines du Paris Saint-Germain, ainsi que l'équipe de handball, s'impliquent toujours davantage sur le territoire parisien, et avec les acteurs sociaux et sportifs qui œuvrent dans les quartiers.

Je pense que ces actions peuvent enrichir le tissu sportif parisien dans son ensemble. C'est pour cela que je crois que ce projet de délibération et l'aide que nous apportons à la fondation est quelque chose d'important.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 209.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 209).

2013 DJS 406 - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'association A.S.P.T.T Paris Ile De France pour l'exploitation privative de l'espace de remise en forme situé dans l'enceinte du stade municipal Sébastien Charléty (13e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DJS 406 : convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'association A.S.P.T.T. dans l'enceinte du stade municipal Charléty.

La parole est à M. Yves CONTASSOT, pour cinq minutes maximum.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, c'est un projet important, puisque depuis le 30 avril, l'ancienne attribution de marché public de prestations de services à l'U.C.P.A. est close.

Nous avions déjà délibéré, enfin évoqué, en tout cas en conseil d'arrondissement, la nécessité d'avoir sur ce site une structure d'accueil qui permette de garder un des aspects tout à fait important de ce qui s'y passait, c'est-à-dire un accès très large ouvert à tous, et notamment aux publics plutôt modestes ou défavorisés.

Alors, simplement, au vu de ce qui nous est présenté et des deux propositions, l'A.S.P.T.T. et l'U.C.P.A., il nous est dit que dans les deux cas, les deux candidats avaient indiqué les difficultés financières potentielles pour gérer ce lieu et la difficulté d'arriver à trouver un équilibre leur permettant de payer une redevance, puisque c'est l'un des aspects nouveaux de cette C.O.D.P., et d'ailleurs, l'un a dit qu'il ne pouvait pas du tout payer, et l'autre a dit que les deux premières années, il ne paierait rien.

La question qui se pose aujourd'hui, c'est que l'on voit bien qu'on est dans une situation difficile, fragile pour le bénéficiaire de cette C.O.D.P., qui prévoit une rémunération à la Ville extrêmement faible et uniquement à partir de la troisième année.

L'inquiétude que je voudrais souligner, c'est le risque, s'il n'y a pas une capacité à trouver un chiffre d'affaires suffisant, de voir évoluer l'offre sur ce lieu, et un retour à des pratiques que l'on connaît bien ailleurs, c'est-à-dire un public plus privilégié à des tarifs plus élevés et donc l'abandon d'une offre à l'ensemble des publics modestes.

Je voudrais savoir quelle disposition éventuelle la Ville envisage au cas où nous serions dans cette évolution assez négative pour le quartier. Est-il envisageable de revoir cette C.O.D.P. et y a-t-il une clause de revoyure au cas où les difficultés seraient supérieures - évidemment, on ne l'espère pas - à ce qui est déjà envisagée par l'A.S.P.T.T. ?

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Déjà, il faut rappeler quand même un certain nombre de chose. C'est un passage de la gestion des centres de remise en forme municipaux en C.O.D.P. que nous avons souhaité. Une procédure infructueuse en avril. Nous avons voté un vœu en juin pour le maintien des activités de l'espace de remise en forme.

D'ailleurs, Yves CONTASSOT, vous aviez voté la délibération au Conseil d'arrondissement.

Deux candidats ont fait des offres à la Ville : l'U.C.P.A. et l'A.S.P.T.T.

Le premier critère était l'offre sportive, où il y avait une équivalence des réponses.

Le deuxième critère de la redevance a donné l'avantage à l'A.S.P.T.T., qui propose environ 25.000 euros de redevance sur la durée de la C.O.D.P., soit quand même 2,84 % du chiffre d'affaires, ce qui est inférieur aux exigences de la Ville, mais qui s'explique par le projet social souhaité.

L'U.C.P.A. ne propose pas de redevance, mais une participation de la Ville.

Enfin, le troisième critère était celui de l'investissement. C'est l'avantage à l'A.S.P.T.T., qui propose 25.000 euros pour rénover la salle et 55.000 euros pour renouveler les appareils alors que l'U.C.P.A. ne propose que l'entretien des machines.

Voilà pour le choix qui a été fait de l'A.S.P.T.T.

C'est vrai, Monsieur CONTASSOT, les C.O.D.P. de la Ville, notamment en matière d'espaces de remise en forme, c'est difficile car nous souhaitons que les tarifs restent les plus faibles possible de façon à ce que l'ensemble des populations puissent y aller, et c'est vrai que les espaces de remise en forme ne sont pas forcément ouverts à l'heure actuelle aux populations qui ont le moins de revenu.

C'est ce que nous voulons faire : nous voulons faire en sorte que cela soit une offre de service public qui permette à l'ensemble de la population, et pas seulement à ceux qui en ont les moyens, de pouvoir accéder à ces espaces de remise en forme.

Alors, vous me posez une question : on va commencer à mettre en œuvre cette C.O.D.P., on verra bien ! Mais il n'y a pas de raison que cela se casse la figure tout de suite, déjà. On va regarder et puis petit à petit, on verra l'évolution de tout cela mais je pense que cela peut vivre dans de bonnes conditions, à condition évidemment qu'il y ait du public qui vienne, qu'il y ait donc une bonne participation, une bonne affluence dans cet espace de remise en forme, ce que je pense être normal et qui va arriver. À partir de là, si jamais il y a des problèmes, nous verrons. Nous serons toujours en capacité, de toute façon, de reprendre cet espace de remise en forme.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 406.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 406).

2013 DPA 17 - Passation des marchés de travaux relatif à la construction d'un gymnase de type C, d'une salle de sport en structure légère, d'un terrain d'éducation physique non couvert, et mise en oeuvre d'installations provisoires au stade Suchet 25, avenue du Maréchal Franchet d'Esperey (16e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DPA 17 : marché de travaux relatif à la construction de divers équipements sportifs au stade Suchet, dans le 16e arrondissement.

La parole est à M. Yves CONTASSOT, cinq minutes maximum et ensuite, David ALPHAND.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

On ne peut évidemment que saluer le développement d'équipements sportifs de proximité qui viennent compenser en partie l'espace perdu sur le fonds des Princes et le stade Hébert pour l'extension de Roland Garros, le transfert du Centre national d'entraînement et le bureau de la F.F.T. De la même manière, d'ailleurs, d'autres équipements de compensation ont été prévus sur le stade Géo André.

En revanche, sur le plan financier, le projet de délibération soulève quand même de graves questions.

Pour le seul gymnase Suchet, le coût de la construction est de 12 millions d'euros à la charge de la Ville. Or selon la C.O.D.P. proposée à la F.F.T., cette dernière ne verse en contrepartie de la destruction d'Hébert que 2 millions d'euros, bien loin des 12 millions dépensés pour le seul gymnase de Suchet et des 8 millions également injectés dans celui de Géo André.

Manifestement, il s'agit donc d'un nouveau cadeau de la Ville au détriment des Parisiennes et des Parisiens, la Ville investissant, au final, 20 millions d'euros quand la F.F.T. ne lui en dédommage que 1/10.

Précisons que la F.F.T. ne versera pas non plus de redevance pour l'occupation future d'Hébert, puisque celui-ci ne génère pas de chiffre d'affaires et que la redevance de la F.F.T. est construite par un calcul en proportion du chiffre d'affaires du tournoi.

Au passage, je note que pour un équipement municipal au profit des plus défavorisés, le taux de redevance, qui vient d'être indiqué par Jean VUILLERMOZ, est de 2,8 % ; pour la F.F.T., qui n'a pas le même public, c'est 3 %.

Pour en revenir aux gymnases Suchet et Géo André, ces charges s'ajoutent aux autres charges liées à l'extension des emprises occupées par la F.F.T. que la Ville de Paris assume, tels que les frais de déplacement au parc floral de Vincennes d'une partie des collections botaniques exposées dans les serres chaudes destinées à être démolies pour construire ce fameux court de 4.950 places, ainsi que l'entretien des espaces verts du jardin des serres d'Auteuil assuré par la Ville de Paris et à ses frais.

L'ensemble de ces coûts n'est pas non plus inclus dans le montant de la redevance d'occupation domaniale de la F.F.T. qui est directement lié à l'occupation de la dépendance domaniale.

Ces charges, dont le montant n'est pas négligeable, doivent, en outre, être appréciées au regard de la subvention exceptionnelle que la Ville de Paris a accepté de verser à la F.F.T. pour un montant de 20 millions d'euros. Clairement, l'équilibre financier global du projet d'extension n'est donc pas assuré, si ce n'est par des subventions cachées, non assumées comme telles, de la Ville.

On comprend ainsi que la justice ait épinglé à plusieurs reprises la Ville et la F.F.T. sur le montant de la redevance prévue.

En 1992, lors de la précédente extension sur une partie du Fonds des Princes, la F.F.T. avait au moins pris à sa charge la construction des stades, compensant la part des terrains sportifs, stades Hébert et Suchet, courts de tennis en dur plus double gymnase de type C en sous-sol du Fonds des Princes.

Aujourd'hui, pour la compensation des équipements de proximité, elle ne prend même plus le soin de dédommager les Parisiens.

Sachant que, par ailleurs, évidemment, son modèle économique s'effondre avec l'infructueux sur les droits de retransmission, nous sommes évidemment dans une situation particulièrement délicate.

S'agissant évidemment de la construction d'un gymnase et d'une salle de sport, nous voterons ce projet de délibération, mais nous ne doutons pas que cela contribuera un peu plus à faire décider les tribunaux que, décidément, le compte n'y est pas pour l'extension de Roland Garros.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. David ALPHAND, puis à M. Pierre GABORIAU.

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, merci.

Je vais peut-être gâcher le plaisir de M. VUILLERMOZ ce matin, parce que je pressens l'intervention préparée par M. VUILLERMOZ ce matin qui ira dans le sens : "Vous voyez, on vous l'avait bien dit, voici des cadeaux que nous faisons au 16e arrondissement et, Monsieur ALPHAND, votre esprit est bien mal tourné que de considérer qu'il y a là malice de la part de la Ville de Paris et d'émettre quelques réserves, si ce n'est des critiques, concernant ce projet de délibération".

Je vous ai fait la synthèse de votre intervention, Monsieur VUILLERMOZ, cela nous permettra de gagner du temps.

En réalité, je dois dire que je partage pleinement la fine analyse de notre collègue Yves CONTASSOT et, de ce point de vue, le feu n'est pas au vert mais il est au rouge.

Je dissipe également le terrible suspens qui plane autour du sens du vote que nous effectuerons tout à l'heure avec ma collègue Laurence DREYFUSS, nous voterons favorablement ce projet de délibération, mais ce vote favorable n'efface en rien les tumultes et le fiasco en vue autour de l'extension du projet de stade de Roland Garros dans le 16e arrondissement et sur lequel nous avons déjà eu, à de nombreuses reprises, l'occasion de revenir dans cet hémicycle, et je ne doute pas que nous poursuivrons encore bien longtemps le combat, probablement en 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, si j'en crois la seule interview donnée ce matin par M. ISERN, l'un des grands responsables de la Fédération française de tennis dans "Le Figaro".

Pour ce qui est du projet de délibération qui nous est présenté ce matin, nous ne refusons pas de nouvelles installations sportives dans le 16e arrondissement ; néanmoins, nous avons une idée très précise du coût, parce qu'en réalité, on fait payer le contribuable parisien, grâce à ce projet d'extension de Roland Garros, trois fois.

La première fois, il avait déjà payé le double gymnase du Fonds des Princes, la deuxième fois, il paye pour la destruction et la troisième fois, il paye pour le nouveau gymnase sur Suchet, avec une structure temporaire, en plus, ce qui en dit long sur la précipitation dans laquelle vous êtes, Monsieur VUILLERMOZ, et sur l'impréparation de ce

projet, en réalité, car vous faites payer des frais tout à fait superflus de 350.000 euros pour une structure temporaire, qui viennent s'additionner à une facture déjà très lourde de 12 millions d'euros.

Naturellement, comme le disait Yves CONTASSOT, il s'agit d'une subvention cachée au projet d'extension du site de Roland Garros, mais cela, vous ne le dites pas dans l'exposé des motifs.

Alors, dans ces conditions, on peut regretter ce coût financier et on regrette également, Monsieur VUILLERMOZ, et on ne les oublie pas, ces courts de tennis qui ont été supprimés du côté du fond de Roland Garros et qui ne sont toujours pas retrouvés dans le décompte final pour les amateurs de sport, et de tennis en particulier, et plus précisément dans le 16e arrondissement, on ne les perd pas de vue, et lorsque vous direz que le bilan est positif pour le 16e arrondissement, ce sera un mensonge.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Pierre GABORIAU.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le maire du 16e, Claude GOASGUEN, et l'équipe municipale se réjouissent de ce projet de délibération, car il contribue à apporter au sport de proximité, en particulier pour les scolaires et les associations sportives, un établissement Suchet rénové et moderne.

Certes, le Fonds des Princes et le stade Hébert vont être réduits pour la proximité, mais il faut se souvenir que le Fonds des Princes était dans un état très vétuste, et le fait que la Ville, aujourd'hui, offre au 16e arrondissement en particulier et à Paris plus généralement, un établissement de cette qualité, avec un gymnase, une salle de sport et un terrain d'éducation physique, compense ce que nous allons perdre sur l'extension de Roland Garros.

Je voudrais juste préciser, puisqu'il a été fait état du côté financier, que si ma mémoire est bonne, la destruction du Fonds des Princes est réglée par la Fédération française de tennis et non pas par la Ville.

Certes, la somme est importante pour Suchet, mais on va avoir un établissement moderne, ouvert à la proximité, et nous nous réjouissons, en particulier le maire et l'équipe municipale, de ce projet de délibération que nous voterons, évidemment, très favorablement.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur ALPHAND, ne faites pas la réponse à ma place, on n'a évidemment pas les mêmes idées, je crois que cela se voit, en général, et encore moins sur ce qui concerne Roland Garros, donc franchement, ne faites pas de réponse à ma place !

Simplement, je veux rappeler que l'objet du projet de délibération porte sur la création au sein du centre sportif Suchet d'un gymnase de type C, mais pas seulement : une salle de sport, un T.E.P. et des installations provisoires. Ces installations, je le rappelle, sont destinées à maintenir l'offre sportive de proximité, puisque le gymnase du Fonds des Princes est amené à disparaître dans le cadre de l'opération de modernisation du stade Roland Garros.

Nous nous situons dans le parfait respect de nos engagements ; ce sont des engagements que j'ai pris à la mairie du 16e arrondissement, des engagements que j'ai pris dans toutes les réunions que nous avons eues, dans les réunions de Roland Garros.

Il s'agit simplement d'améliorer l'offre de proximité dans le 16e arrondissement.

Monsieur CONTASSOT, Monsieur ALPHAND, vous êtes évidemment deux opposants à l'amélioration de Roland Garros. Cela fait maintes réunions que nous faisons ensemble, vous gardez vos contradictions par rapport à cette reconstruction, c'est tout.

Franchement, le gymnase Suchet est un équipement de la Ville, sur un terrain de la Ville, il est donc logique que la Ville paye ses installations.

Je rappelle que le double gymnase - cela a été dit par M. GABORIAU, je ne fais que le rappeler - du Fonds des Princes est dans un état déplorable. Il aurait bien fallu l'abattre pour assurer une reconstruction, parce que, de toute façon, ce gymnase est plein d'amiante, donc on n'aurait pas pu faire des travaux, il aurait bien fallu, à un moment donné, le démolir pour le reconstruire. C'est quelque chose qui arrive maintenant, parce qu'il y a cette solution à Suchet qui est une bonne solution parce que cela permettra, évidemment, là encore, de diversifier l'offre sportive dans le 16e arrondissement.

Concernant Roland Garros, Monsieur CONTASSOT, je n'y reviens pas. La Ville, je le rappelle, est déterminée à mener à bien le projet de la F.F.T. qui est le meilleur pour le rayonnement international et le dynamisme de Paris.

Il y a évidemment une procédure juridique en cours. La Ville de Paris s'est exprimée dès le lendemain du jugement du Tribunal administratif, en faisant part de sa décision de faire appel des motifs d'annulation. La Ville a des arguments solides et sérieux pour contester ces motifs.

Vous savez également qu'une nouvelle convention avec la F.F.T. a été adoptée par le Conseil de Paris avant l'été, donc on verra bien le résultat du jugement de la Chambre d'appel, qui doit se prononcer bientôt.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 17.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPA 17).

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'offre sportive dans le quartier Place des Fêtes.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen d'un vœu non rattaché. Le vœu n° 36 est relatif à l'offre sportive dans le quartier de la place des Fêtes.

La parole est à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, maire du 19e arrondissement. - Merci de me prendre un peu au dépourvu, je vous prie de m'en excuser !

Oui, la place des Fêtes est confrontée depuis de nombreuses années à un déficit d'équipements sportifs, malgré la présence du gymnase de la rue des Lilas. Le fait est que la libération, il y a quelques années, partielle en tout cas, des locaux de la rue du Docteur-Potain, qui furent en leur temps des locaux annexes de l'ancien lycée hôtelier Jean Quarré, est une opportunité sur laquelle, évidemment, convergent toutes les interrogations et tous les désirs de renforcer la densité du quartier en équipements.

Après des recherches compliquées, il est apparu que ces locaux étaient aujourd'hui définitivement propriété du Conseil régional, qui en a un usage provisoire et partiel.

L'objet de ce vœu est effectivement de solliciter des rapprochements et des échanges entre la Ville et le Conseil régional pour que, dans le respect des intérêts bien compris des deux collectivités, nous trouvions les moyens et toutes les façons de restituer ces locaux à un usage collectif local d'intérêt général et d'intérêt public, notamment sous une forme d'équipements sportifs qui n'auraient d'ailleurs pas, de mon point de vue, vocation à utiliser forcément la totalité des locaux.

C'est donc l'objet de ce vœu que je souhaite voir adopter par notre Assemblée.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je ne dirai qu'une chose : avis favorable.

Evidemment qu'il y a besoin d'un équipement sportif dans le quartier de la place des Fêtes qui est l'un des quartiers les moins bien desservis en équipements sportifs dans le 19e arrondissement. C'est d'autant plus marquant qu'il s'agit d'un quartier avec beaucoup de jeunes et donc beaucoup d'attrait pour le sport. Peut-être qu'il faut regarder, ce n'est pas forcément seulement un équipement de proximité qu'il faut ; peut-être qu'il faut regarder à être un peu plus exigeant. Evidemment, tout cela appartiendra à la prochaine mandature, et puis, à une discussion à avoir forcément avec la Région Ile-de-France.

Même s'il faut inviter à une certaine prudence, afin de ne pas aller trop vite dans nos intentions, évidemment je vais donner un avis favorable, et même très favorable, à ce vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 36.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 228).

2013 DJS 220 Subvention (430.000 euros) et convention avec le Club des Français Volants au titre de la saison 2013-2014.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Décidément, la matinée est un peu difficile. Nous avons eu un petit loupé… Le projet de délibération DJS 220 : subvention et convention avec le Club des Français Volants au titre de la saison 2013-2014.

Monsieur David ALPHAND, vous avez la parole.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Les Français Volants !

Monsieur VUILLERMOZ, comme on connaît ses saints, on les honore !

Ce matin, je voudrais vous interroger sur ce club sportif qui est lui aussi l'un des fleurons de nos clubs parisiens. Je voudrais rappeler, en préambule, sa double activité, tant en termes de hockey sur glace que de patinage artistique, avec près de 800 licenciés.

Mais, ce matin, je voudrais vous interroger sur le devenir de ce club lors de la saison à venir. Les travaux du côté du P.O.P.B. (Palais Omnisports de Bercy) vont avoir de sérieuses conséquences sur l'activité durant la saison. En particulier, de mars à novembre 2014, la salle ne pourra être occupée par le club et ses licenciés.

Vous avez pris le soin dans le projet d'exposé des motifs de préciser ces éléments, mais j'aimerais, Monsieur VUILLERMOZ, que vous puissiez nous indiquer plus précisément quelles sont les solutions de remplacement que la Ville va proposer au club durant ces longs mois d'inoccupation du P.O.P.B.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je suis un peu désolé, Monsieur ALPHAND, moi, on ne m'avait pas signalé que vous étiez inscrit ; je n'ai pas vu que vous étiez inscrit, donc je n'ai pas le projet de délibération sous les yeux.

J'ai le souvenir de tout ce qui se passe à travers les Français Volants.

Vous l'avez rappelé, la salle du P.O.P.B… ce n'est pas la salle, c'est la patinoire Sonia Henie qui va être fermée pendant un an sur les deux ans de travaux du P.O.P.B.

Donc, il y a un an, la première année, où cette patinoire va être fermée. C'est en ce sens que nous faisons passer ce projet de délibération puisque, en gros, de mes souvenirs, mais ne prenez pas totalement à la lettre ce que

je vais dire, je vérifierai et je corrigerai après, mais il me semble que nous louons le P.O.P.B., enfin, nous donnons au P.O.P.B. pour la location de la salle Sonia Henie, 440.000 euros ; c'est à peu près cela. Evidemment, nous donnons une subvention aux Français Volants.

Les Français Volants sont quand même un club qui coûte très cher à la Ville en matière de location de salle et en matière, après, de subvention.

Nous avions baissé la subvention aussi pour répondre à cette difficulté.

En ce qui concerne ce projet de délibération, il s'agit de faire un transfert, puisque nous n'allons plus louer pendant un an la salle… enfin, la patinoire Sonia Henie et nous allons donc lui donner une subvention qui doit être de 300.000 euros, je crois. Je fais tout cela de tête, donc je rectifierai si ce ne sont pas tout à fait les chiffres.

Vous me posez une question pour savoir où ils vont aller.

Ce n'est pas simple ! Nous avons examiné toutes les possibilités. Fallait-il, par exemple, nous avons examiné cette solution, construire une patinoire provisoire ? Nous n'avons pas été en ce sens parce que cela aurait coûté vraiment très, très cher et nous n'en avions pas forcément besoin, donc c'était compliqué.

C'est en ce sens que nous avons demandé aux Français Volants et que nous avons facilité les choses avec un certain nombre de villes, de la Région Ile-de-France. De tête, comme cela, je dois me souvenir de Neuilly, de Fontenay, de Boulogne-Billancourt. Je crois que l'essentiel doit se faire avec Boulogne-Billancourt, mais franchement…

On me dit Neuilly-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Fontenay-sous-Bois, Vitry-sur-Seine et effectivement l'espace Pailleron dans le 19e arrondissement, mais en ce qui concerne le haut niveau, ce sera Boulogne-Billancourt.

Voilà un peu les réponses que je pouvais faire, comme cela, au pied levé sur vos demandes.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 220.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 220).

2013 DJS 223 Subvention (50.000 euros) avec convention avec le Paris Jean-Bouin CASG au titre de la saison 2013-2014.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Projet de délibération DJS 223 : subvention de 50.000 euros en convention avec le Paris Jean-Bouin C.A.S.G. au titre de la saison 2013-2014.

La parole est à M. David ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Monsieur VUILLERMOZ, merci tout d'abord pour cette réponse au pied levé sur les Français Volants. Vous avez su prendre de la hauteur et vos chiffres étaient quasi exacts, en réalité, parce que votre mémoire ne vous a pas fait défaut.

Je vous remercie pour ces éléments d'éclairage concernant l'avenir de ce club sur la saison qui s'ouvre.

Sur le Paris Jean-Bouin C.A.S.G., je serai plus rapide, simplement pour vous dire, Monsieur VUILLERMOZ, que nous sommes extrêmement attentifs, avec ma collègue Laurence DREYFUSS, sur le sport de proximité dans l'arrondissement.

Le C.A.S.G. Jean-Bouin, malheureusement, a connu quelques déboires par le passé récent. Il n'a pas été très bien traité sur l'affaire Jean-Bouin.

Nous nous félicitons ce matin des 50.000 euros, mais pour vous dire toute notre vigilance concernant les crédits qui sont consentis pour les sportifs du dimanche et des autres jours de semaine dans le 16e arrondissement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Jean VUILLERMOZ a la parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur ALPHAND, vous comprenez quand même qu'il y avait eu pendant un temps un conflit avec le C.A.S.G. Paris Jean-Bouin et que nous avions été réticents à lui accorder une subvention, puisqu'il nous attaquait en justice et c'était un peu compliqué. A partir du moment où les conflits se sont apaisés, nous avons repris la subvention au Paris Jean-Bouin.

Je pense qu'ils ont compris qu'ils pouvaient bénéficier aussi d'installations que leur a fait la Ville, notamment sur les terrains d'Auteuil à travers le terrain de hockey sur gazon qui est l'un des plus beaux terrains de la Région Ile-de-France.

Quand même, même si la C.O.D.P. a été passée non plus avec le Paris Jean-Bouin mais avec la Fédération française de tennis, franchement entre la Fédération française de tennis et le Paris Jean-Bouin en ce qui concerne le tennis, le rapport doit se faire de façon convenable. Je voudrais vous rappeler que nous avons recréé quatre courts de tennis sur un espace qui ne contenait pas ces courts.

Voilà, la situation n'est pas si mauvaise que cela pour le Paris Jean-Bouin. Il peut redevenir, ou il peut continuer, pardon, à être un grand club pour le 16e arrondissement et pour Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci, Jean VUILLERMOZ, pour ce numéro de haute voltige.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 223.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 223).

2013 DU 32 Acquisition auprès de R.F.F. de volumes et d'une emprise de terrain nécessaires au comblement de la tranchée ferroviaire dite tranchée Pereire dans le secteur Saussure (17e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons donc à la 8e Commission avec à nouveau 10 minutes supplémentaires de retard. Nous examinons le projet de délibération DU 32 : acquisition auprès de R.F.F. de volumes et d'une emprise de terrain nécessaires au comblement de la tranchée ferroviaire, dite tranchée Pereire, dans le secteur Saussure.

La parole est à M. Yves CONTASSOT pour cinq minutes maximum.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, il s'agit d'une portion de la petite ceinture, dont on parle beaucoup, dont l'objectif aujourd'hui est d'être rachetée pour être comblée. Comblée pour, dit le projet de délibération, éviter des coûts importants qui seraient liés à la nécessité éventuellement de faire une passerelle et un pont supplémentaire.

Ce faisant, il faut bien le dire, on est un peu surpris parce que par ailleurs le promoteur fait la publicité depuis fort longtemps, avant même que la Ville ait délibéré, du fait qu'il y aura un très beau jardin devant les bureaux et logements qu'il compte commercialiser. Donc, pour lui, les choses sont déjà faites et c'est sur cette base-là d'ailleurs qu'il valorise ses réalisations. Premier point.

Deuxième point, nous sommes un peu surpris car on nous parle d'améliorations de la biodiversité, de créer une légère pente, sur un côté d'ailleurs, pour permettre le passage continu de la faune, et de l'autre côté, évidemment, on se retrouvera avec un décaissé considérable puisqu'il y aura un mur et on retrouvera la tranchée sans qu'il n'y ait rien de fait.

On a du mal à comprendre, alors qu'il y a eu une concertation menée sur l'ensemble de la petite ceinture, comment on peut aller vers un saucissonnage comme celui-là des aménagements, sans continuité puisque sur cette partie-là rien n'est dit de l'aménagement des 900 mètres qui resteront en tranchée et qui seront là aussi désaffectés puisqu'il n'y a plus de possibilité d'y faire passer le moindre train. Ce sera bloqué des deux côtés : d'un côté par le comblement et de l'autre côté par l'utilisation du faisceau ferroviaire par la ligne du RER C qui l'emprunte déjà.

On a donc une vraie incompréhension si ce n'est que, une fois de plus, on voit que des opérations immobilières l'emportent sur les autres considérations.

Nous souhaiterions évidemment que l'on ne s'en tienne pas à cette approche, que cela soit remis en cause, car le maintien de la petite ceinture sur sa continuité, nous semble-t-il, avait été acté, y compris par Anne HIDALGO dans des déclarations récentes. Nous avons donc un peu de mal à comprendre ce projet qui nous semble vraiment en contradiction totale avec le maintien même d'un corridor écologique sur l'ensemble de la petite ceinture.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Mme Anne HIDALGO a la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je ne crois pas avoir tout compris de l'intervention de M. CONTASSOT. Notamment est-ce qu'il regrette qu'il n'y ait plus de trains sur la petite ceinture ? Est-ce que, pour lui, le fait de faire un aménagement paysager et un jardin est une opération immobilière ? Moi, j'appelle cela respecter la petite ceinture dans le fait qu'elle offre des espaces de respiration.

Voilà. J'invite chacun à lire ce dossier. En fait, la Ville de Paris, la S.N.C.F. et R.F.F. ont signé en décembre 2007 un protocole foncier relatif au lotissement Saussure dans le 17e arrondissement. Cette opération est menée par la S.N.E.F. qui est l'aménageur de la S.N.C.F.

En 2011, R.F.F. a fait part de son intention de désaffecter, puis de déclasser du domaine public ferroviaire, et notamment la tranchée comprise entre la rue de Neuville et la gare Cardinet. Ce tronçon, depuis très longtemps est inutilisé et déséquipé. Il était totalement minéralisé d'ailleurs sur une longueur de 200 mètres de long.

Donc nous avons souhaité, dans l'opération d'aménagement, profiter de cette volonté de R.F.F. de déclasser ce terrain pour y faire un espace public végétalisé, avec un jardin central de 1.400 mètres carrés, planté d'arbres de haute tige en pente jusqu'au trottoir du boulevard Pereire. Si on appelle une opération immobilière le fait de planter ou de préserver des arbres, vous me fournirez les précisions sur ce nouveau vocabulaire.

Je suis heureuse qu'en conformité avec ce que l'on a dit sur la petite ceinture, on préserve partout où c'est possible, et quand l'opportunité nous est donnée de le faire tout de suite, nous le faisons tout de suite. Bien sûr, c'est ce que nous avons dit dans la grande concertation que nous avons conduit sur la petite ceinture. Je vous ai entendu souvent dire qu'en fait il y aurait un projet caché qui serait de construire sur la petite ceinture. Vous avez la preuve que, soit vous avez mal lu le projet de délibération, soit vraiment vous ne voulez pas entendre ce que je dis depuis le début, c'est qu'il n'y aura pas de constructibilité sur toutes les emprises de la petite ceinture et que nous allons traiter, comme nous l'avons fait avec Fabienne GIBOUDEAUX, cet espace comme un poumon vert de la Capitale.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 32.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 32).

2013 SG 143 Communication du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles (1er).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le projet de délibération SG 143 : communication du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles.

La parole est à M. Jean-François MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Je retire.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Alors c'est une communication. Il n'y a pas de vote.

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la modification du P.L.U. sur le quartier des Villas d'Amérique.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons aux vœux non rattachés.

Le vœu n° 37 est relatif à la modification du P.L.U. sur le quartier des Villas d'Amérique.

Oui, cela va vite, de temps en temps et malheureusement quand c'est toi !

La parole est à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, maire du 19e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire. Quelle présidence de séance !

Ce vœu a pour objet de solliciter l'engagement d'une procédure de modification du Plan local d'urbanisme sur un secteur très particulier du 19e arrondissement, qui participe de la diversité urbaine et de la diversité des paysages parisiens, et qui n'est évidemment nullement contradictoire avec des projets de "montée" sur des secteurs bien particuliers de Paris. Mais je crois qu'une ville, pour respirer, a besoin d'avoir des temporalités, des paysages et des rythmes différents.

C'est l'objet de ce vœu que de protéger un secteur d'habitat pavillonnaire typique du passé ouvrier de Paris, typique aussi d'espaces moins denses. L'expérience a montré que si nous avions réussi, il y a quelques années de cela, à entraver des projets de bétonnage et de densification sur un secteur qui ne s'y prête manifestement pas, nous n'avons pas forcément tous les outils pour nous opposer à certains projets qui suscitent beaucoup d'émotions justifiées dans le secteur.

C'est donc l'objet de ce vœu que de doter le P.L.U. d'outils supplémentaires qui permettent de préserver l'identité et la qualité paysagère et urbaine du quartier de la Mouzaïa qui fait honneur à cet arrondissement, et au-delà à Paris tout entier.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Mme Anne HIDALGO a la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - C'est bien sûr un avis favorable sur cette proposition de modification du P.L.U. Le P.L.U. est donc celui qui est applicable sur le secteur de la Mouzaïa participe vraiment, comme cela a été dit, à la préservation de ce patrimoine urbain exceptionnel. Mais c'est vrai que l'instruction des permis de construire et l'analyse, à la suite de contentieux qui ont été portés par les associations de riverains, face à une affaire les opposant à un projet privé, j'insiste sur ce point-là, a mis à jour des insuffisances du P.L.U. en matière de préservation de ce territoire parisien remarquable.

Donc, oui, nous allons avancer dans le sens proposé par M. le Maire du 19e arrondissement. Cette démarche pourra être engagée, bien sûr, d'ici quelques mois dans le cadre d'une évolution du P.L.U. qui sera initiée par la prochaine Municipalité.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 37.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 229).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à un moratoire et un référendum local sur les projets de tours.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 38 est relatif à un moratoire et à un référendum local sur les projets de tours.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Les élus écologistes sont les seuls à le dénoncer depuis 10 ans : construire de nouvelles tours à Paris serait en tous points aberrant.

Aberrant sur le plan économique : avec 1,4 million de mètres carrés de bureaux vides à Paris, nul besoin de centaines de milliers de mètres carrés supplémentaires.

Aberrant également sur le plan de l'aménagement métropolitain : nul besoin d'accentuer l'encombrement des réseaux de transport.

Aberrant sur le plan urbanistique : ainsi que l'a réaffirmé le sous-directeur de l'Unesco, "les tours, ce n'est pas le futur". La tour Montparnasse dont on vient de fêter les 40 ans n'a pas embelli la Ville et demeure, aux yeux des Parisiens, une balafre dans le ciel de Paris. Nul besoin, donc, de courir d'autres risques.

Aberrant sur le plan écologique : pour l'aménagement des fluides et des personnes, ces bâtiments nécessitent une énergie considérable.

Aberrant sur le plan financier, enfin : les conditions de l'accord passé pour la tour Triangle s'avèrent très avantageuses pour Unibail et beaucoup moins pour la Ville. Concernant le Tribunal de grande instance à Batignolles, le partenariat public-privé conclu sous le précédent Gouvernement est jugé très défavorable pour l'Etat, y compris par l'actuelle Garde des Sceaux.

Nous ne comprenons pas cet entêtement à vouloir imposer ces tours, d'autant que, en 2003, à l'occasion du questionnaire P.L.U., 62 % des Parisiens sur un total de 120.000 réponses les avaient désapprouvées.

Ces projets ne servent pas l'intérêt général et il est urgent qu'un véritable débat démocratique ait lieu et que les Parisiennes et Parisiens puissent se prononcer sur cette question dans le cadre d'un référendum local.

Dans l'attente de ce référendum, il importe donc de décider d'un moratoire, tel est l'objet de notre vœu et, comme la majorité des Parisiens, nous espérons que vous saurez enfin y accéder.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - "La tour Montparnasse, elle est belle", disait Renaud.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Monsieur le Maire, bien sûr, un avis défavorable à ce vœu.

Nous avons eu l'occasion d'en parler beaucoup, pour moi ce débat est derrière nous. Vous savez, il a été tranché par l'élection de 2008, il a été tranché par tous les votes que nous avons eus ici en Conseil de Paris, notamment le vote de juillet 2008 pour indiquer quelle serait notre démarche en ce qui concerne la question des hauteurs à Paris : une démarche sensible, une démarche extrêmement précise puisque nous avions voté les secteurs sur lesquels pouvaient être envisagés des plafonnements.

Je me suis engagée - et j'ai bien évidemment tenu cet engagement - à ce que, sur chaque projet, il y ait consultation du Conseil de Paris et que l'on puisse se déterminer sur chacun de ces projets.

Ce sujet est derrière nous, tous les projets que vous évoquez sont déjà lancés, votés à une majorité des élus du Conseil de Paris, donc j'émets un avis défavorable à votre proposition.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Jean-François MARTINS a la parole pour une explication de vote.

M. Jean-François MARTINS. - Sans surprise, Monsieur le Maire, je voterai le vœu présenté par "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" en sachant, Monsieur NAJDOVSKI que, non, vous n'êtes pas seul, Christophe, vous n'êtes pas seul depuis 10 ans, le MoDem et les démocrates étaient là avec vous aussi, dans ce combat contre les tours, à tel point même que, dès 2011, j'interpellais le Maire de Paris en disant : "Monsieur le Maire de Paris, aurez-vous l'audace, dans ce contexte, de soumettre ce projet de tour au référendum des Parisiens ?"

C'est d'autant plus dommage que M. DELANOË s'était engagé à avoir de l'audace et que l'audace, c'étaient des référendums d'initiative locale et des référendums auprès des Parisiens. Il ne l'aura pas utilisée durant cette mandature, il y avait pourtant là un très beau sujet et donc je voterai des deux mains ce vœu d'"Europe Ecologie - Les Verts et apparentés".

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Aurez-vous l'audace de proposer de raser la tour Montparnasse ?

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 38 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à un audit de sécurité sur le réaménagement du quartier des Halles.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 39 est relatif à un audit de sécurité sur le réaménagement du quartier des Halles.

La parole est à M. Jean-François LEGARET pour une minute.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est la reprise d'un vœu qui a été adopté par le Conseil du 1er arrondissement. Je dois regretter d'ailleurs qu'un considérant ait sauté à la reproduction, il s'agissait de mentionner un autre accident grave qui avait blessé deux policiers dans le chantier des Halles.

Nous reprenons simplement la liste des accidents et incidents qui se sont produits sur ce chantier très lourd, très important, qui fonctionne dans des conditions tendues, avec des chantiers de nuit.

Nous souhaitons, compte tenu des problèmes qui ont déjà été rencontrés sur le plan de la sécurité, qu'un audit de sécurité soit réalisé, ce qui permettrait de donner des garanties à tous les intervenants, à tous les ouvriers ou aux riverains publics qui peuvent évidemment être concernés, de près ou de loin, par ce chantier.

C'est une proposition qui me paraît vraiment utile et urgente et le Conseil du 1er arrondissement l'a évidemment adoptée.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, je voudrais vous donner des nouvelles de la santé de l'ouvrier qui a été blessé dans un accident du travail le 23 septembre dernier. Il a fait une chute de cinq mètres de hauteur à travers une trémie depuis le premier étage du bâtiment en construction.

J'ai bien sûr demandé à être informée régulièrement de son état de santé et le dernier bulletin de santé, qui est du 11 octobre, est plutôt rassurant. Son état s'est nettement amélioré et je voudrais ici exprimer, bien sûr, le soutien de l'ensemble des élus et les vœux de rétablissement que nous pouvons formuler, même si, nous le savons, le rétablissement complet sera encore long.

J'en viens à l'objet de votre vœu.

Je voudrais d'abord vous dire que je vais accepter ce vœu avec une petite réserve, puisque vous avez un considérant où vous dites que les garanties de sécurité actuelles ne semblent pas maximales, exigées par une opération de cette ampleur.

Si, nous sommes déjà - et je vais vous en apporter la preuve - dans cette exigence, mais je pense que, oui, il faut aussi aller plus loin et j'accepte le vœu que vous proposez.

Je voudrais remercier très vivement Dominique HUCHER, le directeur général de la S.E.M. PariSeine et toutes ses équipes parce que c'est un chantier complexe, difficile, dans un cadre urbain qui est très inséré et le volet précisément de sécurité occupe vraiment de sa part et de notre part à tous une attention particulière, toute particulière, car la sécurité n'a pas de prix.

Sur ce chantier comme sur d'autres, en matière de sécurité, nous nous fixons vraiment un objectif de réduction des risques liés justement aux situations que peut générer un tel chantier.

Nous veillons à cela et je voudrais vous faire part, quand même, d'un certain nombre des mesures qui sont déjà prises depuis longtemps, pas liées à cet accident.

D'abord, l'intégralité du dispositif réglementaire est bien sûr appliquée avec beaucoup de vigueur. Nous avons mis en place sur chaque chantier un coordinateur de sécurité et de protection de la santé qui est chargé de prescrire, de contrôler les mesures de sécurité mises en place par les entreprises.

La Ville veille à ce que les plans généraux de coordination de sécurité, de protection de la santé et les plans particuliers de sécurité et de protection propres à chaque entreprise intervenante soient les plus complets possibles et tenus régulièrement à jour.

La S.E.M. PariSeine participe systématiquement à tous les C.H.S.C.T., à toutes les réunions rassemblant représentants des salariés et des employeurs des entreprises des travaux sur le chantier et autour du chantier.

Une infirmière a été mise en place dans la cité de chantier à l'échelle de l'ensemble de l'opération. L'inspection du travail, la C.R.A.M.I.F. font régulièrement bien sûr des visites de chantier, elles font leur travail en toute indépendance et la mise en œuvre par les entreprises des observations émises lors de ces visites fait l'objet d'un suivi particulier de la S.E.M. PariSeine, mais, du fait de la complexité du chantier, des actions de prévention des accidents sont beaucoup plus développées que sur des chantiers courants, que ce soient au niveau des équipements qui sont mis en place ou des actions de sensibilisation des personnels.

Par exemple, chaque ouvrier du chantier de la Canopée participe à au moins une réunion hebdomadaire spécifique d'une demi-heure, hors temps de production, pour la sécurité. Indépendamment de la question de la sécurité, cette même complexité impose la mise au point de méthodologies écrites préalablement à l'exécution de la plupart des tâches.

Cette rigueur explique que les accidents du travail ont été statistiquement faibles, même s'il y en a eu, et notamment cet accident grave. La sécurité du public est aussi bien sûr travaillée régulièrement puisque c'est un chantier, vous l'avez dit aussi, avec un travail de nuit.

S'agissant de l'accident du 23 septembre, sans attendre les conclusions de l'enquête de l'Inspection du travail, qui n'a pas encore émis de prescription à ce jour, je tiens à vous informer qu'un audit a été réalisé dans le cadre d'une réunion exceptionnelle du comité de la sécurité et des conditions de travail du site le 3 octobre. Suite à cet audit, un document de méthodologie de réalisation des planchers a été révisé avec un renforcement des mesures de sécurité. Ce document a été soumis bien sûr pour validation à l'ensemble des parties prenantes du comité de site interentreprises sur la sécurité.

Les travaux de ferraillage et de bétonnage aux abords des trémies, qui avaient été suspendus depuis l'accident, ont repris cette semaine suivant cette méthodologie renforcée.

Je voulais vous apporter ces quelques précisions importantes, mais malgré cela, je souhaite donner un avis favorable à votre vœu.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix le vœu…

Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Un mot pour remercier Anne HIDALGO de sa réponse très complète et favorable. Il va de soi que j'accepte de retirer le considérant qui pouvait susciter des réserves.

Je souhaite, concernant cet audit de sécurité qu'il s'agit de mettre en place, puisque vous avez dit qu'un audit était déjà réalisé, mais j'aimerais qu'on l'élargisse, que la mairie du 1er arrondissement puisse participer au comité de pilotage de cet audit et que sous une forme à déterminer, nous puissions y être associé.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Cela va de soi. Je vous remercie de retirer le considérant qui me posait un léger problème.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 39 ainsi amendé, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2013, V. 230).

2013 DU 295 - Attribution à un lieu de la dénomination Promenade Yves Saint Laurent (15e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DU 295 relatif à l'attribution à un lieu de la dénomination "Promenade Yves Saint Laurent", dans le 15e arrondissement.

La parole est à Mme SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, le groupe U.D.I. s'est toujours associée, depuis la disparition de M. Saint Laurent, aux propositions d'hommage de l'Exécutif mais aujourd'hui, je regrette le choix de nommer "Promenade Yves Saint Laurent" le terre-plein central de l'avenue de Breteuil.

Il ne s'agit pas du lieu mais du message qu'il renvoie.

Ce choix ne rend pas selon moi hommage au créateur de génie mais évoque une fin de vie difficile. Et le souvenir d'Yves Saint Laurent doit être entouré de lumière, de gloire et de vie.

Ce n'est pas lui rendre hommage que de se souvenir des dernières années, et ce n'est pas cette image-là que nous devons garder d'Yves Saint Laurent. La maison Saint Laurent Paris, aujourd'hui avec la modernité d'Hedi SLIMANE, se réapproprie et poursuit le lien éternel entre notre ville et ce créateur de génie. Il semble que la rue Spontini, première adresse du couturier, ou l'avenue Marceau, adresse mythique de la maison de couture, aujourd'hui Fondation Pierre Bergé - Yves Saint Laurent symboliserait mieux celui qui a créé une nouvelle image de la mode, une nouvelle identité de la femme moderne.

C'est à l'homme en pleine gloire que je souhaite rendre hommage. Aussi je m'abstiendrai sur ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'entends vos remarques, Madame SACHS, mais c'est une proposition que nous avons élaborée en lien avec Pierre BERGÉ. Je pense qu'il est plus habilité que nous-mêmes à dire si ce lieu convient, rappelle l'histoire ou pas d'Yves Saint Laurent.

En juin dernier, pour le cinquième anniversaire de la disparition d'Yves Saint Laurent, nous avons dévoilé une plaque, avec Pierre BERGÉ, sur la façade de son domicile, rue de Babylone. C'est lors de la séance de juillet dernier

qu'un vœu à l'initiative du Maire de Paris avait été adopté pour qu'une rue de Paris porte ce beau nom d'Yves Saint aurent, auquel notre Ville doit tant.

Nous pouvons nous féliciter que le Conseil ait attribué cette dénomination et l'attribue aujourd'hui au terre-plein situé entre les 7e et 15e arrondissements. Chacun sait que le 7e était un arrondissement qui a connu la présence forte mais aussi la présence citoyenne, la présence de l'homme qu'était Yves Saint Laurent. Nous sommes là dans un très beau lieu, entre la place de Breteuil, la rue de Sèvres et le boulevard Garibaldi, dans le 15e arrondissement. Un lieu qui est très fréquenté où Yves Saint Laurent aimait à se promener.

Donc, je pense que notre Conseil s'honorerait d'avoir une position la plus large possible, que l'on respecte la volonté, notamment de Pierre BERGÉ également, et que l'on respecte bien sur la mémoire d'Yves Saint Laurent, à qui notre ville, les femmes d'une façon générale doivent tant, car cela a été ce créateur extraordinaire qui a su aussi offrir aux femmes et au prêt-à-porter, aux femmes dans la rue, la possibilité de porter des tenues. Il a imprimé cette mode, il a imprimé également cette image d'une femme active, moderne, bien sûr avec la saharienne, mais avec tellement d'autres très beaux vêtements qui ont contribué dans ces années de libération des femmes, à promouvoir l'égalité et l'émancipation.

Je remercierais l'ensemble du Conseil… j'espère, Madame SACHS, qu'après mes remarques, vous reviendrez sur votre volonté d'abstention car ce serait quand même très fort que notre Conseil, à l'unanimité, accepte ce vœu qui honorera notre Ville.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 295.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 295).

Vœu déposé par M. le Maire de Paris relatif à l'attribution de la dénomination Albert et Alix Jacquard à la résidence sociale 90 rue de Lourmel.

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la dénomination d'un espace public Albert Jacquard.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination d'un lieu parisien en hommage à Albert Jacquard.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés et au vœu n° 40, relatif à la dénomination Albert et Alix Jacquard.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Le Maire de Paris a effectivement souhaité proposer un vœu pour honorer la mémoire d'Albert Jacquard. À la suite d'une discussion avec sa famille, l'idée a été de pouvoir honorer ce grand intellectuel, ce grand scientifique, ce membre du comité d'éthique mais aussi cet homme de culture et de convictions, un homme très engagé. On l'a bien sûr connu sur la question du logement, et chacun ici ou presque tous ici, ont pu participer à ces côtés à un certain nombre de manifestations.

Mais Albert Jacquard a aussi été très présent dans la lutte contre les violences faites aux femmes. C'est à ce titre que la proposition du Maire est de dénommer un lieu, une résidence pour femmes victimes de violences du nom de Albert et Alix jacquard qui, tous les deux, ont été très engagés.

J'ai eu l'occasion de le rencontrer sur ce combat relatif à l'égalité femmes- hommes et à la lutte contre les violences, notamment lorsqu'il est venu parrainer des rencontres - je me souviens, c'était à la mairie du 9e arrondissement - organisées par une association de femmes en situation de handicap, "Femmes pour le dire, femmes pour agir". Je pense qu'ouvrir et faire connaître aussi l'engagement d'Albert jacquard avec sa femme Alix

dans la lutte contre les violences faites aux femmes, c'est aussi un symbole très important que notre Ville ferait en adoptant ce vœu proposé par le Maire de Paris.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets ce vœu n° 40 aux voix avec un avis favorable…

On m'a dit que non, mais si vous voulez le faire, il n'y a pas de problème…

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

D'habitude, quand il y a plusieurs vœux sur le même sujet, on les présente ensemble, mais pas le nôtre.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le n° 42, vous ne le présentiez pas…

M. Yves CONTASSOT. - Non, ce n'est pas vrai, on le présente, y compris… il y a peut-être eu un malentendu… passons, ce n'est pas grave.

Simplement, nous souhaitons qu'un lieu soit dédié à la mémoire d'Albert jacquard et nous n'avons rien contre le fait qu'un lieu soit également dédié à la mémoire de sa femme, Alix, cela nous semble tout à fait légitime.

Cela étant, il nous semble qu'il y a des lieux plus emblématiques les uns que les autres et pour des combats qui sont tout aussi importants les uns que les autres, il serait dommage de supprimer un des aspects au profit d'un seul autre.

C'est pourquoi il nous semble que la proposition du Maire serait la bienvenue pour qu'Alix JACQUARD soit honorée, elle le mérite et c'est une excellente chose qu'un lieu dédié à la lutte contre les violences faites aux femmes puisse porter son nom, avec néanmoins le souci que ces lieux ne portent pas de nom et ne sont pas visibles, ce qui veut dire que personne ne saurait de l'extérieur qu'il s'appelle comme cela ; c'est un petit souci.

Deuxième point, nous avons beaucoup entendu un ex-candidat et actuel Président de la République expliquer que son ennemi était la finance et qu'il y a une rue tout à fait emblématique qui s'appelle la rue de la Banque, dans laquelle le professeur Jacquard a joué un rôle particulièrement éminent, et lui donner ce nom serait un très beau symbole également.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Retirez-vous votre vœu ?

M. Yves CONTASSOT. - Nous le maintenons.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO, pour un avis sur le vœu ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - D'abord, sur le vœu du Maire, je pensais qu'il se substituait aux autres vœux.

Je ne vais pas émettre un avis défavorable au fait qu'on puisse nommer un autre lieu "Albert Jacquard", donc j'émettrais un avis favorable, mais je ne préempte pas la rue de la Banque ; c'est une discussion, bien évidemment, sur la localisation de ce vœu qui suppose de passer en commission, et notamment la Commission de la dénomination des rues.

Donc, j'émets un avis favorable sur l'idée qu'il puisse y avoir un autre lieu Albert Jacquard, mais je persiste et signe sur le fait que nous nous honorerions à reconnaître Albert et Alix Jacquard aussi sur cette question. C'est une demande de la famille, ce n'est pas dans les échanges qu'il y a eus entre le Maire et la famille d'Albert Jacquard, cette demande-là est venue.

Donc, je renvoie chacun au fait que c'est bien de respecter aussi la volonté de la famille des personnes que nous honorons.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 41 du groupe socialiste est retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 40, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 231).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 42, avec lui aussi un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 232).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination "Esplanade de la liberté de la presse - Gilles Jacquier" dans le 11e.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 43 est relatif à la dénomination "Esplanade de la Liberté de la presse - Gilles Jacquier" dans le 11e arrondissement.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Ce vœu, présenté par Patrick BLOCHE, nous a été présenté en Conseil d'arrondissement et a été adopté en Conseil du 11e arrondissement.

Vous connaissez le destin tragique de Gilles Jacquier qui a été journaliste-reporter à France Télévisions et qui a été tué le 11 janvier 2012 en Syrie, alors qu'il couvrait, dans l'exercice de ses fonctions, un conflit qui, en 2013, a causé la mort de 8 journalistes, l'emprisonnement de 27 autres dans ce pays et où il demeure encore 23 otages.

Il s'agit, bien entendu, de saluer sa mémoire.

Mais, au-delà, ce vœu veut marquer notre attachement à la liberté de la presse qui est un des principes fondamentaux de la démocratie et une composante essentielle de la liberté d'expression, sachant que, malheureusement, nous avons encore à faire à beaucoup de violations dans ce domaine. Selon Reporters sans Frontières, en 2013, dans le monde, 38 journalistes ont été tués et 183 ont été emprisonnés.

Si nous proposons, effectivement, cette dénomination dans le 11e arrondissement, c'est parce que vous connaissez évidemment le rôle important joué par le 11e arrondissement comme berceau de la Révolution française et des libertés publiques. C'est aussi que Gilles Jacquier vivait dans le 11e arrondissement avant sa mort.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Madame Anne HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je salue, bien sûr, cette initiative de Patrick BLOCHE, des élus du 11e arrondissement et de Maïté ERRECART qui vient de rapporter sur ce vœu.

Bien sûr, cela rappelle tout simplement que certains prennent des risques pour que nous soyons informés et que la liberté de la presse n'est pas simplement un droit d'expression. C'est tout simplement la liberté qui est en jeu.

Nous sommes toujours intervenus aux côtés des otages, des journalistes et autres personnes qui ont pu être privées de liberté. Je crois que reconnaître Gilles Jacquier, comme cela a été rappelé, qui était un journaliste de terrain, un grand journaliste tué en Syrie dans le cadre de sa mission, autrement dit pour notre information, le rappeler dans la trame parisienne me paraît une excellente chose et je donne, bien sûr, un avis favorable à cette proposition du 11e arrondissement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 43, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 233).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'attribution du nom de Rita Thalmann.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 44 est relatif à l'attribution du nom de Rita Thalmann.

La parole est à M. Yves CONTASSOT, pour une minute.

M. Yves CONTASSOT. - Cela va être très court.

Effectivement, Rita Thalmann était une grande dame qui a beaucoup œuvré pour faire reconnaître tout ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale, et notamment sur le statut des femmes. Professeur d'histoire émérite et de civilisation germanique à l'Université Paris 7.

Il nous semble que, vu son engagement, d'abord au P.C.F. puis à la L.I.C.R.A., le fait qu'elle ait fondé un centre d'études et de recherche international et communautaire, et qu'elle ait siégé au sein du Comité national de réflexion et de proposition sur la laïcité justifie qu'un lieu lui soit dédié, si possible une bibliothèque qui irait bien avec son engagement, sinon un autre lieu à déterminer.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - D'abord, bien sûr, je donne un avis très favorable à ce vœu qui rejoint d'ailleurs une proposition qui a été faite par Pierre AIDENBAUM.

Il pourra peut-être, en tant que maire du 3e arrondissement, en dire quelques mots.

C'est une très bonne chose que notre Municipalité rende hommage à Rita Thalmann. C'était une historienne de la Shoah, du nazisme, du IIIe Reich, une militante des droits de l'Homme, une militante communiste.

Elle nous a quitté en août dernier et je pense qu'en votant ce vœu, nous rendrons également hommage à la mémoire de son père qui, lui, avait été arrêté à Grenoble où il était réfugié et qui est mort à Auschwitz en octobre 43 et à sa mère qui, elle, est morte dans un hôpital psychiatrique.

Par ses parents, Rita Thalmann était vraiment l'incarnation de deux infamies qui ont été, en France et en Europe, la Shoah et aussi l'abandon à la mort des malades mentaux, ce qui fut le cas de sa mère. Elle a su mettre sa vie à profit de façon extrêmement volontariste, déterminée. Elle nous a quittés en août mais son nom doit demeurer dans la trame parisienne aussi.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Monsieur Pierre AIDENBAUM ?

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Je vous remercie.

Je ne vais pas ajouter des commentaires par rapport à tout ce qui vient d'être dit, que je partage naturellement.

Parmi tous ses combats, le droit des femmes a été quelque chose d'extrêmement présent. Je l'ai bien connue, elle a été ma vice-présidente à la L.I.C.R.A. durant mon mandat de président.

Par rapport à son décès et à ce vœu présenté, et à ce que vient de dire Anne HIDALGO, j'avais proposé, en effet, il y a quelques semaines de cela, à Anne HIDALGO qu'un lieu, que nous allons inaugurer au début de l'année prochaine dans le 3e arrondissement, qui est une résidence pour jeunes majeurs isolées de 18 à 21 ans, et qui sera inauguré dans les premiers mois de l'année 2014, puisse éventuellement porter le nom de Rita Thalmann. Cela va tout à fait avec un de ses combats quelle a menés avec courage et ténacité.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 44, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 234).

Vœu déposé par M. ALPHAND et Mme DREYFUSS relatif à l'attribution du nom de Boris Pasternak.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 45 est relatif à l'attribution du nom de Boris Pasternak.

La parole est à M. David ALPHAND, pour une minute.

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, merci.

Paris aime les résistants.

Paris aime les grands auteurs.

Et ce matin, mes chers collègues, je vous propose d'en honorer un plus particulièrement.

La semaine dernière, le prix Nobel de littérature était décerné.

Ce matin, je vous propose d'honorer un autre récipiendaire de ce prix en la personne de Boris Pasternak, l'auteur du "Docteur Jivago".

Inutile de rappeler l'ampleur de son œuvre littéraire, je voudrais, en revanche, rappeler le symbole de résistance que ce personnage a représenté pour toute une génération et celles qui ont suivi, ainsi que ses liens particuliers avec Paris. Il était descendu au Madison, dans le 6e arrondissement, en 1936 parce qu'il avait souhaité participer au Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, en dépit d'une surveillance très étroite de la part de la police politique du régime soviétique.

Il entretint une relation étroite également avec de grands auteurs parisiens eux aussi : André Gide et André Malraux.

C'est la raison pour laquelle ce matin je vous demande que la Ville de Paris fasse un geste pour honorer sa mémoire.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Monsieur le Maire, oui, c'est un avis favorable pour qu'une des rues de Paris porte le nom de Boris Pasternak, qui est un poète, un romancier, prix Nobel de littérature en 58 et qui a laissé une œuvre remarquable, bien sûr, "le Docteur Jivago" mais aussi beaucoup d'autres ouvrages.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 45 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 235).

2013 DLH 112 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 3 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 2 logements PLS 208, rue du Faubourg Saint-Denis (10e).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la présentation des actions de la SOREQA.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant au projet de délibération DLH 112 et au vœu n° 46 qui y est rattaché. Il s'agit de la réalisation par la R.I.V.P. d'un programme comportant trois logements P.L.A.-I., sept PLUS et deux logements P.L.S. au 208, rue du Faubourg Saint-Denis.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON pour 3 minutes.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela concerne, comme vous l'avez bien dit, la réalisation par la R.I.V.P. d'un programme au 208, rue du Faubourg Saint-Denis.

Cette réalisation de logements sociaux passe par une réhabilitation lourde, car le bâtiment est frappé par un arrêté d'insalubrité auprès de la SOREQA.

Notre groupe vous demande, Monsieur le Maire, de bien vouloir communiquer les actions qui ont été réalisées par la SOREQA sur les différentes adresses cédées pour réaliser les programmes de logements sociaux - cela correspond à différents DLH -, mais aussi que le Maire s'engage à ce que les projets de délibération relatifs à ces acquisitions auprès de la SOREQA fassent état des actions réalisées sur les immeubles et les logements concernés.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Vous avez plus que tenu votre temps de parole !

La parole est à M. Jean-Yves MANO pour y répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

La demande qui nous est faite ne pose pas de problème, bien évidemment ; en même temps, je voudrais signaler que le Conseil d'administration de la SOREQA est sans doute le lieu le plus adapté pour fournir le maximum d'informations et vous avez des représentants, en tant que groupe politique, au sein de ce Conseil d'administration.

Néanmoins, bien évidemment, je pourrais vous transmettre les fiches techniques systématiques qui sont le bilan de l'action sur chaque adresse.

Je donnerai un avis favorable par rapport au vœu que vous présentez.

On n'a rien à cacher ; on travaille, autant le faire savoir.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 46 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 236).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 112.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 112).

2013 DLH 118 Lancement du marché public relatif à la conduite d'une opération programmée d'amélioration thermique des bâtiments (OPATB) pour les immeubles d'habitat privé du 19e arrondissement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DLH 118 : lancement du marché public relatif à la conduite d'une opération programmée d'amélioration thermique des bâtiments pour les immeubles d'habitat privé du 19e arrondissement.

Je donne la parole à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, maire du 19e arrondissement. - Je voulais rapidement saluer un dispositif à la fois ambitieux et très innovant, qui place résolument Paris sur le chemin de ce que l'on appelle "la transition énergétique" et qui va permettre de déployer sur le parc privé parisien, qui est de loin le parc majoritaire dans cette ville, des dispositifs pour une meilleure isolation thermique, pour lutter contre le gaspillage énergétique, pour lutter contre la précarité énergétique et pour participer, inciter, en tout cas, les immeubles en copropriété, à s'engager dans cette nécessaire ambition collective, tel que la Ville l'a déjà acté dans les principales lignes à travers le Plan Climat.

Je suis très heureux et très fier que le 19e arrondissement serve de terrain d'expérimentation, mais c'est une expérimentation déjà bien expérimentée, et que nous puissions, dans un arrondissement dont les deux tiers du parc de logements relèvent du secteur privé, bénéficier à plein de ce dispositif.

Il est attendu, sachez-le, et espéré. En tout cas, la mairie du 19e arrondissement sera dans le rôle qui est le sien, en accompagnatrice, du déploiement d'un dispositif très ambitieux, très utile, et dont je voulais saluer l'avènement.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci bien.

M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur DAGNAUD, vous venez, avec juste raison, de mentionner l'ambition de la Ville de Paris : le traitement des immeubles du secteur privé pour être en conformité avec le Plan Climat que nous avons voté. La partie du secteur privé est, évidemment, la plus délicate, puisqu'il faut savoir mobiliser les fonds des copropriétaires eux-mêmes, ce qui n'est pas très facile. Néanmoins, nous pouvons déjà bénéficier de deux expériences, une expérience dans le 13e arrondissement, qui a essuyé des feux sur ce sujet, et nous voyons que nous sommes en capacité - sans doute, nous pourrons aller plus loin - de mobiliser un certain nombre de copropriétés pour s'engager dans des travaux.

Deuxième expérience sur des bâtis différents autour de la place de la République, qui concerne à la fois les 10e, 3e et 11e arrondissements. Là aussi, les choses sont en route, en marche, on s'aperçoit que l'on a des réponses, me semble-t-il, positives, et c'est pourquoi nous allons poursuivre notre action sur l'ensemble, notamment, du 19e arrondissement, pour faire bénéficier les habitants et les copropriétaires de ces immeubles du savoir-faire, de l'expérience et d'un suivi y compris financier de la part de l'ensemble des acteurs sur ce sujet.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 118.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DLH 118).

2013 DLH 124 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 1 logement PLA-I 8bis/10, rue Lacharrière et 1 logement PLUS 45/53, avenue Philippe-Auguste (11e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 124 : réalisation par Paris Habitat d'un programme d'acquisition-conventionnement au 45/53, avenue Philippe-Auguste.

M. DUBUS n'est pas là…

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 124.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 124).

2013 DLH 127 Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt PEX à contracter par EFIDIS en vue du financement de l'acquisition du patrimoine locatif social de l'OPIEVOY situé dans les 10e, 11e, 13e, 19e et 20e arrondissements.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le projet de délibération DLH 127 et l'amendement n° 47 qui y est rattaché concernent l'octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt PEX.

La parole est à Mme Aline ARROUZE.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, cet amendement a été présenté par mon camarade Jacques BAUDRIER au Conseil du 20e arrondissement, où il a été adopté à l'unanimité.

Il s'agit de demander d'inclure au projet de délibération le respect du Plan Climat et la consultation des locataires.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je n'aurai, bien sûr, pas de difficulté à répondre favorablement à ce vœu, qui concerne une société, EFIDIS, qui est une S.H. proche de la Caisse des dépôts, qui a fait l'acquisition d'un certain nombre de logements ou d'immeubles à un autre organisme H.L.M. qui est l'OPIEVOY.

Bien évidemment, dans toutes ces transactions et dans tous les travaux qu'ils exécutent, les uns et les autres, sur le territoire parisien, ils sont dans l'obligation de respecter le Plan Climat, et qui dit respecter le Plan Climat dit respecter l'avis des locataires.

Bien évidemment, réponse favorable à l'amendement présenté.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 47, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 127 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DLH 127).

2013 DLH 184 Réaménagement d'une partie de la dette de la RIVP envers la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit foncier de France. Maintien de la garantie de la Ville de Paris.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la dette des bailleurs sociaux.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le projet de délibération DLH 184 et le vœu n° 48 qui y est rattaché concernent le réaménagement d'une partie de la dette de la R.I.V.P. envers la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit foncier de France.

La parole est à M. David ALPHAND pour 3 minutes maximum.

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, merci. Je serai bref.

Nous rentrons là sur deux vœux qui seront consécutifs.

Le premier vœu, n° 48, concerne un réaménagement de dette de la R.I.V.P.

Ce projet de délibération concerne des emprunts à taux variable transformés en emprunts à taux fixe. La renégociation s'est opérée au cours des dernières semaines et nous souhaiterions connaître le bilan financier des opérations de réaménagement de cette dette.

Je rappelle, pour mémoire, qu'il s'agit là d'un encours global de 286 millions d'euros pour la R.I.V.P. et d'environ 95 millions d'euros pour Paris Habitat.

Je ne doute pas que M. MANO aura suivi très attentivement les tenants et les aboutissants de cette négociation financière et saura nous en rendre compte particulièrement clairement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur ALPHAND, bien évidemment, même si le Conseil n'est pas forcément le lieu le plus approprié et systématique pour donner les détails, je rappelle à l'ensemble des membres de notre Conseil que les Conseils d'administration pluralistes sont le lieu le plus classique et, me semble-t-il, le plus normal, puisqu'il y a eu un débat, la semaine dernière, au sein du Conseil d'administration de la R.I.V.P., pour les propositions qui ont été faites par le directeur, qui est dans son rôle.

De façon traditionnelle, les bailleurs sociaux essayent d'équilibrer la masse des prêts entre une partie fixe et une partie variable, et chaque fois que le marché peut présenter des opportunités pour transformer des prêts variables en taux fixe, les bailleurs ont, me semble-t-il, l'opportunité, avec juste raison, de la saisir, et je dois dire, d'ailleurs, que lors du Conseil d'administration de la R.I.V.P., l'ensemble des membres du Conseil de Paris présents n'ayant pas pris part au vote, des représentants éminents des groupes bancaires qui étaient là comme la Caisse des dépôts ont voté favorablement par rapport aux propositions qui étaient faites.

Que vous dire ? Je pourrais donner une fiche technique…

Bien évidemment, nous avons des gains potentiels de l'ordre de 352.000 euros pour les prêts du Crédit foncier de France et des gains de 38.000 euros sur un autre prêt.

De façon plus globale, à chaque fois que ces opérations sont lancées, quand on a une perspective sur la durée du prêt plus les taux fixes, c'est dans l'intérêt des bailleurs pour minimiser les risques. Certes, si nous sommes aujourd'hui avec des taux variables relativement faibles, nous savons très bien que, sur vingt ou trente ans de durée d'un prêt, les choses peuvent être largement différentes, et nous saisissons chaque fois les opportunités qui se présentent.

Je vous demanderai le retrait de vos vœux tout en vous donnant des informations complémentaires et plus détaillées sous la forme d'une fiche que je vous propose.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur ALPHAND, retirez-vous votre vœu ?

M. David ALPHAND. - Dans la mesure où les choses sont présentées sous cet angle-là, et que M. MANO propose une fiche plus complète, je retire le vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Très bien. Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 184.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 184).

2013 DLH 222 Préparation du lancement de l'appel à projets en faveur de l'habitat participatif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le projet de délibération DLH 222 : préparation du lancement de l'appel à projets en faveur de l'habitat participatif.

La parole est à Mme Claire GUIDI pour cinq minutes maximum.

Mme Claire GUIDI. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce projet de délibération concerne en effet la préparation du lancement de l'appel à projets en faveur de l'habitat participatif.

Permettez-moi de lier ce projet de délibération au projet de délibération DLH 226, qui porte sur l'adhésion de la Ville de Paris à l'Association nationale des collectivités en matière d'habitat participatif, les deux sujets étant complémentaires.

Ces projets de délibération sont présentés aujourd'hui après plusieurs étapes.

Première étape : mars 2011, adoption du Programme local de l'habitat. Dans le programme d'action du P.L.H., le développement de l'habitat participatif est défini comme une action en tant que telle, à l'échelle de la métropole, c'est l'action 2-8.1 pour ceux qui souhaiteraient s'y référer.

L'habitat participatif est ainsi clairement identifié comme une composante de la politique parisienne en matière d'habitat. Composante qui sera par ailleurs renforcée par la loi, puisque le projet de loi en cours de discussion pour l'accès au logement et un urbanisme rénové vient conforter le dispositif déjà engagé par la Ville, en proposant un cadre légal à ces démarches. Même si, nous pouvons en convenir, cela restera à un niveau modeste à l'échelle stricte de Paris, eu égard au contexte contraint que nous connaissons.

Deuxième étape : novembre 2011, signature de la charte d'orientation du réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif.

Troisième étape : juillet 2012, adoption par la Ville de la charte parisienne pour le développement de l'habitat participatif.

La quatrième étape est aujourd'hui, à travers les deux projets de délibération que j'ai cités. C'est une étape concrète qui va permettre la mise en œuvre de ce projet attendu à Paris et qui montre l'engagement de la Ville sur ce sujet.

Trois parcelles ont été identifiées et vont permettre la construction de logements par des groupes d'habitants à travers un premier appel à projets qui sera lancé en avril 2014.

L'habitat participatif propose en effet une vision renouvelée de l'habitat, puisque les habitants qui montent ces projets sont très impliqués sur l'ensemble du processus de construction, de l'amont à l'aval. Ils ont une volonté de gérer, à la fois de manière collective et autonome, leur construction.

En général, ils s'appuient sur une mutualisation des savoir-faire, un partage de leurs compétences et des ressources. Ils unissent leurs forces pour réaliser un projet qui leur ressemble et qui réponde à leurs besoins dans leur diversité. C'est d'ailleurs un des points forts de ces démarches puisqu'un travail plus qualitatif est mené pour adapter au mieux les logements aux besoins des ménages engagés dans ce processus.

Ainsi, comme d'autres grandes villes de France, la Ville de Paris s'est engagée à lancer un appel à projets. En tenant cet engagement pris en 2011 et en adhérant aujourd'hui au réseau national des collectivités pour l'habitat participatif, la Ville soutient les principes qui sous-tendent ces démarches : la solidarité, le respect de l'environnement, la non-spéculation, l'ouverture sur le quartier, ainsi que la mixité sociale et fonctionnelle.

Le règlement d'attribution des aides financières de la Ville de Paris pour le développement de l'habitat participatif reprend ces éléments. Je crois que c'est très important. Ces principes sont notamment repris comme critères d'analyse dans le cadre de l'appel à projets.

La Ville de Paris a défini des montants de subventions allant de 11.000 à 25.000 euros selon les phases et les mètres carrés constructibles. L'objectif est que cette aide municipale permette d'accompagner tous les groupes d'habitants volontaires, en amont, en leur donnant la possibilité de s'appuyer sur les services d'une assistance à maîtrise d'ouvrage et sur les services d'un maître d'œuvre dans les premières phases de l'élaboration de leur projet.

Etape concrète, engagement tenu, objectif clair : je crois que nous pouvons nous féliciter de la mise en œuvre de cet appel à projets, qui est ouvert à tous, experts ou pas, tout le monde peut y participer.

Je suis sûre que cet appel à projets sera suivi avec attention par les Parisiens et qu'il pourra permettre à ceux qui passeront toutes les étapes d'avoir un logement particulier dans un contexte particulièrement exigeant.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS.

Dans ce cas, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je regrette que le représentant de l'U.M.P… Sans doute pour favoriser le développement de l'habitat participatif à Paris. Je suppose que vous étiez favorable.

Je ne peux que remercier la Ville d'avoir fait toute l'évolution de ce projet important des engagements qui ont été pris lors du P.L.H. de 2011, et devoir concrétiser aujourd'hui sans doute un long chemin mais qui a été nécessaire pour faire évoluer les choses en la matière, y compris sur le plan juridique.

D'abord, je voudrais signaler que, dans la loi A.L.U.R. aujourd'hui en débat, un passage important est mentionné - ce sont des articles importants - et ce travail important a été fait en collaboration avec l'ensemble des acteurs du territoire qui se sont mobilisés sur la notion d'habitat participatif. Oui, les textes avaient besoin d'évolution pour garantir aux uns et aux autres que l'on était bien dans l'esprit. Que d'autre part, sur le plan juridique, les choses étaient carrées et que les acquéreurs potentiels pouvaient trouver auprès des banques les relais nécessaires indispensables.

Nous nous sommes engagés aujourd'hui dans une phase qui permettra la concrétisation sur les territoires parisiens en accompagnant les groupes qui vont se former autour des trois terrains qui ont été mentionnés. Nous ne pouvons que souhaiter pouvoir élargir le champ du possible en matière d'habitat participatif sur le territoire parisien intra-muros.

Nous sommes là dans une démarche positive. Pour montrer l'attachement de la Ville de Paris à cette démarche qui, me semble-t-il, correspond à la notion qui réapparaît aujourd'hui de vivre autrement la propriété - dans un contexte de crise, les gens ont aujourd'hui la nécessité, le souhait et le besoin sans doute de se retrouver et de partager un mode d'habitat différent -, le deuxième projet de délibération est bien sûr l'adhésion de la Ville de Paris au réseau qui, me semble-t-il, est extrêmement actif aujourd'hui sur l'ensemble du territoire. C'est pour démontrer que Paris a la volonté d'aboutir.

Merci encore à toute la présentation qui a été faite.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 222.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 222).

2013 DLH 232 Renouvellement des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts bancaires à contracter par la R.I.V.P. en vue du financement de locaux d'activités de divers programmes.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au bilan financier de huit opérations de la R.I.V.P.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le projet de délibération DLH 232 et le vœu n° 49 qui y est rattaché concernent le renouvellement des garanties accordées par la Ville aux emprunts bancaires à contracter par la R.I.V.P. en vue du financement de locaux d'activités de divers programmes.

La parole est à M. David ALPHAND pour trois minutes maximum.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire.

On parle ici d'une série de programmes, huit très précisément, engagés pour les uns en 2008, pour les autres en 2009, 2010 ou 2011. Le montant des prêts contractés et afférents à ces diverses opérations représente une somme conséquente de 11 millions d'euros, dont 50 % sont garantis par la Ville de Paris.

L'exposé des motifs du présent projet de délibération précise qu'afin d'améliorer le bilan financier de ces huit opérations de la R.I.V.P., celle-ci a souhaité différer la mise en place de ces prêts bancaires de financement de locaux d'activité.

Alors il faut rappeler que les huit projets en question ont connu des retards de travaux, et que le délai de validité de deux années des délibérations initiales est désormais caduc.

Nous ne pouvons que déplorer qu'aucune fiche technique n'ait été annexée à ce projet de délibération. De manière à permettre d'avoir une vision tout à fait nette et précise de ce projet de délibération, nous interrogeons M. MANO sur trois points : l'information du Conseil de Paris concernant le calendrier actualisé de ces 8 opérations ; la justification du retard des travaux, c'est le deuxième point ; pour le troisième point, un bilan financier précis, évoquant notamment les surcoûts éventuels liés au retard de travaux précédemment cités, et l'utilisation précise des prêts garantis par la Ville de Paris.

J'ajoute, en guise de conclusion, Monsieur MANO, vous me reprochiez, il y a quelques minutes, à demi-mot, d'évoquer au sein de notre Assemblée, des sujets qui avaient déjà été traités au cours des dernières semaines, en Conseil d'administration.

Monsieur MANO, nous passons ici parfois plusieurs minutes, quand il ne s'agit pas de temps encore un peu plus longs, sur quelques milliers d'euros pour des subventions à quelques associations qui mènent une activité de quartier.

Alors permettez-moi, Monsieur MANO, de vous dire que, lorsqu'on parle de dizaines de millions d'euros dans cet hémicycle, je crois parfaitement justifié cet effort de transparence qui vous incombe et notre souci de précision et d'information de l'opposition municipale.

C'est la moindre des choses, Monsieur MANO, et je suis au regret d'avoir à vous le rappeler en cette fin de mandature.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur ALPHAND, je note l'intérêt nouveau de votre part, puisque vous êtes sur ces bancs depuis plusieurs années et je crois que c'est bien la première fois que vous intervenez sur ce sujet. Dieu sait si les opérations furent nombreuses, présentées par l'ensemble des bailleurs sociaux, sur le plan financier, contestées d'ailleurs par personne et en général votées à l'unanimité quand il y a débat.

Néanmoins, je peux bien sûr vous répondre sans aucune difficulté.

D'abord, il n'y a pas de retard caractéristique sur les projets. Il y a un principe simple : la partie d'un immeuble se comporte de logements et souvent d'un rez-de-chaussée avec des fonctions commerciales.

Bien évidemment, autant il est de l'intérêt des bailleurs, pour financer les opérations, de saisir les prêts de la Caisse des dépôts le plus rapidement possible - et c'est classique - autant il est aussi classique et de bonne gestion

de décaler les emprunts liés au financement de la partie commerciale, c'est ce qui est l'objet effectivement de ce projet de délibération et des garanties de la Ville afférentes à hauteur de 50 %. On est dans la solution la plus classique de financement des opérations, depuis de très nombreuses années.

Il n'y a pas de retard spécifique sur ces opérations. Vous conviendrez avec moi de difficultés potentielles qui peuvent surgir sur des chantiers. Je ne parle même pas des recours, mais des problèmes techniques, des problèmes des entreprises.

Il y a parfois des décalages dans le temps, néanmoins il n'y a pas de dérapage financier, donc les objectifs financiers des programmes sont respectés systématiquement et je pourrais, là aussi, évidemment, vous fournir une fiche récapitulative que j'ai sous les yeux sur l'ensemble des délibérations concernées qui, je pense, répondra à votre souhait de transparence pour lequel nous n'avons aucun souci.

Pour autant, je souhaiterais que vous puissiez retirer le vœu, puisque nous sommes là dans des éléments purement techniques.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur ALPHAND, le retirez-vous ?

M. David ALPHAND. - Sous réserve de ce que vient de proposer M. MANO, je retire le vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 232.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 232).

Vœu déposé par l'Exécutif relatif aux expulsions.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu non rattaché est relatif aux expulsions.

La parole est à M. Jean-Yves MANO, il s'agit d'un vœu de l'Exécutif.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Oui, vœu de l'Exécutif.

En cette période de trêve hivernale qui s'annonce, il est aussi de tradition que, sur la Ville de Paris, le Conseil de Paris émette le vœu que, au lieu d'attendre le 1er novembre, le stop des expulsions possiblement effectuées par la Préfecture de police s'arrête le 15 octobre.

Nous sommes là, me semble-t-il, dans une tradition qu'il y a bien lieu de respecter et, de façon classique, bien évidemment, nous demandons à la Préfecture de police qu'elle n'engage pas, dès le 15 octobre, des expulsions locatives pour tout locataire parisien de bonne foi menacé d'expulsion pour des raisons économiques, de congé pour vente ou de reprise du logement sans solution de relogement.

Ceci, me semble-t-il, est voté en général à l'unanimité.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Parfait.

Je mets donc aux voix, à main levée, ce voeu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est donc adopté, comme de coutume, à l'unanimité. (2013, V. 237).

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à l'expérimentation de la dissociation foncier-bâti.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant au vœu n° 50 relatif à l'expérimentation de la dissociation foncier-bâti.

La parole est à M. Jérôme COUMET.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Le tout libéralisme sur la question du logement, l'absence de volonté du dernier Gouvernement et le refus de blocage des loyers, tout cela a alimenté la flambée du mètre carré à Paris, nous le savons.

Le niveau des prix de l'immobilier dans les zones tendues est devenu tel que l'écrasante majorité des ménages se trouve écartée du marché de l'accession, nous le savons aussi.

Pour acheter un logement à Paris, il faut disposer aujourd'hui en moyenne de 9.000 euros de revenus mensuels et d'un apport de 200.000 euros. Dans ces conditions, l'écrasante majorité des Parisiens se trouve écartée du marché de l'accession, notamment les classes moyennes et les jeunes ménages avec enfants.

La Ville de Paris apporte déjà une très forte réponse en développant le parc social destiné aux 70 % de Parisiens dont les revenus sont en deçà des plafonds sociaux.

Cette réponse efficace n'englobe pourtant pas le parc locatif intermédiaire et l'accession à la propriété et, nous le savons, la fluidité des parcours résidentiels en souffre.

Le logement à l'accession coûte très cher. Pourquoi ? D'abord par la rareté et donc la cherté du foncier. Certes, il est possible de trouver des économies dans les coûts de construction. Certes, il est sans doute aussi possible de négocier ici ou là des réductions de la marge des promoteurs, mais seule la réduction du prix du foncier, qui représente 40 % à 50 % du coût d'un logement à Paris, rendra véritablement l'accession accessible.

La dissociation foncier-bâti non spéculative, qui existe déjà dans d'autres pays européens, permet justement d'effacer le coût du foncier dans le prix du logement. En ces temps de crise, pourquoi ne pas la développer en France ?

Concrètement, les personnes publiques consentiraient sur leurs terrains des baux emphytéotiques de très longue durée, 99 ans par exemple, et permettraient ainsi aux particuliers d'acquérir les logements hors foncier et de diviser leur facture par deux.

Bien sûr, le fait de louer sur de très longues périodes le foncier et donc de lisser les coûts constitue un avantage en nature qu'il convient d'encadrer avec des clauses anti-spéculatives afin d'éviter que l'effort initial de la collectivité soit privatisé ou détourné.

Certes, la dissociation foncier-bâti constitue une autre vision de la propriété et nécessite un changement dans les mentalités : acheter les murs sans acheter le sol, mais à l'heure où l'accession n'est réservée qu'à une poignée de privilégiés, je pense qu'il convient d'innover et de développer ce nouveau dispositif.

Je suis heureux de voir que cette nouvelle conception de la propriété va voir le jour dans notre pays. Le Gouvernement prévoit en effet de créer ce nouveau dispositif révolutionnaire par ordonnance avant le 1er mars 2014. Je veux ici saluer à la fois le Gouvernement et Mme DUFLOT sur cette question.

Je souhaite donc que la Ville s'inscrive dans cette dynamique et qu'elle se prépare à développer ce nouveau produit sur ses terrains, ce qui enrichira notre palette de production de logements pour les Parisiens dans toute leur diversité.

Hier, M. GOUJON nous incitait à devancer un certain nombre d'orientations et de propositions. Je veux ici le rassurer : nous allons le faire et il y aura une belle continuité de la politique municipale !

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur COUMET, de cette présentation d'un projet novateur.

Car, effectivement, la Ville de Paris doit jouer un rôle majeur dans un contexte économique de spéculation immobilière. Je pense que les propositions qui sont faites par vous-même dans ce vœu sont la réponse, la concrétisation d'une volonté.

Non, je pense que les élus que nous sommes ne peuvent pas rester inactifs par rapport à la spéculation immobilière et qu'il est de notre responsabilité d'être novateurs en la matière pour permettre à plusieurs personnes d'accéder à la propriété à un coût compatible avec leurs revenus.

Il est clair que cette question, qui est abordée depuis plusieurs années, fait sans doute face à un certain conservatisme en matière d'accession sur notre territoire.

Pour autant, les prix sont tels, aujourd'hui, qu'il n'y a plus de possibilité pour la grande partie de la population d'accéder à la propriété, alors que c'est leur rêve.

Oui, le système de dissociation foncier-bâti peut, dans les zones tendues, se traduire par une diminution par deux du coût d'accession. Je pense que c'est là la véritable solution pour l'accession sociale à la propriété de demain.

Le temps est venu d'avancer sur ce sujet.

Travaillant en lien avec les acteurs de l'immobilier, qu'ils soient promoteurs, constructeurs, banquiers ou juristes, depuis de nombreuses années sur ce sujet, je sais que cette question est aujourd'hui très attendue, à la fois pour l'accession et certains y voient une capacité aussi de développer le logement intermédiaire à coût maîtrisé sur les territoires les plus tendus.

Je sais que le Gouvernement est sensibilisé à ce sujet puisque, dans le texte qui encadre les futures ordonnances, place a été donnée à l'élaboration d'un texte spécifique qui méritera, me semble-t-il, d'encadrer l'ensemble de ce processus pour garantir à tous l'accessibilité, la transmission, les clauses anti-spéculatives.

Je pense que nous ne pouvons qu'être satisfaits de voir émerger un nouveau type d'accession sur notre territoire, et je ne doute pas que Paris pourra donner l'exemple sur l'ensemble du territoire parisien pour démontrer que c'est possible d'accéder à la propriété à des coûts maîtrisés.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme Valérie MONTANDON, pour une explication de vote du groupe U.M.P.P.A.

Mme Valérie MONTANDON. - Nous allons voter pour ce vœu, mais c'est quand même bizarre que vous réalisiez que l'accession à la propriété est devenue importante pour vous six mois avant les élections.

Combien de programmes se sont fait sans qu'il y ait un seul brin d'accession à la propriété. Par exemple, la caserne de Reuilly : simplement du locatif, pas un seul logement prévu en accession à la propriété.

Bienvenue pour la prise de conscience, quand même !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 50, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 238).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'immeuble du 14, cité du Labyrinthe.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au n° 14 cité du Labyrinthe.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Les vœux n^{os} 51 et 52 sont relatifs à l'immeuble du 14, cité du Labyrinthe.

La parole est à Mme Virginie DASPET, pour une minute, et ensuite à Mme Danielle SIMONNET pour le même temps.

Mme Virginie DASPET. - Merci.

Je vais tout d'abord commencer par vous dire que si cet immeuble est situé cité du Labyrinthe, il n'a rien à voir avec les événements dramatiques et l'incendie que l'on a connu l'année dernière, même si c'est un bâti assez comparable et si on est cette fois dans une situation d'insalubrité constatée. Plusieurs interventions de la Ville ont déjà été effectuées, évidemment le S.T.H., un diagnostic qui a été fait par le Pacte et également différentes interventions de la Préfecture via son architecte de sécurité.

Cela a d'ailleurs conduit à ce que les copropriétaires, pour le moins défaillants, commencent à engager des travaux :

- Des travaux de couverture de zinc ont été lancés.

- Des travaux de ravalements vont commencer suite à l'intervention du S.T.H.

- Et on espère pour l'année prochaine des travaux plus importants dans la cage d'escalier suite à l'arrêté de péril rendu par la Préfecture.

Ce vœu a évidemment pour vocation de rassurer d'une part les locataires et de les accompagner dans ce moment un peu difficile, d'autant qu'ils occupent de petits appartements vétustes pour des loyers absolument hors de propos, mais aussi, d'autre part, de continuer à maintenir la pression sur la copropriété qui n'a même pas de syndic de copropriété par ailleurs, et de leur montrer que les procédures qui ont été engagées communément, et par la Ville, via le S.T.H. d'un côté, et via la Préfecture à son titre, continuent, et qu'il ne s'agit absolument pas de relâcher la pression et qu'il n'y aurait aucune tolérance appliquée dans les temps à venir.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Je suis à l'origine de ce vœu en mairie du 20e.

La situation est vraiment catastrophique, et comme le disait Virginie DASPET, les services sont intervenus depuis un petit bout de temps, puisque cet immeuble a fait l'objet d'investigations de la part du Service technique de l'habitat, qui a connaissance du dossier depuis 2006.

Or il y a quand même à s'interroger.

Comment cela se fait que l'on est au courant du dossier depuis 2006 et que la situation, malgré les expertises, reste aussi catastrophique ?

Aussi, il y a lieu de s'interroger pourquoi les habitants n'ont toujours pas été informés officiellement des conclusions de l'ensemble ces expertises ?

Il faut aussi savoir que si les travaux commencent, nous venons d'apprendre… parce que je suis retournée sur le lieu après le dépôt de ce vœu en arrondissement. Depuis une semaine, on a enfin la plaque qui précise le nom de l'entreprise qui s'occupe des travaux. Visiblement, cette entreprise appartient à un groupe proche, voire lié au propriétaire.

Et franchement, quand je suis allée sur le terrain, j'ai été abasourdie de voir à quel point la situation avait empiré par rapport à il y a six mois, et très surprise de l'agressivité locale de l'ouvrier qui, visiblement, doit sentir que les propriétaires ont des choses à se reprocher.

Je pense qu'il faut donc aller au-delà, il faut faire respecter le droit des locataires contre ces propriétaires qui abusent totalement. En plus de ne pas assumer leurs devoirs, ils n'ont pas hésité à augmenter les loyers et donc, je souhaite à travers mon vœu que la Ville de Paris exerce également son droit de préemption renforcée et en même temps, qu'il y ait des démarches qui permettent de classer ce bâtiment d'intérêt public.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Sur cette adresse, nous sommes là dans la vigilance permanente de la Ville de Paris par rapport à l'évolution du bâti de certains immeubles sensibles. Celui-là, à l'évidence, en fait partie. Pour autant, il n'a pas été oublié par la Ville de Paris ni par la Préfecture de police.

Il fait l'objet de contrôles très réguliers et de pressions.

Nous sommes dans l'esprit de l'O.A.H.D., l'opération d'amélioration de l'habitat dégradé, et il y a deux étapes dans cet esprit-là.

Un, on suit des immeubles un par un avec contrôle de la Préfecture, contrôle des services techniques de l'habitat, et nous obligeons les propriétaires à s'engager dans des travaux.

Ou bien ils les font, et les choses vivent leur vie, ou bien les choses ne vont pas aussi loin que prévu, aussi loin que nécessaire par rapport à la sécurité des habitants, et nous passons potentiellement à une étape plus coercitive d'appropriation publique.

Nous n'en sommes pas encore là, même si certains peuvent le regretter. Il est bien évident que les propriétaires mettent parfois peu d'enthousiasme à certains travaux essentiels.

Aujourd'hui, le constat que les services font, et je leur fais conscience, est que les choses avancent.

Est-ce que ce sera suffisant ? Je ne peux pas répondre. Je sais simplement que cet immeuble sera dans la vigilance permanente de la Ville et que si nécessaire, nous mettrons cela dans le cadre d'une O.A.H.D. future, avec une transmission possible de façon classique selon le cas... mais, Madame SIMONNET, je ne peux pas préempter si les choses ne sont pas à vendre ! Ce n'est pas cette procédure qui pourra s'appliquer, mais éventuellement une déclaration d'utilité publique et là, nous serons encore partis pour deux ans.

Alors nous exerçons des pressions fortes sur les propriétaires, nous surveillons les choses de près en lien avec la Préfecture de police.

Je vote favorablement par rapport au vœu du 20e arrondissement et je vous sollicite pour retirer votre vœu et voter en même temps le vœu du 20e arrondissement qui, je pense, va dans le même sens.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Si j'ai bien compris, c'est un avis favorable sur le vœu n° 51, et sur le vœu n° 52 ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Défavorable.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 51, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 239).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 52, avec un vœu défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au délai d'instruction des recours D.A.L.O.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 53 est relatif au délai d'instruction des recours D.A.L.O.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, pour une minute.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Le 14 octobre dernier, le Préfet de Paris a donné son accord pour le concours de la force publique à l'égard d'un ménage de l'immeuble du 14, cité du Labyrinthe, dans le 20e arrondissement, pour procéder à l'expulsion de ce ménage.

Or ce ménage a saisi la Commission de médiation du D.A.L.O. et est donc en attente de la décision prévue pour décembre 2013.

Par ce vœu, nous souhaitons d'une part que le Maire de Paris demande au Préfet de suspendre cette expulsion et de permettre au ménage menacé d'expulsion logeant au 14, cité du Labyrinthe, de faire reconnaître son droit au logement opposable.

D'autre part, que le Maire de Paris intervienne auprès du président de la Commission de médiation du D.A.L.O. afin que les délais d'instruction des requérants qui sont menacés d'expulsion soient raccourcis à trois mois.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur Jean-Yves MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Par rapport à cette demande de proposition de voeu, j'aurai deux remarques à faire.

D'abord, à ma connaissance, le dossier de la famille concernée a été reconnu prioritaire D.A.L.O. lors de la dernière séance. De ce fait, les expulsions seront suspendues. Le premier alinéa de votre vœu est donc satisfait.

En ce qui concerne le fait de raccourcir le délai à trois mois, je répondrai favorablement, et j'aurai envie de répondre favorablement à votre vœu si vous pouviez retirer le premier alinéa, qui a été réglé.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET, pour une explication de vote du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Mme Danielle SIMONNET. - Pour donner une précision.

Il faut savoir que cette famille-là, dans cet immeuble, le même que précédemment, a eu sa fenêtre de toit qui s'est effondrée sur le lit des enfants… prenez conscience : heureusement que les enfants étaient à l'école ce jour-là car sinon on avait deux morts dans cette rue.

Et par ailleurs, cette famille a toujours payé son loyer, sauf que c'est le propriétaire qui abuse et qui, à un moment donné, a accepté oralement un changement d'appartement...

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Ce n'est pas vraiment une explication de vote…

Mme Danielle SIMONNET. - … et qu'une procédure juridique est en cours.

Nous sommes déjà intervenus. Je pense que normalement, elle ne sera pas expulsable avant la trêve hivernale, mais c'est extrêmement important.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Vous ne nous avez même pas dit ce que vous votez : pour une explication de vote, c'est original !

Il y avait une demande d'amendement. Est-elle acceptée ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Bien entendu, à partir du moment où le premier alinéa n'a plus d'objet, j'accepte de le retirer et que l'on vote seulement sur le second alinéa.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 53 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 240).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux détecteurs de fumée dans les logements sociaux.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Les vœux n^{os} 54 et 54 bis sont relatifs aux détecteurs de fumée dans les logements sociaux.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER, pour une minute.

Mme Danielle FOURNIER. - Danielle SIMONNET évoquait des catastrophes. On a tous en tête des permanences sécurité, lorsque nous sommes intervenus suite à des incendies. Souvent, c'est vrai que ces incendies auraient pu être évités.

C'est ce qu'a proposé la Ministre du Logement, notamment de diviser le nombre des victimes d'incendies en France par deux, par l'installation d'un procédé tout simple : les détecteurs de fumée.

C'est pourquoi nous proposons au Conseil de voter ce vœu : d'interpeller les bailleurs sociaux pour que l'installation des détecteurs de fumée puissent être réalisée en meilleure cohérence avec eux, notamment par l'information des locataires sur le risque et le matériel utilisé, installé, le coût de la prise en charge de l'installation assumée par le bailleur et la définition des obligations de maintenance qui s'ensuivent.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur Jean-Yves MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Madame FOURNIER, les bailleurs sociaux ont pris conscience depuis longtemps de la nécessité d'informer l'ensemble des locataires sur les risques d'incendie et ils le font d'ailleurs, au-delà des détecteurs de fumée, donc j'y reviendrai, par des informations par affichage sur d'autres risques potentiels, sur les causes. Le détecteur de fumée est un élément déclenchant, sans enlever la cause potentielle de l'incendie.

Il y a à la fois, en lien d'ailleurs avec les sapeurs-pompiers, des campagnes d'information sur les risques à éviter par rapport aux drames potentiels.

En ce qui concerne les détecteurs de fumée, l'ensemble des bailleurs parisiens où la Ville a une responsabilité ont négocié avec les locataires la prise en charge de l'installation d'ici la fin de l'année 2014.

Je rappelle que la loi dit clairement que ces détecteurs de fumée sont obligatoires mais à la charge des locataires ou des occupants.

Nous les mettons en place parce que nous voulons être certains que chaque locataire, chaque appartement aura son détecteur de fumée installé, et nous avons négocié, l'ensemble des bailleurs a négocié avec l'ensemble des organisations de locataires, dans le cadre de commissions de négociation telles que les prévoie le texte. Nous sommes arrivés à un accord unanime sur les conditions proposées par chacun des bailleurs.

S'il est vrai qu'il y a une modique somme à la charge des locataires, elle me semble nécessaire. Elle a été jugée utile, d'ailleurs, y compris par les organisations de locataires, pour que ces derniers prennent bien conscience de l'importance de ce sujet.

En même temps, c'est une contribution extrêmement modeste qui va de 25 centimes par mois à 50 centimes par mois. On ne peut pas dire, me semble-t-il, que c'est une chose qui n'est pas acceptable par les locataires, surtout que les organisations de locataires ont elles-mêmes accepté bien volontiers d'avoir un accord de ce type.

Je crois que nous devons être respectueux de la volonté des organisations de locataires qui sont, pour moi, des partenaires sociaux. En général, quand les partenaires sociaux signent un accord, je suis là, me semble-t-il, pour demander qu'on le respecte.

C'est pourquoi je propose le vœu n° 54 bis qui à la fois, bien évidemment, demande aux bailleurs sociaux de poursuivre les efforts exemplaires qu'ils ont engagés et sans doute d'informer plus à même l'ensemble des locataires, et de regarder au bout d'un an comment les choses auront pu vivre, pour éventuellement voir s'il y a des conditions d'amélioration à apporter.

Je vous propose de rejeter le vœu de Mme FOURNIER mais qui, je pense, pourra se résoudre à voter le vœu n° 54 bis de l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Compte tenu du vœu n° 54 bis, Madame FOURNIER, retirez-vous le vœu n° 54 ? Oui.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 54 bis.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 241).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la production de logements sociaux.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 55 est relatif à la production de logements sociaux.

La parole est à Mme Aline ARROUZE, pour une minute.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, ce vœu proposé par mon président de groupe Ian BROSSAT, qui a été obligé de partir, demande que l'effort de création de logements sociaux à Paris soit au moins maintenu au même niveau qu'en 2013.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Jean-Yves MANO a la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - J'imagine que, dans l'esprit de M. BROSSAT, il parlait des engagements sur la future mandature. Bien évidemment, j'ai écouté les déclarations des uns et des autres sur le sujet.

D'abord, la loi a évolué avec 25 % de logements sociaux, avec un horizon à 30 % en 2030 et, bien évidemment, quand on prend des engagements de ce type, il y a des engagements financiers qui suivent derrière et je ne doute pas que, pour le budget 2014, qui sera présenté lors de notre prochain Conseil, les moyens nécessaires seront dégagés pour atteindre l'objectif de 7.000 logements sociaux.

Avis favorable.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 55, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 242).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au droit au logement.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Les vœux n° 56 et n° 56 bis sont relatifs au droit au logement.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET, pour une minute maximum.

Mme Danielle SIMONNET. - Suite à la mobilisation organisée notamment par l'association "Droit Au Logement" et de nombreuses familles prioritaires D.A.L.O., nous demandons, à travers ce vœu, l'élaboration d'un protocole d'accord à l'occasion de la table ronde sur le logement des 300 familles concernées recensées. Nous demandons :

- que soit assuré le relogement des hébergés à l'hôtel par l'aide sociale à l'enfance plutôt que leur transfert en dehors de Paris via le 115 ;

- d'interpeller la Ministre du Logement et les parlementaires pour que le projet de loi soit modifié afin de permettre le respect de la loi D.A.L.O., du droit à l'hébergement, du droit de réquisition et la protection des locataires anciens et les habitants de logements indignes ou indécents ; et que ce projet de loi instaure la baisse des loyers, ce qui n'est pas le cas, en intégrant des prix-plafonds par quartier, avec interdiction de vendre ou de louer au-dessus des prix fixés et non les actuels loyers médians majorés de 20 % et les clauses dérogatoires qui encouragent de fait la poursuite inflationniste des loyers.

Je vous remercie.

Moins d'une minute !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Félicitations !

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - C'est ô combien important, il faut le reconnaître !

Néanmoins, Madame SIMONNET, les termes de votre vœu font que, tout en en partageant un peu l'esprit, il y a des choses sur lesquelles nous ne pouvons pas nous engager.

D'abord, nous ne pouvons pas dire dans un vœu que nous allons reloger tous les demandeurs possibles, et même en situation délicate, sur le territoire parisien. Je pense que la conception du relogement doit se faire peut-être d'ailleurs au-delà des frontières du périphérique parfois, quand il y a urgence.

D'autre part, je ne pense pas que nous pouvons nous engager dans la fixation de prix maximum de vente du patrimoine des uns et des autres.

Je vois là évidemment la ligne politique qui est la vôtre.

Toutefois, ce sujet est sérieux et nous le traitons depuis 13 ans de façon sérieuse.

C'est pourquoi, bien évidemment, nous sommes en contact avec des associations et que nous avons des discussions qui nous permettent, me semble-t-il, d'aboutir dans de nombreuses circonstances pour faciliter le relogement d'un certain nombre de personnes en situation d'urgence.

D'autre part, la loi A.L.U.R., on a eu l'occasion d'en parler hier, par rapport à l'encadrement des loyers, me semble-t-il, est une bonne avancée. Je pense qu'il faut la laisser vivre pour en voir les effets tels que nous pouvons les imaginer, avec une limitation de la marge de manœuvre dont le Préfet aura la responsabilité en pourcentage. Je le rappelle, la loi dit que c'est un maximum de 20 % mais la possibilité est offerte au Préfet de limiter le pourcentage par rapport au loyer médian et je pense qu'il faudra le saisir.

D'autre part, bien évidemment, nous souhaitons regarder avec le Gouvernement comment nous pouvons permettre d'évoluer sur les modalités peut-être fiscales pour transformer des bureaux en logement car aujourd'hui il y a là un frein qui existe et il faut trouver les solutions adaptées.

C'est pourquoi je vous propose de voter le vœu de l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame SIMONNET ?

Mme Danielle SIMONNET. - Cela ne sera pas possible parce que le vœu de l'Exécutif, selon moi, est vraiment en deçà ; il ne prend pas en compte l'urgence des prioritaires D.A.L.O., il ne prend pas en compte l'urgence de repenser la loi A.L.U.R. Duflot sur la baisse des loyers, il ne prend pas en compte l'urgence de relancer la question de la réquisition des logements vacants.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 56, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 56 bis, avec un avis favorable puisqu'il est de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 243).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accès au logement social des gardiens d'immeubles.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 57 est relatif à l'accès au logement social des gardiens d'immeuble.

La parole est à Mme MERIGOT de TREIGNY.

Mme Martine MERIGOT de TREIGNY. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, avec Rachida DATI, je souhaite attirer votre attention sur la situation des gardiens d'immeuble de Paris qui ont atteint l'âge de la retraite. Ces personnes sont contraintes de quitter leur loge. Elles ont vécu toute leur vie à Paris, souvent à la même adresse et souhaitent continuer à y vivre, puisqu'elles y ont le plus souvent leurs amis, leur famille et leurs habitudes.

Leur principale préoccupation est de pouvoir bénéficier d'un accès au parc de logements sociaux, sachant que leur retraite ne leur permet absolument pas d'accéder aux logements privés.

L'adoption de ce vœu marquerait l'engagement de notre collectivité en leur faveur, en vue d'élaborer les moyens de leur favoriser l'accès au parc de logements sociaux parisiens.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur le Maire, merci de ce vœu déposé par Mme DATI, maire du 7e arrondissement, qui doit reprendre, me semble-t-il, une tradition historique, puisque dans ce 7e arrondissement, un député était célèbre notamment pour ses contacts avec l'ensemble des gardiens d'immeuble ; je vois que la tradition se perpétue. Frédéric-Dupont, bien sûr !

Bien évidemment, tout ceci me fait un peu sourire, d'autant plus que dans le 7e arrondissement, j'ai été amené ces temps derniers ou ces années dernières à rencontrer un certain nombre d'élus qui m'expliquaient que, bien évidemment, il y avait deux catégories de gens qui pouvaient avoir des logements sociaux au cœur de Paris : ceux qui avaient des revers de fortune et qui pouvaient vivre dans le 7e arrondissement ; quant aux autres, leur place était au-delà des frontières parisiennes ; je ne l'invente pas, je l'ai entendu.

Néanmoins, bien évidemment, c'est une question sérieuse.

Dans le cadre de la construction et du C.C.H., on peut estimer que ces personnes ont des logements de fonction et qu'à ce titre, comme d'autres, ils peuvent représenter un certain nombre de caractères prioritaires, et je ne doute d'ailleurs pas que Mme DATI, dans le 7e arrondissement, dans le cadre des droits qui sont les siens, de son contingent, dans les mois à venir, puisqu'on va livrer des logements ô combien intéressants sur le 7e arrondissement, aura à cœur de proposer des logements aux gardiens d'immeuble du 7e arrondissement.

Évidemment, de façon générale, je ne peux accepter le vœu, parce qu'il fait une "super-priorité" et c'est un peu illégal, mais je trouvais amusant d'avoir un vœu de ce type présenté par les élus du 7e arrondissement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Les traditions sur les gardiens dans le 7e et sur les logements sociaux dans le 7e sont respectées.

Je mets aux voix, à main levée, ce vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au parc de logements intermédiaires.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la rénovation du parc de logements sociaux.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 58 est relatif au parc de logements intermédiaires.

La parole est à M. Jérôme DUBUS, pour une minute maximum.

M. Jérôme DUBUS. - Monsieur le Maire, je voudrais vous présenter les deux vœux n^{os} 58 et 60 en même temps, car c'est un peu la même logique. Ils font tous les deux suite aux déclarations récentes de la candidate Anne HIDALGO et au rapport de Jérôme COUMET, intitulé : "améliorer les rapports locatifs".

Dans ce cadre, voici deux propositions que je vous fais d'intégrer dans la perspective du budget primitif 2014 ces deux vœux.

D'abord, je vous propose d'intégrer un objectif de création de logements intermédiaires. Anne HIDALGO ayant proposé de faire un effort particulier sur les logements intermédiaires pour les classes moyennes et pour les jeunes actifs, nous la prenons au mot et nous proposons la mise en œuvre de cette proposition dès l'exercice budgétaire 2014.

Je vous rappelle simplement que depuis des années, nous déplorons que le développement du parc social se fasse au détriment du parc de logements locatifs intermédiaires. Depuis des années, nous déplorons les reconventionnements massifs de logements intermédiaires en logements sociaux. Depuis des années, nous vous demandons de créer des logements dont les loyers soient situés entre ceux du social et ceux du privé.

Cependant, même si votre bilan ne vous accorde aucune crédibilité sur ces logements intermédiaires, nous sommes heureux que la campagne électorale vous permette de revoir vos dogmes.

Enfin, deuxième vœu, je profite de la complicité du rapport de Jérôme COUMET pour vous demander que le budget primitif 2014 intègre également des objectifs de réhabilitation de logements sociaux ambitieux, permettant de rattraper le retard pris en la matière.

Je vous rappelle qu'au premier janvier 2013, 18.000 logements avaient été réhabilités Plan Climat sur un objectif de 25.000. Là encore, votre bilan ne vous accorde aucune crédibilité en la matière, malgré nos demandes répétées et malgré les rapports à charge de la médiatrice de la Ville de Paris.

J'espère ainsi que ce consensus nouveau pourra se matérialiser à l'occasion du budget primitif 2014.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO sur les vœux n^{os} 58 et 60.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Deux sujets complètement différents, puisque M. DUBUS propose la création de logements intermédiaires non S.R.U. dans le budget 2014.

Je vous avoue qu'aujourd'hui, dans la possibilité de développer du logement intermédiaire, des négociations avec l'ensemble des secteurs professionnels ont lieu, avec une demande qui a été accordée d'une baisse du taux de T.V.A. à 10 % et une exonération de taxe foncière propriété bâtie.

Si j'en crois les institutionnels, c'est donc à ces conditions qu'ils sont en capacité de développer une offre et de revenir sur le marché du logement intermédiaire. Je me félicite de leur volonté de revenir sur le sujet et je ne note pas de la part des professionnels la nécessité que les collectivités locales aient une partie budgétaire qui soit consacrée à cela.

Honnêtement, on ne peut pas avoir une déduction de T.V.A., une déduction de T.F.P.B. et, en plus, une contribution financière ; à la limite, je n'ai pas besoin des institutionnels pour faire des logements intermédiaires dans ces conditions, les outils de la Ville le permettront.

Aujourd'hui, les institutionnels ont la capacité de revenir, ils le disent, qu'ils reviennent, place leur sera faite.

D'ailleurs, Monsieur DUBUS, je suis un peu étonné de votre remarque, vous qui connaissez bien l'action de la Municipalité en matière d'habitat, vous savez comme moi que 20 % de nos zones d'aménagements sont consacrées au logement que nous avons appelé "à loyer maîtrisé", à 17,50 euros le mètre carré, qui correspond à la cible que vous visez là, comme nous, d'ailleurs, et que 1.500 logements sur le territoire parisien sont en cours de construction. On ne peut pas dire que l'on n'a rien fait, on était même les seuls sur l'ensemble du territoire à dégager les moyens financiers et les négociations avec l'ensemble des institutionnels qui ont répondu présent, donc oui, nous avons agi, et oui, nous avons relancé l'intérêt des institutionnels pour ce type de produits. Ils s'aperçoivent peut-être aussi que dans leurs arbitrages financiers entre le bureau et le logement, ils étaient allés un peu trop loin, et qu'aujourd'hui, ils se trouvent un peu déstabilisés par l'effondrement du prix du bureau. Peut-être que la sagesse aurait voulu que ces derniers s'engagent plus encore depuis de nombreuses années sur un investissement locatif long terme, qui est, me semble-t-il, une valeur refuge certaine pour l'ensemble des actionnaires de ces fonds.

Je ne pourrai pas répondre favorablement au vœu concernant le logement intermédiaire, sachant qu'on le fait, on est prêt à continuer, bien évidemment, sans dégager pour autant des marges financières sur le budget qui ne sont pas utiles.

En ce qui concerne le vœu et votre souhait de voir développer, paraît-il, le retard des bailleurs sociaux sur le Plan Climat, objectivement, nous sommes les principaux acteurs d'une ambition de Plan Climat extrêmement importante à haut niveau, mais il est vrai aussi que nous n'engageons pas les travaux sans négociation préalable avec l'ensemble des locataires et que ceci est parfois un peu long.

Aujourd'hui, il y a eu le temps de la décision, le temps de la négociation, nous sommes dans le temps de l'action et il y a le retard potentiel qui est aujourd'hui rattrapé. C'est pourquoi, là aussi, je ne pourrai pas répondre favorablement au vœu que vous présentez.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 58 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 60 avec aussi un avis défavorable.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente à la découpe de l'immeuble Taine/Reuilly.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Les vœux n^{os} 59 et 59 bis sont relatifs à la vente à la découpe de l'immeuble Taine/Reuilly.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON, pour une minute maximum.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis novembre 2012, les locataires de la rue Taine voient passer des vœux de l'Exécutif, mais aucun changement n'est fait.

C'est bien beau de se faire des vœux à soi-même quand on a tous les pouvoirs, mais vous savez, si vraiment vous voulez agir, vous pouvez faire passer une délibération, comme c'est le cas à chaque fois qu'il y a une préemption ; vous ne faites pas des vœux, vous faites passer une délibération.

A travers ce vœu, je souhaiterais que vous puissiez recevoir les locataires pour leur expliquer réellement ce que vous comptez faire, parce que les vœux pieux, d'ailleurs, vous en faites un bis juste après… La BNP Paribas n'a pas renoncé à son projet, il n'y a pas eu de bailleur social ou encore d'investisseurs long terme qui se sont manifestés. Enfin, se cacher derrière l'A.L.U.R. ne suffit pas.

Vous avez, lors d'un dernier vœu, proposé qu'il y ait préemption de la Ville de Paris dans le cas où aucune personne ne se serait manifestée, ce qui est le cas, mais, pour l'instant, les locataires ne voient rien venir, et quand, en conseil d'arrondissement, certains adjoints disent qu'ils n'ont pas vocation à racheter les appartements de Mme BETTENCOURT, je peux vous dire, pour avoir reçu des locataires, que je n'ai pas vu Mme BETTENCOURT parmi ces gens-là.

Ce serait bien, une fois pour toutes, de leur expliquer réellement ce que vous voulez faire, plutôt que de vous cacher derrière des vœux qui sont totalement pieux.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Intervention extrêmement intéressante !

Depuis 13 ans, l'U.M.P. fustige et vote systématiquement contre toute acquisition d'immeuble. Depuis 13 ans ! Il est vrai que j'ai pu remarquer qu'au cours de ces 13 ans, chaque fois que dans un arrondissement particulier, il y avait une mobilisation des locataires, alors l'U.M.P. venait au secours des locataires concernés. Heureusement qu'on ne vous a pas attendus pour agir et je ne peux que me féliciter d'avoir acheté 13.000 logements aux institutionnels pour éviter les ventes à la découpe, et pourtant, quand je lis les articles de presse qui sortent à l'occasion de cette précampagne électorale, "Qu'en a-t-on fait ? C'est un scandale ! Nous n'avons rien créé. Nous n'avons rien protégé". Oui, on a protégé les couches moyennes à Paris grâce à ces actes.

Là aussi, dans le cadre de cette adresse particulière, que nous connaissons, nous avons aussi reçu les locataires, pour expliquer clairement la position de la Ville, et nous avons aussi des contacts avec l'acquéreur qu'est BNP, bien évidemment.

Pour dire les choses simplement, oui, vous avez été engagés dans une acquisition pour vente à la découpe, vous vendez les logements à ceux qui peuvent les acheter, vous vendez les logements vacants, et nous vous demandons de prendre contact avec la Ville pour voir si les appartements qui ne pourront pas être acquis ne peuvent pas être négociés en bloc avec la Ville. Nous en sommes là aujourd'hui.

Les locataires connaissent la position de la Ville, la B.N.P. connaît la position de la Ville, c'est pourquoi nous sommes des acteurs extrêmement importants et tout le monde le sait - on nous le reproche assez - du côté des acteurs institutionnels sur ce sujet.

Mais vraiment je suis ravi de voir l'U.M.P. qui est enfin convaincue de l'utilité et de la nécessité de l'action de la Ville en la matière pour protéger les couches moyennes des locataires de ce parc.

Je voterai contre, bien évidemment, le vœu que vous présentez, sachant que les locataires de l'immeuble connaissent tout à fait clairement les positions de la Ville, et nous les avons reçus à plusieurs reprises.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Sur ce vœu, Christophe NAJDOVSKI pour le groupe E.E.L.V.A.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est pour une courte explication de vote. Mme MONTANDON et les élus U.M.P. se réveillent et découvrent la question de la vente à la découpe à Paris. Il était temps, quelques mois avant les élections.

Sachant que nous sommes en contact depuis très longtemps avec l'association des locataires et que nous soulevons régulièrement ces questions, à travers des échanges directs, aussi bien moi-même avec l'association mais aussi le cabinet de Jean-Yves MANO, ce vœu est un vœu uniquement de positionnement et de posture.

Pour ce qui me concerne, je ne prendrai pas part au vote sur ce vœu et je voterai bien entendu le vœu de l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu est maintenu ? Oui.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 59 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Madame MONTANDON pour une explication de vote sur le n° 59 bis ?

Mme Valérie MONTANDON. - En effet, nous allons voter positivement ce vœu.

Monsieur MANO, sur les 16.000 préemptions qui ont été faites sous la mandature, cela m'étonnerait bien que 13.000 concernaient des ventes à la découpe. Non, pas 13.000 ! Je veux bien avoir des chiffres par rapport à cela.

Et je ne comprends pas pourquoi vous êtes aussi mal à l'aise…

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Là, on déborde de l'explication.

Mme Valérie MONTANDON. - Puisque finalement tout va bien avec les locataires, pourquoi refusez-vous simplement de les recevoir ?

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 59 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 244).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la mise en place d'un système de cotation de la demande.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 61 est relatif à la mise en place d'un système de cotation de la demande.

La parole est à Mme DREYFUSS pour une minute maximum.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Suite à la M.I.E. sur les modes et méthodes d'attribution des logements sociaux à Paris, dont la recommandation n° 1 est relative à la mise en place d'un système de cotation à la demande ;

Suite à la réunion du 25 avril dernier consacrée aux suites du rapport, à laquelle il a été présenté la mise en place de la cotation de la demande pour une mise en service à l'automne 2013 ;

Considérant que trois grilles de cotations nous ont été présentées, une grille générale, une grille spécifique pour les agents de la collectivité parisienne - en fonction d'ailleurs depuis août 2012 - et une grille pour les demandeurs locataires déjà du parc social ;

Considérant que ces grilles de cotation constituent la base des attributions ;

Considérant qu'à deux reprises le Maire de Paris a présenté les critères en Conseil de Paris - communication du 22 mai 2001 et communication du 21 avril 2008 - ;

Les membres U.M.P. de la M.I.E. émettent le vœu que le Maire de Paris présente les trois grilles de cotation en Conseil de Paris, sous la forme d'une communication suivie d'un vote sur les critères et les notes retenues, et informe ainsi le Conseil de Paris du calendrier de la mise en place du système de cotation de la demande.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Sujet d'importance, suivi avec sérieux par la Municipalité et tout à fait transparent.

Dans le cadre de la mission, des orientations avaient été données dans le cadre d'élaboration d'un projet par cotation. Les services s'y emploient avec ardeur depuis pas mal de mois. Les choses sont complexes.

Parallèlement à cela, vous savez que la Ministre Cécile DUFLOT a engagé tout un processus de négociation et de concertation sur ce sujet, que l'intention de la Ministre était d'inclure dans la loi - aujourd'hui en discussion au Sénat et en deuxième lecture ultérieurement à l'Assemblée nationale - un certain nombre d'éléments.

Nous en sommes là aujourd'hui. Nous sommes sur le pied de guerre et, en même temps, nous ne pouvons pas anticiper les textes de la loi. Nous sommes dans une situation un peu intermédiaire entre la volonté d'avancer sur certains aspects, mais je pense qu'il ne serait pas prudent de notre part d'aller trop vite, puisque nous pourrions nous trouver potentiellement en contradiction avec quelques textes.

C'est pourquoi ceci sera en son temps, mais ceci est, me semble-t-il, trop tôt aujourd'hui. C'est pourquoi je ne peux répondre favorablement au vœu qui est présenté.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Favorablement ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Défavorablement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 61 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

2013 SG 57 Versement de la contribution 2013 de la Ville de Paris (500.000 euros) au Groupement d'Intérêt Public "Atelier International du Grand Paris".

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons aux projets de délibération rapportés par M. MANSAT en commençant par le projet SG 57 et l'amendement n° 62A du groupe U.M.P.P.A. Il s'agit du versement de la contribution 2013 de la Ville de Paris au groupe d'intérêt public Atelier international du Grand Paris.

La parole est à M. Jérôme DUBUS pour cinq minutes maximum. Il sera suivi de David ALPHAND.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous souhaitons amender effectivement ce projet de délibération dans le sens suivant, que nous puissions ajouter un article 4 à ce projet :

L'Atelier international du Grand Paris est une chose extrêmement importante. D'ailleurs son président vient d'être changé - on ne sait pas très bien pourquoi car le précédent faisait du bon travail - et j'espère que ce n'est pas pour des raisons politiques.

La contribution de la Ville de Paris s'élève à 500.000 euros par an ; c'est ce que l'on nous demande de voter.

L'une des missions de ce groupement d'intérêt public, c'est de réaliser ou de faire réaliser toute étude concernant l'architecture, l'aménagement, l'urbanisme à vocation métropolitaine. Dans ce cadre-là, bien évidemment la Ville de Paris a toute sa place.

Notre amendement est très simple. Il consiste à demander à la Mairie de Paris de présenter une communication sur les études qui ont été réalisées par l'Atelier international du Grand Paris, à la demande de la Ville de Paris, depuis la création de ce groupement en février 2010.

C'est donc un bilan que nous demandons. Qu'il soit présenté au Conseil de Paris sur les réalisations des études de l'Atelier.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci de votre concision.

M. David ALPHAND a la parole.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire.

On est en fin de mandature, je crois qu'il faut se dire les choses franchement.

Je trouve cette subvention de 500.000 euros, attribués à l'Atelier international du Grand Paris, presque, permettez-moi de vous le dire, incohérente. Incohérente avec les positions de Bertrand DELANOË depuis 2001. Car la réalité, quelle est-elle ? Mais tout le monde sait : le Maire de Paris n'a jamais sérieusement œuvré à la constitution d'un Grand Paris.

Je suis au regret de vous le dire, Monsieur MANSAT. Le propos certainement ne vous fait guère plaisir, et vos qualités personnelles ne sont pas mises en cause. Elles ne sont pas mises en cause et je crois que, de manière assez générale, votre engagement dans cette grande cause est reconnu. Mais vous êtes victime d'un système, car le Maire de Paris, en place depuis 2001, ne souhaitait pas de concurrents. Et c'est assez logique. C'est en tout cas humainement compréhensible.

Quand on est en place, Maire de Paris, on rencontre des difficultés avec la Région. D'ailleurs les rivalités entre M. DELANOË et M. HUCHON sont de notoriété publique.

Alors, pire encore, si d'aventure une superstructure, telle que le Grand Paris, venait à advenir, on aurait là un concurrent redoutable, qui pourrait même venir supplanter le Maire de Paris.

Alors, la réalité est bien celle-là : Bertrand DELANOË a tenu objectivement en échec le Grand Paris depuis 2001 !

Et cette subvention de 500.000 euros, à une structure créée sous Nicolas SARKOZY, à l'initiative de l'ancien Président de la République, nous la soutenons par souci de notre côté de cohérence.

Je le reconnais bien volontiers, nous sommes dans l'opposition, et il est probablement plus facile d'être favorable au Grand Paris lorsqu'on est dans l'opposition et que l'on a peut-être moins à y perdre. Mais je voulais faire le point sur ce sujet d'intérêt général, parce qu'on ne l'a pas suffisamment dit : Bertrand DELANOË a été le premier adversaire du Grand Paris depuis dix ans !

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur MANSAT, vous avez la parole.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - La réponse sera en deux temps, puisqu'il y a deux angles d'attaque très différents sur ce projet de délibération.

Je voudrais d'abord rappeler que l'Atelier international du Grand Paris, je vous en donne acte, a bien été créé sous l'autorité de Nicolas SARKOZY. C'est lui qui a poussé à sa création.

C'est une structure qui est très particulière puisqu'elle réunit comme contributeurs l'Etat et les collectivités locales. L'Etat à travers le Ministère du Territoire et du Logement et le Ministère de la Culture et les collectivités locales à travers l'Association des Maires d'Ile-de-France, Paris Métropole, le Conseil régional et la Ville de Paris.

Ce n'est pas la première fois que nous votons cette contribution à l'Atelier international du Grand Paris qui produit un travail extrêmement important. Il y a 15 équipes maintenant dans le Conseil scientifique de l'Atelier international du Grand Paris qui produisent des études extrêmement intéressantes autour de deux commandes qui leur ont été passées dans la dernière période : la première sur "habiter le Grand Paris" qui aura donné lieu à une publication très importante et très intéressante - je l'offrirai à M. DUBUS puisqu'il n'en a pas connaissance - et l'ensemble des études de l'atelier a été mis en ligne sur le site dudit atelier.

Donc, sur la demande de M. DUBUS et de son amendement, elle est tout à fait naturelle et c'est pour cela que j'approuverai l'amendement, même si j'aurais préféré qu'il soit déposé en 8e commission, cela aurait été plus simple, mais j'approuve donc cet amendement. Peut-être qu'un vœu aurait été de meilleure facture, mais cela ne pose pas de problème.

Sur les remarques de M. ALPHAND, je suis navré de lui dire que j'ai une vision qui est radicalement opposée et je pense, au contraire, que Bertrand DELANOË est à l'origine du débat sur la gouvernance de la métropole parisienne, que c'est son action depuis 2001 qui a permis de renouer les liens entre Paris et la banlieue et qui a permis de créer les conditions d'un véritable débat autour de la gouvernance et des évolutions que nous connaissons aujourd'hui.

Donc, je ne suis pas vexé par vos propos, je pense qu'ils sont une erreur politique extrêmement forte et que, dans l'histoire, on reconnaîtra que c'est la mandature de Bertrand DELANOË qui a permis l'ouverture vers d'autres pensées politiques, d'autres pensées institutionnelles et d'autres atouts qui seront donnés à la métropole parisienne et, par là même à Paris, de se développer, notamment en matière de logement et d'aménagement de l'espace urbain.

Je voudrais ajouter simplement le fait, comme je suis président du Conseil d'administration du G.I.P. A.I.G.P., que je ne prendrai pas part au vote sur ce projet de délibération.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 62A avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 57 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, SG 57).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif au déménagement du Conseil régional d'Ile-de-France.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 62 est relatif au déménagement du Conseil régional d'Ile-de-France, nous devons être très concernés, et la parole est donc à Mme Valérie MONTANDON pour une minute.

Mme Valérie MONTANDON. - La zone de Bercy/Charenton fait partie des neuf sites retenus pour le regroupement des services éparpillés du Conseil régional.

Le choix du site de Bercy/Charenton serait un signal très positif et très fort pour l'Est parisien. La zone de Bercy/Charenton est toujours en phase de projet, si bien que les bâtiments pourraient être construits au mieux, en intégrant les exigences et les contraintes du regroupement des différents services.

Bien sûr, le regroupement du Conseil régional ouvre des perspectives en termes d'implantation d'entreprises, de services et de développement commercial.

Je suis très surprise qu'aucun élu parisien ni du 12e n'ait soutenu ce projet pour faire en sorte que le site de Bercy/Charenton soit appuyé et choisi en phase finale.

Lorsque j'entends en Conseil d'arrondissement que l'objectif principal est l'habitat, je voudrais juste vous rappeler tout de même que, petit à petit, la proportion de logements prévus pour l'habitation est en diminution, notamment parce que vous refusez de faire des couvertures de rails adaptées et, donc, qui permettraient des logements décents.

On passe de plus en plus à une proportion de bureaux plus importante et d'activités économiques et je pense, en effet, que le soutien de la zone de Bercy/Charenton pouvait être une opportunité pour l'Est, au vu de la configuration actuelle du projet.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur MANSAT, vous avez la parole.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - Très simplement, laissons le Conseil régional, les élus régionaux délibérer tranquillement et faire leur choix et, le moment venu, puisque ce choix n'a pas encore été fait, la Ville de Paris, si l'hypothèse parisienne est retenue, sera en capacité de faire des offres qui correspondront au choix des élus régionaux.

J'émets un avis défavorable sur ce vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 62 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous en finissons donc avec la 8e Commission, nous avons rattrapé un peu plus d'une heure, je vous en remercie.

Nous passons donc…

C'est surtout vous qu'il faut féliciter !

2013 DAC 423 Convention d'occupation du domaine public au Mouffetard, théâtre des arts de la marionnette (5e) pour l'association du Théâtre de la Marionnette à Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons donc à la 9e Commission. On attaque avec le projet de délibération DAC 423 : convention d'occupation du domaine public au "Mouffetard, théâtre des arts de la marionnette" dans le 5e arrondissement.

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER pour cinq minutes maximum.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Le théâtre de la Marionnette à Paris est, depuis 1982, l'un des principaux, sinon le seul acteur de la diffusion de la marionnette à Paris et l'un des deux en France avec le festival de Charleville-Mézières.

C'est une association qui propose deux grandes manifestations en alternance : la biennale de la marionnette qui se tient à Paris et un autre festival qui s'appelle Scènes ouvertes à l'insolite, tout au long de l'année, avec la collaboration de salles parisiennes, franciliennes et de province.

Je dis bien "en collaboration" parce que cette structure est depuis 20 ans S.D.F., nomade en tout cas, malgré le succès qu'elle rencontre, aussi bien en termes de fréquentation publique que d'échos dans les médias.

C'est vrai qu'elle répond à une vraie demande du public, qu'il s'agisse des spectacles - et pas seulement des spectacles jeune public, mais des spectacles en général - et aussi à une demande des professionnels du secteur.

Le théâtre de la Marionnette a développé son projet de manière très large, en direction des compagnies et il poursuit ses actions de sensibilisation avec un centre de ressources qui, lui aussi, est très important.

Pour être complète, je voulais aussi signaler la revue "O.M.N.I., Objets Marionnettiques Non Identifiés" qui complète justement tout le travail qui est accompli.

Je trouve donc que c'est une très bonne idée, une très bonne nouvelle que de confier le théâtre Mouffetard qui devient le "Mouffetard, théâtre des arts de la marionnette" à cette structure, à cette association et j'ajoute que, quand on défend, quand on veut promouvoir la diversité, la diversité des cultures, je pense que la marionnette est justement un art parfois méconnu, considéré un peu comme illégitime par rapport à d'autres arts comme le théâtre ou l'opéra, pourtant c'est un art qui conjugue tradition et modernité dans des propositions artistiques qui s'adressent vraiment à tous.

Je voulais dire que j'étais très contente qu'ils aient un toit, je voulais partager ce plaisir avec vous et inciter tout le monde, pas simplement les jeunes justement, à se rendre dans ce lieu.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Bruno JULLIARD, pour vous répondre sur les marionnettes.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire, et merci beaucoup à Danielle FOURNIER.

Evidemment, je m'associe à sa satisfaction. Nous sommes en effet très heureux que le théâtre de la Marionnette à Paris puisse s'installer au Mouffetard après 20 ans de nomadisme.

Je suis aussi tout à fait d'accord avec vous, nous devons promouvoir toutes les formes d'art sans distinction, sans hiérarchie. D'ailleurs, dans d'autres pays, dans d'autres cultures, la marionnette est un art particulièrement défendu et d'excellence, c'est donc une très bonne nouvelle que nous puissions offrir au théâtre de la Marionnette ce nouveau lieu.

Par ailleurs, même si le théâtre de la Marionnette en aura fini avec le nomadisme, il maintiendra une relation étroite avec de nombreuses institutions culturelles parisiennes comme la Maison des Métallos qui a récemment accueilli la programmation de la biennale internationale des arts de la marionnette.

Des travaux au théâtre ont eu lieu l'été dernier, une seconde phase de travaux est d'ores et déjà prévue en 2015 et l'inauguration du "Mouffetard, théâtre des arts de la marionnette", puisque tel sera son nom, aura lieu le 4 novembre prochain.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous notons donc que le 5e arrondissement devient l'arrondissement de la marionnette.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 423.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DAC 423).

2013 DAC 555 Subvention (275.000 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la société par actions simplifiée Cité de la Musique - Salle Pleyel (8e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le projet de délibération DAC 555 : subvention et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la société par actions simplifiée Cité de la Musique - Salle Pleyel.

Mme Danielle FOURNIER a la parole pour cinq minutes maximum.

Mme Danielle FOURNIER. - Il s'agit d'une subvention importante, une subvention de 275.000 euros.

Une subvention importante, comme toujours quand il est question de la Cité de la Musique - salle Pleyel. Je remarque qu'elle est, là aussi comme toujours, sobrement présentée dans une seule page qui suffit à justifier cette très importante somme.

Quelques mots pour revenir sur la salle Pleyel dont on sait qu'elle a été rénovée, qu'elle a donc rouvert avec une programmation principalement symphonique, en faisant alterner orchestre en résidence, l'orchestre de Paris, l'orchestre philharmonique de Radio France, les grandes formations étrangères et qu'elle a décidé aussi de s'ouvrir à de nouveaux publics, comme on le dit souvent, en employant un terme qui ne veut pas dire grand-chose je pense,

puisque le projet de délibération nous précise fièrement que les musiques actuelles sont également à l'honneur, tout simplement parce que la salle a accueilli un concert de Lou DOILLON et des jazzmen comme Keith JARRETT.

J'ai envie de dire : quelle audace, quelle ouverture ! Et je précise quand même que pour ce dernier concert, concernant le prix des places, on avait le choix entre 95 et 70 euros ! Je doute que notre subvention puisse permettre de parler d'une vraie politique des publics qui se préoccuperait d'une ouverture sur de nouveaux publics.

Cela permet aussi de revenir très rapidement sur le grand projet inutile qui est le pendant de cette subvention qui, elle, va décroître, je l'ai bien compris, mais qui est la philharmonie, dont on nous vante les mérites, justement, et la nécessité en termes d'ouverture sur de nouveaux publics.

Je rappellerai simplement le titre que j'avais déjà cité, du rapport du sénateur U.M.P. : "La philharmonie de Paris, une dérive préoccupante", et je ne peux m'empêcher de dire que, outre le budget d'investissement colossal qu'elle demande et qui augmente au fur et à mesure que les travaux avancent, cette salle nécessitera au bas mot un budget de fonctionnement de 9 millions d'euros pour l'État, et autant pour la Ville.

Du coup, j'allais dire que la subvention à Pleyel semble vraiment complètement dérisoire, tant dans le gigantisme, la surenchère trouve toujours plus gros. Et dans le domaine de l'art lyrique, c'est hélas souvent le cas.

Je dis hélas parce que cela se fait forcément au détriment d'autres subventions, les budgets n'étant pas extensibles à l'infini.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Bruno JULLIARD a la parole.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est assez rare mais pour une fois, je crois que je suis en désaccord en tous points avec Danielle FOURNIER, sauf peut-être sur un point, même si vous ne l'avez pas dit : j'imagine que vous vous félicitez de la baisse importante de la subvention à Pleyel, puisqu'elle passe de 575.000 euros à 275.000 euros en 2013.

Comme vous l'avez noté, il s'agit en effet de la montée en puissance de la préfiguration de la future philharmonie de Paris, et donc du désengagement progressif de la Ville de Paris dans la subvention à Pleyel, subvention qui, à très court terme, va être amenée à disparaître puisque la salle Pleyel n'a pas vocation à poursuivre son activité, en tout cas avec la programmation telle qu'elle existe aujourd'hui.

Je veux simplement rectifier, ou en tout cas donner mon opinion sur deux ou trois points de votre intervention.

D'abord, concernant la politique appelée "des nouveaux publics", en tout cas la nécessité de permettre à des publics qui, aujourd'hui, ne sont pas spectateurs de concerts de musique classique ou philharmonique, de pouvoir accéder à ce type de concert.

Il suffit de se rendre régulièrement dans les principales salles de concert de musique classique comme Pleyel, mais je pourrais parler des Champs-Élysées, pour se rendre compte que nous avons face à nous un défi majeur, qui est le renouvellement des publics.

Il y a à la fois un entre soi social qui n'est pas supportable, de la même manière qu'il n'y a pas de renouvellement des générations.

Il ne suffira pas de baisser les tarifs de ce type de concert pour garantir ce renouvellement des publics.

Nous avons notamment besoin d'une politique de médiation, et surtout d'une politique d'éducation musicale de très forte ampleur. Et c'est là où j'atténue vos critiques sur la Cité de la musique parce que son directeur, Laurent BAYLE, a mis en place une politique, que je juge très efficace, d'accompagnement de l'éducation musicale à la Cité de la musique. Ce sera demain le cas à la philharmonie.

Et construire une grande salle philharmonique dans le 19e arrondissement sur une porte de Paris répond à cet objectif de renouvellement des publics et en aucun cas, nous ne pouvons démissionner et considérer comme un fait établi que la musique classique est réservée aux familles les plus aisées, et en général d'ailleurs les plus âgées, puisque c'est cela aujourd'hui qui compose l'essentiel des publics de la musique classique.

Et nous voulons relever ce défi. Cela passera - mais ce n'est pas l'objet de notre discussion aujourd'hui -, non seulement par la construction de la philharmonie mais plus encore demain par les objectifs que nous donnerons à cette salle philharmonique.

Enfin, tout dernier point, il est légitime que la Ville contribue au financement de la salle Pleyel par la Cité de la musique, propriétaire de la salle Pleyel, d'abord parce qu'elle contribue au rôle d'éducation musicale et artistique, parce qu'elle contribue à la diversité de programmation de la musique à Paris mais aussi parce que la salle accueille le principal orchestre de Paris, à savoir l'Orchestre de Paris du même nom, pour l'essentiel de sa programmation au sein de la salle Pleyel, et c'est une fierté pour notre ville.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 555.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 555).

2013 DAC 576 Subventions (38.000 euros) aux associations APDV Centre d'Art, Art Azoï, Khiasma, Aux Milles Lieux, Reg'Art de Paris, Sonic Protest, APAPUC, 22,48 mètres carrés, Objet de Production.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 576 portant subvention à diverses associations et l'amendement technique n° 63.

M. Bruno JULLIARD a la parole.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Monsieur le Maire, c'est essentiellement un amendement technique, même si cela permet d'augmenter la subvention à l'association qui a mis en place "La tour 13", qui rencontre un succès exceptionnel, et je tiens à le souligner dans notre séance du Conseil de Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 63.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 576 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DAC 576).

2013 DAC 674 Convention d'objectifs avec l'Association pour la Gestion d'Espaces Temporaires Artistiques (AGETA) / Collectif Curry Vavart et fixation de la redevance pour l'occupation, pour une durée de cinq mois, de locaux dans un immeuble communal, 88 rue Pixérécourt (20e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous reprenons maintenant le dialogue riche entre Danielle FOURNIER et Bruno JULLIARD par l'examen du projet de délibération DAC 674, portant convention d'objectifs avec l'association "Collectif Curry Vavart".

Madame FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Je voulais rappeler qu'à l'initiative de mon groupe, nous avons adopté un vœu qui proposait de mettre à disposition des collectifs d'artistes des espaces en attente de leur affectation ou en attente du démarrage des travaux.

Ce projet de délibération nous propose concrètement de mettre à disposition de l'A.G.E.T.A., pour une durée de cinq mois, pour y installer des ateliers temporaires pour les arts plastiques, un ensemble de bâtiments qui se trouve rue de Belleville et rue Pixérécourt.

La R.I.V.P. doit y réaliser bientôt une construction, une résidence sociale, et c'est en attendant le début des travaux qu'il est proposé au collectif de s'y installer.

C'est vrai que ce collectif anime différents lieux à Paris, qu'il a plusieurs projets et qu'il a signé notamment une convention pour un autre espace avec la S.N.C.F.

Donc, on ne peut que se réjouir de l'utilisation de ces espaces libérés le temps de l'attente des travaux.

La fonction d'occupation temporaire est précieuse parce qu'elle est à la fois précieuse pour les artistes en donnant des espaces de travail mais aussi pour les habitants, bien sûr, qui bénéficient là de rencontres privilégiées avec des artistes dans la proximité. Et aussi pour les propriétaires des espaces qui n'ont pas besoin d'y installer non plus moult vigiles pour en assurer la sécurité.

Cela dit, pour aller plus loin et rendre la pratique plus fluide, nous avions demandé dans le vœu que soit mis en place un dispositif permettant de recueillir les espaces potentiellement libres et les demandes des collectifs de façon à pouvoir mieux ajuster l'offre et la demande, je pourrais dire.

Ceci correspond d'autant mieux à un besoin que de nombreux collectifs se trouvent dans une situation un peu difficile, n'ayant pas trouvé de nouveaux lieux alors qu'ils savent qu'ils doivent déjà quitter le lieu dans lequel ils sont. Je pense par exemple à un collectif installé dans le 18e arrondissement, "Le jardin d'Alice", qui fait pour le coup un travail de proximité remarquable mais aussi un travail artistique intéressant unanimement salué mais à qui, pour l'heure, aucune solution de relogement temporaire n'a été proposée.

Et j'espère que cette intervention va peut-être les aider à le trouver.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Bruno JULLIARD a la parole.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Monsieur le Maire, Danielle FOURNIER a raison d'intervenir sur la nécessité de permettre par des occupations temporaires la présence de collectifs d'artistes dans des immeubles qui ont vocation à être vendus ou transformés en logements ou en bureaux ou autres.

C'est un grand succès.

La politique qu'a mise en œuvre mon prédécesseur Christophe GIRARD, nous devons non seulement la poursuivre, mais je pense même l'amplifier dans les années qui viennent.

Vous avez raison d'insister sur le fait que c'est à la fois une nécessité pour les artistes et les collectifs qui sont eux-mêmes dans ces lieux-là.

C'est une plus-value pour l'ensemble des quartiers et des habitants puisque quasi systématiquement - ce n'est pas toujours le cas -, il y a une politique de ces mêmes collectifs d'artistes pour faire vivre la culture dans les quartiers concernés.

J'ajoute même que pour des questions de sécurité dans des immeubles qui sont de fait pendant un temps abandonnés, il est largement préférable que ces immeubles soient habités - j'entends la journée - par ces collectifs d'artistes.

Ce projet de délibération vient après d'autres, notamment celui de juillet dernier en faveur de l'installation d'un nouveau collectif artistique dans le 15e, les anciens bains-douches, qui ont été pris par le collectif "La main".

Lorsque vous parlez de la nécessité de mieux ajuster l'offre et la demande, c'est de fait ce que nous sommes en train de faire, puisque les demandes de logement, plus souvent maintenant de relogement, de collectifs d'artistes sont très nombreuses puisque, lorsque nous les avons autorisées dans un lieu, de fait, il était temporaire et, lorsque nous démarrons les travaux, nous ne voulons pas abandonner l'ensemble de ces collectifs.

On en a donc un certain nombre à reloger dans les semaines qui viennent et je vous en proposerai lors du Conseil de Paris de novembre : Jour et Nuit Culture dans le 6e, le Laboratoire de la Création dans le 1er ou La Villa du Lavoir dans le 10e.

Pour les deux collectifs que vous avez cités… non, vous n'avez cité que les Jardins d'Alice dans le 18e, on pourrait ajouter la Gare expérimentale dans le 14e, deux collectifs qui ont également besoin d'être relogés.

Je ne sais pas si c'est grâce à votre intervention, je dois même dire que le rendez-vous était prévu avant même que vous interveniez, mais nous les recevons demain pour leur faire des propositions.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 674.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 674).

2013 DAC 703 et 2013 DAC 704-G : Création de l'établissement de coopération culturelle Maison des métallos (11e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Projet de délibération DAC 703 - DAC 704-G : création de l'établissement de coopération culturelle Maison des Métallos, dans le 11e arrondissement.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - On continue le duo.

Très bonne nouvelle pour les collectifs d'artistes.

Donc, ce projet de délibération nous propose d'approuver le principe de la création par la Ville de Paris, Commune et Département, de l'établissement public de coopération culturelle (l'E.P.C.C.) Maison des Métallos. C'est un problème technique mais pas uniquement, puisque la gestion de l'établissement est actuellement assurée en régie personnalisée par l'établissement public à caractère administratif Maison des Métallos, qui a été créé ici même par notre Conseil en novembre 2005.

Il apparaîtrait que les activités de la Maison des Métallos, qui sont liées au spectacle vivant, donc à l'emploi de certains types de personnels, sont peu compatibles avec son statut d'établissement public administratif, notamment pour cette question de gestion des personnes.

Je voudrais faire quatre remarques sur cette proposition de modification.

Tout d'abord, je m'étonne et je trouve un peu bizarre que la structure qui a été mise en place en 2005, après quand même une série importante de discussions, change de statut, pour la raison que l'on nous indique, c'est-à-dire pour tenir compte de la réalité du personnel employé. Ne pouvait-on imaginer que le personnel serait celui qui travaille maintenant, avec ses spécificités ? C'est peut-être une question que l'on peut se poser.

D'autre part, je pense que l'E.P.C.C., lorsqu'il y a deux collectivités territoriales et qu'en l'occurrence, c'est la Ville et le Département qui sont, vous l'avouerez, plutôt une seule, quand même - c'est une formule un peu particulière de l'E.P.C.C. -, fait que l'E.P.C.C. ne joue pas pleinement son rôle de la diversité des partenaires.

Pour mémoire, je voudrais rappeler que nous siégeons plusieurs ici au "104", qui est un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial, et le directeur n'a pas manqué plusieurs fois de nous alerter sur le statut qu'il juge lui-même être une lourdeur, voire parfois un fardeau. Je voudrais être bien sûre que, cette fois, on a trouvé le bon statut pour cette Maison des Métallos.

Dernier point, je voudrais dire que, le 7 octobre dernier, a eu lieu le CA de la Maison des Métallos et qu'en questions diverses figurait ce point : "Etat des échanges et des modifications des statuts de la Maison des Métallos". Depuis un an, c'est à l'ordre du jour mais toujours en "questions diverses", sans jamais que les membres du CA aient à leur disposition les documents sur les possibles statuts.

Lors de ce CA, la présidente du Comité Métallos a fait une déclaration que je voudrais relayer ; elle est très courte :

"A propos de l'évolution des statuts de la Maison des Métallos, je note que M. BLOCHE, lors du dernier CA, avait demandé si le CA serait amené à se prononcer sur le changement de CA. Je n'ai pas souvenir de la réponse. Rien n'est mentionné dans le compte rendu.

On nous propose de nouveau en questions diverses d'échanger sur les modifications des statuts de la Maison des Métallos mais la décision est déjà prise, puisque c'est à l'ordre du jour du prochain Conseil de Paris.

L'établissement public, dont nous sommes les administrateurs, va donc changer de statut sans que nous ayons délibéré et que nous ayons voté. Avons-nous eu à notre disposition le tableau comparatif des différents statuts possibles ?

Le CA aurait dû, en toute transparence, débattre à partir d'un document sur les options possibles."

Elle a souhaité dire qu'elle ne se sentait pas engagée par le projet de délibération qui sera voté au Conseil de Paris, sur lequel nous sommes en train de discuter.

Je tenais à vous faire part de mes, nos interrogations et de la rédaction de cette intervention de la présidente du Comité Métallos qui vont dans le même sens.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Monsieur le Maire, je suis un peu surpris de ces interrogations tout de même très tardives parce que, pour avoir participé, depuis un an et demi maintenant, à un certain nombre de conseils d'administration de la Maison des Métallos, cette question n'a jamais fait l'objet de la moindre polémique entre l'ensemble des membres du conseil d'administration, y compris la présidente du comité dont vous parlez aujourd'hui.

A de nombreuses reprises, j'ai moi-même participé à ces discussions. A de nombreuses reprises, nous avons échangé sur les avantages nécessaires d'un changement de statut et le fait que le caractère administratif de l'établissement public, qui est celui aujourd'hui de la Maison des Métallos, était peu compatible avec les activités actuelles de la Maison des Métallos, en particulier, vous l'avez souligné, s'agissant de la gestion de son personnel.

J'ajouterai que ce changement de statut, et donc la création de l'E.P.C.C., est une demande à la fois de l'équipe de la Maison des Métallos, mais tant de la direction que des personnels. Les discussions ont été très nombreuses avec la Direction des Affaires culturelles, pour garantir en effet que la création de l'E.P.C.C. correspondait bien à la bonne nature administrative dont la Maison des Métallos a besoin.

Après de nombreux échanges, c'est le choix qui a été communément admis par les équipes de la Maison des Métallos et la Ville de Paris, cela sans jamais qu'il y ait d'opposition au sein du Conseil d'administration.

Sur la question de la validité de l'E.P.C.C., puisque celui-ci doit effectivement rassembler deux collectivités différentes, en l'occurrence, pour nous, ce sera la Ville de Paris et le Département de Paris, toutes les juridictions administratives ont validé ce principe pour le "104". Il n'y a donc pas de doute sur la validité administrative de la mise en place d'un E.P.C.C. pour la Maison des Métallos.

Je retiens cependant ce que vous dites, sur le fait qu'il faut faire attention de ne pas remplacer une lourdeur par une autre. Nous veillerons évidemment à cela avec la direction de la Maison des Métallos, en évaluant dans les mois qui viennent les conséquences du nouveau statut administratif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 703.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 703).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'apposition d'une plaque commémorative à Elsa Triolet et Louis Aragon.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux non rattachés.

Le vœu n° 64 est relatif à l'apposition d'une plaque commémorative à Elsa Triolet et Louis Aragon.

La parole est à Mme Aline ARROUZE.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais rappeler la dédicace de Louis Aragon dans le roman "Les cloches de Bâle" écrit rue Campagne-Première dans le 14e : "A Elsa, sans qui je me serais tu."

C'est dire l'importance du couple Elsa et Louis qui ont participé à l'extraordinaire foisonnement du Montparnasse de l'entre-deux-guerres. Le couple est emblématique des artistes exilés du monde entier qui se retrouvent dans ce lieu magique.

C'est rue Campagne-Première qui abrita de nombreux artistes, Eric Satie, Maïakovski, Man Ray et d'autres. C'est dans ce lieu où vécut ce couple.

C'est pourquoi, sur proposition du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, le Conseil de Paris décide l'apposition d'une plaque commémorative rendant hommage à Elsa Triolet et Louis Aragon au 5, rue Campagne-Première, enfin réunis.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - M. Bruno JULLIARD a la parole.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Très brièvement, pour remercier le groupe Communiste et particulièrement Aline ARROUZE pour cette initiative, car il convient, en effet, de saluer la mémoire d'Elsa Triolet, grande femme de lettres et résistante française, certes d'origine russe. Paris peut tout à fait s'enorgueillir d'avoir accueilli cette artiste engagée et talentueuse, plus particulièrement d'ailleurs le quartier de Montparnasse qui a une histoire culturelle si riche.

Rappelons que la mémoire d'Elsa Triolet est déjà vivante à Paris puisqu'un collège du 13e arrondissement porte aujourd'hui son nom, mais un hommage commun au couple est tout à fait indiqué, tant leurs destins furent liés, tant d'un point de vue artistique que d'engagement.

Donc, c'est un avis évidemment très favorable sur ce vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Christophe GIRARD approuve.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 64.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est donc adopté. Je vois que, maintenant, cela fait l'unanimité. C'est bien ! (2013, V. 245).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'association du musée du Montparnasse.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 65 est relatif à l'association du musée du Montparnasse, et je donne tout de suite la parole à Mme Ghislène FONLLADOSA.

Mme Ghislène FONLLADOSA. - Merci, Monsieur le Maire.

Lors du Conseil de Paris de juillet dernier, M. JULLIARD, répondant à une demande de Mme MACÉ de LÉPINAY, indiquait qu'à la rentrée de septembre, il échangerait avec la mairie du 15e sur l'avenir du musée du Montparnasse.

Je rappelle qu'au printemps, la Ville a annoncé à l'association gestionnaire du musée du Montparnasse sa décision de ne pas lui renouveler à son échéance sa convention d'occupation du domaine public.

La Ville annonçait en même temps, d'ailleurs, sa décision de lancer dès novembre 2013, et cela approche, un appel à projets pour ouvrir de nouvelles perspectives au musée.

Une rencontre avec M. JULLIARD a bien eu lieu le 18 septembre, et je l'en remercie, mais dans sa lettre du 2 octobre au maire du 15e, Mme la directrice de la DAC ne reprend que très partiellement les conclusions de cette réunion et je le regrette.

C'est pourquoi nous demandons au Maire de Paris :

- que le Comité d'appel à projets associe effectivement la mairie du 15e et, s'il le souhaite, l'association ou des membres de l'association du musée du Montparnasse et les occupants de l'allée, ainsi qu'au jury ;

- que l'appel à projets stipule explicitement que les candidats présenteront un volet ambitieux, valorisant la mémoire de Montparnasse, haut lieu parisien des mouvements artistiques de la première moitié du XXe siècle.

Enfin, on souhaite qu'un accord, une sorte d'apaisement, soit trouvé avec l'association sortante, qui a créé ce lieu et l'a fait vivre depuis 1998, afin, notamment, par exemple, de protéger ces collections.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Monsieur le Maire, chère Madame, cela ne me dérange absolument pas de répéter ce que j'ai déjà eu l'occasion de vous dire en rendez-vous et ce que j'ai eu l'occasion de réaffirmer en 9e commission il y a quelques jours, mais il n'y a absolument aucun changement dans la position de la Ville, à savoir qu'évidemment, dans le contenu de l'appel à projets, nous ferons bien mention du respect de l'état d'esprit du lieu depuis le début du XXe siècle, qui est un lieu de mémoire de la vie artistique du Montparnasse. Bien évidemment, nous associerons la mairie du 15e sur le choix du vainqueur de l'appel à projets, chose que j'ai déjà eu l'occasion de vous dire personnellement.

J'avais cru comprendre que notre entretien s'était bien déroulé, que nous étions d'accord sur l'essentiel. Je lis dans votre vœu que c'est toujours le cas, je m'en réjouis, donc je ne peux qu'émettre un avis favorable sur ce vœu, même si le deuxième considérant est erroné, à savoir qu'il n'y a pas de vive tension entre la mairie centrale et l'association, mais nous constatons des vives tensions au sein même de l'association, puisque vous qui connaissez comme moi particulièrement bien ce dossier, si nous en sommes arrivés à cette situation, c'est parce qu'il y a une crise de gestion au sein même de l'association, et non pas dans les relations entre la mairie centrale et l'association.

Le reste, il ne s'agit que de réaffirmer ce que j'ai déjà dit et cela ne me pose aucun problème.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Acceptez-vous l'amendement ?

Mme Ghislène FONLLADOSA. - Oui.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, ce vœu n° 65 ainsi amendé avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 246).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement du square Alexandre et René Parodi (16e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 105 relatif à l'aménagement du square Alexandre et René Parodi dans le 16e arrondissement.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN pour une minute maximum.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela fait deux ans maintenant qu'en lien avec l'administration, la mairie du 16e a préparé des projets importants pour le square Parodi, près de la porte Maillot.

Cela a été une certaine surprise de découvrir au dernier Conseil de Paris qu'il était prévu l'instauration du cirque Romanès dans ce même endroit. Il y a donc eu organisation d'une réunion de concertation des riverains au mois de septembre dernier, le 20 septembre, et cette réunion de concertation a montré que l'installation d'un cirque à cet endroit recueillait une opposition de la population, comme cela avait d'ailleurs été le cas dans le passé sous la mandature de Pierre-Christian Taittinger. Cette réunion montrait également l'attachement et l'intérêt de la population à la poursuite du projet qui avait été préparé par la mairie du 16e.

Il y a d'ailleurs eu un vote du Conseil du 16e arrondissement le 30 septembre dernier, en faveur de ce projet.

Le vœu demande qu'il soit renoncé à l'installation du cirque Romanès à cet endroit, qu'une concertation soit lancée afin d'identifier, y compris avec les autres arrondissements, d'autres lieux pouvant potentiellement accueillir ce cirque et que, compte tenu de la forte attente des riverains, il soit poursuivi le projet comprenant la requalification paysagère du square, l'aménagement d'un parcours d'agrès, l'implantation d'un jardin potager et la création éventuelle d'une halte-garderie.

Voici donc l'objet de ce vœu.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Nous avions eu un vœu à peu près identique, Monsieur le Maire, lors du dernier Conseil de Paris, avec d'ailleurs, dans ses considérants et dans les éléments de langage et d'explication, la même mauvaise foi et parfois même, d'ailleurs, la même outrance.

Je reconnais qu'elle est moins importante que lorsque des élus de droite du 16e participent à des réunions publiques dans le 16e arrondissement où, là, ils se lâchent sans grande limite. Je n'ai pas le temps de vous en donner quelques extraits, mais, croyez-moi, cela vaut le coup.

Le cirque Romanès est le dernier cirque tzigane d'Europe, il est installé à Paris depuis 1994. La qualité artistique et culturelle des spectacles est d'ailleurs très largement reconnue à Paris, en France, mais également à l'échelle internationale.

Il est également installé boulevard de Reims dans le 17e arrondissement et ils doivent quitter cette parcelle en raison du démarrage prochain du chantier du Consistoire. Ils devaient quitter le site en mai dernier, mais ils se sont vu prolonger leur convention d'occupation jusqu'à la mi-octobre.

Il n'y a aucun doute sur la volonté de la Mairie de Paris de permettre le relogement du cirque Romanès à Paris et les services ont ainsi étudié la piste du square Parodi qui est une solution très positive qui a été trouvée.

Cet espace est d'ailleurs d'autant plus pertinent que les architectes qui ont travaillé sur les aménagements précédents du square avaient sanctuarisé un espace dédié à la culture ; la présence du cirque Romanès est ainsi tout à fait approprié.

J'insiste sur l'importante concertation qui a eu lieu puisque, lors du précédent Conseil de Paris, je me suis engagé à organiser cette concertation avec les habitants du 16e, après que les services eurent travaillé à un projet de réaménagement du square, après d'ailleurs les exigences de la mairie du 16e arrondissement.

Cette concertation a eu lieu le 23 septembre dernier avec une salle et une assemblée pleines, d'ailleurs, et, alors qu'il était question de l'aménagement global du square, le maire du 16e, M. Claude GOASGUEN, a concentré ses efforts et sa gouaille à critiquer le cirque Romanès et exclusivement le cirque Romanès.

"Critiquer" n'est d'ailleurs peut-être pas le bon mot, "insulter" me paraît plus approprié, allant jusqu'à évoquer des amalgames assez nauséabonds.

Le Maire lui-même a d'ailleurs reconnu en fin de réunion que plusieurs dérapages oraux avaient eu lieu dans l'assemblée, même si je dois bien dire qu'il en était parfois un peu à l'origine, lorsque par exemple M. GOASGUEN a déclaré :

"Alors, on avait eu les gens du voyage, maintenant on a le cirque Romanès. Je dois dire que je commence un peu à en avoir assez, à la fois de devoir me taper les gens du voyage, puisque maintenant je me les attrape au bois de Boulogne sans concertation des mairies d'arrondissement".

Je pourrais vous en lire quelques autres extraits qui sont parfois même pires que celui-là.

Toujours est-il que cela n'entache en rien notre volonté de garantir le relogement du cirque Romanès et que le square Parodi est particulièrement bien approprié pour pouvoir les recevoir.

Je réaffirme donc nos engagements en faveur du cirque Romanès qui a notre plein soutien.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame FOURNIER, pour une explication de vote du groupe E.E.L.V.A.

Mme Danielle FOURNIER. - Je m'associe vraiment pleinement aux propos que vient de tenir Bruno JULLIARD parce que, que l'on puisse lire ici "que le Maire de Paris renonce à l'installation du cirque Romanès", je trouve que, déjà, le scandale est là.

Même sans citer les propos insultants, le scandale est là.

Je rappelle que, s'il fallait lui donner une carte de visite, celui qui s'occupe du cirque Romanès a publié chez Gallimard, ce n'est quand même pas n'importe quoi, cela devrait lui permettre d'être considéré comme tous les cirques et tous les artistes.

Je suis ahurie de voir ce vœu arriver jusqu'ici.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Christophe GIRARD ?

M. Christophe GIRARD, maire du 4e arrondissement. - Je voulais dire un mot, parce que Bruno JULLIARD m'a rapporté la manière dont s'était passée la réunion de concertation. Je dois dire que je suis assez bouleversé…

Non, Pierre, on est en 2013.

Alexandre Romanès qui fut l'ami de Jean Genet, est un grand poète, et Paris doit être fier d'avoir dans sa ville, en son sein des poètes. Cette famille est une famille de poètes, d'artistes, fragiles, que nous nous devons de protéger, et nous l'avons toujours fait.

Lorsque Sonia WIEDER-ATHERTON, une des plus grandes violoncellistes de tous les temps, joue à Paris, joue à Moscou, joue dans le monde entier, et choisit le cirque Romanès avec Fanny ARDANT pour faire une lecture et jouer de la musique, sont-ce des gens qui ne seraient pas dignes d'être dans le 16e arrondissement, dans un endroit de Paris aussi beau ?

Je suis vraiment triste de cela.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 105 avec un avis, vous l'aurez compris, défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

2013 DAC 666 - Subventions (60.000 euros) à 16 associations dans le cadre de la dotation Nuit Blanche aux arrondissements.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous terminons cette matinée et les dossiers de Bruno JULLIARD par l'examen du projet de délibération DAC 666 portant subventions à 16 associations dans le cadre de Nuit Blanche.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - C'est vrai que c'est à l'initiative de mon groupe politique, qu'il a été décidé en Conseil, enfin sur proposition reprise par l'ensemble de cette assemblée au mois de mars, de renforcer le dispositif mis en œuvre pour les projets associés à Nuit Blanche.

Une enveloppe de 60.000 euros a été consacrée exclusivement à ces projets, de manière à permettre un soutien à la création artistique locale.

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, l'ensemble des mairies a été informé de cette nouvelle procédure, cette nouvelle opportunité, et celles qui ont souhaité déposer et soutenir un projet de leur arrondissement ont pu faire appel à cette dotation pour réaliser le projet.

Je suis vraiment très contente de voir que douze mairies ont souhaité faire appel à cette dotation Nuit Blanche, ce qui a permis de soutenir ces associations.

Pour nous, c'est là que réside une des vraies richesses, multiples mais une des vraies richesses de Nuit Blanche, plutôt que dans les projets démesurés, les projets où le sens artistique, et je dirais le sens tout court, a tendance parfois à se perdre. Je pense au concert de Stockhausen avec ces quatre hélicoptères qui ont survolé Paris, dans une débauche de bruit, de moyens, et en plus dans l'indifférence quasi générale.

Je pense que l'argent a été mieux utilisé de ce côté-là.

J'apprécie aussi ce projet de délibération parce qu'il nous présente justement les seize associations et leurs projets. Je pense que c'est un vrai respect, à la fois des artistes et de ceux qui votent les subventions, les projets de délibération plus exactement. Que les rédacteurs en soient aussi remerciés.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Monsieur le Maire, c'est une disposition qui a plutôt bien fonctionné. Ce n'était pas évident à mettre en place, l'enveloppe de 60.000 euros dédiée à ces projets, et nous avons beaucoup de mairies d'arrondissement, douze, qui ont répondu favorablement à notre proposition. L'enveloppe a donc été divisée par autant d'arrondissements candidats.

Pour des raisons d'organisation à la fois technique, mais aussi budgétaire, ce n'était pas toujours évident, mais nous sommes en effet satisfaits du résultat, ce qui a permis que nous ayons de belles propositions, dans un certain nombre d'arrondissements, souvent d'ailleurs en lien avec des acteurs culturels locaux, des artistes qui ont eux-mêmes étaient contactés par les mairies d'arrondissement.

Je pense que c'est une première initiative qui doit peut-être en appeler d'autres dans les années qui viennent, pour pouvoir d'abord répondre à des demandes qui sont parfois plus importantes et exigeantes de certains maires d'arrondissements - maire ou mairies d'arrondissement s'entend - qui aimeraient pouvoir faire plus à leur initiative. Dès lors que nous voulons une Nuit Blanche qui répond à une très forte exigence artistique, avec les meilleurs artistes français et internationaux, mais également une Nuit Blanche qui garantit une participation populaire, et donc une Nuit Blanche accessible, il y a besoin d'une proximité dans l'organisation même des événements organisés, et dans l'appel aux artistes pour cette Nuit Blanche. Je pense que c'est un travail que nous devrons approfondir, et peut-être même amplifier dans les années à venir.

Je précise en ce qui concerne Stockhausen que la Ville n'a pas déboursé un euro, c'est un projet de la Monnaie de Paris. Cela dit, nous assumons tout de même totalement, d'un point de vue artistique, le choix qui a été réalisé, mais nous n'avons pas payé pour cette œuvre-là.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Et le grand ne s'oppose pas au petit !

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 666.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est donc adopté. (2013, DAC 666).

Bon appétit reprise de la séance 14 heures 30.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures dix minutes, est reprise à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de M. Jean VUILLERMOZ, adjoint).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous reprenons nos travaux.

2013 DAC 698 Convention de mécénat avec l'Etablissement Public Paris Musées, la Fondation du Patrimoine et la Fondation TOTAL pour la restauration de la cour Louis XIV (cour d'honneur) du musée Carnavalet (3e).

2013 DAC 721 Convention de mécénat liant les Galeries Lafayette à l'établissement public Paris Musées et à la Ville de Paris pour le Palais Galliera, Musée de la Mode de la Ville de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous commençons par le projet de délibération DAC 698. Mme Danièle POURTAUD va répondre et Mme Danielle SIMONNET va intervenir.

Je donne la parole à Danielle SIMONNET pour 5 minutes. Je pense que tu vas parler beaucoup de Total.

Mme Danielle SIMONNET. - Oui, et en fait, je vais intervenir sur le DAC 698 et sur le DAC 721 en même temps ; je suis inscrite sur les deux mais je ne ferai qu'une seule intervention.

Mes chers collègues, nous voterons contre ces projets de délibération, de façon cohérente, comme je vote, d'ailleurs, personnellement contre tous les projets de délibération liés au mécénat lors des conseils de l'Etablissement public administratif des musées. Nous n'étions pas favorables à la création de cet établissement pour les mêmes raisons.

Nous voulons une politique culturelle ambitieuse et financée par la redistribution des richesses, et non par des entreprises qu'un intérêt bien compris pousse à faire des chèques pour s'acheter une belle réputation.

On comprend que le mécénat culturel soit en plein essor, tant c'est, pour les entreprises, un investissement rentable.

Total, c'est l'entreprise polluante par excellence, régulièrement condamnée pour des faits particulièrement graves : condamnée par la Cour de cassation pour la pollution maritime engendrée par l'Erika, condamnée à 200 millions d'euros d'amende pour avoir pollué le port de Djibouti, condamnée par la justice américaine en juin 2013 à verser plus de 400 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites pour des faits de corruption visant à décrocher des contrats en Iran.

Total, c'est aussi l'entreprise qui utilise la merveilleuse technique du bénéfice mondial consolidé pour ne payer aucun impôt en France, alors que son bénéfice est de plusieurs milliards d'euros par an.

Ce qui motive de telles entreprises, ce n'est jamais l'intérêt général, c'est toujours l'espoir d'apposer leur marque à côté de celle d'établissements culturels prestigieux, qui appartiennent au patrimoine commun de tous les Parisiennes et les Parisiens ; cela ne leur coûte pas grand-chose, car le principal donateur dans le mécénat des entreprises, finalement, c'est l'Etat, en réalité, qui, depuis la loi Aillagon de 2003, offre aux entreprises une réduction d'impôts de 60 % des sommes engagées. En somme, c'est l'argent public qui finance les opérations de communication de ces "généreux" donateurs.

Les Galeries Lafayette proposent de faire un don de 26.000 euros pour le palais Galliera. Après la déduction, cela ne leur coûtera que 10.400 euros, le prix que l'entreprise payera pour avoir son logo sur toute la communication du palais Galliera et de l'établissement Paris Musées, avec, en supplément, le droit d'inviter ses clients et ses partenaires à une visite privatisée, suivie d'un petit-déjeuner.

Nous considérons que ce n'est pas aux entreprises de faire la politique culturelle. Le développement du mécénat des entreprises est un des marqueurs de l'avancée néolibérale, c'est un marqueur du désengagement des pouvoirs publics dans le domaine culturel. Nous n'avons pas à rendre nos politiques culturelles dépendantes du bon vouloir des princes de la finance d'aujourd'hui comme autrefois des nobles.

Alors, je ne sais si vous connaissez l'histoire de la petite grenouille ; quand on la jette dans une casserole d'eau bouillante, elle se débat et elle peut s'échapper et, finalement, quand on la plonge dans une eau froide qu'on réchauffe, elle finit par s'endormir et elle en meurt.

Eh bien, c'est ce qui nous guette avec le recours au mécénat. Au début, on peut dire qu'un logo de Total ou des Galeries Lafayette, en bas d'une documentation de nos musées, ce n'est pas bien grave ; que le nom de ces mécènes figure sur le cartel en-dessous des œuvres, finalement, est-ce si grave ? Et, finalement, comme ils interviennent sur la rénovation de plusieurs œuvres, qu'il y ait à poser toute une pancarte avec la publicité sur ces entreprises à l'intérieur même d'une salle, est-ce si grave ? Et le jour où on se retrouve avec des expositions privatisées le temps d'un cocktail privé, on se dit, une fois de plus, que ce n'est pas bien grave. Quand, enfin, le musée est loué pour une opération promotionnelle de lancement d'un produit, il sera trop tard ; jusqu'où cette logique peut-elle aller ?

Aujourd'hui, le P.S. détient toutes les clefs du pouvoir : le Conseil de Paris, le Conseil régional, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Gouvernement, la Présidence de la République ; il est temps que l'on pense autrement la politique culturelle ; vous en avez la possibilité.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, comme hier, nous continuerons de voter contre ce type de projets de délibération, car vous pouvez financer autrement la culture qu'en encourageant ces logiques libérales.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame POURTAUD, vous avez la parole pour la réponse à ces deux projets de délibération.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, Danielle SIMONNET reprend des positions qu'elle expose souvent au sein du Conseil d'administration de l'établissement public Paris Musées et j'ai noté que ses critiques s'articulent autour de trois sujets :

- une critique des mécènes, avec une critique, en particulier, de la société Total ;

- une critique en direction du principe du mécénat et des avantages financiers qui leur sont consentis au titre de la loi Aillagon, mais des lois précédentes l'avaient déjà permis et je crois que ce principe n'est pas remis en cause ;

- enfin, des critiques qui porteraient peut-être plutôt sur le mécénat pour des expositions et le mécénat sur la restauration d'œuvres qui pourrait apporter des confusions pour les visiteurs.

Toutes ces critiques visent à considérer que la politique culturelle doit être assumée uniquement sur la base de fonds publics.

Alors, cela ne vous surprendra pas, chers collègues, nous avons déjà eu ce débat au sein de l'établissement public Paris Musées, nous l'avons déjà eu dans cet hémicycle, je ne partage pas, la majorité municipale ne partage pas, votre position sur le mécénat, et je voudrais attirer votre attention sur le fait que les projets de délibération sur lesquels vous avez fait porter votre intervention ne portent pas sur du mécénat concernant les expositions ni les restaurations d'œuvres, mais bien sur un mécénat destiné à permettre la restauration du patrimoine des bâtiments, à la fois Carnavalet et Galliera.

Très honnêtement, je crois qu'on ne peut pas considérer que la Ville se désintéresse du fonctionnement de ses musées, lorsque l'on sait que le budget de l'établissement Paris Musées, que nous aurons l'occasion de voter au Conseil de décembre, représente 70 millions d'euros, lorsque l'on sait que le budget consacré à la restauration du patrimoine des édifices cultuels, depuis 2001, a été de presque 150 millions d'euros en deux mandatures, lorsque l'on sait que la restauration du Petit Palais a coûté à la Ville 9 millions d'euros, la restauration de la tour Saint-Jacques 8 millions d'euros…

Voyez-vous, moi, personnellement, je considère que quand de grandes entreprises veulent contribuer à cet effort de la collectivité pour restaurer son patrimoine, elles font un acte citoyen et je préfère les saluer plutôt que les critiquer, tout en étant bien consciente de la nécessité d'encadrer tout ceci de manière très claire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je crois qu'il y a une demande d'explication de vote.

Allez-y, Madame.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais remercier Mme SIMONNET pour l'excès de ses propos. Evidemment, nous y étions habitués, mais, là, on a été particulièrement gâté. Je ne sais pas si c'est parce que c'est après la pause déjeuner, mais je voudrais dire que le problème est qu'elle touche à la culture et que, avec des propos comme ceux qu'elle a tenus, elle dénie la culture pour tous.

Pourquoi ? Parce que nous avons besoin de l'apport des fonds du mécénat. L'argent public, les fonds publics ne suffisent pas. Nous en avons mille exemples, ce n'est pas la peine que je les détaille dans une explication de vote.

Donc, cette position de Mme SIMONNET est véritablement contre la culture et sa diffusion pour tous.

Il faut que ce soit dit, nous voterons donc, nous, pour ces deux projets délibération en remerciant l'ensemble des donateurs.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je ne crois pas que ce soit une question de déjeuner.

Je mets aux voix, à main levée, les deux projets de délibération, en commençant par le projet de délibération DAC 698.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 698).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 721.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 721).

2013 DAC 517 Subvention (10.000 euros) à l'association Photothèque des Jeunes Parisiens (2e).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons revenir, si je peux me permettre, au projet de délibération DAC 517. C'est une subvention à l'association Photothèque des Jeunes Parisiens.

Je donne la parole à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est simplement et très rapidement pour sortir un projet de délibération de l'anonymat, pour dire que la Photothèque des Jeunes Parisiens, qui est une association très connue dans le 2e arrondissement, dont l'objet porte sur la mémoire de Paris à travers la collecte de photos et de cartes postales depuis la Commune, concerne finalement maintenant tous les arrondissements. Cette association a publié des ouvrages par arrondissement, avec de très beaux tirages et un certain nombre de maires d'arrondissement les ont.

Cet automne, une exposition sera présentée au Centre Cerise, un centre socioculturel du 2e arrondissement, très célèbre puisqu'il a reçu la visite de la Reine d'Angleterre, qui est très actif par ailleurs et qui sera sur les photographies que Martha CAROLL, à l'époque jeune américaine qui vivait à Paris, avait prises des Halles au moment de leur transfert à Rungis.

A l'heure où un certain nombre de quartiers de Paris connaissent à juste titre des chantiers de rénovation, voire de réhabilitation, je trouve que le travail de mémoire et de valorisation du patrimoine de Paris que fait notamment cette association est important et qu'il convient de la soutenir.

Ce travail réalisé par la Photothèque des Jeunes Parisiens, travail de qualité, contribue à l'affirmation de l'identité de Paris faisant le lien entre le passé, le présent et l'avenir.

Je vous remercie de la soutenir.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame Danièle POURTAUD, vous avez la parole.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais remercier Pierre SCHAPIRA, effectivement nous votons beaucoup de projets de délibération sans que, forcément, le Conseil ait son attention attirée dessus et je crois vraiment que c'était effectivement nécessaire de mettre en valeur le travail de la Photothèque des Jeunes Parisiens, que le Conseil de Paris soutient régulièrement depuis de nombreuses années.

Cette Photothèque, comme l'a rappelé Pierre SCHAPIRA, collecte depuis plus de 10 ans des milliers de documents iconographiques portant sur Paris, mais aussi sur ses habitants et sur ses événements historiques et populaires. Comme il l'a très bien dit, elle participe à la construction de notre mémoire et de notre histoire collective.

Elle organise effectivement des expositions que beaucoup de nos arrondissements ont eu le bonheur d'accueillir.

Je crois que, par ailleurs, on peut aussi souligner qu'elle s'investit régulièrement dans l'accompagnement des jeunes en difficulté à travers des ateliers de qualité, donc c'est également avec beaucoup de plaisir et de reconnaissance vis-à-vis de la Photothèque que je vous propose, comme l'a fait Pierre SCHAPIRA, de voter ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 517.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité, merci. (2013, DAC 517).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif au site des Archives nationales.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu non rattaché n° 66 relatif au site des Archives nationales et je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Alors, deux mots de ce qui s'est passé sur le site des Archives au cours des dernières années.

Lors du précédent quinquennat, Nicolas SARKOZY, en septembre 2010, avait lancé comme cela, sorti de nulle part, le projet d'installation de Maison de l'Histoire de France sur une partie du site des Archives, ce qui avait mobilisé à la fois le personnel qui a fait une très longue grève, qui a occupé les locaux et une mobilisation des historiens dans leur immense majorité.

Par chance, en août 2012, juste après sa nomination, la nouvelle Ministre de la Culture a décidé d'abandonner ce projet.

Jusque-là, nous étions satisfaits, nous avions porté plusieurs fois des vœux pour défendre cette option-là et il se trouve que, depuis, au dernier printemps justement, la Ministre a décidé de relancer ou de lancer une réflexion par le biais de deux missions : une relative aux besoins des Archives, l'autre sur des études d'implantation de l'Institut national du Patrimoine.

Bref, la question ne semble pas close, c'est pourquoi je vous propose ce vœu que le Conseil de Paris réitère son attachement au site parisien des Archives nationales et exprime à la Ministre de la Culture son souhait que le sort du quadrilatère des Archives fasse l'objet d'une large concertation avec son personnel ainsi qu'avec les élus parisiens.

C'est, presque à l'identique, le vœu que nous avions tous voté lorsque je l'avais présenté et qu'il s'adressait au précédent Ministre de la Culture, donc je pense que nous allons pouvoir le voter, je l'espère en tout cas.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER.

A Danièle POURTAUD, excusez-moi.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - C'est effectivement un dialogue de Danièle !

Merci, Monsieur le Maire.

Comme l'a rappelé Danielle FOURNIER à l'instant, le Conseil de Paris a en effet - et souvent à l'initiative du groupe E.E.L.V.A. - eu l'occasion d'exprimer son attachement au site parisien des Archives nationales et sa volonté que son devenir soit l'objet d'une concertation avec son personnel et les élus parisiens.

Cela avait été notamment le cas lors de la décision de l'ancien Président de la République d'y implanter son ex-futur projet de Maison de l'Histoire de France.

Je tiens donc à mon tour à saluer l'abandon par l'actuel Gouvernement du projet de Maison de l'Histoire de France. Je voudrais aussi saluer et rappeler l'ouverture au public du jardin du quadrilatère que le maire du 3e arrondissement avait ardemment souhaitée.

Je crois qu'aujourd'hui cela permet de reconsidérer plus sereinement le devenir du quadrilatère des Archives pour lequel, vous l'avez rappelé, chère collègue, la Ministre a lancé deux études.

Je ne vois donc aucune objection à ce que le Conseil de Paris réitère notre attachement à la concertation sur l'avenir du site avec les personnels et les élus parisiens.

Je donne un avis favorable au vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 66 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, 247).

2013 DGRI 79 Subvention (75.000 euros) et convention avec l'association Action Contre la Faim (14e) pour un programme d'aide d'urgence aux réfugiés syriens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Sur le projet de délibération DGRI 79, la parole est à M. KLUGMAN, mais il n'est pas là.

Il s'agit de la subvention de 75.000 euros et convention avec l'association Action contre la Faim dans le 14e arrondissement pour un programme d'aide d'urgence aux réfugiés syriens.

Je mets quand même aux voix, à main levée, ce projet de délibération.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DGRI 79).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif aux militants de l'organisation Greenpeace de l'Arctic Sunrise.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés. Il s'agit du vœu n° 67 qui est relatif aux militants de l'organisation Greenpeace de l'Artic Sunrise et je donne la parole pour une minute à Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire, comme j'imagine tout le monde, vous savez qu'il y a quelques jours, des militants de Greenpeace sont courageusement intervenus dans l'arctique russe - j'allais dire soviétique mais cela aurait pu être le cas -, pour dénoncer l'exploitation pétrolière et gazière qui est faite par les autorités de ce pays dans cette région du monde extrêmement sensible d'un point de vue environnemental.

Tout le monde sait que si par malheur une marée noire devait se produire dans les glaces de l'arctique, cela aurait des conséquences incalculables et que personne ne sait intervenir dans des endroits gelés pour arriver à arrêter une telle marée noire.

Le problème est que les autorités russes sont intervenues. C'est assez courant, les militants de Greenpeace sont habitués et quelquefois d'ailleurs, ce sont les Français qui interviennent, et pas toujours de façon très diplomatique d'ailleurs, pour interrompre les actions de Greenpeace.

Mais cette fois-ci, POUTINE et ses amis qui, de plus en plus, semblent prendre ses racines à la fois dans le tsarisme et dans le communisme soviétique, veut montrer qu'il est intraitable et menace de 15 ans de prison, rien de moins, les militants écologistes qui, d'une façon non violente, sont intervenus pour dénoncer cette exploitation.

Donc, nous faisons ce vœu pour demander que la Ville de Paris - et c'est déjà un vœu voté dans beaucoup d'endroits dans le monde - intervienne auprès des autorités russes pour que soient immédiatement libérés les militants de Greenpeace interpellés lors de cette action.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La parole est à M. Pierre SCHAPIRA pour répondre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Nous sommes naturellement très attentifs à ce qui s'est passé en Russie à l'égard de Greenpeace, dont des militants ainsi que des membres de l'équipage et des journalistes de l'Arctic Sunrise ont été arrêtés par les forces de police russes alors qu'ils cherchaient à aborder la plate-forme de Gazprom.

Cette interpellation et les charges qui ont été portées à l'encontre de ces militants et membres d'équipage est malheureusement à l'image d'une situation extrêmement difficile pour les défenseurs des droits humains en Russie, où tout est fait, notamment au niveau juridique ou fiscal, pour empêcher l'action des O.N.G., et en premier chef des O.N.G. russes telle que celle que l'on connaît bien ici : Memorial.

Aujourd'hui, il s'agit de Greenpeace. Je me suis entretenu avec son secrétaire-général, Jean-François JULLIARD. Ils sont naturellement en lien avec les autorités françaises, et pas uniquement pour suivre la situation du ressortissant français Francesco PISANU.

Greenpeace est naturellement très mobilisée mais recherche avant tout l'efficacité et rejette toute provocation à l'encontre des autorités russes.

Laurent FABIUS est intervenu aux questions d'actualité à l'Assemblée nationale la semaine dernière. Ses services sont en contact avec les autorités russes et ses partenaires puisque des ressortissants de plusieurs autres pays ont été arrêtés.

La protection consulaire est naturellement assurée auprès de notre compatriote. En concertation avec ses partenaires, la France fait tout pour une solution positive rapide.

Dans ces conditions, nous sommes, sur la base également des échanges que j'ai eus avec Jean-François JULLIARD, tout à fait favorables à l'expression de notre soutien à l'égard de Greenpeace, et nous demandons la libération immédiate des militants écologistes, des membres de l'équipage et des journalistes.

C'est pour cela que j'ai demandé de rajouter à la fin de votre vœu "les journalistes et les membres de l'équipage", évidemment, accompagnant les militants écologistes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur GAREL, je pense que vous êtes d'accord pour rajouter les journalistes.

M. Sylvain GAREL. - Oui, quand nous parlions des militants de Greenpeace, nous incorporions aussi les photographes, qui ne sont pas des militants, mais qui accompagnaient cette expédition et qui eux aussi, sont menacés de prison, ce qui montre la nature de ce régime.

Vous avez pu voir ce qui s'est passé hier à Moscou. On a de quoi être très inquiet sur l'évolution de ce pays.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 67 ainsi amendé, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 248).

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à la situation des Chrétiens d'Orient.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Les vœux n^{os} 68 et 68 bis ont trait à la situation des chrétiens d'Orient.

Je donne la parole à M. Jean-François LEGARET, pour une minute.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons effectivement déposé ce vœu pour attirer l'attention sur les graves atteintes qui sont portées à la liberté de culte des chrétiens d'Orient et des menaces directes, physiques, avec des attentats, commis au Pakistan, des exécutions publiques en Syrie.

Il y a donc une véritable terreur quotidienne qui menace et qui frappe les chrétiens d'Orient. Notre collègue Patrick KARAM, conseiller régional d'Ile-de-France, a pris l'initiative d'une pétition lancée le 27 septembre dernier intitulée : "Les chrétiens d'Orient en danger".

Nous considérons qu'il serait utile que notre Assemblée s'associe à cette pétition selon des modalités à déterminer.

Je dois dire que j'ai eu un dialogue constructif avec Pierre SCHAPIRA de manière à, si je puis dire, améliorer ce vœu. Et je soutiens pleinement la dernière formulation du vœu telle qu'elle est présentée par l'Exécutif.

J'annonce tout de suite que j'accepte le retrait de notre vœu initial et la substitution par le vœu proposé par Pierre SCHAPIRA après que nous ayons pu utilement et de manière fructueuse le faire progresser et fait en sorte que ce vœu ait une signification dans un domaine qui, évidemment, n'entre pas dans les prérogatives directes de la Ville de Paris, mais sur lequel notre Assemblée peut, je crois, manifester sa solidarité.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur Pierre SCHAPIRA…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je n'ai pas grand-chose à ajouter mais simplement, la situation telle que présentée dans ce vœu, nous la connaissons malheureusement au gré des exactions régulièrement commises à l'encontre des chrétiens d'Orient dans de nombreux pays.

J'ajoute que les chrétiens d'Orient, nous les avons vus notamment à Beyrouth avec le Maire de Paris. C'était il y a quelques années. Et nous les avons reçus ici à l'Hôtel de Ville lors d'un séminaire qu'ils faisaient.

Nous ne pouvons donc accepter cette situation, pas plus que toute autre minorité qui serait victime de persécutions.

Comme l'a exprimé très clairement - puisque nous sommes au lendemain des questions d'actualité - le Ministre des Affaires étrangères, que Claude GOASGUEN a interrogé à l'Assemblée nationale, la France défend partout la liberté de culte et de religion. Il en est de même du Conseil de Paris et de l'ensemble de ces élus.

Dans ces conditions, nous sommes favorables à l'esprit du vœu que vous avez déposé.

Néanmoins, votre vœu appelle à un soutien matériel et financier des organisations des chrétiens d'Orient. Or nous finançons, lors de ce Conseil de Paris, des O.N.G. humanitaires qui interviennent à l'attention de toutes les populations victimes d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit, comme actuellement en Syrie, sans distinction d'origine ou de religion, et c'est tout à l'honneur des O.N.G.

Je précise qu'en Syrie, les chrétiens d'Orient se trouvent pour l'heure souvent dans des zones non accessibles aux O.N.G., car sous contrôle des forces régulières syriennes.

C'est pourquoi je vous propose le vœu de l'Exécutif, qui rappelle notre souci que comme toute autre minorité religieuse, les chrétiens d'Orient soient bien bénéficiaires des actions des O.N.G. que nous soutenons ou pourrions soutenir à l'avenir, en Syrie ou ailleurs. On parle de la Syrie, mais en Égypte c'est dramatique - vous connaissez la situation des coptes. En Irak, c'est bien pire, mais nous n'avons pas d'action en direction de ces deux pays pour l'instant.

Ce vœu de l'Exécutif propose également que le Maire exprime au nom du Conseil de Paris, auprès des autorités des pays concernés par ces atteintes, son attachement à la liberté religieuse et à la non-discrimination de toute minorité.

Je prends en compte le fait que vous retirez votre vœu et que vous vous ralliez au vœu de l'Exécutif.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 68 du groupe U.M.P.P.A. est donc retiré.

Excusez-moi, Monsieur GAREL, je vous avais vu et oublié…

M. Sylvain GAREL. - Nous allons voter le vœu de l'Exécutif, qui nous semble bien plus pondéré que celui qui était proposé par l'U.M.P.P.A.

J'attire votre attention sur le fait qu'actuellement, beaucoup de pétitions circulent autour de ces sujets et que certaines - je ne dis pas spécifiquement celle-là - mais certaines sont manipulées par des groupes de combattants en Syrie. Il faut donc être extrêmement prudent sur qui est derrière ces démarches.

Nous allons voter le vœu de l'Exécutif qui, effectivement, parle des chrétiens d'Orient mais aussi de l'ensemble des minorités qui sont aujourd'hui malheureusement persécutées dans différents pays moyen-orientaux.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 249).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la pose d'une plaque commémorative au stade Roland Garros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 69 est relatif à la pose d'une plaque commémorative au stade Roland Garros.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous le savez, les stades, en France ou ailleurs, d'ailleurs, ne servent pas toujours, hélas, uniquement à des manifestations sportives. Il arrive, dans des périodes troublées, qu'ils puissent servir de manière beaucoup plus dramatique. Le stade Roland Garros n'a pas échappé à cette utilisation dans la période 1939-1940, puisqu'il a été réquisitionné pour servir de camp d'internement. Cet épisode a été relaté, notamment par Arthur Koestler, mais il semblerait que l'on ait du mal à l'assumer dans certains milieux.

C'est pourquoi nous souhaitons, et il y a une faute évidemment dans notre premier considérant - ce n'est pas l'histoire de Roland Garros en tant que tel, ce n'est pas l'aviateur qui est en cause, c'est évidemment le stade -, que nous puissions, à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres lieux, notamment sur le stade Yves Du Manoir, apposer une plaque mémorielle pour rappeler cette période particulièrement difficile.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, je donne la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Je remercie Yves CONTASSOT de mettre la lumière sur cet épisode tragique du stade Roland Garros. Evidemment, je suis tout à fait favorable à ce vœu, sous réserve que nous fassions une petite correction à la première ligne "considérant que l'histoire du stade Roland Garros" et non pas "considérant que l'histoire de Roland Garros", dont je rappelle qu'il fut un grand aviateur, qu'il a été abattu le 5 octobre 1918 dans les Ardennes et qu'il est un héros de la Première Guerre mondiale.

Il s'agit bien de condamner l'histoire du stade Roland Garros dans la période que nous a précisée notre collègue Yves CONTASSOT.

Evidemment, c'est un avis favorable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je présume que M. CONTASSOT est d'accord ?

C'est la première fois que sur le stade Roland Garros, je vais voter de la même façon qu'Yves CONTASSOT !

Ce ne sera certainement pas la dernière !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 69 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2013, V. 250).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à un hommage aux "Fusillés pour l'Exemple" de la Première guerre mondiale.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 70 est relatif à un hommage aux "fusillés pour l'exemple" de la Première Guerre mondiale.

Je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, en janvier 2014, la saison du Centenaire débutera à l'Hôtel de Ville de Paris par une grande exposition et un colloque sur le thème des "fusillés pour l'exemple", organisé notamment dans le cadre de la délégation de Catherine VIEU-CHARIER, et qui répond à un vœu adopté au Conseil de Paris en 2010.

Cette année 2014 marque le centenaire de cette grande tragédie. Cela doit être l'occasion, dans notre pays, d'honorer toutes les victimes mortes au combat dans des conditions terribles, dont aucune ne doit être oubliée ni mise en concurrence avec les autres, et il va falloir aussi honorer, se souvenir de ce qui semble établi par tous les historiens : que l'armée française condamna à mort autour de 2.500 de ses propres soldats et en fusilla plus de 650 "pour l'exemple".

Il est temps de réintégrer la mémoire de ces hommes fusillés dans notre mémoire collective et il n'y a pas lieu de célébrer à l'occasion du Centenaire de la guerre de 14-18 des morts plus nobles ou plus dignes de pitié, des victimes plus innocentes ou plus consentantes.

A travers ce vœu - puisque j'ai déjà dépassé la minute -, nous souhaitons que la Ville de Paris désigne une rue, une place et/ou un lieu de mémoire public et pédagogique accueillant une plaque commémorative mentionnant un hommage aux "fusillés pour l'exemple" de la guerre de 14-18.

Par contre, je signale à travers ce vœu, rédigé par Alexis CORBIÈRE, que nous souhaitons retirer le deuxième alinéa que nous avions formulé, considérant qu'à Paris, à la différence des petites villes de province, la liste des morts pour la France de 14-18 n'est pas établie. Nous souhaitons retirer ce deuxième alinéa.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, je donne la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - J'aurais quelques remarques à faire.

Effectivement, 2014 va être l'année du Centenaire de la grande guerre et il y aura 30 événements. Les "fusillés pour l'exemple" sont une exposition parmi d'autres. Je rappelle surtout que ce sont 90.000 soldats parisiens qui sont morts pour la France et qu'il est tout à fait nécessaire que nous rappelions l'ensemble de la guerre de 14-18, y compris dans la capitale de la France, Paris.

La question des fusillés a déjà fait l'objet d'une délibération de notre Conseil, vous le savez, en 2008, sur proposition du groupe E.E.L.V.A. Nous avions retenu le principe d'une exposition qui aura lieu à la salle des Prévôts et au salon des Tapisseries du 15 janvier au 7 mars 2014, dont le commissaire scientifique est un général, le général BACH, qui connaît très bien toute cette histoire.

Les historiens qui ont participé à la rédaction de toute l'exposition sont extrêmement précis. C'est pour cela que nous avons demandé le retrait du deuxième alinéa, car nous estimons que nous ne pouvons inscrire "mort pour la France" de la même façon que pour les autres soldats de 1914.

Je ne vais pas entrer dans les détails. J'en ai discuté avec Alexis CORBIÈRE. Il est tout à fait d'accord.

Je rappelle les quelques raisons.

La commission d'historiens qui a travaillé sur ce sujet n'y était pas favorable. Le général BACH et le commissaire scientifique de l'exposition ont eux-mêmes participé aux travaux qui ont produit ce rapport.

Je voulais aussi expliquer que la liste des 85 fusillés parisiens existe déjà, même si elle ne sera pas véritablement gravée sur les monuments aux morts.

Je conclus en disant que la mention "mort pour la France" ne relève pas d'une décision municipale, que c'est extrêmement compliqué comme procédure pour arriver à cette dénomination de "mort pour la France".

C'est pour cela que je vous demande d'accepter ce vœu en acceptant évidemment l'amendement qui permettra de le voter.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame SIMONNET, vous acceptez l'amendement ?

Mme Danielle SIMONNET. - Oui.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 70 ainsi amendé, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté à l'unanimité. (2013, V. 251).

2013 DAC 609 - Subvention (33.500 euros) avec convention avec l'association Art, Culture et Foi (18e).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DAC 609, qui est une subvention de 33.500 euros avec convention avec l'association Art, Culture et Foi, dans le 18e arrondissement.

La parole était à M. Alexis CORBIÈRE qui n'est pas là.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 609.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 609).

2013 SG 183 - Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes relatif à la gestion du patrimoine muséographique de la collectivité parisienne.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SG 183, qui est le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes relatif à la gestion du patrimoine muséographique de la collectivité parisienne.

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER, pour 5 minutes.

Mme Danielle FOURNIER. - Ce projet de délibération nous permet d'aborder le rapport de la Chambre régionale des comptes.

Pour ma part, j'ai trouvé ce rapport assez décevant, me semble-t-il, dans la mesure où il souligne beaucoup d'évidences et propose des solutions qui devraient tomber sous le sens, vu la situation.

Tout d'abord, le patrimoine de la Ville est riche, certes, mais il est très inégal, voire hétéroclite, et cela tient à sa constitution. Les achats sont beaucoup moins importants que les dons et legs qui, au fil des ans, ont enrichi les collections.

Ce qui apparaît, c'est surtout la gestion désastreuse qui a été faite de ce patrimoine depuis des décennies, même si le rapport porte sur les années 2007-2012. C'est hérité d'une situation. C'est une gestion désastreuse parce que sans véritable inventaire, avec une négligence que j'ai trouvée incroyable, à l'égard des œuvres et des donateurs, et en étant particulièrement irrespectueuse, d'ailleurs, des uns et des autres.

Que la Ville n'ait pas une pleine connaissance de son patrimoine paraît vraiment… tout simplement incroyable. Pourtant, il va falloir encore attendre quelques années pour que l'inventaire complet puisse être achevé, tellement la tâche est énorme.

Je pense que nous subissons maintenant l'incurie des responsables des précédentes mandatures qui ne s'en sont pas préoccupés. D'ailleurs, il y a dans le rapport un passage sur le F.M.A.C., le Fonds municipal d'art contemporain, qui est très éclairant à cet égard. Et pour avoir moi-même visité ce lieu, il y a au moins une dizaine d'années, je ne peux, hélas, que confirmer ce qui est dit dans le rapport, c'est-à-dire des œuvres posées là, sans vraiment projet véritable, ordre, méthode. Et cela me conduit à évoquer la question des personnels.

Pour ma part, je regrette que la formation des personnels soit traitée en une seule ligne dans le rapport, page 15. Je pense que, là aussi, des personnels formés, des personnels auxquels on continue à proposer justement une formation au cours de leur vie professionnelle, des personnels en nombre organisés de manière efficace, ce qui est, je pense, en train de se mettre en place à travers l'établissement Paris Musées, c'est une vraie réponse à la question de la gestion. C'est ce qui va permettre, je pense, de dépasser cette situation de laisser-aller, de négligence qui est décrite dans le rapport.

L'autre élément qui m'a intéressée, c'est la question des publics. Les auteurs du rapport décrivent un public, je les cite, "féminin, favorisé, adulte, français et assidu", je crois me reconnaître là-dedans, mais je dirai que c'est le cas de tous les musées municipaux ou nationaux. Je pense que le minimum aurait été de le dire. Tous ceux qui s'intéressent à cette question ont lu les très nombreuses études depuis une vingtaine d'année d'Olivier DONAT qui, pour le D.E.P.S., au niveau du Ministère de la Culture, publie ce type de statistiques et les analyse.

Ce n'est pas simplement français au niveau national, c'est vrai qu'il y a des touristes en plus grand nombre, mais on confirme cette tendance que je ne trouve pas forcément justifiée, pas forcément bonne, mais qui existe dans tous les musées, c'est que ce sont toujours les mêmes, même si le nombre augmente parce qu'ils y viennent plus souvent.

Cela nous invite à réfléchir sur la question de la gratuité qui, certes, est utile mais qui ne suffit vraiment pas du tout à faire une politique culturelle, qui fait venir peut-être un certain nombre de personnes mais qui ne suffit pas à fidéliser de nouveaux publics. Pour cela, c'est évidemment un travail d'un autre type, un travail de médiation, un travail d'animation qui est nécessaire. Et j'en reviens une nouvelle fois à la question des personnels. Il ne suffit pas de sécuriser les lieux, il faut aussi expliquer les œuvres, multiplier les approches et, là, j'espère que les musées sauront s'impliquer dans des actions, avec les publics au sens large mais spécialement le jeune public, notamment dans le cadre de la réforme des rythmes éducatifs, dont nous avons parlé hier et où je pense ils devraient prendre peut-être plus de place, en tout cas toute leur place.

C'est intéressant que ce rapport nous permette ce débat, qu'il nous invite à réfléchir et qu'il nous invite aussi à prendre conscience de ce patrimoine qu'on a complètement délaissé pendant de très nombreuses années.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour poursuivre, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, maire du 4e arrondissement. - Madame FOURNIER, le rapport de la Cour régionale des comptes est un document, je dirais, précis mais incomplet d'une certaine manière. En effet, il cible les musées existants mais ne prend pas en compte l'ouverture depuis 2001 d'un certain nombre d'établissements, comme le "104". Je vous donne un exemple très simple : lorsque le Musée d'art moderne a organisé l'exposition Keith Haring, cette exposition a eu une extension importante, avec des œuvres monumentales qu'aucun musée parisien à part le Grand Palais n'aurait pu montrer, dans les halles du "104".

Est-il possible d'avoir une certaine quiétude à un moment où on parle de la Cour régionale des comptes ? C'est très désagréable. Je sais que c'était sûrement plus important mais…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je suis désolé, Monsieur Christophe GIRARD. Absolument.

M. Christophe GIRARD, maire du 4e arrondissement. - Soit on en fait un sujet politicien, soit on tente d'en faire un sujet objectif. Puisqu'on sait tous que le papier ne refuse pas l'encre, donc on peut écrire des choses, encore faut-il que l'on ait pris tous les éléments en considération.

Quand je cite le "104", ce sont des milliers de visiteurs et de personnes qui n'accèdent pas au musée, qui ainsi voient une fois l'œuvre de PISTOLETTO, une autre fois une œuvre d'un autre artiste comme Keith Haring. Donc, on a bien là des lieux qui n'ont pas été pris en compte, et il ne s'agit pas seulement du "104". C'est le cas de la Maison des Métallos, le Point Ephémère, tous ces lieux qui aujourd'hui montrent des œuvres d'art contemporain. Vous savez, même les mairies d'arrondissement aujourd'hui mènent des politiques. Là, je mettrais à vrai dire toutes les mairies d'arrondissement, qu'elles soient de droite ou de gauche, peu importe, toutes les mairies font un travail pour exposer, pour montrer le travail de jeunes artistes des arrondissements ou des quartiers, ou d'ailleurs, qui ainsi contribuent à l'accès à la culture et la connaissance de l'art.

On ne peut pas réserver ce jugement de la Cour régionale des comptes simplement au musée existant, la vérité est ailleurs. Elle est beaucoup plus grande et importante. Par exemple, la vérité est la suivante : en 2001, les expositions attiraient 740.000 visiteurs. Aujourd'hui, nous savons que le nombre de visiteurs, en tout cas l'année passée, en 2012, avaient augmenté depuis 2001 de 36 %.

C'est-à-dire qu'il y a aujourd'hui un peu plus d'un million de visiteurs dans les expositions parisiennes. Cela montre quoi ? Cela montre bien que les directeurs et directrices d'établissements mènent des politiques extrêmement audacieuses, où ils ont pris en compte, et surtout les nouveaux directeurs et les nouvelles directrices, la nécessité de s'intéresser et de s'ouvrir à de nouveaux publics.

Le travail qui a été mené - lorsque j'étais adjoint à la culture, mais je pense maintenant à Bruno JULLIARD ou Danièle POURTAUD comme adjointe au patrimoine depuis un certain nombre d'années, et Colombe BROSSEL chargée des affaires scolaires - montre bien que partout où il y a des opérations communes pour attirer, soit des enfants, soit des écoliers, soit des collégiens ou des lycéens, soit tout simplement des familles qui n'accèdent pas aux grands musées, malgré la gratuité et je vais y revenir après, cela montre bien que ce sont des additions d'actions pour accéder plus à la culture et donc d'une certaine manière aux œuvres réservées en général aux musées.

Pour ce qui est des collections, on est passé - c'est l'existence même de Paris Musée qui nous permet d'avoir une meilleure connaissance de tout cela aujourd'hui - de 395.000, disons 400.000 visiteurs en 2001, pour les collections permanentes, on a aujourd'hui plus de 1.300.000 visiteurs. Là aussi, c'est une hausse évidemment considérable puisqu'elle est de 240 %. Nous aurions aimé que la Caisse régionale des comptes ait accès à ces informations, et puisse en effet non pas juger simplement sur la base des quatorze musées parisiens tels qu'ils sont, mais de tous ces programmes et de tous ces établissements supplémentaires qui augmentent le nombre de visiteurs.

Maintenant, je le mentionnais précédemment en nommant les adjoints, mais par exemple le public scolaire a connu une progression de plus de 84 %, pour les centres de loisirs, plus de 73 %, et le public en situation de handicap, plus de 24 %. Les expositions et collections actuelles du 1er janvier dernier au 30 juin 2013 - j'en viens à la conclusion, il me reste à peu près 2 minutes, et j'ai terminé -, aujourd'hui, entre le 1er janvier et le 30 juin, c'est 1.533.715 visiteurs, c'est-à-dire plus de 25 % par rapport au premier semestre équivalent de 2012.

Donc j'aimerais bien que nous nous réjouissions de cela, mais il ne s'agit pas d'être satisfaits et de dire qu'avant nous, c'était l'obscurité et que nous avons fait la lumière. Personne ne pense cela. Simplement - j'en termine là, M. le Maire Jean VUILLERMOZ - soyons responsables, soyons objectifs et continuons à mener tous nos efforts pour qu'en effet plus de publics accèdent et que l'exigence des expositions soit toujours au rendez-vous. Méfions-nous d'un certain poujadisme ambiant, même sur ce qui concerne la culture et l'art.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Cela valait une minute mais bon ! C'est la Chambre régionale des comptes et je continue à donner la parole à Mme Geneviève BERTRAND.

Mme Geneviève BERTRAND.- Merci, Monsieur le Maire.

L'examen du rapport de la C.R.C. sur la politique muséographique de la Ville de Paris m'offre l'occasion de dire à quel point la 9e Commission, que j'ai l'honneur de présider pour quelques mois encore, a permis de procéder à une analyse sérieuse et documentée de ce rapport si riche, et cela grâce à la contribution remarquable des trois adjoints concernés : Mmes POURTAUD et VIEU-CHARIER et M. JULLIARD que je tiens à remercier.

La réorientation, et même mieux la mise sur orbite d'une politique municipale muséographique cohérente, et peut-être visionnaire, s'appuie sur les travaux menés depuis 2003 par l'Inspection générale de la Ville de Paris avec le concours des directions de la Ville concernées et, bien sûr, des directeurs et des personnels des 14 musées de la Ville.

Sur les 7 recommandations émises par la C.R.C. pour améliorer la gestion des 14 musées municipaux, améliorer la gestion et le récolement des biens culturels, tant ceux du Fonds municipal d'art contemporain, le F.M.A.C., que ceux des édifices cultuels, les réponses apportées par la Ville retiennent à juste titre celles qui sont praticables, mais s'inquiètent de celles qui engendreraient des coûts disproportionnés par rapport aux avantages escomptés.

Au-delà des préconisations de la C.R.C., le rapport aide à mettre en lumière les forces et les faiblesses de la politique muséographique de la Ville dans son ensemble.

Les forces :

- tout d'abord, un patrimoine exceptionnellement riche, qui n'a pas encore atteint sa valorisation optimale et qui se compose, nous le savons, de 14 musées municipaux, dont l'accès a été fortement augmenté par la gratuité de 400.000 visiteurs en 2001 à 1.400.000 en 2010 ;

- ensuite, les 96 édifices cultuels dont la Ville est propriétaire depuis les lois de 1905 et 1908 de séparation de l'Eglise et de l'Etat : 85 églises, 9 temples et 2 synagogues, qui ont apporté 30.000 œuvres d'art de grande valeur ;

- 20.000 œuvres d'art moderne et contemporain, réunies depuis 1816 dans les collections municipales, et qui sont désormais confiées au F.M.A.C. ;

- enfin, un établissement public Paris Musées, créé en 2012, à la suite d'audits menés de 2005 à 2007 par l'Inspection générale de la Ville, qui est devenu opérationnel le 1er janvier 2013 et à qui revient la charge de faire face à des faiblesses réelles.

J'en viens aux faiblesses :

- premièrement, la fréquentation des collections permanentes qui peut encore être accrue, mais surtout celle des expositions temporaires, dont la concurrence est européenne, et même mondiale ;

- deuxièmement, la nécessité de procéder au comptage exact des visiteurs qui conditionne aussi la sécurité ;

- troisièmement, la diversification des publics, qui reste très faible en dépit de la gratuité, et pour laquelle de nouvelles dynamiques doivent être inventées, qu'il s'agisse des jeunes publics, des touristes ou des populations moins cultivées ;

- quatrièmement, la gestion des dons et legs, dont il est parfois difficile, voire coûteux, de respecter les volontés ;

- cinquièmement, la difficile connaissance exacte des biens artistiques accumulés depuis deux siècles, qui se trouvent dispersés depuis 1964, date de la disparition du Département de la Seine entre Paris et des communes voisines ;

- sixièmement, aussi, la C.R.C. charge-t-elle la Ville de retracer les parcours, d'effectuer les récolements à partir d'inventaires parfois manuscrits, anciens, ce qui demande un travail de bénédictin ;

- septièmement, à ce stade, la faiblesse des moyens dont dispose le F.M.A.C. doit trouver remède ;

- enfin, huitième et dernière remarque, la nécessité d'inventer des modalités d'intéressement pour les musées, c'est-à-dire des motivations plus fortes des directeurs des musées pour mieux gérer les locations d'espaces (librairies, cafétérias) et rechercher aussi de nouvelles recettes.

Ma passion pour le patrimoine artistique parisien pourrait m'emporter loin, je m'en tiendrai là dans l'attente de vos réflexions.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole maintenant à Mme Catherine DUMAS.

Mme Catherine DUMAS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, dans un rapport récent, la Cour des comptes dénonce donc la mauvaise administration des musées de la Ville.

Paris possède, c'est vrai, plusieurs l'ont dit, un patrimoine culturel exceptionnel, qui est le fruit d'une politique progressive d'acquisition.

Depuis la fin du XIXe siècle, la Ville travaille à valoriser ces œuvres, afin, d'une part, de les diffuser, d'autre part, de promouvoir la création artistique.

Aujourd'hui, bien que le patrimoine parisien soit riche, divers, sa mise en valeur et sa diffusion sont préoccupantes.

La gratuité des musées, instaurée par le Maire de Paris depuis 2001, se voulait être une réforme qui pallierait ce manque. On s'aperçoit que cette réforme n'a pas permis la diversification voulue. La gratuité des collections permanentes pour les musées parisiens a, certes, attiré plus de visiteurs, mais il faut fortement nuancer ce propos.

Pourquoi ?

Cette augmentation reste, en effet, limitée à quelques musées, vous les connaissez : le M.A.M, le musée Carnavalet, le Petit Palais, qui rassemblent 80 % du public qui est bénéficiaire de cette gratuité. La diversification également voulue à travers cette réforme n'a pas eu lieu. Ainsi, le public qui va au musée pour découvrir les collections permanentes reste peu diversifié ; je parlerai des jeunes de moins de 25 ans, de certains publics appartenant à des catégories professionnelles intermédiaires, aussi des 28 millions de touristes qui préfèrent les musées nationaux qui nous font une vive concurrence. Les musées nationaux, en effet, comptabilisent 75 % de la totalité des entrées dans l'ensemble des sites. D'ailleurs, et je le regrette vraiment, aucun musée de la Ville ne figure dans le palmarès des sites culturels les plus fréquentés.

Après la mise en place de l'établissement public Paris Musées, la Ville voudrait développer cette stratégie de conquête de nouveaux publics qui, jusque-là, était plutôt décevante. Pour les jeunes, elle met donc en place des enseignants qui sont affectés aux musées, qui se vouent spécifiquement au public scolaire, mais à défaut de missions bien établies, ces enseignants sont souvent plus impliqués dans l'animation de l'établissement en question qu'à l'organisation de visites pour les élèves.

Pour les publics défavorisés, la Ville a mis en place, à travers une collaboration, une charte de coopération culturelle qui permet de nouer des contacts entre musées et associations de quartier, mais ces actions restent quand même limitées, notamment aux musées les plus importants, qui disposent d'un service culturel.

Avec la loi de 2005, une étude sur l'accessibilité a même été demandée aux musées parisiens pour permettre aux personnes atteintes d'un handicap d'y accéder au même titre qu'un autre visiteur.

Malheureusement, ces travaux ne seront pas terminés avant le délai fixé par la loi pour 2015.

Alors, Paris Musées doit relever plusieurs défis, doit aussi être capable de rationaliser la gestion financière des musées. Pour ce faire, l'établissement public a donné dès janvier 2013 une autonomie financière aux musées grâce à une enveloppe de fonctionnement qui est utilisable tout au long de l'année. Espérons que cette nouvelle gestion permettra de mieux responsabiliser les directeurs de musée, ainsi que d'augmenter le nombre de mécénats par les entreprises qui, pour nous, est, jusque-là, bien trop faible, et je ne commenterai pas les propos tenus précédemment sur le mécénat qui, à mon avis, relèvent plus de la lutte des classes que d'une analyse objective.

Il faudrait aussi dégager de nouvelles recettes liées à l'activité des musées que la Ville n'a pas toujours su optimiser. A ce sujet, le remboursement à la Ville des charges liées à l'exploitation des commerces n'était, par exemple, pas inscrit dans les nouvelles conventions ou n'est plus effective pour les anciennes. La DAC n'a d'ailleurs pas justifié ce manque à gagner pour la Ville.

Enfin, l'établissement Paris Musées devra mieux appréhender le coût de fonctionnement des musées, en prenant en compte l'intégralité des dépenses et non seulement celles qui découlent des charges directes. Il faudra ainsi veiller à ce que le nouveau système de comptabilité analytique mis en place par l'établissement public permette un suivi scrupuleux des budgets des musées, afin de mieux appréhender leurs besoins réels, pour bâtir une stratégie plus efficace et adaptée à chaque musée.

Monsieur le Maire, une oratrice vient de trouver le rapport décevant ; pour ma part, je trouve que ce qui est décevant, c'est plutôt la gestion de la Ville. C'est, en effet, très facile de dire que la mauvaise gestion relève d'anciennes mandatures, très loin.

Comme M. GIRARD nous a dit qu'il allait dire la vérité, je vais aussi dire la vérité, peut-être ma vérité : Monsieur le Maire, cela fait 12 ans que vous gérez la culture parisienne, assumez cette situation qui est dénoncée par la Chambre régionale des comptes et qui est surtout très regrettable pour les Parisiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour répondre, je donne la parole à Mme Danièle POURTAUD, puis à M. GAUDILLÈRE.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais d'abord commencer par remercier vraiment tous nos collègues qui se sont penchés sur ce rapport de la Chambre régionale des comptes concernant la gestion par la Ville de cet exceptionnel patrimoine d'œuvres d'art que renferment à la fois nos musées, nos édifices cultuels et l'espace public. Mme BERTRAND a bien souligné que le rapport portait sur l'ensemble des œuvres d'art détenues par la Ville.

Certains de nos collègues ont plus orienté leur analyse sur une critique du rapport de la Chambre des comptes, d'autres ont davantage mis en exergue des critiques qui avaient été reprises ou, plus exactement, formulées par un certain nombre de titres de presse. Moi, je vais essayer de balayer l'ensemble des sujets traités par ce rapport et de répondre au fur et à mesure aux différentes interventions.

Vous l'avez presque tous souligné, ce rapport est plutôt favorable. J'ai bien dit presque tous, parce que Mme DUMAS n'a pas exactement la même opinion, j'y reviendrai tout à l'heure. Je crois que Mme DUMAS s'est un peu trop fiée à ce qu'un titre de presse de ce matin voulait mettre en exergue, faisant écho d'ailleurs à un autre titre d'un journal du soir il y a un mois.

Quant à moi, je considère que ce rapport est plutôt favorable et il montre bien l'ensemble des actions menées par la Ville de Paris pour gérer, mettre en valeur ce patrimoine. La Chambre régionale souligne à la fois la diversité et la richesse exceptionnelle de ce patrimoine.

Vous l'avez dit à plusieurs d'entre vous, la Chambre régionale des comptes ne fait d'ailleurs que sept recommandations de portées diverses auxquelles la Ville a bien entendu répondu.

La Chambre s'est intéressée à la fois à nos 14 musées, mais également aux œuvres d'art religieuses et civiles qui sont sous la responsabilité de la Conservation des Œuvres d'Art Religieuses et Civiles, la C.O.A.R.C., et enfin aux œuvres gérées par le Fonds Municipal d'Art Contemporain, le F.M.A.C.

Concernant les musées, la Cour s'est intéressée à la fois à leur gouvernance, à la gestion des collections et à leur fréquentation.

Concernant la gouvernance de nos musées, vous l'avez observé, le rapport portait sur la période 2007-2012 et pointait quelques défaillances en termes de lourdeur de gestion ou de ressources humaines.

La C.R.C. souligne dans son rapport l'évolution favorable que représente à ses yeux la création de Paris Musées.

Par ailleurs, l'établissement public Paris Musées s'est déjà mis à la tâche pour suivre un certain nombre des recommandations de la C.R.C. concernant la gestion des concessions, sur laquelle vient de revenir Mme DUMAS, et assurer également un meilleur suivi de la gestion des dons et legs.

Par ailleurs, la création de l'établissement public était également destinée, c'était dans le rapport qui l'a précédé et dans les rapports d'ailleurs de l'inspection de la Ville qui avaient également précédé la création de l'établissement public, cette création visait également à renforcer une déconcentration de la gestion au profit des directeurs de musée et à favoriser les relations avec les mécènes qui accompagnent déjà nos musées de manière parfois très conséquente.

Vous me pardonnerez, Madame DUMAS, de ne pas être d'accord avec vos analyses négatives.

Je crois vraiment que l'on peut souligner à quel point les mécènes accompagnent en particulier par exemple le musée d'art moderne, grâce au dynamisme de son directeur Fabrice HERGOTT que je tiens à féliciter publiquement.

Je voudrais également profiter de cette intervention pour saluer tout le travail réalisé depuis déjà plus d'un an par Delphine LÉVY, la directrice de l'établissement public, et l'ensemble de son équipe.

Je voudrais souligner leur passion et leur constance pour harmoniser, dynamiser la gouvernance de nos musées et leur programmation.

Je n'ai pas fini. Désolée, Christian, de te décevoir !

Applaudissons Delphine LÉVY, je me joins à toi.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Il y a aussi M. GAUDILLÈRE qui doit répondre.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Concernant l'inventaire et le récolement des collections, la C.R.C. mettait en doute la capacité des musées parisiens à se conformer à l'échéance de juin 2014 fixée par la loi "musées" et nous avons pu répondre que, grâce aux moyens mis en œuvre, le travail de récolement sera bien terminé pour 12 des 14 musées de la Ville en juin 2014.

Les musées Galliera et Carnavalet disposeront, étant donné l'importance de leurs collections et en accord avec le Ministère de la Culture, d'un délai supplémentaire jusqu'en 2017.

Alors concernant la fréquentation des musées et la vaste question de la diversification des publics, vous l'avez tous souligné, la Chambre régionale des comptes atteste et prend acte de la volonté de la Ville de Paris d'augmenter la fréquentation de ses musées et de diversifier les publics, mais elle pointe que, si l'objectif quantitatif est en partie atteint grâce à la gratuité, un million de visiteurs quand même gagnés - Christophe GIRARD l'a rappelé, Mme BERTRAND également -, en revanche, la diversification sociologique n'est pas complètement au rendez-vous.

Je souhaite répondre à ceux qui souhaiteraient s'engouffrer dans cette polémique à la suite de certains articles de presse.

Oui, nous avons dès 2001 rendu l'entrée aux collections permanentes gratuite et, oui, depuis 2001, la fréquentation des musées parisiens a explosé : 1.400.000 visiteurs en 2010, je le disais, un million de plus qu'en 2001.

Quant à la fréquentation des expositions temporaires, le rapport note qu'elle a augmenté de 71 % entre 2007 et 2010, ce qui est, nous pouvons je crois tous en convenir, très encourageant.

Alors, oui, nous ne regrettons en rien notre choix d'avoir instauré la gratuité des collections des musées de la Ville et, oui, celle-ci joue beaucoup dans la hausse de la fréquentation et nous innovons encore pour favoriser la fréquentation des expositions temporaires avec le lancement ces jours-ci du "pass" Paris Musées à 40 euros pour un an, 20 euros pour les jeunes de 14 à 26 ans, c'est gratuit, bien entendu, en dessous de 14 ans.

Mais, nous le savons bien, la gratuité seule et d'ailleurs toutes les politiques tarifaires ne peuvent suffire à diversifier les publics. Bourdieu l'a largement démontré, toutes sortes de freins sociologiques et culturels entravent la fréquentation des équipements culturels par certaines couches de la population que l'éducation familiale et scolaire n'a pas familiarisées avec ces pratiques.

Je remercie Danielle FOURNIER d'avoir noté que, effectivement, cette analyse s'applique à l'ensemble des musées et à l'ensemble, d'ailleurs, des établissements culturels.

C'est pourquoi, dès 2001, nous avons lancé de nombreuses actions pour casser ces barrières invisibles et favoriser l'accès de tous. Nous comptons bien aller plus loin encore.

Nous savons très bien que c'est dès le plus jeune âge qu'il faut sensibiliser les enfants à la culture sous toutes ses formes, mais nous savons également que des actions spécifiques sont nécessaires pour les publics les plus éloignés.

Depuis 2009, nous avons créé le dispositif "L'art pour grandir", au sein duquel "Le F.M.A.C. à l'école" a touché pas moins de 23.300 élèves de 4 à 14 ans, autrement dit 80 écoles et collèges.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame POURTAUD…

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Monsieur le Maire, je prends la peine de répondre à tous nos collègues qui ont été particulièrement diserts sur ce rapport.

Un certain nombre de dispositifs signalés par nos collègues dans le cadre de "L'art pour grandir" ont permis que, aujourd'hui, 31 % des centres de loisirs participent chaque année à un travail de création avec les musées, 38 % des écoles sont dans le programme "Ecole amie des musées", 90 classes culturelles sont organisées chaque année dans les musées.

Mais l'établissement public Paris Musées et la Direction de la Politique de la Ville, la délégation à la politique de la ville travaillent en outre main dans la main à travers une charte de coopération à la mise en œuvre des objectifs de médiation spécifique pour aller chercher les publics des quartiers "politique de la ville".

Il n'est pas inutile de rappeler que cette charte concerne 14 quartiers prioritaires, 330.000 Parisiens, soit 15 % de la population parisienne. Nous pourrons, d'ici deux ans, évaluer les effets de ces dispositifs.

Alors un mot maintenant, Monsieur le Maire, avant de conclure, pour signaler…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je n'ai strictement rien dit, pour l'instant, mais, Madame POURTAUD, si vous pouviez conclure…

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Je suis heureuse de voir que mes collègues boivent mes paroles !

Un mot pour revenir sur les difficultés signalées concernant le F.M.A.C.

La C.R.C. a souligné effectivement la difficulté pour la Ville de régler la question de la propriété des œuvres, la collection ayant été constituée à l'origine par le Préfet de la Seine au début du XIXe siècle.

Nous sommes bien conscients des efforts qui restent à faire et c'est pourquoi nous menons tout un travail de réorganisation du F.M.A.C. et vous verrez, à l'occasion de la présentation du budget en décembre, que nous prévoyons le recrutement d'un conservateur à la tête du F.M.A.C.

Par ailleurs, nous prévoyons l'externalisation des fonctions de récolement qui devrait permettre d'aboutir à un récolement d'ici cinq ans.

Enfin, pour ce qui est de l'inventaire des œuvres situées dans les édifices cultuels, qui sont sous la responsabilité de la C.O.A.R.C., Mme BERTRAND a rappelé la richesse de nos édifices cultuels dans ce domaine.

Aujourd'hui, la C.O.A.R.C. a déjà réalisé plus de 75 % de son objectif et ce sont deux inventaires qui sont programmés chaque année. Nous aurons donc bientôt terminé.

En conclusion, Monsieur le Maire, j'ai envie de dire à quel point ce rapport montre l'importance du travail accompli par les équipes de la Ville pour ce patrimoine qui appartient à tous, et je voudrais saluer tous ceux qui, dans les services de la Ville et à l'établissement public Musées, contribuent à son entretien.

Merci beaucoup.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous avez fait 12 minutes 35 !

Est-ce que M. GAUDILLÈRE à qui je vais confier la parole maintenant, qui je sais est un homme concis et efficace…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Après l'intervention très détaillée de Danièle POURTAUD, je n'ai rien à ajouter.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci. C'est dommage : on vous écoute toujours avec intérêt. C'est vrai. Le budget, c'est fini pour nous. S'agissant d'une communication, il n'y a pas de vote.

2013 SG 182 Exonération de redevance d'occupation domaniale accordée à la Direction de la Police Judiciaire (Ministère de l'Intérieur) pour l'organisation d'une exposition sur l'histoire de la Police Judiciaire sur le Champ de Mars (7e) du 8 novembre au 8 décembre 2013.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SG 182. Exonération de redevance d'occupation domaniale accordée à la Direction de la police judiciaire pour l'organisation d'une exposition sur l'histoire de la police judiciaire sur le Champ de Mars.

On m'a demandé, contrairement à l'ordre prévu habituellement, de donner la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER et après, à M. le Représentant du Préfet de police…

Ah oui ! Je suis complètement perdu. Donc je donne dans un premier temps la parole à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Je vais essayer d'être rapide ! Parce que le problème avec cette exposition n'est pas un problème sur le sujet de l'exposition. Cela ne nous pose aucun problème que la Préfecture de police organise une exposition à Paris sur l'histoire de la police judiciaire. C'est quelque chose qui est effectivement tout à fait intéressant.

Mais nous avons un problème de principe. Puisque ce que nous devons décider avec ce projet de délibération, c'est une exonération de redevance pour que la Préfecture puisse utiliser le Champ de Mars sans avoir à payer une redevance à la Ville, ce qui se fait très souvent quand il y a des manifestations gratuites.

Le problème est que cette manifestation n'est pas gratuite et qu'il est prévu un droit d'entrée de 14 euros, ce qui n'est quand même pas négligeable. Nous ne voyons pas pourquoi une manifestation payante bénéficierait d'une exonération de la Ville de Paris.

C'est sur ce problème-là que nous attirons votre attention. Et c'est d'ailleurs ce qui avait conduit l'adjointe en charge des espaces verts à donner un avis négatif à cette demande. Nous sommes surpris que l'Exécutif soit passé par-dessus cet avis négatif. Nous intervenons donc pour dire que nous ne voterons pas cette exonération, non pas à cause du fait du demandeur ou du sujet mais parce qu'à partir du moment où c'est une manifestation payante, il n'y a aucune raison qu'il y ait une exonération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Il s'agit d'une très belle initiative. Vous savez que la police judiciaire est née - vous ne le savez peut-être pas - en août 1913. Elle fête donc ses 60 ans cette année. À cette occasion, la police judiciaire organise une exposition événementielle, comme nous l'avons entendu, place du Maréchal Joffre, sur le Champ de Mars, du 8 novembre au 8 décembre prochain, exposition qui va aborder l'histoire de la P.J., le quotidien de cette institution en mettant l'accent sur le processus de l'enquête, les innovations technologiques et en mettant aussi en avant les services qui luttent parfois dans l'ombre contre la criminalité organisée dans l'agglomération parisienne.

Il y aura tout un programme de conférences et d'événements qui va ponctuer ce mois d'exposition.

Évidemment, comme vient de nous le dire Sylvain GAREL, la Direction de la police judiciaire a prévu un droit d'entrée pour les visiteurs afin d'autofinancer l'opération. Or en cas de perception de recettes, le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que l'organisateur s'acquitte d'une taxe d'occupation du domaine public payée au propriétaire.

Mais justement, pour aider cette très belle initiative et ce centenaire, afin de préserver l'équilibre budgétaire de l'opération, le projet de délibération propose d'exonérer à titre exceptionnel la Direction de la police judiciaire de cette redevance d'occupation étant donné le caractère institutionnel, pédagogique et non commercial du projet.

J'ajoute que nous avons aussi négocié que les classes d'élèves puissent venir de façon gracieuse visiter cette opération. Voilà.

Je rappelle aussi que l'ensemble de l'opération est porté par le Ministère de l'Intérieur et que je porte moi-même ce projet de délibération avec Mme Myriam EL KHOMRI.

Je vous demande d'émettre un avis favorable à ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Un petit mot, Monsieur le Maire, en complément de ce que vient d'indiquer Mme VIEU-CHARIER.

2013 marque effectivement le centenaire de la création de la police judiciaire et le directeur de la police judiciaire a considéré que c'était une formidable opportunité pour mieux faire connaître l'univers de la police judiciaire.

Je rappelle que, lors des dernière journées du Patrimoine, lorsque la P.J., le 36 quai des Orfèvres, s'était ouvert au public, les files d'attente dépassaient 4 heures pour visiter.

Parmi une série d'initiatives lancées cette année avec l'édition d'un timbre-poste, la participation de la P.J. de manière forte aux différentes initiatives, dont la Journée de la sécurité intérieure qui aura lieu la semaine prochaine, et qui sera évidemment gratuite, des articles de presse qui ne vous ont pas échappé, il y a effectivement l'organisation de cette exposition.

Mme VIEU-CHARIER indiquait que le contenu de l'exposition allait être particulièrement riche, avec une iconographie très fouillée - en français et en anglais -, des mises en scène, des ateliers interactifs, la présentation de maquettes, l'organisation de tables rondes. Bien évidemment, tout cela a un coût : montage, habillage, gardiennage, personnel d'accueil, personnel de sécurité, le chauffage, la sécurité incendie, la conception de l'exposition puisqu'on a fait appel à des professionnels du programme multimédia et certaines pièces d'ailleurs sont assujetties à un certain nombre de droits.

Le fait aussi que l'exposition soit limitée dans la durée, c'est-à-dire qu'elle ne dure qu'un mois, fait que ces charges doivent être amorties sur un temps assez restreint.

Pour une somme de raisons à la fois pratiques et de choix, nous avons exclu de faire rentrer dans le financement de cette opération des entreprises ou de gros groupes, y compris compte tenu de la nature de l'organisateur de cette exposition. Il a fallu effectivement définir une grille et des droits d'entrée pour assister à cette exposition.

Cette grille, après un échange avec la Ville de Paris, est en train d'être revue de manière à effectivement baisser un certain nombre de tarifs. Je pense notamment aux groupes - cela a été indiqué par Catherine VIEU-CHARIER -, aux jeunes, aux fonctionnaires de police, aux anciens fonctionnaires de police ou aux fonctionnaires de la Ville.

Nous travaillons à revoir cette grille, encore une fois, pour coller au plus près de ce qui constituera les charges de cette exposition. Bien évidemment, la seule finalité de ce paiement est d'autofinancer une exposition compte tenu des principes de financement que j'indiquais et le refus de faire appel à la subvention d'entreprises privées.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci. J'ai une demande d'explication de vote de M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Très brièvement, Monsieur le Maire, pour dire que l'intervention de M. Sylvain GAREL témoigne d'un état d'esprit bloqué par des stéréotypes.

Il s'agit de 100 ans d'histoire de la police judiciaire. Cela intéresse tout le monde : c'est l'histoire de Paris…

Certaines thématiques peuvent intéresser, voire passionner les Parisiens. Je considère qu'on est vraiment sur une action qui doit être facilitée, aidée et bien entendu, nous voterons ce projet de délibération.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 182.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, SG 182).

2013 DAC 663 Subvention (30.000 euros) et avenant à convention avec l'association Maison d'Europe et d'Orient (12e).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 663, qui est une subvention de 30.000 euros, et avenant à convention avec l'association "Maison d'Europe et d'Orient", et je donne la parole à Mme Valérie MONTANDON.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

La subvention de cette association ne cesse d'augmenter d'année en année. Pour vous donner une référence, en 2002, elle était de 2.000 euros. Elle est passée à 36.000 euros en 2011 et aussi à 28.000 euros en 2012.

Au dernier Conseil de Paris de juillet 2013, nous avons déjà voté une délibération de 34.000 euros concernant cette association et aujourd'hui, dans un autre projet de délibération, vous nous demandez 30.000 euros supplémentaires.

A plusieurs reprises, lors des Conseils d'arrondissement, chaque année, nous alertons sur cette association au niveau déjà de la faiblesse de ses ressources propres ; elle dispose simplement de 7 % des produits en ressources propres, tout le reste, ce sont des subventions. Mais aussi, chaque année, nous alertons sur la nécessité de redresser les comptes de cette association.

Ces messages n'ont pas été pris en compte et, aujourd'hui, donc, on nous demande une rallonge de 30.000 euros pour compenser une mauvaise gestion.

Je vous interroge : est-ce que les impôts des Parisiens sont là pour compenser les déficits d'une association lorsque sa gestion est à redire ?

Je ne remets pas du tout en cause le travail de l'association. C'est une association qui a eu pour objet la diffusion des littératures étrangères, notamment la littérature théâtrale des Balkans et du Caucase, mais voilà, une rallonge exceptionnelle de 30.000 euros pour combler un déficit n'est pas conforme à l'utilisation des deniers des Parisiens.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour répondre, je donne la parole à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Bruno JULLIARD aurait sans doute été mieux placé pour répondre en détail à votre prise de parole, puisque c'est un dossier qu'il suit régulièrement, mais j'ai quand même compris, dans votre intervention, que vous ne remettiez pas en cause le soutien de la Ville à cette association et que vous êtes d'accord avec l'Exécutif pour considérer que le travail qu'exécute la Maison d'Europe et d'Orient est tout à fait intéressant et utile aux Parisiens pour leur faire découvrir la culture de ces pays.

Donc, effectivement, le soutien de la Ville est constant depuis plusieurs années. Vous avez noté que la subvention a augmenté régulièrement, et là, il y a une subvention exceptionnelle qui a fait suite d'ailleurs à la prise en compte d'un amendement budgétaire présenté au Conseil du mois dernier.

Donc, effectivement, la situation de l'association s'est dégradée cette année, principalement parce que l'ensemble de ses partenaires, qu'ils soient publics ou privés, ont été amenés à réduire leur participation. Elle avait d'importants mécénats privés qui ont diminué, donc la Ville a décidé de la soutenir tout en l'accompagnant dans un plan de redressement. Par ailleurs, je crois que la Ville soutient également sa recherche de nouveaux locaux pour faciliter son relogement.

Voilà ! Il s'agit de permettre à cette structure utile de passer ce cap difficile en matière financière.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame POURTAUD.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 663.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DAC 663).

2013 DU 263 Subvention (152.000 euros) et avenant à la convention avec l'A.P.U.R.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 263 et l'amendement n° 71. Il s'agit d'une subvention de 152.000 euros et d'un avenant à la convention avec l'A.P.U.R.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT, pour 5 minutes.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela va être très court parce que, effectivement, dans le programme de travail de l'A.P.U.R. tel qu'il nous est proposé, il y a notamment l'évolution du grand paysage pour 54.000 euros.

C'est un peu étonnant parce qu'on nous dit que c'est programmé suite à l'adoption de plusieurs délibérations actant la réalisation des projets de tour Triangle sur l'emprise du Parc des Expositions et de la tour Duo dans le secteur des Batignolles.

Mais c'est assez étonnant parce que, si on fait une étude après que les décisions ont été prises pour voir l'impact sur le paysage, on est totalement à l'envers même de ce qui est la règle, c'est-à-dire les études d'impact sont préalables aux décisions. Il nous semble totalement inutile de gâcher 54.000 euros. On dit suffisamment que la Ville doit faire des économies chaque fois que c'est nécessaire.

Donc, nous proposons que cette étude n'ait pas lieu et que l'on réduise d'autant la subvention à l'A.P.U.R. Je crois que tout le monde y gagnera.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

Je donne la parole, pour répondre, à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Monsieur le Maire, de quoi s'agit-il ?

Vous savez que l'A.P.U.R. est un des instruments importants de l'action municipale, même si d'autres collectivités sollicitent ses services. La subvention, ou plus exactement les subventions qui ont été successivement votées depuis le début de l'année, s'élèvent à 6.600.000 euros et nous vous demandons de voter aujourd'hui un supplément de 152.000 euros qui est destiné à des études qui n'étaient pas prévues à l'origine et qui sont toutes extrêmement intéressantes.

D'abord, l'étude sur le paysage : pour répondre à l'honorable préopinant, je dirais que le paysage parisien ne se limite pas aux deux tours qu'il a citées. Il y a beaucoup d'autres éléments du paysage parisien, donc l'étude sur le paysage me paraît totalement justifiée.

L'étude sur les îlots de chaleur est une étude intéressante puisqu'elle se rattache, comme vous le savez, à tout ce qui concerne l'application du Plan Climat.

La charte paysagère des canaux est d'autant plus précieuse qu'elle ne concerne pas, comme vous le savez, que Paris puisqu'elle s'attache à d'autres communes riveraines du canal de l'Ourcq et à des communautés urbaines de la Seine-Saint-Denis.

Quant à l'étude sur les flux touristiques, elle nous paraît intéressante parce qu'il est bon de mettre à jour, de temps à autre, les connaissances que nous avons sur les flux touristiques parisiens qui sont, comme vous ne l'ignorez pas, un des éléments structurants de l'économie de notre ville.

Pour toutes ces raisons, je donne un avis défavorable à l'amendement qui est proposé et je demande au Conseil de Paris d'approuver ce projet de délibération.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur GAUDILLÈRE.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 71, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 263.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 263).

2013 DVD 164 Convention avec le Syndicat Mixte Autolib'Métropole relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif aux bornes de recharge électrique.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux stations Autolib' en ouvrage souterrain.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 164 et les vœux n° 72 et n° 73. Il s'agit de la convention avec le Syndicat mixte Autolib'Métropole, relative au déploiement, au financement, à l'exploitation du service public Autolib'.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit là, pour nous, d'une question tout à fait essentielle. La Ville de Paris souhaite développer l'usage du véhicule électrique. Nous, on a dit ce que l'on en pensait, il n'y a pas que des côtés positifs mais on n'a pas d'objection de principe.

Simplement, ce que nous souhaitons, c'est qu'effectivement on ne monte pas un système qui serait un peu curieux et permettrait notamment à l'équipe BOLLORÉ de gagner beaucoup d'argent à travers un système pour le moins surprenant.

Pourquoi ? D'abord, le fait que l'on soit obligé d'être captif, si j'ose dire, avec une carte émise par le groupe BOLLORÉ, fait que l'on aurait du mal, par exemple, à aller simplement à la borne qui se trouve devant l'Hôtel de Ville, en face, qui n'acceptera pas cette carte, puisque c'est un autre système qui existe sur cette borne électrique. Autrement dit, soit il faudra avoir tout un paquet de cartes pour pouvoir recharger son véhicule un peu partout, soit on sera captif, ce qui reviendrait à dire d'ailleurs que l'on fait pour l'électricité ce qui existe pour le G.N.V., c'est-à-dire la non-reconnaissance du G.N.V. et de l'électricité comme un carburant au sens de la loi, donc l'obligation de passer par un système d'abonnement ou de carte accréditive, ce qui revient à peu près au même.

Deuxième élément, qui est encore plus surprenant : c'est évidemment le tarif : 1 euro l'heure la première heure.

Vous savez combien coûte en moyenne 1 kilowatt/heure en France ? Je ne suis pas sûr que beaucoup de monde le sache. En moyenne, c'est 7,36 centimes d'euro le kilowatt/heure. 7,36 centimes ! Vous imaginez ? Une heure !

Cela veut dire que BOLLORÉ vend l'électricité entre trois, quatre voire cinq fois le prix auquel il paie l'électricité. Est-il bien logique qu'on ait une telle marge sur de l'énergie ? On peut s'interroger.

Soit on nous dit qu'effectivement, il y a matière à faire du profit sur l'électricité, on a du mal à croire que dans ces cas-là, on soit dans une logique de favoriser le véhicule électrique, d'autant plus que j'ai cru comprendre qu'une candidate à la Mairie de Paris prônait la gratuité sur l'espace public pour l'utilisation de véhicules électriques, soit on

est dans une distorsion de concurrence assez forte, puisque d'autres usages, d'autres lieux, ne font pas payer l'énergie, c'est le cas notamment dans toutes les délégations de service public que la Ville impose à ses délégataires dans les parkings en ouvrage, où l'électricité en tant que telle n'est pas payante, soit on va se retrouver avec, là encore, des difficultés, puisque, encore une fois, en face de l'Hôtel de Ville, on ne paye pas l'électricité.

Il y a une incohérence totale dans ce projet de délibération et nous demandons qu'il soit revu, de manière à ce qu'on ait une vision claire de la politique de la Ville en matière de recharge des véhicules électriques et que l'on ne se retrouve pas comme cela avec une déraison ; que fera-t-on demain, quand Autolib' aura ces stations en ouvrage et que selon que l'on ira sur la borne Autolib' dans le parking ou sur la borne du parking, dans un cas, on payera son électricité, dans l'autre cas, on ne la payera pas, avec le même prix d'entrée dans le parking ? C'est quelque chose qui n'est pas cohérent et je pense qu'on aura du mal à le justifier, y compris au plan de l'égalité des citoyens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

M. Claude DARGENT n'est pas là.

Edith GALLOIS non plus.

Je donne la parole à Mme Laurence DOUVIN, toujours pour 5 minutes.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, Autolib' fait partie des solutions qui s'offrent aujourd'hui en matière de mobilité. Etant un mode électrique, c'est une solution qui apporte un plus évident par rapport aux véhicules thermiques. De plus, tout système qui va dans le sens de la mutualisation de l'usage de la voiture est à favoriser.

Cela dit, pour être complet sur le sujet, il y a quelques autres remarques à faire.

La première était celle que la clientèle visée était les Parisiens qui possèdent une voiture particulière, afin qu'ils s'en défassent au profit d'Autolib'. Là, ce n'est malheureusement pas le cas, puisque 70 % des utilisateurs du service n'ont pas de voiture.

Deuxième vérité à rappeler, il y a quelques incohérences à vouloir réduire au maximum la circulation en fermant, par exemple, la voie sur berges rive gauche ou en réduisant l'espace public dédié à l'ensemble des modes motorisés, tout en mettant sur la voie publique 3.000 véhicules supplémentaires, qui, comme on vient de le voir, je le rappelle, ne se substituent pas aux véhicules existants mais s'additionnent à eux.

Troisième remarque, le système, bien entendu, prend des places en voirie, rares et précieuses, 2.260 places perdues déjà, et avec cette nouvelle convention, 500 places nouvelles, je rappelle qu'au démarrage de cette opération Autolib', nous avions demandé que la suppression des 2.550 places soit compensée par la création de places en sous-sol ; ceci n'avait évidemment pas été accepté.

Se pose le problème des places en parc souterrain ; au départ, 250 stations de 10 places étaient prévues, c'est-à-dire 2.500 places. Depuis 2012, un certain mystère recouvre la situation dans les parcs, il n'y aurait que 18 stations en fonctionnement, et là, on nous propose, de plus, de supprimer 50 stations supplémentaires souterraines pour les mettre en surface.

La raison invoquée est l'existence de contraintes imposées par le Ministère de l'Intérieur en matière de sécurité incendie.

Je rappelle que dans cette même enceinte, nous avions, à plusieurs reprises, évoqué la possibilité de ces contraintes. La Mairie nous avait rétorqué qu'il n'y aurait aucun problème, tant le lancement d'Autolib' dans l'urgence passait bien au-dessus de ces considérations, mais la situation s'est gâtée et le Ministère de l'Intérieur semble bloquer toute nouvelle implantation, ceci valant cette fois non seulement pour les véhicules Autolib', mais pour tout véhicule électrique.

Certes, les précautions nécessaires s'imposent, mais si l'on veut vraiment, et je crois que nous le voulons tous, favoriser le véhicule électrique, les tergiversations actuelles vont à l'encontre de l'intérêt général et on ne peut que s'étonner du retard qui est pris par le Gouvernement, qui met là un vrai frein à la diffusion des véhicules électriques.

Arrivons à quelques éléments financiers.

50 stations vont donc passer du sous-sol à la surface et le coût va passer aussi de 50.000 à 60.000 euros.

Pourquoi cette augmentation ? Nous n'en avons aucune justification.

Parlons aussi des équipements en bornes de recharge ; à qui sont destinées celles qui seront installées sur les zones de livraison. Je vous rappelle que la nuit, y circulent des véhicules particuliers ; aux véhicules de livraison la journée ? Mais alors, ces emplacements seront pris par des véhicules qui vont stationner plus longtemps, et à ce moment-là, que feront ceux qui viendront livrer ?

Quant aux bornes destinées à être installées dans les stations-services, leur présence exige d'abord le maintien de stations-services en nombre suffisant, mais j'y reviendrai tout à l'heure.

S'agissant du prix, enfin, de l'installation des bornes, il est annoncé, pour 300 bornes, à 1,26 million d'euros, soit 4.200 euros par borne, mais qu'en est-il du coût de voirie qui, lui, n'est pas mentionné.

Je voudrais dire que ces remarques devaient être faites, afin que les membres de notre Conseil disposent d'une information complète.

Je vous invite donc, en conclusion, à suivre ma dernière réflexion, puisque je vais rectifier les déclarations de Mme HIDALGO, dont je déplore l'absence dans notre hémicycle, déclarations dans "Le Parisien" dimanche dernier, puisque, selon elle, "la droite parisienne est contre Autolib'". Je crois que cela fait plaisir à la candidate ; malheureusement, c'est faux. Nous avons voté pour Autolib' et, aujourd'hui, nous voterons encore pour Autolib', tout en maintenant notre vigilance sur les conditions de l'exploitation. Mes chers collègues, rétablissons les vérités !

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

La dernière intervenante sur ce projet de délibération est Mme Aline ARROUZE.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je ne vous cacherai pas un certain étonnement à la lecture du projet de délibération qui nous est présenté.

Le service Autolib' se porte bien, très bien même ; en témoignent le nombre d'abonnements comptabilisés à Paris ou dans les villes membres d'Autolib' Métropole, d'ailleurs.

Signe de la bonne santé d'Autolib', des communes émettent le vœu de rejoindre le syndicat, et ce sont d'heureuses nouvelles, mais dans le même temps, et de façon assez contradictoire, il nous est proposé, aujourd'hui, de porter la subvention d'investissement de 50.000 euros par station à 60.000 euros, ce qui représente une hausse de près de 25 %.

Au moment où des arbitrages budgétaires sont demandés, le groupe P.C.F.-P.G. réaffirme clairement et prioritairement son attachement au financement de services en régie municipale.

Or, avec Autolib', nous sommes dans le cas d'une délégation de service public, dans laquelle le gestionnaire bénéficie du paiement des usagers. Du reste, le groupe Bolloré me paraît tout à fait en mesure de supporter les coûts d'investissement supplémentaires qui nous sont proposés aujourd'hui.

Enfin, je souhaiterais profiter de l'occasion pour évoquer la politique tarifaire d'Autolib'. Si l'accès à Autolib' est abordable pour un grand nombre de Parisiens, il faut le reconnaître et le saluer, la tarification constitue pour certains Parisiens un réel frein au développement d'Autolib'. Avec un abonnement annuel à 120 euros et une tarification de 5,5 euros la demi-heure, il s'agit d'un ticket d'entrée important. Une après-midi, c'est-à-dire 4 heures, revient, pour un usager, à un peu plus de 40 euros la location hors abonnement.

Un effort de notre Ville aurait pu se comprendre s'il avait concerné la tarification.

Ce sont les raisons pour lesquelles notre groupe s'abstiendra sur ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole pour répondre à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci.

Je rappelle que de même que je rapportais le précédent projet de délibération parce que, pour des raisons juridiques, la première adjointe ne pouvait pas le faire, puisqu'elle est présidente de l'A.P.U.R., je rapporte celui-ci, puisque, pour les mêmes raisons juridiques, Julien BARGETON ne peut pas le rapporter.

Vous ne m'en voudrez pas si je n'ai pas une connaissance extrêmement précise du sujet, mais je vais néanmoins essayer d'éclairer nos débats.

Ce projet de délibération comporte deux modifications aux conventions d'origine conclues avec le groupe BOLLORÉ.

D'abord, cinquante stations qui étaient initialement prévues dans des parkings souterrains seront, si j'ose dire, ramenées à l'air libre, pour des raisons qui sont techniques. Et je suis très étonné d'entendre Mme DOUVIN dire que c'est bien étrange qu'un Gouvernement, qui prétend favoriser les énergies nouvelles, refuse d'installer des stations dans des parkings. Mais, Madame, il s'agit de considérations purement techniques. Si la Préfecture de police...

Vous permettez ? Je ne vous ai pas interrompue, Madame.

Je disais donc que si la Préfecture de police conduit actuellement des études, des discussions sur ce sujet, c'est parce que c'est un vrai problème de sécurité. Je n'y connais strictement rien, mais je sais que la Préfecture de police n'autorisera, le cas échéant, l'implantation de ces stations dans les parkings que lorsque la sécurité sera absolument garantie. Je ne connais personne dans cette enceinte qui puisse le lui reprocher. C'est le premier point.

Le deuxième point, c'est l'implantation de 300 bornes supplémentaires pour recharger les véhicules tiers, c'est-à-dire les véhicules qui n'appartiennent pas au système Autolib'. L'objectif, vous le savez, pour nous, est d'implanter 700 ou 750 bornes de recharge, et donc il s'agit d'un nouveau pas en avant vers cet objectif, qui je pense est partagé par tout le monde.

Deuxièmement, l'amendement du groupe "Verts" m'étonne un peu, parce qu'on nous explique - je reprends le texte - qu'il faut que les recharges soient possibles sans abonnement, mais c'est déjà le cas. Je rappelle ce qu'est un abonnement en français : c'est une somme qu'on doit payer tous les ans ou tous les six mois, en tout cas que l'on doit payer de manière régulière, pour avoir accès à un service. Là, la seule somme que l'on ait à payer, c'est effectivement une somme de frais administratifs de 15 euros, mais vous la payez pour 5, 10 ou 15 ans - je ne sais pas combien de temps durera le système Autolib' - mais ce n'est pas un abonnement. En français, un abonnement est quelque chose de périodique.

Donc ce vœu n'a pas, à ma connaissance, de raison d'être et je donnerai donc un avis défavorable.

Puis, vous avez abordé les aspects financiers, ce fut le cas d'ailleurs de Mme DOUVIN et ce fut le cas de Mme ARROUZE. Elles ont posé une question qui est effectivement très pertinente : pourquoi est-ce que l'installation d'une station, qui était de 50.000 euros, passe à 60.000 euros ? C'est très simple, c'est parce que lorsque nous avons conclu le premier contrat, nous avions conclu un contrat sur l'installation d'un grand nombre de stations et donc nous avons bénéficié de ce que l'on appelle des économies d'échelle. En revanche, la renégociation sur ces stations porte sur un beaucoup plus petit nombre, et donc le prix est un peu supérieur. Mais je m'empresse de préciser que c'était une différenciation de prix qui existait dès l'origine dans le contrat.

Puis, au-delà de ces préoccupations particulières, je voudrais insister sur le fait que, contrairement à ce qu'ont laissé entendre deux des orateurs précédents, notre contrat avec BOLLORÉ a été négocié sur des bases que je trouve tout à fait équilibrées.

Nous avons payé l'investissement. BOLLORÉ se charge, grosso modo, de la gestion. BOLLORÉ a accepté d'apporter, je crois, 50 millions de capital dans la société, si je ne me trompe, pour le début du système et a accepté de prendre en charge 60 millions de déficit éventuel - je dis bien éventuel. Tout ceci me paraît équilibré.

J'ajoute que le groupe BOLLORÉ, ou la société qui le représente, a déposé au comité directeur du syndicat mixte Autolib', un premier compte financier qui a été déposé, je crois, fin septembre. Je rappelle que les comptes et tous les documents du syndicat mixte sont accessibles à toutes les collectivités, dont des collectivités de couleurs politiques extrêmement différentes, mais si je dis cela c'est parce que nous aurons évidemment l'occasion d'en reparler ici.

Pour résumer, je donne un avis défavorable au vœu n° 72.

Je donne un avis défavorable au vœu n° 73.

Et j'engage le Conseil de Paris à adopter le projet de délibération DVD 164.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci beaucoup.

J'ai une demande d'explication de vote de Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, Alexis CORBIÈRE et moi-même avions voté contre la mise en œuvre d'Autolib', et les raisons évoquées hier restent toujours valables. Nous voterons contre ce projet de délibération car la voiture électrique n'est pas une voiture zéro pollution, qu'il s'agisse du lithium des batteries ou de l'électricité consommée issue principalement du nucléaire. Mais surtout vous avez offert sur un plateau une affaire très rentable au secteur privé. Comme Vélib', la collectivité subventionne une activité exploitée par le privé qui empoche les bénéfices. Eh oui, la Ville investit 50.000 euros, plus l'augmentation pour chaque borne, chaque station, et BOLLORÉ encaisse les bénéfices.

Autolib' n'est pas un service public, c'est un service rendu au public, mais un service marchand, cher pour l'usager et lucratif pour BOLLORÉ, dont les bénéfices permettent à ce groupe de rétribuer ses actionnaires.

Tout le monde sait quel est ce monsieur BOLLORÉ, la troisième fortune de France, l'un des plus fiers représentants de l'oligarchie française qui possède nombre de médias, l'ami de vingt ans de M. SARKOZY, le nouvel électeur et proche de HOLLANDE et de Mme HIDALGO, mais ce groupe BOLLORÉ prévoit l'entrée en bourse de la filiale en charge d'Autolib', Blue Solution. C'est déjà annoncé, donc est-ce là notre rôle, mes chers collègues ? Je terminerai en disant qu'on ferait mieux au contraire de municipaliser ce service et le faire évoluer. Ne laissons pas Paris aux intérêts privés.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Alors je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 72 du groupe E.E.L.V.A avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu n° 73 du groupe U.M.P.P.A. avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Et je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 164.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 164).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux questions écrites déposées au Conseil de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen de vœux non rattachés. Le vœu n° 74 est relatif aux questions écrites déposées au Conseil de Paris.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT, pour une minute.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Lorsque le Conseil de Paris a eu à se prononcer sur son règlement intérieur, il y a quelque année, il a supprimé la partie du Conseil qui comportait les questions orales présentées en séance, au motif que cela prenait beaucoup de temps et qu'il fallait donc aller vers des questions écrites, avec un engagement de l'Exécutif de répondre dans un délai très court. Un délai d'un mois qui pourrait éventuellement être porté à un mois supplémentaire. Le résultat est que ce délai n'est quasiment jamais tenu.

Notre vœu vise à rappeler l'engagement qui a été pris et à demander qu'il soit tenu. Certes, on est en fin de mandat, mais il n'y a aucune raison, sinon on sait très bien que certaines questions, d'ici la fin du mandat, n'auront pas de réponse et que le prochain Exécutif ne se sentira pas nécessairement lié par les questions posées avant l'échéance de renouvellement.

Donc, on souhaite que non seulement il y ait le vœu voté mais que, d'ici la prochaine séance, nous ayons des réponses à ces questions.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole pour la réponse à M. GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je trouve que le retard apporté aux réponses aux questions écrites est effectivement déplorable, et ce n'est pas d'ailleurs une spécificité de la Ville de Paris, tous les parlementaires vous diront que les réponses aux questions écrites apportées par le Gouvernement aux sénateurs et aux députés sont très souvent très en retard. Mais ce n'est évidemment pas une excuse, et je crois que tout doit être tenté pour raccourcir ce délai. J'ajoute que, pendant sept ans, j'ai moi-même exercé une pression très forte sur mes collaborateurs au Cabinet pour que ces réponses soient accélérées.

Sur le principe, je n'ai rien à redire à ce vœu et je lui donnerai un avis favorable à une condition, c'est que l'on supprime l'obligation pour le Maire de Paris ou le Préfet de police, s'ils n'ont pas répondu dans le délai réglementaire, de venir répondre oralement en séance, parce que ce serait ressusciter par un biais les questions orales, que justement le Conseil de Paris a supprimées dans son règlement.

Si le groupe "Vert" accepte de supprimer le membre de phrase : "et qu'à défaut le Maire de Paris", etc., je donnerai un avis favorable. Sinon je donnerai un avis défavorable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur CONTASSOT, acceptez-vous cet amendement oral ?

M. Yves CONTASSOT. - Cela ne pose aucun problème, d'autant plus que c'est un engagement du Maire et de l'Exécutif de répondre par écrit. Donc j'ai un peu de mal à comprendre pourquoi on nous demande de revenir sur cette partie puisque les engagements sont faits pour être tenus.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Donc, vous acceptez l'amendement. A partir de là, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 74 ainsi amendé avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 252).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités territoriales.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Les vœux n^{os} 75 et 75 bis ont trait à la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités territoriales.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un sujet dont nous avons déjà eu l'occasion de parler dans cette enceinte, la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

Malheureusement, ce qui s'annonce pour 2014 et 2015, c'est à nouveau une baisse des dotations de l'Etat aux collectivités et à notre collectivité en particulier.

Au niveau national, c'est un milliard d'euros de moins pour les collectivités locales et probablement, d'après les échos que nous avions, 100 millions d'euros en moins pour la collectivité parisienne.

C'est la raison pour laquelle nous présentons ce vœu qui vise à ce que le Conseil de Paris interpelle l'Etat afin que nous ne subissions pas ces baisses de dotations qui nous empêcheraient de mener un certain nombre de politiques de solidarité et de service public dont les Parisiennes et les Parisiens ont besoin.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Monsieur le Maire, je crois que ce sujet est venu suffisamment en discussion devant le Conseil de Paris pour que chacun mesure bien son importance.

Nous avons de longue date, depuis des années, souligné effectivement que beaucoup de charges ont été transférées aux collectivités locales, sans que les ressources correspondantes suivent.

C'est un dispositif qui commence dans les années 2002-2003, qui s'est poursuivi et qui grève, je crois que le Président BROSSAT a raison de le souligner, lourdement les finances parisiennes, parce qu'il touche les dépenses sociales, c'est-à-dire notamment les aides sociales obligatoires qui s'élèvent, je le rappelle, à plus d'un milliard.

Mais voyez-vous, Monsieur le Président BROSSAT, nous ne sommes pas restés sans réagir et, dès que le nouveau Gouvernement s'est installé, nous avons demandé au Premier Ministre Jean-Marc AYRAULT - c'est le Maire de Paris en personne qui l'a fait dans une longue conversation avec le Premier Ministre - de se pencher en priorité sur certains dossiers qui nous étaient chers et nous avons obtenu des résultats.

Je vais en énumérer quatre, ils figurent dans le vœu de l'Exécutif.

Premièrement, le Gouvernement a apuré l'arriéré dû à la Ville de Paris sur les crédits du logement social.

Deuxièmement, le Gouvernement a accepté de céder à la Ville de Paris la caserne de Reuilly à un prix très préférentiel, ce qui nous permettra de consacrer une grande partie de ses surfaces au logement social.

Troisièmement, la circulaire prise par Mme la Garde des Sceaux en matière de répartition de l'effort mobilisé pour les mineurs étrangers isolés entre tous les départements français et non plus, comme précédemment, principalement à Paris et en Seine-Saint-Denis, va permettre, malgré les batailles de retardement de certains élus de droite - je pense notamment à M. ARTHUIS dans la Mayenne -, va permettre à la Ville de Paris de faire des économies qui s'élèveront à un montant d'environ 10 à 15 millions d'euros.

Quatrièmement, le Gouvernement a suscité une réflexion dans le cadre du Comité des finances locales pour garantir aux départements un certain nombre de ressources pérennes pour payer les allocations de solidarité dont je viens de parler. Ces travaux sont en cours, mais je crois pouvoir dire qu'ils aboutiront pour Paris à des sommes non négligeables.

Donc, le vœu que j'ai déposé demande à ce que ce dialogue que nous qualifions de constructif et d'exigeant avec le Gouvernement se poursuive et aussi que, dans les efforts de péréquation qui nous sont demandés, le législateur prenne en compte ce qu'est notre politique, c'est-à-dire une politique qui est orientée prioritairement, vous le savez, vers le logement social, parce que ce n'est pas tout à fait la même chose d'être une commune aisée comme Neuilly et de ne jamais construire de logements sociaux et d'être une commune aisée comme Paris et de consacrer 500 millions par an au logement social.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur BROSSAT, compte tenu de ces propositions et de ces explications, est-ce que vous retirez le vœu ?

M. Ian BROSSAT. - Notre vœu est maintenu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je pense qu'il y a un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 75.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 253).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au mobilier urbain publicitaire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 76 est relatif au mobilier urbain publicitaire.

Je donne la parole à Mme Brigitte KUSTER qui n'est pas là.

Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

A l'occasion des grands travaux, les mobiliers urbains publicitaires doivent être déplacés durant la durée des chantiers. Pour chaque panneau, c'est une seule implantation qui est proposée aux maires d'arrondissement.

Nous avons donné dans le 17e arrondissement un avis défavorable, en raison de la trop grande proximité d'habitations, au choix particulièrement inapproprié des sites qui nous a été proposé.

Je rappelle que, pour ces mobiliers urbains, les panneaux peuvent mesurer jusqu'à 8 mètres carrés.

Nous considérons que l'avis de la mairie d'arrondissement n'est jamais respecté et que la suppression provisoire de ces panneaux pendant la durée des travaux devrait pouvoir être envisagée.

C'est pourquoi notre vœu consiste à ce que l'avis de la mairie d'arrondissement soit suivi pour l'occupation temporaire de l'espace public, particulièrement lorsqu'il s'agit d'implantation de mobiliers urbains publicitaires.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour répondre, je donne la parole à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

En préambule, je voudrais d'abord rappeler que la Municipalité actuelle a fait beaucoup d'efforts et continuera à en faire sur la réduction des surfaces dédiées à la publicité sur le territoire de la Ville de Paris.

Depuis juillet 2011, nous avons un nouveau Règlement local de publicité qui limite à 8 mètres carrés la taille de ces affichages publicitaires contre 12 mètres carrés actuellement.

J'entends bien qu'il n'est pas totalement entré en vigueur, mais pour des raisons qui tiennent, vous le savez, à la réglementation nationale et notamment à un amendement proposé par un député U.M.P. en 2011, qui a allongé le délai de transition.

Je crois que le Gouvernement actuel est en train de réfléchir à un retour sur cette situation juridique, mais, en tout cas, elle n'est pas imputable à la Ville de Paris. Nous avons indiqué dans le règlement local de publicité que nous souhaitions revenir exclusivement à des panneaux plus petits.

Deuxièmement, le nombre de mobiliers publicitaires a diminué de 20 % depuis 2007 et il nous semble que cet effort n'est pas négligeable.

Revenons-en maintenant au problème très précis évoqué par le vœu du groupe U.M.P., de Mme KUSTER et de Mme DOUVIN.

Il existe d'ores et déjà des concertations sur l'implantation du mobilier, qu'il soit publicitaire ou pas. Je me souviens d'une discussion que j'ai eue tout récemment avec Mme KUSTER sur les bancs publics du 17e arrondissement et, j'ai fait vérifier : Mme KUSTER décide bel et bien d'installer un banc à tel ou tel endroit et c'est elle qui a le dernier mot, ce qui me paraît d'ailleurs assez normal, c'est quand même elle qui a en charge la gestion de ce genre d'équipements.

Que la concertation actuelle sur les panneaux publicitaires ne soit pas absolument parfaite, j'avoue que je peux difficilement vous répondre parce que je ne suis pas spécialiste des problèmes de voirie, mais je voudrais dire ici que je souhaite - et la Municipalité souhaite - que cette concertation, dans l'immense majorité des cas, aboutisse. Cela me paraît tout à fait normal que, sur des problèmes techniques comme celui-là, l'avis des services de l'Hôtel de Ville et l'avis de la mairie d'arrondissement finissent par se concilier.

En revanche, je ne peux pas adopter la formulation du vœu qui souhaite que ce soit la mairie d'arrondissement qui décide toute seule. Quand un avis est obligatoirement suivi, cela s'appelle en droit un avis conforme et cela signifie que c'est celui qui donne l'avis qui a le dernier mot, ce n'est pas possible.

Je donnerai, à mon grand regret, un avis défavorable sur ce vœu, bien que je partage le souci de concertation de Mme KUSTER et de ses 19 collègues d'arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 76 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création du Conseil de l'Immobilier de la Ville.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu n° 77 est relatif à la création du Conseil de l'immobilier de la Ville de Paris.

Je donne la parole à M. Jean-François LEGARET, pour une minute.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu que nous avons déposé et cosigné avec les membres de notre groupe qui étaient membres de la M.I.E. sur la stratégie immobilière. C'est une des recommandations que nous avons adoptées à l'unanimité, donc, on s'étonnait finalement que le Maire n'ait pas encore pris un arrêté.

Je voudrais rappeler que ce rapport a été rendu public en mars 2013 et que parmi les recommandations qui ont été faites, il y a le fait de pouvoir bénéficier de la mise en place du Conseil de l'immobilier de la Ville de Paris de manière à pouvoir disposer d'un certain nombre de données pour la préparation des budgets.

Je voudrais rappeler qu'après que nous ayons adopté ce rapport de la M.I.E., la Chambre régionale des comptes a également émis des recommandations dont le Maire de Paris devrait tenir compte, notamment les recommandations 4, 5 et 6, que nous rappelons dans notre vœu, qui induisent très nettement, non seulement la possibilité, mais l'impératif de mettre en place ce Conseil immobilier de la Ville.

Je ne veux pas recommencer le débat que nous avons eu hier à l'ouverture de la séance sur les orientations budgétaires, mais je voudrais rendre à nouveau Bernard GAUDILLÈRE attentif à la recommandation n° 6 de la Chambre régionale des comptes sur la nécessité de disposer d'un tableau exhaustif sur les actifs immobiliers de la Ville de Paris pour préparer en bonne et due forme et en bonne connaissance de cause les orientations budgétaires 2014.

Le compte à rebours est largement entamé, et je pense qu'il est vraiment indispensable de rappeler au Maire de Paris qu'il suffit d'un arrêté à sa signature pour créer et mettre en place ce Conseil immobilier de Paris, et je crois que l'on a suffisamment tardé.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEGARET.

Monsieur GAUDILLÈRE, vous avez la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je commencerai par répondre tout de suite à la question précise posée.

Oui, Monsieur le Président LEGARET, il y aura avant la fin de l'année un arrêté créant le Conseil et donnant le mode de désignation. C'est un point réglé sur lequel il n'y aura aucune équivoque. J'ai pris des assurances auprès du Cabinet du Maire qui m'a donné une approbation formelle sur ce point.

Deuxièmement, je déplorerais, mais en souriant, qu'un certain considérant du vœu parle de l'inexistence d'un pilotage patrimonial. Je trouve que c'est très excessif.

Pour m'occuper beaucoup de ces questions, puisqu'il se trouve que je préside le groupe de pilotage du compte foncier de la Ville de Paris, je peux vous dire au contraire que nous avons une idée assez précise de ce que nous voulons faire, que les cessions que nous programmons, nous savons dans quel ordre elles sont programmées, nous savons les critères auxquels obéissent ces projets de cession, bref, l'expression d'inexistence de pilotage patrimonial me paraît exagérément polémique.

Il y a peut-être une deuxième divergence que j'ai avec vous, mais c'est une divergence pratique, pas du tout une divergence de fond. Je ne pense pas qu'il faille mêler l'examen de la stratégie immobilière de la Ville de Paris, qui est un vrai sujet méritant un débat d'une heure ou deux - c'est un sujet fondamental - qui doit avoir lieu une fois par an : je suis totalement de votre avis. Mais je ne suis pas sûr que l'on puisse le mêler, pour des raisons purement pratiques, au débat d'orientation budgétaire de novembre et a fortiori, au débat budgétaire tout court de décembre.

Cela, vraiment, je ne le crois pas.

Nous reparlerons du rapport de la C.R.C. sur le domaine public. Nous ne retenons pas toujours tout ce que dit la C.R.C.

C'est la raison pour laquelle, sous réserve de ce que je vous ai dit, c'est-à-dire de l'engagement formel que j'ai pris avec l'approbation du Cabinet du Maire, vous puissiez retirer ce vœu puisque vos souhaits légitimes sont en quelque sorte satisfaits.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Si j'ai bien compris, Monsieur LEGARET, on vous demande de retirer ce vœu.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je fais une autre proposition. Si le considérant pose vraiment problème, on peut le retirer et adopter ce vœu puisqu'il ne fait que reprendre les recommandations de la M.I.E. et les recommandations de la C.R.C. que nous avons citées in extenso et sans les transformer.

Je dis simplement, je redis à Bernard GAUDILLÈRE : recommandation n° 6, pas de nous, mais de la C.R.C. ! "Inclure un tableau présentant le plan pluriannuel d'investissement et son financement, ainsi que son état d'avancement dans les documents du débat d'orientation budgétaire".

Vous admettrez que ce sera un peu court pour le faire pour le dernier exercice de la mandature. Avec un peu d'anticipation et de rétro planning, on aurait pu tenir compte de cette recommandation qui n'est pas la nôtre, qui est la recommandation de la Chambre régionale des comptes.

Je redis vraiment à Bernard GAUDILLÈRE, sur un sujet qui avait donné lieu à un rapport adopté à l'unanimité par la M.I.E. et par le Conseil de Paris, il serait utile que ce vœu soit consensuel, quitte à revoir le libellé de tel considérant.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je vais vous répondre, Monsieur le Président. Encore une fois, ce débat n'est pas du tout un débat de principe mais un débat de modalités pratiques.

Le rapport de la M.I.E. ne demandait pas, sauf erreur de ma part, à mêler le débat immobilier et le débat budgétaire, nous sommes d'accord.

La Chambre régionale des comptes, il est vrai, a fait cette proposition. Je vous indique qu'a priori, elle ne nous paraît pas pouvoir être appliquée pour des raisons pratiques.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu de mélanger les deux débats, parce que chacun de ces débats est très important et très lourd. Je ne vois donc pas comment on pourrait les mélanger.

Donc dans votre vœu, beaucoup de choses me gênent : le considérant sur l'inexistence d'un pilotage patrimonial, mais aussi ce mélange entre débat budgétaire et débat immobilier que nous récusons, je n'hésite pas à le répéter.

Puisque vous avez satisfaction sur la création du Conseil de l'immobilier, et je le dis avec beaucoup de conviction, vous avez raison de le demander, je souhaiterais que vous retiriez le vœu.

Sinon, je donnerai un avis défavorable : ce n'est pas un problème.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je ne vais pas poursuivre un débat qui tourne un peu au dialogue de sourds.

Nous maintenons ce vœu en enregistrant avec satisfaction certaines avancées et notamment l'annonce faite par Bernard GAUDILLÈRE de la prise très prochaine d'un arrêté par le Maire de Paris.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur GAUDILLÈRE, sur ce vœu qui est maintenu ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Défavorable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu étant maintenu, je le mets aux voix, à main levé, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'immeuble T8.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu non rattaché n° 78, relatif à l'immeuble T8.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT, pour une minute.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

La jurisprudence communautaire procède à une analyse proche de celle du Conseil d'État pour faire le distinguo entre marché de travaux et marché public immobilier.

Pour qu'il y ait marché public de travaux, il faut que la personne publique soit à l'initiative de la réalisation de l'ouvrage et ait défini les caractéristiques de celui-ci.

Or, lorsqu'on regarde ce qui s'est passé, on voit que dans la promesse d'échange entre la Ville de Paris et Neximmo, un article indique la possibilité pour la Ville de demander des modifications pour l'immeuble, à charge pour Neximmo de voir si c'est techniquement possible et s'il n'y a pas de modification sur le plan financier.

De la même manière, quand le protocole d'échange est passé le 10 mai 2010, il est passé cinq mois avant que Neximmo soit en possession du permis de construire.

On voit donc bien que l'on a une vraie difficulté, à tout le moins, pour dire que l'on n'est pas dans un marché de travaux. Et il nous semble que les réponses que nous avons eues qui font référence, au plan générique, au droit

communautaire sans dire de manière très précise ce qui s'est passé pour l'immeuble T8, ne sont pas suffisantes et donc, nous demandons à avoir des éléments beaucoup plus précis en la matière.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Camille MONTACIÉ.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - Merci, Monsieur le Président.

Monsieur CONTASSOT, effectivement, la Ville de Paris a acquis la propriété, non pas du T8 en fait, mais d'une partie seulement de cet immeuble.

Cet immeuble est construit par Neximmo, comme vous l'avez dit, et il contient deux bâtiments avec des aires de livraison, des espaces verts, des logements et des commerces. Il ne comprend donc pas que les bureaux qui sont aujourd'hui achetés par la Ville.

C'est un premier élément : la Ville de Paris n'a choisi d'acquérir qu'une partie du bâtiment.

Elle l'a acquis au moyen d'un échange sans soulte avec des biens immobiliers qu'elle possédait rue de Rome, rue de Vienne et autres.

Ensuite, dès l'origine, ces volumes étaient destinés à être commercialisés. Il s'agit donc tout simplement d'un achat.

Le dossier de demande du permis de construire délivré le 24 juin 2009, montre que la Ville n'est intervenue, en aucune façon, dans la construction. Elle n'a jamais été maître d'ouvrage de cette opération.

Il y a eu à la marge, à la demande des syndicats, des modifications sur les fenêtres pour créer des ouvrants, parce que ceux qui allaient travailler là auraient eu l'impression d'être excessivement enfermés dans cet immeuble. Cela représente 80.000 euros de travaux qui ont été effectués par Neximmo à la demande de la Ville.

Cela ne fait absolument pas de la Ville le maître d'ouvrage du T8, bien entendu.

Dans ces conditions, dans la mesure où la Ville n'a jamais été maître d'ouvrage, la directive communautaire en matière de marchés publics ne trouve pas à s'appliquer.

Quant au marché d'aménagement en bureaux des plateaux du T8, parce qu'il faut bien aménager cet espace, il a été attribué le 1er octobre par la C.A.O. que je préside, à la société "Effage" pour la somme de 7.600.000 euros.

Il s'agit d'une offre existante sur le marché de l'immobilier, c'est un simple achat, et ce n'est pas la Ville qui a défini les caractéristiques de l'immeuble puisqu'elle s'est contentée d'aménager les locaux en passant un marché.

Est-ce que ces précisions vous paraissent suffisamment claires ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur CONTASSOT ?

Si j'ai bien compris, Madame Camille MONTACIÉ, vous donnez un avis défavorable à ce vœu ou alors M. CONTASSOT le retire ?

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - C'est une demande de précision, ce n'est pas un vœu, en fait.

M. Yves CONTASSOT. - Le vœu, Mme MONTACIÉ y a répondu favorablement puisqu'elle a donné des éléments de réponse. Après, on portera un jugement sur le contenu de la réponse, mais le vœu a été exaucé.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Donc, on retire le vœu, c'est cela ?

M. Yves CONTASSOT. - Bien sûr !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif au travail de nuit et au travail dominical.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif à l'extension du travail dominical.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur du Forum des Halles.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur Haussmann - Grands magasins.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur de Bercy village.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux salariés de l'enseigne Séphora des Champs-Elysées.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux zones touristiques de la Capitale.

Vœu déposé par Mme GOLDGRAB, MM. ALAYRAC et BROS relatif au périmètre des zones touristiques et au travail dominical.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés, toujours, et je vous propose d'examiner conjointement les vœux numérotés de 80 à 88 et 88 bis qui ont trait au travail dominical et en soirée.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT, pour une minute. Il s'agit du vœu n° 80.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un sujet dont nous avons eu l'occasion de parler à de très nombreuses reprises ici au Conseil de Paris, mais la campagne des élections municipales a fait que ce sujet est revenu sur le devant de la scène.

C'est le sujet du travail dominical et du travail de nuit.

Nous avons eu l'occasion, dans ce Conseil de Paris, de dire à de nombreuses reprises les conséquences néfastes d'une généralisation ou d'une extension du travail dominical dans la Capitale. Il en est de même, d'ailleurs, pour le travail de nuit dont nous savons les conséquences sur la santé des personnes concernées.

C'est la raison pour laquelle nous présentons ce vœu qui vise à ce que le Conseil de Paris réaffirme son opposition à l'ouverture nocturne des commerces et au travail dominical, et qu'il demande le respect de la loi sur cette question, sachant qu'aujourd'hui, ce sont des syndicats qui sont amenés à demander le respect de la loi. Or, nous, nous considérons que c'est à la puissance publique de faire exercer le droit.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. VUILLERMOZ au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. SAINT-ETIENNE.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Monsieur le Maire, l'ouverture des magasins le dimanche est un sujet qui vous embarrasse ou plutôt embarrasse l'unité de votre Majorité.

Pour vous simplifier la vie, vous avez décidé de ne rien faire.

Pourtant, depuis la loi MALLIÉ de 2009, vous disposez de toutes les cartes en main pour faire évoluer la situation. C'est vous qui pouvez proposer la création de nouvelles zones touristiques ou la création de P.U.C.E. dans la Capitale.

Actuellement, Paris compte sept zones touristiques dans lesquelles les commerces ont la possibilité d'ouvrir le dimanche.

Sept zones touristiques mais situation absurde : les grands magasins, le Forum des Halles et Bercy Village en sont exclus !

Le secteur des grands magasins, c'est la vitrine de Paris dans le monde ; le Forum des Halles, c'est le ventre de Paris au carrefour des transports d'Ile-de-France qui fait l'objet d'un plan très coûteux de réhabilitation et Bercy Village, dont la vocation d'origine était de créer un endroit mêlant activités culturelles et zones commerçantes, pour valoriser un nouveau quartier, est un endroit essentiel de Paris.

C'est la création de milliers d'emplois qui est en jeu dans le cadre d'accords d'entreprise préservant les droits des salariés. Le tourisme est la première activité économique de Paris et le shopping la deuxième motivation des visiteurs.

L'impossibilité d'ouverture le dimanche ou en nocturne dans ces secteurs clés, c'est un coup de poignard dans le cœur de Paris. Alors que les tours opérateurs organisent des voyages shopping à Londres le dimanche, votre obstination à refuser toute initiative depuis 2009 fait preuve d'une étrange passivité.

Tous les sondages montrent que les Parisiens sont très largement favorables à une extension de l'ouverture des magasins le dimanche.

Apparemment, votre temps d'avance s'est transformé en temps de retard.

Depuis plusieurs années, nous vous appelons à adapter la ville au rythme des Parisiens qui ont changé, mais vous n'êtes plus en phase avec le Paris d'aujourd'hui.

Pour les salariés également, c'est du pouvoir d'achat en plus. Vous avez oublié le pouvoir d'achat. Il ne vous aura pas échappé que ce sont désormais les salariés qui défendent cette liberté de pouvoir travailler contre la volonté de certaines forces archaïques.

A plusieurs reprises, nous vous avons demandé de faire une expérimentation de l'ouverture dominicale des commerces. Dans cette perspective, nous vous avions ainsi proposé de lancer une concertation entre les partenaires sociaux.

Jusqu'ici, vous y avez opposé une raison de principe, une opposition philosophique, disiez-vous ; ce sont les mots du Maire de Paris.

La candidate socialiste semble avoir effectué un revirement sur cette position, mais surprise ! Le Journal du Dimanche publiait ce week-end une tribune dans laquelle le Maire rappelait son principe absolu d'en faire - je cite - "un jour chômé".

Nous vous demandons à nouveau de faire l'expérimentation d'une ouverture dominicale ou en nocturne des commerces pour les trois secteurs (Haussmann, Forum des Halles, Bercy-Village), en accord avec la population et dans le cadre d'accords avec les salariés.

Dans le même temps, il apparaît indispensable de réviser les périmètres des zones touristiques existantes parce qu'ils ne sont plus adaptés à la réalité de l'activité et de la vie de ces quartiers spécifiques de Paris parce qu'ils créent des situations de distorsion de concurrence entre des commerces qui peuvent ouvrir ou non d'une rue à l'autre, sans véritable logique interne de quartier. C'est le cas, par exemple, dans le Marais ou dans le secteur de Montmartre.

Le Gouvernement mène une politique qui prive les travailleurs de la liberté de travailler et du pouvoir d'achat qui va avec. Paris doit se libérer de ses visions archaïques, comme notre ville doit s'arracher à la nuit noire à laquelle aboutit votre politique dite culturelle et festive, comme le titrait Le Parisien vendredi dernier. Le temps est venu du renouveau à Paris.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

En 2009, la Préfecture de Paris avait remis au Ministère du Travail un rapport sur l'ouverture dominicale des magasins à Paris qui dénonçait la problématique liée au périmètre des zones touristiques et des améliorations possibles.

Aucune suite ne fut donnée à ce rapport.

Mme HIDALGO a déclaré récemment qu'il fallait - je cite - "tenir compte de l'évolution des rythmes de vie" et qu'elle n'était pas hostile à revoir le périmètre des zones touristiques. Pas plus tard que ce dimanche, elle a précisé qu'elle n'était pas hostile à ce que l'on regarde ce qui marche et ce qui ne marche pas.

Notre groupe souhaite une extension des zones touristiques de façon modérée, et j'insiste "de façon modérée". Nous ne sommes pas favorables à une généralisation du travail du dimanche mais nous souhaitons améliorer le dispositif actuel.

A travers ce vœu, nous demandons simplement à la Ville de montrer qu'elle aussi n'est pas hostile à une extension raisonnable - je dis bien "raisonnable" - du travail dominical. J'espère que vous pourrez montrer aux Parisiens la cohérence de vos déclarations dans la presse avec des décisions prises en Conseil de Paris.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Laurence GOLDGRAB, une minute.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, le vœu déposé par les élus Radicaux de Gauche propose que soient menées des études d'impact économique et social sur l'évaluation des sept zones touristiques et sur l'hypothèse de l'ouverture de commerces 12 dimanches par an au lieu de 5 aujourd'hui.

Concernant les zones touristiques, notre vœu propose une actualisation de la délimitation des sept zones touristiques parisiennes et, plus largement, que soit ouverte une discussion avec les partenaires sociaux et les associations de commerçants sur l'opportunité de l'extension de telles zones.

Il s'agit là de répondre au nouveau rythme de vie très dense des Parisiennes et des Parisiens, aux intérêts des salariés eux-mêmes, avec l'ouverture de discussions avec les partenaires sociaux.

Il faut que la discussion, bien sûr, ait lieu également avec les commerçants et les riverains, et nous souhaitons lancer ce débat.

Je relève également que le Maire lui-même, ce dimanche, indiquait dans une tribune : "Je suggère que nous ne refusions pas de faire évoluer notre dispositif".

Nos propositions s'inscrivent dans cette dynamique et c'est dans ce sens que notre vœu a été déposé.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, une minute.

Il n'est pas là.

Pour répondre, et après, il y aura les explications de vote, Madame Lyne COHEN-SOLAL, adjointe très compétente.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, nous avons six vœux relatifs aux ouvertures dominicales de commerces à Paris, deux relatifs aux ouvertures nocturnes, auxquels vient s'ajouter celui que j'ai moi-même déposé au nom de l'Exécutif. Voilà la dimension que prennent, une fois encore, ces questions dans notre séance.

Ainsi, dans un souci de clarté et afin de fluidifier nos débats, je vous propose de ne procéder qu'à une seule et unique intervention, et ensuite, je dirai l'avis de l'Exécutif sur chacun des vœux.

Puisqu'il n'est d'autre alternative en politique que de se répéter ou de se contredire, qu'il me soit permis sur ce sujet, déjà maintes fois évoqué devant vous, de choisir la première option. Je demande par avance à chacun de bien vouloir pardonner le fait d'avoir à réentendre une fois de plus un certain nombre d'arguments déjà tant de fois répétés au cours des trois dernières années, mais je crois que c'est là le prix de la cohérence.

Je tiens d'abord à rappeler l'état présent de la législation.

D'une part, je veux rappeler ici que l'obligation de repos dominical dans le commerce, relevant du droit du travail, ne s'applique, par définition, qu'aux commerces employant des salariés, et naturellement en aucun cas aux commerçants tenant eux-mêmes leur boutique.

Deuxièmement, contrairement au couvre-feu dominical auxquels certains osent parfois réduire l'offre commerciale de la Capitale, il est bon de rappeler qu'aujourd'hui, 25 % du tissu commercial de Paris est déjà ouvert chaque dimanche, ce qui est plus qu'à Londres.

Ces deux précisions liminaires faites, je crois qu'on peut dire, d'autre part, que toute la tempête médiatique de ces dernières semaines est venue confirmer ce que nous n'avons eu de cesse d'annoncer depuis 2009, à savoir que loin de clarifier quoi que ce soit des règles régissant l'ouverture dominicale des commerces, de mettre fin aux distorsions de concurrence ou de garantir les intérêts des employeurs et des salariés, la loi Mallié de 2009 n'a eu comme effet que de complexifier et d'aggraver encore la situation de l'existant.

Avant, on pouvait ouvrir le dimanche, plus maintenant ; ailleurs, c'est l'inverse ; après, il y a une zone touristique, il y a un P.U.C.E. on doit être volontaire, payer double, on ne sait plus si c'est à un endroit ou à l'autre… Bref, plus personne n'y comprend rien et je m'empresse de dire que ce désordre était parfaitement prémédité et délibérément voulu par les promoteurs de cette loi, qui voulaient d'abord semer la confusion partout, distordre toutes les règles concurrentielles entre les commerces et, finalement, aggraver l'inégalité de traitement entre les salariés.

Voilà la stratégie de la loi Mallié depuis quatre ans et voilà le point où on en est arrivé, plus personne ne comprend rien.

On voit bien, Monsieur SAINT-ETIENNE, que vous n'avez pas fait beaucoup de concertations sur ce sujet à Paris, que vous vous en tenez à des idées toutes faites, à des idées bateaux. Dire que c'est un coup de poignard dans le cœur de Paris et que tous les Parisiens sont favorables à l'ouverture des commerces le dimanche, on voit que vous connaissez très mal le monde du commerce parisien, je crois que vous ne connaissez pas les chiffres que je vous ai donnés tout à l'heure, un commerce sur cinq est ouvert le dimanche à Paris, ce qui est plus qu'à Londres, plus qu'à Berlin, plus qu'à Rome.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur SAINT-ETIENNE, on vous a écouté dans un silence religieux…

Gardez vos forces pour la campagne, qui sera rude.

Madame COHEN-SOLAL ?

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Dans cette espèce de désordre législatif grave et cette opacité totale, le Maire de Paris a, depuis le Conseil de juin 2010, refusé d'entraîner la Capitale dans une spirale infernale.

Cette position lucide et ferme a pu faire naître l'idée qu'on avait un refus de principe définitif et sans appel à toute évolution ; c'est complètement faux. Je peux vous en assurer, pour vous inviter, une fois de plus, à relire nos débats des Conseils de juin 2010, décembre 2011 et juin 2013. Vous y constaterez que loin de tout refus dogmatique, le Maire et l'Exécutif municipal n'ont de cesse de marteler une position totalement équilibrée qui conditionne le possible examen de toute demande d'une nouvelle zone touristique ou une création de P.U.C.E. dans la capitale à trois préalables indispensables.

Nous ne sommes pas contre les évolutions ; simplement, il faut qu'elles soient précédées d'un certain nombre de conditions.

Ces conditions sont au nombre de trois.

D'abord, la démonstration de l'intérêt économique de l'ouverture dominicale dans une zone de la capitale pour les commerces implantés et sa traduction en solde net de créations d'emplois.

Deuxièmement, qu'il ait été conclu un accord entre employeur et représentants syndicaux des salariés garantissant à ces derniers le volontariat et la bonification de leur rémunération en cas de travail le dimanche.

Troisièmement, qu'une large concertation associant conseil de quartier, associations de commerçants et de riverains ait été conduite à l'initiative du maire d'arrondissement et ait abouti à un très large consensus en faveur de l'ouverture 52 dimanches par an pour les commerces qui le souhaitent dans ce périmètre, car, Madame MONTANDON, je vous ai entendue, mais la loi Mallié, telle qu'elle est faite aujourd'hui, ne nous permet pas d'aller

entre deux ; c'est soit ouvert tous les dimanches, soit rester comme on est aujourd'hui. Telle qu'est la loi Mallié, on ne peut pas choisir de moyen terme.

Depuis la position arrêtée par la Ville en 2010 et jusqu'à présent, le Maire de Paris n'a pas été saisi de demandes de création de zone touristique ou de P.U.C.E. qui répondent à ces conditions.

Voilà pourquoi nous n'avons pas bougé, mais si on avait eu des propositions de nouvelles zones touristiques et avec ces trois conditions remplies, on aurait peut-être pu faire bouger la situation actuelle.

Ne nous faites pas de procès ; je ne vois pas du tout comment on peut se faire accuser dans la mesure où on ne nous a rien proposé.

Aujourd'hui, le Gouvernement, prenant acte du désordre, vient de commander un rapport à Jean-Paul BAILLY ; celui-ci va remettre ses conclusions à la fin du mois de novembre. Nous verrons ce que le Gouvernement et le législateur en tireront comme conclusions.

Avant de conclure, juste un mot pour évoquer l'autre dimension du débat, qui est l'ouverture nocturne des commerces.

Je me permets de dire trois choses.

La première chose, d'ordre juridique, dans l'état actuel de la rédaction, la loi ne reconnaît absolument pas les mêmes prérogatives aux maires au sujet des ouvertures de soir, et donc l'initiative est de saisir le Préfet d'une demande de création de zone touristique ou de P.U.C.E. - cela marche pour l'ouverture du dimanche mais pas pour le soir.

La deuxième, c'est pour vous dire que faute de pouvoirs réels, on a quand même des principes et qu'il nous semble, évidemment, que la création d'emplois induite en solde net et en termes de volontariat réel des salariés et de bonification de leur rémunération et, évidemment, de concertation au sein des quartiers concernés nous semble tout aussi valide le dimanche qu'en soirée.

Le troisième, enfin, est que nous n'avons sur ce sujet d'autre ligne directrice que le rappel constant et le respect de la loi, qui prévoit que passé 21 heures, on n'est plus dans le cadre de l'ouverture journalière d'un commerce, mais bien dans le cadre du travail de nuit.

Dire le droit, je me permets de vous le rappeler, mes chers collègues, c'est exactement ce que vient de faire la justice, dont c'est la seule vocation, dans le cadre du magasin Sephora des Champs-Elysées. Cette décision de justice ne saurait donc appeler le moindre commentaire de notre part. Que ceux qui la déplorent demandent au législateur de changer la loi si bon leur semble, mais qu'ils ne reprochent pas à la justice de la faire respecter.

Enfin, je me permets juste de rappeler qu'évidemment, tout ce que je viens de vous dire est tout de même une position extrêmement cohérente que le Maire de Paris a défendue depuis trois ans, et sur l'ensemble des vœux déposés, je donnerai un avis au fur et à mesure qu'ils seront présentés.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Nous avons un certain nombre de vœux à examiner et des explications de vote.

Il y a le vœu n° 80 du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche ; il y a une explication de vote qui est demandée.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Quelques remarques, quand même, parce que je vois bien que notamment à droite, il y a une volonté de faire de cette question de la généralisation, de l'extension, du moins, du travail dominical et du travail nocturne, un cheval de bataille, en vue des élections municipales.

Je pense, d'ailleurs, quand je vois l'enthousiasme d'un certain nombre d'élus de droite sur cette question, qu'il serait intéressant de regarder le lien entre ces élus et un certain nombre d'enseignes qui sont concernées parce que, pour mettre autant d'énergie à défendre l'extension du travail dominical, je trouve que tout cela mériterait quelques recherches.

Pour le reste, je suis profondément convaincu que notre majorité a eu raison, depuis 2010, de refuser la généralisation du travail dominical et du travail de nuit. C'est la raison pour laquelle le vœu de l'Exécutif qui reprend

cette position, à laquelle nous avions adhéré en 2010, est un vœu qui nous convient et qui se substitue donc au vœu que nous avions déposé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

Retrait du vœu n° 80, donc il n'y a plus d'explication de vote sur le vœu n° 80.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 81 du groupe U.M.P.P.A., avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 82 du groupe "Union des démocrates et indépendants", avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 83 du groupe "Union des démocrates et indépendants" avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Mme Delphine BURKLI. - Pour le vœu n° 83, Monsieur le Président.

N'en déplaise à Mme COHEN-SOLAL, je partage en tous points ce vœu déposé par nos collègues de l'U.D.I. qui reprend la position que nous soutenons inlassablement à l'U.M.P. depuis plusieurs années et Valérie MONTANDON l'a rappelée justement tout à l'heure.

Le secteur des grands magasins est un quartier de Paris d'intense activité économique qui draine une importante population touristique, c'est la plus importante zone commerciale à ciel ouvert d'Europe.

Je rappelle que, à eux seuls, les galeries Lafayette et le printemps Haussmann, qui ne financent pas ma campagne électorale, Monsieur BROSSAT - j'ai trouvé, ce que vous venez de dire, indigne et diffamatoire, vraiment - connaissent des fréquentations annuelles de plus de 45 millions de visiteurs, dont la moitié est composée de touristes, soit cinq fois la fréquentation du Louvre et de la Tour Eiffel.

Par dogmatisme, vous avez toujours opposé une fin de non-recevoir à toute demande de création de zone touristique dans ce secteur, malgré l'insistance de tous les professionnels et, en premier lieu, du Comité Haussmann et vous ne pouvez pas nier, Madame COHEN-SOLAL, que vous n'avez jamais reçu de demande de création de la part de ces professionnels.

Votre refus obstiné a contribué à créer un véritable no man's land dans ce quartier de Paris où, le dimanche, les touristes, notamment asiatiques, trouvent porte close et quittent la Capitale pour aller à Londres, Prague ou Barcelone.

Par idéologie, depuis l'adoption de la loi Mallié en 2009, vous avez prétexté, pour ne pas l'appliquer, je cite, que "la pertinence économique de l'ouverture des commerces le dimanche était incertaine, qu'elle engendrait la casse sociale".

Depuis 2009, je n'ai vraiment rien compris. Je ne réussis pas à comprendre votre logique sur ce sujet et l'absurdité de cette situation qui privent les Parisiens de richesses et de ressources supplémentaires, donc d'emplois, quand le chômage frappe aussi fortement notre ville et notre région.

Je n'ai jamais compris non plus et je ne comprends toujours pas, à moins que nous ne vivions pas sur la même planète ou que vous viviez les volets fermés, pourquoi vous refusez obstinément de vous mettre à l'heure du temps des autres grandes capitales européennes.

Il y a une demande, il y a une forte demande des touristes étrangers essentiellement issus des pays émergents qui, eux, veulent consommer.

La clientèle étrangère représente 50 % des ventes et les seuls Chinois environ 20 % sur ce boulevard Haussmann, mais il y a aussi une demande de tous ceux qui veulent travailler, n'en déplaise également à M. BROSSAT, se former à l'accueil de ces touristes étrangers, ceux qui ont besoin de travailler et pour qui le dimanche n'est pas un jour particulier ni synonyme de réunions de famille.

Alors, j'ai entendu les récentes déclarations de Mme HIDALGO qui ont été murmurées et sa relative inflexion sur ce sujet. Il faut saluer ce revirement, c'est un premier encouragement, mais j'ai envie de dire : que de temps perdu !

Alors, chiche, autorisez maintenant l'ouverture dominicale dans ce secteur si stratégique de Paris, ne persistez pas dans le non-sens économique et dans l'erreur, car le monde, lui, ne vous attend pas.

Vous avez l'arsenal juridique, Madame COHEN-SOLAL, pour remédier dès maintenant, sans attendre les échéances électorales, à cette situation très préjudiciable pour les Parisiens.

Alors, chiche, faites-le !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je suis un grand laxiste, laxiste sympathique plutôt, vous avez raison.

Je rappelle que les explications de vote, c'est deux minutes et vous avez pris 3 minutes 04. Ce n'est pas grave, parce que vous ne parlez pas souvent !

Vous voulez répondre ? Répondez.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Madame BURKLI, je voulais vous répondre calmement que, naturellement, nous avons regardé de très près la possibilité de créer une zone touristique autour des grands magasins du boulevard Haussmann et aucune des conditions que j'ai énoncées, qui basent et qui fondent la politique du Maire de Paris, n'était réalisée.

Je veux bien que l'on dise que le boulevard Haussmann soit une zone commerciale à part, mais je ne vois pas ce qu'elle a de plus à part que les Halles, par exemple, où vous avez presque plus d'enseignes que boulevard Haussmann.

Vous pouvez aussi aller, par exemple, à Beaugrenelle qui va ouvrir le 22 octobre. Pourquoi Beaugrenelle ne serait pas ouvert alors que le boulevard Haussmann est ouvert ? Si vous prenez ainsi toutes les zones de Paris, Paris s'ouvre entièrement.

Nous n'avons pas pris cette responsabilité, parce qu'aucune des conditions que je vous ai expliquées n'a été réalisée.

Premièrement, est-ce qu'il est prouvé que, à part les grands magasins, les autres magasins ont intérêt à ouvrir le dimanche ? Ce n'est pas vrai et ce n'est pas prouvé.

Deuxièmement, qu'est-ce que nous avons comme solde net d'emplois et non pas comme solde apparent d'emplois ? Solde net d'emplois, c'est-à-dire autant d'emplois créés que d'emplois disparus ? Je ne sais pas combien cela peut créer.

Troisièmement, le maire d'arrondissement nous a indiqué plusieurs fois que, pour les résidents du 9e arrondissement - Monsieur SAINT-ETIENNE, vous devriez écouter de près, puisque vous êtes dans le 9e arrondissement maintenant -, leurs conditions de vie en fin de semaine pourraient pâtir du fait que, le boulevard Haussmann, serait aussi animé le dimanche que le samedi.

Je veux bien que les grands magasins soient des lieux exceptionnels, c'est vrai que ce sont des lieux exceptionnels déjà aujourd'hui, vous l'avez dit vous-même, ils rassemblent des milliers et des milliers de gens.

Je veux bien que ce soit toujours plus. Ils affichent des chiffres de croissance, des augmentations de chiffre d'affaire à deux chiffres déjà aujourd'hui, on peut aussi décider que tout le monde va gagner beaucoup plus d'argent tout le temps aux dépens des gens qui travaillent sur place, mais nous n'avons pas rencontré de femmes qui veuillent travailler le dimanche, venant de banlieue, parce qu'il n'y a pas de crèche ouverte le dimanche, Madame, il n'y a pas de gens qui conduisent des métros ou des autobus en même quantité le dimanche que les autres jours de la semaine.

Cela veut dire que tous les services publics doivent être changés en même temps et cela, Madame, c'est un autre genre de société que celle que nous avons aujourd'hui. Nous n'avons pas pris ce risque-là, parce qu'il n'était pas prouvé qu'il était bon pour tous.

Voilà pourquoi nous ne l'avons pas fait.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président.- Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 83, assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 84 du groupe "Union des démocrates et indépendants" avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 85 du groupe "Union des démocrates et indépendants" avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 86 du groupe "Union des démocrates et indépendants" avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Le vœu n° 87 présenté par Laurence GOLDGRAB, Gilles ALAYRAC et Jean-Bernard BROS.

Demande de retrait, qu'est-ce-que vous faites ? Vous êtes plusieurs signataires.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Nous prenons note du positionnement de l'Exécutif avec le dépôt de son propre vœu, mais le vœu de l'Exécutif rappelle la position du Conseil de Paris de 2010 qui préconisait la démonstration de l'intérêt économique et social de l'ouverture dominicale et un accord avec les partenaires sociaux, ce qui est le sens de notre vœu.

Peut-être avez-vous mal compris notre vœu, nous allons le retirer et le redéposer ensuite dans une autre formulation qui vous conviendra.

Merci beaucoup.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, donc retrait du vœu n° 87.

Maintenant, on va passer au vote du vœu n° 88 bis et il y a une demande d'explication de vote.

Madame MONTANDON, vous avez la parole.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, je voulais demander à M. BROSSAT de bien vouloir retirer ses propos, ils sont totalement déplacés. Vous devez vraiment être à court d'arguments pour dire de telles choses.

En ce qui concerne le vœu bis de l'Exécutif, tout d'abord, je voulais revenir sur les propos : "Le Maire de Paris a exprimé une position équilibrée et pragmatique". Alors, non, votre position n'est pas équilibrée, c'est plutôt un jeu d'équilibriste que vous faites en ce moment, parce que la majorité est totalement muselée par M. BROSSAT et son petit groupe, mais, cela dit, ce n'est pas du tout une position pragmatique que vous avez en ce moment.

En ce qui concerne les propositions de ce vœu, la première proposition sur la création des zones touristiques ou P.U.C.E. qui doit relever d'une véritable concertation. Je peux vous dire que, mot à mot, c'est le vœu que j'avais déposé en juillet dernier et que vous avez refusé. Pour reprendre l'exemple très illustratif de la zone P.U.C.E., toutes les conditions, Madame COHEN-SOLAL, sont réunies. Les trois questions préalables que vous dites sont réunies, seulement c'est vraiment une volonté. Quand on vous demande une concertation, vous la refusez et ensuite vous renvoyez à la concertation. C'est très difficile de faire dans ce sens-là.

Enfin, pour la dernière proposition, vous mélangez le travail dominical, le travail nocturne, on sent que vous êtes très mal sur ce sujet. Vous ne voulez pas les dissocier alors qu'au contraire ce sont des débats totalement différents.

C'est un vœu qui manque totalement de courage politique.

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur SAINT-ETIENNE, vous avez la parole pour 2 minutes d'explications de vote.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Je rejoins Mme MONTANDON sur le fait que les attaques personnelles qui se répètent continuellement ici, notamment de la part de M. BROSSAT, chaque fois qu'il n'a pas d'argument sur le fond, il attaque des personnes. Ce sont des techniques staliniennes habituelles qui rappellent les procès de Moscou et c'est totalement inacceptable.

Si on revient sur le fond, et dans la mesure où, Dieu merci, dans la majorité, il n'y a pas que des gens fermés utilisant des techniques visant à museler le reste de la majorité actuelle, comme l'a rappelé Mme MONTANDON, et qu'il y a effectivement des gens sympathiques comme le président de notre séance d'aujourd'hui, ce que j'observerai, sur le sujet qui nous concerne, c'est que je pense qu'en fait vous n'avez pas perçu qu'il y a eu un changement de société. Interdire, quand il y a 5,5 millions de chômeurs dans un pays, aux salariés de travailler et donc d'avoir la dignité qui vient du travail et le pouvoir d'achat qui va avec, ce n'est certainement pas quelque chose dont vous pouvez être fiers.

Donc, nous voterons contre ce vœu, qui est une caricature de la politique catastrophique que mène le Gouvernement au pouvoir actuellement dans notre pays.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On fait dans la dentelle.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 88 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 254).

2013 DDEEES 190 - Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'une buvette-restauration sur place et à emporter située dans le parc de Bercy (12e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Maintenant, nous examinons le projet de délibération DDEEES 190 : convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'une buvette-restauration sur place et à emporter dans le parc Bercy.

Je donne la parole à M. LEBEL, maire du 8e.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci, Monsieur le maire.

Cette convention d'occupation du domaine public me conduit à évoquer dans le même ordre d'idée les candidats à l'exploitation de petits stands de vente sur les trottoirs parisiens ; ils sont plus d'un millier.

Ces candidats ont déposé des dossiers afin que soient désignés emplacement par emplacement, ceux que la Ville autorisera à exploiter.

Au cours de réunions de sélection qui se sont tenues au début de l'année, et auxquelles participaient, sous la présidence de Mme COHEN-SOLAL, des fonctionnaires et des élus d'arrondissement, les attributions des emplacements ont été faites.

Cette procédure nouvelle, je tiens à le dire, est tout à fait satisfaisante. Cependant, huit mois, c'est-à-dire depuis le mois de février 2013, aucune notification n'a été faite aux demandeurs qui attendent toujours de connaître le sort qui leur a été réservé.

La raison de ce délai pour le moins inhabituel est que, semble-t-il, le procès-verbal des réunions de sélection n'a toujours pas été signé par Mme COHEN-SOLAL. Je pose donc la question : quelle est la raison de ce blocage qui dure depuis huit mois et empêche toute mise en œuvre des décisions prises par les commissions d'attribution et à l'évidence les commerçants, tous, aussi bien ceux qui ont été refusés que ceux qui ont été admis, dans une situation difficile et même intenable ?

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération a pour objet d'attribuer une buvette, suite à la démission de la personne titulaire dans le parc de Bercy. Comme tout est en place, nous avons estimé qu'il valait mieux pour les usagers du parc attribuer au plus tôt ce lieu.

Concernant les emplacements que vous évoquez, Monsieur LEBEL, nous n'avons toujours pas lancé les autorisations de l'installation. C'est vrai que j'ai du retard dans les signatures de courrier, mais ne vous inquiétez pas, pas à ce point ! A la suite de la commission, les A.B.F. nous ont alertés sur un certain nombre de lieux très sensibles, sur certains styles de stands qui ne leur convenaient pas. Donc, nous avons gelé les attributions dans un premier temps pour les réexaminer toutes et donc nous n'avons pas fini ce travail.

Voilà pourquoi les choses ne se sont pas faites en temps, comme nous aurions voulu le faire, puisque nous avons pris les choses très en amont. Nous allons le faire peut-être un peu plus tard. J'attends les réponses pour chacun des emplacements.

C'est pourquoi je vous propose pour l'heure de voter ce projet de délibération sur Bercy, et je vous en remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 190.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 190).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'implantation du marché de la place de Joinville.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 89 est relatif à l'implantation du marché de la place de Joinville.

La parole est à M. GIANNESINI.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit de l'implantation du marché de la place de Joinville, qui est actuellement installé de la place Joinville au quai de l'Oise. Son implantation génère des nuisances sonores, diurnes et nocturnes, souvent dès 1 heure du matin.

Problème d'hygiène, pollution, déjections canines, détritus, problème de sécurité, accès pompiers, circulation, stationnement notamment des camions devant les accès parkings, problèmes de voirie, trottoirs défoncés, poteaux arrachés du fait du stationnement de camions : c'est une sorte de zones de non- droit.

La Préfecture de police ainsi que la mairie du 19e en ont déjà été alertées à plusieurs reprises. La délégation de service public pour l'exploitation de ce marché a été conclue en 2008 sans prendre en compte ces problèmes. La situation s'est aggravée ces deux dernières années. Le marché est devenu trop petit pour que les clients puissent y circuler convenablement, les riverains, les clients et les commerçants seraient favorables au transfert du marché.

Aujourd'hui, il existe d'autres cas à Paris où le marché est situé sur un terre-plein central : dans le 19e, boulevard de la Villette, dans le 13e, dans le 18e, dans le 16e, etc. Donc pourquoi pas avenue de Flandre ? D'autant plus que des brocantes sont organisées régulièrement. C'est juste une question de bon sens.

Donc, le groupe U.M.P. demande à ce que le marché de Joinville soit transféré sur le trottoir central de l'avenue de Flandre.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, merci, Monsieur GIANNESINI, du soin que vous prenez du marché de la place de Joinville. Moi-même, je sais que ce marché est un marché difficile, qui pose quelques problèmes et vous les avez énumérés. J'y étais, je me suis rendue sur place plusieurs fois, la mairie d'arrondissement y est aussi extrêmement sensible. Je ne sais pas dans quel sens vous travaillez parce qu'en fait nous sommes tout à fait prêts à regarder les problèmes que pose le marché de Joinville et éventuellement le transférer ailleurs, mais cela ne doit pas se faire comme cela en Conseil de Paris, il faut que l'on ait une véritable concertation, et que la mairie d'arrondissement puisse aussi donner sa position.

Je vous conseille, Monsieur GIANNESINI, si vous voulez prendre mon conseil, de faire les choses dans l'ordre. L'opportunité de ce déplacement n'est pas à discuter sur le fond ici en Conseil de Paris mais c'est une demande qui doit être portée en arrondissement. La discussion doit avoir lieu en arrondissement et après le Conseil de Paris pourra entériner cette discussion d'arrondissement.

Je vous demande de retirer votre vœu et d'en représenter un avec le Conseil du 19e arrondissement, ce serait quand même plus profitable et plus digne de succès. Sinon j'émettrai un avis défavorable et ce serait dommage.

Merci, Monsieur.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Sur le vœu n° 89 ?

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne le retire pas puisque c'est un vrai problème. La mairie du 19e est déjà bien au courant depuis très longtemps. A partir de ce moment-là, je préfère le laisser, quitte à le représenter au prochain Conseil d'arrondissement au mois de novembre et au prochain Conseil de Paris.

C'est sûr qu'il doit y avoir une concertation, etc., mais en ce qui me concerne, j'ai vu un certain nombre de personnes. D'ailleurs, je salue le collectif qui est présent ici et qui travaille sur ce sujet depuis longtemps, et qui souhaitait ce déménagement.

Donc, je garde ce vœu.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Donc, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 89 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux agents A.L.G.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 90 relatif aux agents A.L.G.

Je donne la parole à Mme SIMONNET pour une minute.

Il faut se préparer. Mais c'est vrai que vous intervenez tellement que c'est difficile.

Mme Danielle SIMONNET. - C'est qu'en ce moment j'apprends qu'il y a une forte répression policière, au niveau de la place de la République, de l'ensemble des familles qui occupent la place de la République avec l'association Droit au logement. Voilà. Donc j'ai des raisons objectives d'être un peu perturbée.

C'est qu'on n'a pas l'impression d'avoir changé de gouvernement.

Ce vœu est relatif aux agents A.L.G. de la Ville de Paris qui s'étonnent et s'inquiètent des modifications qui sont en ce moment à l'étude contre les agents, et nous demandons à travers ce vœu que les modifications d'organisation de ces agents, qui peuvent avoir un impact extrêmement important sur leur pouvoir d'achat, soient réétudiées afin que l'on puisse garantir le pouvoir d'achat de tous les agent en attribuant la N.B.I. et l'I.A.T.3 pour tous, qu'il y ait bien un plan de formation qui offre des passerelles vers d'autres secteurs et garantisse une progression dans la carrière, qu'il y ait bien une prime dite de chauffeur pour tous les A.LG. conduisant un véhicule, une revalorisation des grilles indiciaires et des déroulements de carrière et l'intégration en catégorie B des A.L.G. encadrants travaillant dans les mairies à la DILT dans les plus brefs délais.

Comme vous le savez, il y a une volonté de modifier leurs conditions de travail en les intégrant directement aux équipes de la DUCT et de fait, en diminuant leurs heures supplémentaires.

Nous souhaiterions avoir des précisions car les personnels sont extrêmement préoccupés par les modifications de ces organisations de travail.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je vous remercie d'attirer notre attention sur un sujet qui concerne les A.L.G. des mairies d'arrondissement.

Nous avons effectivement un projet en discussion qui concerne la modification des cycles de travail de façon à répondre autant que possible aux besoins de fonctionnement des mairies d'arrondissement.

Aujourd'hui, nous avons des cycles de travail des A.L.G. de façon à répondre autant que possible aux besoins de fonctionnement des mairies d'arrondissement. Aujourd'hui, les cycles de travail se terminent à 17 heures et vous savez très bien que beaucoup de mairies d'arrondissement ont une activité qui va bien au-delà de cet horaire.

Nous souhaitons aussi par ce projet faciliter l'application de la réglementation relative au temps de travail et de repos, qui n'est actuellement, au niveau quotidien ou hebdomadaire, pas totalement respectée ; et respecter aussi la réglementation relative aux heures supplémentaires.

Dans cette perspective, on a commencé à discuter dans le cadre du C.T.P. de la DUCT le 11 octobre 2012, et nous avons convenu de mener une expérimentation sur de nouveaux cycles de travail dans trois mairies d'arrondissement.

Depuis novembre 2012, l'expérimentation est conduite dans les mairies des 3e, 11e et 16e arrondissements, où le temps de travail du personnel du lundi au vendredi peut être décalé en soirée jusqu'à 20 heures, selon une programmation préétablie.

Cette expérimentation est assortie d'une compensation financière pour les agents volontaires pour travailler selon ce nouveau rythme. Aucun d'entre eux, à l'issue de l'expérimentation, et dès le premier bilan d'étape que nous venons de réaliser et de présenter en C.T.P., n'a de perte de rémunération.

Elle est bien sûr accompagnée d'un dialogue social constant sur le terrain entre les directeurs généraux des services et les équipes et au niveau de la Direction des usagers, des citoyens et des territoires avec les organisations syndicales, et dans le cadre d'un comité de suivi.

Donc il est acquis suite au dernier comité paritaire que nous avons tenu le 8 octobre dernier que l'expérimentation sera poursuivie jusqu'au 30 juin 2014. Il s'agit évidemment toujours d'adapter les cycles de travail, de voir comment cela peut respecter encore mieux les conditions de travail et l'amélioration même des conditions de travail des agents.

Il s'agit aussi de permettre de finaliser la concertation aujourd'hui engagée avec les représentants du personnel et qui portera, n'en doutez pas, sur l'accompagnement financier comme sur les conditions de travail.

Ainsi, aucun projet de délibération visant à faire évoluer les cycles de travail des agents de logistique affectés en mairie d'arrondissement ne sera soumis au Conseil de Paris d'ici la fin de mandature, puisque l'expérimentation va jusqu'en juin prochain.

Compte tenu de ces informations, vous comprendrez que je vous demanderai de retirer votre vœu puisque les propositions que vous faites sont tout à fait prématurées. Il faut laisser le processus se dérouler, tant d'un point de vue de l'expérimentation des conditions de travail que des négociations et discussions qu'il va y avoir avec les partenaires sociaux.

Si vous ne le retirez pas, je serai amenée à donner un avis défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Madame, vous retirez ?

Mme Danielle SIMONNET. - Nous le maintenons parce que franchement, il n'y a que 230 agents A.L.G. qui sont concernés.

Sur le terrain des expérimentations, nous avons au contraire d'autres échos sur les pertes de salaire, qu'une revalorisation indiciaire pourrait être en plus prise en compte dans le calcul de la retraite et que nous nous inquiétons de cette méthode qui vise d'abord à expérimenter, à étendre une expérimentation et après, du coup, les négociations des changements demandés ne deviennent plus possibles.

Donc, nous maintenons notre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On a compris.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 90 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2013 DVD 35 - Principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement Montholon (9e), pour une durée de 8 ans.

2013 DVD 106 - Contrat d'affermage avec la Société Spie Autocité pour l'exploitation du parc de stationnement Ternes (17e).

Vœu déposé par l'Exécutif.

2013 DVD 197 - Avenant n° 1 avec la société Spie Autocité au contrat d'affermage du parc de stationnement Ternes (17e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Maintenant, nous examinons conjointement en 3e Commission les projets de délibération DVD 35 et DVD 106, les amendements n^{os} 91, 92 et le vœu n° 92 bis.

Je ne veux pas donner l'intitulé du DVD 35 : vous le connaissez par cœur car vous l'avez tous appris !

Je donne la parole à Mme DOUVIN, pour cinq minutes.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je vais rajouter, si vous le permettez, le DVD 197. Ainsi, nous aurons un paquet complet, si je puis dire.

Le parking Ternes a connu ces dernières années une histoire mouvementée. Les événements marquants commencent en 2002, quand un nouveau contrat de concession a été conclu avec la société Omniparc, qui a été intégrée ensuite au groupe Qpark en juin 2008.

D'importants travaux de modernisation ont été conduits. Ils ont été réalisés en 2004 avec beaucoup de retard sur le délai prévu. Ils ont coûté fort cher, et la société concessionnaire qui était également chargée de procéder à l'extension prévue du parc sous l'avenue Niel a été conduite en difficultés financières.

Je parle maintenant de l'extension avenue Niel. Les travaux préalables à cette extension étaient fort avancés quand cette société a déclaré forfait, ce qui a entraîné un changement de délégataire pour un contrat temporaire avant de pouvoir passer un nouvel appel à candidatures pour une nouvelle concession.

La société Spie Autocité a alors exploité le parc dans le cadre d'un affermage, c'est celui qui est encore en cours aujourd'hui et qui arrive à échéance le 31 octobre 2013, donc dans quelques jours.

Pendant cette période, mes chers collègues, le Maire de Paris a annoncé le renoncement de l'avis à l'extension prévue sous l'avenue Niel, contrairement à l'engagement qui avait été pris.

Tous ceux qui travaillent, qui habitent ou qui viennent faire leurs achats dans le quartier des Ternes qui est, comme vous le savez, une forte zone de chalandise, critiquent vivement le manque de tenue de cet engagement.

J'ajouterai que cette annulation, dans un quartier où vraiment de nombreuses places de voirie ont été supprimées, se double d'un rythme particulièrement soutenu, d'un véritable ballet d'enlèvements de voitures, les véhicules de la Préfecture de police étant suivis de très près par les engins de fourrière.

Très certainement, les électeurs apprécieront cette situation lors des prochaines échéances.

En ce qui concerne les modalités d'exploitation qui sont proposées dans la convention qu'il nous est demandé aujourd'hui d'approuver en faveur de la société Spie Autocité, nous présentons un vœu qui est basé sur le récent vote du Sénat lors de la discussion sur la loi relative à la consommation en faveur de la tarification à la minute.

C'est un sujet sur lequel je suis déjà intervenue et donc nous déposons deux amendements : un amendement qui concerne le parking Ternes, et un amendement qui concerne le parking Montholon, ces deux amendements reprenant les mêmes considérants mais s'adaptant bien entendu au stade de la procédure où en sont les deux parcs.

Nous considérons donc que Paris dispose de tarifs horaires de stationnement en souterrain très élevés.

Je rappelle que selon l'association de consommateurs U.F.C.-Que Choisir, l'adoption de la tarification à la minute permettrait une économie de 16,4 %, ce qui n'est pas rien dans un contexte général de hausse des prix, qu'une tarification à la minute garantirait une rotation accrue des places de stationnement et qu'elle permettrait aussi

de réduire la circulation liée à la recherche d'une place de stationnement en voirie, rendant plus attractifs les arrêts courts.

C'est donc ainsi que nous déposons ces deux amendements.

Je voudrais maintenant terminer en parlant de jalonnement dynamique. Le jalonnement dynamique du parc est prévu dans le projet de délibération sur le parc de stationnement Ternes. Il sera donc désormais possible de disposer du nombre de places disponibles en temps réel. Il serait temps de faire figurer ces mentions au titre des informations utiles sur les N.T.I.C. afin d'informer les utilisateurs des disponibilités qui existent dans l'ensemble des parcs d'un quartier ou d'un arrondissement.

Des engagements devraient être pris par la Municipalité en ce sens, comme c'est déjà le cas dans de nombreuses autres villes qui ont déjà mis ce service en fonctionnement depuis plusieurs années.

Mes chers collègues, le stationnement souterrain à Paris est non seulement déficitaire, il est retardataire et c'est dommage.

Nous voterons évidemment pour les projets de délibération concernés.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Merci, Madame.

Je commencerai par la fin et je vous remercie d'avoir souligné le jalonnement dynamique. Oui, je suis d'accord avec vous, je partage votre proposition. C'est en cours, d'ailleurs, nous allons l'étendre progressivement et il faut l'étendre, d'ailleurs, pas simplement par quartier ou par arrondissement mais à l'ensemble de la Capitale.

Je vous remercie d'avoir souligné ce point.

Pour le reste, je suis plutôt en désaccord. Cela ne vous surprendra pas, nous avons déjà eu des échanges sur ces sujets.

Sur la question du parking Ternes, je vous ai déjà répondu à ce sujet au Conseil de Paris d'octobre 2012, donc quasiment mois pour mois il y a un an, en fait. Je vais vous faire la même réponse : nous ne construisons ou nous n'étendons les parkings à Paris que s'il y a un déficit avéré de l'offre de stationnement. C'était le cas à Batignolles, Frémicourt, etc. Ce n'est pas le cas dans le quartier des Ternes, contrairement à ce que vous dites.

Je ne reviens pas sur l'évolution des déplacements à Paris. Ce serait un non-sens de faire peser sur le budget de la collectivité des extensions ou des créations de parking, alors même que l'usage de la voiture continue à diminuer à Paris. Pour nous, le vrai sujet est de mieux utiliser les parkings existants et le jalonnement dynamique, que vous avez cité, participe, en effet, à cette meilleure utilisation.

Sur les amendements que vous avez déposés concernant le paiement à la minute, j'émets un avis défavorable sur ces amendements. J'ai déposé, au nom de l'Exécutif, un vœu. En effet, vous proposez, avant même que ce soit obligatoire, d'instaurer le paiement à la minute.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire ici : nous ne sommes pas opposés au principe de cette tarification. J'avais d'ailleurs eu l'occasion de vous indiquer que, pour le paiement par téléphone portable, que nous allons mettre en place au premier trimestre 2014, le paiement à la minute est une option prévue. Donc, sur ce point, effectivement, il n'y a pas de débat.

Néanmoins, il ne faut pas se tromper d'objectif. Nous entendons la demande des usagers de payer le stationnement correspondant à la durée réelle d'occupation. Cela peut sembler être une mesure de modernisation et de justice, effectivement.

D'ailleurs, des débats sont en cours, vous le savez, au Parlement.

En revanche, nous devons rester cohérents avec notre politique de déplacements visant à réduire l'usage de la voiture individuelle. Sur ce point, nous ne changerons pas. C'est un enjeu de santé publique et de qualité de vie pour

les Parisiens. Je sens que vous essayez toujours, que vous saisissez chaque occasion pour essayer de revenir sur cette politique des déplacements et de revenir à cette logique du tout-voiture.

Vous le savez aussi, le nombre de parkings potentiellement concernés à Paris, plus d'une centaine, fait qu'il convient tout d'abord d'étudier les conséquences de l'instauration du paiement à la minute en matière financière et juridique.

C'est le sens du vœu de l'Exécutif qui vous a été distribué, qui demande que soient étudiées les conséquences parce qu'il ne faudrait pas, et je le dis très clairement, que ce paiement à la minute soit une incitation à utiliser davantage la voiture individuelle. Cette modification doit donc être pensée avec la politique de stationnement en surface et avec l'ensemble de notre politique de déplacements.

Je suis ouvert à faire étudier cette modernisation. En revanche, nous ne pouvons pas l'adopter de façon abrupte parce qu'elle pourrait remettre en cause la politique des déplacements que nous souhaitons mettre en œuvre.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Nous avons deux amendements : le n° 91 et le n° 92. Les maintenez-vous ?

Mme Laurence DOUVIN. - Nous maintenons les amendements.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 91, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement est rejeté.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 92, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement est rejeté.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 92 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 255).

Maintenant, je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 35.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 35).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 106.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 106).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 197.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 197).

2013 DVD 98 Subvention (39.000 euros) et avenant à convention avec l'association "La Prévention Routière".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le projet de délibération DVD 98 : subvention de 39.000 euros et avenant à la convention avec l'association "La Prévention Routière".

La parole est à Mme Marie-Laure HAREL, 5 minutes.

Mme Marie-Laure HAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne pense pas que j'utiliserai les 5 minutes.

Je voulais profiter de ce projet de délibération, dans la mesure où il traite de prévention routière, pour revenir sur deux points importants ou plutôt deux initiatives qui ont été prises par la Mairie dans ce domaine, car elles sont susceptibles de générer quelques dangers pour les Parisiens.

Je voudrais évoquer, tout d'abord, l'expérimentation conduite depuis cet été par la Ville de Paris, en accord avec la Direction de la circulation et de la sécurité routière, qui porte sur l'introduction de nouveaux passages piétons qui créent une certaine confusion pour beaucoup de Parisiens.

Ensuite, je voulais souligner les pistes de vélo à contresens déployées dans l'ensemble de Paris qui peuvent se révéler assez inadaptées, voire dangereuses sur certains axes.

Concernant, tout d'abord, les nouveaux passages piétons, il faut admettre que le nouveau système proposé est assez complexe. Il se substitue aux passages classiques, auxquels nous sommes tous habitués, en introduisant cinq familles de signalisation : les portées, les rectangles, les clous, les lettres et les pixels.

Je vais prendre l'exemple du 3e arrondissement, et cela ne va pas vous étonner, où le principe des portées est expérimenté dans les deux quartiers que sont Beaubourg-Temple et Couture-Saint-Gervais. Comme stipule la Ville de Paris elle-même sur son site, et c'est assez interpellant, les portées consistent - je cite - "à inverser le principe du passage piéton, en permettant aux véhicules et non aux personnes de traverser". Il s'agit d'un système dual de trois fois trois bandes fines en zone 30 et d'une fois cinq bandes fines en zone de rencontre, assez difficiles à distinguer.

Bref, des signalisations que pas grand-monde ne comprend et dont chacun se demande pourquoi elles sont venues s'installer à la place de la signalétique traditionnelle à laquelle sont notamment attachées les personnes âgées. D'ailleurs, je ne crois pas que les seniors soient particulièrement familiers avec tout ce qui relève des pixels.

Je voulais donc vous faire remonter la perplexité de bon nombre de Parisiens avec lesquels j'ai pu échanger sur ce sujet, qui ne manquent d'ailleurs pas de relever que, dans le contexte de tension des finances municipales et d'augmentation continue des impôts locaux, on a le droit de se questionner, si ce n'est sur l'utilité d'une telle mesure, sur la nécessité réelle de déployer des opérations aussi onéreuses.

Concernant, ensuite, les pistes de vélo à contresens, je sais bien qu'il existe une étude qui démontre qu'elles ne sont pas foncièrement accidentogènes, mais vous vous êtes vous-mêmes rendu compte que certaines ont été déployées en dépit du bon sens dans des rues bien trop étroites. Là encore, c'est particulièrement le cas dans les ruelles du 3e arrondissement, où vous avez été obligés de reconnaître récemment qu'il pourrait y avoir danger. Je pense à la rue Michel-Le-Comte où le maire du 3e arrondissement a été saisi par une association de riverains cet été

qui l'alertait sur ce choix à risque. En effet, la piste réservée à contresens aux cyclistes se situait dans une petite rue, souvent empruntée par des bus et des camions, obligeant les vélos à grimper sur le trottoir en dernière minute, ce qui leur faisait courir le risque de chuter devant les véhicules. Le maire du 3e arrondissement n'a pas nié la situation et a eu une bonne réaction puisqu'il a tout de suite saisi la Ville de Paris en demandant que soit mis fin à ce qu'il appelle une expérimentation, mais il me semblait que ces installations étaient définitives.

Je voudrais donc l'en remercier et surtout vous demander de veiller, de la même manière que vous acceptez de le faire pour la rue Michel-Le-Comte, à ce que l'ensemble des pistes à contresens parisiennes, en particulier dans le Marais, puissent bénéficier du même traitement lorsqu'elles s'avèrent inadaptées.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Il y a des pistes à contresens en dehors du 3e arrondissement, mais on a compris que vous étiez très intéressée par le 3e arrondissement.

C'est bien ! On voit que vous connaissez bien le quartier.

Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Monsieur le Président, moi aussi, je m'étonne un peu de cet intérêt subit et soudain de Mme HAREL pour le 3e arrondissement. Nous n'étions pas familiers de vos interventions sur le sujet.

Mme Marie-Laure HAREL. - Ce n'est pas la première fois que j'en parle.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Oui, c'est sans doute dû à l'actualité. Mais, enfin, je vais répondre. Cela m'arrange parce que cela me permet de mettre en avant, à mon avis, deux beaux sujets.

Nous assumons les double-sens cyclables qui sont, au contraire, des éléments plus sécurisants. Je rappelle que le principal danger pour les cyclistes est l'angle mort, c'est-à-dire quand les voitures et les cyclistes vont dans le même sens et que, partout où il a été mis en place, le double-sens cyclable, notamment dans les pays d'Europe, est en effet beaucoup moins dangereux parce que la voiture voit arriver le cycliste, donc elle voit et elle a tendance à ralentir. C'est en réalité beaucoup plus sécurisant et cela permet, au contraire, d'éviter l'effet de l'angle mort qui est toujours le plus redoutable pour les cyclistes.

D'ailleurs, l'accidentologie se réduit à Paris, grâce notamment à l'action de la Préfecture de police, que je salue, et en matière également d'accidents pour les piétons et les cyclistes.

Quant à l'expérimentation, elle est très peu onéreuse, contrairement à ce que vous dites ; le coût le plus important de ces changements, en réalité, est lié à la mise à 30 kilomètres/heure des abords des écoles. Je pense que c'est une mesure qui a été extrêmement bien reçue dans l'ensemble des arrondissements, et c'est l'essentiel du programme, c'est le fait d'avoir mis tous les établissements scolaires à 30 kilomètres/heure. Je crois que c'était indispensable, et les retours que j'en ai, dans les différents arrondissements, sont très bons de la part des familles.

Pour le reste, ce n'est pas une question de coût ; je pense que c'est bien que Paris soit une ville innovante, Paris est pionnier. Bien sûr, nous verrons ce que nous retiendrons dans les différents symboles qui ont été retenus, il y aura une façon de les juger, mais moi, j'ai eu plutôt des bons retours, des retours intéressants, de la part des mairies d'arrondissement, et je dois dire, d'ailleurs, que toutes mairies d'arrondissement confondues, les maires ont plutôt bien joué le jeu de ce programme, à la fois de mise à 30 kilomètres/heure des écoles, d'extension des zones de rencontre, d'extension des zones 30, d'expérimentation de nouveaux marquages au sol et de nouveaux double-sens cyclables.

J'ai travaillé, je vous le dis, parce que vous avez l'air de vous intéresser à ces sujets, Madame HAREL, en bonne intelligence avec tous les maires d'arrondissement sur ces sujets. Je crois que là, vous avez tenté un peu quelque chose pour votre nouvelle implantation ; à mon avis, il faudra trouver mieux pour l'avenir.

C'est une difficulté interne à la mairie du 15e arrondissement, vous n'avez peut-être pas, Madame POIRAULT-GAUVIN, travaillé avec M. GOUJON, mais moi, j'ai travaillé avec M. GOUJON.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame POIRAULT-GAUVIN, si vous voulez la parole, gentiment, vous levez la main et je vous la donne, mais pas de terrorisme.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 98.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 98).

2013 DVD 177 - Conventions de partenariat complémentaires pour l'événement "Bougez Malin".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DVD 177. Convention de partenariat complémentaire pour l'événement "Bouger malin" ; nous avons un duo : Mme HAREL et M. BARGETON. Bougez malin tous les deux alors !

Mme Marie-Laure HAREL. - Notre duo fonctionne bien.

Merci, Monsieur le Maire.

Il me tenait à cœur de profiter de l'occasion offerte par cette subvention pour signaler ma préoccupation, de même que celle d'un nombre important de riverains de la place de la République avec lesquels j'ai souvent l'occasion d'échanger, Monsieur BARGETON, concernant les nuisances sonores qu'engendre la Municipalité elle-même sur cette place.

Le projet de réaménagement de la place de la République, initié par la Mairie de Paris en 2008, a été inauguré en juin 2013, et c'est une réalisation que je ne souhaite pas critiquer particulièrement, si ce n'est quelques dysfonctionnements techniques que l'on constate depuis le réaménagement, à savoir, notamment, les graves infiltrations d'eau dans le métro, donc les évacuations ont été mal pensées, mais l'ensemble de la nouvelle place a un visage qui semble plaire, les gens ont l'air de se la réapproprier, et en particulier les habitants du 10e et du 11e, qui ont eu la chance d'hériter de la partie piétonne, et pas du grand périphérique de circulation comme c'est le cas côté 3e.

L'un des objectifs affichés par la Mairie de Paris concernant ce projet était "de faire de cet espace un lieu de rassemblement" et des étendues conséquentes ont été libérées à cet effet.

Depuis la fin des travaux, des activités sont organisées de manière récurrente sur la place, en partenariat avec la Municipalité. Si certaines ne soulèvent pas de difficulté particulière, il en est, et surtout lorsqu'il s'agit d'événements sportifs et musicaux, qui ont un impact très bruyant pour les riverains.

J'ai pu relever le mécontentement croissant des personnes qui habitent à proximité, car elles subissent des nuisances importantes, et surtout sans même en avoir été avertis. L'exemple le plus criant est le festival du 3e arrondissement au mois de juillet, où des installations sonores extrêmement puissantes ont été déployées pendant près d'une semaine par la mairie d'arrondissement qui n'en avait pas informé les administrés, ce qui a d'ailleurs contraint Pierre AIDENBAUM à leur adresser à tous un courrier d'excuses.

Il faut noter que les habitants du quartier République subissent déjà l'impact de la circulation très dense, et en particulier, comme je l'ai dit, ceux qui résident du côté 3e, et qu'ils sont également perturbés régulièrement par l'organisation de manifestations qui ont vocation à se multiplier davantage encore, puisque l'espace s'y prête encore mieux depuis le réaménagement de la place.

Je tiens donc, à travers cette petite intervention, à rappeler simplement à la Ville de ne pas oublier la tranquillité des riverains dans le cadre des activités qu'elle encourage et à ce qu'elle pense bien à les informer en amont lorsque la nature de ces événements les expose à des désagréments.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - On est un petit peu loin de bouger malin sur la place de la République, certes, mais on voit bien que là, il y a une volonté de faire flèche de tout bois !

J'en profite pour saluer quand même, puisque vous me donnez l'occasion, le succès de "Bouger malin" cette année. L'édition 2013 a attiré 46.000 visiteurs, soit 53 % de plus qu'en 2012, et cela n'a pas fait de bruit.

La place de la République, vous soulignez que c'est un bel aménagement, la droite avait voté contre. Je vous en informe aussi, parce que vous allez avoir besoin d'un certain nombre d'informations sur le 3e arrondissement, donc je vous informe qu'effectivement, pour la place de la République, vous dites que c'est bien, mais la droite a toujours voté contre.

C'est vrai que cette place rencontre un beau succès, que des événements y ont lieu. Il y a un comité de pilotage qui réunit les maires d'arrondissement, les services et moi-même et, effectivement, il faut trouver un bon équilibre entre les différents événements qui s'y déroulent, entre le parvis de l'Hôtel de Ville et la place de la République. Je pense que cela peut faire l'objet d'un échange, et cela fait déjà l'objet d'échanges, notamment avec les commerçants, les riverains, pour trouver le bon dosage et éviter les nuisances sonores, mais enfin, vous en conviendrez avec moi, c'est quand même une question qui souligne l'attrait ; oui, c'est vrai, le festival de la mairie du 3e arrondissement, Soir d'été, a rencontré un immense succès ; c'est lié à la qualité de l'aménagement, à l'envie des Parisiens de se retrouver, et nous travaillons au quotidien avec les mairies d'arrondissement pour gérer les conséquences des différents événements.

Je pense que cette place est, au contraire, là aussi, largement appréciée par les habitants de ces quartiers, et d'ailleurs, au-delà, par tous les Parisiens et c'était, pour moi, l'occasion de le redire.

Merci beaucoup.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons voter malin.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 177.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 177).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'opération "Paris Respire" dans le bois de Vincennes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés.

Le vœu n° 93 est relatif à l'opération "Paris Respire" dans le bois de Vincennes.

La parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est presque un marronnier que cette opération "Paris Respire" dans le bois de Vincennes et je m'en passerais bien, d'ailleurs, parce que cette opération, qui se déroule sur la partie Nord-est de la route de ceinture du lac depuis juillet 2007 ne fonctionne pas bien, tout simplement parce que la partie qui est réservée aux piétons, aux cyclistes, aux rollers et autres promeneurs n'est pas fermée de manière étanche, ce qui fait qu'il y a des intrusions systématiques de véhicules.

Je souhaite que l'on puisse voir avec la Préfecture de police, de manière à ce qu'une interdiction de stationnement soit prise pour le dimanche, de 0 heure à 24 heures, sur cette portion de voie, de manière à faire en sorte que l'opération "Paris Respire" se déroule dans de bonnes conditions.

Par ailleurs, j'ai pu constater également que l'extension sur le Sud-ouest de la partie de la route de ceinture n'avait pas été appliquée le 15 septembre dernier ; qu'en est-il de l'application de cette extension qui avait été décidée à partir de l'été dernier ?

Enfin, dernier élément, je souhaite que l'on puisse étudier une piétonisation de cette partie Sud-ouest de la partie de route de ceinture du lac Daumesnil, de manière à avoir un tour complet de la route de ceinture du lac autour du lac Daumesnil, de manière aussi à dédensifier les berges du lac, qui sont aujourd'hui sur-fréquentées, et faire en sorte que les cyclistes et les rollers, notamment, puissent bénéficier de la route de ceinture du lac dans son intégralité et, ainsi, mieux répartir les flux entre piétons d'un côté, poussettes, et aussi cyclistes et rollers.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - J'émets un avis favorable à votre vœu.

J'ai bien compris le sens de votre interpellation, je vous rejoins sur le fait qu'il faut assurer un meilleur contrôle de "Paris Respire" pour éviter les intrusions et le stationnement des véhicules qui empêchent les promeneurs de profiter de ces espaces.

Je sais qu'il y a eu des dysfonctionnements le 15 septembre dernier, des véhicules ayant pu entrer dans le périmètre de "Paris Respire". Le commissariat a été sensibilisé afin que cela ne se reproduise plus, nous allons suivre cela dès dimanche prochain.

Je suis également favorable à ce que l'on étudie la piétonisation de la partie Sud-est de la route de la ceinture du lac Daumesnil. Cela va dans le sens d'une reconquête du bois, et plus particulièrement des abords du lac Daumesnil.

En revanche, si vous en êtes d'accord, je propose de supprimer le premier alinéa de votre vœu, qui laisse entendre que la décision du Conseil de Paris d'avril dernier d'étendre "Paris Respire" sur la route de ceinture du lac Daumesnil n'a pas été appliquée. Ce n'est pas tout à fait juste, et d'ailleurs, je crois que ce n'est pas tout à fait ce que vous voulez dire, parce que, comme je viens de vous le dire, c'est plus un problème de contrôle d'accès et de stationnement, que nous allons régler, je l'espère, avec les services de police.

Pour cela, le deuxième alinéa de votre vœu suffit, il n'y a absolument pas d'intention de ne pas mettre en œuvre "Paris Respire".

Si vous acceptez de retirer le premier alinéa, j'émets un avis favorable à votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Cher collègue ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - J'accepte évidemment de retirer le premier alinéa.

Je voulais simplement dire que j'étais allé avec M. VEDEL à l'époque, le Représentant de M. le Préfet de police, sur place pour vérifier de visu les dysfonctionnements que j'évoquais, notamment l'intrusion des véhicules sur la partie qui n'est pas complètement fermée.

Ce problème demeure entier plusieurs années après. Aujourd'hui, il serait temps que la Ville de Paris et la Préfecture de police prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'on puisse jouir de cet espace en toute tranquillité et toute quiétude les dimanches et jours fériés.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 93 amendé, comme cela a été accepté.

Excusez-moi, je ne vous avais pas vue.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci.

Juste pour dire que, bien sûr, nous allons voter positivement ce vœu. Nous avions déjà voté les précédents et, vous avez raison, la décision n'est pas forcément appliquée à 100 % sur ce qui s'était décidé le 18 mars 2013, notamment nous avions fait aussi lors d'une séance de Conseil d'arrondissement, notre groupe avait demandé un amendement oral un peu du même style qu'aujourd'hui sur le fait de laisser l'accès au Chalet des Iles et aux livraisons du temple bouddhiste. Je vois qu'il est de nouveau rajouté, c'est dommage qu'il ne perdure pas, chaque fois, au fil des vœux.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 256).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif à l'autopartage.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 94 est relatif à l'autopartage.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu relatif à la promotion de l'autopartage à Paris.

Depuis 15 ans, l'autopartage participe au développement de nouveaux types de mobilité, avec l'objectif de réduire la pollution de l'air.

Sachez qu'une enquête nationale réalisée par un bureau d'études 6T, indique qu'une voiture en autopartage remplace neuf voitures individuelles et libère huit places de parking.

Alors, la Ville de Paris a mis beaucoup d'argent sur le développement d'Autolib', mais nous considérons que l'offre d'autopartage est complémentaire et cette offre d'autopartage n'a reçu aucune aide de la Ville de Paris ces dernières années.

Nous souhaitons, à travers ce vœu, que la Ville de Paris adopte un dispositif de soutien à ces sociétés d'autopartage qui soit appuyé sur trois éléments :

- Premièrement, une aide financière à la reconversion des flottes en véhicules moins polluants, puisque, malheureusement, aujourd'hui, une partie de ces flottes fonctionne au diesel,

- Deuxièmement, une allocation de places de stationnement en voirie pour des voitures en autopartage, de manière à ce que le service soit visible des Parisiens,

- Et, enfin, une politique de communication en faveur de la promotion de l'autopartage de manière à faire connaître ce dispositif qui est tout à fait efficace pour se passer de la propriété d'un véhicule individuel à Paris.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Président ou Monsieur le Maire, plutôt.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Les deux !

M. Julien BARGETON, adjoint. - C'est le Maire qui préside, c'est vrai. En France, on est toujours président de quelque chose.

J'émets un avis favorable à votre vœu, je partage, c'est le cas de le dire, tout à fait l'objectif de soutenir toutes les formes d'autopartage. Bien sûr, Autolib' participe à cette modification des comportements, à cette démocratisation de l'usage de la voiture partagée, il doit être complété par d'autres systèmes d'autopartage comme vous le proposez.

Ce sont des moyens efficaces de réduire les nuisances associées à la voiture : la pollution, l'encombrement de l'espace public sans restreindre les possibilités pour les Parisiens de se déplacer.

Il se trouve que je suis en train d'y travailler avec la Direction de la Voirie et des Déplacements et je retrouve d'ailleurs, dans votre vœu, plusieurs propositions sur lesquelles nous travaillons : l'allocation de places de stationnement, la communication, etc.

Je partage bien sûr l'objectif d'avoir des flottes de véhicules non diesels, en revanche je pense que nous pouvons y parvenir sans passer nécessairement par une aide financière, mais plutôt à travers, d'une part, l'installation de bornes de recharge sur les places dédiées à l'autopartage - nous y travaillons dans le cadre d'un

projet de délibération qui vous sera présenté en novembre - et, d'autre part, l'attribution du label en fonction de la motorisation des véhicules.

Labellisation et installation de bornes.

Aussi, je vous propose de remplacer dans le premier alinéa "une aide financière" par "un système d'aide à la reconversion des flottes de véhicules moins polluants, non diesels".

Si cet amendement est adopté, je suis favorable à votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Explication de vote de Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Oui, merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, nous partageons tout à fait les objectifs qui sont indiqués dans ce vœu et nous sommes tout à fait favorables au soutien à toutes les formes d'autopartage, comme il est effectivement expliqué.

Nous sommes par contre plus réservés sur l'allocation des places de stationnement en voirie pour les arguments que j'ai souvent expliqués devant cette Assemblée et nous préférerions l'implantation dans les parcs souterrains, c'est pourquoi nous nous abstiendrons sur ce vœu.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - A la proposition de Julien BARGETON, Monsieur NAJDOVSKI ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Monsieur le Maire, j'accepte l'amendement qui est proposé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 94 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 257).

Vœu déposé par le groupe PCF/PG relatif aux marchés d'appel d'offres sur les nouvelles lignes de bus.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 95 est relatif aux marchés d'appel d'offres sur les nouvelles lignes de bus.

La parole est à Mme SIMONNET pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - La nouvelle ligne de bus électriques qui est mise en service ne relèvera pas de l'opérateur historique R.A.T.P., mais sera exploitée par la société "B.E. Green" pour la traverse Brancion-Commerce. La Ville de Paris doit développer ces petits bus pour des circuits courts interquartiers, mais ces lignes peuvent et doivent totalement relever du développement de la R.A.T.P. et non pas d'entreprises privées.

Je sais que l'on va me dire qu'il y a une règle, une loi qui incite aux marchés d'appel d'offres, alors qu'il me semble que, auparavant, la R.A.T.P. seule organisait et gérait l'ensemble de ces lignes de bus.

Quelle que soit la façon dont ce vœu est rédigé, puisque vous êtes en exercice, pas simplement à la Ville de Paris, mais aussi à l'Assemblée nationale, au Sénat, au Gouvernement, à la présidence de la République, à Matignon et dans tous les Ministères, vous pouvez donc réécrire une loi, abroger l'ancienne, en proposer une. Il y a même des députés qui cumulent dans cette Assemblée, donc tout est possible !

On m'a dit : "Le changement, c'est maintenant". Il tarde, mais vous aurez compris l'esprit de ce vœu : pas de ligne privée pour les bus nouveaux que nous créons.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien.

Monsieur BARGETON, quelle est votre position ?

M. Julien BARGETON, adjoint. - Je ne cumule pas, je ne suis pas parlementaire, moi !

Je ne peux évidemment pas donner une suite favorable à votre vœu car je n'ai pas le pouvoir de changer la loi.

Comme vous le savez, depuis le mois de décembre 2009 et le vote de la loi "organisation et régulation des transports ferroviaires", mal nommée O.R.T.F., d'ailleurs, le S.T.I.F. a l'obligation de mettre en concurrence toutes les lignes nouvelles créées en Ile-de-France. On est obligé de mettre en concurrence les lignes nouvelles créées en Ile-de-France.

Cela vaut également pour la Ville lorsqu'elle sollicite auprès du S.T.I.F. une délégation de compétences pour mettre en place un service local.

Les trois premières traverses mises en service antérieurement à cette loi ont relevé de facto du monopole de la R.A.T.P. Les traverses créées après 2009 ont fait l'objet d'un appel d'offres.

Vous vous en douterez, l'analyse des offres menée par les services l'a été sur des critères très objectifs. Le fait que la Ville ait eu à retenir un autre exploitant que la R.A.T.P. pour la traverse du 15e arrondissement démontre que le service d'une société privée n'est pas obligatoirement plus coûteux que celui de la R.A.T.P., au contraire, même sur le long terme.

Le bilan en termes d'emplois n'est pas non plus défavorable.

C'est la C.A.O. seule qui a tranché, il y a eu unanimité de la C.A.O. du 12 mars 2013.

Je saisis cette occasion que vous m'offrez pour vous dire que j'aurais le plaisir d'inaugurer demain, aux côtés de la première adjointe, la traverse Brancion-Commerce dans le 15e arrondissement. Entièrement électrique, elle sera la cinquième desserte de quartier dans Paris et la deuxième de la mandature.

Nous la mettons en service dans les temps.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Dès que cela devient local, cela commence à prendre des proportions… Restons calmes.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 95 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe UMPPA relatif aux stations-services parisiennes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 96 est relatif aux stations-services parisiennes.

La parole est à Mme DOUVIN, une minute.

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, depuis 1995, le nombre de stations-services est passé de 280 à 120 aujourd'hui, donc une diminution considérable.

Certains pétroliers estiment que la Capitale ne comportera qu'une quarantaine de stations d'ici 2020.

Je me suis rapportée à l'étude de l'A.P.U.R. sur le sujet, les conclusions de cette étude ne m'ont pas rassurée. Effectivement, dans leurs trois possibilités, dans leurs trois scénarios, deux d'entre eux sont véritablement alarmants aussi.

Certains programmes d'aménagement de la Ville conduisent à la suppression de stations (porte de Vincennes, porte des Batignolles), la réalisation du tramway aussi. Or, un quart des stations-service est situé sur le domaine public de la ville. Nous savons bien qu'une réduction trop importante du nombre de stations conduirait à des kilomètres supplémentaires effectués, ce qui est une source de bruit et de pollution.

D'autre part, les professionnels de la logistique ont attiré notre attention sur le manque de stations-service équipées de pompes G.N.V., c'est pourquoi nous demandons deux choses : d'une part, que le Maire de Paris veille à maintenir le nombre de stations-service conformes aux besoins sur le territoire parisien, et d'autre part qu'il sollicite les compagnies pétrolières afin qu'elles développent le réseau de distribution du G.N.V.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous demandez à ce que la Ville de Paris veille à maintenir un nombre de stations conformes aux besoins du territoire parisien. Je vous rassure, c'est déjà le cas et je partage votre souci.

Vous vous faites l'écho d'articles de presse qui ont parfois mal résumé le sujet. C'est dans la communication faite par certains pétroliers, comme vous le mentionnez d'ailleurs vous-même dans votre vœu, certains pétroliers entre guillemets.

Il faut se garder d'affoler inutilement les Parisiens sur le sujet. L'A.P.U.R. a récemment réalisé une étude à la demande de la Ville, précisément pour mieux cerner la situation et envisager des mesures si nécessaire.

En résumé, la baisse du nombre de stations-services à Paris est d'abord lié à une réduction de la demande, du fait de la diminution de l'usage de la voiture et des nouvelles générations de véhicules qui consomment moins, voire ne consomment plus, par exemple l'électrique.

Les fermetures répondent à l'évolution du marché. Ce sont les pétroliers eux-mêmes qui décident de fermer. La suppression des stations dans le cadre d'opérations d'aménagement permet de rééquilibrer l'offre et de mieux insérer les stations-services dans le cadre urbain. Des normes réglementaires de sécurité jouent aussi. Voilà les vraies raisons et il n'y a pas lieu d'accuser la Ville.

Concernant le besoin de G.N.V. pour les professionnels de la logistique, plusieurs groupes de travail de la charte pour une logistique urbaine durable travaillent actuellement à cette question. Néanmoins, les besoins qu'il nous faut encore affiner porteront non pas sur les stations-services mais sur les centres de remisage et de logistique eux-mêmes. Il n'y a pas lieu de demander aux pétroliers de développer un réseau de distribution de G.N.V. En revanche, nous travaillons à développer dans les stations-service des bornes de recharge électrique. C'est en cours pour les stations du périphérique.

J'espère vous avoir convaincus de retirer votre vœu, sinon j'émets un avis défavorable. Ce n'est pas la Ville qui est responsable de la réduction du nombre de stations-services mais des décisions économiques. Et pour l'instant, il n'y a pas péril en la demeure !

Merci beaucoup.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Explication de vote de M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Merci à l'U.M.P. de remettre ce sujet à l'ordre du jour. Bien entendu, nous sommes satisfaits de la fermeture des stations-service parisiennes. Cela montre l'évolution qu'il y a dans notre ville et le fait qu'il y ait de moins en moins de circulation automobile et de moteurs à explosion qui polluent notre ville.

Aussi nous sommes très favorables au fait que ferment les vieilles stations, qui sont souvent très dangereuses et sur lesquelles nous avons déjà alerté le Conseil sur les risques d'accidents qu'il y avait avec ces stations d'essence, mise en bas d'immeubles résidentiels et souvent sans aucune mesure de sécurité. Il est sûr que les nouvelles stations qui sont construites et qui sont peu nombreuses, elles, ont des mesures de sécurité plus importantes mais nous souhaiterions que les vieilles stations-service soient mises aux normes avant qu'un drame ne se produise.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 96 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux infiltrations dans la station de métro République.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 97 est relatif aux infiltrations dans la station de métro République.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN, pour une minute maximum.

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, la station de métro République fait l'objet depuis quelques mois d'infiltrations d'eau importantes. Il y a une dégradation avancée des murs de la station. Or, la R.A.T.P. avait réalisé dans cette station d'importants travaux de rénovation, entre janvier 2009 et juin 2010. C'était concomitant avec le chantier de la nouvelle place de la République. Il peut y avoir eu une absence de bâchage au sol lors des travaux qui aurait laissé ainsi le sol à nu et en proie au ruissellement.

La Mairie de Paris est le maître d'œuvre et d'ouvrage de réhabilitation de la place. Les travaux de remise en état de la station pourraient coûter 8 millions d'euros. Nous souhaitons donc que le Maire de Paris informe le Conseil des conclusions des expertises, bien entendu quand celles-ci seront achevées.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire. Merci, Madame.

Vous faites l'écho d'un article du "Parisien" concernant les infiltrations dans la station de métro située sous la place de la République. A ce jour, aucun lien n'est avéré entre ces infiltrations et le chantier de réaménagement de la place de la République - c'est ce que sous-entendait cet article et que vous reprenez dans votre vœu - c'est la raison pour laquelle d'ailleurs j'émettrais un avis défavorable.

Ce que je peux vous dire, c'est que la Ville avait demandé en 2011, avant le début des travaux, un référé préventif, afin d'établir un état des lieux de l'ensemble des bâtiments jouxtant la place, ainsi que la station de métro. En juin 2013, la R.A.T.P. a demandé au Tribunal administratif de transformer ce référé préventif en référé expertise, afin d'établir les responsabilités liées aux infiltrations. Ces expertises sont en cours.

Il est bien évident que les conclusions seront transmises aux élus du Conseil de Paris, mais je ne peux pas laisser préjuger que c'est la faute de la Ville, même si je n'ai rien contre le fait de vous informer, mais votre vœu laisse planer la responsabilité sur la Ville, et je trouve que ce n'est pas conforme à la défense de ses intérêts, et c'est pourquoi je m'y oppose et j'émets un avis défavorable.

M. Sylvain GAREL. - Oui, sur ce sujet, effectivement, pourquoi ce serait la responsabilité de la Ville alors qu'on peut constater que la plupart des stations de métro qui sont refaites dans Paris sont victimes d'infiltrations. Ce qui est d'ailleurs un vrai problème. J'aimerais bien comprendre pourquoi des stations de métro qui ont été refaites par la R.A.T.P. à grands frais, trois à quatre mois après sont déjà très abîmées : Gambetta, Saint-Lazare, mais on pourrait en citer des dizaines probablement. Je pense qu'il y a un vrai problème. Soit on n'a pas la technologie qui permet d'imperméabiliser les stations, soit il y a des malfaçons, mais il est anormal que les stations de métro toutes neuves subissent des dégradations par l'eau, quelques mois après que les chantiers aient été finis. C'est arrivé plusieurs fois et tous les gens qui prennent le métro s'en rendent compte.

(M. Mao PENINOU, adjoint, remplace M. Pierre SCHAPIRA au fauteuil de la présidence).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Je voulais simplement dire à M. BARGETON que véritablement il n'y avait aucune mise en accusation de la Mairie de Paris dans l'exposé du vœu, dans les considérants, et que nous demandons une information des conclusions des expertises quand elles seront achevées. C'est exactement ce qu'il vient de dire, qu'il nous donnerait, donc je ne vois pas comment il peut être contre le vœu. S'il veut que j'enlève un considérant, j'enlève un considérant parce que vraiment il n'y a pas de problème.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Auquel cas je vous propose peut-être de le retirer puisqu'il vous a été indiqué que...

M. Julien BARGETON, adjoint. - Retirez-le, je répondrai à votre demande.

Mme Laurence DOUVIN. - Je retire le vœu.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux dégradations et vols commis sur les Vélib'.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 98 qui a trait aux dégradations et vols commis sur les Vélib'.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, vous avez vu qu'il y a eu un certain nombre de dégradations qui ont été enregistrées sur les vélos en libre-service et c'est en recrudescence en 2011. Il y a eu 9.000 vélos qui ont été volés en 2012. Or chaque vélo volé ou rendu inutilisable coûte 450 euros à la Ville de Paris, soit plus de 4 millions pour les seuls vols de l'année 2012. Il y avait déjà eu un avenant avec la société SOMUPI et nous savons aussi que 23.800 vélos devraient normalement être déployés. Or, aujourd'hui, il n'y en a que 14.000. Il faudrait donc 18.000 vélos pour assurer une qualité de service satisfaisante.

Nous demandons donc aujourd'hui que le Maire de Paris indique les conséquences financières, d'une part liées aux dégradations et vols de Vélib' et que le Maire de Paris, en lien avec le Préfet de police d'ailleurs, présente les mesures qu'il compte prendre pour réduire ce vandalisme. C'est un vandalisme très coûteux pour la collectivité, notamment en étudiant l'implantation de caméras sur les stations les plus touchées. Enfin, qu'il soit précisé le calendrier d'un retour à un nombre optimal de vélos en libre-service.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - la parole est à M. BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Alors, je vais essayer de vous convaincre de retirer votre vœu, je vais vous apporter un certain nombre d'informations, sinon j'émettrai un avis défavorable.

Comme je vous le disais en 3e Commission, nous sommes en train de prendre des mesures et nous avons déjà pris des mesures pour lutter contre le vandalisme, et nous n'attendons pas les vœux en Conseil de Paris.

Nous avons effectivement constaté une recrudescence des actes de vols et d'arrachages de Vélib' cet été avec 5.000 vélos arrachés en juillet et en août. Ce phénomène se concentre sur une cinquantaine de stations, dans les 10e, 18e, 19e arrondissements, Aubervilliers et Pantin. Voilà les cinq sites les plus touchés. Je vous précise tout de suite, pour répondre à vos interrogations, que ces dégradations ont déjà coûté 1,7 million d'euros à la Ville de Paris depuis janvier 2013. Là, 1,7 million, c'est pour l'année 2013.

Qu'avons-nous fait ?

Dès juillet, l'information aux usagers a été renforcée, que ce soit aux stations ou sur Internet. Désormais, les fermetures de stations et la cause sont annoncées.

Nous travaillons étroitement avec la Préfecture de police afin de sécuriser les stations Vélib' les plus touchées, en utilisant le système de vidéosurveillance existant, ainsi qu'à travers les interventions de la mission de prévention et de communication de la Préfecture dans les collèges. Les agents des différentes circonscriptions de la Direction de la Prévention et de la Protection (DPP) sont également mobilisés.

Les correspondants de nuit assurent la médiation auprès des habitants sur la question du vandalisme des stations Vélib' dans le périmètre de leurs maraudes.

Des moyens supplémentaires ont été mobilisés pour récupérer et réparer les vélos dégradés le plus rapidement possible et les réinjecter dans le système, l'objectif étant de revenir le plus rapidement possible à 18.000 vélos disponibles.

Je vous signale que 88 % des vélos volés sont retrouvés, réparés et réinjectés dans le système.

Le chiffre de 14.000 que vous citez était le chiffre, à un moment, des vélos rattachés. Or il y a toujours des vélos en circulation. Compter simplement les vélos attachés à une borne ne permet pas de compter tous les vélos disponibles à l'instant t.

Un dispositif de réparation pénale a été mis en place à l'initiative de la Ville de Paris avec le parquet de Paris, la protection judiciaire de la jeunesse et la société Jean-Claude Decaux.

Depuis janvier 2013, ce dispositif a permis d'accueillir 30 mineurs dans les ateliers de réparation de Jean-Claude Decaux.

J'émets donc un avis défavorable sur un vœu qui arrive bien tard, alors même que nous constatons déjà les résultats de ces actions. Je reste prudent. La tendance est légèrement à la baisse à la rentrée. Évidemment, il faut toujours regarder les périodes de congés, etc., mais il n'est pas certain que finalement, cela ne puisse pas se réduire de nouveau à la fin de 2013.

Je précise que ces dégradations n'entament pas l'engouement des Parisiens pour Vélib', qui bat des records de fréquentation, ce dont nous nous réjouissons. Nous n'avons jamais enregistré de telles fréquentations qu'en ce mois de septembre.

Merci beaucoup.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur le Représentant du Préfet, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Deux précisions de nature technique par rapport à ce que vient d'indiquer Julien BARGETON sur le travail partenarial qui a été déjà engagé à l'été 2012, et renforcé à l'été 2013.

Sur les chiffres d'interpellation qui ont été donnés. Vous citez, Madame DOUVIN, 15 interpellations en 2012. Je n'ai pas le chiffre en 2012, mais je peux vous dire qu'en 2013, à ce jour, au total, ce sont 275 personnes interpellées sur Paris pour des délits en lien avec les Vélib', pas forcément des vols. Cela peut être des vols, des dégradations, des recels de vol, quand on interpelle des personnes qui circulent sur des Vélib' sans y être autorisé. C'est un nombre significatif.

Deuxième élément, en complément de Julien BARGETON, depuis cet été, nous accompagnons la réouverture des stations par des mesures spécifiques. Soit des mesures de présence physique renforcée aux abords des stations, parce qu'on pense que c'est pratiquement dans les heures qui suivent la réouverture que les choses se jouent et qu'il faut être présent, mais également la vidéoprotection. Pour la première fois, nous disposons d'une cartographie des stations Vélib' en lien avec le plan de vidéoprotection pour Paris. On peut donc savoir, station par station, lesquelles sont visualisables par les caméras.

Voilà les deux précisions techniques que je souhaitais apporter suite à votre questionnement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame DOUVIN, compte tenu de toutes ces précisions, maintenez-vous votre vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je remercie d'abord M. le Représentant du Préfet de police. Malheureusement, 275 personnes sur 9.000 vols, cela ne me paraît pas beaucoup.

J'ai écouté avec attention M. BARGETON.

Je me propose de retirer ce vœu mais de rester particulièrement vigilante et de refaire un vœu dans trois mois, quand nous aurons quelques chiffres, pour faire le point.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Au Conseil de février, donc.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éclairage nocturne des panneaux publicitaires aux stations de tramways.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 99 est relatif à l'éclairage nocturne des panneaux publicitaires aux stations de tramway.

La parole est à Mme MONTANDON.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

Le Règlement local de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes ne fixe aucune modalité d'extinction nocturne pour l'éclairage des panneaux publicitaires du mobilier urbain.

Il se trouve que les stations de tramway situées en périphérie de la ville ne sont pas forcément un lieu de passage pendant la nuit, si bien que l'éclairage nocturne ne semble pas forcément utile.

Nous sommes tous préoccupés aujourd'hui par les enjeux d'économie d'énergie. C'est pour cela que Jean-François LAMOUR, Jean-François LEGARET et les élus du groupe U.M.P.P.A. vous demandent qu'une étude d'impact soit menée sur l'économie d'énergie qui résulterait d'une extinction des éclairages des panneaux publicitaires des stations de tramway en dehors des horaires de fonctionnement.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Alors, bon, j'aurais adoré faire plaisir à Mme DOUVIN - malheureusement, c'est Mme MONTANDON qui a présenté ce vœu - car je vais émettre un avis favorable à votre vœu.

Il faut encourager le groupe U.M.P.P.A. dans sa prise de conscience des enjeux environnementaux, peut-être furtive et sans doute un peu nourrie d'arrière-pensées, mais enfin ! Toutes les occasions sont bonnes à prendre.

Je souhaite toutefois vous demander de préciser dans ce vœu par un amendement oral que les dispositifs publicitaires en question relèvent d'une autorisation d'exploitation qui n'est pas accordée par la Ville mais par la R.A.T.P. et qu'en conséquence, c'est à cette dernière qu'il convient de demander cette étude d'impact.

Je vous propose donc d'ajouter : "Qu'une étude d'impact soit menée par la R.A.T.P. sur l'économie d'énergie", etc.

Sous cette réserve, je donne un avis favorable à ce vœu présenté par Mme MONTANDON. Cela aurait été l'occasion de donner un accord à Mme DOUVIN.

M. Sylvain GAREL. - Nous allons bien sûr voter ce vœu, même si nous aurions préféré qu'il demande l'extinction immédiate de l'ensemble des panneaux publicitaires parisiens parce qu'effectivement, si l'on veut faire de vraies économies d'énergie, c'est l'ensemble des panneaux publicitaires parisiens qu'il faut éteindre la nuit dès maintenant, et pas uniquement ceux qui sont sur le périphérique.

Mais c'est un début, donc nous allons le soutenir.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame MONTANDON, Acceptez-vous l'amendement ?

Mme Valérie MONTANDON. - Oui.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Très bien.

Sans vouloir relancer le débat, je précise quand même que des rues éclairées, ce sont aussi des éléments de sécurité.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 258).

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur électrique.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 100 est relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur électrique.

La parole est à Mme GALLOIS.

Mme Edith GALLOIS. - Monsieur le Maire, il y a trois ans, vous avez fait adopter une excellente mesure qui consistait à accorder une subvention d'à peu près 25 % du prix d'achat d'un scooter électrique.

C'est une mesure qui existe aussi pour les vélos électriques, mais pour les scooters elle est un peu moins connue. Effectivement, les scooters électriques ne sont pas assez nombreux en proportion du nombre de deux-roues

motorisés qui circulent dans Paris. Il ne vous a pas échappé que c'étaient les plus gros pollueurs parisiens puisqu'ils sont très gros émetteurs en particules fines.

Donc nous regrettons, et nous l'avons regretté ensemble en Commission, que ces scooters électriques ne soient pas suffisamment connus.

Moi, je vous fais une proposition : rendez-les plus connus pour qu'ils soient plus fréquentés.

Je souhaiterais par ce vœu que ce dispositif, qui prend fin à la fin de l'année, soit prolongé de trois ans parce que c'est en effet un très bon dispositif. Il doit être prolongé et vous devriez, en acceptant ce vœu, faire le choix politique de faire mieux connaître ses dispositions afin que toutes les entreprises locales, les particuliers soient plus enclins à acheter des scooters électriques dans Paris.

N'arguez pas du fait que c'est une disposition budgétaire parce que vous pouvez tout à fait accepter le principe de dire oui aujourd'hui. Cela prouverait votre bonne volonté à accepter des propositions qui viennent de l'opposition, surtout quand elles viennent pour prolonger des dispositifs que vous avez fait voter vous-mêmes.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Malgré tout le bien que vous dites de ce dispositif, de notre politique municipale, cela me désole de devoir donner un avis défavorable à votre vœu, mais je vous remercie de ce que vous avez dit sur cette disposition.

Je pense qu'il n'y a malheureusement pas qu'une question de communication, mais un sujet sur les scooters électriques, qui tient peut-être aux motorisations, à l'effort des constructeurs, quand même peut-être qu'il y a aussi quelque chose à regarder, notamment en matière de prix.

Pour favoriser l'usage de véhicules adaptés à la circulation en milieu urbain, la ville de Paris a mis en place en 2009 un système de subvention à l'achat de V.A.E. pour les vélos et de cyclomoteurs électriques.

C'est une subvention de 25 % dans une limite de 400 euros.

Deux remarques me conduisent cependant à rejeter votre vœu.

Vous limitez votre vœu aux cyclomoteurs alors que ce dispositif porte aussi sur l'achat de vélos électriques, qui en représentent la part la plus importante ; nous avons versé pas loin de 10.000 subventions depuis son existence.

La seconde, c'est quand même, vous l'avait dit vous-même, Madame GALLOIS, une mesure à caractère budgétaire qui trouve plus sa place dans un amendement au moment de notre séance de décembre et il conviendra d'y répondre dans le cadre du débat budgétaire, à ce moment-là.

Vous voulez un peu préempter en octobre des débats… vous savez que ce sont des mesures que nous discutons traditionnellement.

Pour cette raison, j'émets un avis défavorable mais je vous assure que cela ne préjuge absolument pas la suite.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame GALLOIS, rapidement ?

Mme Edith GALLOIS. - C'est d'autant plus choquant que vous disiez non et un avis défavorable. Je trouve ça choquant et presque scandaleux.

Vous dites que c'est une bonne mesure. Effectivement, les vélos électriques, on est d'accord. On sait que les vélos électriques, cela marche très bien. Justement ! Incitons, ayez la volonté politique que ce système fonctionne et pour cela, le meilleur moyen serait de dire oui et de le prolonger au moment du budget. On sait bien que c'est une question budgétaire. Je ne comprends pas du tout votre position.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 100, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la ligne de bus 57.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 101 est relatif à la ligne de bus 57.

Madame GALLOIS, vous avez la parole.

Mme Edith GALLOIS. - Il y a, dans le 13e arrondissement, en tout cas pour ce qui concerne le 13e arrondissement dont je suis l'élue, bien sûr, un bus 57 qui dessert tout l'Est et le Sud de cet arrondissement, ainsi qu'Arcueil et la banlieue Sud de Paris. Or, il y a un gros problème avec ce bus qui est saturé et pour lequel il y a trop de temps d'attente.

D'ailleurs, les conditions de circulation se sont largement détériorées depuis le prolongement de la ligne de la gare de Lyon à la porte de Bagnolet et à la mairie de Gentilly-Arcueil. Ce bus subit des ralentissements en raison des embouteillages dans Gentilly et dans la rue des Peupliers, en particulier lorsqu'il n'y a plus de voie réservée aux bus.

Ce manque de fréquence est très préjudiciable aux habitants du 13e arrondissement qui ont, d'ailleurs, fait des pétitions sur le sujet. Il y a de nouveaux bâtiments, il y a même l'éco-Z.A.C. de Rungis, qui est en cours de finition. 2.000 personnes supplémentaires vont arriver dans cet arrondissement et pas un seul moyen de transport en commun supplémentaire.

Donc, ce n'est pas très logique que l'on parle d'une éco-Z.A.C. dans Paris, sans qu'il y ait de moyens de transports en commun supplémentaires pour la desservir.

Ce que nous souhaiterions, c'est que la Ville s'engage à ce que, en liaison avec le S.T.I.F., il y ait un renforcement de cette ligne de bus 57 et que, dans cette attente, un service renforcé soit mis en service d'urgence entre Arcueil-Laplace RER et la gare de Lyon.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Je veux bien, Madame GALLOIS, que l'on refasse ici les échanges que nous avons au S.T.I.F. mais nous perdons un petit peu de temps quand même.

Je me suis déjà exprimé au S.T.I.F. pour demander le renforcement de la ligne 57 et, d'ailleurs, vous étiez en séance. Refaire le débat sur une demande que j'ai moi-même formulée auprès du président du S.T.I.F., je trouve que ce sont des méthodes qui sont assez étranges, je ne vous le cache pas.

Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, puisque j'ai écrit au S.T.I.F. à plusieurs reprises.

S'il vous plaît, je vous écoute avec attention ! Écoutez ma réponse !

Ce n'était pas la première fois puisque j'ai écrit au S.T.I.F. à plusieurs reprises pour le demander et pour que l'on renforce cette desserte du secteur de la place de Rungis.

Suite à ces démarches, le S.T.I.F. devrait se prononcer sur un renfort de la ligne 57 à son conseil de décembre. Vous le savez très bien, d'ailleurs.

Donc, ce sujet étant déjà pris en compte par l'Exécutif et en voie de finalisation, je vous demande de bien vouloir retirer votre vœu, sans quoi j'émets un avis défavorable parce que c'est un petit peu trop facile de procéder ainsi.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame GALLOIS, acceptez-vous de retirer votre vœu ?

Mme Edith GALLOIS. - Surtout pas ! Je suis complètement scandalisée de la réponse qui vient de m'être faite ! C'est stupéfiant !

Ici, on est dans un hémicycle, dans une enceinte pour élus locaux. Je suis une élue locale, je suis l'élue du 13e arrondissement et je me prononce ici en tant qu'élue du 13e arrondissement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - J'ai bien noté que vous ne retiriez pas votre vœu.

Donc, merci.

Mme Edith GALLOIS. - Si on est d'accord, alors, acceptez le fait d'être d'accord ! Pourquoi ne voulez-vous jamais être d'accord ?

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Ecoutez, les arguments ont été échangés.

Mme Edith GALLOIS. - Bien sûr que non ! Il y a une pétition dans le 13e arrondissement des habitants du 13e, donc je ne retirerai pas mon vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame GALLOIS, vous ne retirez pas votre vœu. J'ai compris.

Mme Edith GALLOIS. - C'est de la stratégie politicienne que vous faites…

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je le mets donc aux voix.

Mme Edith GALLOIS. - … et je trouve cela très déplacé, Monsieur le Maire.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 101, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est rejeté.

Vœu déposé par Mme GOLDGRAB, M. ALAYRAC et M. BROS relatif à une offre de scooters électriques en libre-service.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Le vœu n° 102, avec lequel nous terminons la 3e Commission, est relatif à une offre de scooters électriques en libre-service.

Je donne la parole à Mme Laurence GOLDGRAB, pour une minute.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, l'Enquête Globale Transport, étude pilotée par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et rendue publique en janvier 2013, montrait qu'en dix ans, entre 2001 et 2010, l'utilisation du scooter avait progressé de 34 %. Ce moyen de déplacement correspond donc bien aux attentes et pratiques quotidiennes des Parisiens et Parisiennes.

Le vœu que je présente ici au nom des élus Radicaux de gauche porte sur la création d'un nouveau service de Scootlib'.

Ce Scootlib', sur le modèle de Vélib' et d'Autolib', peut être le chaînon manquant entre le vélo et la voiture. Il permettra d'offrir une flexibilité de circulation, comme en voiture, en abaissant les difficultés liées au stationnement et aussi la réalisation de trajets plus longs que ceux effectués en vélo. Il répond à des considérations écologiques, en réduisant la pollution de l'air mais aussi la pollution sonore.

Pour ces raisons, nous souhaitons que le Conseil de Paris vote le principe de la mise en place de ce système de scooters électriques en libre-service. Auparavant, nous demandons qu'une étude soit lancée pour sa faisabilité.

C'est le sens de ce vœu.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Avec plus de 4 déplacements en moyenne par jour (4,15 exactement), les Parisiens sont les plus mobiles d'Ile-de-France qui est déjà la région la plus mobile de France.

Pour répondre à ce besoin de mobilité, nous devons diversifier les offres publiques de déplacements et soutenir les pratiques de déplacements, comme le vélo, la marche à pied, les transports en commun, les systèmes d'autopartage, le libre-service, etc.

A l'idée de mettre en place un système de scooters électriques en libre-service, j'ai envie de vous répondre qu'il faut explorer toutes les idées.

Comme le propose le deuxième alinéa du vœu, la première étape est bien d'étudier la faisabilité d'un tel dispositif.

Par contre, ne mettons pas la charrue avant les bœufs ! Acter le principe de sa mise en place ne peut advenir que dans un second temps, c'est-à-dire en fonction des résultats de l'étude que vous demandez.

Enfin, nous n'ignorons pas que, dans six mois à peine, les Parisiens vont voter pour leur Maire. C'est, à mon sens, une question qui relève directement des projets municipaux d'une prochaine mandature.

Je suis donc d'accord avec l'esprit du vœu, mais à condition qu'on ne brûle pas les étapes. J'appellerai à le voter favorablement, si vous acceptez de retirer le premier alinéa et de fusionner les deux suivants, demandant ainsi que la Ville de Paris lance une étude de faisabilité sur la mise en place d'un système de scooters électriques en libre-service et que les résultats de ces études soient communiqués au Conseil de Paris.

Donc, sous réserve de modification du vœu, j'émets un avis favorable.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Madame GOLDGRAB, acceptez-vous l'amendement ?

Mme Laurence GOLDGRAB. - C'est bien volontiers que j'accepte cet amendement.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Très bien.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu n° 102 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu amendé est adopté. (2013, V. 259).

2013 DEVE 151 - Subvention (2.000 euros) à l'association "Espaces" pour l'organisation de balades fluviales commentées au départ du Port de Sèvres (16e) et depuis l'île aux Cygnes (15e).

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à la 4e Commission, avec le projet de délibération DEVE 151 : subvention à l'association "Espaces" pour l'organisation de balades fluviales commentées au départ du Port de Sèvres et depuis l'île aux Cygnes.

La parole est Mme POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je me réjouis de ce projet de délibération concernant l'organisation de balades fluviales par l'association "Espaces", cette association qui joue un rôle très important dans la réinsertion de salariés autour de chantiers d'entretien d'espaces verts - nous le verrons plus tard pour la petite ceinture - mais aussi d'activités de navigation douce.

Les balades qui sont concernées par ce projet de délibération sont celles entre l'île Saint-Germain jusqu'à Issy-les-Moulineaux, qui existent depuis 2011. La nouveauté de l'année 2013, c'est un départ supplémentaire depuis l'île aux Cygnes, ce qui est très positif pour les habitants du 15e arrondissement.

Mes chers collègues, ce projet de délibération est l'occasion pour moi de rappeler le travail considérable du 15e arrondissement, qui a été mené pour le réaménagement de cette île qui, petit à petit, reprend son essor. Grâce à la volonté des élus du 15e arrondissement, et surtout du conseil de quartier Emeriau-Zola qui était très mobilisé, cette île a été finalement réintégrée au projet global d'aménagement des berges de la Seine. Elle a ainsi bénéficié d'un projet, qui a été financé à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros, pour des aménagements très concrets :

- un arboretum de 67 essences d'arbres qui s'intègrent dans un plan biodiversité ;

- l'installation d'agrès de sports, qui ont été financés principalement sur le budget du conseil de quartier ; c'est un aménagement plébiscité par les habitants du 15e arrondissement, ont l'a vu cette année ;

- le changement des garde-corps sur l'esplanade autour du pont de Grenelle sur cette partie de l'île ;

- la réfection du sol de cette esplanade ;

- l'aménagement d'un espace convivial au pied de l'escalier du pont de Grenelle ;

- un renforcement de l'éclairage.

Mais il reste encore beaucoup à faire et notre ambition ne se limite pas à ces aménagements pour cette île. Nous souhaitons, et vraiment, cela a été demandé par le maire du 15e arrondissement, toute l'équipe municipale et les conseillers de quartier, qu'il y ait encore une amélioration des garde-corps sur le reste de l'île, que les sols dégradés de l'allée centrale soient renforcés entre le pont de Bir-Hakeim et le pont de Grenelle, que les accès en général à cette île soient revus, que l'accessibilité aux P.M.R. (personnes à mobilité réduite) soit encouragée et puis, évidemment, une sécurité de tous les usagers sur cette île aux Cygnes.

La Statue de la Liberté, qui est en figure de proue de l'île aux Cygnes, a donné beaucoup de courage aux habitants du 15e arrondissement qui se sont mobilisés autour de ce projet de valorisation de leur île, mais il reste à faire beaucoup de choses.

(M. Julien BARGETON, adjoint, remplace M. Mao PENINOU, adjoint, au fauteuil de la présidence).

Je souhaitais, par mon intervention, rendre hommage à tous les acteurs de ce projet : les élus du 15e arrondissement, le conseil de quartier, les services de la DEVE qui n'ont pas été assez remerciés par la Mairie de Paris qui, d'ailleurs, a inauguré une partie de ces projets sans inviter les principaux acteurs et notamment le conseil de quartier.

L'île aux Cygnes est une vitrine de Paris, elle mérite beaucoup mieux mais, nous, nous saurons mettre les moyens nécessaires à partir de mars 2014.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je donne la parole à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie Mme POIRAULT-GAUVIN de l'intérêt qu'elle porte au travail qui est fait par l'association "Espaces", association d'insertion qui se diversifie dans ses activités. On peut se féliciter, aujourd'hui, qu'elle ait formé huit personnes pour ces balades fluviales. C'est un vrai succès, car l'association "Espaces" a prolongé ses promenades, qui devaient se terminer fin septembre, jusqu'au mois d'octobre, puisque pendant les week-ends du 5-6 et 12-13 octobre, ces balades fluviales ont lieu.

Je vous rappelle qu'il y a eu 2.500 passagers qui ont bénéficié de ces promenades, avec, effectivement, beaucoup de riverains, à la fois du 15e, mais aussi des Parisiens et des amoureux de Paris.

Ce travail a été fait aussi avec le soutien du conseil de quartier, qui s'y est beaucoup intéressé, la mairie du 15e, que je remercie d'avoir relayé l'information de ces promenades sur son site internet et de sa présence aussi lors de la visite que nous avons faite avec l'association "Espaces" ; je crois que cela a été beaucoup apprécié.

Pour ce qui concerne l'île aux cygnes, j'ai l'habitude de féliciter la Direction des Espaces verts et de l'Environnement et vous m'en donnez l'occasion, c'est vraiment un beau travail qu'ils ont effectué, notamment le service de l'arbre pour ce qui concerne l'arboretum. A chaque fois que nous avons un projet de rénovation, nous avons l'opportunité de valoriser le patrimoine naturel de Paris et c'est vrai que cet arboretum est une bonne chose et que l'île aux cygnes est un bel endroit, qui n'était peut-être pas assez connu, et je pense qu'à la fois le travail de rénovation qui a été fait par la Direction des espaces verts et de l'environnement et la navette fluviale qui a été installée par "Espaces" permettra de mieux faire connaître cet endroit, de le valoriser.

Je suis consciente qu'il y a d'autres choses à faire, mais il faut aussi laisser des projets pour l'avenir, et peut-être que nous aurons aussi d'autres projets sur cette île.

En tout cas, c'est une belle opération. Elle s'inscrit, d'ailleurs, dans l'opération globale des voies sur berges ; cela valorise tout le travail qui a été fait aussi, qui a un grand succès, et je voudrais encore saluer l'excellent travail qui a été fait sur l'archipel, qui a beaucoup de succès et qui est très apprécié, à la fois par les Parisiens et aussi par tous les amoureux de Paris.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je crois qu'il y a une explication de vote de Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne reviendrai pas sur le réaménagement de l'allée des cygnes ni sur l'arboretum, sur lequel j'ai souvent eu l'occasion de m'exprimer et pour lequel je porte un intérêt constant, mais je tiens à préciser que nous voterons ce projet de délibération avec enthousiasme, dans la mesure où le 15e arrondissement a proposé, dès 2011, à l'association "Espaces", d'étendre les balades fluviales jusqu'à Paris, avec un départ depuis l'île aux cygnes afin de permettre aux Parisiens de partir à la découverte des îles Seguin et Saint-Germain, puisqu'à l'origine, les balades étaient simplement limitées aux Hauts-de-Seine, et c'est à l'occasion d'une réunion à la Sous-Préfecture des Hauts-de-Seine que j'ai proposé cette idée de faire venir ces balades dans Paris.

J'ajoute que le maire du 15e, Philippe GOUJON, a tenu à soutenir ce projet, notamment en relayant l'information, mais aussi en finançant un certain nombre de balades commentées pour permettre à nos aînés de découvrir pendant l'été l'histoire des berges de Seine et la faune et la flore qui s'y développent.

Pour conclure, je me réjouis que ces balades au départ de l'île aux Cygnes rencontrent un vif succès.

Programmées, comme vous le rappeliez, Madame GIBOUDEAUX, à l'origine du 4 mai au 29 septembre, elles ont finalement été prolongées jusqu'à dimanche dernier, ce qui est extrêmement encourageant pour toutes les personnes en insertion qui participent à ce projet.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie pour ce que vous avez dit.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 151.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DEVE 151).

Je vous remercie.

2013 DEVE 158 Attribution de la dénomination Coulée verte René Dumont à la promenade plantée aménagée entre la rue Traversière et la rue Edouard Lartet (12e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DEVE 158 : attribution de la dénomination Coulée verte - René Dumont à la promenade plantée aménagée entre la rue Traversière et la rue Edouard-Lartet dans le 12e arrondissement.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

"Ouvrez les yeux, le XXIe siècle est mal parti." En 1995, René Dumont publiait cet ouvrage. Quelle prémonition ! Quel visionnaire !

René Dumont, on l'oublie, est quelqu'un qui, très tôt, s'est engagé et pas seulement sur les questions d'agriculture et les questions du rapport entre les pays du Nord et les pays du Sud.

Dès sa jeunesse, dès 1922, il s'engage en tant que pacifiste et on l'oublie un peu trop. Il a d'abord été un grand militant pacifiste, ce qui lui a valu, d'ailleurs, des conditions extrêmement difficiles pendant son service militaire avec évidemment tout ce que l'on connaît de cette période d'entre-deux guerres où le pacifisme, n'était pas très bien vu.

Ensuite, il a eu tout un travail sur les rapports nord/sud et tout ce que, à l'époque, on pensait être les bienfaits du colonialisme et qu'il a remis très vite en cause, notamment à travers son approche critique de l'agronomie et qui est rentré en conflit avec les idéologues agronomes coloniaux de l'époque qui méprisaient l'agriculture traditionnelle des populations indigènes.

Ecoeuré par l'administration française, il a démissionné de son poste et il est retourné en France en février 1932, montrant déjà, là encore, qu'il n'était pas prêt à n'importe quel compromis par rapport à ses idées.

René Dumont, on le connaît davantage évidemment par ses engagements écologistes, notamment, et sa grande campagne de 1974, mais celle-ci n'arrive pas comme cela.

En fait, dès 1972, l'idée de se présenter à l'élection présidentielle était en l'air parmi tous les milieux écologistes, même s'il n'y avait pas de parti en tant que tel et, quelques jours seulement après la mort du Président Pompidou, il y a eu une volonté autour des Amis de la Terre, de Jean Carlier, de quelques avant-gardistes si j'ose dire, la volonté de présenter un candidat à l'élection présidentielle.

Ce n'est qu'après le retrait de la candidature de Charles PIAGET, lui aussi militant, qui doit être reconnu pour ses engagements, que René Dumont a accepté de se présenter.

Alors, certes, le score a été très faible, 1,32 %, mais qui a oublié cette campagne ? Qui a oublié la symbolique du verre d'eau, la symbolique du pull-over rouge ?

Je crois que, effectivement, on peut faire un très mauvais score à une élection présidentielle et marquer durablement les consciences et la politique dans un pays.

L'écologie politique de René Dumont, c'est une écologie qui est contre la guerre, contre le capitalisme, pour la solidarité entre les peuples et qui prend en compte le monde dit sous-développé.

On le voit, il est très en avance sur son temps et je dois dire que je suis fier d'appartenir à un parti qui considère qu'il est, d'une certaine manière, un de nos pères spirituels.

Aujourd'hui, nous allons voter pour que, au-delà du Jardin d'agronomie tropicale, qui porte en sous-titre si j'ose dire son nom - et que j'ai eu l'honneur d'inaugurer en présence de sa veuve, Charlotte Paquet-Dumont, hélas décédée depuis peu - nous allons donner le nom de René Dumont à une très belle Coulée verte au bord de laquelle il habitait, il faut le savoir, et Charlotte Paquet-Dumont aurait aimé être là pour l'inaugurer, c'était prévu l'année dernière, malheureusement nous n'avons pas pu délibérer à temps et je pense évidemment à elle aujourd'hui, tout autant qu'à René Dumont, car je sais que cela lui tenait beaucoup à cœur.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

Après cette présentation exhaustive, qu'avez-vous à rajouter, Madame Fabienne GIBOUDEAUX ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je n'ai pas à ajouter beaucoup de choses.

D'une part, nous continuons à rendre hommage à René Dumont via le Jardin d'agronomie tropicale et nous avons accueilli cette année la Fondation René Dumont avec un colloque qui a réuni beaucoup de participants, notamment d'Afrique, et qui justement témoignait de l'actualité encore de son travail et de l'intérêt à continuer à faire connaître ses idées. Ce colloque était très intéressant, j'y ai participé.

Je voudrais dire aussi que c'est effectivement un bel endroit et que c'est un lieu très fréquenté, cela donnera aussi beaucoup de visibilité, j'espère, à toute son œuvre et à tout son travail.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 158.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est donc adopté. (2013, DEVE 158).

2013 DEVE 141 Avenant n° 1 au marché de travaux lot n° 1 d'aménagement d'une promenade sur la petite ceinture entre la place Balard et la rue Olivier de Serres (15e).

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DEVE 141 : avenant n° 1 au marché de travaux lot n° 1 d'aménagement d'une promenade sur la petite ceinture entre la place Balard et la rue Olivier-de-Serres.

Je donne tout d'abord la parole à M. Claude DARGENT pour cinq minutes maximum.

M. Claude DARGENT. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, nous allons évoquer à l'occasion de ce projet de délibération une autre Coulée verte, celle qui a été ouverte au public au mois de septembre dernier. Il s'agit du tronçon de la petite ceinture qui traverse donc l'ensemble du Sud du 15e arrondissement. C'était le 21 septembre, jour de la fête des jardins de notre ville.

Si j'en juge d'après la fréquentation de cet espace depuis cette date, cette promenade rencontre un réel écho auprès de nos concitoyens et notre Assemblée a tout lieu, donc, de se féliciter d'avoir décidé du principe et des modalités de cet aménagement et de son financement, car, il faut le rappeler dans notre enceinte, compte tenu de l'ambiguïté que fait parfois peser la droite du 15e arrondissement sur les investissements localisés dans cet arrondissement, c'est bien le Conseil de Paris - et lui seul - qui décide in fine de cet aménagement, comme d'autres qui suscitent eux aussi une véritable adhésion dans le 15e arrondissement. Nous évoquions tout à l'heure l'île aux Cygnes et il y aura demain l'inauguration du bus de quartier dans le Sud de l'arrondissement que vous évoquiez, Monsieur BARGETON.

Tout cela, ce sont des opérations décidées par notre Assemblée après avis du Conseil du 15e arrondissement, mais c'est dans cet ordre que les choses se passent.

Cela mérite d'autant plus d'être rappelé que le maire du 15e, Philippe GOUJON, laissa longtemps planer l'ambiguïté sur le meilleur site pour implanter le tramway entre le boulevard des Maréchaux, choix heureusement retenu, et la petite ceinture ferroviaire, ce qui aurait évidemment empêché la réalisation de cet aménagement.

La petite ceinture n'est d'ailleurs pas seulement un nouveau lieu de promenade et de détente ouvert au public, c'est aussi pour les riverains, pour ceux qui habitent le quartier et ceux qui y travaillent, un nouveau cheminement.

Cet usage s'est en effet confirmé depuis le moment de son ouverture, même s'il est récent, de nouvelles habitudes se sont donc installées et les riverains empruntent désormais la petite ceinture pour se rendre d'un point à l'autre du Sud du 15e.

On les comprend, nous avons là une nouvelle liaison piétonne qui relie, à l'abri de la circulation, dans un cadre particulièrement agréable, plusieurs pôles du 15e arrondissement.

Ils peuvent alors profiter des perspectives sur la ville qu'ouvre cet aménagement, dont une part appréciable se situe en haut d'un remblai et se réjouir du choix opéré de conserver le caractère naturel que cet espace a acquis pendant plusieurs décennies de fermeture.

Alors, pour l'entretien de cette promenade, je souhaite souligner également que la Ville a fait le choix judicieux de recourir aux services de l'association d'insertion "Espaces" que nous évoquions tout à l'heure, qui promeut l'insertion par l'écologie urbaine et qui connaît d'ailleurs bien ce secteur de notre ville, donc elle fait consensus et c'est très bien.

Alors pour, hélas ! finir sur un dissensus, comme chaque fois que la Ville réalise un équipement plébiscité par les Parisiens, la droite du 15e est chagrine. La dernière section de cette promenade, qui la reliera au parc Georges Brassens, sert de prétexte à ses critiques. Alors qu'elle avait soutenu ce choix, y compris par écrit dans son bulletin local, la droite du 15e s'élève aujourd'hui contre le passage en surface plutôt qu'à l'intérieur du tunnel ferroviaire sur cette section.

C'est pourtant la solution à l'évidence la plus agréable pour les usagers, sans compter que pour des raisons de sécurité, le tunnel ne peut pas aujourd'hui être ouvert au public.

Cela ne veut pas dire que dans l'avenir, on ne pourra pas lui trouver un usage, à ce tunnel. L'espace, dans notre ville, est trop rare pour que l'on puisse ainsi se priver de mètres carrés qui, après des travaux substantiels, pourront être destinés à telle ou telle fonction.

Mais dans l'immédiat et pour conclure, loin de ces petites polémiques, on ne peut que se féliciter que l'on ait pu ainsi ouvrir une nouvelle promenade de qualité dans cet arrondissement, pour ses habitants et pour tous ceux qui voudront l'emprunter.

En cela, là comme ailleurs dans notre ville, chers collègues, nous aurons durablement marqué et largement amélioré l'espace public parisien.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Merci à vous.

La parole est à Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, pour cinq minutes maximum.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne vais pas relever les propos de M. DARGENT sur la droite parisienne, qui sont coutumiers et dont on commence à avoir l'habitude. Je n'y prête pas plus d'attention que cela.

En revanche, je vais vous rappeler la genèse de ce projet, qui remonte quand même à l'an 2000.

Je tiens à vous rappeler qu'en janvier 2003, vous aviez annoncé pour mi-2006 une coulée verte reliant le parc Citroën au parc Brassens.

En 2006, vous avez ensuite évoqué une mise en service du seul axe Balard-Olivier de Serres pour l'été 2009.

Mais cette fois, enfin, ça y est, et je m'en réjouis, depuis le 21 septembre 2013 et après un petit coup d'accélérateur qui nous a valu les surcoûts annoncés dans le projet de délibération que nous voterons d'ailleurs, le premier tronçon de la petite ceinture du 15e est enfin ouvert !

Avouez, mes chers collègues qu'un aménagement de 1,3 km en presque 13 ans, cela mérite d'être salué !

Cela étant dit, pour être allée à plusieurs reprises me promener sur la petite ceinture, qui n'a rien à voir, je le précise, avec la High Line de New York, il faut reconnaître que l'endroit ne manque pas de charme, que c'est une promenade bucolique et que nous prenons plaisir à arpenter ce cheminement insolite et hors du temps.

Je me réjouis en particulier que beaucoup de promeneurs, de familles, de passionnés de photo ou de biodiversité viennent y flâner avec bonheur et curiosité.

Je constante avec satisfaction qu'une nature foisonnante reprend le dessus après les coupes massives réalisées dans le cadre de l'aménagement des accès.

Cependant, outre l'inquiétude des riverains sur les questions de sécurité, je tiens à attirer votre attention sur quelques points.

Ainsi, l'étroitesse du cheminement rend difficile la cohabitation entre joggers, trottinettes et poussettes.

Les travaux de ferronnerie sur les ponts sont toujours au point mort.

Les bordures de la descente Desnouettes donnent un sentiment d'inachevé. Différents panneaux et aiguillages se rapportant à l'ancienne vocation du site y sont toujours à l'abandon sur le bas-côté.

Enfin, l'entrée du tunnel de Vaugirard est particulièrement sale et encombrée de bric-à-brac, ce qui est assez choquant pour les visiteurs, qui découvrent là qu'ils arrivent au terminus de la petite ceinture alors que le cheminement avait vocation à se prolonger sur un linéaire continu jusqu'au parc Brassens.

J'en viens à la question de l'entretien du site.

Outre les aspects horticoles qui, comme nous l'avons vu lors du Conseil général, seront gérés par l'association d'insertion "Espaces" avec un souci de maintien et de développement de la biodiversité du site, la question de la propreté reste encore en suspens.

Nous ne savons toujours pas qui effectuera le "détagage" des nouveaux panneaux ni comment sera assuré le nettoyage de la promenade, d'autant que le site ne dispose d'aucun réceptacle de propreté.

Cela étant dit, la question du nettoyage de la PC 15 me donne l'opportunité de dénoncer le mauvais entretien du patrimoine appartenant à la S.N.C.F. ou à R.F.F., notamment la sous-face des ponts de la petite ceinture ainsi que l'ancienne gare de Vaugirard, dont l'état de dégradation commence à devenir inquiétant.

À cette occasion, je rappelle une fois de plus notre projet de réaliser en ce lieu une maison de la nature et de la biodiversité qui serait parfaitement adaptée au site.

Je renouvelle donc notre demande que soit engagée une procédure de conventionnement avec la S.N.C.F., propriétaire de la gare, afin que ce bâtiment inscrit en P.V.P. soit valorisé.

J'en viens maintenant à l'extension de la petite ceinture qui, dans le projet que nous souhaitions pour le 15e, avait vocation à relier nos deux grands parcs du 15e sur un linéaire continu.

Or, d'une part, nous n'avons actuellement aucune visibilité sur l'aménagement du tronçon Balard-Citroën, dont l'accès est actuellement barré par des grilles.

D'autre part, le choix que vous avez fait de contourner le tunnel est regrettable alors que cette traversée souhaitée entre autres par le conseil de quartier Brassens était pourtant prévue dans une étude de l'A.P.U.R. de 1999.

Résultat : non seulement votre décision conduit les promeneurs à quitter l'ancienne voie ferrée, mais elle les condamne à traverser la rue Olivier-de-Serres, à emprunter une sorte de goulet au droit du 99 de la rue Olivier-de-Serres, à longer un gymnase type Pailleron, puis à traverser l'ensemble de logements Lefebvre-Brancion-Saïda pour finalement ressortir au milieu de la rue de Dantzig.

Le pire, et je l'ai constaté de visu ce week-end, est que dans le cadre de ce projet, vous avez saccagé la moitié de l'espace vert protégé de 8.000 mètres carrés de cet ensemble de logements.

Au grand désespoir des locataires, la végétation a laissé place à un vaste bourbier au droit duquel trône une déclaration préalable qui n'a même pas été soumise pour avis au maire d'arrondissement.

Certes, le 15e dispose d'une nouvelle promenade que nous attendions avec beaucoup d'impatience, mais faute d'ambition, de créativité et d'innovation qui auraient pu permettre d'éclairer, de sécuriser et d'animer la traversée du tunnel de Vaugirard, nous déplorons que le cheminement continu reliant sur un même linéaire le parce Brassens au parc Citroën soit désormais condamné.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, pour cinq minutes maximum.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, mes collègues l'ont dit précédemment : 13 ans après les promesses de l'équipe de Bertrand DELANOË, la petite ceinture du 15e, en tout cas son premier tronçon, a été inauguré il y a quelques semaines par le Maire de Paris de manière finalement assez confidentielle puisque pour l'inauguration, tout le monde n'était pas totalement invité.

Cet aménagement entre la place Balard et la rue Olivier-de-Serres a du charme - Mme de CLERMONT-TONNERRE a eu raison de le dire - mais ne peut susciter qu'un mot : déception !

Il n'a échappé à personne que cette réalisation qui, pourtant, avait suscité l'unanimité de tous les groupes à l'origine, donne finalement un goût amer d'inachevé.

Après de nombreux rebondissements puisqu'effectivement, il fallait bien inaugurer quelque chose avant l'échéance des élections municipales. La promesse non tenue aurait fait un peu tache dans la campagne très lisse de Mme HIDALGO.

Déception parce que les arbitrages entre les groupes de la majorité de cet hémicycle ont finalement retardé les projets.

Déception parce que le premier tronçon n'est pas bien intégré à l'arrondissement et donc, cet arc vert, qu'a évoqué Mme de CLERMONT-TONNERRE à l'instant, entre les deux parcs Georges Brassens et André Citroën, ne pourra finalement les relier qu'avec beaucoup de difficultés.

Déception pour l'aménagement en lui-même parce que les accès sont mal identifiés. Les contraintes du site n'ont pas été si bien valorisées.

Déception aussi parce que, et Mme de CLERMONT-TONNERRE l'a également rappelé à juste titre, le second tronçon du projet entraîne une rupture dans la continuité de cette promenade puisqu'elle va traverser un ensemble immobilier - l'îlot Saïda -, ce qui peut générer des nuisances, au lieu d'emprunter ce fameux tunnel. Vous allez proposer aux promeneurs de traverser deux rues et une résidence, et c'est le seul tunnel de Paris qu'il n'est pas possible d'aménager… Monsieur DARGENT, c'est quand même étonnant !

Déception aussi parce que ce projet n'a pas intégré des aménagements cyclables qui auraient pu l'être, comme cela a été évoqué dans différents débats au début du mois de septembre.

Donc c'est un manque de créativité qui s'accompagne de moyens insuffisants pour l'entretien du site, pour la propreté générale du site - il n'y a pas assez d'agents de surveillance qui sont prévus -, la convention avec l'association "Espaces" n'a pas encore été votée, ce qui donne de surcroît beaucoup plus de travail aux agents de la DEVE actuellement.

La petite ceinture mérite beaucoup mieux, et nous voyons bien que les moyens ne sont pas à la hauteur. Nous voyons bien que les habitants du 15e sont finalement punis parce qu'ils ne votent pas dans votre sens.

Ils sont punis parce qu'ils ont été peu associés à la concertation.

Les doléances du conseil de quartier ont été méprisées, l'avis des associations de résidents méprisé.

Je dis qu'il faut tourner la page de cette gestion molle de ce dossier.

Nous réclamons un aménagement du tunnel, un projet plus global sur le Sud du 15e avec l'aménagement de l'ancienne gare de Vaugirard, et nous ferons des propositions dans ce sens dans les prochaines semaines.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour répondre à l'ensemble de ces interventions, dont certaines très mesurées, Mme Fabienne GIBOUDEAUX a la parole.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je ne sais pas si je vais rester très mesurée dans mes réponses, car je voudrais rappeler quand même que c'est un projet qui a mobilisé 8 millions d'euros sur une opération très compliquée, avec un chantier qui a été mené avec la S.N.C.F., R.F.F. et des contraintes techniques très importantes : le confortement des talus, le passage d'une ligne à haute tension, qui ont rendu le chantier très difficile, et je voudrais, à cette occasion, rendre hommage au service du paysage et de l'aménagement de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement, qui a livré en temps et en heure cet aménagement, un aménagement de grande qualité, qui est à la fois très apprécié par les riverains, mais aussi par tous les professionnels, qu'ils soient urbanistes, architectes ou paysagistes, qui m'ont déjà fait des éloges sur cet aménagement.

Pour revenir aux questions plus précises qui ont été abordées, je voudrais remercier Claude DARGENT pour rappeler que cet aménagement permet effectivement de faire un cheminement piéton de plus d'un kilomètre, et je pense, d'ailleurs, qu'avec M. BARGETON, si on travaille sur un plan piétons, on va intégrer ces coulées vertes et ces modes de circulation. Je pense qu'un travail a été entamé entre nos deux Directions, pour arriver à combiner à la fois des cheminements efficaces, mais aussi des cheminements agréables, et je pense que celui-ci, en tout cas, participe à une amélioration de la desserte du 15e arrondissement.

Le caractère naturel, effectivement, et c'était un vrai challenge d'arriver à garder l'esprit naturel de la petite ceinture, tout en permettant qu'il soit traversé par énormément de personnes ; il fallait, effectivement, ne pas faire de coupes drastiques, comme vous l'avez dit, Madame Claire de CLERMONT-TONNERRE, cela a été fait avec beaucoup de professionnalisme de la part du service de l'arbre et de l'agence d'écologie urbaine.

Nous avons, effectivement, procédé à l'élagage de certains arbres qui ne permettaient pas d'avoir assez de lumière sur la promenade, et ainsi, de permettre à d'autres arbres de se développer ; c'était dans un souci d'équilibre que ces élagages ont été faits.

Effectivement, cette promenade est très appréciée.

Il y a beaucoup de personnes qui la fréquentent, notamment le week-end ; j'ai fait plusieurs visites depuis sa livraison, et c'est vrai qu'il y a beaucoup de poussettes, beaucoup de trottinettes et de piétons, de personnes aussi qui font du sport et du jogging, mais tout cela fonctionne très bien et je ne vois pas comment on pourrait aujourd'hui élargir l'aménagement qui est fait sans dénaturer complètement le projet.

Déjà, je trouve qu'il y a eu un bon ajustement, à la fois des demandes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et, en même temps, de garder l'esprit promenade et sentier de ce site. Je pense que tout cela va s'ajuster.

C'est vrai qu'il y a eu aussi beaucoup d'affluence due à l'annonce de la livraison de cet équipement. C'est la première fois que des Parisiens ont le droit d'aller sur la petite ceinture, donc c'est vrai que cela suscite beaucoup d'intérêt, pas seulement des gens du 15e, qui viennent voir et qui rêvent d'autres promenades dans d'autres lieux.

Quand Mme POIRAULT-GAUVIN dit que vous êtes maltraités, moi, en tant qu'élue du 20e, et je pense que M. BARGETON partage mon avis, nous aimerions bien avoir des kilomètres de promenade de cette qualité dans le 20e, ce serait aussi très apprécié et je pense qu'on ne se plaindrait pas beaucoup d'avoir des investissements de cette taille pour aménager la petite ceinture.

Je pense qu'il faut aussi, à un moment, dire merci et bravo, parce que je pense que c'est ce qu'il faut dire sur cet aménagement, ce qui n'empêche pas de voir ce que l'on peut encore s'améliorer.

Sur la propreté, je pense qu'on plaque aussi des schémas en disant : "Ce lieu va être sale, ce lieu va poser des problèmes de sécurité". Il n'y a pas de problème de propreté et de sécurité sur le lieu. J'ai questionné les agents qui travaillent sur le site, il y a très peu de papiers, très peu de saleté, parce que les personnes, justement, se sentent dans un endroit différent, qui ne nécessite pas, comme dans un jardin, de s'arrêter et de remplir des poubelles.

Je pense qu'on va ajuster peut-être à l'avenir avec quelques poses de corbeilles, mais il ne faut pas que cette promenade s'alourdisse avec du mobilier urbain, ne ressemble plus à une voie ferrée et devienne un parc banal.

Il faut aussi faire attention, parce que c'est de l'écriture du site dont il est question ; il faut ajuster cela. Je fais confiance aux services de ma Direction pour trouver la juste mesure pour ajuster les questions de propreté.

Dire que ce lieu est mal géré, laissé à l'abandon, non. Nous avons assuré la liaison avec l'association Espaces qui, déjà, entretenait ce lieu, il y a des agents d'accueil et de sécurité qui sont sur le site, donc tout cela fonctionne très bien et, vraiment, je vous invite pour ceux et celles qui n'ont pas encore fréquenté le lieu, à venir vous y promener, car on peut être fier, la Ville de Paris peut être fière, de cet aménagement.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie et je trouve comme vous, en effet, que les habitants du 15e arrondissement ont eu beaucoup de chance.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 141.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité et je vous en remercie. (2013, DEVE 141).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le parc Kellerman.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le jardin des Grands Moulins - abbé Pierre.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés.

Le vœu n° 103 est relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le parc Kellermann et je donne la parole à M. Yves CONTASSOT pour une minute.

M. Yves CONTASSOT. - Je vais traiter les vœux n^{os} 103 et 104, puisque ce sont deux vœux qui portent sur des sujets identiques : l'installation de parcelles de jardin partagé, à la fois dans le parc Kellerman et dans le jardin des Grands Moulins dit "Abbé Pierre". Il y a des demandes d'associations, et donc nous souhaiterions que l'on puisse donner une réponse positive.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Vous avez fait en moins d'une minute la présentation de deux vœux non rattachés.

Pour répondre à ces deux vœux en même temps, du coup, je donne la parole à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je vais répondre aux deux vœux avec un avis favorable, en précisant que pour la demande qui concerne le parc Kellerman, nous avons déjà des associations qui sont demandeuses.

Je vous rappelle le principe des jardins partagés : on accompagne des demandes qui viennent des habitants et des associations. On va regarder avec ces associations la faisabilité de ces jardins partagés, mais cela ne pose pas de problème.

Dans le jardin des Grands Moulins, pour l'instant, nous n'avons pas encore d'association qui s'est manifestée, mais je pense que cela ne va pas tarder. En attendant, on étudie sur le site la possibilité d'installer un jardin partagé.

Avis favorable sur ces deux vœux.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie beaucoup également pour votre concision.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 103 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 260).

Et maintenant, je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 104 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 261).

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'insécurité dans les parcs et jardins.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 106 - le vœu n° 105 a déjà été traité - relatif à l'insécurité dans les parcs et jardins.

Je donne la parole à Mme Fabienne GASNIER, pour une minute maximum.

Mme Fabienne GASNIER. - Je vous remercie.

L'insécurité est croissante dans les parcs et jardins de la Capitale. Nous avons eu, d'ailleurs, des incidents récents dans un parc du 17e arrondissement.

Alors que cette insécurité progresse, des postes d'agents d'accueil et de surveillance sont supprimés. Face à la nécessité de mieux sécuriser les espaces verts, nous demandons qu'un redéploiement des effectifs de la DEVE soit affecté à la sécurité des parcs et jardins, permettant un retour à un fonctionnement normal de ces brigades d'agents d'accueil et de surveillance.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Voici le énième vœu déposé depuis le début de l'année sur les effectifs d'agents d'accueil et de surveillance dans les jardins de la Ville de Paris et, bien sûr, à la sauce insécurité, qui est une thématique bien à la mode en ce moment, au sein d'une droite qui surfe sur les doutes et les peurs de nos concitoyens en ces temps de crise sociale. Il y a eu l'U.M.P.P.A., et maintenant, nous avons l'U.D.I.

Soit la droite demande à la Ville la création de nouveaux postes d'agent d'accueil dans les jardins, ce à quoi il est répondu que l'on ne peut, d'un côté, dénoncer le nombre pléthorique d'agents de la Ville de Paris et demander leur réduction et, de l'autre, demander la création de postes. Je rappelle, en effet, que M. POZZO di BORGO, le président de votre groupe U.D.I., dénonçant la pression fiscale insupportable dont les Parisiens seraient victimes et la masse salariale de plus de 2 milliards d'euros de la Ville de Paris, renouvelait en décembre 2013, à l'occasion d'un examen du budget 2014 de la Ville, sa demande de non-remplacement systématique des fonctionnaires partant à la retraite, accompagnée d'une augmentation du temps de travail.

Soit la droite, autre approche, demande le déploiement des effectifs, en l'occurrence, aujourd'hui, des agents de la DEVE à la sécurité dans les jardins, mais le redéploiement de quels agents, Madame GASNIER ?

Le redéploiement des jardiniers ? Mais qui assurerait, demain, l'entretien horticole de nos beaux jardins ?

Le déploiement des cantonniers ? Mais qui s'occuperait demain de l'entretien, de la propreté et des petites réparations dans nos jardins ?

Le redéploiement des paysagistes et des ingénieurs à l'origine des 34 nouveaux hectares d'espaces verts ouverts au public sous cette mandature ? Mais qui continuerait demain à créer les nouveaux espaces verts dont les Parisiens sont si friands comme le montre le succès phénoménal de la petite ceinture que nous venons d'évoquer ou le jardin flottant au bord de la Seine ?

Le redéploiement des agents de l'Agence de l'écologie urbaine ? Mais qui accompagnerait demain les différentes directions de la Ville pour faire de Paris une ville résiliente adaptée aux défis climatiques de demain ?

Bref, tout cela n'est pas sérieux, c'est de la pure démagogie. Oui, Paris reste une ville riche, mais conséquence de la crise économique durable que nous connaissons, nous manquons de visibilité en matière de rentrées fiscales et nous devons engager de nouvelles dépenses pour amortir la crise sociale dont de nombreux Parisiens sont victimes.

Nous nous devons donc de gérer au mieux les deniers publics tout en maintenant un degré d'exigence élevé en matière de service public. C'est ce qu'attendent les Parisiens et c'est ce que nous faisons.

C'est ainsi que la Direction des Espaces verts et de l'Environnement, avec l'objectif de créer 30 nouveaux hectares d'espaces verts d'ici 2014, a géré une double exigence : ouvrir des jardins de qualité répondant aux besoins et attentes des Parisiens, et poursuivre la politique de stabilité des effectifs globaux de la collectivité parisienne.

Dans ce contexte, la Direction des Espaces verts et de l'Environnement a bénéficié en 2013 de 33 créations de postes pour assurer l'entretien, l'accueil et la surveillance de ces nouveaux espaces verts. Parallèlement, elle s'est attachée, à l'instar des autres directions de la Ville, à optimiser les moyens mis à disposition avec 22 emplois d'agents d'accueil et de surveillance qui ont notamment été redéployés.

Mais ce redéploiement ne s'est pas fait à l'aveuglette. Il résulte d'une réflexion en amont sur l'organisation et la surveillance conduite en lien étroit avec les mairies d'arrondissement. J'insiste : en liaison étroite avec les mairies d'arrondissement.

Il a été ainsi proposé, en accord avec chaque maire d'arrondissement et au regard des spécificités locales, de conduire une expérimentation réversible en fonction des constats réalisés. Cette expérience consiste à laisser ouverts certains espaces verts de nuit pour limiter le nombre de rondes de fermeture et ainsi mobiliser les agents sur les zones plus sensibles.

Cette réorganisation a permis, d'une part de faire fonctionner les agents d'accueil et de surveillance en binôme sur certains sites difficiles sur le plan de la sécurité, et d'autre part de les rendre davantage présents dans les jardins dits principaux, notamment ceux dotés d'aires de jeux qui sont fortement fréquentés. Elle a été systématiquement conduite en concertation avec les maires et reconsidérée chaque fois qu'ils en ont exprimé la demande.

Ainsi quand je lis dans votre vœu que cette expérimentation a provoqué les plaintes du personnel de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement, qu'elle a provoqué une désorganisation du service et fragilisé la surveillance, je dis : non. Cette expérimentation a été appréciée des agents de surveillance et de leurs organisations syndicales, le travail en binôme étant une revendication ancienne de leur part. Elle a également été faite en étroite concertation avec les mairies d'arrondissement. Chaque fois que ces dernières ont demandé un retour en arrière, cela a été fait.

S'il y avait eu désorganisation de la surveillance, je n'ai guère de doute qu'ils m'en auraient fait part. Donc je vous demande de retirer votre vœu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Face à cette demande de retrait, le vœu est-il maintenu ? Rapidement, s'il vous plait.

Mme Fabienne GASNIER. - Juste pour vous dire sur le premier propos.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Vous ne répondez pas, vous dites si c'est retiré ou pas.

Mme Fabienne GASNIER. - Non, c'est juste pour dire que je ne surfe jamais sur les peurs. Cela j'y tiens. D'accord.

En ce qui concerne le reste, il y a tout de même un problème, qui a été constaté, de sécurité qui est important maintenant dans les espaces verts, qui est ressenti par le personnel, qu'il faut écouter, et aussi par les riverains. Donc il faut trouver une solution pour surveiller ces espaces verts.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Vous ne refaites pas une intervention. Cela fait déjà 30 secondes que vous vous exprimez. Est-ce que le vœu est maintenu ?

Mme Fabienne GASNIER. - Il y a un problème, donc il faut trouver une solution et je ne retire pas mon vœu. Je maintiens mon vœu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Alors il est maintenu avec un avis défavorable de l'Exécutif. Je le mets aux voix, à main levée.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est donc rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au réservoir de Grenelle.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Le vœu n° 107 est relatif au réservoir de Grenelle.

La parole est à Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, pour une minute.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Qui a dit et écrit : "Je veux permettre aux Parisiens de se mêler de tout ce qui les concerne. Pour cela, je développerai de larges concertations, des démarches collaboratives, et tous auront leur mot à dire sur les aménagements de la ville". Eh bien, mes chers collègues, pour ceux qui ne l'auraient pas deviné, c'est Mme HIDALGO qui tient ces propos. Etonnant, n'est-ce pas ? Car Mme HIDALGO, elle promet, elle promet, mais dans les actes, elle reste plutôt sourde aux attentes des habitants.

A titre d'exemple, depuis 2012, tous nos vœux sur le devenir du réservoir d'eau non potable de Grenelle par lesquels nous demandions que les habitants, le conseil de quartier et la mairie du 15e soient informés, consultés et associés au devenir de ce site, ont été rejetés.

C'est pourquoi, avec l'espoir que soit enfin amorcée une concertation qui ne se résume pas à une information sur un projet clef en main, je vous invite, mes chers collègues, à voter aujourd'hui le vœu n° 107 par lequel le conseil de quartier Alleray-Procession demande au Maire de Paris d'engager dans les plus brefs délais une véritable concertation associant les riverains aux différentes étapes de réflexion portant sur le devenir du réservoir de Grenelle, dans un souci de préservation d'un espace de respiration.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Anne LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame Claire de CLERMONT-TONNERRE, vous savez bien qu'il y a eu une concertation sur ce sujet, il n'y a pas seulement eu une information. Il y a d'abord eu des visites qui ont été organisées. Moi-même j'ai présidé des

réunions à l'Hôtel de Ville, nous avons organisé des réunions de travail sur le nouveau schéma d'alimentation de l'eau non potable, c'était suite à une conférence de consensus qui avait aussi donné lieu à un large débat. Donc ce sujet n'est pas une découverte, à la fois pour notre assemblée délibérante et pour les riverains concernés. Nous ne sommes pas à la fin d'ailleurs du processus de concertation.

Aujourd'hui, nous avons lancé des études techniques préalables à un futur aménagement du réservoir de Grenelle. Notamment vous avez souhaité qu'il puisse y avoir un espace vert, c'est un objectif qui est dans cette étude technique.

Par contre, vous ne pouvez pas passer les étapes. Donc des études techniques sont en cours et je suis en mesure de vous préciser le calendrier, sachant qu'elles ont commencé en septembre et que, d'ici la fin de l'année, on pourra en connaître les résultats. Il y aura des procédures de marché lancées par la suite, mais on l'avait déjà précisé lors des dernières réponses aux vœux lors des récents Conseil de Paris sur le même sujet. On pourra désigner, au premier semestre 2014, un prestataire qui sera chargé de définir l'aménagement du site.

Donc, ce processus de concertation a déjà été largement entamé. Il continuera et vous aurez évidemment la possibilité, vous élus, riverains et associations, membres du conseil de quartier, de vous prononcer sur l'aménagement du réservoir de Grenelle, sachant que les grands principes ont été posés : c'est à la fois préserver ce site, préserver ce patrimoine, en faire aussi encore un lieu de respiration urbaine. Mais néanmoins, répondre à des objectifs de politique municipale ambitieux en termes d'équipements publics - je pense que vous en êtes d'accord - et aussi continuer à avoir une politique de logement qui puisse répondre à une demande forte de nos concitoyens.

J'ai oublié de préciser, parce que je ne suis jamais avare - et vous le savez - de concertation, que non seulement on a répondu à toutes les demandes de visites, à vos différentes sollicitations sur les données concernant le réservoir, et qu'il y aura une réunion le 20 novembre prochain à l'Hôtel de Ville sur l'eau non potable, où nous aurons encore l'occasion de parler à la fois du devenir de l'eau non potable et du devenir du réservoir de Grenelle notamment.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Vous donnez un avis défavorable à ce vœu. Cela paraît évident vu votre réponse.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Je donne un avis défavorable au vœu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Mais il y a une explication de vote de M. CONTASSOT que j'ai failli oublier.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, nous allons nous abstenir sur ce vœu, non pas parce que nous avons un désaccord sur le maintien en eau du réservoir, mais sur le membre de phrase qui suit qui dit : "par la création d'un espace vert".

En effet, nous ne sommes pas contre la création d'un espace vert, nous savons ce que cela veut dire, on va bétonner et il y aura un petit espace vert. On dira, voilà, on a tenu compte de la demande qui est de créer un espace vert.

Tout cela n'est pas très sérieux. Il nous semble qu'aujourd'hui c'est une décision erronée de vouloir supprimer ce réservoir d'eau non potable, c'est une vision probablement à dix ou quinze ans, mais certainement pas de moyen et long termes. Mme LE STRAT le sait, puisqu'elle-même reconnait, et elle l'a dit souvent au Conseil d'administration d'Eau de Paris que l'on va vers un déficit d'eau en région francilienne. Des études le montrent, avec un stress hydrique qui augmentera sans doute, des besoins de consommation très supérieurs en termes de rafraîchissement, en termes de maintien d'une forme de biodiversité et, probablement à terme, on l'oublie sans doute, de besoin d'arroser, y compris probablement les arbres si on ne veut pas qu'ils meurent prématurément ; donc cela nous semble totalement anticipé de vouloir supprimer ce réseau d'eau non potable.

Il nous semble que, là-dessus, il y a un vrai désaccord, donc nous nous abstiendrons.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Mme de CLERMONT-TONNERRE souhaitait faire une explication de vote sur son propre vœu. Je le dis tout de suite, c'est un abus de procédure, mais, vu la faiblesse, le laxisme du président de séance, je le lui accorde.

Vraiment, soyez extrêmement brève, je vous en prie.

Je crois que Mme LE STRAT voulait rajouter un mot. Ajoutez également un mot.

Madame de CLERMONT-TONNERRE, encore une fois, normalement, on ne prend pas la parole sur un vœu qu'on a soi-même déposé.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Président, pour votre générosité.

Je voudrais simplement rappeler qu'il s'agit d'un vœu d'un conseil de quartier, du conseil de quartier Alleray/Procession.

Deuxièmement, m'étonner de voir que ce vœu passe en 4e Commission alors qu'il s'agit d'un projet d'aménagement et que tous les vœux que nous avons déposés sur le réseau d'eau non potable sont toujours passés en 8e Commission, sous la présence de Mme Anne HIDALGO.

Or, là, curieusement, on l'a relégué en 4e Commission.

C'est bizarre, non ?

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Ce n'est pas très sympathique pour les membres et les adjoints qui siègent à la 4e Commission !

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - C'est un dérapage de langage, Madame de CLERMONT-TONNERRE, en effet. Vous êtes d'ailleurs une participante assidue de la 4e, on ne peut pas être "relégué" en 4e Commission.

Je voudrais juste répondre à Yves CONTASSOT qui mélange deux choses : il y a l'avenir du réseau d'eau non potable et, pour tous ceux qui ont suivi le long processus de concertation, chacun sait que l'optimisation du schéma d'alimentation d'eau non potable ne nécessite en aucun cas le maintien du réservoir de Grenelle donc, là, il ne faut pas faire de faux procès.

Le réservoir de Grenelle était quasiment inutilisé, d'ailleurs je le dis aux habitants du 15e, ils passaient leur temps à se plaindre qu'il y avait des moustiques. Dans les faits, comme il y avait plein de moustiques, on a vidé l'un des réservoirs, donc il était en arrêt la moitié de l'année et ne répondait à aucune nécessité de service pour le réseau d'eau non potable.

Mélanger ce sujet du réservoir de Grenelle avec un schéma métropolitain d'usage d'eau potable et d'eau non potable, honnêtement, ce n'est pas très rigoureux intellectuellement.

Sur la question du réservoir d'eau non potable de Grenelle, il n'y a pas de sujet à la fois parisien et métropolitain en termes de sécurité de réseau et en termes d'extension des usages potables et non potables.

La question des enjeux métropolitains de l'eau et de ses différents usages se pose dans un autre cadre - et vous le savez. Cela ne concerne pas aujourd'hui ce vœu et encore moins l'avenir de ce réservoir.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je crois que l'on a eu un débat substantiel sur le réservoir de Grenelle.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 107 avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est donc rejeté.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à l'organisation d'un débat sur les risques d'une crue centennale.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Le vœu n° 108, qui est également d'ailleurs le vœu antépénultième de cette séance, est relatif à l'organisation d'un débat sur les risques d'une crue centennale.

Comme on a eu la question, je vous invite à être brefs.

Mme Fabienne GASNIER, pour une minute maximum.

Mme Fabienne GASNIER.- Merci.

Chaque année, nous avons un pari, une chance sur 100 d'avoir une crue centennale comparable à celle de 1910 qui concernerait 5 millions de personnes et coûterait 40 milliards d'euros.

Face à ce risque majeur pour notre capitale, dont la gestion est imposée par une directive européenne avec un plan de prévention d'ici 2015, suite au pré-rapport de l'O.C.D.E. sur la gestion des risques d'inondation, le bassin de la Seine en Ile-de-France, qui pointe un déficit de gouvernance et de prise de conscience du risque réel, en dépit des mesures initiées aussi par les Grands lacs de Seine de barrages réservoirs de La Bassée et dans le cadre de la zone de Défense, face à cette situation d'urgence et à l'enjeu vital pour la capitale et le Grand Paris, nous demandons que le Maire de Paris organise un débat au Conseil de Paris d'ici la fin de l'année.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à Mme Anne LE STRAT qui a déjà répondu hier, en fait.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - C'est ce que j'allais dire, donc je ne vais évidemment pas répéter ce que j'ai dit hier. Comme je l'ai dit de très nombreuses fois dans cette Assemblée, je pense que pour ne pas être convaincu que l'on aura un jour une crue centennale, il faut vraiment être très sourd ou ne jamais participer à nos travaux.

Nous aurons en effet cette crue et nous aurons de nouveau une discussion sur ce sujet en décembre prochain, comme je l'ai rappelé hier. Ce ne sera pas un débat organisé, parce que vous savez qu'il n'y a pas matière à avoir un débat organisé, mais nous aurons par contre la possibilité de réévoquer ce sujet à l'occasion de la signature d'une convention-cadre au Conseil de Paris de décembre, qui parlera du projet P.A.P.I., le Programme d'actions et de prévention contre les inondations, qui fait en ce moment l'objet de travaux avec l'ensemble des départements et des services de l'Etat.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets donc aux voix le vœu n° 108 avec un avis défavorable de l'Exécutif…

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Sachant que nous avons déjà anticipé votre demande, puisqu'avant même que ce vœu n'ait été déposé nous avions déjà l'intention d'avoir un projet de délibération au Conseil de Paris de décembre prochain, je pense donc que ce vœu est nul et non avenu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je reformule ma question : ce vœu est-il retiré, Madame GASNIER ?

Mme Fabienne GASNIER. - Je le maintiens, parce qu'en fait c'est un projet de délibération, il y aura peut-être un débat, mais nous demandons un débat. On ne savait pas qu'il y avait forcément ce projet de délibération, on pourra se raccrocher, mais un réel débat.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Il est donc retiré, puisque vous aurez le projet de délibération. C'est cela ?

Vous le maintenez, oui ou non ?

Mme Fabienne GASNIER. - Je le maintiens.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Ce n'est pas compliqué de répondre à la question s'il est maintenu ou pas.

Il est maintenu. Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est donc rejeté.

2013 DPE 76 Avis sur le rapport annuel 2012 sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets à Paris.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DPE 76.

C'est l'avis sur le rapport annuel 2012 sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets à Paris et je donne la parole, une nouvelle fois, à Mme Fabienne GASNIER pour cinq minutes maximum.

Mme Fabienne GASNIER. - Monsieur le Maire, je voudrais profiter de ce rapport annuel sur les déchets pour poser quelques questions, parce qu'il y a des sujets importants - on peut le voir au cours des projets de délibération et des vœux - qui peuvent passer parfois sous silence.

Tout d'abord, me réjouir de la baisse du tonnage collecté, 3 %, c'est une très bonne chose. Petit à petit, la responsabilisation des comportements progresse et, sur ce point, il faut reconnaître que la Ville a produit des efforts de sensibilisation importants.

Cependant, s'il faut s'en réjouir, il est tout de même nécessaire de noter que cette baisse est aussi le signe plus inquiétant de la crise économique que nous connaissons.

J'ai plusieurs questions à vous poser.

Pourquoi est-ce que le rapport de synthèse présente les moyens humains du service de la collecte en comparant les services en régie et les effectifs en privé, mais passe sous silence les performances entre les deux modes de gestion ?

Il me semble que cela aurait eu du sens, d'autant plus que la Chambre régionale des comptes avait pointé en 2011 une différence importante sur ce point.

Pourquoi, alors même que le rapport porte sur le prix du service public de gestion des déchets, n'a-t-on pas un focus sur ce point qui me paraît pourtant essentiel ?

Il aurait été intéressant de comparer le coût en privé et le coût en régie.

Le rapport annuel concerne également la qualité de ce service.

Pourquoi n'a-t-on pas d'élément sur la gestion des ressources humaines ? C'est pourtant une question majeure. Encore une fois, la C.R.C. a pointé les difficultés d'organisation du service, ce qui a bien évidemment un impact sur sa performance.

L'Inspection générale a d'ailleurs pointé plusieurs fois le malaise social qui frappe le service de collecte des déchets, le taux d'absentéisme des éboueurs et des chefs d'équipe, qui sont largement supérieurs au taux moyen de la Ville : près du double pour la maladie, du triple pour les accidents du travail et du quadruple pour les absences injustifiées.

Les agents eux-mêmes avaient exprimé un déficit d'organisation qui conduisait à une forme de démotivation. On aurait aimé connaître l'évolution de la situation, à l'occasion de votre rapport annuel.

Dernier point, mais pas de moindre importance : pourquoi ne pas évoquer les véhicules de collecte et leur exemplarité en termes de développement durable ? Car cela aussi fait partie de la qualité du service. Il aurait fallu insister sur cet aspect essentiel, car la comparaison entre la régie et le privé est intéressante. Il y a en tout 486 bennes à Paris : 241 qui dépendent de la Ville, 245 qui dépendent du privé.

Bien curieusement, le secteur privé est bien plus vertueux que la Ville. Dans le privé, 92 % roulent au G.N.V., soit 225, contre seulement 70 % pour la Ville, c'est-à-dire 167 à l'arrivée.

Certes, la Ville a pris la décision de ne plus acheter de bennes diesel dans une décision du 12 novembre dernier, mais reconnaissez que c'est avec bien du retard, au vu de l'importance de ce sujet.

C'est dommage que vous n'ayez pas insisté sur ce point, d'autant plus que le passage à des véhicules propres aura un coût non négligeable et que la Ville devra répercuter sur le prix de la gestion des déchets.

La Municipalité a augmenté plusieurs fois aussi la taxe des ordures ménagères mais aussi la taxe de balayage. On aurait aimé avoir une mise en perspective des répercussions financières d'un passage aux véhicules propres et surtout de son mode de financement.

Je vous remercie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour répondre, je donne la parole à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Merci, Madame.

Je vous rejoins sur le fait que l'on peut se réjouir aujourd'hui de voir le tonnage global collecté baisser, et baisser maintenant de manière régulière.

Nous avions un objectif sur les six ans, donc nous sommes aujourd'hui à mi-chemin sur cet objectif dans le Plan parisien de réduction des déchets. Cet objectif était à 7 % ; nous sommes aujourd'hui à mi-chemin et nous sommes aussi à mi-chemin en termes de baisse du tonnage, puisque nous en sommes à la moitié, un peu plus de 3,5 % maintenant sur les trois dernières années.

Effectivement, je vous rejoins sur le fait qu'il est difficile de faire la part de ce qui relève d'une réduction globale des déchets due à l'action de prévention mais aussi à l'ensemble des actions menées vers les producteurs pour qu'ils produisent avec moins d'emballages, et de ce qui résulte de la crise et des problèmes de consommation que peuvent rencontrer les Parisiennes et les Parisiens.

Je souhaite, bien sûr, je suppose comme vous, que nous puissions répondre à cette question le plus rapidement possible, quand la reprise sera devant nous, mais il est bien difficile aujourd'hui de donner cette réponse-là.

Vous m'interrogez, à travers toute une série de questions, sur l'évaluation des différences entre les deux modes de gestion de collecte que peuvent être le mode de gestion en régie et le mode de gestion concédée.

Il est difficile pour moi de vous donner des réponses, y compris sur les aspects gestion des ressources humaines. Pourquoi ?

Parce que, vous le savez sans doute, quand c'est en régie, ce sont les mêmes agents qui font la collecte et qui font le nettoyage. A partir de ce moment-là, il est extrêmement complexe, notamment en termes de ressources humaines, de déterminer les différences de gestion.

Après avoir regardé les choses d'un peu près - je suppose comme tout le monde ces derniers temps -, mon sentiment est que l'on est à peu près dans les mêmes épures et qu'en tout cas, les ordures ménagères comme les multimatériaux sont collectés avec le même taux de satisfaction dans grosso modo tous les arrondissements.

Il y a parfois, sur certains arrondissements ou à certains moments, une petite baisse dans la performance ou une meilleure performance ailleurs mais, honnêtement, cela ne semble pas être lié à la question de la régie ou à la question du concédé. De ce point de vue-là, je pense que l'on est dans un mode de gestion que, moi, je pense pouvoir, aujourd'hui, dire qu'il faut garder à l'avenir. Il faut garder à l'avenir cette souplesse qui permet, à certains moments, effectivement, et à certains arrondissements, de pouvoir être en concédé, d'autres de pouvoir rester en régie et de pouvoir aussi assurer comme cela la diversité des tâches pour nos agents. C'est quelque chose de très important.

Vous l'avez abordé, d'ailleurs, quand vous avez parlé de la question du taux d'absentéisme.

Le taux d'absentéisme est beaucoup plus important, souvent, quand on est dans des tâches qui sont tout le temps les mêmes et répétitives. Pouvoir diversifier les tâches qui sont faites par nos agents, pouvoir être au balayage à un moment ou pouvoir être à la collecte à un autre, fait aussi partie des choses qui s'améliorent.

D'ailleurs, c'est ce qui a conduit la DPE à mettre en place un plan, négocié et discuté avec les syndicats et avec l'ensemble des parties, visant à réduire ce taux d'absentéisme. Nous l'avons, ces deux dernières années, stabilisé, alors qu'il augmentait régulièrement. Il a commencé cette année à réduire ; je pense que c'est une bonne chose. Ce n'est qu'un début de l'effort, de ce point de vue-là. Il faut continuer, c'est une bataille permanente qui se mène, bien sûr, au niveau de la Direction de manière générale mais aussi atelier par atelier.

C'est justement arriver à briser des habitudes qui ont pu se prendre parfois sur certains ateliers mais aussi motiver l'ensemble des agents, motiver l'encadrement. C'est ce à quoi nous travaillons et je peux vous dire que nous sommes assez satisfaits, après avoir stabilisé ce taux d'absentéisme, de le voir aujourd'hui commencer à reculer et, sur certains ateliers, sans doute ceux qui étaient les plus difficiles, d'ailleurs, reculer maintenant nettement.

Donc, je crois que c'est vraiment une direction sur laquelle nous devons continuer.

Enfin, vous m'interrogez sur la question des véhicules de collecte et les chiffres que vous donnez. Je vous rejoins. Cela fait que, grosso modo, aujourd'hui, nous avons 75 % des véhicules qui ne sont pas du diesel et qui, donc, sont au G.N.V.

Pour une raison simple : cela va plus vite sur ce qui est concédé que pour ce qui est de la Ville. Je dirais pour une raison assez simple, c'est-à-dire que nous pouvons mettre dans les contrats, avec ceux qui sont concédés, des objectifs immédiats qui font que, tout de suite, ils remplacent les bennes.

Alors qu'en ce qui concerne la Ville, tout simplement du point de vue de nos finances et du point de vue de la gestion de notre parc, nous ne faisons que remplacer au fur et à mesure.

Vous l'avez dit, nous n'achetons plus aucun véhicule de collecte qui roule au diesel.

Cela dit, je voudrais attirer votre attention sur une chose.

D'une part, il faut être clair entre nous, cela coûte plus cher : 40 % plus cher. C'est le premier élément.

Deuxième élément : attention ! Autant nous sommes, je crois, tous d'accord pour dire qu'il faut abandonner le diesel, et c'est ce que nous avons décidé de faire par un vote du Conseil de Paris qui remonte maintenant à près d'un an et pour lequel les choses ont été fixées de manière extrêmement claire, autant il me semble difficile de dire aujourd'hui que le G.N.V., ce sont des véhicules propres. Ce sont des véhicules qui polluent d'une manière différente que le diesel ; tout le débat qu'il y a eu sur les microparticules faisait une urgence sur la question du diesel, mais cela continue à être des véhicules à propulsion thermique.

L'idéal, selon moi, selon vers quoi il faudrait avancer dans les années qui viennent, c'est de passer à la propulsion électrique.

Cela dit, aujourd'hui, il n'y a qu'un seul constructeur qui en fasse. Cela ne se fait d'ailleurs que d'un point de vue expérimental, donc nous ne sommes pas du tout prêts à avancer là-dessus. Le prix est encore plus cher. Alors, on peut espérer que, dans les années qui viennent, cela change mais aujourd'hui, c'est 100 % plus cher, un véhicule électrique. Et encore, quand je parle de 100 % plus cher, je parle simplement de l'achat du véhicule ; je ne parle même pas de ce que cela nécessiterait en termes d'adaptation de l'ensemble de nos garages. Là, ce serait sans doute très rapidement des chiffres beaucoup plus importants.

Donc, la Ville est très clairement engagée dans la réduction drastique de son parc de diesel. Je pense que, dans les toutes prochaines années, nous aurons pu le supprimer totalement pour passer au G.N.V. Cela nécessite, d'ailleurs, aussi des adaptations d'un certain nombre de nos garages, mais je pense qu'il ne faut voir cela que comme une étape.

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Merci beaucoup pour ces explications.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 76.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité et je vous en remercie. (2013, DPE 76).

Vœu déposé par le groupe PSRGA relatif à la lutte contre les tags.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Nous passons à l'examen de vœux non rattachés : le vœu n° 109, et avant-dernier, est relatif à la lutte contre les "tags".

Je donne la parole à M. Stéphane MARTINET, pour une minute maximum.

M. Stéphane MARTINET. - Merci, Monsieur le Maire.

Si la Ville de Paris soutient un certain nombre d'initiatives qui consistent en des graphes organisés et accueillis sur certains murs, notamment dans le 11e arrondissement ou dans le 13e arrondissement, il reste que les "tags" sont un problème. Ce sont des problèmes qui visent les commerçants et notamment leurs devantures.

Donc, nous souhaitions attirer, par ce vœu, l'attention de l'Exécutif et de la Préfecture de police sur les difficultés que rencontrent les commerçants qui doivent faire face à des coûts, extraordinaires parfois, pour nettoyer ces "tags".

Donc, nous souhaiterions et soumettons l'idée d'une campagne de sensibilisation pour que l'espace public soit respecté, d'information sur les murs qui ont été autorisés et, enfin, que la Préfecture de police veuille bien exercer un contrôle et une lutte contre ces "tags".

Merci.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Merci.

Merci à Stéphane MARTINET et aux élus du 11e arrondissement pour leur vœu.

Vous le savez, la Ville de Paris est engagée, comme d'ailleurs beaucoup de ses consœurs, de manière déterminée maintenant depuis plusieurs années, sur des campagnes de communication et de sensibilisation sur le fait qu'on peut faire le maximum, mais pas l'impossible en matière de nettoyage.

Notamment, nous avons mis en place un service, et de ce point de vue-là, nous sommes assez exceptionnels comme ville, de nettoyage gratuit de l'ensemble des "tags" sur simple appel, du moment qu'ils se trouvent en dessous de 4 mètres. Au-dessus, il y a des problèmes de sécurité qui font que c'est un peu plus complexe à mettre en place, même si nous le faisons de manière régulière.

En tout cas, évidemment, nous nettoyons les "tags", nous continuons à les nettoyer, et ce n'est pas totalement faux que plus nous les nettoyons, plus ils se renouvellent aujourd'hui. C'est d'ailleurs quelque chose qui nous interpelle fortement. Pour cela, nous souhaitons travailler dans plusieurs directions.

D'une part, Paris a lancé ce mois-ci avec l'association "Artefact" une application mobile téléchargeable permettant à chaque usager de répertorier les œuvres de "street art" remarquables. De cette manière, vous savez qu'à travers l'application "Dans ma rue", les Parisiennes et les Parisiens peuvent d'ores et déjà signaler les "tags" qu'ils souhaitent voir effacés rapidement. Ils pourront aussi signaler ceux dont ils pensent que l'on peut les garder.

Je pense que c'est quelque chose d'intéressant sur lequel on peut avancer.

Deuxième élément, nous avançons pour pouvoir répertorier avec les mairies d'arrondissement un certain nombre de lieux, de murs qui puissent être autorisés au "street art" et aux différentes œuvres qui pourraient s'y mettre. L'expérience qui a lieu notamment dans la ville de Rennes prouve que ce type de dispositif est extrêmement efficace pour faire diminuer la prolifération des "tags" autour de ces espaces.

Restera, cela dit, toujours un certain nombre d'individus qui pensent qu'en mettant leur nom ou leur pseudonyme sous une forme quelconque à peu près partout, cela gratifiera leur ego.

De ce point de vue-là, il faut continuer à lutter, et lutter notamment en termes de verbalisation.

Je vous rappelle cela dit qu'une grande partie de ces individus, en tout cas une partie d'entre eux, les plus productifs, s'en vantent tellement et flattent tellement leur ego qu'ils les mettent y compris sur des sites Internet. De ce point de vue-là, ce n'est pas très difficile d'aller les retrouver et de pouvoir les traduire en justice.

Encore faut-il que ceux qui sont les propriétaires de ces murs aient porté plainte.

Et je crois que de ce point de vue, il est extrêmement important de pouvoir encourager les uns et les autres à le faire et de cette manière, avec la justice, mais aussi avec la Préfecture de police, nous pourrons avancer vers une meilleure verbalisation.

Vous le voyez, à la fois permettre de nouveaux espaces d'expression qui permettent de réduire les graffitis sauvages, permettre aux Parisiennes et aux Parisiens de participer à ce répertoriage, mais aussi pouvoir mieux sévir.

Voilà les directions dans lesquelles nous avançons, et voilà pourquoi je donnerai un avis favorable à votre vœu.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je donne la parole à M. le Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous avez rappelé, Monsieur le Conseiller, les efforts importants que les services de police ont déployés ces dernières années pour lutter contre les "tags", notamment dans les réseaux souterrains. L'action menée dans le réseau souterrain permet des conséquences et des renforcements de l'action en surface.

Un petit chiffre pour vous en convaincre. Dans les réseaux souterrains, le nombre annuel d'interpellés reste quasiment constant, autour d'une centaine par an.

Simplement, les préjudices subis et imputés augmentent en gros de 40 % par an, ce qui montre bien que l'action des services de police vise non seulement à interpeller mais surtout à faire apparaître le caractère sériel des "tags" et des "œuvres". C'est ce que disait Mao PENINOU : un certain nombre de ces grapheurs se vantent de leurs méfaits et donc cela facilite évidemment l'action des services de police qui se sont d'ailleurs donné les moyens de mieux identifier et mieux remonter à la source lorsqu'ils interpellent un "tagueur".

C'est l'action dans les réseaux de surface, et ce qu'a souhaité la Préfecture de police ces derniers mois, c'est faire bénéficier des unités de quartier et d'arrondissement du savoir-faire et de l'expertise des policiers des réseaux de transport.

C'est ce que nous sommes en train de développer à l'instant.

J'ai donné des chiffres sur les réseaux de transport ; je ne pourrai pas en donner sur les réseaux de surface parce que c'est beaucoup plus difficile à appréhender dans la mesure où il n'y a pas d'unité spécialisé en matière de tags, mais ce que je voulais vous dire d'abord, un, c'était vous confirmer la détermination des services de police à lutter contre ces phénomènes et à faire part de mon grand intérêt, et celui de la Préfecture de police, à participer à cette campagne de sensibilisation lorsqu'elle sera lancée.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Il y a une explication de vote de Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je voudrais faire une explication de vote au nom de mon groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés". Nous ne voterons pas ce vœu pour plusieurs raisons.

D'une part, il stigmatise une population jeune qui s'essaie souvent à des pratiques artistiques plus ou moins heureuses, je le reconnais, mais c'est important aussi qu'ils aient leur place dans la ville sinon nous aurons une ville complètement aseptisée si toutes ces actions artistiques se passaient ailleurs. C'est déjà ce qui se passe pour beaucoup d'entre eux, en banlieue ou ailleurs, où ils sont à la recherche de sites d'expression, et je pense qu'il y a eu des procès cette année sur des jeunes grapheurs - plus ou moins jeunes d'ailleurs parce qu'à force d'exercer ils ne sont plus très jeunes - dans les sous-sols, notamment de la R.A.T.P. Ils ont eu de lourdes peines qui à mon avis ne correspondent pas du tout à ce qu'ils ont fait. Enfin, peindre des murs, ce n'est quand même pas un crime contre l'humanité, surtout quand c'est souvent sur des publicités !

Je voudrais attirer l'attention de notre Assemblée sur le fait qu'il ne faut pas stigmatiser une population souvent jeune, qui a de moins en moins sa place à Paris. On élimine les squats, tous ces lieux alternatifs, on élimine les surfaces d'expression.

Comment dire qu'un graphe est beau ou pas ? Je ne sais pas. Ce n'est pas parce que je le décide qu'il est beau, que c'est forcément intéressant, donc cela pose aussi des problèmes d'appréciation, et je pense qu'il faut, effectivement, autoriser des murs. Vraiment, je remercie les arrondissements qui ont fait cet effort, notamment, cela n'a pas été cité, le 20e arrondissement, qui a donné de nombreux murs pour les jeunes grapheurs, mais il ne faut pas accompagner ce mouvement de reconnaissance artistique, parce que je rappelle quand même que la fondation Cartier a fait une énorme exposition pour montrer la qualité artistique des graphes, notamment sur les trains à New York, qui étaient complètement interdits, avec des grapheurs, d'ailleurs, qui sont allés en prison, à la fois une valorisation artistique très importante et, d'un autre côté, on dit qu'il faut quand même mettre ces jeunes en prison.

Je regrette, mais c'est viscéral, cette ville-là, je n'en veux pas et je ne suis pas pour la criminalisation des jeunes qui s'expriment dans la vie.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 109 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 262).

Vœu déposé par le groupe EELVA relatif au tri multimatériaux.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Le vœu n° 110, et dernier vœu, est relatif au tri multimatériaux.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT pour une minute maximum.

M. Yves CONTASSOT. - Cela ira très vite.

Il y a un certain nombre d'immeubles qui ne peuvent pas bénéficier - je ne parle pas de ceux qui ne veulent pas, mais de ceux qui ne peuvent pas bénéficier - de bacs pour la collecte des déchets dits "multimatériaux" et nous souhaitons qu'une étude soit menée, avec peut-être une expérimentation ensuite, pour voir dans quelle mesure on pourrait doter ces immeubles de sacs parfaitement identifiés, qui pourraient être collectés aux jours et heures des collectes sélectives, de manière à pouvoir accroître la récupération de tout ce qui est déchets recyclables.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Un avis favorable sur ce vœu, de manière à ce qu'une étude soit lancée par la DPE et le SYCTOM sur cette question. On en voit bien les avantages, on voit bien aussi les risques qu'il pourrait y avoir à multiplier les sacs et la manière dont ils pourraient être déposés.

Il semblerait que le SYCTOM puisse s'équiper d'un certain nombre d'ouvreurs de sacs, ce qui n'était pas le cas jusqu'à maintenant, ce qui permettrait, sur les multimatériaux, de pouvoir les traiter malgré le fait qu'ils soient dans des sacs plastiques.

Un avis favorable à ce vœu ; il faut regarder comment on peut faire.

Tout ce qui peut s'adapter et faire que l'on puisse avoir un meilleur tri dans les immeubles parisiens, souvent très exigus, et dans lesquels la présence de différents bacs est compliquée, est une bonne chose, donc nous le voterons.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu n° 110 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2013, V. 263).

Une belle unanimité pour finir !

Il me reste les deux dernières sacrosaintes paroles à prononcer.

Désignation d'un représentant du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans un organisme.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Je vous propose à présent de procéder à la désignation d'un représentant dans l'organisme suivant :

Agence foncière et technique de la Région parisienne (R. 26) :

- M. Ian BROSSAT.

La candidature proposée est adoptée (2013, R. 26).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - Enfin, mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer selon l'habitude, à main levée, par un vote global d'approbation, sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal de la présente séance.

Je vous remercie.

Clôture de la séance.

M. Julien BARGETON, adjoint, président. - La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures quarante-trois minutes).

Votes spécifiques.

Mme Florence BERTHOUT ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DPP 50 Subvention (80.000 euros) et convention avec l'association Paris Aide aux Victimes au titre de l'aide aux victimes.

2013 DPVI 126 Subvention (15.000 euros) et convention annuelle avec l'Association de Prévention du Site de la Villette (APSV, 12e et 19e) au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

Mme Anne HIDALGO, MM. François VAUGLIN, Julien BARGETON, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Jérôme DUBUS, René DUTREY et Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DU 263 Subvention (152.000 euros) et avenant à la convention avec l'APUR.

M. Didier GUILLOT ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DLH 125 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 2 logements PLUS, 5-7 rue Myrha et 30-32 rue Affre (18e).

2013 DLH 146 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de création de 2 logements PLUS, 37 bis rue de Montreuil (11e).

Mme Myriam EL KHOMRI ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 245 Modification de la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris à l'emprunt Employeurs à contracter par Coallia Habitat en vue du financement d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale de 37 logements PLA-I, 194 rue des Pyrénées (20e).

Mme Anne-Christine LANG ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DLH 117 Compactage de divers emprunts contractés par EFIDIS auprès de la CDC, pour le financement de plusieurs opérations de logements sociaux dans les 3e, 9e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

2013 DLH 126 Réalisation par EFIDIS d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 18 logements PLS 3, rue d'Eupatoria (20e).

2013 DLH 127 Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt PEX à contracter par EFIDIS en vue du financement de l'acquisition du patrimoine locatif social de l'OPIEVOY situé dans les 10e, 11e, 13e, 19e et 20e arrondissements.

Mmes Véronique DUBARRY et Claire MOREL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 512 Subvention (5.000 euros) et avenant avec l'association International Visual Theatre (9e).

M. Daniel MARCOVITCH ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 161 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de construction neuve comportant 4 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 4 logements PLS 36 rue Marcadet (18e).

M. Daniel VAILLANT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DASCO 98 Subvention (10.000 euros) avec convention avec l'association Les Amis de Magnum Photos pour le projet "Regards croisés".

MM. Pierre AIDENBAUM et Jacques BOUTAULT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 608 Subvention (6.000 euros) avec convention avec l'association Maison de la Poésie (3e).

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, M. Jérôme COUMET, Mme Katia LOPEZ, M. Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DLH 114 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 10 logements PLUS, répartis sur différents arrondissements (10e, 11e, 12e, 16e, 17e et 20e), par la transformation de chambres en logements.

2013 DLH 124 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 1 logement PLA-I 8bis/10, rue Lacharrière et 1 logement PLUS 45/53, avenue Philippe Auguste (11e).

2013 DLH 130 Location par bail emphytéotique, au profit de Paris Habitat-OPH, de l'immeuble 202, rue de la Convention (15e).

2013 DLH 163 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de requalification des espaces extérieurs de 357 logements sur le groupe Solidarité Gaston Pinot 2 à 12, rue de la Solidarité (19e).

2013 DLH 201 Réaménagement d'une partie de la dette de Paris Habitat OPH auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2013 DLH 206 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLAI, 12 avenue Boudon, 55 rue Jean de la Fontaine (16e).

2013 DLH 250 Modification de la délibération de refinancement d'une partie de la dette PLS de Paris Habitat OPH souscrite auprès de différents établissements bancaires et de maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2013 DU 250 Déclassement et cession à Paris-Habitat OPH d'un terrain (lot 3) dans le secteur d'aménagement Binet (18e).

M. Gauthier CARON-THIBAULT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 197 Réalisation par Résidences Sociales de France d'un programme de création d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) comportant 30 logements PLUS, 13 rue des Ecluses Saint-Martin (10e).

Mme Annick OLIVIER et M. Sylvain GAREL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 423 Convention d'occupation du domaine public au Mouffetard, théâtre des arts de la marionnette (5e) pour l'association du Théâtre de la Marionnette à Paris.

M. Gilles ALAYRAC ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 217 Réalisation par Toit et Joie d'un programme de construction neuve comportant 4 logements PLA-I, 12 logements PLUS et 7 logements PLS, 69-71 boulevard Poniatowski (12e).

M. Pierre MANSAT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 SG 57 Versement de la contribution 2013 de la Ville de Paris (500.000 euros) au Groupement d'Intérêt Public "Atelier International du Grand Paris".

Mmes Isabelle GACHET et Emmanuelle BECKER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DJS 326 Convention de mise à disposition de locaux au Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (15e), à titre gratuit, précaire et révocable. Subvention (68.000 euros) avec avenant à la convention triennale d'objectifs avec le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (15e).

MM. Patrick BLOCHE, Bruno JULLIARD, Philippe DUCLOUX, François VAUGLIN, Mme Liliane CAPELLE et M. Pierre-Yves BOURNAZEL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 703 et 2013 DAC 704-G : Création de l'établissement de coopération culturelle Maison des métallos (11e).

Mmes Danièle POURTAUD, Anne HIDALGO, MM. Christophe GIRARD, Bruno JULLIARD, Mmes Danielle FOURNIER, Danielle SIMONNET, Hélène MACÉ de LÉPINAY, Céline BOULAY-ESPERONNIER et Geneviève BERTRAND ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DAC 684 Subvention (935.000 euros) à l'établissement public Paris Musées (10e).

2013 DAC 698 Convention de mécénat avec l'Etablissement Public Paris Musées, la Fondation du Patrimoine et la Fondation TOTAL pour la restauration de la cour Louis XIV (cour d'honneur) du musée Carnavalet (3e).

2013 DAC 721 Convention de mécénat liant les Galeries Lafayette à l'établissement public Paris Musées et à la Ville de Paris pour le Palais Galliera, Musée de la Mode de la Ville de Paris.

MM. Romain LEVY, Bruno JULLIARD, Mme Karen TAIEB, M. Jean-Pierre LECOQ et Mme Catherine DUMAS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DAC 700 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'établissement public Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (6e).

MM. Julien BARGETON et Pierre MANSAT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DVD 164 Convention avec le Syndicat Mixte Autolib'Métropole relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

Votes spécifiés.

Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE s'abstiennent sur le vœu n° 2 bis et votent contre les projets de délibération DF 92, DAC 698, DAC 721, DAC 609 et DVD 164.

En revanche, ils votent pour le vœu n° 38.

M. Alain LHOSTIS vote dans le sens proposé par l'Exécutif pour l'ensemble des vœux et projets de délibération concernant l'ARE, hormis pour les vœux déposés par le groupe Communiste avec avis défavorable de l'Exécutif et maintenus pour lesquels il s'est abstenu.

M. Thierry COUDERT vote dans le sens proposé par l'Exécutif pour l'ensemble des projets de délibération, vœux et amendements de la séance.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN s'abstient sur le projet de délibération DUCT 61.

Projets de délibération adoptés par un vote d’ensemble de l’Assemblée.

Les projets de délibération adoptés, par un vote d’ensemble, de l’Assemblée sont les suivants :

2013 DVD 203 Convention d'occupation temporaire pour l'emplacement d'une station Vélib' sur son domaine avec le Groupe Hospitalier La Pitié- Salpêtrière.

2013 DVD 166 Convention de gestion avec la SemPariSeine concernant les voies privées ouvertes au public de la ZAC Beaujon (8e).

2013 DVD 72 Ouvrages de franchissement du faisceau ferré Saint Lazare dans la ZAC Clichy Batignolles (17e). Approbation des modalités de passation et signature de marchés de prestations intellectuelles correspondantes.

2013 DVD 87 Lancement d'une consultation pour un marché de maintenance multi technique des locaux du poste central d'exploitation (PCE) Lutèce à Paris.

2013 DVD 111 Adoption du règlement fixant les modalités de fourniture de produits informationnels relatifs au trafic routier à Paris et signature du contrat type correspondant.

2013 DVD 173 Subvention (3.000 euros) et convention avec l'association départementale de Paris de la Ligue Contre la Violence Routière.

2013 DVD 101 Subvention (32.000 euros) et convention avec l'association Mieux se Déplacer à Bicyclette.

2013 DVD 175 Subvention (22.000 euros) et convention avec l'association Animation, Insertion, Culture et Vélo (AICV).

2013 DVD 152 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association des Usagers des transports FNAUT Ile de France.

2013 DVD 176 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2013 DICOM 29 Convention de parrainage "Paris Plages 2013" avec Lafuma.

M. Julien BARGETON, rapporteur.

2013 DVD 97 - DDEEES 32 Subvention (42.000 euros) et avenant à convention avec l'association "Voiture & Co".

M. Julien BARGETON, **M. Didier GUILLOT**, rapporteurs.

2013 DVD 100 - DPVI 455 Subventions (13.000 euros) à 5 associations et conventions avec 3 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville.

M. Julien BARGETON, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2013 DUCT 41 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'association Projets 19 (19e).

2013 DUCT 48 Subvention (2.000 euros) à l'association (A.R.P.P.A) Association pour la Recherche et la Promotion d'une Politique de l'Association du 15e.

2013 DUCT 58 Subvention (1.500 euros) à l'association Aux Mille Lieux (20e).

2013 DUCT 63 Subvention (7.000 euros) à l'association Innovons pour la Concertation sur Internet.

2013 DUCT 64 Subvention (5.000 euros) à l'association La fabrique insomniaque Montreuil (93).

2013 DUCT 69 Subvention (1.500 euros) à l'association Musiques et Cultures Digitales (11e).

2013 DUCT 92 Subvention Fonds du Maire (3.000 euros) à l'association Lions club Paris-Ile de la Cité.

2013 DUCT 98 Subvention (7.000 euros) à l'association La ligue de l'enseignement - fédération départementale de Paris - mouvement d'éducation populaire - fédération de Paris de la ligue de l'enseignement.

2013 DUCT 106 Subvention (2.500 euros) à l'association L'atelier 13, l'aménagement participatif du 13e arrondissement.

2013 DUCT 107 Subvention (7.000 euros) à l'association Mouvement pour une citoyenneté active.

2013 DUCT 108 Subvention (4.000 euros) l'association Rencontres des Tunisiens de France Sport et Culture.

2013 DUCT 116 Subvention Fonds du Maire (2.500 euros) et convention avec l'Association d'éducation populaire Notre Dame des Champs Montparnasse Rencontres (14e).

2013 DUCT 117 Subvention Fonds du Maire (10.000 euros) à l'association Centre Corot Entraide d'Auteuil (16e).

2013 DUCT 122 Subvention Fonds du Maire (3.000 euros) à l'association Danube social et culturel (19e).

2013 DUCT 123 Subvention (5.000 euros) à l'association La Commune Libre d'Aligre (12e).

2013 DUCT 125 Subvention Fonds du Maire (1.500 euros) à l'association Un pas de plus pour le 19e.

2013 DUCT 128 Subvention Fonds du Maire (19e) (2.000 euros) à l'association Korhom (10e).

2013 DUCT 130 Subvention fonds du Maire (3.000 euros) à l'Association du quartier saint-bernard - QSB 11 (11e).

2013 DUCT 135 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Equipe Saint-Vincent alpha XIV (14e).

2013 DUCT 136 Subvention Fonds du Maire (19e) (3.000 euros) à l'association Espoir jeunesse Lilas (20e).

2013 DUCT 137 Subvention Fonds du Maire (9e) (1.850 euros) à l'association Entraide scolaire amicale (19e).

2013 DUCT 141 Subvention Fonds du Maire (2.400 euros) à l'association Energie 9 (9e).

2013 DUCT 142 Subvention (15.000 euros) à l'association "Fonda".

2013 DUCT 144 Subvention Fonds du Maire (17.000 euros) et convention à l'association Comité municipal d'animation culturelle du 1er arrondissement.

2013 DUCT 145 Subvention (4.000 euros) à l'association Femmes pour le dire, femmes pour agir (F.D.F.A, 15e).

2013 DUCT 146 Subvention Fonds du Maire (3.500 euros) à l'association Mains libres (1er).

2013 DUCT 147 Subvention Fonds du Maire (2.000 euros) à l'association Centre d'Action Sociale Notre Dame des Anges (6e).

2013 DUCT 149 Subvention Fonds du Maire (2.000 euros) à l'association Union des Institutions Sociales (6e).

2013 DUCT 150 Subvention Fonds du Maire (6.500 euros) et convention avec l'association Fonds social Juif unifié (5e).

2013 DUCT 153 Subvention Fonds du Maire (1.500 euros) à l'association Union Catholique du Théâtre et de la Musique (9e).

2013 DUCT 155 Subvention Fonds du Maire (15e) (2.000 euros) à l'association Paris Amicale Camou (7e).

2013 DUCT 156 Subvention (2.000 euros) et convention avec l'association AOCSA la 20e Chaise (20e).

2013 DUCT 159 Subvention (5.000 euros) et convention avec l'association Archipélia (20e).

2013 DUCT 164 Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association La Bagagerie d'Antigel (15e).

2013 DUCT 167 Subvention Fonds du Maire (5.000 euros) à l'association Paga Lagny Davout (20e).

2013 DUCT 169 Subvention (2.000 euros) à l'association République de Montmartre (18e).

2013 DUCT 175 Subvention Fonds du Maire (9.000 euros) et convention avec l'association Ere de Jeu (4e).

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2013 DPVI 21 21 Subvention (80.000 euros) et avenant n°1 à la convention 2012-2014 à la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) pour son fonctionnement.

2013 DPVI 67 Subvention (5.000 euros) avec l'Association de Solidarité Internationale (ASI, 17e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 72 Subvention (38.000 euros) et convention annuelle avec l'association Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA, 1er) au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 78 Subvention (32.500 euros) et convention annuelle avec l'Association Connaissance de l'Afrique Contemporaine (17e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 80 Subvention (13.000 euros) au Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales (CIEMI, 11e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 116 Subventions (6.500 euros) à deux associations, Paris Macadam - les Arcavals (18e) et Citoyenneté Possible (20e), au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 120 Subventions (6.000 euros) à deux associations, Association Franco-Africaine des Femmes Parisiennes (13e) et Solidarité Roquette (11e), au titre de l'intégration.

2013 DPVI 126 Subvention (15.000 euros) et convention annuelle avec l'Association de Prévention du Site de la Villette (APSV, 12e et 19e) au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 127 Subvention (15.000 euros) avec avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Autremonde (20e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 137 Subventions (14.000 euros) à trois associations : Association Egalité (15e), Association des Ressortissants de Sira Doundou et Village Environnants (ARSD, 17e) et Relais 59 (12e), au titre de l'intégration.

2013 DPVI 138 Subvention (8.000 euros) à deux associations avec Afrique et Nouvelles Interdépendances (14e) et Humanity in action (20e) au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 145 Subventions (16.000 euros) à trois associations : Football Club Paris Arc-en-Ciel (FC PAEC, 11e), European Grassroots Antiracist Movement (EGAM, 19e) et "Prévention Action Santé Travail pour les Trangenres" (PASTT, 10e), au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 146 Subventions (11.000 euros) à deux associations : "4 Tomorrow" (18e) et "Traces Réseau Clinique International" (10e) au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 147 Subventions (3.250 euros) à deux associations : L'Ile aux Langues (18e) et Francophonie et cultures partagées (11e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 148 Subventions (10.000 euros) avec Association Interculturelle de Production, de Diffusion, de Documentation Audiovisuelles (AIDDA, 18e), France Amérique Latine (FAL, 14e) et l'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT, 10e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 149 Subventions (8.000 euros) à trois associations, Agir pour la diversité et contre les discriminations (A2D, 20e), Bâtisseuses de Paix (11e) et l'association Unité de Réflexion et d'Action des Communautés Africaines (URUCA, 18e) au titre de l'intégration.

2013 DPVI 150 Subvention (30.000 euros) avec convention passée avec l'association Tactikollectif au titre de l'intégration.

2013 DPVI 153 Subventions (12.200 euros) à quatre associations : Le Regard de l'Autre (19e), Cercle d'Action pour la Promotion de la Diversité (CAPDIV, 4e), Fédération des Agences internationales pour le développement (12e) et Ligue Internationale contre le racisme et l'antisémitisme (1er), au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discrimina.

2013 DPVI 157 Subvention (5.000 euros) à l'association Ligue de l'Enseignement Fédération de Paris Mouvement d'éducation populaire (10e) au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2013 DPVI 158 Subventions (9.000 euros) à deux associations : Réseau d'Assistance aux Victimes d'Agressions et de Discrimination (RAVAD) et Inimaginable au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

Mme Claudine BOUYGUES, rapporteure.

2013 DPVI 113 Subvention (40.000 euros) et avenant n° 1 à la convention avec la Fédération des centres sociaux et socioculturels de Paris (19e) pour son dispositif d'accompagnement à la préparation du Diplôme Initial de Langue Française (DILF) au titre de l'Intégration et la Politique de la Ville.

2013 DPVI 136 Subvention (12.000 euros) avec avenant à la convention avec la Fédération des Centres Sociaux de Paris menant une action au titre de l'Intégration et de la Politique de la Ville.

Mme Claudine BOUYGUES, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteures.

2013 DDEEES 131 Subvention (10.000 euros) avec convention pour l'association pour le développement de la création, études et projets (ADCEP) (19e).

2013 DICOM 24 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association "Productions bellevilloises".

2013 DICOM 26 Subvention (1.000 euros) et convention avec l'association "Tendances Numériques".

2013 DICOM 27 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association "Université populaire pour une information citoyenne".

2013 DICOM 28 Subvention (5.000 euros) et convention avec l'association "Faubourg Simone".

M. Jean-Bernard BROS, rapporteur.

2013 DDEEES 184 - DAC 685 Subvention (11.000 euros) à l'association Paris Polar (13e).

M. Jean-Bernard BROS, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2013 DASCO 98 Subvention (10.000 euros) avec convention avec l'association Les Amis de Magnum Photos pour le projet "Regards croisés".

2013 DASCO 125 Subvention (19.508 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 1er arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 126 Subvention (24.246 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 2e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 127 Subvention (31.386 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 3e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 128 Subvention (37.154 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 4e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 129 Subvention (55.315 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 5e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 130 Subvention (23.287 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 6e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 131 Subvention (28.040 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 7e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 132 Subvention (19.424 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 8e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 133 Subvention (63.156 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 9e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 134 Subvention (123.640 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 10e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 135 Subvention (107.109 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 11e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 136 Subvention (128.238 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 12e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 137 Subvention (183.973 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 13e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 138 Subvention (132.846 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 14e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 139 Subvention (179.441 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 15e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 140 Subvention (57.431 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 16e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 141 Subvention (99.639 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 17e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 142 Subvention (248.206 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 18e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 143 Subvention (242.869 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 19e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 144 Subvention (256.607 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec la Caisse des Ecoles du 20e arrondissement au titre de l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire.

2013 DASCO 151 Ressort des écoles publiques de Paris pour l'année scolaire 2014-2015.

2013 DASCO 153 Attribution de la dénomination de "Espace Françoise Seligmann" à l'immeuble municipal situé 21 rue Sambre et Meuse (10e), actuelle annexe au collège Valmy.

2013 DASCO 156 Dotation (60.000 euros) du lycée François Truffaut (3e) pour 2014.

2013 DASCO 161 Rectificatif à la délibération 2013 DASCO 56 relative aux évolutions et fixations tarifaires des activités périscolaires.

2013 DASCO 162 Subvention (5.012 euros) à la Caisse des écoles du 1er arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances.

2013 DASCO 163 Subvention (35.092 euros) à la Caisse des écoles du 2e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 164 Subvention (21.404 euros) à la Caisse des écoles du 3ème arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances.

2013 DASCO 165 Subvention (25.702 euros) à la Caisse des écoles du 4ème arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 166 Subvention (10.290 euros) à la Caisse des écoles du 6e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 167 Subvention (17.516 euros) à la Caisse des écoles du 7e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 168 Subvention (11.357 euros) à la Caisse des Ecoles du 8e arrondissement pour la mise en oeuvre des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 169 Subvention (27.286 euros) à la Caisse des écoles du 9e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 170 Subvention (138.358 euros) à la Caisse des écoles du 10e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 171 Subvention (264.884 euros) à la Caisse des écoles du 11ème arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 172 Subvention (99.722 euros) à la Caisse des écoles du 12ème arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances.

2013 DASCO 173 Subvention (148.710 euros) à la Caisse des écoles du 13e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 174 Subvention (165.755 euros) à la Caisse des écoles du 14e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 175 Subvention (91.688 euros) à la Caisse des écoles du 15ème arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 176 Subvention (90.375 euros) à la Caisse des écoles du 16e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 177 Subvention (75.606 euros) à la Caisse des écoles du 17e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 178 Subvention (297.748 euros) à la Caisse des écoles du 18e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 179 Subvention (274.343 euros) à la Caisse des écoles du 19e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DASCO 180 Subvention (217.027 euros) à la Caisse des écoles du 20e arrondissement pour la mise en oeuvre des séjours de vacances et des projets socio-éducatifs.

2013 DPA 64 Avenant au marché de maîtrise d'oeuvre attribué au groupement Atelier de l'Ile/Soretec/Gestco relatif à l'opération de remplacement des façades et modernisation des réseaux de génie climatique - Groupe Scolaire sis 47, avenue d'Ivry (13e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2013 DDEEES 88 Subvention (5.000 euros) à l'association La Commune Libre d'Aligre (12e).

2013 DDEEES 155 Subvention (8.000 euros) à l'association A Tout Atout (14e).

2013 DDEEES 156 Subvention (10.000 euros) à l'association des Artistes et Artisans d'Art du 11e arrondissement (4e).

2013 DDEEES 164 Subvention (4.800 euros) à l'association des commerçants de la rue Cadet (9e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 167 Subvention (8.300 euros) à l'association des commerçants et artisans de la rue Jonquière et des rues adjacentes (17e) pour des animations de quartier au titre de l'année 2013.

2013 DDEEES 168 Subvention (6.000 euros) à l'association pour la défense et l'animation des commerces et entreprises du quartier Montorgueil - ADAC (2e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 169 Subvention (3.500 euros) au Comité des Francs Bourgeois pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012 (3e).

2013 DDEEES 170 Subvention (3.000 euros) à l'association des commerçants de la rue du Temple pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012 (4e).

2013 DDEEES 173 Subvention (6.000 euros) à l'association L'Atelier de Maurice Arnoult (18e).

2013 DDEEES 174 Subvention (8.000 euros) à l'association "Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode Marseille".

2013 DDEEES 175 Subvention (25.000 euros) avec convention à l'association Designer's Days (11e).

2013 DDEEES 176 Subvention (10.000 euros) à l'association Paris Potier (15e).

2013 DDEEES 177 Subvention (5.000 euros) à l'association Podium Jeunes Stylistes pour l'organisation d'un concours de mode.

2013 DDEEES 183 Subvention (5.000 euros) à l'association LIBR'EST, 3, rue Constant Berthaut (20e) pour l'organisation du "Festival Esprits Libres".

2013 DDEEES 186 Subvention (10.000 euros) au Groupement des Commerçants de l'avenue de Versailles-Auteuil Point du Jour (GCAV) pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012 (16e).

2013 DDEEES 187 Subvention (8.500 euros) à l'association des commerçants Félix Faure Convention pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012 (15e).

2013 DDEEES 188 Subvention (6.500 euros) à l'association des commerçants rue des Martyrs (9e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 193 Exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour l'organisation de l'édition 2013 de la fête des vendanges (18e) par l'Association pour le Développement de la Création, Etudes et Projet (ADCEP).

2013 DDEEES 194 Subvention (8.000 euros) à l'association des commerçants, artisans, prestataires de services et professionnels libéraux des rues Caumartin et annexes - ACAPS Caumartin - (9e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 196 Subvention (9.000 euros) à l'association Viaduc des Arts - Paris pour les illuminations de fin d'année 2012 (12e).

2013 DDEEES 197 Subvention (8.000 euros) à l'association des commerçants du futur (14e) pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 205 Subvention (7.000 euros) à l'association des commerçants Centre Commercial Daguerre (14e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 206 Subvention (10.000 euros) à l'association artisanale et commerciale de Paris-Bercy (12e) pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 209 Subvention (4.000 euros) à l'association des commerçants et artisans du marché couvert de la Chapelle (18e) pour les illuminations de fin d'année 2012.

2013 DDEEES 210 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association des entreprises du quartier asiatique Paris 13e - Entreprises 13 - pour les illuminations de fin d'année 2012 (13e).

2013 DDEEES 212 Subvention (8.000 euros) à l'Union interprofessionnelle de la rue Cler, rue de Grenelle, rue du Champ de Mars (UICGC) (7e) pour les illuminations des fêtes de fin d'année 2012.

2013 SG 147 Réaménagement du quartier des Halles (1er). Indemnisation amiable en raison des préjudices subis du fait des travaux d'aménagement des Halles.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2013 DDEEES 182 Subvention (13.000 euros) à l'association Carré Bastille (11e).

Mme Lyne COHEN-SOLAL et M. Jean-Bernard BROS, rapporteurs.

2013 DUCT 111 Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) et versement de la cotisation pour l'année 2013.

M. Philippe DUCLOUX, **M. Pierre SCHAPIRA**, rapporteurs.

2013 DEVE 132 Subvention (3.000 euros) à l'association Terre de Liens Ile-de-France pour ses actions de sensibilisation et de mobilisation des Parisiens au développement de l'agriculture biologique en Ile-de-France.

2013 DEVE 160 Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation de la société TelecityGroup France S.A. en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux ICPE, des installations de combustion, situées Energy Park, 25 rue du Moulin des Bruyères / 130-136 boulevard de Verdun, à Courbevoie (92).

M. René DUTREY, rapporteur.

2013 DPP 3 Subvention (10.000 euros) et convention avec le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales au titre de la lutte contre les dérives sectaires.

2013 DPP 21 Subvention (2.000 euros) et convention avec l'association La Cyclofficine de Paris dans le cadre du dispositif Ville vie vacances dans le 20e arrondissement.

2013 DPP 37 Subvention (734 euros) et convention avec l'Association Le Mystère Bouffe dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 10e arrondissement.

2013 DPP 46 Subvention (180.000 euros) et convention avec le Fonds social juif unifié.

2013 DPP 49 Subvention (550 euros) et convention avec l'association Quartier de soleil (17e) dans le cadre de la prévention de la délinquance.

2013 DPP 50 Subvention (80.000 euros) et convention avec l'association Paris Aide aux Victimes au titre de l'aide aux victimes.

2013 DPP 51 Subvention (6.000 euros) et convention avec l'association Protection civile de Paris pour son antenne du 18e arrondissement.

2013 DPP 53 Subvention (25.000 euros) et convention triennale avec la Fédération nationale des victimes d'accidents collectifs - SOS Catastrophes et terrorisme (FENVAC) au titre de l'aide aux victimes.

2013 PP 50 Approbation des modalités d'attribution d'un marché relatif aux travaux de construction du nouveau bâtiment d'accueil de la caserne de la Cité pour la Préfecture de police, 9 boulevard du Palais (4e).

2013 PP 51 Approbation des modalités d'attribution d'un marché relatif à la fourniture et la maintenance corrective des matériels radiotélescopiques numériques ANTARES au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

2013 PP 52 Avis sur demandes en décharge de responsabilité et en remise gracieuse présentées par un régisseur.

2013 PP 53 Approbation d'un projet de règlement amiable de diverses affaires mettant en cause la responsabilité de la commune de Paris.

2013 PP 54 Marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2013 PP 55 Modalités d'attribution d'un marché relatif à l'acquisition d'appareils respiratoires isolants à circuit ouvert, de leurs accessoires, de leurs pièces de réparation, de formations associées et de prestations de maintenance.

2013 PP 56 Modalités d'attribution d'un marché pour la fourniture de matériels, accessoires, pièces détachées et prestations de maintenance pour interventions en milieu périlleux pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

2013 PP 57 Modalités d'attribution et autorisation de signer un marché de réservation de berceaux dans des crèches interentreprises situées dans Paris intra-muros au profit des fonctionnaires affectés à la préfecture de police.

2013 PP 58 Avenant n° 2 au marché n° 10 72 101 00 relatif aux travaux de restauration des façades extérieures et réfection des toitures des ailes Est et Nord de la caserne de la Cité (4e).

2013 PP 59 Avenant n° 1 au marché N° 12 72 039 00 pour le nettoyage de certains locaux de la préfecture de police.

2013 PP 60 Modalités d'attribution d'un marché pour la fourniture de dotations vestimentaires destinés à différentes catégories de personnels de la Préfecture de police.

2013 PP 61 Dispositions de mise en oeuvre de la protection sociale complémentaire pour les agents de la Préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes.

2013 PP 62 Dispositions statutaires applicables au corps des contrôleurs de la Préfecture de police.

2013 PP 63 Dispositions fixant la nature, le programme des épreuves et l'organisation générale des concours externe et interne pour l'accès au corps des contrôleurs de la préfecture de police.

2013 PP 64 Dispositions fixant les modalités d'organisation, la nature et le programme des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au corps des contrôleurs de la Préfecture de police.

2013 PP 65 Dispositions statutaires fixant les modalités d'organisation, la nature et le programme des épreuves de l'examen professionnel de constitution initiale du corps des contrôleurs de la Préfecture de police.

2013 PP 67 Modification de plusieurs délibérations portant dispositions statutaires applicables à certains corps de fonctionnaires de la Préfecture de police.

2013 PP 68 Modification de la délibération n° 2009 PP 61 des 6, 7 et 8 juillet 2009 fixant la liste des emplois permanents rémunérés sur le budget spécial de la Préfecture de police pouvant être pourvus par des agents recrutés sur contrat de droit public.

2013 PP 69 Modalités d'attribution d'un marché pour la maintenance des ascenseurs et monte-charges des centres de secours de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris et des locaux administratifs de la Préfecture de police avec clause additionnelle de mise en conformité.

2013 PP 70 Convention relative au remboursement, par le budget spécial, des prestations financées sur le budget de l'État pour la maintenance opérationnelle des PDA des agents de surveillance de Paris.

2013 PP 71 Avenant n° 2 au marché n° 09 72 065 00 relatif aux travaux de modernisation du centre opérationnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à la caserne (Champerret) (17e).

2013 PP 72 Avenant n° 6 au marché de maîtrise d'oeuvre n° 03 72 037 00 pour l'opération de réhabilitation du poste de commandement de compagnie de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Clichy-sous-Bois (93).

Mme Myriam EL KHOMRI, rapporteure.

2013 DILT 21 - DF 82 Décision modificative du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux pour 2013.

2013 DAJ 24 Approbation du contrat de cession de droits d'auteur portant sur la maquette et la mise en pages du guide de ressources pour les actions d'éducation à l'égalité filles/garçons.

2013 DAJ 27 Approbation d'un contrat de cession de droits d'auteur entre la Ville de Paris, la société La Poste et Mme Anquet pour la réalisation d'un "Collector de timbres du 18e arrondissement".

2013 DICOM 22 Lancement du marché relatif à l'Organisation des Voeux 2014 du Maire de Paris aux agents de la Ville au Palais Omnisports de Paris Bercy (POPB) (Article 30) et du marché relatif à l'accueil des Voeux 2014 du Maire de Paris aux agents de la Ville au Palais Omnisports de Paris Bercy (POPB) (article 27-III).

2013 DILT 11 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande relatif à la fourniture d'uniformes, de prestations d'essayages, de retouches et de distributions destinés aux agents de la Ville de Paris.

2013 DPA 58 Reprise des locaux sinistrés par la SA SCOP UTB suite à l'incendie de la Mairie du 9e arrondissement.

2013 DPA 59 Signature des demandes d'autorisations administratives relatives aux travaux de reconstruction et réfection du bâtiment sinistré lors de l'incendie survenu le 29 juillet 2013 à la mairie du 9e.

2013 DRH 82 Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires aux éducateurs de jeunes enfants de la Commune de Paris.

2013 DRH 86 Indemnité de sujétions spéciales ou d'une indemnité spécifique aux professeurs de la Ville de Paris selon leur affectation.

2013 DRH 89 Fixation de la rémunération des assistants de langues vivantes étrangères.

2013 DSTI 11 Approbation du principe de passation et d'attribution d'un marché à bons de commande pour la maintenance et les évolutions du système de conférence, de sonorisation et du système électronique de la salle du Conseil de Paris.

2013 DSTI 15 Approbation du principe de passation et d'attribution d'un marché à bons de commande pour la fourniture et la maintenance de matériels et de logiciels pour le stockage et la sauvegarde de données SAN NAS.

2013 DSTI 19 Convention de mise à disposition de compétences et de services entre la Ville de Paris (DSTI) et le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris.

2013 DSTI 22 Approbation du principe de passation et les modalités d'attribution d'un marché à bons de commande pour la maintenance des applications de gestion administrative et paie des administrations parisiennes.

2013 DSTI 32 Approbation du principe d'adhésion de la Ville de Paris à l'association de préfiguration dénommée "OpenENT".

2013 DUCT 94 Protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnisation définitive en réparation d'un préjudice subi en mairie du 7e arrondissement

2013 DUCT 131 Dépenses d'investissement supportées par les conseils d'arrondissement - Autorisation donnée aux conseils d'arrondissement d'effectuer des dépenses d'investissement sur des équipements autres que ceux visés à l'article L. 2511-16 du code général des collectivités territoriales.

2013 DUCT 132 Détermination du cadre de référence de la répartition des dotations de gestion et d'animation locales destinées aux états spéciaux d'arrondissement en 2014, en application du titre I du livre V du code général des collectivités territoriales relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon.

2013 DUCT 133 Inventaire des équipements dont les conseils d'arrondissement ont la charge.

2013 DUCT 139 Modification de la délibération 2006 DDATC 165 portant dérogation au contingent mensuel de 25 heures supplémentaires pouvant être accordées aux personnels affectés de manière permanente et/ou occasionnelle aux travaux d'élection et de recensement de la population.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2013 DAC 700 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'établissement public Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (6e).

2013 DJS 235 Lancement d'un marché selon la procédure de l'article 30 du Code des marchés publics pour la gestion du centre d'animation Saint Blaise (20e).

2013 DJS 245 Demande de subvention auprès du Conseil régional d'Ile-de-France pour la construction de l'Auberge de jeunesse Pajol, 22, rue Pajol (18e).

2013 DJS 254 Subventions (20.000 euros) à 2 associations de jeunesse (14e).

2013 DJS 377 Subvention (60.000 euros) et convention avec l'Association de la Maison des Jeunes et de la Culture Les Hauts de Belleville (20e).

2013 DJS 379 Subvention (6.000 euros) avec avenant à la convention annuelle avec le Comité International des Jeux Mathématiques (15e).

2013 DJS 401 Convention de délégation de service public pour la gestion du centre d'animation Valeyre situé dans le 9e arrondissement.

2013 DJS 408 Subvention (15.000 euros) avec convention avec Unis-Cité Ile-de-France (18e).

2013 DJS 417 Subvention (4.000 euros) à l'association Handy et Manchu (20e).

2013 DJS 419 Subvention (30.000 euros) et convention avec l'association Les Ateliers de Natéma (20e).

2013 DJS 435 Attribution de la dénomination Yves Robert à l'auberge de jeunesse Pajol (18e).

2013 DPA 34 Avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage avec la société CLIMESPACE aux fins d'aménagement de l'ancienne station EDF de la Trinité, 14-18 rue de la Tour des Dames (9e).

2013 DPA 35 Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre pour la création d'un centre d'animation dans l'ancienne station EDF de la Trinité, 14-18 rue de la Tour des Dames (9e).

2013 DPA 36 Avenant n° 1 au marché de travaux pour la création d'un centre d'animation dans l'ancienne station EDF de la Trinité, 14-18 rue de la Tour des Dames (9e).

Mme Isabelle GACHET, rapporteure.

2013 DJS 298 - DPVI 40 Subvention (14.500 euros) et avenant à convention avec l'association Actions Jeunes (17e).

2013 DJS 356 - DPVI 441 Subvention (3.000 euros) et convention avec la Maison des Copains de la Villette (MCV) (19e).

2013 DJS 360 - DPVI 442 Subventions (9.500 euros) à quatre associations de jeunesse (20e).

2013 DJS 374 - DPVI 443 Subvention (2.500 euros) à l'association Rythme Tout Terrain Productions (17e).

2013 DJS 409 - DPVI 452 Subvention (2.000 euros) à l'Association Régionale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active en Ile-de-France (CEMEA) (93).

2013 DJS 410 - DPVI 454 Subvention (2.000 euros) à ACP La Manufacture Chanson (11e).

2013 DJS 414 - DPVI 456 Subvention (2.000 euros) à Musiques et Cultures Digitales (11e).

Mme Isabelle GACHET, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteures.

2013 DF 73 Projet de décision modificative d'investissement n° 2 de la ville Paris pour l'exercice 2013.

2013 DF 74 Individualisation des autorisations de programme votées à la décision modificative n° 2 d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2013.

2013 DF 88 Budget primitif de la Ville de Paris pour 2014 - Approbation du montant des dotations destinées aux états spéciaux d'arrondissement.

2013 DF 14 Demandes d'autorisations administratives concernant la démolition reconstruction d'un bâtiment et le déplacement des guichets du jardin d'acclimatation au bois de Boulogne (16e).

2013 DF 72 Convention d'autorisation d'ouverture à usage de sortie de secours dans un mur pignon communal rue de la Fontaine au Roi (11e).

2013 DF 79 Convention d'occupation du domaine public - concession de travaux pour la rénovation et l'exploitation de l'établissement Le chalet de la Croix Catelan (16e).

2013 DF 81 Octroi de la garantie de la ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt à contracter par la SAEMES auprès de la Caisse d'épargne d'Ile de France pour le financement de travaux du parc de stationnement Méditerranée (12e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2013 DEVE 130 Demande de subvention auprès de la Région Ile de France pour la restauration des vestiges de l'enceinte de Philippe Auguste à réaliser dans le cadre de l'aménagement de la seconde tranche du jardin Francs-Bourgeois-Rosiers (4e).

2013 DEVE 146 Convention avec l'ACEPU pour l'ouverture au public et l'entretien par la Ville de Paris d'un espace vert situé 147, rue de Grenelle (7e).

2013 DEVE 26 Convention avec la SIEMP, afin de définir les modalités de gestion du passage sous voûte d'immeuble situé 41, rue Richard Lenoir et permettant l'accès au square de la rue Godefroy Cavaignac (11e).

2013 DEVE 138 Création de trois jardins partagés et réalisation d'une extension d'un jardin partagé existant situés dans les 9e, 14e, 18e et 20e arrondissements.

2013 DEVE 157 Approbation de l'application du tarif d'intérêt général dans le cadre de travaux d'abattage, d'élagage et de replantation d'arbres liés à l'extension du collège Georges Leven sis 45-51 boulevard Carnot (12e).

2013 DEVE 156 Application du tarif d'intérêt général dans le cadre de travaux d'abattage et de replantation d'arbres liés à la réalisation de travaux d'investissement routier dans le secteur Bruneseau Nord, ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2013 DEVE 162 Application du tarif d'intérêt général dans le cadre de travaux d'abattage et de replantation d'arbres liés à la construction d'une usine de traitement des eaux, avenue David Weill (14e).

2013 DEVE 143 Convention avec l'Etat, France Domaine et Ministère de l'Intérieur, pour la mise à la disposition de la Garde républicaine de locaux dans le bois de Boulogne (16e).

2013 DEVE 145 Convention avec l'Ecole de chiens-guides pour aveugles et malvoyants de Paris et de la région parisienne (ECGAMVPRP) pour mise à disposition de locaux dans le bois de Vincennes (12e).

2013 DEVE 140 Convention d'occupation du domaine public avec la CPCU sur l'ensemble du secteur Clichy Batignolles (17e).

2013 DEVE 133 Approbation des modalités de lancement d'un appel d'offres ouvert pour la fourniture de pièces détachées pour le réseau d'arrosage automatique de la Ville de Paris.

2013 DEVE 149 Lancement et signature d'un appel d'offres ouvert relatif à la fourniture d'arbustes et de rosiers pour les différentes plantations dans les espaces verts, les bois et les cimetières parisiens.

2013 DEVE 65 Avenant n° 8 à la convention du 5 mai 1998 portant sur la gestion du crématorium du Père-Lachaise (20e).

2013 DEVE 106 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2013 DDEEES 33 Subventions (6.000 euros) à deux associations étudiantes.

2013 DJS 326 Convention de mise à disposition de locaux au Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (15e), à titre gratuit, précaire et révocable. Subvention (68.000 euros) avec avenant à la convention triennale d'objectifs avec le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (15e).

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2013 DU 15 Acquisition des parties communes générales dans l'ensemble immobilier en copropriété avec la Ville de Paris au 28-28 bis, rue du Rendez-vous, 2-2 bis et 1-3-5, cité Debergue correspondant à l'emprise incluse dans le secteur d'aménagement Debergue-Rendez-vous (12e).

2013 DU 159 Vente à Réseau Ferré de France - Secteur Atelier des Bûcherons, boulevard Berthier dans la ZAC Clichy Batignolles (17e).

2013 DU 167 Acquisition auprès de la SEMAEST de trois parcelles de terrain et trois volumes dans le secteur d'aménagement PAJOL (18e).

2013 DU 186 Approbation des éléments financiers des traités de concession d'aménagement arrêtés au 31 décembre 2012.

2013 DU 194 Acquisition auprès de la SEM Parisienne du volume n° 10 dans la ZAC Beaujon (8e).

2013 DU 197 Fixation des alignements et classement dans le domaine public routier des différentes voies, déclassement et cession à la SEMAVIP des emprises rue Paul Meurice et voie DR/20. Autorisation de déposer toute demande administrative, dont toute demande d'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du programme d'aménagement Paul Meurice (20e).

2013 DU 200 Cession de volumes à la SEMAEST dans le secteur d'aménagement Cardeurs-Vitruve, GPRU Saint Blaise (20e).

2013 DU 209 Cession à RFF du volume sous dalle n° 301 en vue de son incorporation au domaine public ferroviaire situé dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2013 DU 218 Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification simplifiée du PLU de Paris concernant la suppression d'une réserve de voirie sur la rue d'Aubervilliers (19e), la rectification d'une erreur matérielle et de légères modifications sur le secteur Chapelle International (18e).

2013 DU 228 Acquisition auprès de la SEMAPA de 14 emprises de voirie rue Hélène Brion, rue Alice Domon et Léonie Duquet et rue des Grands Moulins dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2013 DU 231 Délimitation unilatérale partielle d'une parcelle appartenant au domaine public communal 10 rue Du Sommerard (5e) et signature de l'arrêté de délimitation correspondant.

2013 DU 247 Acquisition à la SEMAVIP d'une parcelle et du volume permettant d'y accéder, 2 rue de l'Ourcq dans le secteur Ourcq Jaurès (19e).

2013 DU 248 Acquisition auprès de la SEMAPA des emprises de voirie rues Madeleine Brès et Annie Girardot dans la ZAC Gare de Rungis (13e).

2013 DU 249 Convention de servitudes à conclure avec l'Etat et la RIVP sur les parcelles 2 à 8 rue Francis Croisset (18e).

2013 DU 250 Déclassement et cession à Paris-Habitat OPH d'un terrain (lot 3) dans le secteur d'aménagement Binet (18e).

2013 DU 256 Régularisations foncières 145p et 147 à 153 avenue de Flandre dans le secteur de la ZAC Flandre Nord (19e).

2013 DU 259 Déclassement et cession des volumes contenant le débord des pieux de fondations du lot 4.3. - Signature d'un avenant à la convention de transfert des voies et réseaux divers dans le domaine public de voirie dans le Secteur Saussure (17e).

2013 DU 268 Acquisition auprès de Paris Batignolles Aménagement de terrains d'emprise du parc Martin Luther King. Modification du projet de programme des équipements publics du dossier de réalisation de la ZAC et modification du programme des équipements publics de la ZAC Clichy Batignolles (17e).

2013 DU 269 Délimitation unilatérale partielle d'une parcelle au 97/99 rue de la Fontaine au Roi (11e) et signature de l'arrêté de délimitation correspondant.

2013 DU 271 Lancement d'un marché de services, à bons de commande, pour l'affichage légal d'avis administratifs et l'insertion d'annonces légales dans les publications habilitées à les recevoir.

2013 DU 275 Acquisition de l'assiette foncière de baux à construction, appartenant à la SEMAVIP, dans le secteur de la ZAC Bassin de la Villette (19e).

2013 SG 184 Réaménagement du quartier des Halles (1er). Convention constitutive d'un groupement commandes en vue de mutualiser les procédures d'achats pour la réalisation des prestations d'entretien et de maintenance technique générale des ouvrages, équipements et réseaux du Forum des Halles.

2013 DU 135 Attribution de la dénomination rue Toussaint Louverture à une partie de la rue Rampon (11e).

2013 DU 173 Attribution à une voie de la dénomination "rue Marie-Hélène Lefaucheux" (19e).

2013 DU 174 Attribution à une voie de la dénomination "rue Chana Orloff" (19e).

2013 DU 233 Attribution à une place de la dénomination "place August Strindberg" (6e).

2013 DU 234 Attribution à une place de la dénomination place René Laennec (7e).

2013 DU 235 Attribution de la dénomination "rue René Blum" à une voie (17e).

2013 DU 237 Attribution à une voie de la dénomination "rue Frantz Fanon" (20e).

2013 DU 238 Attribution à une voie de la dénomination "rue Carlos Fuentes" (14e).

2013 DU 239 Attribution de la dénomination place Hubertine Auclert à une emprise du 11e arrondissement.

2013 DU 240 Attribution de la dénomination esplanade Renée Lebas au terre-plein de la rue Saint-Bernard (11e).

2013 DU 241 Attribution à une place de la dénomination place Gertrude Stein (12e).

2013 DU 242 Attribution à une voie de la dénomination "rue Huguette Schwartz" (14e).

2013 DU 243 Attribution à une voie de la dénomination allée Irène Némirovsky (15e).

2013 DU 244 Attribution à une voie de la dénomination "rue Paul Meurice" (20e).

2013 DU 245 Attribution de la dénomination jardin Jane Avril à un espace public (11e et 20e).

2013 DU 298 Attribution à une voie de la dénomination "rue Severiano de Heredia" (17e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2013 DU 219 - DLH 209 Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU dans le cadre de l'opération d'aménagement Paul Bourget (13e). Dossier de création de la ZAC Paul Bourget. Bail emphytéotique au profit d'Elogie. Déclaration préalable de division en vue de la cession des terrains nécessaires à la réalisation de la ZAC Paul Bourget (13e).

Mme Anne HIDALGO, **M. Christian SAUTTER**, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2013 DU 163 Acquisition auprès de la SEMAPA d'une emprise rue des Longues Raies, destinée à la construction d'un centre social associatif dans la ZAC Gare de Rungis (13e).

Mme Anne HIDALGO, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteures.

2013 DAC 13 Subvention (15.000 euros) et convention avec la SAS Le Lucernaire Forum (6e).

2013 DAC 188 Subvention (50.000 euros) et convention avec l'association Compagnie d'Expression musicale et d'Opéra vivant - Péniche Opéra (19e).

2013 DAC 247 Attribution de la dénomination Françoise Sagan à la médiathèque située dans le Carré historique du Clos Saint Lazare (10e).

2013 DAC 294 Subvention (5.000 euros) à l'association La Muse en Circuit (94140 Alfortville).

2013 DAC 311 Subvention (30.000 euros) et avenant à convention avec l'association Nouveau Centre Communautaire de Paris (10e).

2013 DAC 342 Subvention (3.000 euros) à l'association Cry d'Err Danse (15e).

2013 DAC 399 Subvention (1.000 euros) à l'association D'Anvers aux Abbesses (18e).

2013 DAC 401 Subvention (1.500 euros) à l'association ASYMETRIK films (18e).

2013 DAC 432 Subvention (10.000 euros) à l'association Atelier des Feuillantines (5e).

2013 DAC 454 Subvention (3.000 euros) à l'association Tabarmukk (14e).

2013 DAC 461 Subvention (2.500 euros) à l'association Aria de Paris (14e).

2013 DAC 463 Subvention (800 euros) à l'association Zig Zag Création (17e).

2013 DAC 464 Subvention (1.500 euros) à l'association Cadasilo (13e).

2013 DAC 495 Subvention (5.000 euros) à l'association L'Impossible (19e).

2013 DAC 496 Subvention (1.000 euros) à l'association Théâtre Darius Milhaud, Association pour Pandora (19e).

2013 DAC 503 Subvention (10.000 euros) à l'association Villes des Musiques du Monde (93300 Aubervilliers).

2013 DAC 522 Subvention (6.000 euros) à l'association Lyre et Muses (5e).

2013 DAC 536 Subvention (5.000 euros) à l'association La Compagnie des Hommes (10e).

2013 DAC 542 Subvention (6.000 euros) à l'association Comité des Fêtes et des Oeuvres de solidarité du 5e arrondissement (5e).

2013 DAC 544 Subvention (4.000 euros) à l'association L'Itinéraire (7e).

2013 DAC 554 Convention d'occupation du domaine public pour l'association Compagnie Bernard Sobel (7e).

2013 DAC 562 Subvention (5.000 euros) à l'Association pour l'Enseignement du Judaïsme comme Culture A.E.J.C. (13e).

2013 DAC 575 Subvention (5.000 euros) à l'association Musique et Santé (11e).

2013 DAC 579 Subvention (500 euros) à l'association 9e Histoire Société pour l'étude du patrimoine et de l'histoire du 9e arrondissement (9e).

2013 DAC 582 Subvention (12.000 euros) au Centre des Arts de la Scène (15e).

2013 DAC 586 Subvention (7.000 euros) à l'association CRL 10 (10e).

2013 DAC 587 Subvention (3.000 euros) à l'association Le Choeur des Polysons (19e).

2013 DAC 589 Subvention (2.000 euros) à l'association Au Choeur de la Ville, La Clef des Chants (13e).

2013 DAC 590 Subvention (1.500 euros) à l'association Dodekamedia (12e).

2013 DAC 608 Subvention (6.000 euros) avec convention avec l'association Maison de la Poésie (3e).

2013 DAC 613 Subvention (30.000 euros) et avenant à convention avec l'association Glaz'Art (19e).

2013 DAC 618 Subvention (6.500 euros) à l'association PROTOCLIP (18e).

2013 DAC 620 Subvention (15.000 euros) à l'association Fama (4e).

2013 DAC 624 Subvention (20.000 euros) avec convention avec l'établissement public, industriel et commercial Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (8e).

2013 DAC 626 Subvention (5.000 euros) à l'Association Le Paris des Orgues (20e).

2013 DAC 629 Subvention (7.000 euros) à l'association P.P. Dream (19e).

2013 DAC 631 Subventions (17.000 euros) aux associations Tournesol, Artistes à l'Hôpital (10e), Association les Nouveaux Gitans (10e) et Compagnie Angela Laurier (50 120 Equeurdreville-Hainnevil).

2013 DAC 632 Subventions (9.000 euros) aux associations Le Point Triple (15e) et Les Frères Kazamaroffs (91200 Athis-Mons).

2013 DAC 634 Subvention (90.000 euros) avec avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs passée avec l'association Musique Nouvelle en Liberté (1er).

2013 DAC 636 Subvention (2.000 euros) à l'association Opéra du Jour (16e).

2013 DAC 639 Subvention (85.000 euros) avec avenant à convention avec l'association Erda/Accentus (10e).

2013 DAC 640 Subventions (325.000 euros) et conventions avec l'association le Tamanoir (20e).

2013 DAC 644 Subvention (1.500 euros) à l'association L'ours acrobate (10e).

2013 DAC 648 Subvention (5.000 euros) à l'association Les Complices de Nina (94260 Fresnes).

2013 DAC 649 Subvention (1.500 euros) à l'association Collectif Georges Lakhdar (11e).

2013 DAC 650 Subventions (269.121 euros) et conventions avec sept théâtres parisiens membres de l'association pour le soutien du théâtre privé.

2013 DAC 651 Indemnisation exceptionnelle (20.000 euros) et protocole d'accord avec l'association Théâtre de l'Aquarium (12e).

2013 DAC 652 Subvention (20.000 euros) à la SARL Le Troisième Pôle (3e).

2013 DAC 653 Subventions (17.000 euros) aux associations Collectif Surnatural (93500 Pantin), Babbel (4e) et Jazz Bank (11e).

2013 DAC 657 Subventions (15.000 euros) à la société L'Improviste (78570 Andresy) et à l'association Instant Sonore (20e).

2013 DAC 659 Subvention (1.000 euros) à l'association Belleville en vue(s) (20 e).

2013 DAC 660 Subvention (1.000 euros) à l'association Croqu'Anime (20e).

2013 DAC 661 Subvention (1.500 euros) à l'association Festival O+O (13e).

2013 DAC 662 - SG 73 Subvention (3.000 euros) à l'association Courts Devant (17e).

2013 DAC 664 Subvention (2.000 euros) à l'association Culture et Bibliothèques pour Tous (15e).

2013 DAC 670 Approbation des modalités de lancement du marché relatif à la fourniture de mobilier spécifique de bibliothèque destiné à la Médiathèque du Carré Saint-Lazare (10e).

2013 DAC 681 Subvention (15.000 euros) avec convention triennale passée avec l'association MEME ICI (20e).

2013 DAC 705 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Jacques Rousseau au 68 rue Jean-Jacques Rousseau (1er).

2013 DAC 718 Autorisation au représentant de la Ville de Paris de voter en assemblée générale de l'Association Syndicale Libre l'aliénation de parties communes et la modification de la grille de répartition des charges dans le cadre du GPRU Saint-Blaise (20e).

2013 DICOM 20 Lancement d'un marché relatif au spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2014 de la Ville de Paris (article 30) et d'un marché relatif à l'assurance annulation du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2014 de la Ville de Paris (article 27-III).

2013 DICOM 30 Conventions de mécénat pour l'exposition "Brassaï, pour l'amour de Paris" avec Vivendi et Franprix.

2013 DICOM 36 Convention de prêt d'oeuvres avec le Collectif Evènementiel Art et Handicap.

2013 DICOM 37 Convention de parrainage Aquarium de Paris.

2013 DUCT 138 Acceptation de la donation consentie par Mme MIHAÏLOVIC à la Ville de Paris, en faveur de la Mairie du 6e arrondissement.

2013 SG 71 Subvention (2.000 euros) à l'association Très d'Esprit (20e) pour la 15e édition du Festival des Très Courts.

2013 SG 82 Subvention (10.000 euros) à l'association Proche-Orient, ce que peut le cinéma (14e).

2013 SG 87 Subvention (15.000 euros) et convention avec l'association Les Yeux de l'Ouïe (54000 Nancy).

2013 SG 89 Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association Cinéma Pour Tous (15e).

2013 SG 96 Subvention (26.000 euros) et convention avec l'association L'Etrange Festival (95430 Auvers-sur-Oise).

2013 SG 128 Subvention (2.000 euros) à l'association R'Style (19e).

2013 SG 130 Subvention (2.000 euros) à l'association InC France-Mexique.

2013 SG 131 Subvention (2.000 euros) à l'association Extravagant India (11e) pour la première édition de son festival de cinéma indien.

2013 SG 133 Subvention (2.000 euros) à l'association Petit Pont et Grand Ecran (17e).

2013 SG 138 Signature de la convention d'application financière au titre de l'année 2013 avec le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France (DRAC).

2013 SG 139 Signature d'une convention avec chaque société de production bénéficiant d'une aide à la production aux films courts.

2013 SG 140 Subvention (2.000 euros) à l'association South Asia Paris New Art (18e).

2013 SG 141 Subvention (15.000 euros) et convention avec la société Small Bang (11e).

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2013 DAC 597 Subvention (18.000 euros) à la Fondation Institut kurde de Paris (10e).

2013 DAC 675 Subvention (4.000 euros) à l'association Andes diffusion (3e).

2013 DAC 701 Subvention (3.000 euros) à Théâtre Orage (18e).

M. Bruno JULLIARD, **Mme Claudine BOUYGUES**, rapporteurs.

2013 DAC 350 - DASCO 45 Subvention (9.000 euros) et avenant avec l'association Compagnie Tamérantong ! (20e).

M. Bruno JULLIARD, **Mme Colombe BROSSEL**, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2013 DAC 617 - DDEEES 180 Subvention (10.000 euros) à l'association Collectif Culture Bar-Bars Paris / Ile de France (11e).

M. Bruno JULLIARD, **Mme Lyne COHEN-SOLAL**, rapporteurs.

2013 DAC 462 Subvention (2.000 euros) à l'association Six pots bleus (11e).

2013 DAC 512 Subvention (5.000 euros) et avenant avec l'association International Visual Theatre (9e).

2013 DAC 584 Subvention (45.000 euros) et convention avec l'association Regard'en France Compagnie (12e).

2013 DAC 598 Subvention (2.000 euros) à Bête à Bon Dieu Production (14e).

2013 DAC 601 Subvention (10.000 euros) à l'association Culture et Hôpital (14e).

2013 DAC 625 Subvention (20.000 euros) à l'association Accès Culture (4e).

2013 DAC 627 Subvention (2.000 euros) à l'association Pro Musicis (16e).

2013 DAC 628 Subvention (5.000 euros) à l'association Compagnie Rayon d'écrits (95000 Cergy).

M. Bruno JULLIARD, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2013 DAC 477 - DJS 358 Subvention (9.000 euros) à l'association I love this dance (20e).

M. Bruno JULLIARD, **Mme Isabelle GACHET**, rapporteurs.

2013 SG 90 Subvention (14.000 euros) à l'association Extra muros.

M. Bruno JULLIARD, **M. Pierre MANSAT**, rapporteurs.

2013 DAC 655 Subvention (150.200 euros) avec convention avec la Régie Autonome des Transports Parisiens relative au renforcement du service de transports pendant l'opération Nuit Blanche du 5 octobre 2013.

2013 DAC 665 Subvention (3.000 euros) à l'association Acoeurvoix (3e).

2013 DAC 676 Subvention (5.000 euros) à la société des Amis du Musée Zadkine (6e).

2013 DICOM 32 Conventions de partenariat pour l'opération Nuit Blanche 2013 avec la Caisse des Dépôts et Consignation, Samsung, LVMH, Neuflize Vie, Cityvox, BFM TV, France Culture et Time Out.

M. Bruno JULLIARD et Mme Danièle POURTAUD, **M. Julien BARGETON**, rapporteurs.

2013 DAC 604 - DGRI 61 Subvention (6.000 euros) à l'Association de la Plume Noire (15e).

M. Bruno JULLIARD et M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2013 SG 83 - DPVI 106 - DGRI 58 Subvention (12.000 euros) à l'association Le Maghreb des films (11e).

M. Bruno JULLIARD et M. Pierre SCHAPIRA, **Mme Claudine BOUYGUES**, rapporteurs.

2013 DAC 353 Subvention (2.500 euros) à l'association Théâtre de l'Echo (20e).

2013 DAC 480 Subvention (1.000 euros) à l'association Aux Mille Lieux (20e).

2013 DAC 501 Subvention (2.000 euros) à l'association A Tire d'Ailes (18e).

2013 DAC 559 Subvention (6.500 euros) à l'association Réel Symbolique Imaginaire - R.S.I - La Ressource (17e).

2013 DAC 565 Subvention (6.000 euros) à l'association Courant d'Art Frais (13e).

M. Bruno JULLIARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2013 SG 6 Subvention (2.500 euros) et convention avec l'association Crescendo (11e).

2013 SG 63 Subvention (8.000 euros) à l'association FÎT une femme, un toit (3e).

2013 SG 116 Subvention (20.000 euros) et avenant à convention avec l'association Accompagnement Lieux d'accueil Carrefour éducatif et social (ALC) (06100 Nice).

2013 SG 121 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association d'Accompagnement Global contre l'Exclusion (ADAGE, 18e) au titre de la politique de la ville.

2013 SG 124 Subvention (5.500 euros) et convention avec l'Ecole Normale Sociale (ENS, 18e) pour 2 projets.

2013 SG 125 Subvention (7.000 euros) à l'association Libres Terres des Femmes (19e).

2013 SG 159 Subvention (2.000 euros) à l'association Passiflora (15e).

2013 SG 162 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association L'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (L'ACORT) (10e).

2013 SG 173 Subvention (4.000 euros) à la Fondation Partenariale Paris Diderot (Fondation Paris Diderot) (13e).

2013 SG 174 Subvention (8.000 euros) à l'association Halte Aide aux Femmes Battues (HAFB) (20e).

2013 SG 176 Subvention (7.000 euros) à l'association Osez le Féminisme ! (14e).

2013 SG 178 Subvention (4.000 euros) à l'association Cineffable (93100 Montreuil).

2013 SG 179 Subvention (3.000 euros) à l'association Coordination Lesbienne en France (CLF) (12e).

2013 SG 180 Subvention (5.000 euros) à la Ligue Française pour la Santé Mentale (LFSM) (8e).

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2013 DASES 27 Subvention (70.000 euros) et avenant n° 2 à convention avec l'INSERM - DR Paris 6.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2013 DPE 96 - DF 75 Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris - Décision modificative n° 1 pour l'exercice 2013.

2013 DPE 67 Autorisation donnée à Eau de Paris de déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme relative au local situé 177 rue du Château des Rentiers (13e).

2013 DPE 68 Approbation des modalités d'attribution et signature de deux marchés pour la maintenance des équipements aérauliques et des équipements de sécurité, des stations de gestion locale du réseau d'assainissement parisien.

2013 DPE 69 Contrat d'animation de la cellule d'assistance technique pour les rejets non domestiques de Paris avec l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

2013 DPE 70 Convention avec VEWIN fixant les conditions de participation de la Ville de Paris au programme EBC "benchmarking" sur les services d'eau et assainissement européens, sur la base des données 2012.

2013 DPE 78 Convention avec le SIAAP pour le financement de l'étude préalable à la refonte du système GAASPAR.

2013 DPE 85 Contrat de collaboration entre la Ville de Paris et le CNRS en vue de l'établissement d'une "radioscopie de l'expérience parisienne en politique de l'eau".

2013 DVD 185 - DF 78 Signature avec les sociétés CanauxRama et Paris Canal de conventions d'occupations de locaux et de conventions de stationnement sur le Bassin de la Villette (canal de l'Ourcq) à Paris (19e).

2013 DVD 182 Indemnisation amiable d'un tiers en réparation du dommage causé à son bateau JAMA dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris sur le canal Saint-Denis.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2013 DU 202 Cession d'un terrain nu au Longueville (77).

2013 DVD 88 Subvention (49.000 euros) et convention avec l'association exécutive du Comité du Tourisme de Seine-Saint Denis.

2013 DVD 95 Convention de remboursement à GRT GAZ des frais d'études pour les travaux réalisés sur le domaine public fluvial du canal de l'Ourcq à Bondy.

Mme Anne LE STRAT, **M. Pierre MANSAT**, rapporteurs.

2013 DLH 73 Réalisation par DOMNIS dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement d'un programme de construction neuve comportant 7 logements PLA-I, 6 logements PLUS et 9 logements PLS, 109 rue de la Tombe Issoire (14e).

2013 DLH 95 Participation aux charges de l'immeuble en copropriété 17 rue Hégésippe Moreau et de lots communaux dépendant de l'immeuble 15/15bis rue Hégesippe Moreau (18e).

2013 DLH 98 Signature d'un protocole transactionnel d'indemnisation des désordres constatés au 31/33/35 rue Falguière (15e).

2013 DLH 101 Convention de financement avec la Ville de Cempuis pour les travaux de séparation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales à la Fondation d'Auteuil Picardie à Cempuis.

2013 DLH 114 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 10 logements PLUS, répartis sur différents arrondissements (10e, 11e, 12e, 16e, 17e et 20e), par la transformation de chambres en logements.

2013 DLH 117 Compactage de divers emprunts contractés par EFIDIS auprès de la CDC, pour le financement de plusieurs opérations de logements sociaux dans les 3e, 9e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

2013 DLH 122 Subvention (15.000 euros) à l'Association Consommation Logement et Cadre de Vie, Union Départementale 75 (15e).

2013 DLH 123 Location par bail emphytéotique, au profit de la société ELOGIE, de l'immeuble communal 151, rue du Faubourg Poissonnière (9e).

2013 DLH 125 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de construction neuve comportant 2 logements PLUS, 5-7 rue Myrha et 30-32 rue Affre (18e).

2013 DLH 126 Réalisation par EFIDIS d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 18 logements PLS 3, rue d'Eupatoria (20e).

2013 DLH 130 Location par bail emphytéotique, au profit de Paris Habitat-OPH, de l'immeuble 202, rue de la Convention (15e).

2013 DLH 133 Prorogation de l'échéance du bail emphytéotique conclu le 1er mars 1963 portant location d'un ensemble immobilier, 83 avenue de la Paix à Fresnes (94).

2013 DLH 143 Réalisation par la société Foncière d'Habitat et Humanisme d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 1 logement PLA-I, 16 rue Erlanger (16e).

2013 DLH 144 Réalisation par la société Foncière d'Habitat et Humanisme, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de construction neuve comportant 1 logement PLUS, 50 rue de Clichy (9e).

2013 DLH 146 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme de création de 2 logements PLUS, 37 bis rue de Montreuil (11e).

2013 DLH 147 Réalisation par SNL Paris d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 4 logements PLA-I, répartis sur quatre arrondissements (10e, 12e, 13e et 14e).

2013 DLH 148 Avenant au bail emphytéotique, des 24 mai et 7 juin 1973, portant location de la parcelle communale 54-56, rue de Ménilmontant (20e) au profit d'EMMAÜS Habitat.

2013 DLH 154 Transfert de la garantie accordée par la Ville de Paris à l'emprunt bancaire à la SEM Parisienne à Elogie (ex SGIM) en vue du financement des locaux d'activités d'un programme de logements sociaux, 64-68 rue de la Convention (15e).

2013 DLH 158 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant une résidence sociale pour jeunes travailleurs de 86 logements PLA-I 10-14, rue Julia Bartet (14e).

2013 DLH 160 Réalisation par LOGIREP d'un programme de construction neuve comportant 11 logements PLS, 102 avenue d'Italie (13e).

2013 DLH 161 Réalisation par Immobilière 3F d'un programme de construction neuve comportant 4 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 4 logements PLS 36 rue Marcadet (18e).

2013 DLH 163 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de requalification des espaces extérieurs de 357 logements sur le groupe Solidarité Gaston Pinot 2 à 12, rue de la Solidarité (19e).

2013 DLH 164 Subdivision du lot communal n° 24, dépendant de l'immeuble en copropriété, 106 rue Vieille du Temple (3e).

2013 DLH 175 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 1 logement PLUS, 37, rue Notre-Dame-de-Nazareth (3e).

2013 DLH 186 Subvention (15.000 euros) à la Fédération du Logement de Paris (11e).

2013 DLH 192 Déclassement du domaine public et location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 10 à 14 rue Julia Bartet / 2 rue Claude Garamond (14e).

2013 DLH 195 Autorisation de dépôt, par l'association diocésaine de Paris, de toute demande d'urbanisme nécessaire aux travaux de rénovation des locaux et de création d'un ascenseur au 13 rue du Perche (3e).

2013 DLH 197 Réalisation par Résidences Sociales de France d'un programme de création d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) comportant 30 logements PLUS, 13 rue des Ecluses Saint-Martin (10e).

2013 DLH 198 Réalisation par la SA d'HLM Immobilière du Moulin Vert d'un programme de création de 10 logements PLS, 102 rue Jouffroy d'Abbans (17e).

2013 DLH 201 Réaménagement d'une partie de la dette de Paris Habitat OPH auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2013 DLH 206 Réalisation par Paris Habitat-OPH d'un programme de création d'un logement PLAI, 12 avenue Boudon, 55 rue Jean de la Fontaine (16e).

2013 DLH 210 Réalisation par ALTERNA d'un programme de réhabilitation progressive Plan Climat de 10 logements, 10 rue du Roi d'Alger (18e).

2013 DLH 212 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 9 logements PLS 8, rue Labat (18e).

2013 DLH 213 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 6 logements PLUS 24, rue Tholozé (18e).

2013 DLH 214 Modification de garanties de divers progammes dans les 18e et 20e arrondissements.

2013 DLH 216 Dépôt de la demande de permis de démolir visant le bâtiment, 23 avenue Dode de la Brunerie (16e).

2013 DLH 217 Réalisation par Toit et Joie d'un programme de construction neuve comportant 4 logements PLA-I, 12 logements PLUS et 7 logements PLS, 69-71 boulevard Poniatowski (12e).

2013 DLH 219 Réalisation par ELOGIE d'un programme comportant 3 logements PLA-I et 3 logements PLUS, 15-17 rue Gros (16e).

2013 DLH 224 Modification de la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris à l'emprunt PLA-I à contracter par FREHA en vue du financement d'un programme d'acquisition-réhabilitation d'une maison-relais comportant 10 logements PLA-I, 69 rue de Cléry (2e).

2013 DLH 226 Adhésion de la Ville de Paris à l'association nationale des collectivités en matière d'habitat participatif.

2013 DLH 227 Réalisation par ELOGIE, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 16 logements PLA-I, 39 logements PLUS et 24 logements PLS, ZAC Batignolles Lot 03 (17e).

2013 DLH 229 Réalisation par ELOGIE d'un programme comportant 2 logements PLA-I, 4 logements PLUS et 2 logements PLS 22 rue du Beaujolais/17 rue des Petits Champs (1er).

2013 DLH 230 Réalisation par ELOGIE d'un programme comportant 6 logements PLA-I, 15 logements PLUS et 15 logements PLS 61 rue Saint-Charles (15e).

2013 DLH 231 Réalisation par ELOGIE d'un programme de construction comportant 2 logements PLA-I et 2 logements PLUS 57 rue Letellier (15e).

2013 DLH 233 Garantie de la Ville de Paris à l'emprunt PRU à contracter par la RIVP pour le financement du programme de résidentialisation de l'ensemble immobilier 43-49, rue Saint-Blaise et 6-10, square des Cardeurs (20e).

2013 DLH 242 Réalisation par la SIEMP d'un programme de construction comportant 12 logements PLS 21 ter, rue Haxo (20e).

2013 DLH 245 Modification de la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris à l'emprunt Employeurs à contracter par Coallia Habitat en vue du financement d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale de 37 logements PLA-I, 194 rue des Pyrénées (20e).

2013 DLH 250 Modification de la délibération de refinancement d'une partie de la dette PLS de Paris Habitat OPH souscrite auprès de différents établissements bancaires et de maintien de la garantie de la Ville de Paris.

2013 DU 206 Cession à l'association FREHA de lots dépendant des immeubles en copropriété 232 boulevard Pereire (17e) et 2 impasse Girardon (18e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2013 DU 22 Avenant n° 4 au protocole et vente amiable d'une parcelle de terrain à Achères (78).

2013 DU 276 Délimitation unilatérale partielle d'une parcelle appartenant au domaine public fluvial à Aubervilliers (93) et signature de l'arrêté de délimitation correspondant.

2013 SG 150 Approbation du principe de conventions de mécénat pour le séminaire international "Gouverner la métropole : innovations et fabrique de l'identité métropolitaine" et autorisation du Maire de Paris à signer lesdites conventions.

M. Pierre MANSAT, rapporteur.

2013 DASCO 154 Contribution de la Ville de Paris au service de restauration de l'école Boulle pour 2014.

2013 DASCO 155 Dotations (1.715.000 euros) des écoles d'arts appliqués pour 2014.

2013 DASCO 159 Subvention (6.936 euros) à l'ESAA Duperré (3e).

2013 DASCO 160 Dotation (10.363 euros) à l'E.S.A.A. BOULLE (12e).

2013 DASCO 185 Subventions (47.563 euros) à l'école Boulle (12e).

2013 DDEEES 120 Subventions (1.525.000 euros) et avenants à conventions à divers organismes et établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le cadre de l'appel à projets "Emergence (S)" au titre de la 2e et 3e annuité du soutien municipal.

2013 DDEEES 189 Subvention (60.000 euros) avec convention avec la Fondation des Sciences Mathématiques de Paris pour le financement d'une chaire de la Ville de Paris.

2013 DDEEES 191 Subvention (16.000 euros) et convention avec l'Ecole du Louvre destinée au financement des cours d'histoire de la Ville de Paris.

2013 DDEEES 215 Subventions (615.000 euros) avec conventions dans le cadre de l'appel à projets "Emergence(S)" avec divers organismes et établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

2013 DPA 41 Avenant au marché d'Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement du site de l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles (E.S.P.C.I.) 10, rue Vauquelin (5e).

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2013 DA 28 et 2013 DA 28-G : Lancement et attribution des marchés à bons de commande 3 lots séparés pour la fourniture de matériels de ménage et prestations de maintenance associée.

2013 DA 29 et 2013 DA 29-G : Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande relatif à des prestations d'interprétariat médico-social au bénéfice de la Ville et du Département de Paris en 3 lots séparés.

2013 DA 30 Lancement et signature de marchés relatifs au transport en autocar d'enfants scolarisés à Paris dans le cadre des activités scolaires, périscolaires et sportives organisées par la Ville de Paris en 4 lots séparés multi-attributaires.

2013 DAJ 22 Signature des marchés et accords-cadres à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 11 juillet, 3 septembre, 10 septembre et 1er octobre 2013. Attribution et signature de marchés de maîtrise d'Oeuvre.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2013 DFPE 18 Subvention (81.930 euros) et avenant n° 5 avec l'association Accueil Goutte d'Or pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie La Caravelle (18e).

2013 DFPE 19 Subvention (103.752 euros) et avenant n° 5 avec l'association Les Ateliers pour les Petits (18e) pour sa halte-garderie du même nom.

2013 DFPE 23 Subvention (200.388 euros) et avenant n° 5 avec l'association Centre d'Actions Locales du 18e pour la halte-garderie La Toupie (18e).

2013 DFPE 24 Subvention (81.264 euros) et avenant n° 5 avec l'association Plaisir d'Enfance (19e) pour la structure multi-accueil le Nid des Tout Petits (19e).

2013 DFPE 31 Subvention (38.619 euros) et avenant n° 5 avec l'association Espace 19 (19e) pour la halte-garderie Espace Ardennes (19e).

2013 DFPE 32 Subvention (177.076 euros) et avenant n° 3 avec l'association Espace 19 (19e) pour la structure multi-accueil space Riquet (19e).

2013 DFPE 33 Subvention (68.785 euros) et avenant n° 5 avec l'association Espace 19 (19e) pour la halte-garderie Espace Cambrai (19e).

2013 DFPE 34 Subvention (39.811 euros) et avenant n° 5 avec l'association Les 19e Rugissants (19e) pour la Crèche parentale La Maison des Lutins (19e).

2013 DFPE 36 Subvention (56.851 euros) et avenant n° 5 avec l'association Grenadine et Menthe à l'Eau (19e) pour la crèche parentale (19e).

2013 DFPE 58 Subvention (79.600 euros) avec avenant à convention avec "L.I.R.E. à Paris" pour l'intervention de lecteurs dans les Relais d'Assistantes Maternelles et nouvelle convention triennale pour la période 2014 - 2016.

2013 DFPE 61 Subvention (245.873 euros) et avenant n° 4 avec la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour le multi-accueil Tambour et Trompette (5e).

2013 DFPE 62 Subvention (283.107 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la crèche collective Bethléem (6e).

2013 DFPE 63 Subvention (116.760 euros) et avenant n° 4 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la halte-garderie Jardin Luxembourg (6e).

2013 DFPE 64 Subvention (366.309 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la crèche collective La Providence (7e).

2013 DFPE 65 Subvention (184.270 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la halte-garderie Le Chalet du Champ de Mars (7e).

2013 DFPE 66 Subvention (987.422 euros) et avenant n° 5 avec la Fondation oeuvre de la Croix Saint Simon pour la crèche familiale Beaugrenelle (15e).

2013 DFPE 67 Subvention (155.237 euros) et avenant n° 5 avec la Fondation oeuvre de la Croix Saint Simon pour la multi-structure La Fée Tiphaine (15e).

2013 DFPE 68 Subvention (452.957 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la multi-structure La Souris Verte (17e).

2013 DFPE 69 Subvention (662.996 euros) et avenant n° 5 avec la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la crèche familiale Clavel (19e).

2013 DFPE 70 Subvention (211.611 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour le multi-accueil Clavel (19e).

2013 DFPE 71 Subvention (160.456 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour le multi-accueil La Môme (19e).

2013 DFPE 72 Subvention (315.285 euros) et avenant n° 2 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la crèche collective Botzaris (19e).

2013 DFPE 73 Subvention (344.475 euros) et avenant n° 4 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la multi-accueil Hippocampe (19e).

2013 DFPE 74 Subvention (470.031 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la crèche en appartement Framboise (19e et 20e).

2013 DFPE 75 Subvention (541.375 euros) et avenant n° 5 à la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la Crèche Collective Laïque du Quartier du Père Lachaise (20e).

2013 DFPE 76 Subvention (268.390 euros) et avenant n° 5 avec la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la crèche familiale Saint Amélie (20e).

2013 DFPE 77 Subvention (399.137 euros) et avenant n° 5 avec la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon (20e) pour la crèche collective Sainte Amélie (20e).

2013 DFPE 78 Subvention (34.470 euros) et avenant n° 5 avec l'association AJEFA (10e) pour la halte garderie 19 rue Lucien Sampaix (10e).

2013 DFPE 79 Subvention (32.567 euros) et avenant n° 5 avec l'association AJEFA (10e) pour le jardin d'enfants 19 rue Lucien Sampaix (10e).

2013 DFPE 80 Subvention (75.265 euros) et avenant n° 3 avec l'association AJEFA (10e) pour la structure multi-accueil 21 rue Lucien Sampaix (10e).

2013 DFPE 81 Subvention (9.876 euros) et avenant n° 5 avec l'association AJEFA (10e) pour le jardin d'enfants 134 Saint Martin (10e).

2013 DFPE 82 Subvention (40.097 euros) et avenant n° 5 avec l'association AJEFA (10e) pour le jardin d'enfants 32 rue Rasselins (20e).

2013 DFPE 84 Subvention (52.472 euros) et avenant n° 5 avec l'Association Au Fil de la Découverte (15e) pour sa halte-garderie.

2013 DFPE 93 Subvention (129.155 euros) et convention avec l'association ARFOG-Lafayette (13e) pour la crèche collective Sèvres (6e).

2013 DFPE 94 Subvention (240.375 euros) et avenant n° 5 avec l'association ARFOG-Lafayette pour la crèche collective Bizot (12e).

2013 DFPE 96 Subvention (118.340 euros) et avenant n° 2 à l'association ARFOG-Lafayette (13e) pour la crèche collective Lafayette (10e).

2013 DFPE 99 Subvention (58.887 euros) et avenant n° 5 avec l'association Les Pieds Tendres (12e) pour la crèche parentale.

2013 DFPE 100 Subvention (90.621 euros) et avenant n° 5 avec l'association Les Gardons (12e) pour sa crèche parentale.

2013 DFPE 116 Subvention (168.125 euros) et avenant n° 2 avec l'association Estrelia pour la crèche familiale (19e).

2013 DFPE 117 Subvention (81.668 euros) et avenant n° 2 avec l'association Estrelia pour la crèche collective Libellule et Papillon (20e).

2013 DFPE 118 Subvention (44.660 euros) et avenant n° 1 avec l'association Estrelia pour la crèche collective Club des 3 Zans (20e).

2013 DFPE 126 Subvention (91.603 euros) et avenant n° 5 avec l'association République Enfants pour la crèche parentale (10e).

2013 DFPE 132 Subvention (35.887 euros) et avenant n° 5 avec l'association L'Ile aux trésors (19e) pour la crèche parentale (19e).

2013 DFPE 173 Subvention (261.600 euros) et avenant n° 5 avec l'association Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes (16e) pour la crèche collective Mail Cléry (2e).

2013 DFPE 174 Subvention (672.936 euros) et convention avec l'association Oeuvre nouvelle des Crèches Parisiennes (16e) pour le multi accueil André Rousseau (9e).

2013 DFPE 175 Subvention (264.495 euros) et avenant n° 5 avec l'association Oeuvre nouvelle des crèches Parisiennes pour la crèche collective Saint Ambroise (11e).

2013 DFPE 176 Subvention (174.796 euros) et avenant n° 5 avec l'association Oeuvre Nouvelle des crèches Parisiennes (16e) pour la crèche collective Le Petit Moulin (14e).

2013 DFPE 177 Subvention (177.380 euros) et avenant n° 5 avec l'association Oeuvre Nouvelle des Crèches parisiennes pour la crèche collective Brancion (15e).

2013 DFPE 178 Subvention (390.753 euros) et avenant n° 5 avec l'association Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes (16e) pour sa crèche collective.

2013 DFPE 179 Subvention (349.039 euros) et avenant n° 5 avec l'association Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes pour la crèche collective Point du Jour (16e).

2013 DFPE 181 Subvention (299.533 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Croix Rouge Française (14e) pour la crèche collective Gabriel de Mun (10e).

2013 DFPE 182 Subvention (219.172 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Croix Rouge Française (14e) pour la crèche collective La Butte aux Cailles (13e).

2013 DFPE 183 Subvention (345.139 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Croix Rouge Française (14e) pour la crèche collective Charles Fénélon (14e).

2013 DFPE 184 Subvention (80.583 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Croix Rouge Française pour la halte garderie Parnassium (15e).

2013 DFPE 185 Subvention (272.455 euros) et avenant avec l'association Croix Rouge Française (14e) pour la crèche collective Marie Ernest May (17e).

2013 DFPE 186 Subvention (44.628 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Croix Rouge Française (14e) pour la crèche collective (19e).

2013 DFPE 194 Subvention (225.920 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Maison Kangourou (10e) pour la structure multi-accueil Lafayette (10e).

2013 DFPE 195 Subvention (177.121 euros) et avenant n° 4 avec l'association La Maison Kangourou (10e) pour la structure multi-accueil Valmy (10e).

2013 DFPE 196 Subvention (318.954 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Maison Kangourou (10e) pour la structure multi-accueil Hauteville (10e).

2013 DFPE 197 Subvention (565.341 euros) et avenant n° 3 avec l'association La Maison Kangourou pour la structure multi-accueil Picpus (12e).

2013 DFPE 198 Subvention (303.539 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Maison Kangourou pour la structure multi-accueil Chevreuil (12e).

2013 DFPE 199 Subvention (324.859 euros) et avenant n° 4 avec l'association La Maison Kangourou (10e) pour la structure multi-accueil Auriol (13e).

2013 DFPE 201 Subvention (231.996 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Maison Kangourou (10e) pour la structure multi-accueil Jacquemont (17e).

2013 DFPE 202 Subvention (240.655 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Maison Kangourou (10e) pour la structure multi-accueil Roussel (17e).

2013 DFPE 203 Subvention (164.820 euros) et avenant n° 5 avec l'association La Maison Kangourou pour la structure multi-accueil Chapelle (18e).

2013 DFPE 204 Subvention (222.179 euros) et avenant n° 3 avec l'association La Maison Kangourou (10e) pour la structure multi-accueil Ourcq (19e).

2013 DFPE 229 Subvention (232.661 euros) et convention avec ABC Puériculture pour son établissement multi-accueil (3e).

2013 DFPE 230 Subvention (60.786 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture pour la halte garderie Coquin'ours (8e).

2013 DFPE 231 Subvention (246.379 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture (16e) pour la structure multi accueil Quai des Ours (10e).

2013 DFPE 232 Subvention (170.632 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture pour la structure multi accueil Au Fil des Ours (11e).

2013 DFPE 233 Subvention (350.113 euros) et avenant n° 3 avec l'association Abc Puériculture pour la structure multi accueil Lagon des Ours (11e).

2013 DFPE 234 Subvention (195.370 euros) et avenant n° 3 avec l'association Abc Puériculture (16e) pour la structure multi accueil Nuage d'Ours (13e).

2013 DFPE 235 Subvention (245.552 euros) et convention avec l'association ABC Puériculture (16e) pour son établissement multi-accueil (13e).

2013 DFPE 236 Subvention (485.085 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture (16e) pour la structure multi accueil Le 14e Ours (14e).

2013 DFPE 237 Subvention (38.407 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture pour la structure multi accueil Arc en Ciel (15e).

2013 DFPE 239 Subvention (405.131 euros) et avenant n° 4 avec l'association Abc Puériculture pour la structure multi accueil Chérioux (15e).

2013 DFPE 240 Subvention (104.854 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture pour la halte-garderie Calin'ours (16e).

2013 DFPE 241 Subvention (57.495 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture pour la halte-garderie Les Oursons (16e).

2013 DFPE 242 Subvention (87.730 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture pour la halte-garderie Teddy Club (16e).

2013 DFPE 243 Subvention (75.753 euros) et avenant à convention avec l'association Abc Puériculture (16e) pour le service de garde d'enfants à domicile au bénéfice des familles parisiennes.

2013 DFPE 244 Subvention (195.998 euros) et avenant n° 4 avec l'association Abc Puériculture pour la structure multi accueil Le Grand Ours (18e).

2013 DFPE 245 Subvention (160.112 euros) et avenant n° 5 avec l'association Abc Puériculture pour la structure multi accueil La Cité des Ours (18e).

2013 DFPE 246 Subvention (231.086 euros) et avenant n° 2 avec l'association Abc Puériculture (16e) pour la structure multi accueil Histoire d'Ours (19e).

2013 DFPE 249 Subvention (410.782 euros) et avenant n° 5 avec l'association Caramel (12e) pour la crèche collective en appartements (12e et 19e).

2013 DFPE 250 Subvention (256.153 euros) et avenant n° 5 avec l'association Caramel pour la crèche collective multi accueil La Maison des Ours (12e).

2013 DFPE 255 Subvention (90.671 euros) et avenant n° 5 avec l'association Galipette (20e) pour sa crèche parentale (20e).

2013 DFPE 264 Subvention (425.996 euros) et avenant n° 5 avec l'association Enfant Présent (20e) pour la crèche familiale préventive Gourdault (13e).

2013 DFPE 265 Subvention (444.604 euros) et avenant n° 5 avec l'association Enfant Présent pour la crèche familiale préventive Marcadet (18e).

2013 DFPE 266 Subvention (83.308 euros) et avenant n° 5 avec l'association Enfant Présent pour la structure multi accueil Marcadet (18e).

2013 DFPE 267 Subvention (187.602 euros) et avenant n° 5 avec l'association Enfant Présent (20e) pour la crèche familiale préventive Panoyaux (20e).

2013 DFPE 268 Subvention (92.959 euros) et avenant n° 5 avec l'association Enfant Présent (20e) pour la crèche collective Panoyaux (20e).

2013 DFPE 293 Subvention (58.463 euros) et convention avec l'association Archipélia (20e) pour le multi-accueil (20e).

2013 DFPE 322 Subvention (20.345 euros) et avenant n° 2 avec l'association La Clairière pour la gestion d'un relais enfants parents auxiliaire parentales.

2013 DFPE 323 Subvention (42.950 euros) et convention avec l'association La Maison de l'Enfance (16e) pour le Relais d'Auxiliaires Parentales.

2013 DFPE 401 Convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 21, rue de Provence (9e).

2013 DFPE 402 Convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 32, rue Godefroy Cavaignac (11e).

2013 DFPE 403 Convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 8, impasse Barrier (12e).

2013 DFPE 405 Protocole transactionnel avec le CAS-VP relatif à l'indemnisation amiable de la Ville de Paris suite à un dégât des eaux survenu dans la crèche sise 126, rue Marcadet (18e).

2013 DFPE 406 Subvention (138.840 euros) et convention avec l'association Famille et cité (18e) pour sa structure multi-accueil.

2013 DFPE 407 Subvention (355.726 euros) et convention avec l'association Oeuvre Nouvelle des crèches Parisiennes pour la crèche collective Saint Sébastien (11e).

2013 DFPE 430 Subvention (539.370 euros) et convention avec ABC Puériculture pour son établissement multi-accueil (12e).

2013 DFPE 431 Subventions (597.441 euros) et conventions avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F de Paris pour le projet d'établissement de petite enfance 11 bis, rue Blanche (9e).

2013 DFPE 433 Convention avec la RIVP relative à la répartition et à la facturation des charges communes ainsi qu'au recouvrement des frais de fourniture d'eau froide, d'eau chaude et de chauffage à la crèche située au 27, rue du Château d'eau (10e).

2013 DFPE 447 Protocoles d'indemnisation amiable de familles suite à la destruction de poussettes lors d'un départ de feu dans le local à poussette d'un établissement d'accueil de la petite enfance (15e).

2013 DPA 56 Indemnisation suite à la prolongation du chantier de restructuration de la crèche collective, 75, avenue de Versailles (16e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2013 DFPE 261 Subvention (245.495 euros) et avenant n° 5 avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants pour la multi structure dénommée La Caverne d'Ali Baba (11e).

2013 DFPE 262 Subvention (120.840 euros) et avenant n° 5 avec l'Association pour l'Accueil de Tous les Enfants pour la halte-garderie La Maison Dagobert (12e).

2013 DFPE 263 Subvention (313.464 euros) et avenant n° 5 avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants pour le jardin d'enfants L'Ecole Gulliver (12e).

M. Christophe NAJDOVSKI, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2013 DFPE 453 - DF 89 Convention et garantie de la Ville de Paris pour un emprunt de 3.126.000 euros à contracter par l'Union Départementale des Associations Familiales de Paris (UDAF 75), destiné au financement de l'acquisition d'un local sis 11 bis rue Blanche (9e).

M. Christophe NAJDOVSKI, **M. Bernard GAUDILLÈRE**, rapporteurs.

2013 DPE 12 Adhésion à la convention Eco-Mobilier / Syctom pour la collecte et le traitement des déchets d'éléments d'ameublement.

M. Mao PENINOU, rapporteur.

2013 DAC 93 Subvention (5.000 euros) à l'association Bleu comme une orange (17e).

2013 DAC 94 Subvention (5.400 euros) à l'association 13 en vue(s) (13e).

2013 DAC 104 Subvention (3.600 euros) à la Société d'Histoire et d'Archéologie du XIIIe arrondissement de Paris (13e).

2013 DAC 220 Subvention (61.660 euros) sollicitée auprès de l'Etat pour le financement des travaux concernant la restauration de 20 lustres et 2 torchères de la Synagogue de la Victoire (9e), propriété de la Ville de Paris.

2013 DAC 440 Approbation du principe de réalisation des travaux de confortation pérenne de l'église Saint Germain de Charonne et de ses abords, situés 4 place Saint Blaise (20e) et les modalités de lancement du marché de travaux relatif aux fondations, gros oeuvre et pierre de taille.

2013 DAC 525 Subvention (35.978 euros) avec convention avec l'association Conseil International des Monuments et des Sites ICOMOS (15e).

2013 DAC 549 Subvention (10.000 euros) au Centre d'Etudes, de Documentation, d'Information et d'Actions Sociales (CEDIAS)- Musée social (7e).

2013 DAC 563 Subvention (3.000 euros) à la Société internationale des femmes sous l'Ancien Régime (5e).

2013 DAC 568 Subvention (2.000 euros) à l'association Les promenades urbaines (18e).

2013 DAC 603 Subvention (27.500 euros) avec conventions avec l'association Alliance israélite universelle (9e).

2013 DAC 605 Subvention (4.000 euros) à la Société de Port-Royal (5e).

2013 DAC 606 Subvention (3.000 euros) à la Société de l'Histoire du Protestantisme français (7e).

2013 DAC 686 Dépose de la demande du permis de construire par l'Association Diocésaine de Paris pour la rénovation de l'église Saint-Pierre du Gros Caillou (7e).

2013 DAC 687 Classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement (3e).

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2013 DAC 684 Subvention (935.000 euros) à l'établissement public Paris Musées (10e).

Mme Danièle POURTAUD et M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2013 DGRI 53 Subvention (21.000 euros) à la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (11e).

2013 DGRI 54 Subvention (70.000 euros) et convention avec l'association Electriciens sans Frontières (8e) dans le cadre de la solidarité avec Haïti.

2013 DGRI 55 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Bibliothèques Sans Frontières (19e) pour un projet de solidarité internationale en Afrique (Burundi, République démocratique du Congo et Rwanda).

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2013 DGRI 71 - DEVE 172 - DVD 212 Projet de coopération entre la Ville de Paris et la Ville de Montréal sur le thème de la biodiversité et des promenades urbaines.

M. Pierre SCHAPIRA, **Mme Fabienne GIBOUDEAUX**, rapporteurs.

2013 DGRI 76 - DPE 94 Signature d'une convention avec la Municipalité de Phnom Penh relative au projet "Appui au service assainissement de la Municipalité de Phnom Penh, Formation et équipement des égoutiers".

2013 DPE 73 - DGRI 72 Subvention (7.800 euros) et convention avec l'association de développement et de solidarité du village d'Agnam Civol en France (19e).

2013 DPE 74 - DGRI 73 Subvention (19.093 euros) et avenant à convention avec l'association Inter Aide, Versailles (78) relative au projet d'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement et appui au développement d'un service public de gestion des ressources en eau pour les populations vulnérables des districts de Kindo Koysha, Loma, Gena et Mareka en Ethiopie.

M. Pierre SCHAPIRA, **Mme Anne LE STRAT**, rapporteurs.

2013 DPVI 90 Subventions (22.500 euros) à 8 associations et conventions avec 2 associations menant des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier Porte St Denis-Porte St Martin (10e) dans le cadre du programme Animation sociale des quartiers du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 91 Subventions (47.500 euros) à dix associations et conventions avec six d'entre elles pour des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier Fontaine au Roi (11e) dans le cadre du programme "Animation sociale des quartiers" du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 92 Subventions (22.500 euros) à 7 associations et conventions avec 3 associations menant des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier ZUS du 17e dans le cadre du programme Animation sociale des quartiers du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 130 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association Sierra Prod (18e).

2013 DPVI 142 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Solidimey (18e).

2013 DPVI 155 Subventions (94.500 euros) à trois associations dans le cadre du Plan Parisien de Lutte Contre l'Illettrisme et de Développement des Compétences Clés des jeunes des quartiers politique de la ville.

2013 DPVI 160 Subventions (1.200 euros) et convention avec l'association Léo Lagrange (14e) menant des actions au titre de la Politique de la Ville sur le quartier des Porte de Vanves, Plaisance, Raymond Losserand. Troisième enveloppe 2013.

2013 DPVI 161 Subventions (3.000 euros) à 2 associations et convention avec l'association AIRES 10 menant des actions au titre de la Politique de la Ville sur le quartier des Portes Saint-Denis, Buisson Saint-Louis, Sainte-Marthe, Grange-aux-belles (10e). Troisième enveloppe 2013.

2013 DPVI 163 Subventions (11.000 euros) à 7 associations et conventions avec 2 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville Porte Montmartre Clignancourt (18e). Troisième enveloppe pour 2013.

2013 DPVI 165 Subventions (53.000 euros) à 11 associations et conventions avec 5 associations menant des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier Belleville du 20e dans le cadre du programme Animation sociale des quartiers du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 166 Subventions (60.500 euros) à 18 associations et conventions avec 12 associations menant des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier Flandre (19e) dans le cadre du programme Animation sociale des quartiers du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 167 Subventions (58.500 euros) à 8 associations et conventions avec 6 associations menant des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier Goutte d'Or (18e) dans le cadre du programme Animation sociale des quartiers du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 168 Subventions (38.500 euros) à huit associations et conventions avec 4 d'entre elles pour des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier Porte Montmartre Porte Clignancourt (18e) dans le cadre du programme "Animation sociale des quartiers" du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 169 Subventions (6.000 euros) à 4 associations et conventions avec 2 associations menant des actions dans les quartiers Politique de la ville de l'Est 20e. Troisième enveloppe pour 2013.

2013 DPVI 170 Subventions (25.000 euros) à sept associations et convention avec l'association Capoeïra Viola menant des actions au titre de la politique de la Ville sur le quartier La Chapelle (18e) dans le cadre du programme Animation sociale des quartiers du conseil régional d'Ile de France.

2013 DPVI 171 Subventions (5.981 euros) et conventions avec 2 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier Fontaine au Roi (11e).

2013 DPVI 173 Subventions (3.300 euros) à 4 associations et conventions avec deux d'entre elles pour des actions au titre de la Politique de la Ville sur le Quartier Amiraux Simplon (18e).

2013 DPVI 174 Subventions (26.400 euros) à 15 associations et conventions avec 5 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville dans les quartiers Flandre et Danube-Solidarité (19e). Troisième enveloppe 2013.

2013 DPVI 175 Subventions (19.500 euros) à 5 associations et convention avec 1 association menant des actions au titre de la Politique de la Ville sur le quartier 13ème SUD. Troisième enveloppe 2013.

2013 DPVI 176 Subventions (9.000 euros) à 5 associations et conventions avec 2 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le Quartier Porte de Clichy- Porte de Saint Ouen (17e). Troisième enveloppe 2013.

2013 DPVI 177 Subvention (8.500 euros) et convention avec l'association La Fabrique des Petits Hasards pour l'aménagement de son local situé 2 Bd du Bois Le Prêtre (17e).

2013 DPVI 180 Subventions (3.000 euros) et conventions avec deux associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le Quartier La Chapelle Porte d'Aubervilliers (18e).

2013 DPVI 181 Subventions (90.000 euros) et conventions avec des associations dans le cadre de l'appel à projet Parcours linguistiques vers l'emploi pour les habitants des quartiers politique de la ville.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2013 DPVI 124 - DJS 392 Subvention (13.000 euros) et avenant à convention avec l'association Espoir 18 du quartier La Chapelle (18e) dans le cadre de la politique de la ville.

Mme Gisèle STIEVENARD, **Mme Isabelle GACHET**, rapporteures.

2013 DPVI 129 - DAC 282 - DJS 295 Subvention (27.500 euros) et avenant à convention avec l'association Compagnie Résonances du quartier de la Porte Montmartre (18e) dans le cadre de la politique de la ville.

Mme Gisèle STIEVENARD, **Mme Isabelle GACHET, M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2013 DPVI 143 - DFPE 395 Subventions (50.000 euros) et conventions avec les associations ADAGE, APASO, Projets-19 et Réseau Môm'Artre, pour des projets locaux de lutte contre l'isolement des familles monoparentales dans les quartiers Politique de la Ville des 14e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

Mme Gisèle STIEVENARD, **Mme Olga TROSTIANSKY**, rapporteures.

2013 DASES 17 Fixation de la redevance annuelle due par l'association la Main de l'autre (100 euros) pour la mise à disposition par la Ville de Paris de deux boxes situés dans l'immeuble situé 88, rue des Rigoles (20e).

2013 DASES 20 Subvention (101.708 euros) et avenant n° 3 à la convention avec l'association Paris Tout P'tits, pour son action de distribution de produits alimentaires et d'hygiène au profit d'enfants en bas-âge de familles parisiennes démunies.

2013 DFPE 342 Subvention (5.000 euros) à l'association des Ludothèques en Ile de France pour le fonctionnement de la Ludomobile (13e).

2013 DFPE 349 Subvention (24.000 euros) et convention avec l'association Strata'j'm Paris pour le fonctionnement de sa ludothèque Maison des Jeux, et son animation jeux boulevard Davout (20e).

2013 DFPE 358 Subvention (23.000 euros) et convention avec l'Association Pour le Couple et l'Enfant à Paris (APCE 75) pour le fonctionnement de son service de médiation familiale (15e).

2013 DFPE 359 Subvention (26.000 euros) et avenant à la convention triennale avec l'Association Centre d'Etudes, de Recherches, d'Accompagnement Familial par la Médiation pour son espace de médiation familiale (18e).

2013 DFPE 392 Subvention (25.000 euros) et convention avec le Comité d'Etablissement du Gérant de l'Infrastructure SNCF pour le fonctionnement de la ludothèque Planète Jeux (18e).

2013 DFPE 393 Subvention (2.000 euros) à l'association Le Pari's des Faubourgs (10e) pour son action Les Temps des Parents.

2013 DFPE 397 Subvention (3.000 euros) à l'association Courant d'Art Frais (13e) pour son action intergénérationnelle et familiale.

2013 DFPE 398 Subvention (2.000 euros) à l'association 13 Pour Tous pour le fonctionnement d'une ludopapothèque (13e).

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2013 DDEEES 202 - DLH 220 Convention d'objectifs avec l'Association Coup de Main, fixation de la redevance pour l'occupation temporaire d'un local communal au 56 Boulevard Ney et autorisation à M. le Maire de Paris de consentir au dépôt, par l'association Coup de Main, d'une demande de permis de construire au 56 boulevard Ney (18e).

Mme Pauline VÉRON, **Mme Olga TROSTIANSKY**, **M. Jean-Yves MANO**, rapporteurs.

2013 DAC 539 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Christian Ozanne 8 rue de la Paix (2e).

2013 DAC 614 Subvention (12.500 euros) à 5 associations mémorielles.

2013 DAC 667 Subvention (21.500 euros) à l'Office national des anciens combattants et Victimes de Guerre pour le conseil départemental pour les Anciens Combattants et Victimes de Guerre et la mémoire de la nation de Paris (7e).

2013 DAC 697 Subvention (7.000 euros) à la Fondation Charles de Gaulle (7e).

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2013 DJS 51 Subvention (49.000 euros) avec convention avec le Comité Départemental Olympique et Sportif de Paris (CDOSP) (12e).

2013 DJS 62 Subvention (37.500 euros) avec convention avec Sport dans la Ville (2e).

2013 DJS 110 Subvention (64.000 euros) et convention avec Gym' Paris 15 (15e).

2013 DJS 131 Subvention (20.000 euros) et convention avec l'Amicale Judo Associatif (20e).

2013 DJS 132 Subventions (30.000 euros) à onze associations du 11e arrondissement.

2013 DJS 133 Subventions (25.600 euros) à dix associations du 12e arrondissement.

2013 DJS 134 Subventions (43.980 euros) à seize associations du 13e arrondissement.

2013 DJS 135 Subventions (13.200 euros) à trois associations du 14e arrondissement.

2013 DJS 137 Subventions (4.300 euros) à deux associations du 16e arrondissement.

2013 DJS 139 Subventions (42.850 euros) à dix-sept associations du 18e arrondissement.

2013 DJS 150 Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association Les Mouettes de Paris (19e).

2013 DJS 182 Subvention (43.300 euros) et convention avec le Club des Nageurs de Paris (12e).

2013 DJS 206 Subvention (60.000 euros) avec convention avec la Fédération Française de Tir à l'Arc à l'occasion de l'organisation de la finale de la Coupe du Monde les 21 et 22 septembre 2013 à Paris.

2013 DJS 207 Subvention (10.000 euros) à la Fédération Française de Basket Ball pour l'organisation de l'Open LFB de Basket les 5 et 6 octobre 2013.

2013 DJS 217 Subvention (502.250 euros) avec avenant à convention passé avec le Paris Football Club au titre de la saison sportive 2013-2014.

2013 DJS 286 Marché de prestations de billetterie et de communication avec la SASP Paris Levallois pour la saison sportive 2013-2014.

2013 DJS 287 Marché de prestations de billetterie et de communication avec la SASP Stade Français Paris.

2013 DJS 386 Dépose d'une demande de permis de construire pour la rénovation des vestiaires et la séparation des douches collectives au centre sportif Grange aux Belles (10e).

2013 DJS 387 Dépose d'une demande de permis de construire pour l'aménagement de l'accueil et la mise en accessibilité des locaux au terrain d'éducation physique Championnet (18e).

2013 DJS 388 Dépose d'une demande de permis de construire pour la réhabilitation des locaux et l'adaptation des personnes à mobilité réduite au centre sportif Courcelles (17e).

2013 DJS 389 Dépose d'une demande de permis de construire pour la restructuration et l'extension des locaux vestiaires publics hommes et femmes et des locaux du personnel à la piscine Bernard Lafay (17e).

2013 DJS 390 Dépose d'une demande de permis de construire pour la réfection des murs rideaux au Centre Sportif Bertrand Dauvin (18e).

2013 DJS 391 Subvention (50.000 euros) au PUC Volley-ball au titre de sa participation à la Ligue des Champions.

2013 DJS 405 Subvention (1.200 euros) à une association du 5e arrondissement.

2013 DJS 425 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2013 DJS 292 - DPVI 133 Subvention (47.351 euros) et convention avec l'association Sport dans la Ville dans le cadre de la rénovation du terrain d'éducation physique Archereau (19e).

M. Jean VUILLERMOZ, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance de la communication suivante :

2013 DAJ 28 et DAJ 28-G : Communication sur la liste de marchés attribués du 1er juin 2013 au 29 août 2013.

Mme Camille MONTACIÉ rapporteure.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. David ALPHAND, Jacques BRAVO, Philippe DUCLOUX, Pierre GABORIAU, Bernard GAUDILLÈRE, Jean-François LEGARET, Mme Camille MONTACIÉ, MM. Daniel VAILLANT, Sylvain GAREL et Mme Laurence DREYFUSS.

Excusé : M. Loïg RAOUL.

2e Commission

MM. Jacques BOUTAULT, Jean-Bernard BROS, Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Maïté ERRECART, Laurence GOLDGRAB, M. Didier GUILLOT, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAUTTER, Mmes Pauline VÉRON et Geneviève BERTRAND.

Excusé : M. Jean-Louis MISSIKA.

3e Commission

MM. Julien BARGETON, Claude DARGENT, Mmes Laurence DOUVIN, Edith GALLOIS, Halima JEMNI, MM. Etienne MERCIER, Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

4e Commission

Mmes Aline ARROUZE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, Mao PENINOU, René DUTREY, Mmes Fabienne GASNIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Anne LE STRAT, M. Daniel MARCOVITCH et Mme Annick OLIVIER.

5e Commission

M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Fabienne GIBOUDEAUX et M. Mao PENINOU.

Excusées : Mmes Myriam EL KHOMRI, Gisèle STIEVENARD et Sylvie WIEVIORKA.

6e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Liliane CAPELLE, Véronique DUBARRY, M. Romain LEVY, Mmes Martine MERIGOT de TREIGNY, Firmine RICHARD, Karen TAÏEB et Olga TROSTIANSKY.

Excusés : Mmes Catherine BRUNO, Myriam EL KHOMRI, Fatima LALEM et M. Jean-Marie LE GUEN.

7e Commission

Mmes Marie-Annick BARTHE, Emmanuelle BECKER, Colombe BROSSEL, Isabelle GACHET, MM. Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

8e Commission

M. Sylvain GAREL, M. Jean-Yves MANO, Mmes Laurence DREYFUSS, Roxane DECORTE et M. Jean-Pierre LECOQ.

Excusés : Mmes Anne HIDALGO, Claire GUIDI, Sandrine CHARNOZ et M. Pierre MANSAT.

9e Commission

M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Geneviève BERTRAND, Catherine DUMAS, MM. Christophe GIRARD, Bruno JULLIARD, Mmes Hélène MACÉ de LÉPINAY, Danièle POURTAUD, M. Pierre SCHAPIRA et Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Excusés : Mme Danielle FOURNIER et M. Sylvain GAREL.

Liste des membres présents.

M. Pierre AIDENBAUM, M. Gilles ALAYRAC, M. David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, Mme Lynda ASMANI, M. Daniel ASSOULINE, M. David ASSOULINE, M. Pierre AURIACOMBE, Mme Marie-Chantal BACH, Mme Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Geneviève BERTRAND, Mme Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mme Michèle BLUMENTHAL, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY ESPERONNIER, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, M. Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, M. Jacques BRAVO, M. Jean-Bernard BROS, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Catherine BRUNO, Mme Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mme Frédérique CALANDRA, Mme Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Pierre CHARON, M. Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT, M. Pascal CHERKI, Mme Odette CHRISTIENNE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. Yves CONTASSOT, M. Alexis CORBIÈRE, M. Thierry COUDERT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, M. Gérard d'ABOVILLE, M. François DAGNAUD, M. Claude DARGENT, Mme Virginie DASPET, Mme Rachida DATI, Mlle Emmanuelle DAUVERGNE, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, Mme Françoise de PANAFIEU, M. Bernard DEBRÉ, Mme Roxane DECORTE, M. Bertrand DELANOË, Mme Laurence DOUVIN, Mme Laurence DREYFUSS, Mme Véronique DUBARRY, M. Jérôme DUBUS, M. Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, M. Michel DUMONT, M. René DUTREY, Mme Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, Mme Mireille FLAM, Mme Ghislene FONLLADOSA, Mme Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, Mme Edith GALLOIS, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, M. Bernard GAUDILLÈRE, M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Danièle GIAZZI, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, M. Christophe GIRARD, M. Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Philippe GOUJON, Mme Claire GUIDI, M. Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mme Anne HIDALGO, Mme Halima JEMNI, M. Bruno JULLIARD, M. Patrick KLUGMAN, Mme Brigitte KUSTER, Mme Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, M. François LEBEL, M. Jean-Pierre LECOQ, M. Jean-François LEGARET, Mme Annick LEPETIT, M. Romain LEVY, M. Alain LHOSTIS, Mme Katia LOPEZ, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Roger MADEC, M. Jean-Yves MANO, M. Pierre MANSAT, M. Daniel MARCOVITCH, M. Stéphane MARTINET, M. Jean-François MARTINS, M. Jean-Baptiste MENGUY, M. Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, M. Jean-Louis MISSIKA, M. Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, Mme Valérie MONTANDON, Mme Claire MOREL, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Martine NAMY-CAULIER, Mme Annick OLIVIER, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mme Olivia POLSKI, Mme Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO di BORGO, M. Loïg RAOUL, M. Gérard REY, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAINT-ETIENNE, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Georges SARRE, M. Christian SAUTTER, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mme Gisèle STIEVENARD, Mme Karen TAÏEB, M. Jean TIBERI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, M. Daniel VAILLANT, M. François VAUGLIN, Mme Pauline VERON, Mme Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusés :

Mme Yamina BENGUIGUI, Mme Myriam EL KHOMRI, M. Pierre LELLOUCHE, Mme Anne-Constance ONGHENA, Mme Anne TACHÈNE.

Absente :

Mme Valérie HOFFENBERG.

Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

A - Questions des Conseillers de Paris.

Questions du groupe U.M.P.P.A.

QE 2013- 35 Question de M. Michel DUMONT à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative au reportage télévisé du 1er septembre 2013 sur les véhicules mis en fourrière à Paris, par des sociétés privées.

Libellé de la question :

"Un reportage diffusé au journal de TF1 du dimanche 1er septembre 2013 sur les véhicules mis en fourrière à Paris mettait en lumière de curieuses pratiques des sociétés privées concessionnaires pour l'enlèvement des véhicules en stationnement interdit.

Le reportage filmait des agents verbalisateurs progressant dans une rue suivis au pas par des véhicules d'enlèvement procédant immédiatement à l'enlèvement des véhicules verbalisés.

Un conducteur d'une société d'enlèvement reconnaissait de curieuses pratiques d'enlèvement ainsi que l'existence de primes de rendement.

Ces pratiques concerneraient plus de 700 véhicules par jour à Paris.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir :

- d'une part me rappeler la procédure de mise en fourrière d'un véhicule en stationnement après constatation de l'infraction,

- et d'autre part si vous avez diligenté une enquête à la suite de ces révélations."

Réponse non parvenue.

QE 2013- 36 Question de Mme Claude-Annick TISSOT à M. le Préfet de police relative à l'insécurité croissante aux abords de la Maison des Jeunes et de la Culture, rue Mercoeur (11e).

Libellé de la question :

"Des jeunes utilisent en effet le hall et la portion de trottoir devant la MJC, ainsi que le square derrière pour dealer de la drogue. Ils importunent les enfants et les mères de famille qui fréquentent la MJC.

Les riverains de la rue Mercoeur sont exaspérés et crient leur impuissance devant les rodéos nocturnes à scooter, le stationnement sur le trottoir et l'insécurité rampante.

Mme Claude-Annick TISSOT demande à M. le Préfet de police s'il est possible d'intensifier les rondes de police la nuit sur cette partie de la place Léon-Blum."

Réponse (Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe) :

"Durant plusieurs mois, un groupe d'une dizaine de jeunes, âgés de 16 à 20 ans, avait pris l'habitude de se réunir en soirée et la nuit sur les marches et la voûte du centre d'animation de la MJC situé 4, rue Mercoeur, générant un sentiment d'insécurité parmi le voisinage.

Face à cette situation, des instructions ont été données pour qu'une présence policière visible soit assurée sur le secteur en procédant à des passages réguliers pour contrôler ces agissements. Des surveillances ont été réalisées de jour comme de nuit.

Au cours de l'année, 6 opérations de contrôle d'identité ont été réalisées ainsi que 19 opérations de halls d'immeubles, 16 points de visibilité, de rencontre et de dissuasion, et plusieurs dispositifs de surveillance de la brigade anti criminalité.

Dans le cadre de ces actions, huit individus associés à ce groupe ont été interpellés dont un pour infraction à la législation sur les stupéfiants, six pour occupation de halls d'immeubles et un pour vol à l'arraché.

Depuis le mois de juillet, il est observé une nette amélioration de la situation. S'il est encore constaté la présence de trois ou quatre jeunes dans cette voie, leur comportement ne génère plus de troubles.

Cette évolution favorable a d'ailleurs été confirmée par les riverains ainsi que par le responsable de la MJC qui ont été également informés des actions policières menées au cours de ces derniers mois et assurés de la mobilisation des effectifs afin de garantir l'ordre et la tranquillité publics dans ce quartier.

Si la voûte de la MJC sert encore de point de rencontres à quelques jeunes du quartier présents jusqu'à 22 heures, aucun trafic de stupéfiants n'a été mis en évidence.

Inscrite au nombre des sites sensibles de l'arrondissement, la rue Mercoeur continuera de faire l'objet d'une attention particulièrement suivie de la part des services de police, qui ont conscience de la nécessité de poursuivre leur action de manière soutenue et dans la durée."

Réponse de M. le Préfet de police non parvenue.

QE 2013-37 Question de Mme Claude-Annick TISSOT à M. le Préfet de police relative à une intensification des rondes de police la nuit sur une partie de la Place Léon Blum (11e).

Libellé de la question :

"Cette insécurité est due en grande partie à la présence de nombreux SDF qui stationnent sur les bancs, possédant de gros chiens jamais muselés et rarement tenus en laisse.

Ce campement existe maintenant depuis plusieurs années et crée une zone d'insécurité qui s'étend jusqu'au sein des stations de métro. La nuit, tous les bancs de la place servent à ce campement.

Mme Claude-Annick TISSOT demande à M. le Préfet de police s'il est possible d'intensifier les rondes de police la nuit sur cette partie de la place Léon-Blum."

Réponse (Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe) :

"Les services de police locaux sont particulièrement sensibilisés à la physionomie du secteur de la place Léon-Blum dans le 11e arrondissement, sur laquelle se regroupent quelques individus, régulièrement présents dans l'après-midi et parfois en soirée. Leur fixation est favorisée par la proximité d'un magasin d'alimentation générale auprès duquel ils s'approvisionnent en boissons alcoolisées.

Pour autant, ces personnes ne se trouvent pas impliquées dans des faits relevant de comportements agressifs ou violents à l'égard des riverains ou passants.

Il est vrai que cette confrontation quotidienne peut générer parmi les riverains un légitime ressenti d'insécurité qui pour autant, n'apparaît pas totalement justifié au regard de la diminution de l'activité délictuelle enregistrée sur la place Léon-Blum.

En effet, pour la période de janvier à septembre 2013, les atteintes aux personnes (menaces, vols, violences et violences volontaires) perpétrées en ce lieu accusent une baisse significative, passant de 13 faits constatés en 2012 à 6 en 2013, soit une baisse de 53 %.

Des instructions sont régulièrement données aux effectifs de police locaux afin de répondre le plus rapidement possible aux appels des riverains importunés par ces individus, puis d'intervenir afin d'évincer les fauteurs de troubles et de réprimer les comportements pouvant porter atteinte à la tranquillité du voisinage."

Réponse de M. le Préfet de police non parvenue.

B - Question d'un Conseil d'arrondissement.

QE 2013-34 Question du groupe "Parti communiste et élus du parti de Gauche" du Conseil du 14e arrondissement à M. le Maire de Paris relative à l'avenir de la carrière de Port-Mahon et de la ferme Montsouris (14e).

Libellé de la question :

"Le Conseil de Paris a voté le 25 mars dernier un vœu relatif à l'opération de la Soférim rue de la Tombe Issoire à Paris 14e.

Depuis, votre 1ère Adjointe a indiqué dans un journal parisien : "Concernant la ferme Montsouris nous sommes aux côtés des associations pour préserver la ferme Montsouris et nous serons très attentifs à son devenir. Je suis particulièrement concernée par les questions de préservation du patrimoine", confirmant ainsi ses propos en Conseil de Paris : "Aucun projet d'aménagement ne pourra être porté, si un consensus ne se dégage pas sur le devenir de la carrière… je voulais rassurer les élus du 14e et les assurer du fait que la Ville mettra tout en œuvre, tous les moyens dont elle dispose, pour favoriser l'émergence d'un projet global de requalification et de valorisation du site qui soit consensuel".

Au niveau du quartier, le Conseil de quartier a créé une commission Ferme et Carrière et a pris l'initiative d'une pétition qui recueille actuellement près de 5.300 signatures. Par ailleurs un nouveau rassemblement devant le site, à l'appel du Collectif de Port-Mahon et de la ferme Montsouris, a eu lieu dimanche 23 juin.

Aussi, le Conseil du 14e arrondissement demande à M. le Maire de Paris quelles mesures a-t-il prises suite au vœu voté par le Conseil de Paris du 25 mars."

Réponse non parvenue.

Tableau des vœux et amendements déposés en Commission.

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
7	7	1		Exécutif		A	2013 DJS 372	Amendement technique.	GACHET	Adopté	14-oct-13
7	7	2	210	EELVA	NAJDOVSKI, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ	VNR		relatif à la formation des animateurs.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13
séance		2bis	211	Exécutif		VNR		relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires	BROSSEL	Adopté	14-oct-13
7	7	3		EELVA	GAREL, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif au plan de titularisation des animateurs et animatrices.	BROSSEL	Retiré	14-oct-13
7	7	4		EELVA	BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif à la rémunération des ASEM.	BROSSEL	Retiré	14-oct-13
7	7	5	212	EELVA	CHARZAT, BOUTAULT, BAUPIN, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif à la formation des ASEM.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13
7	7	6	213	EELVA	BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif à la propreté des locaux scolaires.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
7	7	7		PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif à la réécriture du décret sur l'ARE.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13
7	7	8		PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif à l'organisation d'Etats généraux de l'école.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13
7	7	9	214	PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif au recrutement d'AVS.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13
7	7	10		PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif aux moyens d'une réorganisation de la réforme.	BROSSEL	Retiré	14-oct-13
1	7	11	215	UMPPA	MONTANDON	VNR		relatif aux comités de suivi d'arrondissement.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13
7	7	12		U.D.I.	HÉLARD, BERTRAND, BRUNO, TACHÈNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à la sécurisation des entrées et sorties des élèves.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13
7	7	13		U.D.I.	HÉLARD, BRUNO, TACHÈNE, BERTRAND, POZZO DI BORGO	VNR		relatif au recrutement et à la formation des personnels.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13
7	7	14	216	U.D.I.	BRUNO, POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux enfants en situation de handicap dans les ateliers périscolaires.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13
1	7	15			ALPHAND, DREYFUSS	VNR		relatif à la mise en oeuvre de la Charte des responsabilités.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13
5	5	16	217	PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif au collectif des associations citoyennes.	BOUAKKAZ	Adopté	14-oct-13
5	5	17		PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif aux contrôles d'identité.	EL KHOMRI	Retiré	14-oct-13
séance		17bis	218	Exécutif		VNR		relatif aux contrôles d'identité.		Adopté	14-oct-13
5	5	18		UMPPA	KUSTER	VNR		relatif à la sécurité du futur quartier Clichy-Batignolles.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13
séance		18bis	219	Exécutif		VNR		relatif à la sécurité du futur quartier Clichy-Batignolles.		Adopté	14-oct-13
5	5	19		UMPPA	GOUJON	VNR		relatif à la sécurité dans le parc social.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13
5	5	20		UMPPA	GOUJON, GIANNESINI, TISSOT	VNR		Relatif à la délinquance d'origine roumaine.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13
5	5	21		UMPPA	TRÉMÈGE	VNR		relatif à la vente à la sauvette.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
5	5	22		UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	VNR		relatif à l'Ecole Internationale Algérienne de Paris.	EL KHOMRI	Retiré	14-oct-13
5	5	23		UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	VNR		relatif à la sécurité du passage Goix (19e).	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13
5	5	24		U.D.I.	POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux manifestations sur la place Edouard Herriot.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13
5	5	25	220	U.D.I.	HÉLARD	VNR		relatif aux chiffres de la délinquance.	EL KHOMRI	Adopté	14-oct-13
1	5	26	221	NI	MARTINS	VNR		relatif aux manifestations anti-IVG.	EL KHOMRI	Adopté	14-oct-13
5	5	27		Exécutif		A	2013 DPVI 141	Amendement technique	STIEVENARD	Adopté	14-oct-13
séance		27a	222	Exécutif		VNR		relatif au pouvoir d'achat des parisiens		Adopté	14-oct-13
3	6	28		UMPPA	DOUVIN, LAMOUR, GOUJON	VNR		relatif aux cartes Emeraude et Améthyste.	CAPELLE	Retiré	14-oct-13
6	6	29		PCF/PG	SIMONNET, ARROUZE	VNR		relatif à un schéma régional d'accompagnement des migrants intra-européens.	TROSTIANSKY	Retiré	14-oct-13
séance		29bis	223	Exécutif		VNR		relatif à l'insertion des personnes vivant dans les campements		Adopté	14-oct-13
6	6	30		PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif à la création d'un village d'insertion Rom	TROSTIANSKY	Retiré	14-oct-13
7	7	31	224	EELVA	NAJDOVSKI	VNR		relatif à l'offre de petits déjeuners à l'entrée en classe.	BROSSEL	Adopté	15-oct-13
1	7	32	225	UMPPA	KUSTER	VNR		relatif à la devise républicaine au fronton des écoles.	BROSSEL	Adopté	15-oct-13
8	7	33		PSRGA	CALANDRA, BARGETON, ASSOULINE	V	2013 DJS 188	relatif à la parcelle du 63 rue de Buzenval.	GACHET	Retiré	15-oct-13
séance		33bis	226	Exécutif			2013 DJS 188	relatif à la parcelle du 63 rue de Buzenval.	GACHET	Adopté	15-oct-13
7	7	34		Exécutif		A	2013 DJS 404	Amendement technique.	GACHET	Adopté	15-oct-13
1	7	35	227	NI	MARTINS	VNR		relatif à la crèche Ernest May de la Croix Rouge (17e).	NAJDOVSKI	Adopté	15-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
8	7	36	228	PSRGA	DAGNAUD, MADEC, JEMNI	VNR		relatif à l'offre sportive dans le quartier Place des Fêtes.	VUILLERMOZ	Adopté	15-oct-13
8	8	37	229	PSRGA	DAGNAUD, MADEC	VNR		relatif à la modification du PLU sur le quartier des Villas d'Amérique.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13
1	8	38		EELVA	NAJDOVSKI, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ	VNR		relatif à un moratoire et un référendum local sur les projets de tours.	HIDALGO	Rejeté	15-oct-13
8	8	39	230	UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	VNR		relatif à un audit de sécurité sur le réaménagement du quartier des Halles.	HIDALGO	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
1	8	40	231		M. Le Maire de Paris	VNR		relatif à l'attribution de la dénomination Albert et Alix Jacquard à la résidence sociale 90 rue de Lourmel.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13
8	8	41		PSRGA	BLOCHE, MARTINET	VNR		relatif à la dénomination d'un espace public Albert Jacquard.	HIDALGO	Retiré	15-oct-13
8	8	42	232	EELVA	BOUTAULT, DUTREY, GAREL	VNR		relatif à la dénomination d'un lieu parisien en hommage à Albert Jacquard.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13
8	8	43	233	PSRGA	BLOCHE, MARTINET	VNR		relatif à la dénomination "Esplanade de la liberté de la presse - Gilles Jacquier" dans le 11e.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13
8	8	44	234	EELVA	CONTASSOT, GAREL	VNR		relatif à l'attribution du nom de Rita Thalmann.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13
1	8	45	235		ALPHAND, DREYFUSS	VNR		relatif à l'attribution du nom de Boris Pasternak.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13
8	8	46	236	UMPPA	DUBUS	V	2013 DLH 112	relatif à la présentation des actions de la SOREQA.	MANO	Adopté	15-oct-13
8	8	47		PCF/PG	BROSSAT	A	2013 DLH 127	relatif au plan climat.	MANO	Adopté	15-oct-13
1	8	48		UMPPA	ALPHAND	V	2013 DLH 184	relatif à la dette des bailleurs sociaux.	MANO	Retiré	15-oct-13
1	8	49		UMPPA	ALPHAND	V	2013 DLH 232	relatif au bilan financier de huit opérations de la RIVP.	MANO	Retiré	15-oct-13
séance		50a	237	Exécutif		VNR		relatif au début de la trêve hivernale		Adopté	15-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
8	8	50	238	PSRGA	COUMET	VNR		relatif à l'expérimentation de la dissociation foncier-bâti.	MANO	Adopté	15-oct-13
8	8	51	239	PSRGA	CALANDRA	VNR		relatif à l'immeuble du 14 cité du Labyrinthe.	MANO	Adopté	15-oct-13
8	8	52		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif au n° 14 cité du Labyrinthe.	MANO	Rejeté	15-oct-13
8	8	53	240	EELVA	NAJDOVSKI	VNR		relatif au délai d'instruction des recours DALO.	MANO	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
8	8	54		EELVA	FOURNIER, NAJDOVSKI	VNR		relatif aux détecteurs de fumée dans les logements sociaux.	MANO	Retiré	15-oct-13
séance		54bis	241	Exécutif		VNR		relatif aux détecteurs de fumée dans les logements sociaux.		Adopté	15-oct-13
8	8	55	242	PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif à la production de logements sociaux.	MANO	Adopté	15-oct-13
8	8	56		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif au droit au logement.	MANO	Rejeté	15-oct-13
séance		56bis	243	Exécutif		VNR		relatif au droit au logement.		Adopté	15-oct-13
8	8	57		UMPPA	DATI, DAUVERGNE	VNR		relatif à l'accès au logement social des gardiens d'immeubles.	MANO	Rejeté	15-oct-13
8	8	58		UMPPA	DUBUS	VNR		relatif au parc de logements intermédiaires.	MANO	Rejeté	15-oct-13
1	8	59		UMPPA	MONTANDON	VNR		relatif à la vente à la découpe de l'immeuble Taine/Reuilly.	MANO	Rejeté	15-oct-13
séance		59bis	244	Exécutif		VNR		relatif à la vente à la découpe de l'immeuble Taine/Reuilly.		Adopté	15-oct-13
1	8	60		UMPPA	DUBUS	VNR		relatif à la rénovation du parc de logements sociaux.	MANO	Rejeté	15-oct-13
1	8	61		UMPPA	DUMONT, AURIACOMBE, DECORTE, DREYFUSS, DUBUS, ROGER	VNR		relatif à la mise en place d'un système de cotation de la demande.	MANO	Rejeté	15-oct-13
8	8	62		UMPPA	MONTANDON	VNR		relatif au déménagement du Conseil régional d'Ile-de-France.	MANSAT	Rejeté	15-oct-13
séance		62a		UMPPA	DUBUS	A	2013 SG 57			Adopté	15-oct-13
9	9	63		Exécutif		A	2013 DAC 576	Amendement technique.	JULLIARD	Adopté	15-oct-13
1	9	64	245	PCF/PG	ARROUZE	VNR		relatif à l'apposition d'une plaque commémorative à Elsa Triolet et Louis Aragon.	JULLIARD	Adopté	15-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
9	9	65	246	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, FONLLADOSA, de CLERMONT-TONNERRE, MACÉ de LÉPINAY	VNR		relatif à l'association du musée du Montparnasse.	JULLIARD	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
9	9	66	247	EELVA	FOURNIER, BOUTAULT	VNR		relatif au site des Archives nationales.	POURTAUD	Adopté	15-oct-13
9	9	67	248	EELVA	GAREL, CONTASSOT, NAJDOVSKI, BOUTAULT	VNR		relatif aux militants de l'organisation Greenpeace de l'Arctic Sunrise.	SCHAPIRA	Adopté (amendé)	15-oct-13
1	9	68		UMPPA	LEGARET, GOASGUEN, ROGER	VNR		relatif à la situation des Chrétiens d'Orient.	SCHAPIRA	Retiré	15-oct-13
séance		68bis	249	Exécutif		VNR		relatif à la situation des Chrétiens d'Orient.		Adopté	15-oct-13
7	9	69	250	EELVA	CONTASSOT	VNR		relatif à la pose d'une plaque commémorative au stade Roland-Garros.	VIEU-CHARIER	Adopté (amendé)	15-oct-13
1	9	70	251	PCF/PG	CORBIÈRE	VNR		relatif à un hommage aux "Fusillés pour l'Exemple" de la Première guerre mondiale.	VIEU-CHARIER	Adopté (amendé)	15-oct-13
1	1	71		EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT	A	2013 DU 263	relatif au montant de la subvention.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13
3	1	72		EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT	V	2013 DVD 164	relatif aux bornes de recharge électrique.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13
3	1	73		UMPPA	DOUVIN	V	2013 DVD 164	relatif aux stations Autolib' en ouvrage souterrain.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13
1	1	74	252	EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif aux questions écrites déposées au Conseil de Paris.	GAUDILLÈRE	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
1	1	75		PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif à la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités territoriales.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13
séance		75bis	253	Exécutif		VNR		relatif à la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités territoriales.		Adopté	15-oct-13
3	1	76		UMPPA	KUSTER	VNR		relatif au mobilier urbain publicitaire.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
1	1	77		UMPPA	LEGARET, DECORTE, DUBUS, HAREL, MERIGOT de TREIGNY	VNR		relatif à la création du Conseil de l'Immobilier de la Ville.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13
8	1	78		EELVA	CONTASSOT, NAJDOVSKI	VNR		relatif à l'immeuble T8.	MONTACIÉ	Retiré	15-oct-13
1	2	79		NI	MARTINS	VNR		relatif à la "chasse aux trésors de Paris".	BROS	Retiré (non présenté)	15-oct-13
2	2	80		PCF/PG	BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif au travail de nuit et au travail dominical.	COHEN-SOLAL	Retiré	15-oct-13
1	2	81		UMPPA	MONTANDON, DUBUS	VNR		relatif à l'extension du travail dominical.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13
2	2	82		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur du Forum des Halles.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13
2	2	83		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur Haussmann - Grands magasins.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13
2	2	84		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, REY, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur de Bercy village.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13
2	2	85		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux salariés de l'enseigne Séphora des Champs-Elysées.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13
2	2	86		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux zones touristiques de la Capitale.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13
1	2	87			GOLDGRAB, ALAYRAC, BROS	VNR		relatif au périmètre des zones touristiques et au travail dominical.	COHEN-SOLAL	Retiré	15-oct-13
1	2	88		NI	MARTINS	VNR		relatif au travail en soirée.	COHEN-SOLAL	Retiré (non présenté)	15-oct-13
séance		88bis	254	Exécutif		VNR		relatif à l'ouverture des commerces à Paris		Adopté	15-oct-13
2	2	89		UMPPA	GIANNESINI	VNR		relatif à l'implantation du marché de la place de Joinville.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13
1	2	90		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif aux agents ALG.	ERRECART	Rejeté	15-oct-13
1	3	91		UMPPA	DOUVIN	A	2013 DVD 35	relatif à la tarification à la minute.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
1	3	92		UMPPA	DOUVIN	A	2013 DVD 106	relatif à la tarification à la minute.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13
séance		92bis	255	Exécutif		V	2013 DVD 106	relatif à la tarification à la minute.		Adopté	15-oct-13
3	3	93	256	EELVA	NAJDOVSKI	VNR		relatif à l'opération "Paris Respire" dans le bois de Vincennes.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
3	3	94	257	EELVA	NAJDOVSKI, BAUPIN	VNR		relatif à l'autopartage.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
1	3	95		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif aux marchés d'appel d'offres sur les nouvelles lignes de bus.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13
3	3	96		UMPPA	DOUVIN	VNR		relatif aux stations-services parisiennes.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13
3	3	97		UMPPA	DOUVIN, HAREL, TISSOT	VNR		relatif aux infiltrations dans la station de métro République.	BARGETON	Retiré	15-oct-13
3	3	98		UMPPA	DOUVIN, MONTANDON, GOUJON	VNR		relatif aux dégradations et vols commis sur les Vélib'.	BARGETON	Retiré	15-oct-13
1	3	99	258	UMPPA	LAMOUR, LEGARET	VNR		relatif à l'éclairage nocturne des panneaux publicitaires aux stations de tramways.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
3	3	100		U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur électrique.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13
3	3	101		U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif à la ligne de bus 57.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13
3	3	102	259		GOLDGRAB, ALAYRAC, BROS	VNR		relatif à une offre de scooters électriques en libre-service.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13
4	4	103	260	EELVA	CONTASSOT	VNR		relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le parc Kellerman.	GIBOUDEAUX	Adopté	15-oct-13
4	4	104	261	EELVA	CONTASSOT	VNR		relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le jardin des Grands Moulins - abbé Pierre.	GIBOUDEAUX	Adopté	15-oct-13
1	4	105		UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	VNR		relatif à l'aménagement du square Alexandre et René Parodi (16e).	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-oct-13
1	4	106		U.D.I.	GASNIER	VNR		relatif à l'insécurité dans les parcs et jardins.	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-oct-13

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE
4	4	107		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, de CLERMONT-TONNERRE, MACÉ de LÉPINAY	VNR		relatif au réservoir de Grenelle.	LE STRAT	Rejeté	15-oct-13
1	4	108		U.D.I.	GASNIER, BERTRAND, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'organisation d'un débat sur les risques d'une crue centennale.	LE STRAT	Rejeté	15-oct-13
4	4	109	262	PSRGA	BLOCHE, VAUGLIN	VNR		relatif à la lutte contre les tags.	PENINOU	Adopté	15-oct-13
4	4	110	263	EELVA	BOUTAULT, CONTASSOT	VNR		relatif au tri multimatériaux.	PENINOU	Adopté	15-oct-13

Tableau des votes des groupes politiques.

												PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		
N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
7							DASCO 147			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DASCO 148			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DASCO 149			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DRH 79			Adopté	14-oct-13									x		
7							DRH 83			Adopté	14-oct-13									x		
7							DJS 361			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 362			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 363			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 364			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 365			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 366			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 367			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 368			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 369			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 370			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 371			Adopté	14-oct-13		x							x		
7							DJS 372			Adopté	14-oct-13		x							x		
7	7	1		Exécutif		A	2013 DJS 372	Amendement technique.	GACHET	Adopté	14-oct-13		x							x		
							DJS 373			Adopté	14-oct-13		x							x		
							DJS 376			Adopté	14-oct-13		x							x		
7	7	2	210	EELVA	NAJDOVSKI, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ	VNR		relatif à la formation des animateurs.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13		x										
séance		2bis	211	Exécutif		VNR		relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires	BROSSEL	Adopté	14-oct-13								x		x		
7	7	3		EELVA	GAREL, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif au plan de titularisation des animateurs et animatrices.	BROSSEL	Retiré	14-oct-13												
7	7	4		EELVA	BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif à la rémunération des ASEM.	BROSSEL	Retiré	14-oct-13												
7	7	5	212	EELVA	CHARZAT, BOUTAULT, BAUPIN, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif à la formation des ASEM.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13												x
7	7	6	213	EELVA	BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif à la propreté des locaux scolaires.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13												
7	7	7		PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif à la réécriture du decret sur l'ARE.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13			x		x						
7	7	8		PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif à l'organisation d'Etats généraux de l'école.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13			x		x						
7	7	9	214	PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif au recrutement d'AVS.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13											
7	7	10		PCF/PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif aux moyens d'une réorganisation de la réforme.	BROSSEL	Retiré	14-oct-13											x

											PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		
N° Commission de dépôt	N° Commission CDJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
1	7	11	215	UMPPA	MONTANDON	VNR		relatif aux comités de suivi d'arrondissement.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13											X
7	7	12		U.D.I.	HÉLARD, BERTRAND, BRUNO, TACHÈNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à la sécurisation des entrées et sorties des élèves.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
7	7	13		U.D.I.	HÉLARD, BRUNO, TACHÈNE, BERTRAND, POZZO DI BORGO	VNR		relatif au recrutement et à la formation des personnels.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
7	7	14	216	U.D.I.	BRUNO, POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux enfants en situation de handicap dans les ateliers périscolaires.	BROSSEL	Adopté	14-oct-13											X
1	7	15			ALPHAND, DREYFUSS	VNR		relatif à la mise en oeuvre de la Charte des responsabilités.	BROSSEL	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
							DUCT 61			Adopté	14-oct-13							X		X		
							DUCT 68			Adopté	14-oct-13											X
5	5	16	217	PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif au collectif des associations citoyennes.	BOUAKKAZ	Adopté	14-oct-13											X
							PP 66			Adopté	14-oct-13		X									
5	5	17		PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif aux contrôles d'identité.	EL KHOMRI	Retiré	14-oct-13											
séance		17bis	218	Exécutif		VNR		relatif aux contrôles d'identité.		Adopté	14-oct-13									X		
5	5	18		UMPPA	KUSTER	VNR		relatif à la sécurité du futur quartier Clichy-Batignolles.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
séance		18bis	219	Exécutif		VNR		relatif à la sécurité du futur quartier Clichy-Batignolles.		Adopté	14-oct-13	X		X								
5	5	19		UMPPA	GOUJON	VNR		relatif à la sécurité dans le parc social.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
5	5	20		UMPPA	GOUJON, GIANNESINI, TISSOT	VNR		Relatif à la délinquance d'origine roumaine.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
5	5	21		UMPPA	TRÉMÈGE	VNR		relatif à la vente à la sauvette.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
5	5	22		UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	VNR		relatif à l'Ecole Internationale Algérienne de Paris.	EL KHOMRI	Retiré	14-oct-13											
5	5	23		UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	VNR		relatif à la sécurité du passage Gnix (19e).	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
5	5	24		U.D.I.	POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux manifestations sur la place Edouard Herriot.	EL KHOMRI	Rejeté	14-oct-13	X		X		X						
5	5	25	220	U.D.I.	HÉLARD	VNR		relatif aux chiffres de la délinquance.	EL KHOMRI	Adopté	14-oct-13											X
1	5	26	221	NI	MARTINS	VNR		relatif aux manifestations anti-IVG.	EL KHOMRI	Adopté	14-oct-13											X
5	5	27		Exécutif		A	2013 DPVI 141	Amendement technique	STIEVENARD	Adopté	14-oct-13										X	
					DPVI 141					Adopté	14-oct-13											
					DPVI 144					Adopté	14-oct-13											X
					DPVI 123					Adopté	14-oct-13	X										
seance		27a	222	Exécutif		VNR		relatif au pouvoir d'achat des parisiens		Adopté	14-oct-13							X		X		
3	6	28		UMPPA	DOUVIN, LAMOUR, GOUJON	VNR		relatif aux cartes Emeraude et Améthyste.	CAPELLE	Retiré	14-oct-13											
							DASES 22			Adopté	14-oct-13				X							
6	6	29		PCF/PG	SIMONNET, ARROUZE	VNR		relatif à un schéma régional d'accompagnement des migrants intra-européens.	TROSTIANSKY	Retiré	14-oct-13											
seance		29bis	223	Exécutif		VNR		relatif à l'insertion des personnes vivant dans les campements		Adopté	14-oct-13							X		X		
6	6	30		PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif à la création d'un village d'insertion Rom	TROSTIANSKY	Retiré	14-oct-13											
7	7	31	224	EELVA	NAJDOVSKI	VNR		relatif à l'offre de petits déjeuners à l'entrée en classe.	BROSSEL	Adopté	15-oct-13										X	
1	7	32	225	UMPPA	KUSTER	VNR		relatif à la devise républicaine au fronton des écoles.	BROSSEL	Adopté	15-oct-13											X
							DJS 188			Adopté	15-oct-13		X									

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptes définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8	7	33		PSRGA	CALANDRA, BARGETON, ASSOULINE	V	2013 DJS 188	relatif à la parcelle du 63 rue de Buzenval.	GACHET	Retiré	15-oct-13											
séance		33bis	226	Exécutif			2013 DJS 188	relatif à la parcelle du 63 rue de Buzenval.	GACHET	Adopté	15-oct-13											X
7	7	34		Exécutif		A	2013 DJS 404	Amendement technique.	GACHET	Adopté	15-oct-13										X	
							DJS 404			Adopté	15-oct-13											X
							DASCO 123			Adopté	15-oct-13											X
							DFPE 200			Adopté	15-oct-13											X
							DFPE 362			Adopté	15-oct-13											X
1	7	35	227	NI	MARTINS	VNR		relatif à la crèche Ernest May de la Croix Rouge (17e).	NAJDOVSKI	Adopté	15-oct-13											X
							DF 92			Adopté	15-oct-13	X						X		X		
							DJS 209			Adopté	15-oct-13			X								
							DJS 406			Adopté	15-oct-13											X
							DPA 17			Adopté	15-oct-13											X
8	7	36	228	PSRGA	DAGNAUD, MADEC, JEMNI	VNR		relatif à l'offre sportive dans le quartier Place des Fêtes.	VUILLERMOZ	Adopté	15-oct-13											X
							DJS 220			Adopté	15-oct-13											X
							DJS 223			Adopté	15-oct-13											X
							DU 32			Adopté	15-oct-13	X		X								
8	8	37	229	PSRGA	DAGNAUD, MADEC	VNR		relatif à la modification du PLU sur le quartier des Villas d'Amérique.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13											X
1	8	38		EELVA	NAJDOVSKI, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, CONTASSOT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ	VNR		relatif à un moratoire et un référendum local sur les projets de tours.	HIDALGO	Rejeté	15-oct-13	X				X						
8	8	39	230	UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	VNR		relatif à un audit de sécurité sur le réaménagement du quartier des Halles.	HIDALGO	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13				X							
							DU 295			Adopté	15-oct-13											X
1	8	40	231		M. Le Maire de Paris	VNR		relatif à l'attribution de la dénomination Albert et Alix Jacquard à la résidence sociale 90 rue de Lourmel.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13											X
8	8	41		PSRGA	BLOCHE, MARTINET	VNR		relatif à la dénomination d'un espace public Albert Jacquard.	HIDALGO	Retiré	15-oct-13											
8	8	42	232	EELVA	BOUTAULT, DUTREY, GAREL	VNR		relatif à la dénomination d'un lieu parisien en hommage à Albert Jacquard.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13											X
8	8	43	233	PSRGA	BLOCHE, MARTINET	VNR		relatif à la dénomination "Esplanade de la liberté de la presse - Gilles Jacquier" dans le 11e.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13											X
8	8	44	234	EELVA	CONTASSOT, GAREL	VNR		relatif à l'attribution du nom de Rita Thalmann.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13											X
1	8	45	235		ALPHAND, DREYFUSS	VNR		relatif à l'attribution du nom de Boris Pasternak.	HIDALGO	Adopté	15-oct-13											X
							DLH 112			Adopté	15-oct-13											X
8	8	46	236	UMPPA	DUBUS	V	2013 DLH 112	relatif à la présentation des actions de la SOREQA.	MANO	Adopté	15-oct-13											X
							DLH 118			Adopté	15-oct-13											X
							DLH 124			Adopté	15-oct-13											X
8	8	47		PCF/PG	BROSSAT	A	2013 DLH 127	relatif au plan climat.	MANO	Adopté	15-oct-13											X
							DLH 127			Adopté (amendé oralement)	15-oct-13											X
							DLH 184			Adopté	15-oct-13											X
1	8	48		UMPPA	ALPHAND	V	2013 DLH 184	relatif à la dette des bailleurs sociaux.	MANO	Retiré	15-oct-13											
							DLH 222			Adopté	15-oct-13										X	
							DLH 232			Adopté	15-oct-13											X

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1	8	49		UMPPA	ALPHAND	V	2013 DLH 232	relatif au bilan financier de huit opérations de la RIVP.	MANO	Retiré	15-oct-13											
séance		50a	237	Exécutif		VNR		relatif au début de la trêve hivernale		Adopté	15-oct-13											X
8	8	50	238	PSRGA	COUMET	VNR		relatif à l'expérimentation de la dissociation foncier-bâti.	MANO	Adopté	15-oct-13											X
8	8	51	239	PSRGA	CALANDRA	VNR		relatif à l'immeuble du 14 cité du Labyrinthe.	MANO	Adopté	15-oct-13											X
8	8	52		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif au n° 14 cité du Labyrinthe.	MANO	Rejeté	15-oct-13			X		X					
8	8	53	240	EELVA	NAJDOVSKI	VNR		relatif au délai d'instruction des recours DALO.	MANO	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13										X	
8	8	54		EELVA	FOURNIER, NAJDOVSKI	VNR		relatif aux détecteurs de fumée dans les logements sociaux.	MANO	Retiré	15-oct-13											
séance		54bis	241	Exécutif		VNR		relatif aux détecteurs de fumée dans les logements sociaux.		Adopté	15-oct-13											X
8	8	55	242	PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif à la production de logements sociaux.	MANO	Adopté	15-oct-13									X		
8	8	56		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif au droit au logement.	MANO	Rejeté	15-oct-13			X		X		X		X		
séance		56bis	243	Exécutif		VNR		relatif au droit au logement.		Adopté	15-oct-13									X		
8	8	57		UMPPA	DATI, DAUVERGNE	VNR		relatif à l'accès au logement social des gardiens d'immeubles.	MANO	Rejeté	15-oct-13	X		X		X						
8	8	58		UMPPA	DUBUS	VNR		relatif au parc de logements intermédiaires.	MANO	Rejeté	15-oct-13	X		X		X						
1	8	59		UMPPA	MONTANDON	VNR		relatif à la vente à la découpe de l'immeuble Taine/Reuilly.	MANO	Rejeté	15-oct-13	X			X	X						
séance		59bis	244	Exécutif		VNR		relatif à la vente à la découpe de l'immeuble Taine/Reuilly.		Adopté	15-oct-13											X
1	8	60		UMPPA	DUBUS	VNR		relatif à la rénovation du parc de logements sociaux.	MANO	Rejeté	15-oct-13	X		X		X						
1	8	61		UMPPA	DUMONT, AURIACOMBE, DECORTE, DREYFUSS, DUBUS, ROGER	VNR		relatif à la mise en place d'un système de cotation de la demande.	MANO	Rejeté	15-oct-13	X				X						
8	8	62		UMPPA	MONTANDON	VNR		relatif au déménagement du Conseil régional d'Ile-de-France.	MANSAT	Rejeté	15-oct-13	X		X		X						
							SG 57			Adopté	15-oct-13											X
séance		62a		UMPPA	DUBUS	A	2013 SG 57			Adopté	15-oct-13											X
9	9	63		Exécutif		A	2013 DAC 576	Amendement technique.	JULLIARD	Adopté	15-oct-13										X	
							DAC 423			Adopté	15-oct-13											X
							DAC 555			Adopté	15-oct-13											X
							DAC 576			Adopté	15-oct-13											X
							DAC 674			Adopté	15-oct-13											X
							DAC 703			Adopté	15-oct-13											X
1	9	64	245	PCF/PG	ARROUZE	VNR		relatif à l'apposition d'une plaque commémorative à Elsa Triolet et Louis Aragon.	JULLIARD	Adopté	15-oct-13											X
9	9	65	246	UMPPA	GOUJON, LAMOUR, FONLLADOSA, de CLERMONT-TONNERRE, MACÉ de LÉPINAY	VNR		relatif à l'association du musée du Montparnasse.	JULLIARD	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13											X
							DAC 666			Adopté	15-oct-13											X
							DAC 698			Adopté	15-oct-13	X										
							DAC 721			Adopté	15-oct-13	X										
							DAC 517			Adopté	15-oct-13											X
9	9	66	247	EELVA	FOURNIER, BOUTAULT	VNR		relatif au site des Archives nationales.	POURTAUD	Adopté	15-oct-13											X
							DGRI 79			Adopté	15-oct-13											X
9	9	67	248	EELVA	GAREL, CONTASSOT, NAJDOVSKI, BOUTAULT	VNR		relatif aux militants de l'organisation Greenpeace de l'Arctic Sunrise.	SCHAPIRA	Adopté (amendé)	15-oct-13							X		X		
1	9	68		UMPPA	LEGARET, GOASGUEN, ROGER	VNR		relatif à la situation des Chrétiens d'Orient.	SCHAPIRA	Retiré	15-oct-13											

											PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		
N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
séance		68bis	249	Exécutif		VNR		relatif à la situation des Chrétiens d'Orient.		Adopté	15-oct-13											x
7	9	69	250	EELVA	CONTASSOT	VNR		relatif à la pose d'une plaque commémorative au stade Roland-Garros.	VIEU-CHARIER	Adopté (amendé)	15-oct-13											x
1	9	70	251	PCF/PG	CORBIÈRE	VNR		relatif à un hommage aux "Fusillés pour l'Exemple" de la Première guerre mondiale.	VIEU-CHARIER	Adopté (amendé)	15-oct-13											x
							DAC 609			Adopté	15-oct-13	x										
							SG 183			Adopté	15-oct-13						PAS DE VOTE					
							SG 182			Adopté	15-oct-13		x	x								
							DAC 663			Adopté	15-oct-13									x		
1	1	71		EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT	A	2013 DU 263	relatif au montant de la subvention.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13	x				x		x				
							DU 263			Adopté	15-oct-13											x
							DVD 164			Adopté	15-oct-13		x		x							
3	1	72		EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT	V	2013 DVD 164	relatif aux bornes de recharge électrique.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13	x				x		x		x		
3	1	73		UMPPA	DOUVIN	V	2013 DVD 164	relatif aux stations Autolib' en ouvrage souterrain.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
1	1	74	252	EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT, BAUPIN, CHARZAT, DUBARRY, DUTREY, FOURNIER, GAREL, GIBOUDEAUX, LOPEZ, NAJDOVSKI	VNR		relatif aux questions écrites déposées au Conseil de Paris.	GAUDILLÈRE	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13												x
1	1	75		PCF/PG	BROSSAT	VNR		relatif à la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités territoriales.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13			x		x						
séance		75bis	253	Exécutif		VNR		relatif à la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités territoriales.		Adopté	15-oct-13		x									
3	1	76		UMPPA	KUSTER	VNR		relatif au mobilier urbain publicitaire.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
1	1	77		UMPPA	LEGARET, DECORTE, DUBUS, HAREL, MERIGOT de TREIGNY	VNR		relatif à la création du Conseil de l'Immobilier de la Ville.	GAUDILLÈRE	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
8	1	78		EELVA	CONTASSOT, NAJDOVSKI	VNR		relatif à l'immeuble T8.	MONTACIÉ	Retiré	15-oct-13											
1	2	79		NI	MARTINS	VNR		relatif à la "chasse aux trésors de Paris".	BROS	Retiré (non présenté)	15-oct-13											
							DDEEES 190			Adopté	15-oct-13											
2	2	80		PCF/PG	BROSSAT, SIMONNET	VNR		relatif au travail de nuit et au travail dominical.	COHEN-SOLAL	Retiré	15-oct-13											
1	2	81		UMPPA	MONTANDON, DUBUS	VNR		relatif à l'extension du travail dominical.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
2	2	82		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur du Forum des Halles.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
2	2	83		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur Haussmann - Grands magasins.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
2	2	84		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, REY, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'ouverture dominicale des commerces dans le secteur de Bercy village.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
2	2	85		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux salariés de l'enseigne Séphora des Champs-Elysées.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
2	2	86		U.D.I.	TACHÈNE, SACHS, SAINT-ETIENNE, POZZO DI BORGO	VNR		relatif aux zones touristiques de la Capitale.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
1	2	87			GOLDGRAB, ALAYRAC, BROS	VNR		relatif au périmètre des zones touristiques et au travail dominical.	COHEN-SOLAL	Retiré	15-oct-13											
1	2	88		NI	MARTINS	VNR		relatif au travail en soirée.	COHEN-SOLAL	Retiré (non présenté)	15-oct-13											
séance		88bis	254	Exécutif		VNR		relatif à l'ouverture des commerces à Paris		Adopté	15-oct-13							x		x		

N° Commission de dépôt	N° Commission ODJ	N° d'ordre	N°Adoptés définitifs	Groupes ou Exécutif	Elus	A, V, Vnr, LR	N° délib	Objet	Adjts rapporteur	VOTE	DATE DE VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
2	2	89		UMPPA	GIANNESINI	VNR		relatif à l'implantation du marché de la place de Joinville.	COHEN-SOLAL	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
1	2	90		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif aux agents ALG.	ERRECART	Rejeté	15-oct-13			x		x						
1	3	91		UMPPA	DOUVIN	A	2013 DVD 35	relatif à la tarification à la minute.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13	x			x	x						
1	3	92		UMPPA	DOUVIN	A	2013 DVD 106	relatif à la tarification à la minute.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13	x			x	x						
							DVD 35			Adopté	15-oct-13	x										
							DVD 106			Adopté	15-oct-13	x										
							DVD 197			Adopté	15-oct-13	x										
							DVD 98			Adopté	15-oct-13											x
							DVD 177			Adopté	15-oct-13											x
séance		92bis	255	Exécutif		V	2013 DVD 106	relatif à la tarification à la minute.		Adopté	15-oct-13											x
3	3	93	256	EELVA	NAJDOVSKI	VNR		relatif à l'opération "Paris Respire" dans le bois de Vincennes.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13											x
3	3	94	257	EELVA	NAJDOVSKI, BAUPIN	VNR		relatif à l'autopartage.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13								x		x	
1	3	95		PCF/PG	SIMONNET	VNR		relatif aux marchés d'appel d'offres sur les nouvelles lignes de bus.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13			x		x		x		x		
3	3	96		UMPPA	DOUVIN	VNR		relatif aux stations-services parisiennes.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
3	3	97		UMPPA	DOUVIN, HAREL, TISSOT	VNR		relatif aux infiltrations dans la station de métro République.	BARGETON	Retiré	15-oct-13											
3	3	98		UMPPA	DOUVIN, MONTANDON, GOUJON	VNR		relatif aux dégradations et vols commis sur les Vélib'.	BARGETON	Retiré	15-oct-13											
1	3	99	258	UMPPA	LAMOUR, LEGARET	VNR		relatif à l'éclairage nocturne des panneaux publicitaires aux stations de tramways.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13											x
3	3	100		U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif au dispositif de subvention pour l'achat d'un cyclomoteur électrique.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
3	3	101		U.D.I.	GALLOIS	VNR		relatif à la ligne de bus 57.	BARGETON	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
3	3	102	259		GOLDGRAB, ALAYRAC, BROS	VNR		relatif à une offre de scooters électriques en libre-service.	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	15-oct-13				x							
							DEVE 151			Adopté	15-oct-13											x
							DEVE 158			Adopté	15-oct-13								x		x	
							DEVE 141			Adopté	15-oct-13											x
4	4	103	260	EELVA	CONTASSOT	VNR		relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le parc Kellerman.	GIBOUDEAUX	Adopté	15-oct-13											x
4	4	104	261	EELVA	CONTASSOT	VNR		relatif à l'installation d'une parcelle de jardin partagé dans le jardin des Grands Moulins - abbé Pierre.	GIBOUDEAUX	Adopté	15-oct-13											x
1	4	105		UMPPA	GOASGUEN, DEBRÉ, GIAZZI, GABORIAU, BOULAY ESPERONNIER, AURIACOMBE, HOFFENBERG, HAREL	VNR		relatif à l'aménagement du square Alexandre et René Parodi (16e).	JULLIARD	Rejeté	15-oct-13			x								
1	4	106		U.D.I.	GASNIER	VNR		relatif à l'insécurité dans les parcs et jardins.	GIBOUDEAUX	Rejeté	15-oct-13	x		x		x					x	
4	4	107		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, de CLERMONT-TONNERRE, MACÉ de LÉPINAY	VNR		relatif au réservoir de Grenelle.	LE STRAT	Rejeté	15-oct-13	x			x	x						
1	4	108		U.D.I.	GASNIER, BERTRAND, POZZO DI BORGO	VNR		relatif à l'organisation d'un débat sur les risques d'une crue centennale.	LE STRAT	Rejeté	15-oct-13	x		x		x						
							DPE 76			Adopté	15-oct-13			x								
4	4	109	262	PSRGA	BLOCHE, VAUGLIN	VNR		relatif à la lutte contre les tags.	PENINOU	Adopté	15-oct-13											x
4	4	110	263	EELVA	BOUTAULT, CONTASSOT	VNR		relatif au tri multimatériaux.	PENINOU	Adopté	15-oct-13											x